



JICA 2013

AGENCE JAPONAISE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE
RAPPORT ANNUEL



Contribution aux OMD

Les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), notamment la réduction de moitié du nombre de personnes vivant dans la pauvreté extrême d'ici 2015, sont des objectifs partagés par la communauté internationale.

Les contributions majeures de la JICA jusqu'en 2012, trois ans avant la date cible de 2015, sont comme suit.

(Pour plus de détails sur les efforts de la JICA pour atteindre les OMD, voir les pages 62 et 63.)

8 800 écoles

Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous

Plus de 8 800 écoles primaires et secondaires ont été construites dans 47 pays (total cumulé).

Des cours de formation ont été organisés pour plus de 200 000 enseignants (total cumulé).

660 millions de vaccins

Objectif 4 : Réduire la mortalité infantile

Plus de 660 millions de vaccins et des équipements de la chaîne du froid (c.-à-d. des réfrigérateurs) nécessaires à leur distribution ont été fournis (de 2000 à 2011).

64 pays

Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle

Une coopération ciblant l'amélioration continue des soins de santé maternelle et infantile a été réalisée dans 64 pays (de 2000 à 2011).

3,05 million ha

Objectif 7 : Assurer un environnement durable

Près de 3,05 millions d'hectares ont été plantés dans le cadre du reboisement (de 2000 à 2011).

La JICA en un clin d'œil

Les activités de l'Agence en quelques chiffres

Contribution au secteur de l'infrastructure dans le monde

Il est essentiel de construire des infrastructures pour réduire la pauvreté et assurer une croissance durable. La JICA soutient la construction d'installations à travers la coopération financière, notamment les prêts d'APD et les dons.

Aéroports

26
pays

Le nombre de pays bénéficiaires d'une coopération financière de la JICA pour l'amélioration aéroportuaire (dont les projets en cours). 26 pays.

Métros et réseau ferroviaire urbain

18
villes

Le nombre de villes bénéficiaires d'une coopération financière de la JICA pour l'amélioration du métro ou du réseau ferroviaire urbain (dont les projets en cours). 18 villes dans 13 pays.

Contribution à l'Afrique

Par le passé, le continent africain avait la réputation d'être le plus en retard en matière de développement. En 1993, alors que l'intérêt de la communauté internationale pour l'Afrique faiblit, le Japon organise la première conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD). Depuis, le Japon a pris des mesures concrètes pour le développement de ce continent. En juin 2013, le Japon organise la TICAD V qui marque le vingtième anniversaire de la conférence. Ces dernières années, l'Afrique est restée sur la voie d'un développement rapide, et on l'appelle aujourd'hui le « continent de l'espoir ». Voici les résultats des principales activités menées par la JICA et le gouvernement japonais au cours des cinq années écoulées entre la quatrième et la cinquième conférence de la TICAD (de 2008 à 2012).

(Pour plus de détails sur les activités de la JICA en Afrique, voir les pages 50 à 55.)

Total de l'APD

Résultat : Une moyenne de
1 815 millions \$ par an (montant provisoire)

Objectif : Doublement des contributions annuelles totales d'APD vers l'Afrique d'ici 2012 (soit 1 800 millions).

Infrastructures

Résultat : **4 429 millions \$**

Objectif : Fournir un minimum de 4 milliards USD en prêts d'APD à des secteurs tels que les infrastructures et l'agriculture.

Éducation

Résultat : **1 242 écoles, 6 735 salles de classe** (chiffres provisoires)

Objectif : Construire 1 000 écoles et 5 500 salles de classe pour près de 400 000 enfants.

Résultat : **792 925 personnes**

Objectif : Former 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences dans le primaire et le secondaire à travers les projets de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences (SMASE).

Santé

Résultat : **3 950 sites**

(Note : durant une période de quatre ans, de 2008 à 2011)

Objectif : Construire et restaurer 1 000 hôpitaux et centres de santé.

Résultat : **220 950 personnes**

(Note : durant une période de quatre ans, de 2008 à 2011)

Objectif : Former 100 000 professionnels médicaux et de santé.

Eau et assainissement

Résultat : **10 640 000 personnes** (chiffres provisoires)

Objectif : Fournir une eau potable salubre à 6,5 millions de personnes.

Résultat : **13 369 personnes**

(Note : durant une période de quatre ans, de 2008 à 2011)

Objectif : Développer les ressources humaines pour 5 000 usagers/gestionnaires de l'eau.

Secteur privé

Résultat : de 90 à **2 353 personnes**

(Note : durant une période de quatre ans, de 2008 à 2011)

Objectif : Multiplier par dix la portée des cours de formation dans le secteur du commerce.

Résultat : **1 962 personnes**

(Note : durant une période de quatre ans, de 2008 à 2011)

Objectif : Accroître la portée des cours de formation liés au secteur privé à 1 500 personnes.

FAITS MARQUANTS 2012



Conformément aux lignes directrices internationales, l'équipe du Secours d'urgence du Japon entretient un niveau de préparation et d'organisation lui permettant d'assurer les opérations de recherche et de secours à l'étranger au maximum de ses capacités. (La photographie a été prise lors d'une séance de formation générale, en novembre 2012.)

Diffusion des expériences en matière de réduction des risques de catastrophes, de secours d'urgence, de restauration et de reconstruction

La JICA met l'accent sur l'importance d'adopter une perspective de réduction des risques de catastrophes dans tous les secteurs en s'appuyant à la fois sur l'« intégration de la réduction du risque de catastrophes » prônée par les communautés internationales et sur l'expérience acquise lors du grand séisme de l'est du Japon et les inondations en Thaïlande en 2011. En juillet 2012, lors de la « conférence ministérielle mondiale sur la réduction des catastrophes du Tohoku (Sendai) », l'importance de la réduction du risque de catastrophes a été réaffirmée par des ministres et des gouvernements du monde entier. De même, après les inondations en Thaïlande, la JICA a soutenu la formulation d'un schéma directeur pour les mesures de lutte contre les inondations. En janvier 2013, la JICA a créé le « crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement urgent » (SECURE) afin de répondre aux besoins de restauration dans les pays frappés par des catastrophes. Par ailleurs, l'équipe du Secours d'urgence du Japon (JDR) – l'unité chargée de l'aide humanitaire d'urgence durant les catastrophes majeures – a célébré son 30^e anniversaire. La JICA continuera de soutenir par une aide constante la réduction des risques de catastrophes, les secours d'urgence, la restauration et la reconstruction dans les pays en développement.

Voir les articles

Page 87, page 110

Site internet de la JICA → « Nouvelles du terrain », *Mieux gérer les catastrophes naturelles*, 9 juillet 2012

La JICA envoie un message au monde : Réunions annuelles du FMI et du Groupe de la Banque mondiale

« Le cœur de l'économie mondiale vient à Tokyo ». En octobre 2012, près de 20 000 membres de la communauté mondiale de l'économie et du développement se sont réunis à Tokyo. Lors de cet événement majeur, la JICA a co-organisé plusieurs séminaires, avec la Banque mondiale et d'autres institutions, et le président de la JICA a mené des discussions sur les solutions à apporter aux divers problèmes de développement auxquels le monde doit faire face. À travers un dialogue avec plus d'une centaine de ministres et de hauts responsables d'institutions internationales et financières, le président de la JICA, ainsi que d'autres membres du conseil d'administration, ont échangé leurs vues sur les programmes de coopération et la collaboration des donateurs. Au cours de cet événement, le président de la JICA a fait valoir avec force nos engagements et nos idées tant aux yeux du Japon que de la communauté internationale.



Octobre 2012

Le président de la JICA, Akihiko Tanaka, prononce le discours d'ouverture du programme des séminaires organisé durant les réunions annuelles et intitulé « Les politiques gouvernementales peuvent-elles créer de bons emplois pour le développement ? » [Photo : Shinichi Kuno].

Voir les articles

Site internet de la JICA → « Communiqués de presse », *Les assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale sont menées à bonne fin*, 15 octobre 2012



Octobre 2012

Le vice-président senior de la JICA, Hideaki Domichi, serre la main du dirigeant du FMLI, Al Haj Murad Ebrahim, après la signature de l'accord-cadre pour la paix.

Renforcement de l'aide pour la consolidation de la paix dans les zones affectées par un conflit à Mindanao

En octobre 2012, les négociateurs du gouvernement des Philippines et du Front moro islamique de libération (FMLI) ont signé un accord-cadre pour la paix, marquant ainsi une étape importante vers la fin du conflit qui agite Mindanao depuis 40 ans. Les pourparlers de paix initiés par le président Benigno Aquino III et Al Haj Murad Ebrahim, dirigeant du FMLI, ont ouvert la voie à un accord. La JICA a construit une relation de confiance, avec le gouvernement et le FMLI, grâce à l'envoi de personnel au sein de l'équipe de surveillance internationale ainsi que par la fourniture d'une aide au renforcement des capacités et au développement de la communauté avant même la signature de l'accord de paix. En s'appuyant sur les bases acquises lors de ces expériences, la JICA étendra son aide pour l'établissement d'un nouveau gouvernement autonome dans les zones de Mindanao touchées par le conflit.

Voir les articles

Site internet de la JICA → « Nouvelles du terrain », *Une étape décisive vers une paix durable sur l'île de Mindanao affectée par le conflit*, 31 octobre 2012

Extension de l'aide au Myanmar : Apporter les fruits de la réforme à la population

Depuis mars 2011, après l'inauguration de la nouvelle administration, le Myanmar a entrepris des réformes politiques et économiques, et effectué des efforts pour se rapprocher de la communauté internationale. Un accord complet a été passé pour résoudre le problème de la dette du Myanmar durant le « sommet Myanmar-Japon » en avril 2012, ce qui a conduit à la reprise des prêts d'APD dans le cadre du « programme d'aide au développement social et économique », pour la première fois en 26 ans. La JICA entend aider le pays à mener ses réformes socioéconomiques afin de permettre à la population birmane de profiter pleinement de ces changements.

Voir les articles

Page 25

Site internet de la JICA → « Communiqués de presse », *Signature d'un accord de prêt d'APD du Japon avec le gouvernement de la République de l'Union du Myanmar*, 30 janvier 2013



Reprise des prêts en yens pour les réformes socioéconomiques au Myanmar

Janvier
2013



Cérémonie de signature du prêt accordé au Vietnam, à Kobe, au Japon.

Voir les articles

Page 26 Site internet de la JICA → « Communiqués de presse », *Signature du premier projet d'infrastructure dans le cadre du financement des investissements du secteur privé depuis la reprise intégrale du programme*, 30 janvier 2013

Premier projet d'infrastructure dans le cadre du financement des investissements du secteur privé depuis la reprise du programme

En janvier, la JICA a signé un accord de prêt pour le premier projet d'infrastructure dans le cadre du financement des investissements du secteur privé (PSIF) depuis la reprise intégrale du programme. Le projet vise à assurer la construction, l'exploitation et la maintenance de systèmes de traitement des eaux usées pour les parcs industriels et d'une usine de traitement des eaux usées au Vietnam. Les entreprises japonaises et vietnamiennes, ainsi que les collectivités locales, coopèrent sur ce projet qui utilisera la technologie et le savoir-faire en matière de gestion du Japon. Ces parcs industriels devraient également attirer les investissements japonais, particulièrement des PME, au Vietnam.

Janvier
2013

Progression des engagements de prêts d'APD à 1 200 milliards JPY, second montant le plus important jamais atteint

Les engagements de prêts d'APD ont atteint 1 222,9 milliards JPY lors de l'exercice 2012, soit une progression de 28,9 % par rapport à l'exercice précédent, ce qui représente le second montant le plus important après celui de l'exercice 1996 (1 281,5 milliards JPY). Conformément aux politiques du gouvernement japonais, notamment la « stratégie d'exportation des infrastructures », la JICA soutient activement le développement des infrastructures dans les pays en développement, surtout en Asie, afin de poser les bases du développement économique et social.

Voir les articles

Page 121, pages 162-163



Signature d'un accord de prêt de 349,3 milliards JPY pour soutenir une croissance solide en Inde [Photo by Shinichi Kuno]

Mars
2013



Juin
2013

Produit par Kansai Construction Survey Co., Ltd., KUMONOS est un instrument de topographie optique pouvant mesurer avec précision et à distance les fissures dans les ponts, les tunnels et autres structures (centre de la photo). La JICA envisage de poursuivre des projets d'APD qui permettront de prévenir les accidents dus à la détérioration des infrastructures sociales et de mettre l'accent sur la maintenance des structures.

Soutenir l'installation des PME à l'étranger par l'APD

La JICA tire parti de son vaste réseau et du savoir-faire acquis au cours des nombreuses années de coopération en matière d'APD afin d'aider les PME japonaises à déployer leur activité à l'étranger. Lors de l'exercice 2012, la JICA a été chargée par le ministère japonais des Affaires étrangères de mener près de 50 études (programme d'étude de 2 milliards JPY) afin d'identifier les opportunités de développement commercial des PME japonaises à l'étranger. Lors de l'exercice 2013, la JICA a créé deux nouvelles divisions pour renforcer sa position dans le secteur et initié des projets visant à diffuser et faire connaître les produits et les technologies des PME japonaises. En utilisant les technologies et produits exceptionnels des PME japonaises, la JICA contribue à la fois à la promotion du développement dans les pays en développement et à la revitalisation de l'économie japonaise.

Voir les articles

Page 104



Dossier : Interview du président de la JICA, Akihiko Tanaka

Répondre aux défis de portée mondiale

6

Palestine : Amélioration de la santé reproductive en Palestine centrée sur le projet de santé maternelle et infantile, phase 2 [Photo : Kenshiro Imamura]

La JICA en un clin d'œil	1
FAITS MARQUANTS EN 2012	2
Table des matières	4

Objectifs et aperçu des programmes

L'APD du Japon	12
Aperçu des programmes de la JICA	15
Feuille de route de la JICA	18

Initiatives concrètes Programmes 2012 de la JICA

Activités et initiatives par région

Asie du Sud-Est et Pacifique	20
• Asie du Sud-Est	21
• Pacifique	27
Asie de l'Est et Asie centrale	30
• Asie de l'Est	31
• Asie centrale et Caucase	33
Asie du Sud	36

Photo de couverture : Aide à la récolte au Brésil [Photo : Hikaru Nagatake]

Photo au dos de la couverture : Un jardin d'enfants, en Éthiopie, où travaillent des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV). [Photo : Atsushi Shibuya]

Amérique latine et Caraïbes	42
• Amérique Centrale et Caraïbes	43
• Amérique du Sud	46
Afrique	50
Moyen-Orient et Europe	56
• Moyen-Orient et Afrique du Nord	57
• Europe	60

Activités et initiatives par thème de développement

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	62
Développement de l'infrastructure économique	64
• Égalité des sexes et développement	65
• Réduction de la pauvreté	67
• Consolidation de la paix	69
• Développement de l'infrastructure économique	71
Développement des ressources humaines	76
• Éducation	77
• Sécurité sociale	79
• Santé	80
Environnement mondial	82
• Environnement mondial	83
Développement rural	90
• Développement agricole et rural	91
Développement industriel et politique publique	96
• Développement du secteur privé	97
• Énergie et exploitation minière	100
• Gouvernance	102

Autres types de projets

Partenariats public-privé	104
Programmes des volontaires japonais	106
Partenariats avec les ONG et autres organisations	108
Secours d'urgence en cas de catastrophe	110
Recherche	112
Renforcement des partenariats de développement	114

Modalités de la coopération/ Opérations, gestion et évaluation

Modalités de la coopération

Coopération technique	117
Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales	118
Programmes de formation et de dialogue de la JICA	119
Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé	121
Dons	123
Suivi	125

Opérations, gestion et évaluation

Diffusion de l'information	127
Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales	128
Gestion du risque financier et d'investissement	132
Gestion de la sécurité	133
Évaluation des opérations	134
Réponse au grand séisme et tsunami de l'est du Japon	135

Données chiffrées et informations

Histoire de la JICA	136
Organigramme	138
Budget	139
Antennes au Japon et bureaux à l'étranger	140
Glossaire	142
Index des études de cas	144
Données chiffrées	145



[Photo : Shinichi Kuno]

Dossier

Interview du président de la JICA, Akihiko Tanaka

Répondre aux défis de portée mondiale

Avec la mondialisation et l'interdépendance croissante, le monde connaît des changements radicaux. Dans le domaine de la coopération internationale également, l'environnement mondial évolue en profondeur, comme en témoignent la montée des pays émergents et la situation problématique des États fragiles. Cela crée en retour des défis de plus en plus divers et complexes auxquels nous n'avons jamais été confrontés auparavant.

Avec sa vision d'un « développement inclusif et dynamique », la JICA déploie ses efforts dans plusieurs types de coopération allant de la consolidation de la paix au développement économique et social durable. Depuis sa prise de fonctions en tant que président de la JICA en avril 2012, Akihiko Tanaka promeut une coopération internationale qui revitalise non seulement les pays en développement, mais aussi le Japon, tout en renforçant les partenariats entre les parties prenantes au Japon et à l'étranger.

Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Le président de la JICA, Akihiko Tanaka

田中明彦

Deux groupes caractéristiques de pays en développement émergent : le groupe des pays à revenu intermédiaire affichant une croissance rapide, et le groupe des pays fragiles ayant un haut degré de vulnérabilité.

Q1 Parlez-nous du contexte dans lequel évolue la communauté internationale et, à partir de là, des tendances de la coopération internationale et des formes de coopération nécessaires.

Aujourd'hui, quelque dix ans après l'entrée dans le 21^e siècle, on peut voir que le contexte de la coopération internationale est complètement différent de celui d'il y a 20 ou 30 ans.

La croissance économique dynamique de nombreux pays en développement est un facteur déterminant de ce changement. En particulier, les pays émergents tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et les membres de l'ANASE comme l'Indonésie et les Philippines, ont connu une croissance économique remarquable. Leur succès témoigne des résultats de la coopération internationale, et notamment des contributions du Japon et de la JICA.

D'un autre côté, il y a encore beaucoup d'États fragiles. Comme le montre le Rapport sur le développement humain de 2013, bien que de nombreux pays aient connu une amélioration de leur indice de développement humain, un certain nombre auront du mal à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici 2015.

De manière générale, on a observé récemment l'émergence de deux groupes caractéristiques de pays en développement : un groupe de pays à revenu intermédiaire affichant une croissance rapide et un groupe de pays fragiles ayant un haut degré de vulnérabilité. La coopération internationale actuelle et à venir doit se concentrer sur ces deux groupes.

Q2 Quels types de mesures sont préconisés pour la coopération avec chacun des deux groupes ?

Pour les pays à revenu intermédiaire, un des nouveaux défis consiste à ne pas tomber dans ce que l'on appelle le piège du revenu moyen. Il est vrai qu'avec la croissance économique, le nombre de personnes en situation de pauvreté absolue a diminué et des progrès ont été réalisés vers plusieurs cibles des OMD. Cependant, de nombreuses personnes vivent encore avec moins de 1,25 USD par jour et, dans certains pays, les disparités internes sont de plus en plus manifestes. Alors que la société dans son ensemble se développe, ces problèmes soulèvent de vives inquiétudes. Comme cela est mis en avant par la vision de la JICA, un développement inclusif et dynamique qui bénéficie à tous les citoyens est nécessaire pour produire une croissance de haute qualité dans ces pays.



Visite d'une ONG soutenue par la JICA qui s'occupe d'un centre de formation professionnelle pour les femmes à Mindanao, aux Philippines. La JICA continue de soutenir le processus de consolidation de la paix.

Les pays partenaires et la société japonaise ont beaucoup à gagner en résolvant ensemble leurs problèmes communs.

Nous devons donc adopter de nouveaux modes de pensée qui transcendent le cadre conventionnel de la coopération internationale. De toute évidence, de nombreux pays à revenu intermédiaire doivent encore faire face à des défis de développement communs à d'autres pays en développement, mais ils partagent aussi certains problèmes avec les pays développés. Dans cette optique, nous pouvons également dire que la coopération internationale est devenue plus complexe.

Par ailleurs, les États fragiles sont dans une situation encore plus grave et ils sont confrontés à des problèmes auxquels la coopération internationale ne peut répondre seule. La plupart des pays fragiles sont touchés par un conflit interne ou en rétablissement après un conflit. Pour mettre fin aux conflits internes, la communauté internationale doit appliquer des mesures complètes, et nous ne pourrions trouver de solution durable si la coopération internationale n'est pas en phase avec les opérations de maintien de la paix.

Même dans les pays où une période relativement longue s'est écoulée après la résolution d'un conflit, la gouvernance reste faible, et le simple maintien de l'ordre est problématique. C'est la cause profonde de la fragilité et la raison fondamentale qui explique le manque de progrès dans de nombreux domaines tels que la réduction de la pauvreté, le développement économique, l'éducation et la santé.

La coopération internationale est difficile à mener lorsque la faiblesse de la gouvernance est en cause, car la simple fourniture de fonds ou de matériel ne produit pas d'effets majeurs. Si le gouvernement n'a pas les capacités administratives pour élaborer et adopter un budget, l'aide budgétaire ne conduira pas à des mesures efficaces. C'est pourquoi le renforcement de la gouvernance par la coopération internationale est appelé à prendre une place prépondérante dans le processus de consolidation de la paix.



Visite d'un « koban » (poste de police) de la police militaire de l'État de São Paulo, au Brésil. Avec la coopération de l'Agence nationale de la police japonaise, la JICA a mené le projet de police de proximité pour la sécurité publique et le projet de mise en œuvre du système *koban* pour la police de proximité au Brésil (le président Tanaka est à la troisième place en partant de la gauche).

Q3 Quel rôle peut jouer la JICA pour subvenir aux besoins imposés par cette évolution ?

En réponse à la complexité croissante de la coopération internationale, le Japon ou la JICA peuvent jouer un rôle clé à l'avenir en renforçant la coopération dans des domaines spécifiques.

La JICA a largement contribué à l'aide aux pays à revenu intermédiaire à une époque où ils effectuaient leur transition à partir d'un stade de développement moindre. Pendant une certaine période, les infrastructures n'étaient pas considérées comme un aspect important de la coopération au sein de la communauté internationale, mais la JICA n'a eu de cesse de promouvoir leur développement. C'est grâce à ce type de coopération continue que le nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine affichant une croissance forte a commencé à progresser. Ces expériences et ces réussites forment des atouts solides pour les futures activités de la JICA.

Les différents moyens d'assurer la coopération auprès des pays à revenu intermédiaire constitueront sans doute un axe de travail majeur pour la JICA dans un avenir proche. Il faudra continuer de promouvoir la croissance économique par la coopération pour les infrastructures, comme nous l'avons fait jusqu'à présent, mais nous devons également renforcer les activités visant à éviter le piège du revenu moyen. Concrètement, il sera nécessaire de s'attaquer aux disparités internes croissantes, à la pauvreté urbaine, au chômage et aux problèmes rencontrés par les sociétés vieillissantes.

Il n'existe pas de solutions faciles à ces défis, et le vieillissement démographique est une question majeure qui se pose aussi au Japon. Je suis convaincu qu'il est crucial, pour le Japon comme pour les pays partenaires, d'affronter ces défis par l'apprentissage mutuel. L'aide aux pays à revenu intermédiaire permettra d'augmenter le revenu par habitant et de créer de grands marchés qui bénéficieront également au Japon. Je suis intimement persuadé que les pays partenaires et la société japonaise ont beaucoup à gagner à résoudre ensemble leurs problèmes communs.

La diffusion de ce processus d'apprentissage mutuel dans divers pays à travers le monde mènera aussi à la découverte de solutions innovantes et de grandes idées. C'est le sens d'une « aide source de dynamisme » qui revitalise à la fois les pays en développement et le Japon.

Le SATREPS (partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable) déployé par la JICA et l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST) en est un exemple concret. Dans ce programme, les institutions de recherche des pays en développement et du Japon mettent en place des partenariats et des projets de recherche internationale conjointe de haut niveau pour répondre aux défis mondiaux. À travers ces partenariats, elles s'efforcent d'acquérir une nouvelle expertise, tout en formant et en renforçant les capacités du personnel des institutions de recherche des

En se basant sur les expériences de la JICA menées jusqu'à présent, la transition entre l'aide humanitaire et l'aide au développement doit s'effectuer sans heurt.

pays en développement. Ce type de recherche internationale conjointe sur un pied d'égalité est une méthode complètement inédite dans le cadre de la coopération internationale conventionnelle et l'une des premières innovations provenant du Japon. Nous pensons que cette approche est amenée à se développer fortement à l'avenir.



Entretien avec le président de l'Afghanistan, Hamid Karzai (à droite). Les projets de la JICA contribuent à la croissance économique par la création d'emplois et à la sécurité des civils en Afghanistan, pays dont les infrastructures socioéconomiques ont connu de graves dommages suite au conflit.

Q4 Pouvez-vous nous expliquer les politiques spécifiques de coopération de la JICA en faveur des États fragiles ?

Pour les activités de coopération dans les États fragiles, la JICA met l'accent sur la sécurité humaine et met en œuvre des programmes de consolidation de la paix ou des projets dans divers domaines partout dans le monde. Pour capitaliser avec efficacité sur les expériences accumulées par la JICA, il est nécessaire de les analyser et de les systématiser.

Il est également important de le faire avec les pays partenaires. À travers des projets qui combinent dons ou prêts d'APD et coopération technique, la JICA a travaillé avec les agences compétentes des pays partenaires pour construire des infrastructures telles que des ponts et des routes. Ces projets permettent non seulement de construire des infrastructures, mais le processus de mise en œuvre contribue également au renforcement des institutions. La coopération de la JICA est un outil efficace pour assurer la sécurité humaine et renforcer les capacités de gouvernance.

De plus, l'Agence met l'accent sur la coopération dans les pays voisins ou proches de pays affectés par un conflit. La JICA assure une coopération auprès d'un grand nombre de communautés hôtes qui accueillent des réfugiés. En particulier, dans le cas de pays qui présentent un risque de résurgence du conflit, il est important de prévenir une éventuelle contagion du conflit et de la vulnérabilité aux pays voisins. Si nous tirons parti des effets du développement dans les pays voisins, nous pouvons espérer qu'ils deviendront des modèles qui exerceront aussi une influence prépondérante sur les pays affectés par un conflit.

En se basant sur les expériences de la JICA menées jusqu'à présent, il apparaît essentiel que la transition entre l'aide humanitaire et l'aide au développement s'effectue sans heurt. Cependant, compte tenu de la complexité des environnements, la coopération auprès des États fragiles peut mettre du temps avant de produire des résultats. Nous devons être patients et persévérants. Il arrive que nous connaissions des déceptions. Je pense qu'il est nécessaire d'introduire des méthodes d'évaluation de la coopération adaptées à ces contextes difficiles.



Cérémonie de signature à Bangkok, en Thaïlande, du document-cadre de coopération (accord de base) pour la phase 3 du projet de réseau des universités des pays de l'ANASE/réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) dont le début a été fixé en mars 2013. Quarante-deux représentants, notamment de ministères et d'universités des pays partenaires, ont simultanément apposé leur signature (le président Tanaka est le troisième à droite au premier rang).

Avec les pays à revenu intermédiaire devenus des pays à haut revenu, le partage des coûts de la coopération nous permettra d'apporter une formation de qualité supérieure et d'envoyer des experts en réponse aux besoins (coopération technique avec partage des coûts).

Q5 Est-ce qu'il y a un point sur lequel la JICA concentrera ses efforts au cours de ses futures activités ?

La JICA a assuré une coopération internationale par la connectivité physique. L'apprentissage mutuel avec les pays à revenu intermédiaire et les projets menés avec les États fragiles sont des exemples concrets de cette connectivité.

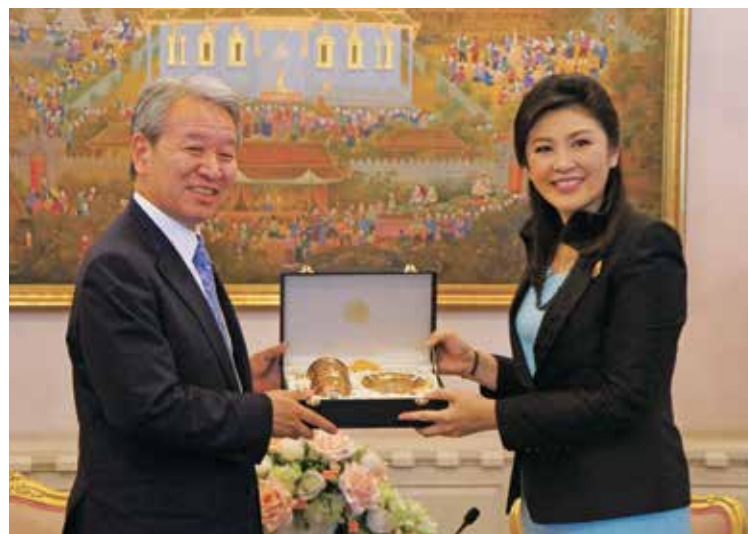
Je souhaite renforcer ce type de coopération. À cette fin, nous devons améliorer la qualité des formations au Japon, et nous aimerions étendre le programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger. Il est également important de promouvoir les partenariats public-privé, d'encourager la participation de la société civile et de renforcer les partenariats avec d'autres organismes de développement.

La coopération avec les pays à revenu intermédiaire devenus des pays à haut revenu constitue un nouveau défi. Les pays disposant de revenus élevés doivent encore faire face à des problèmes divers. Pour ces pays, nous souhaitons mettre en œuvre une coopération technique dont les coûts seraient partagés.

En matière de coopération internationale pour les pays en développement, dont la situation peut varier des États fragiles aux pays à haut revenu en passant par les pays à revenu intermédiaire, peu d'institutions disposent des capacités de la JICA ou de son réseau qui s'étend aussi bien au Japon que dans le reste du monde. Je souhaite que la JICA joue son rôle en utilisant pleinement les connaissances, le savoir-faire et les expériences de la société japonaise pour le bénéfice de la communauté internationale.



Le président Tanaka écoute le point de vue d'un élève du Centre de formation professionnelle Khartoum 2 dont l'objectif est de développer les opportunités d'emploi pour les personnes socialement vulnérables, notamment les femmes et les personnes handicapées.



Entretien avec le premier ministre thaïlandais Yingluck Shinawatra (à droite). Le premier ministre exprime sa gratitude pour l'aide de la JICA lors des inondations.

Q6 Un an et demi a passé depuis que vous occupez le poste de président de la JICA. Pouvez-vous dresser un bilan des résultats obtenus jusqu'à présent, de ce qui vous a marqué et de vos futures aspirations ?

J'ai été heureux de pouvoir confirmer la portée des efforts de consolidation de la paix de la JICA dans le processus de paix à Mindanao. Ce fut lors de ma visite aux Philippines, juste après ma prise de fonctions. J'ai également été impressionné par le développement dynamique des pays à revenu intermédiaire. Par exemple, il y a une brochure avec une carte créée par le bureau de la JICA en Thaïlande qui décrit les projets soutenus par l'Agence dans la zone métropolitaine de Bangkok, et j'ai été ému de voir à travers ce document la contribution importante de la JICA au développement de Bangkok en tant que grande ville internationale.

En juin 2013, la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama et, en amont de cet événement, j'ai visité 11 pays africains. Lors de la TICAD V, j'ai rencontré les dirigeants de nombreux pays participants. Tous mes interlocuteurs ont témoigné une immense gratitude pour les efforts du Japon et de la JICA visant à renforcer les relations entre le Japon et l'Afrique, et j'ai ressenti une fois encore les grandes attentes dont le Japon et la JICA font l'objet pour approfondir la coopération internationale.

J'aimerais que la JICA réponde avec sincérité aux grandes attentes de l'Asie et de l'Afrique, mais aussi d'autres régions telles que l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Océanie.



Afghanistan : Des jeunes filles vont chercher de l'eau dans la banlieue de Kaboul. [Photo : Sayad Jan Sabawoon]

Objectifs et aperçu des programmes

L'APD du Japon	12
Aperçu des programmes de la JICA	15
Feuille de route de la JICA	18

L'APD du Japon

1 Qu'est-ce que l'APD ?

Il s'agit de la coopération apportée par divers organismes et entités, dont les gouvernements, institutions internationales, organisations non gouvernementales (ONG) et entreprises privées, en appui au développement économique et social des pays en développement. L'aide publique au développement (APD) désigne l'aide technique et financière apportée par les gouvernements aux pays en développement dans le cadre de cette coopération.

2 Les catégories d'APD

Schématiquement, l'APD se répartit en deux catégories : l'aide bilatérale et l'aide multilatérale. Cette dernière comprend les financements et les contributions aux organisations internationales, alors que l'aide bilatérale est fournie sous trois formes : la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. D'autres programmes d'aide bilatérale prévoient en outre l'envoi de volontaires.

3 Mise en œuvre intégrée des mécanismes d'aide de la JICA

Ces dernières années, les pays industrialisés d'Europe et d'Amérique du Nord ont utilisé l'APD comme un moyen de lutter plus efficacement contre les problèmes mondiaux tels que le changement climatique et la réduction de la pauvreté. Par ailleurs, de nouveaux donateurs, dont la Chine et la Corée du Sud, sont apparus. À l'inverse, un contexte économique et budgétaire difficile a contraint le Japon de réduire le montant de son APD.

Face à la situation internationale et à l'afflux de réformes administratives internes, le gouvernement japonais a entrepris des réformes destinées à renforcer les stratégies politiques d'APD et les systèmes de mise en œuvre dans l'objectif d'améliorer encore la qualité de son APD. Dans le cadre notamment d'une rationalisation des organismes d'exécution de l'APD, la division des Opérations économiques de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC) et l'aide sous forme de dons du ministère des Affaires étrangères (MAE) (hormis l'aide relevant de la politique

diplomatique, directement supervisée par le ministère) ont été transférées à l'Agence, donnant naissance à la « Nouvelle JICA », le 1^{er} octobre 2008. Cette rationalisation a permis de regrouper les trois mécanismes d'aide au sein d'une même organisation et d'améliorer l'efficacité et la performance des activités de la JICA. Ces trois mécanismes d'aide sont décrits ci-après.

L'aide bilatérale

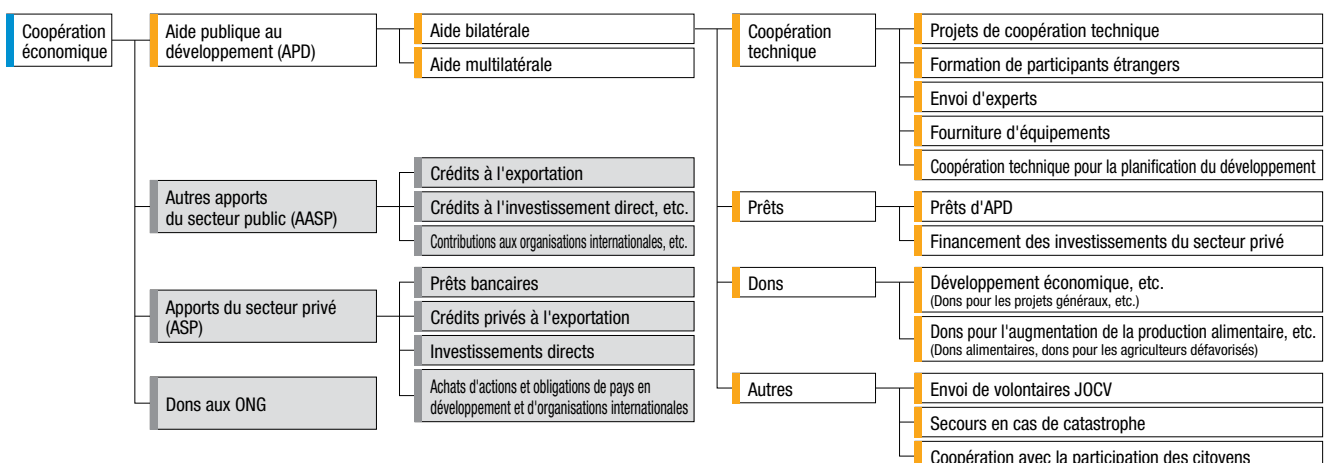
► La coopération technique

La coopération technique fait appel à la technologie, au savoir-faire et à l'expérience du Japon pour former les ressources humaines appelées à jouer un rôle clé dans l'évolution socioéconomique des pays en développement. De plus, en planifiant conjointement avec les pays partenaires des programmes d'aide répondant aux besoins locaux, la coopération technique permet de développer et de perfectionner des technologies adaptées aux conditions de chaque pays, tout en rehaussant le niveau technologique général et en mettant en place de nouveaux cadres institutionnels et organisationnels. Les pays partenaires peuvent ainsi développer leurs capacités à résoudre les problèmes et parvenir à la croissance économique. La coopération technique comprend la formation d'homologues des pays partenaires, l'envoi d'experts, la fourniture d'équipements et la réalisation d'études destinées à soutenir l'élaboration de politiques et la planification de projets de travaux publics (coopération technique pour la planification du développement).

► Les prêts

Les prêts soutiennent les efforts des pays en développement pour parvenir à la croissance en fournissant à ces nations les capitaux nécessaires à long terme et à des taux d'intérêt bien inférieurs à ceux du marché. Les principaux types d'aide sous forme de prêts sont les prêts d'APD et le programme de financement des investissements du secteur privé (PSIF). Comparativement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD permettent des financements plus importants, et sont donc surtout utilisés pour la construction d'infrastructures de base de grande envergure dans les pays en développement.

Figure 1 Coopération économique et APD



Contrairement à la coopération technique ou aux dons, les prêts d'APD doivent être intégralement remboursés, ce qui incite le pays bénéficiaire à se concentrer sur l'importance et la priorité des projets, et à faire des efforts pour affecter et utiliser les fonds de manière aussi efficace que possible.

► Les dons

Mécanisme fournissant les fonds nécessaires pour promouvoir le développement socioéconomique, ce type d'aide n'est assorti d'aucune obligation de remboursement. Dans les pays en développement à bas revenu, les dons sont principalement utilisés pour construire des infrastructures socioéconomiques, telles que des hôpitaux et des ponts, mais aussi pour promouvoir l'éducation, les programmes de lutte contre le VIH/sida, les soins de santé infantile et les activités liées à l'environnement, ce qui se traduit par une amélioration directe du niveau de vie.

L'aide sous forme de dons se divise en plusieurs catégories : les dons pour les projets généraux ; les dons hors projet ; les dons pour les projets de sécurité humaine au niveau local ; les dons pour les projets d'ONG japonaises ; les dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'étude) ; les dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité ; les dons pour la prévention des

catastrophes et la reconstruction ; les dons pour l'autonomisation communautaire ; les dons pour la pêche ; les dons pour la culture ; les dons d'urgence ; les dons alimentaires ; les dons pour les agriculteurs défavorisés ; les dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique ; les dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté ; et les dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix (voir page 123 pour la partie mise en œuvre par la JICA).

Les financements et contributions aux organisations internationales via l'aide multilatérale

L'aide multilatérale est une aide indirecte aux pays en développement qui transite par des institutions internationales financées par les pays membres. Les contributions sont versées aux agences spécialisées des Nations unies, dont le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) et le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), et les financements sont alloués aux banques multilatérales de développement (BMD), dont la Banque mondiale, l'Association internationale de développement (AID, appelée aussi « deuxième Banque mondiale ») et la Banque asiatique de développement (BASD).

Tableau 2 L'APD japonaise en 2012 (par type d'aide : valeurs provisoires)

Type d'aide (Année civile 2012)	Millions USD			Milliards JPY			Parts en % APD totale
	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2011/2012 (%)	Versements	Versements durant l'année précédente	Variation 2011/2012 (%)	
Décaissements d'APD							
APD bilatérale							
Dons	3 555,36	5 037,77	-29,4	283,766	401,544	-29,3	34,1
Réduction de la dette	4,69	1 444,51	-99,7	0,375	115,137	-99,7	0,0
Dons par le biais d'organisations internationales	1 860,06	1 972,83	-5,7	148,458	157,248	-5,6	17,9
Dons excluant ce qui précède	1 690,61	1 620,42	4,3	134,934	129,159	4,5	16,2
Dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	3 554,51	5 032,98	-29,4	283,698	401,163	-29,3	33,9
Réduction de la dette	4,69	1 444,51	-99,7	0,375	115,137	-99,7	0,0
Dons par le biais d'organisations internationales	1 860,06	1 972,83	-5,7	148,458	157,248	-5,6	17,7
Dons excluant ce qui précède	1 689,76	1 615,64	4,6	134,866	128,778	4,7	16,1
Coopération technique*	3 690,25	3 543,47	4,1	294,532	282,438	4,3	35,4
Coopération technique (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)*	3 678,51	3 533,76	4,1	293,595	281,664	4,2	35,1
Total des dons	7 245,61	8 581,23	-15,6	578,298	683,982	-15,5	69,6
Total des dons (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	7 233,02	8 566,74	-15,6	577,293	682,827	-15,5	68,9
Prêts d'APD et autres crédits	-445,10	-1 719,93	74,1	-35,525	-137,090	74,1	-4,3
Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue	-440,53	-372,21	-18,4	-35,160	-29,668	-18,5	
(Valeur des prêts versés)	7 740,16	7 614,07	1,7	617,770	606,893	1,8	
(Valeur des prêts remboursés)	8 185,26	9 334,00	-12,3	653,295	743,983	-12,2	
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	8 180,69	7 986,28	2,4	652,930	636,561	2,6	
Prêts d'APD et autres crédits (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	-356,33	-1 623,76	78,1	-28,440	-129,424	78,0	-3,4
(Prêts d'APD et autres crédits, réduction de la dette exclue)	-351,75	-276,04	-27,4	-28,075	-22,002	-27,6	
(Valeur des prêts versés)	7 701,33	7 536,97	2,2	614,671	600,747	2,3	
(Valeur des prêts remboursés)	8 057,65	9 160,72	-12,0	643,110	730,172	-11,9	
(Valeur des prêts remboursés, réduction de la dette exclue)	8 053,08	7 813,00	3,1	642,745	622,750	3,2	
APD bilatérale globale	6 800,51	6 861,30	-0,9	542,773	546,893	-0,8	65,3
APD bilatérale globale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'APD)	6 876,69	6 942,98	-1,0	548,854	553,403	-0,8	65,5
Contributions et financements aux organisations multilatérales	3 616,84	3 888,42	-7,0	288,673	309,933	-6,9	34,5
APD nette globale	10 417,34	10 749,72	-3,1	831,446	856,826	-3,0	100,0
APD nette globale (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	10 493,53	10 831,40	-3,1	837,526	863,336	-3,0	100,0
APD brute globale	18 602,61	20 083,72	-7,4	1 484,741	1 600,809	-7,3	
APD brute globale (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	18 551,18	19 992,13	-7,2	1 480,637	1 593,508	-7,1	
Revenu national brut (RNB) nominal pour chaque catégorie (1 milliard USD, 1 milliard JPY)	6 149,33	6 088,66	1,0	490 799,80	485 307,80	1,1	
Pourcentage du RNB	0,17	0,18		0,17	0,18		
Pourcentage du RNB (hors Europe de l'Est, pays affranchis de l'APD et BERD [partiellement])	0,17	0,18		0,17	0,18		

Notes : 1. Les 21 pays retirés de la liste du CAD qui ont bénéficié de l'APD sont : Hong Kong, Singapour, Brunei, Bahreïn, Israël, Koweït, Oman, Qatar, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Barbade, Trinité-et-Tobago, Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Chypre, Malte, Slovaquie, Croatie, Estonie, Lettonie et Lituanie.
2. Taux de conversion défini par le CAD pour 2012 : 1 USD = 79,8136 JPY (dépréciation de 0,1068 par rapport à 2011)
3. Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.
4. La réduction de la dette inclut les renoncements à des prêts d'APD et des réductions de la dette liée à des obligations gagées, mais exclut le report des remboursements.
5. Par le passé, les dons transitant par les organisations internationales étaient considérés comme des « Contributions et financements aux organisations multilatérales ». Cependant, depuis 2006, s'ils sont destinés à des pays bénéficiaires identifiés au moment de la contribution, ils sont considérés comme des « dons » pour les pays concernés.
6. À partir de 2011, les dons pour les projets d'ONG ont été inclus dans les dons des pays concernés.
* La coopération technique comprend les dépenses administratives et de développement de l'éducation.

4 Les tendances de l'aide au développement à l'échelle internationale

Comme l'illustrent les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) [voir pages 62 et 63], l'une des tendances récentes a été l'accélération de la mise en place d'objectifs communs par la communauté internationale, où différents pays et organisations coordonnent leur aide pour atteindre ces objectifs. Si auparavant, la coopération et la coordination de l'aide portaient sur des projets individuels, ces dernières années l'aide au développement met davantage l'accent sur l'appropriation des pays partenaires, dont les plans de développement et les priorités sont soutenus conjointement par les pays donateurs et les agences d'aide, qui travaillent ensemble à l'atteinte des objectifs de développement de ces pays. Les bailleurs de fonds doivent donc adapter leur aide aux priorités définies dans les stratégies de développement des pays partenaires.

5 Répartition de l'APD japonaise

Les décaissements nets d'APD réalisés par le Japon en 2012 se décomposent à hauteur d'environ 6 876,7 millions USD (environ 548,9 milliards JPY) en aide bilatérale (hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'aide) et pour 3 616,8 millions USD (environ 288,7 milliards JPY) en contributions et financements aux organisations internationales. L'APD totale du Japon a atteint près de 10 493,5 millions USD, soit une baisse de 3,1 % (3,0 % pour 837,5 milliards JPY) par rapport à l'exercice 2011. Ce montant classe le Japon au cinquième rang des États membres du Comité d'aide au

développement (CAD) de l'OCDE, après les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la France.

En 1989, le Japon est devenu le premier bailleur mondial d'APD, devançant les États-Unis qui occupaient jusqu'alors cette place. Le Japon est demeuré en tête du classement des pays membres du CAD pendant huit ans, de 1993 à 2000. Cependant, l'aide japonaise a chuté en 2001 et, hormis un sursaut notable en 2005, son déclin s'est amorcé progressivement.

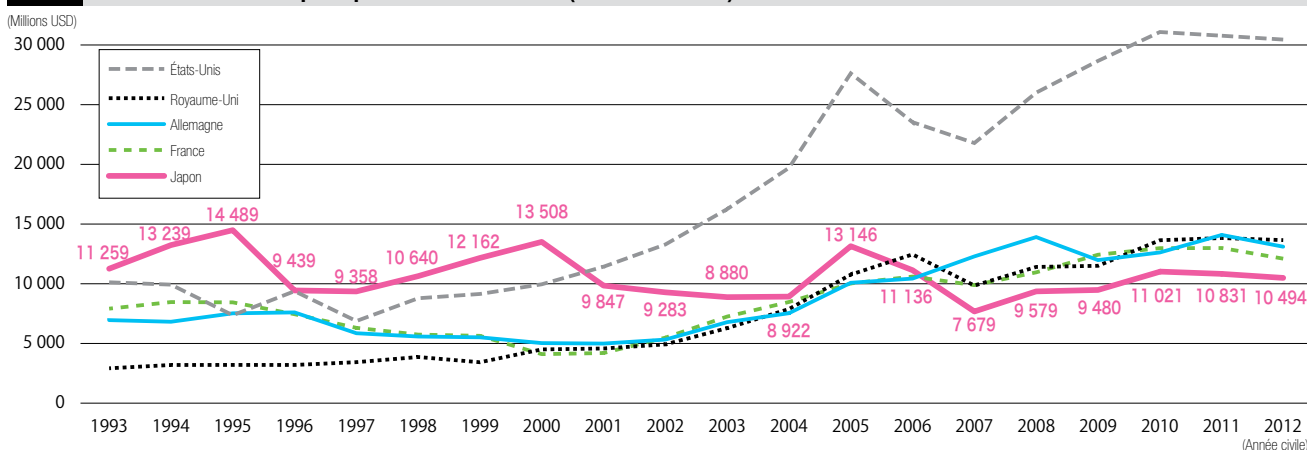
Avec un ratio APD/PNB de 0,17 %, le Japon se situe à la 20^e place parmi les 24 pays membres du CAD.

Tableau 5 Aperçu du budget d'APD du MOFA pour l'exercice 2013 (Milliards JPY)

	Exercice 2012		Exercice 2013	
	Budget	Variation 2012/2013	Budget	Variation 2012/2013
Budget du gouvernement	561,2	-2,0%	557,3	-0,7%
Budget du ministère	418,0	0,3%	421,2	0,7%
Dons	161,6	6,4%	164,2	1,6%
Dons versés au budget général de la JICA	145,4	0,2%	146,9	1,1%
Contributions et donations	51,2	15,6%	49,9	-2,5%
Aide pour activités de soutien	59,8	1,8%	60,1	0,4%

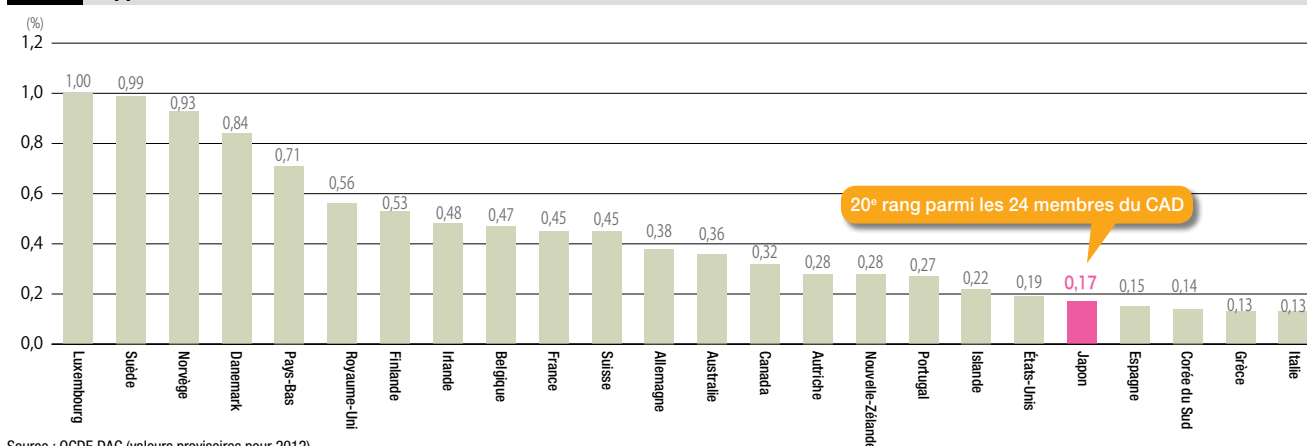
*Le budget d'APD du ministère des Affaires étrangères japonais (MOFA) pour l'exercice 2012 était de 418,2 milliards JPY, y compris l'aide à la restauration et à la reconstruction gérée dans le cadre d'un compte spécial.
Source : Site internet du MOFA

Figure 3 Évolution de l'APD des principaux membres du CAD (versements nets)



Source : OCDE DAC
1. Hors Europe de l'Est et pays affranchis de l'aide 2. Les valeurs indiquées pour 2012 sont provisoires.

Figure 4 Rapport APD/RNB des membres du CAD



Source : OCDE DAC (valeurs provisoires pour 2012)

Aperçu des programmes de la JICA

Lors de l'exercice 2012, la JICA a concentré ses programmes d'aide sur les domaines prioritaires de la réduction de la pauvreté dans les pays en développement et la contribution à une croissance économique durable ; les problèmes de portée mondiale tels que la lutte contre le changement climatique ; l'intégration de la réduction du risque de catastrophes ; la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ; la consolidation de la paix ; la démocratisation au Moyen-Orient après le Printemps arabe ; et la construction d'une nouvelle nation.

Aperçu des activités de la JICA pour l'exercice 2012

Versements d'APD du Japon et activités de la JICA

Le total (provisoire) des décaissements de l'APD japonaise a atteint 18 602,61 millions USD (1 484,7 milliards JPY) en 2012, y compris l'aide à l'Europe de l'Est et aux pays affranchis de l'aide, et les apports à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Les dons représentent 3 555,36 millions USD (283,8 milliards JPY), la coopération technique 3 690,25 millions USD (294,5 milliards JPY) et les prêts 7 740,16 millions USD (617,8 milliards JPY).

S'agissant des décaissements de la JICA durant l'exercice 2012 (tableau 6), la coopération technique représente 167,8 milliards JPY, soit une diminution de 11,2 % par rapport à l'exercice précédent.

Quant à l'aide sous forme de dons, dont la mise en œuvre lui est confiée depuis octobre 2008, la JICA a mis en œuvre 192 projets à hauteur d'environ 141,6 milliards JPY (montant des accords de dons) (figure 7).

Le total des prêts d'APD décaissés s'est élevé à 864,4 milliards JPY répartis entre 54 pays et une organisation. Le montant total des décaissements au titre des prêts d'investissement dans le secteur privé a atteint 270 millions JPY accordés à deux organisations.

Les figures 8 à 10 montrent l'évolution du volume des programmes de coopération technique, de prêts et de dons de la JICA durant les 10 dernières années.

Au cours de l'exercice 2012, les dépenses de coopération technique se sont élevées à 167,8

milliards JPY, soit une diminution de 11,2 % (21,1 milliards JPY) par rapport à 2011.

Les montants engagés au titre des prêts ont augmenté par rapport à l'exercice précédent et atteint 1 226,7 milliards JPY en 2012. Le volume des dons enregistré également une augmentation, totalisant 141,6 milliards JPY.

Répartition des dépenses par région

La figure 11 montre la répartition de la coopération technique, des prêts et des dons par région pour l'exercice 2012.

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant, entre l'Asie, à hauteur de 36,5 %, l'Afrique, à hauteur de 22,8 %, et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine, à hauteur de 8,2 %. Les 23,4 % de la rubrique « Autres » représentent les décaissements pour les institutions internationales et les projets multi-pays ou multi-régions.

Tableau 6 Décaissements par programme de la JICA (Milliards JPY)

	2012	2011
Coopération technique *1	167,8	188,9
Formation de participants étrangers	17,0	20,1
Experts	56,8	64,7
Membres de missions d'étude	36,7	40,3
Fourniture d'équipements	5,3	8,8
JOCV	8,3	9,9
Autres volontaires	3,4	3,9
Autres	40,3	41,3
Prêts *2	864,6	609,7
Dons *3	141,6	107,4

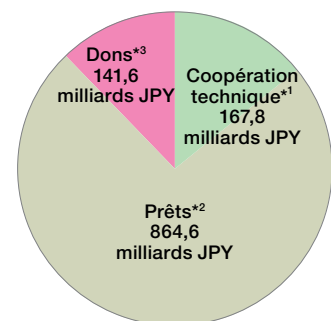
Notes : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

*1 Inclut les dépenses liées à l'envoi de volontaires et d'autre nature.

*2 Montant versé au cours de l'exercice.

*3 Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 7 Répartition des opérations de la JICA (exercice 2012)



*1 Dépenses de coopération technique hors dépenses de gestion

*2 Montant des prêts versés

*3 Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 8 Dépenses de coopération technique sur les 10 derniers exercices

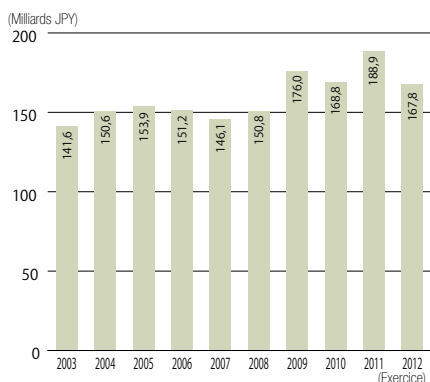
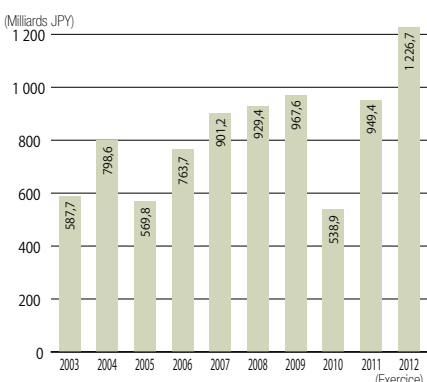
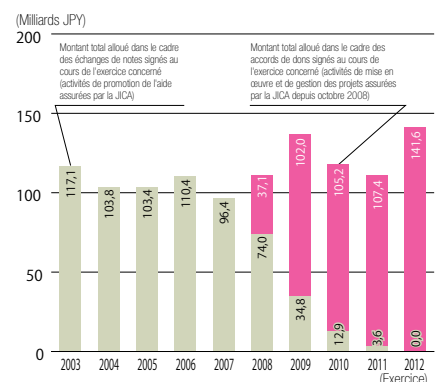


Figure 9 Montant des engagements de prêts sur les 10 derniers exercices



Remarque : Total des prêts d'APD et du financement des investissements du secteur privé

Figure 10 Montant des dons sur les dix derniers exercices



Remarque : Jusqu'à l'exercice 2007, la JICA était chargée de la promotion de l'aide sous forme de dons. Depuis octobre 2008, la JICA assure également la gestion d'une partie des projets de dons du Japon.

Pour les nouveaux prêts, la part des engagements pour l'Asie est de 84,5 %, contre 7,3 % pour le Moyen-Orient et 3,9 % pour l'Amérique du Nord et l'Amérique latine. Comme ce fut le cas lors de l'exercice précédent, la part consacrée à l'Asie est très élevée.

En ce qui concerne les dons, l'Asie représente 58,3 %, l'Afrique 28,5 % et l'Amérique du Nord et l'Amérique latine 5,6 %. De même que pour l'exercice 2011, l'Afrique et l'Asie absorbent la plus large part des dons.

Répartition des dépenses par secteur

La figure 12 montre la répartition de l'aide par secteur pour l'exercice 2012.

Pour la coopération technique, les décaissements sont répartis par ordre décroissant entre les secteurs suivants : 29,2 % pour les secteurs autres, 19,1 % pour les travaux et services publics, 13,6 % pour l'agriculture, les forêts et la pêche, 13,0 % pour la planification et l'administration.

Les prêts ont en grande partie, soit 41,7 %, été affectés à des projets dans le secteur des transports, notamment voies ferrées, routes et ports. Viennent ensuite les prêts de soutien à la balance des paiements, etc., à hauteur de 20,6 %, et les prêts pour les services

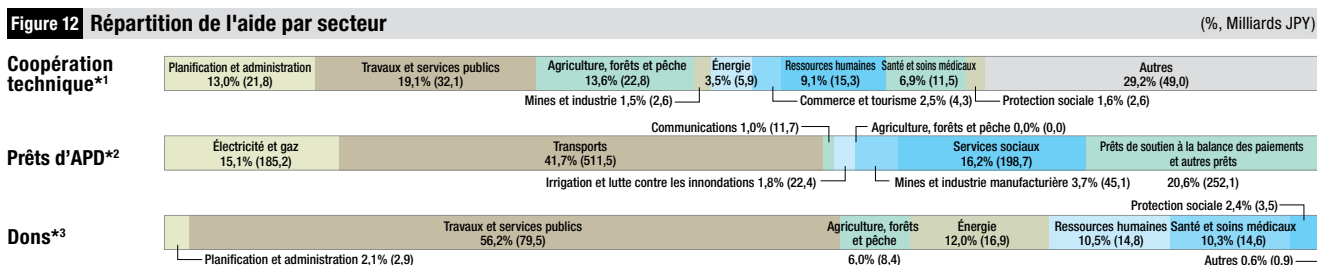
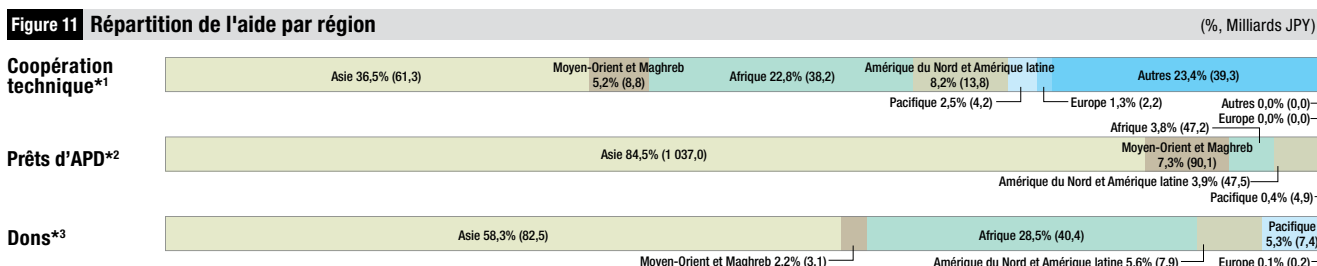
sociaux à hauteur de 16,2 %.

La plus grande part des dons a été consacrée aux travaux et services publics avec 56,2 %, suivis par l'énergie avec 12,0 % et les ressources humaines avec 10,5 %.

Évolution de la participation à la coopération technique

Pour l'exercice 2012, les ressources humaines participant aux différentes formes de coopération technique de la JICA se répartissent comme suit : 26 081 (nouveaux) participants à des formations techniques, 9 325 (nouveaux) experts, 9 021 (nouveaux) membres de missions d'étude, 948 (nouveaux) volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) et 329 (nouveaux) autres volontaires. À ce jour, la JICA a accueilli 515 867 participants à des formations techniques (période fiscale 1954-2012) et envoyé à l'étranger 126 139 experts (période fiscale 1955-2012), 244 103 membres de missions d'étude (période fiscale 1957-2012) et 38 294 JOCV (période fiscale 1965-2012).

La figure 13 montre l'évolution de la participation aux différentes formes de coopération technique depuis l'exercice 2003.

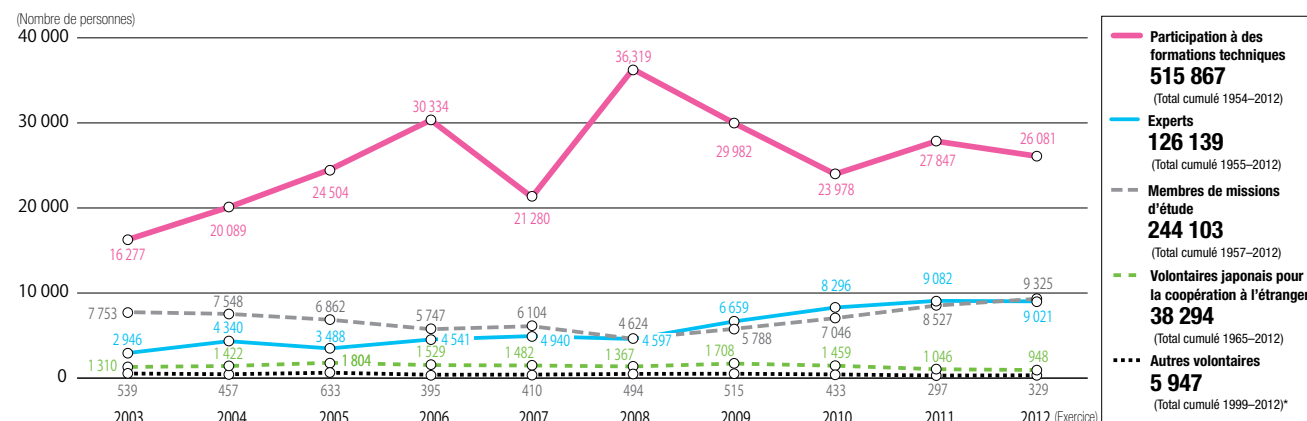


*1 Inclut les dépenses pour l'envoi de volontaires et d'équipes du Secours d'urgence du Japon.

*2 Montants basés sur les nouveaux accords de prêts.

*3 Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Figure 13 Évolution du nombre des participants à la coopération technique



* Inclut les volontaires seniors, les volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, les volontaires des Nations unies et les jeunes volontaires japonais pour le développement à l'étranger, données qui jusqu'à l'exercice 1998 étaient réparties dans les autres totaux. Le soutien au programme d'émigration a pris fin durant l'exercice 1995. Le total cumulé sur la période 1952-1995 est de 73 437.

Compte général

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des actifs s'élève à 193 830 millions JPY, soit une baisse de 11 841 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse peut en grande partie être imputée à une diminution de 8 989 millions JPY des liquidités et dépôts bancaires et à un recul de 3 632 millions JPY des paiements d'avances. Le total des passifs est de 137 106 millions JPY, soit une augmentation de 21 297 millions JPY par rapport à l'année précédente. Cette augmentation s'explique principalement par un bond de 22 624 millions JPY des dépenses de gestion alors que leur solde était de zéro l'année précédente.

(Unité : millions JPY)

Actifs		Passifs	
Montant		Montant	
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Liquidités et dépôts bancaires	48 350	Passifs liés aux subventions de gestion	22 624
Titres négociables	80 000	Fonds pour les projets de dons	95 993
Autres actifs à court terme	15 981	Autres passifs à court terme	15 665
Actifs immobilisés		Passifs immobilisés	
Immobilisations corporelles	46 297	Engagements immobiliers	2 250
Immobilisations incorporelles	5	Autres passifs immobilisés	574
Placements et autres actifs	3 197	Total des passifs	137 106
		Actifs nets	
		Capital	
		Investissements du gouvernement	67 279
		Gain en capital	(16 687)
		Bénéfices non distribués	6 131
		Total des actifs nets	56 723
Total des actifs	193 830	Total des actifs et des passifs nets	193 830

Compte financier et d'investissement

1. Aperçu du bilan

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des actifs s'élève à 11 129 499 millions JPY, soit une baisse de 19 146 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à une réduction de 20 838 millions JPY des actions des sociétés liées. Le total des passifs est de 2 317 620 millions JPY, soit une baisse de 138 705 millions JPY par rapport à l'année précédente. Cette baisse s'explique principalement par une contraction de 240 304 millions JPY des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts par rapport à l'année précédente.

(Unité : millions JPY)

Actifs		Passifs	
Montant		Montant	
Actifs à court terme		Passifs à court terme	
Prêts	11 020 269	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	317 109
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(140 847)	Autres passifs à court terme	69 698
Autres actifs à court terme	131 651	Passifs immobilisés	
Actifs immobilisés		Obligations	
Immobilisations corporelles	9 035	Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	260 000
Immobilisations incorporelles	0	Autres passifs immobilisés	8 252
Placements et autres actifs		Total des passifs	2 317 620
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation réorganisation ou autres réclamations équivalentes	72 617	Actifs nets	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(40 577)	Capital	
Autres actifs immobilisés	77 352	Investissements du gouvernement	7 714 798
		Bénéfices non distribués	
		Réserves	1 036 291
		Autres	93 497
		Évaluation et écarts de conversion	(32 708)
		Total des actifs nets	8 811 879
Total des actifs	11 129 499	Total des actifs et des passifs nets	11 129 499

2. Aperçu du compte de résultat

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des dépenses courantes s'élève à 242 247 millions JPY, soit une hausse de 5 744 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement due à une progression de 13 186 millions JPY des dépenses pour les programmes de dons par rapport à l'année précédente. Les revenus ordinaires se montent à 226 546 millions JPY, soit une baisse de 34 583 millions JPY. Cette baisse est imputable à une contraction de 47 154 millions JPY des revenus liés aux subventions de gestion.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	242 247
Dépenses d'exploitation	233 527
Dépenses pour les projets de coopération technique	72 017
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	14 738
Dépenses pour la promotion de l'aide	13 333
Dépenses pour l'aide à la comptabilité	28 242
Dépenses pour les programmes de dons	96 618
Autres dépenses d'exploitation	8 579
Frais généraux administratifs	8 451
Dépenses financières	36
Autres dépenses	233
Recettes ordinaires (B)	226 546
Recettes des subventions de gestion	126 465
Recettes des programmes de dons	96 618
Autres recettes ordinaires	3 463
Pertes extraordinaires (C)	2 022
Bénéfices extraordinaires (D)	8
Reprise des dépôts excédentaires du moyen terme précédent (E)	17 454
Total des recettes (pertes) (B-A-C+D+E)	(261)

2. Overview of Income Statement

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des revenus s'élève à 93 497 millions JPY, soit une légère baisse de 571 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Ce léger recul s'explique par une hausse de 2 675 millions JPY des revenus ordinaires, à 222 202 millions JPY, tandis que la hausse des dépenses courantes se chiffre à 4 146 millions JPY, pour atteindre

128 703 millions JPY. L'augmentation des revenus ordinaires s'explique principalement par une croissance de 7 556 millions JPY des dividendes sur les investissements, tandis que la progression des dépenses ordinaires est due à un bond de 2 171 millions JPY des intérêts sur les swaps de taux d'intérêt.

(Unité : millions JPY)

	Montant
Dépenses ordinaires (A)	128 703
Dépenses liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements	128 703
Intérêts sur les emprunts	31 348
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	8 297
Dépenses d'externalisation	21 031
Dépenses immobilières	12 795
Provisions pour les pertes liées aux prêts	25 278
Provisions pour les pertes éventuelles	20 196
Autres dépenses ordinaires	9 759
Recettes ordinaires (B)	222 202
Recettes liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements	221 549
Intérêts sur les prêts	184 958
Dividendes sur les placements	27 520
Autres recettes liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements	9 071
Autres recettes ordinaires	653
Pertes extraordinaires (C)	2
Bénéfices extraordinaires (D)	0
Total des recettes (B-A-A+D)	93 497

Feuille de route de la JICA

Trajectoire des activités de développement de la JICA pour l'exercice 2013

(1) Aide en appui à la croissance économique

- Dans la zone économique asiatique, la JICA déploiera une coopération en accord avec la « stratégie de rayonnement mondial » du gouvernement japonais afin de chercher des marchés pour les produits et les technologies japonais d'exception dans des domaines tels que les infrastructures et les systèmes. Par ailleurs, au Myanmar, la JICA investira activement dans les ressources propres à développer une économie de marché plus solide.
- Dans les pays en développement, notamment les nouveaux pays émergents et les nouveaux pays à revenu intermédiaire, il sera fondamental de soutenir à la fois le développement économique et le développement social. Parallèlement à l'aide pour la croissance économique, notamment les investissements dans les infrastructures économiques et le développement institutionnel, il est important d'apporter une aide destinée à enrayer et atténuer le creusement des inégalités pour assurer la croissance stable et continue de la société. À cette fin, la JICA offrira une aide pour la mise en œuvre de mesures adaptées aux différences structurelles de chaque pays. Ces mesures permettront notamment de favoriser l'égalité des chances en matière d'éducation, de corriger les disparités entre les groupes ethniques, les régions et les sexes, d'établir des systèmes d'assurance sociale, de prodiguer des soins de santé et de dynamiser les zones rurales.
- Parallèlement aux mesures visant à réduire la pauvreté dans les pays pauvres et à faible revenu, la JICA déploiera également une aide active pour la formation de politiques économiques pour le développement de l'infrastructure économique et du secteur privé, l'établissement d'institutions, et d'autres mesures basées sur la reconnaissance du fait que la croissance économique est indispensable pour réduire les niveaux de pauvreté.

(2) Contribuer à la consolidation de la paix et à la sécurité humaine

- La JICA poursuivra l'aide accordée à l'Afghanistan, l'Irak, la Palestine et au Soudan du Sud. En collaboration avec ses partenaires de développement, la JICA fera avancer les projets d'aide aux minorités ethniques du Myanmar, la consolidation de la paix dans la région de Mindanao, aux Philippines, la stabilisation de la région du Sahel, en Afrique, ainsi que les mesures de lutte contre la pauvreté dans la région et la stabilisation des politiques et des sociétés des pays d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient suite au Printemps arabe.
- La JICA assurera également une aide réactive pour assurer la sécurité humaine concernant les problèmes de base tels que la pauvreté, la famine, les droits humains, et la santé et l'éducation.

(3) Aide pour la réalisation des OMD et pour l'Afrique

- Au sujet des OMD, la JICA proposera en priorité une aide axée sur les résultats, principalement dans les secteurs de la santé et de l'éducation, qui accusent un certain retard. Dans les autres secteurs, la JICA mettra progressivement en œuvre les mesures sur lesquelles

le Japon s'est engagé. De plus, la JICA participera activement aux discussions sur les engagements post-OMD (à partir de 2015) sur la scène internationale.

- En Afrique, la JICA poursuivra ses projets visant à atteindre les OMD tout en ayant la TICAD V à l'esprit. En plus de la réduction de la pauvreté, la consolidation de la paix et d'autres problèmes, la croissance économique de la région (doublement des revenus) devrait être ajoutée aux discussions de la TICAD. En prenant en considération le contexte régional, la JICA redoublera d'efforts pour soutenir les mesures portant notamment sur la construction des infrastructures économiques et le développement du secteur privé.

(4) Collaboration avec le secteur privé et utilisation des connaissances du Japon

- La JICA continuera de mener des projets apportant une aide directe aux activités des entreprises du secteur privé. De tels projets comprendront les investissements à l'étranger, l'aide aux infrastructures via des partenariats public-privé (PPP), les activités à la base de la pyramide (BoP), l'aide pour le développement à l'étranger des petites et moyennes entreprises (PME), des projets de coopération technique à l'initiative du secteur privé et la mobilisation de volontaires pour la collaboration avec le secteur privé.
- La JICA entend non seulement diffuser les connaissances du Japon par la coopération technique, la coopération financière et d'autres mécanismes, mais aussi assurer une coopération qui contribue à la fois au développement des pays en développement et à celui des entreprises du secteur privé. Pour ce faire, l'Agence mettra à profit les méthodes liées notamment à l'aide à la formulation des politiques gouvernementales pour les projets qui utilisent les mécanismes mentionnés précédemment, par exemple l'établissement de cadres juridiques, l'amélioration de l'environnement des affaires, la prévention des catastrophes et les mesures de lutte contre le changement climatique.
- La JICA apportera une aide faisant la démonstration des connaissances, de l'expérience en matière de développement et de la puissance logicielle accumulées par l'industrie et les secteurs public et privé japonais.

(5) Contribuer à la stratégie diplomatique du Japon

- La JICA travaillera sur les problèmes de politique qui influent directement les activités diplomatiques du Japon, notamment les stratégies pour le développement des ressources, le renforcement des capacités pour la sûreté et la sécurité maritime ainsi que le renforcement de la cybersécurité.
- Dans le domaine de l'environnement et de la lutte contre le changement climatique, la JICA continuera d'être attentive au mécanisme conjoint de crédit/mécanisme bilatéral de crédit compensatoire soutenu par le gouvernement japonais. Simultanément, la JICA apportera une aide constante aux pays en développement en utilisant les hautes technologies japonaises sobres en carbone et en renforçant les systèmes de surveillance, de notification et de vérification des émissions.
- En coopération avec l'ANASE, l'Union africaine et d'autres organisations régionales, les Nations unies et d'autres institutions internationales, la JICA mènera activement des projets stratégiques et transfrontières.



Maroc : Cours de japonais à l'Université Mohammed V-Agdal de Rabat animé par un volontaire senior. [Photo : Shinichi Kuno]

Initiatives concrètes Programmes 2012 de la JICA

Activités et initiatives par région

Asie du Sud-Est et Pacifique	20
• Asie du Sud-Est	21
• Pacifique	27
Asie de l'Est et Asie centrale	30
• Asie de l'Est	31
• Asie centrale et Caucase	33
Asie du Sud	36
Amérique latine et Caraïbes	42
• Amérique Centrale et Caraïbes	43
• Amérique du Sud	46
Afrique	50
Moyen-Orient et Europe	56
• Moyen-Orient et Afrique du Nord	57
• Europe	60

Activités et initiatives par thème de développement

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) ..	62
Développement de l'infrastructure économique ..	64
• Égalité des sexes et développement ..	65
• Réduction de la pauvreté	67
• Consolidation de la paix	69
• Développement de l'infrastructure économique ..	71
Développement des ressources humaines ..	76
• Éducation	77
• Sécurité sociale	79
• Santé	80
Environnement mondial	82
• Environnement mondial	83
Développement rural	90
• Développement agricole et rural	91
Développement industriel et politique publique ..	96
• Développement du secteur privé	97
• Énergie et exploitation minière	100
• Gouvernance	102

Autres types de projets

Partenariats public-privé	104
Programmes des volontaires japonais	106
Partenariats avec les ONG et autres organisations ..	108
Secours d'urgence en cas de catastrophe	110
Recherche	112
Renforcement des partenariats de développement ..	114



Vietnam : Des enfants de Cu lao Cham (dans les îles Cham) [Photo : Shinichi Kuno]



Hidetoshi Irigaki
Directeur général
Département Asie du Sud-Est
et Pacifique

Message du directeur général Asie du Sud-Est et Pacifique

Avancer ensemble en renforçant les partenariats

L'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) connaît une des croissances économiques les plus solides au monde. L'aide au Myanmar a constitué l'une des activités notables de l'exercice 2012. Pour le Myanmar, suite à l'annonce de la nouvelle politique de coopération japonaise en avril 2012, la JICA a entamé une aide à grande échelle axée sur trois piliers : l'amélioration des moyens de subsistance, le renforcement des capacités et le développement des institutions et, un développement économique durable.

Alors que certains pays fondateurs de l'ANASE jouissent d'une forte croissance économique, le manque de développement des infrastructures devient problématique, avec la baisse des investissements des pays de l'ANASE dans ce domaine, depuis la crise économique asiatique à la fin des années 1990. La JICA apporte une aide pour les plans de développement sur la reconstruction des infrastructures. Nos activités de coopération portent notamment sur la préparation d'un schéma directeur pour les infrastructures dans la zone métropolitaine de Jakarta, en Indonésie, et sur la feuille de route pour le développement des infrastructures de transport dans le Grand Manille, aux Philippines. Pour encourager les investissements dans les infrastructures, la JICA contribue au renforcement des cadres pour les partenariats public-privé (PPP), à la formulation de projets PPP et à la fourniture d'une coopération financière pour ces projets. Dans ces pays, d'autres problèmes se font jour avec l'augmentation du niveau de revenu. Le vieillissement démographique, par exemple, devient un véritable sujet de préoccupation pour la société thaïlandaise. Les progrès industriels sont essentiels pour éviter le « piège du revenu moyen ». La JICA contribue à la recherche de solutions en mettant à profit les leçons et les expériences japonaises.

Par rapport aux pays fondateurs de l'ANASE, le Cambodge, le Laos, le Myanmar et le Vietnam ont des besoins de développement substantiels dans de nombreux secteurs. La JICA déploie une aide globale, notamment pour l'amélioration des services sociaux, le développement des infrastructures, et celui des ressources humaines. Pour parvenir à l'intégration de l'ANASE

d'ici 2015, la JICA assure également une coopération pour le renforcement de la connectivité de l'ANASE, un développement inclusif qui réduit les inégalités de développement dans la région, la gestion environnementale, la lutte contre le changement climatique et la gestion des catastrophes.

Dans le Pacifique, les pays disposant de ressources naturelles abondantes, comme la Papouasie-Nouvelle-Guinée et les îles Salomon, ont connu une croissance économique régulière. Lors de l'exercice 2012, la JICA a octroyé, pour la première fois, un prêt d'APD au Vanuatu pour la construction d'un port. Parallèlement à la 6^e réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM6) à Okinawa, en mai 2012, la JICA a déployé une coopération pour répondre aux problèmes communs, notamment pour les systèmes d'approvisionnement en eau efficace, l'adaptation au changement climatique et la gestion des catastrophes, en collaboration avec les gouvernements locaux, les organisations internationales et d'autres donateurs.

En 2013, l'ANASE et le Japon célébreront 40 ans d'amitié et de coopération. Au-delà de la coopération dans les secteurs traditionnels, il est nécessaire de travailler ensemble sur les nouveaux secteurs qui concernent à la fois l'ANASE et le Japon. Dans les années à venir, il sera plus important que jamais pour l'ANASE et le Japon d'apprendre l'un de l'autre. La JICA renforcera son partenariat avec l'ANASE, en tant que partenaire pivot, avec le soutien des collectivités locales et de la société civile japonaises, et elle assurera une coopération conjointe avec les pays de l'ANASE pour aider l'Afrique, le Moyen-Orient et d'autres régions.

Asie du Sud-Est

— Coopération stratégique entre le Japon et l'Asie du Sud-Est pour une prospérité partagée

L'Asie du Sud-Est, avec des taux de croissance constamment élevés ces dernières années et une population de 620 millions d'habitants, fait l'objet d'attentes de plus en plus grandes en tant que centre de la croissance économique mondiale. La région revêt également une importance grandissante pour le Japon avec l'approfondissement des relations économiques qui accompagne l'évolution de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) vers l'établissement de la communauté de l'ANASE en 2015.

Le maintien d'une croissance économique durable en Asie du Sud-Est nécessitera la création d'un ensemble de cadres pour le développement des infrastructures et des ressources humaines, ainsi que pour attirer les investissements d'autres régions du monde. De plus, la région doit encore relever de nombreux défis, notamment la réduction des écarts de développement aux niveaux régional et national, la prévention des catastrophes et les problèmes environnementaux.

La JICA déploie une aide pour la croissance économique durable des pays d'Asie du Sud-Est ainsi que pour répondre aux problèmes divers et aux besoins en pleine mutation de ces pays. La JICA continuera de mener des activités visant à renforcer les liens stratégiques entre le Japon et l'Asie du Sud-Est afin qu'ils puissent prospérer ensemble.

Stratégies clés de l'aide

Soutien à la croissance économique, promotion d'un développement inclusif, aide au Myanmar, initiatives pour les nouveaux problèmes et les problèmes régionaux

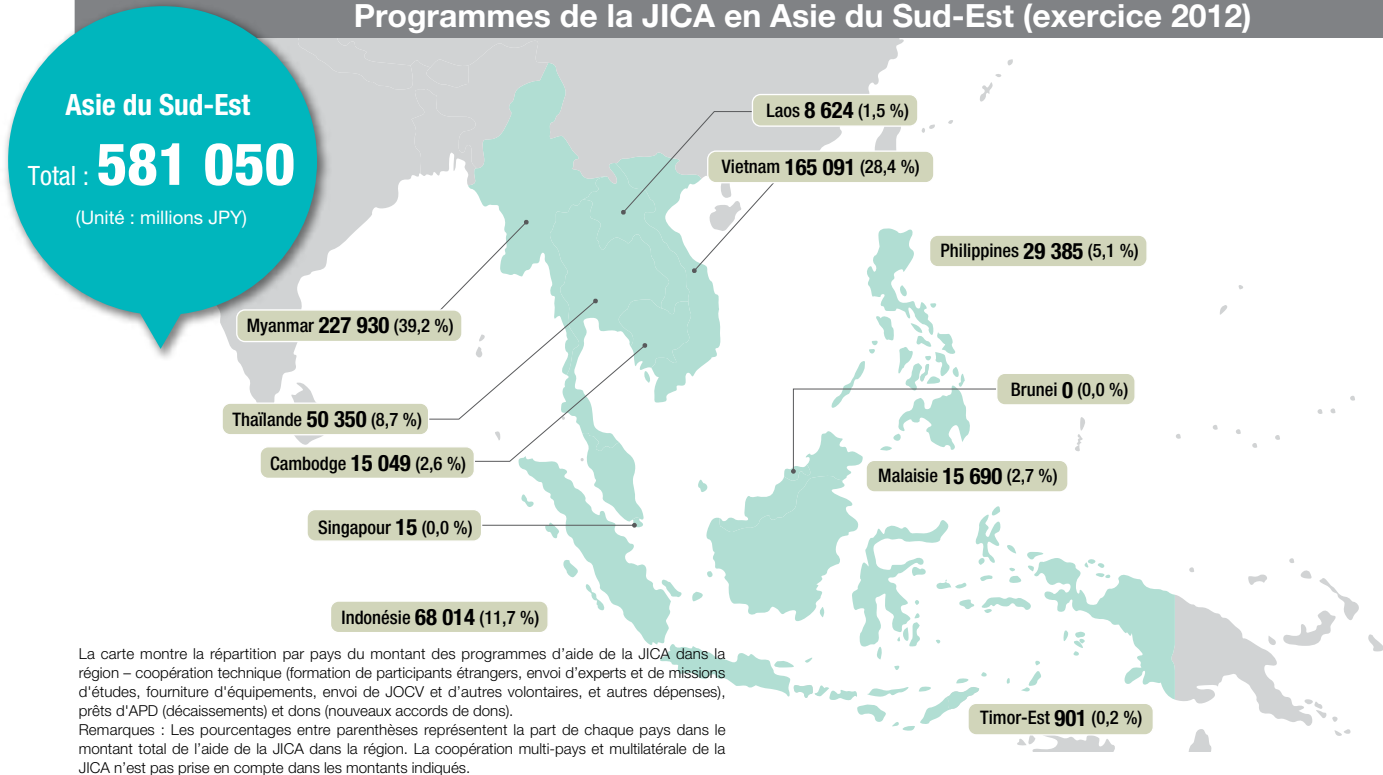
● Soutien à la croissance économique

De nombreux problèmes doivent être résolus afin de permettre aux pays fondateurs de l'ANASE (Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) de maintenir leur croissance économique sans tomber dans ce que l'on appelle le piège du revenu moyen*. Par exemple, il est nécessaire de mettre l'accent sur les industries à forte valeur ajoutée et de prendre des mesures en appui à la croissance et à l'efficacité de la communauté de l'ANASE. Pour réaliser ces objectifs, il faudra soutenir le développement des infrastructures, entretenir un climat favorable aux investissements et encourager le développement des industries auxiliaires. Il convient également

de travailler sur ces questions pour assurer la croissance économique continue des nouveaux pays membres de l'ANASE (Cambodge, Laos, Myanmar et Vietnam). Dans ces domaines, la JICA s'engage dès le stade de l'élaboration des politiques et des schémas directeurs. La JICA apporte également une aide aux projets de développement et à l'amélioration du climat des investissements du point de vue institutionnel.

Mais le développement des infrastructures avec les seuls fonds du secteur public est insuffisant pour maintenir une croissance économique solide en Asie du Sud-Est. La croissance a également besoin de projets de développement s'appuyant sur des partenariats public-privé (PPP) et d'autres

Programmes de la JICA en Asie du Sud-Est (exercice 2012)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).
Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

ressources du secteur privé. En Asie du Sud-Est, la JICA déploie une aide pour l'établissement des systèmes nécessaires à la promotion des projets en PPP. Les fonds du secteur privé et des partenariats plus solides avec les activités des entreprises, notamment celles des PME, sont utilisés pour soutenir le développement régional. De plus, la JICA encourage la construction et le renforcement des fondations pour les activités du secteur privé.

Désireuse d'utiliser les connaissances et les technologies japonaises, la JICA s'appuie sur une collaboration avec la société civile, les gouvernements locaux, les secteurs privés, les universités et d'autres partenaires. Une aide est également prévue pour les problèmes émergents de la région, en tirant parti des connaissances et des technologies des pays qui ont dû faire face à des problèmes similaires dans un passé récent.

* Situation dans laquelle un pays qui a surmonté la pauvreté et atteint un niveau de revenu intermédiaire perd sa compétitivité à cause, entre autres raisons, de la hausse des salaires.

● Promotion d'un développement inclusif

Bien que le nombre de personnes disposant d'un niveau de revenu moyen à élevé soit en progression en Asie du Sud-Est, l'accroissement des disparités régionales et au sein des pays est préoccupante. Les actions

visant à éliminer ces disparités seront essentielles pour maintenir la croissance et la stabilité en Asie du Sud-Est. C'est pourquoi la JICA offre une aide pour l'éducation de base, la gouvernance, la santé, l'agriculture, l'approvisionnement en eau salubre et d'autres domaines. Les autres activités comprennent une aide aux groupes ethniques minoritaires du Myanmar et le renforcement des capacités des institutions gouvernementales pour la consolidation de la paix dans la région de Mindanao, aux Philippines. Le Timor-Est espère adhérer rapidement à l'ANASE. La JICA propose une aide pour réduire les écarts de développement dans la région, fournir une éducation, renforcer la connectivité et accomplir des progrès dans d'autres domaines.

Les mesures de prévention des catastrophes ont également un rôle important à jouer pour maintenir la croissance économique en Asie du Sud-Est. Lorsqu'une catastrophe se produit, la JICA fournit une aide humanitaire et un soutien durant les phases de rétablissement et de reconstruction. Ses activités comprennent également l'évaluation des risques liés aux catastrophes naturelles, l'élaboration des plans pour la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles, et l'établissement de systèmes d'alerte précoces. En outre, la JICA envisage l'utilisation de crédits standby pour répondre aux besoins financiers après les catastrophes.

Étude de cas ANASE Activités de l'ANASE pour les industries et la gestion des catastrophes

Collectes d'informations et études de vérification par zone pour l'évaluation des risques de catastrophes dans les zones à forte concentration d'industries et la planification de la continuité des activités

La région de l'ANASE est fréquemment touchée par des inondations, des pluies torrentielles et d'autres catastrophes naturelles. Typhons et cyclones produisent chaque année des inondations et d'autres problèmes aux Philippines, le long de la côte de la baie du Bengale dans l'océan Indien et dans le delta du Mékong. La région de l'ANASE est également très vulnérable face aux séismes et aux tsunamis.

Pour renforcer la capacité de la région de l'ANASE à faire face aux catastrophes naturelles, l'accord de l'ANASE sur la gestion des catastrophes et les interventions d'urgence (AADMER) a été établi en décembre 2009. Actuellement, la JICA soutient les activités du comité de gestion des catastrophes de l'ANASE en se basant sur le programme de travail de l'AADMER, un plan d'action concret en conformité avec l'accord.

Les catastrophes naturelles massives ont un impact sur la vie des populations, mais elles affectent également de plusieurs façons les activités du secteur privé, ce qui influe sur l'économie au niveau national et régional, voire international. En 2011, le grand séisme de l'est du Japon et les inondations massives dans le bassin du fleuve Chao Phraya ont clairement montré l'ampleur de ces impacts économiques. Les entreprises répondent à ce risque en préparant leurs propres plans de continuité des activités. Cependant, les actions des entreprises au niveau individuel ont une portée limitée face aux catastrophes majeures susceptibles d'interrompre le fonctionnement des infrastructures publiques de toute une région, notamment l'électricité, l'eau et les transports.

Les gouvernements nationaux et locaux, qui administrent les zones où sont situées les grappes industrielles, doivent coopérer avec le secteur privé pour examiner et évaluer l'exposition au risque de catastrophes dans ces zones. Ensuite, des mesures de gestion des catastrophes telles que les mesures pour la préparation aux catastrophes, doivent être examinées et mises en place pour faire face à ces risques.

Le renforcement de la gestion des catastrophes dans les zones de l'ANASE à forte concentration d'industries améliore la résilience des économies

régionales face aux catastrophes naturelles. Ces actions bénéficient également au Japon, qui entretient des liens économiques étroits avec la région, et aux entreprises japonaises qui y opèrent.

La JICA a proposé au comité de gestion des catastrophes de l'ANASE de mener une étude pour évaluer les risques de catastrophes naturelles et élaborer des plans de continuité des activités pour des zones à forte concentration d'industries de la région de l'ANASE. Le comité a officiellement approuvé le plan en avril 2013 et l'étude a commencé dans le cadre d'un projet de coopération avec l'ANASE.

La réalisation de l'étude a permis d'identifier les risques de catastrophes naturelles dans les pays de l'ANASE ainsi que l'état actuel des zones industrielles, des infrastructures logistiques, des éléments vitaux et des chaînes d'approvisionnement. Les informations seront compilées dans une base de données partagée par l'ensemble des régions. Des régions pilotes ont été sélectionnées en Indonésie, aux Philippines et au Vietnam. Les risques de catastrophes naturelles pour les zones à forte concentration d'industries seront évalués dans chaque région et une aide sera apportée pour la création de plans de continuité des activités par zone industrielle. Les résultats de ces activités seront utilisés pour la préparation de lignes directrices sur

l'évaluation des risques de catastrophes naturelles et l'élaboration de plans de continuité des activités par zone industrielle afin que le programme puisse être mené à travers toute la région de l'ANASE.

Pour l'évaluation des risques et les plans de continuité des activités, un comité consultatif constitué d'experts japonais dans ces deux domaines sera établi au Japon. Les experts offriront des avis basés sur leurs connaissances en tant que spécialistes. Un panel constitué de personnalités reconnues dans les pays de l'ANASE fournira des conseils pour la mise en œuvre de l'étude.

L'étude devrait faciliter les mesures visant à minimiser les effets et les pertes économiques dans l'éventualité d'une catastrophe naturelle de grande ampleur dans la région de l'ANASE.



Zone à forte concentration d'industries le long du fleuve Chao Phraya, en Thaïlande.

● Aide au Myanmar

Avec les progrès rapides de la démocratisation au Myanmar, le pays poursuit ses mesures en vue de créer une économie de marché. En dépit de l'intérêt croissant des investisseurs internationaux au Myanmar, de nombreux problèmes persistent, notamment le manque de personnel compétent et l'inadaptation des infrastructures de base. La JICA assure une aide pour (i) l'amélioration de la vie de la population birmane, (ii) la mise à niveau des capacités et l'établissement de systèmes, et (iii) une croissance économique durable.

● Initiatives pour les nouveaux problèmes et les problèmes régionaux

Les pays de l'ANASE doivent faire face à de nouveaux problèmes, comme le vieillissement de la population qui touche aussi le Japon. Ces problèmes modifient la teneur des besoins d'aide en provenance de la JICA. Pour répondre à ces nouveaux besoins, la JICA mène des études afin de déterminer comment étendre son aide. Ces études portent notamment sur les systèmes de sécurité sociale en Indonésie, la réduction des inégalités en Thaïlande et le vieillissement démographique en Malaisie.

De plus, la JICA assure une coopération sur les problèmes régionaux portant sur de nombreux pays. Entre autres exemples, il existe une coopération pour le renforcement des capacités de sécurité maritime, les mesures de cybersécurité, la protection de l'environnement et les mesures de lutte contre le changement climatique.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Indonésie

En 2012, le taux de croissance du PIB réel de l'Indonésie s'est maintenu à un niveau élevé de 6,2 %, proche des 6,5 % de 2011. Avec une population de 240 millions d'habitants, l'Indonésie devient un moteur

important de la croissance économique de la région de l'ANASE. Cependant, les infrastructures ne suivent pas le rythme de la croissance. Cela se traduit par des embouteillages importants, un approvisionnement électrique limité et d'autres problèmes.

Le manque d'infrastructures se fait particulièrement ressentir dans la zone métropolitaine de Jakarta. Face à ce problème, la JICA a créé en coopération avec le gouvernement indonésien « le schéma directeur pour l'établissement d'une zone urbaine prioritaire pour l'investissement et l'industrie dans la région de JABODETABEK ». Le schéma comprend une vision d'avenir et le plan de développement des infrastructures nécessaires à la zone urbaine prioritaire pour 2020. Le schéma a été approuvé au niveau ministériel, par le Japon et l'Indonésie, en octobre 2012. La JICA travaille avec le gouvernement indonésien pour accélérer la formulation et la mise en œuvre des projets listés dans le schéma directeur.

La demande est de plus en plus importante pour les dispositifs faisant appel à l'approche du partenariat public-privé (PPP) comme moyen d'encourager les entreprises du secteur privé à participer au développement des infrastructures. La JICA déploie une coopération globale comprenant une aide pour l'établissement de politiques et règlements appropriés, le renforcement des capacités des pouvoirs publics par la création de projets modèles, et d'autres activités. De plus, la coopération de la JICA comprend un soutien pour répondre aux défis internationaux et régionaux tels que le changement climatique et l'émergence de l'Indonésie en tant que pays donateur.

● Philippines

En dépit du ralentissement de l'économie mondiale, le taux de croissance du PIB réel des Philippines s'est maintenu à un bon niveau en 2012, avec 6,6 %, principalement grâce aux dépenses élevées des ménages et à la croissance du secteur des services. Mais le pays doit encore résoudre de nombreux problèmes qui pourraient devenir des

Étude de cas Philippines Aide en coopération avec un gouvernement local japonais

Préparation de la vision pour le développement urbain de la zone métropolitaine de Cebu en coopération avec Yokohama

La JICA, en coopération avec la ville de Yokohama, a fourni une aide à Metro Cebu, deuxième métropole des Philippines, pour élaborer une vision du développement urbain baptisée « Mega Cebu Vision 2050 ». Cette coopération a été menée en se basant sur l'accord de partenariat global entre la JICA et la ville de Yokohama (octobre 2011) et sur le protocole d'accord entre la ville de Yokohama et la ville de Cebu (mars 2012). La ville de Yokohama a assuré une coopération technique internationale basée sur son expérience en matière de développement urbain (notamment dans le quartier de Minato Mirai) qui a été fortement appréciée par la métropole de Cebu.

Ce projet avait pour caractéristique unique d'adopter une approche dite de « backcasting ». Le *backcasting* consiste à partir d'une vision du développement urbain puis de proposer des projets individuels classés par ordre de priorité et cohérents par rapport à cette vision plutôt que d'adopter la méthode de planification urbaine classique qui accumule des données pour proposer des projets disconnectés. Cette approche a permis de formuler rapidement une vision. Cette dernière comprend quatre stratégies de développement portant notamment sur la qualité de vie et les transports. Elle fixe également des objectifs de référence tels qu'un approvisionnement ininterrompu en eau salubre. La JICA va poursuivre la mise en œuvre de projets prioritaires dans des domaines tels que les transports, l'approvisionnement en eau,

l'assainissement et la gestion des déchets solides, à travers l'APD et/ou des PPP. Trois entreprises situées à Yokohama ont déjà commencé des études dans le domaine du traitement des boues, de la gestion des déchets solides et de l'énergie solaire, avec la collaboration du gouvernement japonais et de la JICA dans le cadre d'une politique visant à promouvoir les activités à l'étranger des petites et moyennes entreprises. De plus, en 2012, l'entreprise chargée de la gestion de l'eau à Yokohama, créée par le service des eaux de Yokohama, a apporté une aide au département des eaux de Metro Cebu pour le traitement des eaux, la maintenance des canalisations et d'autres opérations via un projet de coopération technique de la JICA.

Cette collaboration inédite entre la JICA et un gouvernement local japonais a permis de soutenir sous

tous ses aspects le plan d'urbanisme d'un gouvernement local homologué à l'étranger. Cela pourrait constituer un nouveau modèle d'APD par lequel la JICA soutiendrait la politique du gouvernement japonais pour la promotion des activités des collectivités locales à l'étranger.



Les cours d'eau de la ville de Cebu sont gravement pollués à cause de l'inadaptation des systèmes d'assainissement et du manque de sensibilisation des résidents.

obstacles à une croissance durable. On peut notamment citer les inégalités de revenus, le climat peu propice aux investissements étrangers et la vulnérabilité aux catastrophes naturelles.

La coopération de la JICA aux Philippines se concentre sur les domaines prioritaires suivants : 1) parvenir à une croissance économique durable par la promotion des investissements ; 2) surmonter les vulnérabilités du pays ; et 3) établir la paix à Mindanao.

Les Philippines constituent un nouveau modèle d'APD de la JICA, soutenu par le gouvernement japonais, en appui aux activités des collectivités locales japonaises à l'étranger. En 2011, la JICA et la ville de Yokohama ont signé un accord de partenariat global en vue de résoudre les problèmes posés par l'urbanisation dans les pays en développement. La coopération dans ce domaine a commencé à Metro Cebu, la seconde zone métropolitaine des Philippines [➔ Voir l'étude de cas page 23].

À Mindanao, un conflit opposant le gouvernement à un groupe d'indépendantiste sévit depuis 40 ans. Un accord-cadre pour la paix a été signé en octobre 2012 entre le gouvernement des Philippines et le Front moro islamique de libération (FMIL) sur la création du nouveau gouvernement du Bangsamoro en 2016. La JICA utilisera son expérience dans ce domaine pour soutenir le processus de transition du pouvoir à cette nouvelle entité politique. Les activités comprendront la formation des ministres potentiels et la création de modèles pour le développement de la région.

● Thaïlande

Dans son 11^e plan national de développement économique et social (2012-2016), le gouvernement thaïlandais expose sa vision nationale d'« une société heureuse basée sur l'égalité, l'équité et la résilience ». Le plan comprend des mesures pour atteindre un développement économique et social continu et global. Avec un RNB par habitant de 4 420 USD (en 2011), la Thaïlande a rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire supérieur. Cependant, de nombreux problèmes restent à résoudre pour atteindre un développement économique et social durable : rendre les industries plus compétitives ; prendre des mesures pour faire face au vieillissement démographique ; lutter contre les problèmes environnementaux et le changement climatique ; et venir en aide aux personnes socialement vulnérables. En outre, plusieurs problèmes se posent dans la région de l'ANASE tels que le renforcement de la connectivité de la région et la réduction des inégalités.

Les activités de coopération de la JICA en Thaïlande portent sur trois domaines prioritaires : 1) développer durablement l'économie et faire face aux défis posés par une société en pleine maturation ; 2) répondre aux problèmes communs aux autres pays de l'ANASE ; et 3) promouvoir la coopération vers les pays situés en dehors de la région de l'ANASE.

La JICA propose une aide pour répondre aux problèmes rencontrés par la Thaïlande en tant que pays à revenu intermédiaire supérieur. Par exemple, la JICA met en œuvre plusieurs projets pour le rétablissement des dégâts causés par les graves inondations de 2011, le développement des infrastructures pour le renforcement de la compétitivité, les mesures de lutte contre le changement climatique, la gestion environnementale au niveau provincial, la promotion des PME, et le développement des services de soins pour les personnes âgées.

● Cambodge

Malgré les progrès notables de l'économie du Cambodge, le pays

continue d'accuser un retard par rapport aux autres pays de l'ANASE, avec un RNB par habitant de 830 USD (en 2011) et un taux de pauvreté d'environ 26,1 %.

En amont de l'intégration de l'ANASE, la JICA déploie une aide dans trois domaines prioritaires afin de parvenir à la croissance économique et réduire la pauvreté : établir une fondation économique, promouvoir le développement social et renforcer la gouvernance. L'aide est ciblée sur la construction de la nation, aussi bien d'un point de vue matériel qu'institutionnel.

Les investissements étrangers au Cambodge ont rapidement augmenté ces dernières années. La JICA utilise le Guichet Japon au sein du Conseil du développement du Cambodge pour contribuer à l'amélioration des services aux investisseurs. De plus, un accord de prêt d'APD a été signé en mai 2013 pour le projet d'amélioration de la route nationale n° 5. Cette route est un axe est-ouest majeur au Cambodge et un élément vital du corridor économique méridional qui relie Ho-Chi-Minh-Ville, au Vietnam, à Bangkok, en Thaïlande.

Le gouvernement cambodgien travaille actuellement sur un plan de développement de moyen à long terme. Avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et d'autres organisations, la JICA discute avec le gouvernement des moyens de créer des stratégies de développement adaptées.



Un expert fournit des conseils à l'entreprise publique chargée de la gestion de l'eau de Siem Reap.

● Laos

Le PIB du Laos a augmenté avec constance à un taux annuel de près de 8 % et le pays est en bonne voie pour quitter les rangs des pays les moins avancés et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

L'approche de base de la JICA pour sa coopération au Laos est centrée sur la réalisation des OMD et l'édification de fondations aptes à soutenir la croissance économique comme moteur du développement durable et autonome du pays. La JICA concentre sa coopération sur les domaines prioritaires suivants : développer les infrastructures économiques et sociales ; développer l'agriculture et protéger les forêts ; améliorer l'environnement éducatif et développer les ressources humaines ; améliorer les services de santé ; et consolider la gouvernance. Parallèlement à ces priorités, l'aide au Laos reflète aussi les caractéristiques uniques du pays, notamment la nécessité d'enlever les munitions non explosées et d'utiliser les ressources abondantes du pays pour produire de l'énergie.

Les opportunités d'investissement offertes par le Laos font depuis peu l'objet d'une attention accrue. Savannakhet, par exemple, est



Cette ligne de transmission s'étire sur près de 40 km depuis la sous-station de Paksane et traverse Pakkading.



Beaucoup de personnes sont venues passer des tests sanguins dans un temple.

particulièrement attractive et les entreprises japonaises y investissent à cause de sa situation géographique sur le corridor est-ouest reliant le Vietnam, le Laos et la Thaïlande. La JICA assure une coopération sous forme de dons et de prêts pour l'établissement du corridor est-ouest, contribuant ainsi à la création d'un climat propice aux investissements. En 2012, la construction d'une ligne de transmission principale a été achevée grâce à un prêt d'APD, ce qui s'est traduit par un meilleur approvisionnement électrique à Savannakhet.

● Myanmar

La nouvelle administration en place depuis mars 2011 a mis en œuvre des réformes pour la transition vers une économie de marché, la démocratisation et la réconciliation au sein de la population du Myanmar. Le 30 janvier 2013, une mesure d'allègement de la dette, nécessaire à la reprise complète de l'aide au Myanmar, a été prise. Pour soutenir les réformes engagées par le gouvernement du Myanmar, la JICA adopte une politique de coopération économique axée sur trois domaines. Cette

politique implique en premier lieu une aide pour l'amélioration du niveau de vie de la population du Myanmar. Cela comprend une aide aux minorités ethniques, la modernisation des technologies agricoles, l'amélioration des systèmes de santé et la construction d'infrastructures en dehors des grandes villes. Vient ensuite l'aide au renforcement des capacités des personnes jouant des rôles clés dans les activités économiques et à l'établissement des systèmes économiques. L'aide aux réformes économiques appartient à cette catégorie [➔ Voir l'étude de cas page 25]. Elle a pour objectif de contribuer à la création de politiques de réforme économique mettant l'accent sur l'économie et la finance ; le commerce, les investissements et la croissance des PME ; ainsi que sur l'agriculture et le développement rural. Les autres activités dans ce domaine comprennent la modernisation du secteur financier, l'établissement de systèmes juridiques pour encourager les investissements étrangers, et l'utilisation du Centre Myanmar-Japon et des universités pour créer plus d'opportunités d'emploi. De plus, la JICA envoie des conseillers pour l'élaboration des politiques du gouvernement du Myanmar, notamment au ministère de la

Étude de cas Myanmar Aide aux réformes économiques

Soutien aux activités du Myanmar pour les réformes économiques

Au Myanmar, où la nouvelle administration doit faire face à de nombreux problèmes, la JICA soutient le développement des ressources humaines pour faciliter l'application des réformes économiques.

Au Myanmar, où une nouvelle administration a été formée en mars 2011, de nombreuses réformes sont mises en œuvre en vue de démocratiser le pays et d'instaurer une économie basée sur le marché. Cependant, de nombreux problèmes doivent être surmontés. On peut notamment citer le fardeau financier qui pèse sur les entreprises publiques, l'ancienneté des institutions financières, des systèmes d'importation et d'exportation qui entravent le commerce, et un secteur agricole qui doit être modernisé.

La JICA a commencé durant l'exercice 2011 un programme de réforme économique dans le cadre de son soutien aux réformes économiques du Myanmar. Le programme repose sur trois piliers : l'économie et la finance ; le commerce, les investissements et la croissance des PME ; et l'agriculture et le développement rural. L'objectif est de transmettre aux responsables gouvernementaux du Myanmar et aux acteurs du secteur privé les connaissances nécessaires aux activités de

développement économique.

Durant l'exercice 2011, 30 responsables gouvernementaux sont venus au Japon pour suivre une formation et 31 ont suivi leur exemple en 2012. Les cours portaient sur la croissance économique en s'appuyant sur les exemples du Japon ou d'autres pays asiatiques. Les stagiaires ont visité des ministères et agences gouvernementales, des collectivités locales et des entreprises où ils ont eu l'occasion d'échanger leurs vues. Toutes les activités ont été sélectionnées pour renforcer la capacité des participants à mener le développement économique au Myanmar. Le programme de réforme économique à venir prévoit une aide qui permettra au Myanmar de progresser régulièrement dans la voie de la réforme. Les projets porteront notamment sur le développement des ressources humaines, les activités de recherche conjointe avec des chercheurs japonais et birmanes, et d'autres activités répondant à des problèmes

spécifiques liés aux trois piliers.

Parallèlement au programme de réforme économique, la JICA organise diverses formations et dépêche des experts pour éduquer les jeunes qui joueront un rôle clé dans la construction du pays. Ces activités devraient contribuer au développement économique du Myanmar ainsi qu'au renforcement de ses liens avec le Japon.



Des participants au programme de formation du Myanmar visitent une usine au Japon.

Planification nationale et du développement économique. Le troisième volet de l'aide porte sur le développement des infrastructures et des systèmes liés nécessaires à un développement économique durable. Cela comprend le développement de la zone métropolitaine de Rangoun, la modernisation des systèmes de transport et de télécommunications et l'amélioration de l'approvisionnement électrique.

En janvier 2013, la JICA a envoyé ses premiers volontaires seniors (dans le domaine des soins médicaux) au Myanmar. Une aide supplémentaire est attendue dans le cadre du programme des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger dans de nombreux domaines, dont la culture et les sports.

● Vietnam

Depuis la reprise de l'APD au Vietnam à la fin de l'année 1992, le Japon a toujours été la première source d'APD du pays. En janvier 2013, Shinzo Abe a choisi le Vietnam pour son premier voyage officiel en tant que premier ministre. Les dirigeants des deux pays se sont accordés pour développer un « partenariat stratégique » et renforcer la coopération. Aujourd'hui, le Vietnam attire l'attention en tant que lieu de fabrication, mais aussi pour son marché de consommateurs, et de nombreuses entreprises japonaises sont implantées dans ce pays ou y démarrent une activité. De plus, les relations de coopération mutuelle entre les universités, les collectivités locales, les ONG et les autres organisations sont de plus en plus fortes. Ainsi, la relation entre le Japon et le Vietnam progresse sur plusieurs niveaux.

Dans le cadre de son programme national, le Vietnam s'est fixé pour objectif principal de devenir un pays industrialisé d'ici 2020. Le nouveau stade de développement qu'il a atteint lui permet d'espérer devenir bientôt un pays développé. Trois éléments seront décisifs pour y parvenir : le développement institutionnel, le développement des ressources humaines et celui des infrastructures. Pour la JICA, la période qui s'étend jusqu'en 2018, lorsque les taxes douanières seront annulées dans le cadre de l'intégration économique de l'ANASE, sera critique pour le Vietnam. C'est pourquoi la JICA assure une aide sur plusieurs niveaux centrée sur l'« accélération de la croissance et le renforcement de la compétitivité », la « lutte contre les vulnérabilités pour un développement inclusif » et la « bonne gouvernance ». En 2012, la JICA a poursuivi sa coopération pour le développement des ressources humaines dans les transports, l'électricité et d'autres projets d'infrastructure économique. De plus, la JICA déploie une coopération portant sur les réformes des entreprises d'État en vue de renforcer l'économie de marché et pour la rédaction des amendements constitutionnels indispensables à la bonne gouvernance du pays. À travers ces activités, la JICA met en œuvre une coopération rapide et globale pour faire face aux nouveaux défis rencontrés par le Vietnam.

● Timor-Est

Le Timor-Est a célébré le 10^e anniversaire de son indépendance en mai 2012. En août de la même année, le cinquième gouvernement a été formé après la tenue d'élections générales. La mission de l'ONU a quitté le pays en décembre 2012, signe que la paix était établie dans le pays. Le Timor-Est, en passe de devenir complètement autonome, se trouve maintenant dans une phase critique de son processus de développement.

Il existe actuellement plusieurs priorités au Timor-Est ; le développement d'industries dominantes pour réduire la dépendance excessive par rapport aux revenus pétroliers, la création d'opportunités d'emploi et le développement des ressources humaines afin d'atteindre

ces objectifs. Pour faire face à ces problèmes, la JICA a mis au point trois programmes de coopération sur : la création d'une fondation pour la promotion des activités économiques, l'agriculture et le développement rural, et le renforcement des capacités du gouvernement et du secteur public.

En 2012, dans le cadre des événements commémoratifs du 10^e anniversaire des relations diplomatiques entre le Japon et le Timor-Est, le Groupe Osaka Gas, l'Université nationale du Timor-Est (UNTL) et la JICA ont convenu de mener un programme conjoint de développement des ressources humaines. Un accord officiel a été signé en septembre 2012.

● Malaisie

En mars 2010, le gouvernement de la Malaisie a annoncé un nouveau modèle économique et aujourd'hui, il redouble d'efforts pour rejoindre les rangs des pays développés (dont le RNB se situe entre 15 000 et 20 000 USD) d'ici 2020. Plusieurs problèmes doivent être résolus afin de réaliser cet objectif : parvenir à une économie à forte valeur ajoutée ; harmoniser le développement et la protection environnementale ; assurer l'égalité des chances face à l'éducation et au travail ; et protéger les personnes socialement vulnérables.

La coopération de la JICA en Malaisie se concentre sur les trois domaines prioritaires suivants : 1) soutenir un développement équilibré vers le statut de pays à haut revenu ; 2) résoudre les problèmes communs de la région Asie de l'Est ; et 3) mettre en œuvre le partenariat de développement Japon-Malaisie au-delà de la région Asie de l'Est.

La JICA mène des projets dans les domaines suivants : le développement de ressources humaines industrielles disposant de hautes compétences technologiques, l'enseignement supérieur pour l'utilisation des hautes technologies scientifiques, le développement des infrastructures, la protection des personnes socialement vulnérables (aide aux personnes handicapées), et la coopération pour la protection de l'environnement, notamment pour les mesures de lutte contre le changement climatique. La JICA participe également à la résolution des problèmes régionaux pour l'amélioration de la connectivité de l'ANASE dans le domaine des douanes et de la sécurité maritime, ainsi qu'à la coopération Sud-Sud entre l'ANASE et les pays africains et islamiques.

● Singapour

Singapour, qui s'est « affranchi » de l'APD de la JICA depuis l'exercice 1998, et le Japon coopèrent en tant que partenaires pour assurer 10 à 15 sessions de formation par an, principalement pour d'autres pays de l'ANASE dans le cadre du programme de partenariat Japon-Singapour (JSPP), lancé en 1994. Depuis lors et jusqu'à l'exercice 2012, 326 sessions de cours ont été organisées pour 5 650 participants issus de 93 pays. Les cours dispensés dans le cadre du JSPP touchent de nombreux domaines. Par exemple, un programme de formation portant sur les opérations douanières a commencé au Myanmar, en plein processus de démocratisation et de libéralisation économique, lors de l'exercice 2012.

Pacifique

— Une coopération centrée sur les défis liés à la petite taille, l'isolement et l'éloignement des pays insulaires

Les pays de la région du Pacifique partagent plusieurs caractéristiques. Ils ont des marchés intérieurs restreints à cause d'une superficie et d'une population réduites (petite taille), ils sont constitués de nombreuses îles séparées par de vastes étendues d'océan (isolement) et ils ont un accès difficile aux marchés internationaux (éloignement). De plus, la région est vulnérable aux catastrophes naturelles et aux effets du changement climatique ainsi qu'aux problèmes environnementaux liés à la modernisation. En outre, la région du Pacifique est très peu résiliente face aux crises économiques et notamment aux fortes augmentations des prix du carburant et de l'alimentation.

En étant attentive à la situation de chaque pays, la JICA assure une coopération variée pour surmonter leurs problèmes prioritaires. La JICA déploie également une coopération à l'échelle régionale pour répondre aux problèmes communs tels que la gestion des risques de catastrophes et la protection de l'environnement.

Stratégies clés de l'aide

Fournir une coopération spécifique utilisant les connaissances et l'expérience du Japon

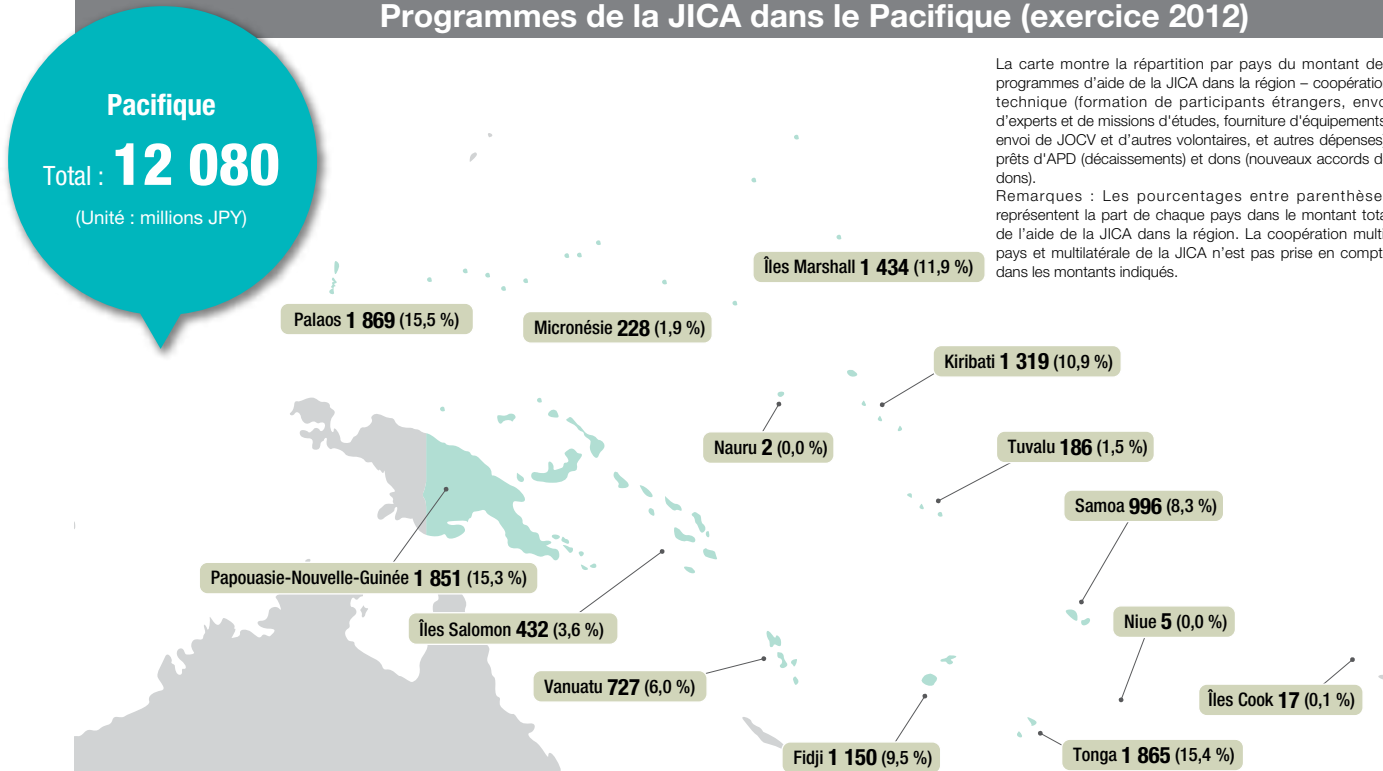
La JICA apporte une aide aux membres suivants du Forum des îles du Pacifique (FIP) : îles Fidji, Kiribati, îles Marshall, Micronésie, Nauru, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu, îles Cook et Niue.

À cause des influences économiques et culturelles modernes, les pays insulaires du Pacifique sont devenus dépendants des importations. Ce changement a occasionné des déficits importants dans la balance commerciale de ces économies autrefois traditionnelles et autosuffisantes. Ces pays doivent également faire face à des problèmes environnementaux tels que la pollution et le réchauffement climatique générés par un développement incontrôlé. De plus, l'inadaptation des infrastructures de transport entrave la fourniture de services sociaux, notamment d'éducation et de santé,

à l'ensemble des petites îles nombreuses et éloignées qui forment ces pays. Ces problèmes posent un obstacle au développement socioéconomique et à la possibilité de parvenir à l'autosuffisance.

La JICA assure une coopération auprès de ces pays insulaires afin de répondre aux problèmes communs tout en étant attentive au caractère unique de chaque pays. L'approche de la JICA implique dans ce cas l'envoi d'experts dans les pays qui jouent des rôles clés pour créer des modèles de développement destinés à être partagés dans la région, puis en diffusant ces modèles dans les pays voisins, notamment dans le cadre de programmes de formation pour les pays tiers. Conformément à la déclaration effectuée lors de la sixième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM6) qui a eu lieu en mai 2012, la JICA assure également une coopération en mettant à

Programmes de la JICA dans le Pacifique (exercice 2012)



profit les connaissances et expériences japonaises, notamment l'expérience d'Okinawa, pour surmonter les problèmes spécifiques aux territoires insulaires (voir l'étude de cas).

Enjeux et actions prioritaires

Protection de l'environnement

La gestion des déchets constitue un problème commun à l'ensemble des petites îles du Pacifique. La JICA déploie une aide à Samoa depuis 2000 pour la modernisation des décharges ainsi que le renforcement des capacités de gestion et d'exploitation de ces dernières. L'Agence a par la suite apporté son aide aux pays voisins pour améliorer la gestion des déchets. Depuis 2011, la JICA offre un soutien à 11 pays de la région pour construire des systèmes durables de gestion des déchets et former des ressources humaines en coopération avec le Secrétariat du programme régional océanique de l'environnement (PROE)*. Une coopération est assurée au niveau régional et national pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de gestion des déchets solides pour 2010-2015, un objectif régional commun. En menant ces actions, la JICA participe à la réduction de l'impact de l'activité humaine sur l'environnement et elle favorise la création d'une société saine fondée sur un cycle rationnel des matériaux.

Concentré sur l'océan qui environne ces îles, les récifs coralliens sont indispensables aux populations locales pour plusieurs raisons,

* PROE : Organisation constituée de 21 pays insulaires du Pacifique, de l'Australie, de la France, de la Nouvelle-Zélande et des États-Unis.

notamment en tant que ressource maritime et touristique ou pour la protection contre les catastrophes. Cependant, ces dernières années, les écosystèmes côtiers ont été dégradés à cause d'un ensemble de facteurs, dont la surpêche, la pollution environnementale due au développement des zones côtières et l'impact du changement climatique. À travers l'envoi d'experts à l'Université du Pacifique Sud, la JICA coopère avec les Fidji et des pays voisins tels que le Vanuatu, Samoa et Tonga afin de parvenir à une protection et une gestion durable de leurs ressources côtières. En Micronésie, la JICA utilise le



Un expert japonais et son homologue effectuent une étude sur les récifs coralliens dans les Palaos.

Étude de cas Région Pacifique Déployer une aide à travers la coopération avec les gouvernements locaux

Une coopération utilisant l'expérience de la préfecture d'Okinawa

En mai 2012, la sixième réunion des dirigeants des îles du Pacifique (PALM6) a eu lieu à Nago, dans la préfecture d'Okinawa. Lors de cette réunion, il a été annoncé que, compte tenu des similitudes géographiques et climatiques entre Okinawa et les pays insulaires du Pacifique, les connaissances et l'expérience de la préfecture japonaise seraient utilisées pour le développement de ces pays. Suite à cette décision, en mars 2013, la préfecture d'Okinawa et la JICA ont signé un accord global de collaboration afin de renforcer leur coopération.

Pour les personnes qui habitent dans les îles, l'approvisionnement stable en eau potable salubre est une question de vie ou de mort. En se basant sur sa collaboration avec la ville de Miyakojima, dans la préfecture d'Okinawa, la JICA a assuré une coopération aux Samoa sur l'exploitation des systèmes d'approvisionnement en eau. La coopération a permis d'introduire un système de filtration modèle basé sur la méthode de purification d'un organisme biologique. La ville de Miyakojima utilise actuellement cette méthode et elle dispose d'une expérience solide de cette solution particulièrement adaptée aux territoires insulaires. Samoa apprécie grandement cette méthode pour sa simplicité de maintenance et de gestion.

Depuis peu, la vulnérabilité des pays insulaires du Pacifique face aux problèmes environnementaux impose de trouver d'urgence des moyens de s'attaquer aux problèmes qui accompagnent l'urbanisation et les changements de mode de vie, comme la gestion des déchets. Aux Tonga, la JICA participe à la réduction de la quantité de déchets à travers le projet en faveur du

mouvement Mottainai pour lutter contre le gaspillage à Vava'u, avec la coopération de la ville de Naha, dans la préfecture d'Okinawa, et du Mouvement citoyen pour le recyclage d'Okinawa. Afin de résoudre le problème de la gestion des déchets sur son île, la ville de Naha est parvenue à réduire de près de 30 % son volume de déchets avec la coopération de ses résidents. Ce savoir-faire est mis à profit pour fournir une aide pour l'établissement d'un système de recyclage aux Tonga.

Ces dernières années, les écosystèmes côtiers de récifs coralliens qui entourent les pays insulaires ont connu des détériorations dues à un ensemble de facteurs dont la surpêche, la pollution environnementale et

l'impact du changement climatique. En coopération avec l'Université des Ryukyu, la JICA offre une aide pour la protection et la gestion appropriées des écosystèmes de récifs coralliens en Micronésie. Pour ce programme, l'Agence a établi sa base au Centre international des récifs coralliens des Palaos.



Sensibiliser les résidents locaux au recyclage.

Centre international des récifs coralliens des Palaos comme base pour un programme d'aide visant à améliorer les capacités de recherche sur les écosystèmes des récifs coralliens ainsi que pour une protection et une gestion durables. Le programme est mis en œuvre conjointement par l'Université des Ryukyu et l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST).

Catastrophes naturelles et changement climatique

Les pays de la région du Pacifique sont fortement vulnérables aux dégâts causés par les fréquentes catastrophes naturelles telles que les cyclones, les séismes, les tsunamis, et les inondations. Les communications et les transports sont limités en raison de l'éloignement d'un grand nombre d'îles, de ce fait il est difficile de diffuser des bulletins d'alerte aux résidents et de fournir de l'aide d'urgence en cas de catastrophe.

La JICA combine la coopération technique, les dons et d'autres types de coopération afin de mieux préparer la région aux catastrophes naturelles. L'un des aspects spécifiques de cette coopération consiste à renforcer les capacités en matière d'observation météorologique et de diffusion de bulletins de prévision et d'alerte. La JICA participe à un programme où des experts de tous les pays de la région se réunissent pour participer à une formation du Service météorologique national des Fidji. Aux Samoa, la JICA soutient les installations d'observation météorologique et d'autres activités. À Tuvalu et dans les îles Salomon, des réseaux de radiodiffusion d'informations sur les catastrophes ont été établis afin de donner aux habitants un accès rapide à l'information. Aux Fidji et dans les îles Salomon, la JICA offre une coopération pour la création d'un système permettant aux habitants d'évacuer en bon ordre en fonction des informations fournies. Dans l'ensemble, la JICA déploie une coopération diversifiée pour la prévention des catastrophes dans la région.

Les pays de la région du Pacifique sont également vulnérables aux effets du changement climatique. Tuvalu et d'autres pays composés d'atolls peu élevés sont particulièrement exposés à la montée du niveau de la mer et aux autres phénomènes associés au changement climatique. Avec la coopération de l'Université de Tokyo et de la JST, la JICA déploie une coopération scientifique et technologique en bio-ingénierie pour identifier les mécanismes par lesquels les récifs coralliens, les foraminifères et d'autres organismes influent sur la production et les mouvements de sable.



Une communauté des îles Salomon effectue un exercice d'évacuation dans le cadre de la prévention des catastrophes.

Infrastructure de transport

Les pays de la région du Pacifique, constitués d'îles séparées par de vastes étendues d'océan, ont un besoin critique d'infrastructures de transport pour les déplacements des habitants et du fret. En matière d'accès à l'éducation et aux services médicaux, les infrastructures de transport sont réellement vitales pour ces pays. À ce jour, la JICA apporte une aide sous forme de dons pour la réhabilitation des ports et la fourniture de navires de passagers et de marchandises en Micronésie, aux îles Marshall, à Samoa, Tuvalu, Tonga et dans d'autres pays de la région. En juin 2012, la JICA a signé son premier accord de prêt d'APD avec le Vanuatu, pour la construction d'un quai international à Port Vila, la capitale.



Un ferry assure la traversée dans les îles Tonga.

Services sociaux

De nombreux pays de la région Pacifique ne disposant pas de systèmes d'approvisionnement et de stockage adéquats pour mettre en œuvre des programmes de vaccination sûrs, il est nécessaire d'établir une « chaîne du froid » pour réfrigérer les doses de vaccin. Pour s'attaquer à ce problème, en 2004, la JICA s'est engagée auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) à assurer une coopération dans le cadre du projet de renforcement du programme élargi de vaccination dans la région Pacifique. Depuis, la JICA contribue à la diffusion de technologies et au développement des ressources humaines liées à la gestion des projets d'immunisation et aux vaccins dans la région du Pacifique.

Dans les régions et les îles isolées, l'accès limité à l'enseignement constitue un problème sérieux. La JICA assure une coopération pour mettre à profit la télévision, la radio, les réseaux de communication satellite, ainsi que d'autres méthodes, afin d'augmenter les possibilités d'éducation et d'améliorer la qualité de l'enseignement. À travers des dons et la coopération technique, la JICA participe à l'établissement d'un centre des technologies de l'information et des communications (TIC) et à la formation du personnel des TIC de l'Université du Pacifique Sud, créée par 12 pays de la région. Entre autres exemples, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où le taux de scolarisation dans l'enseignement primaire est faible, la JICA a construit un Centre national pour l'éducation et les médias et assuré une aide pour l'élaboration de programmes éducatifs. Une aide a également été mise en œuvre pour dispenser, par la télévision, des cours modèles dans des écoles élémentaires et des collèges situés en zone rurale.



Une famille d'agriculteurs du Kirghizstan retire les feuilles inutilisées sur les choux nappa récoltés afin de prévenir leur dessèchement. [Photo : Shinichi Kuno]



Kae Yanagisawa
Directrice générale
Département Asie centrale,
de l'Est, et Caucase

Message de la directrice générale

Asie de l'Est et Asie centrale

Une aide adaptée à chaque pays pour la dynamisation du secteur privé

En Asie de l'Est, la JICA fournit une aide à la Mongolie, qui connaît une croissance économique rapide, et se concentre sur une coopération mutuellement bénéfique en Chine. En Asie centrale et dans le Caucase, la JICA apporte une aide adaptée à la situation de chaque pays, tout en soutenant un développement des infrastructures qui encourage la coopération intrarégionale. Cette stratégie se concentre sur la polarisation des niveaux de revenu entre les pays riches en ressources et les pays qui n'en disposent pas en Asie centrale et dans le Caucase.

Depuis le début du nouveau millénaire, l'économie de la Mongolie a connu une croissance régulière, soutenue, entre autres facteurs, par ses ressources minérales. En 2011, le taux de croissance économique annuel du pays a dépassé les 17 %. En 2012, la Mongolie a émis ses premières obligations d'État (obligations Genghis), et ainsi commencé à mobiliser des fonds par d'autres moyens que l'aide étrangère. Cependant, de nouveaux défis sont apparus avec cette croissance rapide. Dans ce contexte, nous avons mis l'accent sur le développement durable du secteur minier et le renforcement de la gouvernance, la diversification de la structure industrielle et l'amélioration des services sociaux de base, ainsi que sur le renforcement des fonctions de la ville d'Oulan-Bator. En 2012, la construction d'un pont suspendu, surnommé le « pont du Soleil », a été achevée grâce à un don japonais et le haut niveau de la technologie japonaise a suscité l'admiration du peuple mongol. Le pont devrait réduire les problèmes d'embouteillage à Oulan-Bator.

En Asie centrale et dans le Caucase, les inégalités sont croissantes entre les pays riches en ressources, comme le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan, et les pays qui accusent un retard comme le Tadjikistan et le Kirghizstan. Durant l'exercice 2012, nous avons développé des stratégies de mise en œuvre spécifiques et nous sommes attachés à apporter une aide parfaitement adaptée en se basant sur la situation et les priorités de chaque pays. Simultanément, nous avons concentré nos efforts sur les infrastructures électriques et de transport en vue de renforcer la connectivité régionale.

Nous encourageons également la collaboration avec les entreprises japonaises afin de dynamiser le secteur privé dans la région. À cette fin, nous avons organisé en 2012 des séminaires sur les investissements en Mongolie et dans la région du Caucase.

Durant l'exercice 2013, nous allons formuler des projets pour l'enseignement supérieur en Mongolie afin que ce secteur puisse être le moteur de la croissance. Un autre objectif consistera à réduire les inégalités dans le pays. De plus, la construction d'un nouvel aéroport international, financé par un prêt japonais, est en cours. En Asie centrale et dans le Caucase, nos priorités porteront sur des domaines tels que l'agriculture et le développement rural afin de renforcer la chaîne de valeur, et sur le développement des infrastructures de transport. Nous continuerons d'utiliser les Centres Japon afin de développer les ressources humaines des entreprises. Pour développer le secteur privé, nous allons également promouvoir la coopération avec les petites et moyennes entreprises (PME) japonaises et les activités BoP*.

En Chine, en tenant compte du développement économique du pays, nous allons coopérer dans des domaines spécifiques ayant trait à des problèmes rencontrés à la fois par la Chine et le Japon, ou qui ont une influence directe sur le Japon, comme la pollution atmosphérique transfrontalière et les maladies infectieuses. Pour ce faire, nous allons mettre à profit les expériences et atouts acquis lors de la coopération passée avec la Chine.

* BoP : « Base of the pyramid » ou base de la pyramide économique (personnes vivant dans la pauvreté et dont les revenus sont inférieurs à 3 000 USD par an).

Asie de l'Est

— Renforcement des partenariats stratégiques pour une relation mutuellement bénéfique

L'Asie de l'Est est constituée de la Chine – un pays qui doit faire face à de nombreux problèmes, notamment environnementaux, liés à sa forte croissance économique – et de la Mongolie, qui connaît un développement rapide soutenu par des ressources minérales abondantes. Le développement sain et durable de ces pays revêt une importance croissante pour le Japon comme pour le reste du monde.

La coopération de la JICA dans la région contribue au renforcement de relations économiques à la fois réciproques et complémentaires avec la Chine et la Mongolie. De plus, alors que la Chine acquiert une influence grandissante en tant que donateur émergent, la JICA encourage le dialogue, la tenue de séminaires et d'autres mesures afin de renforcer la collaboration avec la Chine en tant que pays donateur partenaire.

Dossier spécial

Objectifs et aperçu des programmes

Initiatives concrètes

Modalités de la coopération

Opérations, gestion et évaluation

Données chiffrées et informations

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la stabilité régionale et une croissance saine et durable

● Chine

Le gouvernement japonais a établi le programme de coopération économique avec la Chine en octobre 2001, en mettant l'accent sur six secteurs. En se basant sur la croissance économique et les progrès techniques de la Chine ces dernières années, la JICA concentre actuellement ses efforts sur trois domaines prioritaires. La coopération intègre les défis communs aux deux pays (par exemple les mesures de lutte contre la pollution transfrontalière, le sable jaune, les maladies infectieuses, et la résolution d'autres problèmes de ce type, ainsi que la création de systèmes et de normes visant à améliorer les prévisions de performance pour les entreprises qui entrent sur le marché chinois) et promeut une compréhension mutuelle à plusieurs niveaux.

- (1) Coopération pour faire face aux enjeux mondiaux tels que les maladies infectieuses et les problèmes environnementaux
- (2) Aide à la politique de réforme et d'ouverture (dont la promotion de la bonne gouvernance)
- (3) Promotion de la compréhension mutuelle

● Mongolie

La coopération de la JICA s'articule autour des trois domaines mentionnés dans la politique d'aide à la Mongolie annoncée en avril 2012.

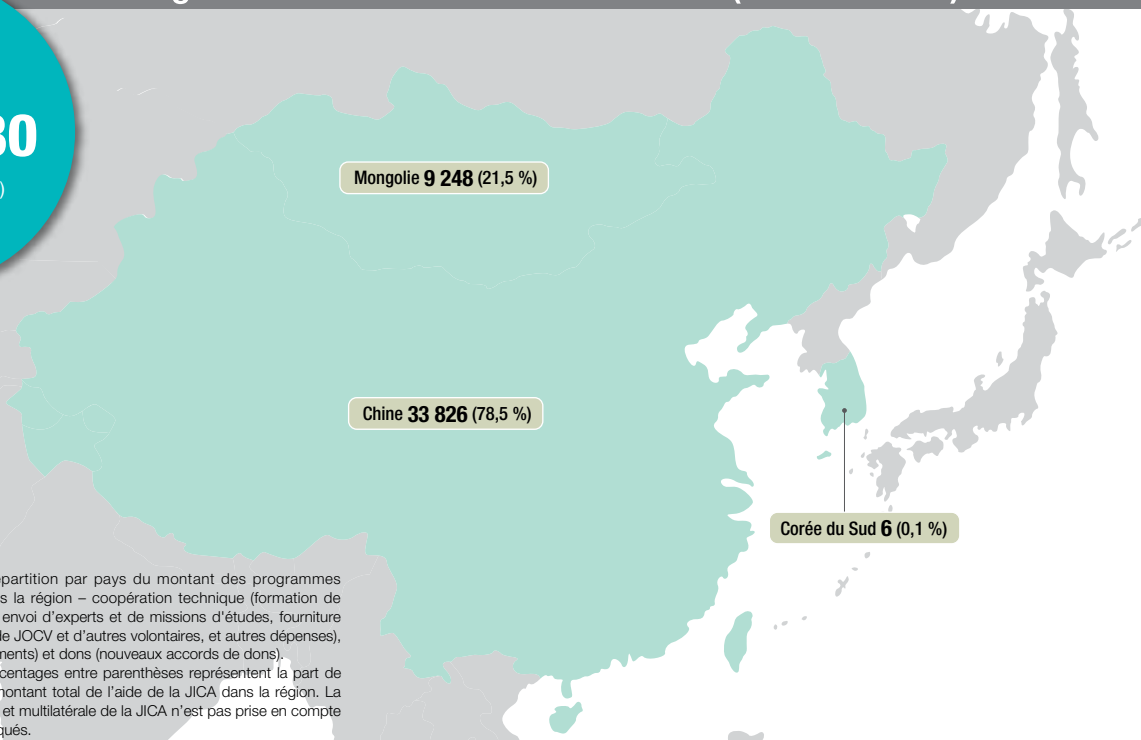
- (1) Développement durable du secteur minier et renforcement de la gouvernance : Établir les systèmes et former le personnel pour parvenir au développement durable des ressources minérales, l'élément clé du progrès économique de la Mongolie, et établir des

Programmes de la JICA en Asie de l'Est (exercice 2012)

Asie de l'Est

Total : **43 080**

(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

systèmes pour assurer la bonne gestion des revenus issus des ressources naturelles.

- (2) Aide pour une croissance inclusive : Créer de l'emploi en priorité dans les PME et les entreprises de plus petite taille pour diversifier les activités industrielles, et améliorer les services sociaux de base.
- (3) Renforcement des capacités et des fonctions d'Oulan-Bator comme pôle urbain : Améliorer les infrastructures de la ville, et mettre à niveau les capacités d'urbanisation et de gestion.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

Les principaux projets mis en œuvre dans la région pour répondre aux enjeux prioritaires sont mentionnés ci-après.

● Chine

Projet de contrôle intégral des émissions d'oxyde d'azote dans l'atmosphère : En se basant sur l'expérience du Japon en matière de pollution, le projet s'attache à trouver des moyens de réduire les émissions d'oxyde d'azote, dont les particules ont un diamètre inférieur à 2,5 microns (PM 2,5) et qui, mélangées aux particules en

suspension dans l'air, sont particulièrement nocives pour la santé. À cette fin, le projet étudie les mesures techniques, les politiques publiques et les systèmes, et diffuse l'utilisation de technologies et de méthodes de contrôle pratiques.

● Mongolie

Projet de construction du nouvel aéroport international d'Oulan-Bator : Ce nouvel aéroport à améliorera la sécurité et la fiabilité de l'accès aérien à la capitale tout en offrant une commodité accrue aux voyageurs, contribuant ainsi au développement économique de la Mongolie.

Projet de renforcement des capacités des entrepreneurs par le Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines : À travers ce projet, la JICA organise des cours de perfectionnement professionnel via le Centre Mongolie-Japon pour le développement des ressources humaines, construit grâce à un don japonais, afin de former des individus qui joueront des rôles clés dans la création d'une économie de marché. Le centre propose des cours de commerce et offre une aide aux PME et aux micro-entreprises.

Étude de cas

Mongolie Stimuler les capacités d'Oulan-Bator à lutter contre la pollution de l'air

Une aide pour retrouver un air propre à Oulan-Bator

La ville d'Oulan-Bator est la deuxième ville la plus polluée du monde (selon une étude de l'OMS). Les habitants souffrent de cette pollution de l'air et des mesures urgentes doivent être prises pour répondre à ce problème. Dans la perspective de stimuler les capacités d'Oulan-Bator à lutter contre la pollution de l'air, la JICA offre une aide pour l'amélioration des capacités d'utilisation de technologies nécessitant un haut niveau d'expertise et pour renforcer les capacités administratives liées à l'introduction de systèmes pour le contrôle de la pollution atmosphérique.

La pollution de l'air à Oulan-Bator, capitale de la Mongolie, vient principalement des émissions de gaz des centrales énergétiques, des chaudières et des voitures. Les centrales électriques, déjà anciennes, fonctionnent à l'énergie thermique. Les chaudières et cuisinières inefficaces consomment de grandes quantités de charbon en hiver, lorsque les températures peuvent descendre jusqu'à moins 30 ou moins 40° C. De plus, les rues de la ville étant très embouteillées, le niveau d'émission des automobiles est également très élevé.

Malgré la gravité de la situation, il n'existait aucune information sur l'ampleur des causes de la pollution de l'air dans l'ensemble de la ville ou sur les mesures à adopter.

À la demande du gouvernement mongol, la JICA a commencé à déployer un ensemble complet d'actions, en mars 2010, dans le cadre d'un projet visant à résoudre ce problème. Pour commencer, la priorité de la JICA sur ce projet a été d'ouvrir la voie à la mise en œuvre de mesure de lutte contre la pollution de l'air en améliorant les capacités technologiques et administratives des institutions mongoles pour mesurer et contrôler la pollution atmosphérique.



Une épaisse fumée s'échappe d'une centrale électrique.

Concrètement, la JICA a apporté une aide pour mesurer la densité des émissions de gaz et classer les sources de pollution, ainsi que pour le transfert de technologies nécessitant un haut niveau d'expertise telles que la simulation de dispersion atmosphérique. Ainsi, en se basant sur les données collectées, le gouvernement mongol commence à avoir une image claire de la part de chaque source dans le niveau global de pollution. De plus, la JICA a recommandé des mesures pour les installations polluantes en se basant sur des analyses techniques. Ce processus a donné des résultats concrets, car le conseil municipal d'Oulan-Bator a approuvé plusieurs des recommandations pour la mise en œuvre. La JICA a également mis l'accent sur la création d'un système d'enregistrement des chaudières et d'autres installations pour permettre aux administrateurs publics de déterminer les sources de pollution et de les contrôler, ainsi que sur l'établissement d'un cadre dans lequel les agences administratives,

les entreprises du secteur privé, les universités et les centres de recherche peuvent coopérer sur les mesures de lutte contre la pollution atmosphérique.

Cependant, l'amélioration effective de la qualité de l'air nécessite un changement des stratégies gouvernementales liées et de grands investissements. Les sources de pollution doivent être équipées de dispositifs de contrôle des émissions et changer leur système de combustion pour des systèmes plus propres. De plus, l'établissement d'infrastructures et l'urbanisation, notamment la gestion de l'utilisation des terres, doivent être révisés.

Retrouver un air propre à Oulan-Bator nécessitera des recommandations pour des mesures élaborées sur une base scientifique et leur mise en œuvre concrète. À cette fin, la JICA continuera d'assurer une coopération visant à stimuler la capacité de la Mongolie à lutter contre la pollution de l'air.



Les émissions de gaz dans les cheminées sont mesurées.

Asie centrale et Caucase

— Une région aux nombreuses ressources naturelles, ouverte sur l'Asie et l'Europe et qui attire l'attention du monde

La région Asie centrale et Caucase, qui correspond à peu près au centre du continent eurasiatique, est constituée de cinq pays d'Asie centrale – le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan – et de trois pays du Caucase – l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie – qui ont obtenu leur indépendance de l'ex-Union soviétique en 1991.

Avec l'augmentation des disparités économiques dans l'ensemble de la région, parvenir à un développement équilibré en Asie centrale et dans le Caucase est un important enjeu mondial. En outre, l'Afghanistan, qui est encore instable, est situé à proximité.

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la coopération intrarégionale pour garantir un développement économique stable

Dans cette région, la JICA se concentre sur la coopération intrarégionale et la promotion de la démocratie et de l'économie de marché. Les priorités de la coopération sont : (1) les programmes pour l'amélioration des infrastructures d'électricité et de transport en Asie centrale et (2) les programmes de renforcement de l'économie de marché par la stimulation du secteur privé.

Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Ouzbékistan

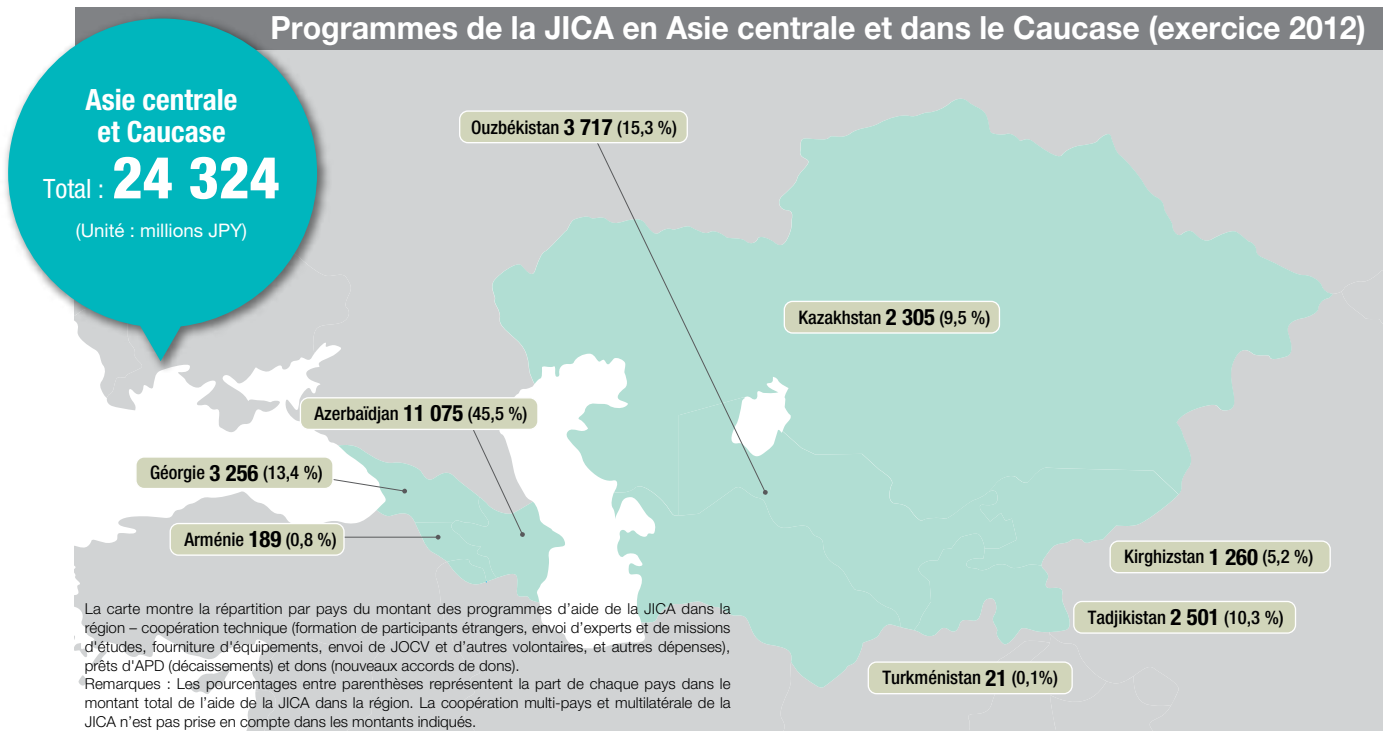
L'Ouzbékistan maintient une forte croissance économique soutenue par les prix élevés des ressources naturelles comme le gaz naturel et l'or. Pour garantir le développement constant et solide du pays, la JICA soutient trois secteurs : (1) l'amélioration et la construction de l'infrastructure économique, notamment la modernisation des centrales thermiques et la construction de nouvelles voies ferrées ; (2) le soutien au développement des ressources humaines et à l'édification de systèmes pour le développement du secteur

privé par la formation des ressources humaines pour les entreprises et d'autres mesures à travers le Centre Japon-Ouzbékistan pour le développement des ressources humaines ; et (3) une coopération dans les domaines prioritaires du renforcement des associations d'usagers de l'eau et de l'amélioration de la gestion des ressources hydriques, facteurs d'augmentation des revenus dans les zones rurales, et pour l'extension et l'amélioration de la santé et l'éducation.

● Kazakhstan

Le Kazakhstan dispose de ressources naturelles abondantes, et notamment des deuxièmes réserves mondiales d'uranium. Le pays, qui souhaite modifier une structure économique dépendante des ressources, cherche à diversifier l'industrie pour parvenir à une croissance économique durable et équilibrée. Afin de renforcer les relations d'affaires entre le Kazakhstan et le Japon, la JICA met l'accent sur la formation des entrepreneurs à travers le Centre Kazakhstan-Japon pour le développement des ressources humaines, et sur la construction des infrastructures économiques qui servent de fondation à l'industrie. En mettant à profit les

Programmes de la JICA en Asie centrale et dans le Caucase (exercice 2012)



connaissances et la technologie japonaises, la JICA offre également une aide pour le développement des ressources humaines dans les domaines de la prévention et de la gestion des catastrophes et pour la conservation énergétique.

● Tadjikistan

Pays voisin de l'Afghanistan, le Tadjikistan est situé à la frontière de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Est. Depuis la fin de la guerre civile qui a suivi son indépendance de l'ex-Union soviétique, le pays s'efforce de parvenir à une stabilité économique et sociale tout en entreprenant des réformes structurelles. La politique de base de la JICA consiste à aider le pays à sortir de la pauvreté et à assurer une transition vers la croissance en établissant les fondations d'une croissance économique durable à travers la correction des inégalités de niveau de vie et la construction d'infrastructures. Les domaines prioritaires de la JICA comprennent l'amélioration du développement rural, notamment les services sociaux essentiels dans la province de Khatlon, à la frontière avec l'Afghanistan, et l'établissement de petites infrastructures pour la production d'électricité au carrefour de l'Asie centrale et de l'Asie du Sud-Ouest.

● Kirghizstan

Après son indépendance de l'ex-Union soviétique, la République kirghize

a été l'un des premiers pays de la région à s'orienter activement vers l'économie de marché. Cependant, en tant que pays montagneux disposant de peu de ressources naturelles d'importance, mis à part l'or, le Kirghizstan n'a pas réussi à atteindre une croissance économique stable. L'aide de la JICA vise « le développement économique et l'éradication de la pauvreté par le renforcement de la compétitivité des exportations et la promotion des entreprises ». Dans cette optique, la JICA concentre son action sur le développement de l'agriculture et des entreprises ainsi que sur la construction des infrastructures de transport. Dans les autres domaines, la JICA soutient le projet « Un village, un produit », la gestion conjointe des forêts, le développement des ressources humaines dans le secteur des affaires à travers le Centre Japon pour le développement des ressources humaines, et le renforcement de la capacité d'administration et de maintenance des routes.

● Turkménistan

Ces dernières années, le Turkménistan a renforcé ses liens avec les États-Unis, l'Europe et les pays voisins, et son économie a été soutenue par de grandes réserves de gaz naturel. La coopération de la JICA se concentre principalement sur l'aide au développement économique et social par des formations qui permettent aux responsables gouvernementaux d'apprendre des expériences japonaises. Les formations sont assurées dans les domaines

Étude de cas Redynamiser la sériciculture en Ouzbékistan

Collaborer avec l'université pour la fourniture d'une aide complète visant à redynamiser la sériciculture en Ouzbékistan

Point de transit sur la route de la soie, l'Ouzbékistan dispose d'une industrie séricicole depuis l'antiquité. Cependant, les techniques de tissage du pays n'ont pas évolué depuis la dissolution de l'Union soviétique et de moins en moins d'ateliers de soie grège ou de produits en soie restent compétitifs au niveau international. De plus, ces dernières années, les cocons produits à partir de vers à soie de basse qualité élevés à l'étranger sont exportés vers la Chine à des prix faibles. Cette tendance se traduit par une diminution des revenus de l'industrie de la soie, ce qui rend difficile le maintien d'une production séricicole traditionnelle.

Pour répondre à ces problèmes, la JICA assure une coopération en Ouzbékistan depuis 2009 pour revitaliser le secteur de la sériciculture en collaboration avec l'Université d'agriculture et de technologie de Tokyo.

Bien que l'Ouzbékistan continue d'enregistrer une solide croissance économique, l'amélioration des revenus dans les zones rurales et les disparités régionales continuent de poser des problèmes. C'est pourquoi la redynamisation de la sériciculture – activité parallèle à la culture du coton, première industrie nationale d'Ouzbékistan – est primordiale. L'Université d'agriculture et de technologie de Tokyo, réputée pour ses recherches sur la sériciculture et l'enroulage de la soie, contribue à cette tâche.

Des diplômés de cette université ont été envoyés en Ouzbékistan en tant que volontaires seniors de la JICA auprès de l'Institut national de la recherche séricicole. Suite aux recommandations de l'université basées sur la situation grave de la sériciculture en Ouzbékistan, la JICA a commencé en 2009 un projet de coopération technique au niveau local pour redynamiser l'industrie séricicole de la route de la soie en Ouzbékistan—développer un modèle de génération de revenu en zone rurale par l'amélioration de la sériciculture dans la vallée de Fergana.

Le projet a remplacé les souches conventionnelles de vers à soie, dont la qualité avait été affectée par le mélange progressif avec des souches étrangères. En introduisant les techniques

de sériciculture japonaises et en fournissant des conseils pour améliorer les méthodes d'alimentation des vers, le projet a permis d'augmenter les revenus des éleveurs de vers. Pour promouvoir la soie traditionnelle ouzbek dite « Atlas » au Japon, un concours a été créé dans le cadre du projet pour désigner les plus beaux produits fabriqués à partir de ce tissu. Les meilleures pièces, parmi près de 300 sacs et autres produits, ont été exposées dans de nombreuses villes japonaises. De plus, pour servir de tremplin au développement du marché, les produits en soie Atlas sont vendus sur les points de vente « Un village, un produit » des aéroports internationaux de Narita et Kansai, au Japon.

En tenant compte de ces résultats, en mars 2013, la JICA a commencé un nouveau projet afin de poursuivre le processus. Le projet implique le développement et la gestion d'une souche de haute qualité basés sur le transfert de techniques japonaises de sériciculture pour manipuler la souche originelle ou distinguer les mâles des femelles ; l'établissement d'un système de production autonome, de la collecte des œufs à la fourniture de la larve ; l'installation, la gestion et la plantation des champs de mûriers qui permettent de nourrir les larves ; l'utilisation du matériel pour la culture du mûrier (copeaux de bois) ; et la formation des

instructeurs. La JICA a l'intention de continuer de fournir une aide diversifiée à travers la diffusion des techniques japonaises de sériciculture et la promotion de l'industrie afin d'améliorer la vie des résidents ruraux en Ouzbékistan.

L'avis de notre partenaire

Représentant du projet

La sériciculture peut produire une récolte en un mois, ce qui en fait une activité parallèle intéressante pour les agriculteurs.

Afin de privilégier la soie grège et les produits en soie de haute qualité, nous souhaitons opérer un transfert de technologie à partir des réussites obtenues dans l'est du pays vers les autres régions. Ainsi, nous espérons améliorer les techniques séricicoles ouzbèkes et augmenter les revenus des agriculteurs qui pratiquent cette culture.



Des cocons élevés localement



Article du concours des produits de soie Atlas

du transport, de la santé, du développement agricole et de la promotion des petites et moyennes entreprises (PME).

● Azerbaïdjan

Grâce à une croissance économique constante soutenue par de grandes réserves de pétrole et de gaz naturel, l'Azerbaïdjan a acquis une envergure internationale en tant que pays exportateur de ressources naturelles vers les pays voisins et l'Europe. Il n'en reste pas moins que le pays doit diversifier son industrie pour parvenir à un développement économique durable. En se concentrant sur le renouvellement des infrastructures économiques et sociales indispensables au maintien de la croissance économique, la JICA apporte une aide pour la construction d'une centrale énergétique près de la capitale, Baku, pour la construction de systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans les villes provinciales, et pour la construction des fondations pour l'agriculture. De plus, la JICA participe au développement des ressources humaines en appui au développement industriel.

● Arménie

Point de passage entre l'Asie centrale, la région de la mer Caspienne et l'Europe, l'Arménie a entamé un processus actif de démocratisation et de transformation vers une économie de marché depuis son indépendance de

l'ex-Union soviétique. Étant donné l'état de délabrement des infrastructures construites durant l'ère soviétique et la position du pays dans une zone sismique, l'Arménie doit, entre autres défis, renforcer ses mesures de réduction des catastrophes. Ainsi, la JICA concentre son aide sur les infrastructures économiques, le développement rural et le renforcement des mesures de réduction des catastrophes, en s'appuyant sur une politique de base visant à parvenir à une croissance économique équilibrée et durable en Arménie.

● Géorgie

Située au carrefour de l'Asie et de l'Europe, la Géorgie acquiert une importance accrue comme pays de transit pour l'exportation du pétrole et du gaz de la mer Caspienne vers l'Europe. Les problèmes de la Géorgie sont donc centrés sur les moyens de tirer parti de sa position géostratégique pour développer le secteur du commerce et du transport et encourager les exportations. La JICA accorde la priorité à la construction des infrastructures économiques et sociales et au développement des ressources humaines comme base du développement économique. Entre autres projets, la JICA contribue à l'amélioration de l'autoroute est-ouest, l'axe de transport majeur du pays, et à l'établissement d'un bon environnement des affaires par des formations.

Étude de cas Gestion conjointe des forêts au Kirghizstan

Agence de gestion des forêts, gouvernement local et usagers travaillent ensemble pour la protection et l'exploitation des forêts

Durant les années 1940 et 1950, les zones forestières de la montagneuse République kirghize ont connu un recul substantiel à cause des coupes massives qui ont également affecté la qualité des forêts. Depuis l'exercice 2008, la JICA déploie une coopération pour le renforcement du système de mise en œuvre de la gestion conjointe des forêts (GCF) du gouvernement du Kirghizstan.

La superficie forestière du Kirghizstan s'élevait en 1930 à 1,19 million d'hectares pour tomber à 0,62 million d'hectares dans les décennies qui suivirent. Cependant, depuis les années 1960, les forêts ont regagné lentement du terrain, plus particulièrement avec la reprise progressive de la croissance entamée lors de l'indépendance du pays, en 1991, et la réforme de la foresterie entreprise par le gouvernement. Mais les difficultés financières et le manque de personnel n'ont pas permis au gouvernement d'assurer une gestion convenable de la foresterie et le déclin de la qualité des forêts est devenu un objet d'inquiétude.

Depuis 1995, le gouvernement du Kirghizstan a établi un cadre juridique pour les forêts avec l'aide d'un bailleur de fonds suisse et il a mis en œuvre des réformes consistant notamment à privatiser les entreprises publiques du secteur de la foresterie. C'est dans le cadre de ce processus qu'il a instauré la gestion conjointe des forêts (GCF). Dans la GCF, une agence de gestion des forêts, le gouvernement local et les usagers de la forêt travaillent ensemble pour une exploitation efficace de la forêt à travers une approche dite « triangulaire ». Pour parfaire son efficacité, le gouvernement du Kirghizstan a demandé une coopération de la JICA pour l'amélioration des capacités liées et pour le renforcement du système de mise en œuvre.

En janvier 2009, la JICA a commencé un projet de cinq ans conjointement avec l'Agence d'État pour la protection de l'environnement et de la foresterie et des collectivités locales. C'est le premier projet de coopération technique bilatérale

dans le domaine de la foresterie en Asie centrale.

L'objectif du projet est de renforcer le cadre pour la diffusion de l'utilisation de la GCF à travers, notamment, l'envoi d'experts en gestion des forêts, l'organisation de formations au Japon et la fourniture d'équipements de base pour l'approvisionnement en eau. Par ces actions, la JICA crée un système où les gouvernements locaux et les usagers peuvent participer au processus de prise de décisions. De plus, la JICA a élaboré des lignes directrices sur la promotion de la gestion des forêts par ceux qui en vivent et sur d'autres thèmes, et elle a organisé des séminaires et des ateliers pour diffuser ces lignes directrices afin d'encourager leur compréhension et leur mise en pratique par les institutions concernées. À ce jour, les projets pilotes GCF ont commencé dans plusieurs provinces, dont celles de Chuy et Issyk Kul. Pour promouvoir l'autonomie et l'indépendance de chaque projet, la JICA offre une aide basée sur les opérations dans le secteur de la foresterie mises en œuvre avec les idées de l'agence de gestion des forêts, du gouvernement local et des usagers.

Dans ces projets pilotes, 300 hectares de terrain ont été reboisés et gérés de manière à augmenter les revenus des résidents locaux. Le modèle GCF de gestion tripartite des zones

forestières par les secteurs public et privé a fait une forte impression sur les participants et les observateurs. Une autre grande réussite du projet est d'avoir pu établir un modèle permettant aux résidents de mener par eux-mêmes une activité dans le secteur de la foresterie de manière durable et sans dépendre de fonds publics.



Des experts japonais travaillant sur site

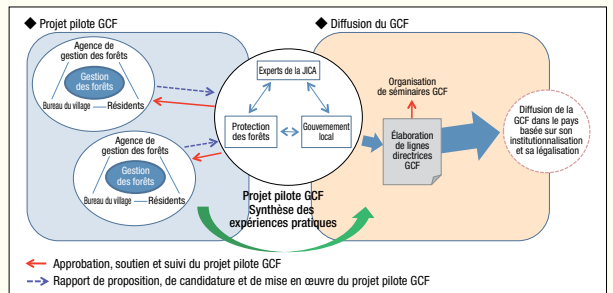
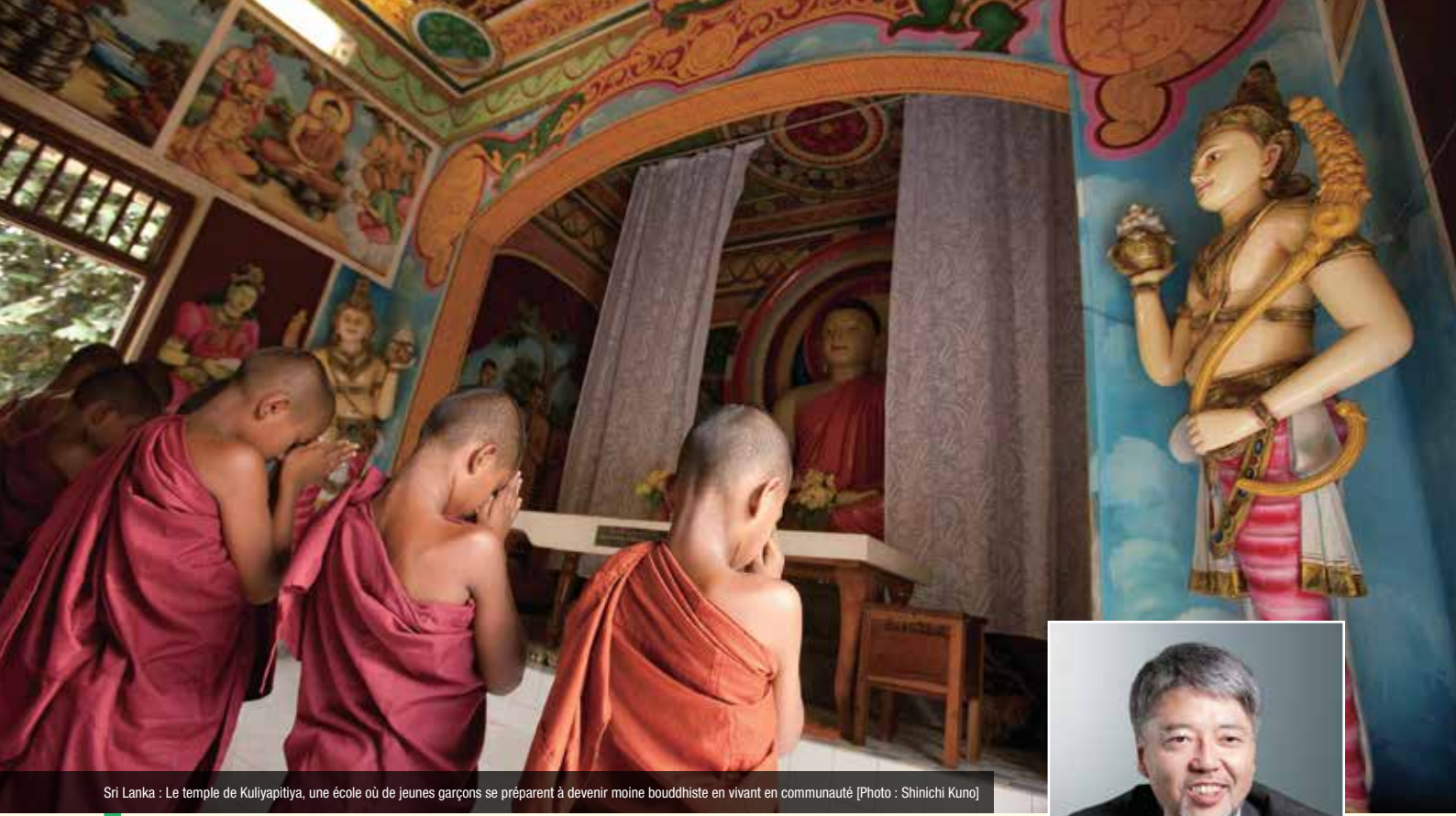


Schéma de l'approche triangulaire



Sri Lanka : Le temple de Kuliyaṭṭiya, une école où de jeunes garçons se préparent à devenir moine bouddhiste en vivant en communauté [Photo : Shinichi Kuno]



Toru Arai
Directeur général
Département Asie du Sud

Message du directeur général Asie du Sud

Privilégier une coopération diverse dans un contexte de polarisation accrue

L'Asie du Sud est de plus en plus polarisée entre des pays connaissant une croissance économique rapide comme l'Inde, le Bangladesh et le Sri Lanka, et des pays qui souffrent d'instabilité comme l'Afghanistan et le Pakistan. Lors de l'exercice 2012, la JICA a déployé une coopération à grande échelle sous forme de prêts d'APD aux trois premiers pays pour répondre à leurs besoins en matière d'infrastructures. Pour les autres pays, la JICA a mis l'accent sur la reconstruction en Afghanistan. De plus, la JICA a soutenu les mesures de gestion des catastrophes pour faire face au changement climatique et aux catastrophes naturelles, un problème commun à toute la région.

Lors de l'exercice 2012, nous avons élargi le champ des projets de prêts d'APD en Inde et au Bangladesh. En Inde, nous avons assuré une aide pour la construction d'une voie ferroviaire dédiée au fret entre Delhi et Mumbai et pour la construction du métro de Chennai. Nous avons aussi déployé une aide pour d'autres infrastructures, notamment pour l'électricité et les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, essentielles au développement économique. De plus, nous avons travaillé avec l'Inde sur un programme conjoint pour le renforcement de l'Institut indien de technologie d'Hyderabad.

Au Bangladesh, nous avons soutenu le développement des infrastructures, notamment les systèmes de transport à Dhaka et les projets de production d'électricité. Nous avons également poursuivi l'aide pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) dans les domaines de la prévention des catastrophes, de l'éducation, de la santé et de l'hygiène.

Au Sri Lanka, nous avons réalisé un projet de prêt d'APD pour la construction de ponts sur la route nationale en appliquant les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) et fourni d'autres aides pour le développement des infrastructures pour l'électricité, la gestion des

catastrophes et l'approvisionnement en eau.

Pour les pays souffrant des conflits et d'instabilité, nous avons également assuré une aide diverse. Au Népal, qui connaît une pénurie d'électricité, nous avons accordé le premier prêt d'APD en 12 ans pour la construction d'une centrale hydroélectrique. En Afghanistan, pour résoudre les problèmes dus à la croissance démographique rapide, nous avons participé au développement urbain de la zone métropolitaine de Kaboul et au développement agricole et rural centré sur la riziculture. Au Pakistan, nous avons réalisé des projets pour la construction d'un Institut pour la santé infantile à Karachi et pour l'éradication de la poliomyélite.

Lors de l'exercice 2013, nous poursuivons le projet de corridor dédié au fret, le développement des régions méridionales de l'Inde et d'autres mesures décidées lors du sommet Japon-Inde. L'aide au Bangladesh se concentrera sur l'établissement de systèmes d'approvisionnement en eau, le développement rural et les transports. De plus, tout en menant une étude sur la coopération régionale pour renforcer le lien entre l'ANASE et les pays d'Asie du Sud, nous mettrons progressivement en œuvre l'aide à l'Afghanistan telle qu'elle est définie par la politique du gouvernement japonais annoncée lors de la conférence de Tokyo sur l'Afghanistan en 2012.

Asie du Sud

Coopération pour une croissance à long terme intégrant la diversité de la région

L'Asie du Sud, qui comprend l'Inde, le Bhoutan, l'Afghanistan, le Pakistan, le Sri Lanka, les Maldives, le Bangladesh et le Népal, est à peu près aussi étendue que l'Europe, mais sa population est deux fois plus importante, avec 1,6 milliard d'habitants. Située au centre des voies maritimes reliant l'Asie de l'Est et du Sud-Est d'une part et le Moyen-Orient et l'Afrique d'autre part, la région jouit d'une position géopolitique et stratégique clé et elle est une plateforme d'échanges économiques avec les autres régions. Les pays de la région présentent une grande diversité religieuse, ethnique, culturelle et linguistique. C'est aussi une région en proie à l'instabilité, notamment à cause des disparités de revenu et des conflits religieux. Il est vital pour l'ensemble du continent asiatique, notamment le Japon, d'assurer la stabilité économique et sociale ainsi que les progrès en Asie du Sud. La JICA déploie une coopération variée et adaptée aux besoins de chaque pays. De plus, l'Agence entend relever les défis qui vont au-delà des frontières nationales et régionales.

Dossier spécial

Objectifs et aperçu des programmes

Initiatives concrètes

Modalités de la coopération

Opérations, gestion et évaluation

Données chiffrées et informations

Stratégies clés de l'aide

- Soutien en faveur d'une croissance durable et pour la dynamisation de l'économie du secteur privé
- Aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction
- Développement inclusif et réduction de la pauvreté
- Mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique

Les programmes d'aide de la JICA en Asie du Sud s'articulent autour de quatre domaines prioritaires :

1) Soutien en faveur d'une croissance durable et pour la dynamisation de l'économie du secteur privé

Pour les pays émergents d'Asie du Sud bénéficiant d'une croissance économique notable, la JICA fournit une aide pour parvenir à une croissance durable à travers un soutien au développement des transports, de l'énergie électrique, des systèmes d'assainissement et d'autres infrastructures qui forment les fondations de la croissance économique. De plus, les entreprises japonaises s'intéressent de plus en plus à l'Inde, au Bangladesh et à d'autres pays d'Asie du Sud en raison de leur croissance économique rapide. En tenant compte des

stratégies de croissance du gouvernement japonais, la JICA assure également une coopération pour promouvoir les collaborations avec le secteur privé.

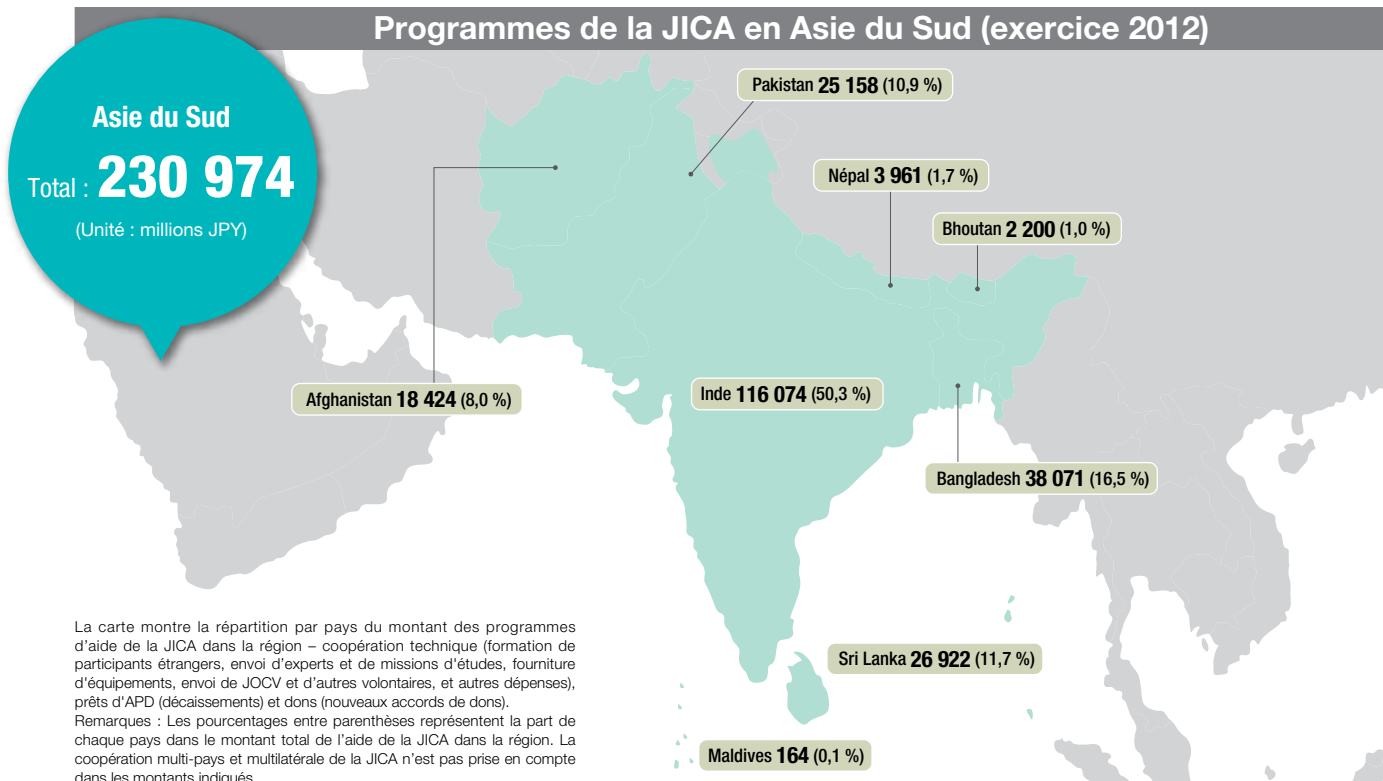
2) Aide à la consolidation de la paix et à la reconstruction

La JICA mène des programmes qui contribuent à la paix et à la stabilité au niveau régional et national. Des programmes sont en cours en Afghanistan et au Pakistan, ainsi qu'au Sri Lanka, qui passe du stade de la reconstruction à celui du développement après 30 années de conflit interne qui ont pris fin en mai 2009. La JICA est également active au Népal, qui établit actuellement un gouvernement en vertu d'une nouvelle constitution.

3) Développement inclusif et réduction de la pauvreté

La pauvreté est un problème commun à tous les pays d'Asie du

Programmes de la JICA en Asie du Sud (exercice 2012)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons). Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

Sud. La région comprend près de 500 millions de pauvres, soit plus qu'en Afrique subsaharienne. Les inégalités entre les sexes restent un problème sérieux dans la région et certains pays d'Asie du Sud ne pourront peut-être pas atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). La JICA tient compte des segments les plus pauvres de la population dans la planification de son aide pour l'établissement d'infrastructures formant la base de la croissance économique et pour la santé, l'éducation, l'agriculture, le développement rural et d'autres domaines. L'Agence redouble d'efforts pour encourager un développement inclusif et ainsi réduire de manière constante le nombre de pauvres dans la région.

4) Mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique

Le Pakistan, le Sri Lanka, le Bangladesh et d'autres pays d'Asie du Sud sont fortement vulnérables aux cyclones, inondations, séismes et autres désastres causés par le changement climatique ou les catastrophes naturelles. De plus, l'Asie du Sud est fondamentale au regard de la préservation de la biodiversité au niveau mondial. C'est pourquoi la JICA assure une coopération pour les mesures environnementales et de lutte contre le changement climatique.

● Tour d'horizon des pays et enjeux prioritaires

● Inde

L'Inde, l'un des pays les plus emblématiques du développement fulgurant des pays émergents, devient une puissance montante sur la scène internationale. En 2012, le PIB de l'Inde en parité de pouvoir d'achat s'est hissé au troisième rang mondial.

L'Inde n'en accuse pas moins un retard en matière de transport et de production énergétique, ainsi que pour les autres infrastructures qui forment la base du développement industriel. Cette situation place l'Inde dans un goulot d'étranglement qui empêche le pays de développer l'économie tout en répondant aux besoins d'une population en pleine expansion. De plus, les états du nord-est – où

plus de 30 % de la population vit sous le seuil de pauvreté – ont été laissés sur le bord de la route du progrès. L'amélioration des moyens de subsistance et des services sociaux de base pour les populations de ces états frappés par la pauvreté constitue un défi majeur.

En 2012, la JICA a signé des accords de prêts d'APD pour plusieurs projets d'infrastructure. On peut notamment citer le projet d'amélioration du système de transmission de Tamil Nadu, le projet de métro à Chennai et le projet de corridor dédié au fret. Ces accords ont été passés en vue de contribuer au développement économique et social et de renforcer les relations d'affaires entre le Japon et l'Inde. Les projets se trouvent sur des sites stratégiques offrant des opportunités d'affaires aux entreprises japonaises. Par ailleurs, la JICA mène des projets pour l'amélioration des conditions de vie des personnes à faibles revenus et des services sociaux, par exemple en améliorant la productivité et en diversifiant la production agricole, ou en construisant des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement, notamment par le financement du projet de promotion de la diversification des cultures dans l'Himachal Pradesh et du projet d'approvisionnement en eau dans le Kerala.

● Bhoutan

Le Bhoutan est un pays enclavé avec une population d'environ 700 000 habitants situé sur le versant oriental de la chaîne himalayenne. Le pays est connu pour s'être fixé comme objectif d'augmenter le bonheur national brut (BNB) de sa population. Ce concept vise la création d'une société où tous les individus vivent heureux et où la croissance économique passe au second plan.

Au cours des cinq dernières années, le taux de croissance du PIB s'est situé à un niveau élevé, 9,3 % en moyenne, grâce à une forte production d'hydroélectricité alimentée par les ressources hydriques abondantes du pays. Par ailleurs, plusieurs défis sont apparus ces dernières années à cause de l'urbanisation rapide, notamment la gestion de l'environnement urbain, la création d'emplois, les disparités régionales et la vulnérabilité de la fondation économique. En se basant sur les domaines prioritaires du gouvernement du Bhoutan, le

Étude de cas Inde Contribuer à l'approfondissement des échanges entre l'industrie, l'université et le gouvernement

Renforcer la relation entre l'Inde et le Japon à travers le programme d'aide IIT-H

L'économie indienne continue de croître et le développement des ressources humaines est l'un des problèmes clés pour parvenir à une croissance durable. Pourtant, il n'y a que 500 étudiants indiens au Japon, contre 80 000 étudiants chinois et 20 000 étudiants coréens. À titre de comparaison, il y a plus de 100 000 étudiants indiens aux États-Unis. Face à cette situation, la JICA apporte une aide pour le renforcement des relations industrielles, universitaires et gouvernementales entre les deux pays.

Pour répondre aux besoins croissants en matière de ressources humaines qui accompagnent la croissance économique rapide, le gouvernement indien a créé et développé l'Institut indien de technologie (IIT), la meilleure université du pays dans le domaine des sciences et de l'ingénierie. Le Japon a soutenu le développement de l'IIT d'Hyderabad (IIT-H) par une aide globale.

Le projet pour les futurs chercheurs de l'IIT-H en vue de renforcer le développement des réseaux par des bourses d'étude japonaises (FRIENDSHIP) est un programme pour la promotion de diverses formes d'échanges universitaires et de collaboration industrielle et pour faciliter les études des diplômés de l'IIT-H au Japon. De plus, dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour

le développement durable (SATREPS), l'Université de Keio mène un projet de réseau d'informations pour l'atténuation des catastrophes naturelles et le rétablissement. Par ailleurs, des prêts d'APD seront octroyés pour le développement du nouveau campus, notamment un centre de conférence internationale, une bibliothèque et d'autres installations qui seront autant de symboles de la coopération entre le Japon et l'Inde. La conception architecturale des installations a été assurée par l'Université de Tokyo à travers le projet de conception du campus de l'Institut indien de technologie d'Hyderabad par les échanges universitaires et la collaboration interdisciplinaire.

Le programme IIT-H contribuera au renforcement de relations bilatérales de plus en plus importantes entre le Japon et l'Inde.



Uday B. Desai (au centre), directeur de l'IIT-Hyderabad, discute de la conception du centre de conférence international avec une équipe d'architectes de l'Université de Tokyo.

programme d'aide de la JICA s'articule autour de quatre secteurs : (1) développement agricole et rural, (2) développement de l'infrastructure économique, (3) développement social, et (4) renforcement de la gouvernance.

● Afghanistan

Pour ses opérations en Afghanistan, la JICA réalise des projets qui contribuent à la croissance économique, notamment à la création d'emplois, et à stabiliser les conditions de vie de la population par des mesures de sécurité maximales compte tenu de la situation sécuritaire instable. En collaborant étroitement avec le gouvernement afghan, la JICA apporte une aide dans deux domaines prioritaires : le développement des infrastructures, principalement dans la zone métropolitaine de Kaboul ; et le développement agricole et rural. Dans la zone métropolitaine de Kaboul, un travail est en cours sur les projets de développement impliquant des infrastructures sociales et économiques, notamment pour les routes et l'électricité, la construction d'une nouvelle ville, Dehsabz, et le redéveloppement de Kaboul. Une fois ces projets menés à bien, les routes, les systèmes d'approvisionnement en eau et d'autres infrastructures pourront entrer en service.

Pour le développement des villages agricoles et ruraux, la JICA a établi un cadre d'aide global couvrant les cinq à dix prochaines années et elle suit le plan de développement du gouvernement afghan. L'aide s'articule autour de quatre éléments principaux : (1) le renforcement des fonctions et



Passer du stade de la reconstruction à celui du développement – agriculture et développement des zones rurales (Afghanistan)

des capacités de gestion ; (2) le développement et la gestion des ressources hydriques ; (3) l'augmentation de la productivité agricole ; et (4) la promotion de l'agriculture et le développement des zones rurales.

L'aide couvre également l'établissement de systèmes et l'amélioration des services administratifs. Dans le cadre du développement des ressources humaines à moyen et long terme, un projet prévoit l'envoi de 500 stagiaires dans des établissements d'enseignement supérieur japonais. La JICA travaille également avec la fondation Aga Khan et d'autres ONG internationales. Des essais sont en cours pour déployer une aide dans des zones jusqu'ici difficiles d'accès.

● Pakistan

Le Pakistan est le 6^e pays le plus peuplé au monde avec environ 180 millions d'habitants. Depuis les attaques terroristes du 11 septembre, le rôle du Pakistan pour le maintien de la paix, notamment en Afghanistan, a été mis en avant. Ainsi, la communauté internationale estime que le développement stable et durable du pays est fondamental. Sa main-d'œuvre abondante pourrait être une force motrice de la croissance économique et le Pakistan dispose d'un grand potentiel en tant que marché économique émergent. Cependant, la croissance économique a été ralentie ces dernières années à cause de la situation politique et sécuritaire instable ainsi que de facteurs macroéconomiques défavorables. De plus, le pays doit faire face à divers problèmes de développement, notamment au fait qu'une large part de la population, près d'un Pakistanais sur quatre, est frappée par la pauvreté.

Par conséquent, l'aide de la JICA pour le Pakistan est centrée autour de trois thèmes : (1) améliorer l'infrastructure économique ; (2) parvenir à la sécurité humaine et améliorer l'infrastructure sociale ; et (3) assurer la stabilisation et le développement équilibré des zones frontalières entre le Pakistan et l'Afghanistan. La JICA apporte une

Étude de cas Pakistan Utiliser l'expérience du Japon pour la gestion des catastrophes

Soutien au programme de gestion des catastrophes pour aider le Pakistan à renforcer ses mesures dans ce domaine

Le Pakistan est vulnérable aux risques de catastrophes et presque chaque année, le pays est touché par des inondations, des glissements de terrain, des cyclones, des séismes ou d'autres catastrophes naturelles. Ces catastrophes ont un impact direct sur les vies et les moyens de subsistance de la population, ce qui aggrave la pauvreté dans le pays. La JICA met à profit l'expérience du Japon dans un programme visant à renforcer les mesures de gestion des catastrophes au Pakistan.

Alors que l'approche prônant une intervention d'urgence réactive a longtemps constitué le principal moyen pour faire face aux catastrophes au Pakistan, ces dernières années, le gouvernement fédéral s'est davantage concentré sur la prévention et l'atténuation, notamment par un décret national sur la gestion des catastrophes, devenu une loi, et par l'établissement de l'Autorité nationale pour la gestion des catastrophes, un organisme assurant la coordination de tous les aspects relatifs à ce domaine. Le Pakistan a tiré parti des longues années d'expérience du Japon en matière de lutte contre les catastrophes ainsi que de l'aide de la JICA afin de formuler un plan d'application concrète de la loi. Le plan a été conçu pour utiliser pleinement les expériences et l'expertise japonaises, notamment en ce qui concerne l'élaboration de lois et la formation de ressources humaines. De plus, il a été établi en se basant sur l'évaluation des risques de catastrophes et par un processus de consultation avec plusieurs

parties prenantes, afin de prendre en compte la situation particulière du Pakistan. Le plan de gestion des catastrophes a été officiellement adopté en février 2013, fournissant au Pakistan son premier plan global et marquant une étape importante vers le renforcement du système de gestion des catastrophes du Pakistan.

Le gouvernement devrait poursuivre ses efforts en prenant diverses mesures spécifiques pour améliorer la prévention des catastrophes. Cependant, la variété des obstacles à surmonter impose une certaine souplesse dans la mise en œuvre du plan. La JICA va poursuivre son aide pour l'établissement de systèmes d'alerte précoce, notamment de systèmes de radars météorologiques à Islamabad et à Karachi. Le programme de la JICA prévoit également une aide au renforcement des ressources humaines qui seront responsables en priorité de la gestion des catastrophes. À travers cette coopération, la JICA apportera un soutien sous-jacent aux efforts

du gouvernement pakistanais pour la gestion des catastrophes.

Liens utiles : *Le Pakistan approuve le plan national de gestion des catastrophes* (en anglais)
http://www.jica.go.jp/english/news/field/2012/130328_01.html



Le plan national de gestion des catastrophes a fait l'objet de débats animés lors des réunions de consultation entre les institutions concernées dans l'ensemble du Pakistan. Le plan a été formulé en intégrant les opinions d'une grande variété de parties prenantes.

aide prioritaire pour résoudre la pénurie d'énergie qui constitue un goulot d'étranglement de l'activité économique et pour permettre à l'industrie manufacturière nationale de fabriquer des produits à valeur ajoutée. Dans d'autres domaines, la JICA renforce les mesures de lutte contre la poliomyélite et les programmes d'immunisation en combinant la coopération technique, les prêts et les dons dans un seul programme, en construisant des systèmes d'approvisionnement en eau et d'égout, et en établissant des systèmes dans les zones urbaines. En tirant parti de l'expérience du Japon, l'un des pays les plus exposés aux catastrophes, la JICA déploie une aide couvrant l'ensemble des aspects de la gestion des catastrophes, de la planification à l'exécution.

● Sri Lanka

La superficie du Sri Lanka correspond à peu près à 80 % de l'île japonaise d'Hokkaido et sa population est d'environ 20,45 millions d'habitants. Après le conflit ethnique subi par le pays pendant presque 30 ans et qui a pris fin en 2009, la progression de la demande nationale alimentée par le développement post-conflit est devenue le moteur de la croissance économique. En 2011, le taux de croissance du PIB réel du Sri Lanka a atteint un niveau élevé de 8 % et son revenu national brut par habitant était de 2 580 USD, le classant au rang des pays à revenu intermédiaire.

Pour parvenir à une reconstruction et à un développement économique équilibrés après le conflit prolongé, le gouvernement du Sri Lanka a créé un plan de développement dont l'objectif est de doubler le revenu national brut par habitant d'ici 2016. Le plan comprend l'utilisation d'investissements du secteur privé pour renforcer l'infrastructure économique, notamment pour les transports et l'électricité. Le gouvernement met également en œuvre des mesures pour réduire les disparités de revenu entre les villes et les zones rurales. Consciente des besoins de coopération du Sri Lanka, la JICA fournit une aide pour la construction d'infrastructures afin de réduire la

vulnérabilité face aux catastrophes, par exemple avec un projet de prêt d'APD pour la prévention des glissements de terrain qui prévoit les premières mesures prises au niveau national pour lutter contre ce problème. La JICA contribue également à la formulation d'un schéma directeur pour les transports urbains afin de construire un réseau de transport dans la zone métropolitaine de la capitale. D'autres projets portent sur l'amélioration du réseau routier et l'établissement d'infrastructures en appui à la croissance économique par la construction de réseaux de distribution électrique à faibles pertes. Par ailleurs, dans la partie nord du Sri Lanka, qui a été touchée par le conflit, la JICA offre une aide pour les installations publiques comme les équipements d'approvisionnement en eau et les quais et pour la préparation d'un plan pour toute la région. De plus, la JICA prend des mesures pour améliorer l'environnement social dans les zones rurales. Ces mesures portent sur l'amélioration des moyens de subsistance des habitants des régions où le développement progresse lentement, sur l'amélioration de petites exploitations laitières et sur d'autres domaines.

● Maldives

Constituées de 1 190 petites îles, les Maldives ont une population de seulement 320 000 habitants (en 2009). C'est pourquoi il est difficile de mener des programmes complets de développement social.

Par ailleurs, la structure économique du pays le rend fortement vulnérable aux aléas de l'économie mondiale. Le tourisme et la pêche représentent 40 % du PIB national.

La JICA déploie une coopération dans les domaines (notamment l'adaptation au changement climatique) qui peuvent contribuer au développement social et économique, ainsi qu'à la stabilité et à l'amélioration de la vie de la population des Maldives. En dehors de cette coopération, les volontaires de la JICA interviennent dans des domaines tels que l'éducation et le développement des jeunes. En outre, la JICA assure une aide pour l'installation de systèmes d'énergie propre.

Étude de cas

Sri Lanka Programme pour la promotion du développement régional dans les zones affectées par un conflit

Soutien solide au passage de la reconstruction au développement

Le Sri Lanka redouble d'efforts pour reconstruire et restaurer divers types d'infrastructures détruites par le long conflit armé qui a affecté le pays. La JICA apporte une aide pour accompagner ces efforts.

Au Sri Lanka, le conflit armé qui sévissait depuis près de 30 ans a pris fin en 2009. Ce conflit a non seulement causé la destruction de divers types d'infrastructures, mais il a engendré 280 000 personnes déplacées internes (PDI). Aujourd'hui, les PDI commencent à rentrer chez elles et à reconstruire leur vie. Il est bien entendu nécessaire de reconstruire les infrastructures dans les lieux d'origine des PDI pour promouvoir le rétablissement et la reconstruction à l'échelle régionale, mais d'autres mesures sont tout aussi urgentes, notamment pour améliorer les moyens de subsistance des individus et renforcer les organisations communautaires ainsi que les capacités administratives du gouvernement.

Le programme de la JICA vise les provinces du Nord et de l'Est qui ont souffert directement du conflit interne et les provinces environnantes qui ont également été affectées. Les objectifs du programme sont l'atténuation de la vulnérabilité de la population et la transition sans heurt entre le

développement à moyen et à long terme. Dans ce contexte, la JICA a mis en œuvre une aide diverse aussi bien au niveau local que gouvernemental. Dans la province de l'Est, la JICA a octroyé des prêts d'APD pour construire des routes rurales et des systèmes d'approvisionnement en eau, et elle a fourni une aide pour la construction d'infrastructures étroitement liées à la vie quotidienne de la population. Dans la province du Nord, la JICA a commencé à déployer une aide immédiatement après la fin du conflit. L'Agence a participé à l'élaboration de plans de développement pour la reconstruction des infrastructures et la relance des activités de production. D'autres efforts portent sur le renforcement des capacités administratives du gouvernement par un projet de coopération technique et sur l'amélioration des moyens de subsistance avec des experts et des ONG.

La JICA contribuera de manière constante à l'intensification des efforts de reconstruction dans

les régions affectées et à la redynamisation des économies locales à travers une aide complète notamment pour le développement des petites infrastructures de base, un soutien accru à l'amélioration des moyens de subsistance et l'envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).



Un jeune cocotier planté dans le district de Mullaitivu, dans la province du nord du Sri Lanka. La maison de personnes rentrées sur leur lieu d'origine est visible à l'arrière-plan, à droite de la photo.

● Bangladesh

La superficie du Bangladesh ne représente que 40 % de celle du Japon, mais sa population approche les 150 millions d'habitants. Le pays a le plus fort taux de densité de population du monde en dehors des cités-États. Le Bangladesh est également fortement exposé aux catastrophes naturelles comme les cyclones, les inondations et les séismes. La réduction de la pauvreté est un défi colossal, car c'est un phénomène qui touche un tiers de la population, soit près de 50 millions de personnes. Ces dernières années, le pays a connu une croissance économique solide et attiré l'attention à l'échelle internationale en tant que marché et destination pour les investissements. Cependant, les infrastructures de base du pays sont totalement inadaptées, notamment dans les domaines des transports, de l'électricité, des systèmes d'approvisionnement en eau et d'égout.

La JICA apporte une aide pour accélérer la croissance économique et surmonter les vulnérabilités de la société. L'objectif final de l'aide de la JICA est de parvenir à une croissance économique durable et de faire reculer la pauvreté au Bangladesh.

En ce qui concerne la croissance économique, la JICA continue d'assurer une coopération pour la construction d'infrastructures servant notamment à la production d'électricité et aux systèmes de transports. La JICA octroie des prêts d'APD pour la construction de voies ferrées urbaines afin de réduire les embouteillages chroniques apparus avec l'urbanisation rapide de la capitale, Dhaka, et pour les systèmes d'approvisionnement en eau de la deuxième ville du pays.

Afin de surmonter les vulnérabilités de la société bangladaise, la JICA offre une aide pour le renforcement des capacités du pays face aux catastrophes naturelles, telles que les cyclones et les séismes. En dehors de ces mesures, la JICA poursuit ses efforts pour l'amélioration de l'éducation de base et des soins de santé maternelle et infantile. De plus, la JICA mène des projets pour construire des infrastructures dans les zones rurales ayant pris du retard en matière de développement et pour renforcer l'administration publique locale.

● Népal

Dépourvu d'accès à la mer, le Népal est l'un des pays les plus pauvres d'Asie du Sud. Sa géographie et son climat sont très variés, le pays étant situé dans l'Himalaya qui culmine à 8 000 mètres, au nord, et dans des plaines dont l'altitude ne dépasse pas 60 mètres au sud.

Le conflit entamé officiellement en 1996 par le parti communiste du Népal (maoïste) a duré dix ans. Depuis la signature d'un accord de paix global en novembre 2006, le processus de consolidation de la paix progresse de manière constante. Le pays n'en est pas moins politiquement et socialement très instable. En dépit du fort potentiel de développement de certains secteurs, comme l'électricité et le tourisme, le Népal n'est pas en mesure d'atteindre une croissance soutenue à cause de l'inadaptation des infrastructures. En plus du problème de la pauvreté, le creusement des inégalités entre les régions, les castes, les groupes ethniques, et les sexes est préoccupant.

L'aide de la JICA, dont l'objectif est d'atteindre une croissance économique durable et équilibrée, porte sur le développement des infrastructures, la consolidation de la paix et la démocratisation, ainsi que sur la réduction de la pauvreté dans les zones rurales. Entre autres projets d'infrastructures, la JICA soutient la construction d'une route reliant la zone métropolitaine de Katmandou et la plaine de Tarai, au sud. L'Agence a également octroyé un prêt d'APD pour la construction d'une centrale hydroélectrique. Pour la démocratisation et la réduction de la pauvreté, la JICA soutient le renforcement du système juridique et des capacités administratives du gouvernement, et le développement des secteurs de l'agriculture, l'éducation et la santé.



Des villageois et une représentante de l'administration publique discutent de questions liées à la gestion des bassins versants et à la conservation des sols (Népal).

Étude de cas Bangladesh Contribuer à la gestion de l'élimination des déchets

Mesures pour le nettoyage de Dhaka

L'accumulation continue des déchets à Dhaka, la capitale du Bangladesh, est devenue un problème social. Un projet mené par la ville de Dhaka et la JICA a permis d'améliorer substantiellement la collecte des ordures municipales.

Bien que le Bangladesh soit l'un des pays les plus pauvres du monde, sa croissance économique rapide des dernières années s'est traduite par un afflux de la population dans les villes et une expansion des zones urbaines. Du fait de cette tendance, la capitale Dhaka est devenue une mégapole dont la population dépasse les 12 millions de personnes. La gestion de l'accumulation continue des déchets de la ville est devenue un problème social majeur. Parallèlement à l'augmentation de la population et à l'urbanisation qui s'ensuit, la croissance économique et les changements de mode de vie, l'inadaptation des administrations publiques chargées de l'élimination et de la gestion des déchets et la persistance de mauvaises habitudes, comme les dépôts d'ordures dans la rue ou leur déversement dans les cours d'eau, n'ont fait qu'aggraver le problème.

C'est dans ce contexte que la JICA travaille, depuis 2000, soit 13 ans, sur l'amélioration de la gestion des déchets à Dhaka. En 2006, un schéma directeur pour un Dhaka propre a été formulé ainsi

qu'un plan de base pour la gestion des déchets de la ville. En s'appuyant sur le plan, la JICA a déployé une aide pour divers programmes liés à la gestion des déchets. Ces programmes comprennent le renforcement des capacités du personnel municipal chargé de la gestion des déchets, la fourniture de véhicules pour la collecte des déchets, la construction et l'agrandissement de décharges, ainsi que des actions de sensibilisation à l'environnement réalisées par les volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

Ainsi, la collecte des déchets municipaux de la ville a connu une amélioration notable en passant de 1 400 à 2 500 tonnes par jour. Par ailleurs, aujourd'hui, en plus de la collecte quotidienne des déchets par les véhicules fournis par le Japon, le personnel municipal de Dhaka et des volontaires mènent quotidiennement des activités de nettoyage. Ces mesures de la ville de Dhaka et de la JICA ont suscité l'intérêt d'autres centres urbains du Bangladesh qui souhaitent les appliquer. Le projet a

eu d'autres conséquences bénéfiques, notamment l'invitation, en décembre 2012 par la ville de Dhaka, d'acteurs de la gestion des déchets au Soudan et au Soudan du Sud afin de leur présenter les activités de la JICA. Ainsi, les efforts réguliers déployés au fil des ans par la ville de Dhaka et la JICA permettent de continuer la diffusion des résultats de la coopération de la JICA.



Ce camion fourni par le Japon est utilisé quotidiennement pour la collecte des déchets à Dhaka.



Bolivie : Des résidents locaux organisent une cérémonie de remerciement pour célébrer la construction d'un réservoir d'eau par le projet l'Eau de la vie. [Photo : Shinichi Kuno]

Message du directeur général

Amérique latine et Caraïbes

Takeshi Takano

Directeur général
Département
Amérique latine
et Caraïbes

Promouvoir la participation du secteur privé dans les économies émergentes d'Amérique latine en mettant à profit les connaissances japonaises

L'exercice 2012 a vu le développement des activités impliquant la participation du secteur privé japonais en Amérique latine. Ces projets comprennent le soutien aux industries auxiliaires pour le secteur de l'automobile au Mexique, où les entreprises japonaises sont de plus en plus nombreuses à s'installer, et l'amélioration des compétences des constructeurs navals au Brésil. Dans les deux cas, l'utilisation de la technologie japonaise a été fondamentale pour promouvoir les partenariats avec le secteur privé. En Amérique latine également, la JICA a recherché une collaboration solide avec le secteur privé à travers ses actions en appui aux objectifs de développement des pays en développement et émergents, dans une grande variété de domaines, dont le développement des ressources et la prévention des catastrophes.

Avec l'augmentation de la production des constructeurs automobiles japonais au Mexique, il y a fort à parier que les entreprises locales se moderniseront afin de fournir des pièces détachées de haute qualité. À la demande du gouvernement mexicain, la JICA a commencé une aide pour la formation des fournisseurs de pièces automobiles. À l'avenir, la JICA prévoit une coopération pour le développement de ressources humaines hautement compétentes dans les industries liées à l'automobile.

Au Brésil, l'exploitation des gisements pétroliers marins a stimulé la demande de navires. La JICA prépare un projet avec le Brésil pour former des ingénieurs dans le domaine de la construction navale afin de répondre à la demande locale. Cela aura pour conséquence d'ouvrir la voie à un accroissement des investissements japonais dans ce secteur. De plus, des projets utilisant des technologies avancées, comme les réseaux intelligents pour une exploitation efficace des systèmes de production électrique et des villes intelligentes qui intègrent des systèmes élaborés de gestion du trafic et d'utilisation des terrains, sont à l'étude.

La JICA octroie également des prêts d'APD pour des projets de conservation énergétique ; notamment pour le développement de l'énergie géothermique au Costa Rica et l'installation de systèmes d'éclairage LED dans les lieux publics au Nicaragua.

En ce qui concerne l'aide au développement des ressources, des projets de développement de l'énergie géothermique pour fournir l'électricité nécessaire au développement des régions montagneuses isolées, et un

projet d'exploitation des mines de lithium, sont en cours en Bolivie. L'octroi opportun de prêts d'APD sur les projets de géothermie est notre prochain objectif. Le Japon aide les pays riches en ressources naturelles à développer durablement leurs ressources afin de sécuriser son approvisionnement. La prévention des catastrophes reste un thème clé : Les secteurs public et privé japonais ont acquis des technologies pour la prévention et l'atténuation des catastrophes, notamment sur les systèmes d'alerte précoce, qui seront très utiles aux pays régulièrement frappés par des catastrophes en Amérique latine. La JICA assure une aide pour partager l'expérience japonaise pour la prévention et l'atténuation des catastrophes dans ces pays.

Lors de l'exercice 2013, la JICA continuera de renforcer les relations économiques entre le Japon et l'Amérique latine, une région dont le PIB total représente 2,5 fois celui de l'ANASE. Au début de l'année 2013, la JICA a formé une mission d'étude en collaboration avec le secteur privé japonais pour l'Amérique du Sud afin de promouvoir des partenariats avec les communautés de descendants japonais (Nikkei) qui représentent 1,6 million d'habitants en Amérique latine. La JICA est déterminée à intensifier la collaboration avec le secteur privé en faisant appel à ses méthodes uniques.

Après les accords passés avec le Mexique, le Pérou et le Chili, le Japon négocie actuellement un accord de partenariat économique (APE) avec la Colombie. De plus, la JICA envisage une coopération et une collaboration avec l'Alliance du Pacifique qui regroupe quatre pays d'Amérique du Sud.

Amérique Centrale et Caraïbes

Promotion d'une coopération pour le développement efficace

Les pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes*¹ partagent de nombreux traits communs, notamment au niveau de la langue et de la culture, mais il n'en reste pas moins que les besoins de la région varient en fonction de la taille et de la situation socioéconomique de chaque pays.

Tout en prenant en considération le contexte unique de chaque pays ainsi que les initiatives de coopération régionale et intra-régionale pour surmonter les problèmes de développement, la JICA soutient le développement durable de la région en accordant la priorité aux trois domaines suivants : 1) le développement des infrastructures pour une croissance économique durable ; 2) la réponse aux problèmes de portée mondiale ; et 3) la réduction des disparités dans une perspective de sécurité humaine.

Stratégies clés de l'aide

Améliorer l'infrastructure économique, résoudre les problèmes de portée mondiale et atténuer les disparités socioéconomiques

La région de l'Amérique Centrale a été sérieusement touchée par une série de conflits armés qui ont sévi pendant plus de dix ans à la fin des années 1970. Avec la fin des conflits et le progrès des négociations de paix dans les années 1990, la démocratie a commencé à prendre racine dans la région. Aujourd'hui, la plupart des pays d'Amérique Centrale ont une croissance économique stable. Les Caraïbes connaissent aussi, dans une certaine mesure, la croissance économique, principalement grâce au secteur du tourisme et aux envois de fonds des migrants résidant aux États-Unis.

Cependant, l'Amérique Centrale et les Caraïbes doivent encore faire face à de nombreux défis, du fait des catastrophes naturelles telles que les ouragans qui frappent régulièrement la région et de la vulnérabilité de structures économiques dépendantes de l'exportation de produits de base et des envois de fonds de l'étranger. Afin de surmonter ces problèmes communs et de parvenir au développement régional, les initiatives pour l'intégration régionale et la coopération intra-régionale s'intensifient à travers des organisations comme le Système d'intégration de l'Amérique Centrale (SICA) et la Communauté caribéenne (CARICOM).

Pour accompagner cette tendance à l'intégration régionale et à la

coopération intra-régionale, la JICA travaille en partenariat avec des organisations internationales comme la Banque interaméricaine de développement (BID) et d'autres donateurs bilatéraux, afin de répondre avec efficacité aux problèmes de développement communs à la région.

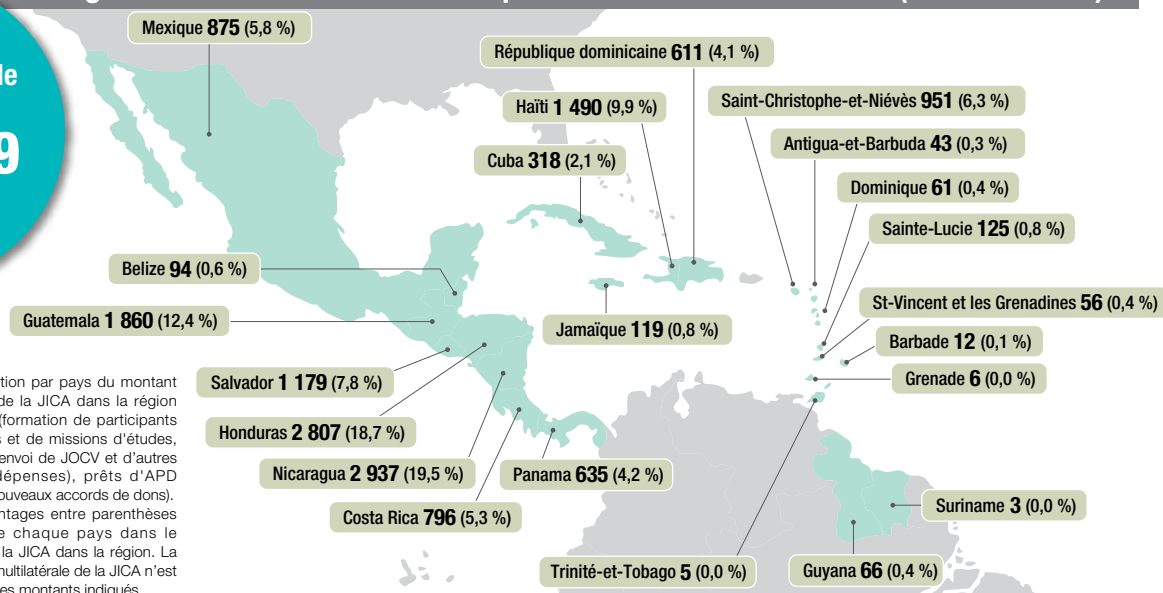
En mars 2012, un accord-cadre a été signé entre la JICA et la BID pour le cofinancement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique (CORE) en Amérique Centrale et dans les Caraïbes. En se basant sur cet accord, la JICA prépare des projets de prêts d'APD pour plusieurs pays de la région, dont le Costa Rica et le Nicaragua.

Les activités de la JICA dans les Caraïbes s'appuient sur le « partenariat pour la paix, le développement et la prospérité entre le Japon et les États membres de la Communauté caribéenne (CARICOM) » établi lors de la deuxième conférence de niveau ministériel Japon-CARICOM en septembre 2010. En se basant sur ce partenariat, la JICA apporte une aide pour un développement social durable centrée sur la prévention des catastrophes et les problèmes environnementaux.

*1 Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Panama, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago.

Programmes de la JICA en Amérique Centrale et aux Caraïbes (exercice 2012)

Amérique Centrale et Caraïbes
Total : **15 049**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons). Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

De plus, la JICA promeut une coopération trilatérale avec des pays émergents comme le Mexique, à travers le programme de partenariat Japon-Mexique (PPJM).

Enjeux et actions prioritaires

Développement des infrastructures pour une croissance économique durable

Les nombreuses années de guerre civile et les catastrophes naturelles fréquentes, comme les ouragans, ont retardé la construction et la restauration des infrastructures économiques de base en Amérique Centrale. La faiblesse des infrastructures constitue l'un des obstacles à la croissance économique. Afin de faciliter la circulation efficace des biens dans toute la région, la JICA apporte une aide pour la construction de routes et de ponts.

Au Guatemala, la JICA travaille sur la modernisation des routes situées dans la zone de paix (Zonapaz), une région particulièrement touchée par la guerre civile qui a pris fin en 1996. En construisant des routes nationales qui traversent la zone de paix ou qui relient les principaux axes de transport aux départements voisins, la JICA entend renforcer le système de transport et améliorer l'accès aux services socioéconomiques. Ces efforts visent à améliorer les conditions de vie, stimuler l'économie régionale et établir fermement la paix.

La région se remet de la crise financière mondiale commencée à l'automne 2008, mais le rétablissement est lent. Il y a donc un besoin croissant d'initiatives pour parvenir à une croissance économique durable et atténuer les inégalités socioéconomiques.

Le Japon a consolidé ses liens économiques avec le Mexique suite à la conclusion d'un accord de partenariat économique (APE) en 2005. La JICA a mené des projets pour soutenir les entreprises locales en vue de faciliter l'entrée des entreprises japonaises sur le marché mexicain. L'accent a été mis sur les régions situées au nord et au centre du Mexique, où de nombreuses entreprises japonaises liées au domaine de l'automobile ont déjà commencé une activité. En 2010, la JICA a lancé le projet de développement des ressources humaines dans la technologie de transformation du plastique et, en 2012, le projet de développement des chaînes d'approvisionnement automobile au Mexique afin de promouvoir le développement des chaînes d'approvisionnement entre les fournisseurs de pièces automobiles japonais et mexicains. Le projet est mis en œuvre en collaboration avec plusieurs gouvernements provinciaux du Mexique et ProMexico,

l'agence de promotion des investissements commerciaux du gouvernement fédéral.

Réponse aux problèmes de portée mondiale Mesures de lutte contre le changement climatique (énergies renouvelables, protection et valorisation de l'environnement et prévention des catastrophes)

À travers le dispositif de cofinancement entre la JICA et la BID mentionné précédemment, la JICA prend des mesures actives pour lutter contre le changement climatique. La JICA fournit une aide pour le développement des énergies renouvelables et l'introduction de méthodes de conservation énergétique. L'Agence soutient également les mesures d'adaptation au changement climatique, notamment pour le renforcement des capacités de prévention des catastrophes.

L'hydroélectricité est la principale source d'énergie au Costa Rica, mais ces dernières années, les fluctuations du volume des précipitations ont provoqué des coupures de courant. Par ailleurs, le pays est riche en ressources géothermiques. Ainsi, afin d'atténuer les effets négatifs sur l'environnement, la JICA formule un projet de prêts d'APD pour la construction de plusieurs centrales géothermiques au Costa Rica. Au Nicaragua, qui dépend fortement de la production d'électricité à partir de combustibles fossiles, la priorité est placée sur la diversification des sources d'électricité et l'amélioration de l'équilibre entre l'offre et la demande. La JICA élabore un projet de prêt d'APD pour la construction de plusieurs petites centrales hydroélectriques à travers le pays. De plus, le projet prévoit de remplacer les équipements pour l'éclairage des rues, des lieux publics et des maisons par des appareils économes en énergie d'une qualité rarement égalée ailleurs dans le monde. À l'avenir, la JICA poursuivra la promotion d'activités visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans la région.

En tant que mesure d'adaptation au changement climatique, le renforcement de la gestion du risque de catastrophes est également important. En octobre 2011, une tempête tropicale 12E a infligé des dommages colossaux aux infrastructures socioéconomiques du Salvador. En réponse, la JICA a effectué une évaluation des dommages sur 18 ponts, préparé le plan de réhabilitation des ponts et installé des ponts temporaires dans le cadre du projet d'aide à la réhabilitation des infrastructures économiques. L'installation de ponts temporaires sur deux sites

Étude de cas

Aide pour l'amélioration du cadre de vie et des conditions sanitaires

Achèvement de la première usine de traitement des eaux usées

La JICA cherche à fournir de meilleures conditions de vie et d'hygiène aux habitants du Panama en construisant sa première usine de traitement des eaux usées. Le projet a pour objectif d'atténuer la forte pollution dans la ville de Panama et le golfe de Panama.

Parmi les 3,4 millions de personnes qui vivent au Panama, 1,2 million sont concentrées dans la capitale. Avec le développement rapide de la ville, de nombreux gratte-ciel ont poussé à Panama, mais le pays n'avait jusqu'à une période récente pas d'usine de traitement des eaux usées. Les eaux usées se déversaient directement dans les cours d'eau qui traversent la ville jusqu'au golfe de Panama. Les plages avoisinantes étaient désertées à cause des mauvaises odeurs. En 2001, la pollution

a contraint le ministre de la Santé du Panama à interdire la consommation de produits marins provenant du golfe de Panama.

C'est dans ce contexte que la JICA a fourni, dès 2007, des prêts d'APD (à hauteur de 19,4 milliards JPY) pour la construction d'une usine de traitement des eaux usées et la connexion des canalisations permettant la collecte et le transport des eaux usées de la ville jusqu'à l'usine. À travers le programme de cofinancement avec la BID, le projet intègre aussi



L'usine de traitement des eaux usées

la construction d'un réseau d'égouts dans la ville.

L'usine de traitement des eaux usées a été achevée en février 2013 et les essais ont commencé en juin 2013. Grâce à la construction de l'usine et à l'extension du système d'égout, la population espère que les paysages du golfe de Panama retrouveront rapidement leur beauté naturelle.

stratégiques devrait permettre une circulation fluide des matériaux et une relance de l'économie. De plus, la JICA a contribué à l'amélioration des capacités de réponse aux catastrophes du Salvador par la fourniture de sismographes, de systèmes de surveillance sismique par GPS et d'autres systèmes de gestion du risque via le projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles (don) lancé en 2012.

Aide pour l'atténuation des disparités socioéconomiques dans une perspective de sécurité humaine

Bien que l'Amérique Centrale et les Caraïbes soient parvenus à un certain degré de développement économique, de larges pans de la population vivent encore dans la pauvreté et n'ont pas accès à l'enseignement de base, aux services médicaux et de santé et à une eau potable salubre. En se basant sur les principes de sécurité humaine, la JICA entend promouvoir un développement inclusif dans la région par le renforcement des capacités des gouvernements, des communautés et des populations.

Dans le domaine de la gouvernance, la JICA promeut le développement régional par le projet de renforcement des capacités des gouvernements locaux pour le développement régional (FOCAL II) depuis octobre 2011. Auparavant, la JICA avait mené le projet de renforcement des capacités dans la région

occidentale du Honduras, de septembre 2006 à octobre 2010, à travers lequel l'Agence avait introduit un processus de développement participatif baptisé FOCAL. Ce processus consiste en une analyse de la situation, suivie de l'élaboration et de la mise en œuvre participatives d'un plan de développement. Le projet FOCAL a été très apprécié par le gouvernement du Honduras en tant que moyen efficace de promouvoir la décentralisation. Avec FOCAL II, le processus FOCAL est appliqué au niveau national, contribuant ainsi au renforcement des capacités des autorités régionales du pays.

Haïti, le pays le plus pauvre d'Amérique Centrale et des Caraïbes, est encore dans la phase de rétablissement des dégâts causés par le séisme majeur qui a frappé le pays en 2010. La JICA fournit des dons pour la construction et la réparation des routes à Léogâne, où plus de 90 % des bâtiments ont été détruits par la catastrophe. Les dons financent le revêtement des rues, et la construction et le dragage des canaux de drainage. L'un des objectifs du projet est de stimuler l'activité socioéconomique de la région en améliorant le réseau de transport de la ville. Le projet s'attache également à améliorer les conditions de vie des résidents locaux en fournissant des opportunités de gagner de l'argent par l'utilisation de méthodes de construction exigeant une main-d'œuvre nombreuse.

Étude de cas Nicaragua Projet de lutte contre la maladie de Chagas

Partager les résultats de quatre pays d'Amérique Centrale et du Sud avec le monde

Connue pour toucher particulièrement les populations pauvres, la maladie de Chagas est une maladie infectieuse qui sévit en Amérique latine. Après une période asymptomatique de plusieurs décennies, la maladie peut causer une hypertrophie cardiaque, voire des problèmes de fonctionnement cardiaque chez certains patients, et mettre en péril la vie du malade. La JICA redouble d'efforts pour lutter contre cette maladie.

La maladie de Chagas se transmet presque exclusivement par un insecte hématophage de la sous-famille des *Triatominae*, plus connu sous le nom de rédube, qui vit dans les toits de chaume, les fissures des murs et d'autres endroits de la maison. Au Nicaragua, près de 50 000 personnes seraient infectées par la maladie. Il est difficile de déterminer correctement le stade de la maladie car les signes et les symptômes sont difficiles à voir et la période asymptomatique est longue. C'est pourquoi il n'y a pas de traitement bien établi pour les patients au stade chronique de la maladie.

La JICA a été l'une des premières institutions à s'intéresser à cette maladie infectieuse, en commençant des recherches au Guatemala dans les années 1990. Depuis plus de dix ans, la JICA met en œuvre des projets de coopération technique

dans quatre pays d'Amérique Centrale (Guatemala, Honduras, Salvador et Nicaragua). À travers ces projets, la JICA a déterminé les régions fortement exposées à la maladie de Chagas et procédé à l'extermination des réduves dans ces régions par la pulvérisation d'insecticide. En outre, avec la collaboration du personnel du département de la Santé de ces pays et les communautés locales, la JICA a établi des systèmes de surveillance. Sous l'égide de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), de l'Organisation panaméricaine de la santé (PAHO) et d'autres organisations internationales, ces efforts ont permis de mettre un terme aux nouvelles infections liées aux réduves vecteurs non indigènes et hautement contagieux au Nicaragua, au Guatemala et au Honduras. Au Salvador, l'extermination des

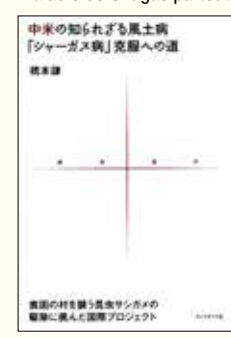
insectes a été déclarée. Pour établir fermement les connaissances et l'expérience acquises dans chacun des pays d'Amérique Centrale, la JICA a envoyé des experts régionaux (conseillers pour la lutte contre la maladie de Chagas) afin de compiler les résultats des projets mis en œuvre dans l'état actuel de la coopération. De plus, la JICA a diffusé les expériences et les résultats obtenus dans la lutte contre la maladie de Chagas lors de réunions internationales en Thaïlande, au Pérou et dans d'autres pays. Parallèlement à la publication d'un livre consacré à l'expérience de la JICA sur la maladie de Chagas, en 2013, et d'autres activités, l'Agence travaille continuellement pour divulguer et diffuser les résultats de ses actions contre la maladie de Chagas partout dans le monde.



Un membre du département de la Santé explique le système de surveillance du rédube (Département de Matagalpa).



Un membre du département de la Santé collecte les réduves capturés par les citoyens (Département de Nueva Segovia).



« Éliminer la maladie de Chagas : Une maladie endémique méconnue d'Amérique Centrale », écrit par Ken Hashimoto et publié par DIAMOND, Inc. (en anglais)

Amérique du Sud

Promouvoir une aide efficace tout en encourageant les partenariats inter-régionaux

L'Amérique du Sud, bénéficiant de ressources naturelles et minérales abondantes et d'un sol fertile, est parvenue à une forte croissance économique stimulée par l'augmentation récente de la demande et des prix des ressources naturelles et alimentaires dans le monde. Toutefois, les pays d'Amérique du Sud connaissent encore de grandes inégalités de revenus et d'accès aux services sociaux. Les populations de nombreuses régions sont contraintes de vivre dans la pauvreté et à l'ombre de la croissance économique.

La JICA fournit une aide qui contribue à la résolution des problèmes considérés comme prioritaires dans chaque pays en tenant compte des circonstances spécifiques. L'Agence concentre également ses efforts sur la protection des écosystèmes de la région, notamment le bassin amazonien, ayant un impact significatif sur l'environnement mondial.

Afin de poursuivre son action, la JICA axera sa coopération sur le développement de l'infrastructure économique, les problèmes mondiaux et la réduction des inégalités. Elle apportera également une aide au développement inter et intra-régional par des partenariats avec le secteur privé ainsi qu'avec des pays de la région ayant atteint un niveau de revenu relativement élevé et qui possèdent une technologie de pointe, comme le Brésil.

Stratégies clés de l'aide

Développer l'infrastructure économique, répondre aux problèmes mondiaux et réduire les inégalités

Les économies sud-américaines sont fortement tributaires de la production et de l'exportation de produits primaires, ce qui les rend extrêmement dépendantes de l'économie mondiale et des fluctuations du marché. À l'avenir, ces pays auront besoin d'un développement industriel continu, d'encourager les échanges commerciaux, d'un meilleur environnement pour l'investissement ainsi que d'un développement économique propice à une croissance durable. Il est également essentiel de renforcer les capacités administratives des gouvernements et de maintenir une sécurité publique stable comme fondement pour stimuler les activités économiques du secteur privé. Par

ailleurs, il existe de nombreux domaines où les problèmes environnementaux urbains s'intensifient avec la croissance économique et ces problèmes nécessitent également une réponse urgente.

À l'ombre de la forte croissance économique de ces dernières années, un malaise social considérable persiste, créé par la présence d'inégalités économiques au niveau national et régional. Compte tenu de ces circonstances, outre les projets favorisant la croissance économique, de nombreux efforts sont déployés pour réduire les inégalités et stabiliser l'économie et la société dans la région. De plus, il est important de se préoccuper des questions d'ordre mondial en

Programmes de la JICA en Amérique du Sud (exercice 2012)

Amérique du Sud
Total : **21 927**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

Augmenter la qualité de la rééducation globale* des victimes de mines terrestres avec la coopération des installations médicales et des communautés locales.

En Colombie, le conflit national opposant depuis 50 ans l'armée aux groupes armés illégaux de guérilleros se poursuit encore aujourd'hui. Plus de 4,5 millions de personnes ont dû fuir les zones de conflit et près de 500 personnes sont tuées ou blessées chaque année par des mines terrestres, un chiffre plus élevé que partout ailleurs dans le monde. Pour contribuer à l'établissement de la paix et à la réduction des disparités en Colombie, la JICA a lancé en 2008 le programme de soutien aux victimes du conflit armé et pour la coexistence et la réconciliation, qui s'est appuyé sur un large éventail de coopération technique, des projets de formation technique et l'envoi d'équipes d'experts. L'un de ces projets, baptisé « Soutien au système de rééducation globale pour les personnes handicapées, plus particulièrement les victimes de mines terrestres » a été mis en œuvre sur une période de quatre ans, d'août 2008 à août 2012. À travers ce projet, la qualité de la rééducation globale s'est améliorée dans les installations médicales et les communautés régionales cibles, et les intervenants colombiens du projet ont commencé leurs propres activités pour diffuser les résultats à d'autres provinces.

La plupart des blessures occasionnées par des mines terrestres sont la conséquence de la guerre civile qui sévit dans les zones agricoles et les régions pauvres de la Colombie. Par conséquent, les routes pour accéder aux installations médicales sont en mauvais état, ce qui augmente le risque d'infection secondaire et de complications. De plus, la qualité de la rééducation est relativement faible. Ce projet a été mis en œuvre dans le département d'Antioquia, la zone où les victimes de mines terrestres sont les plus nombreuses, et dans les quatre installations médicales du département de Valle del Cauca, le seul lieu de rééducation du sud-ouest de la Colombie. Il a apporté une aide pour le renforcement des compétences des professionnels de la rééducation des victimes de mines terrestres, les mesures d'amélioration des premiers secours dans la communauté juste après l'incident, et la promotion de la réintégration des victimes dans la communauté. Le projet a permis de renforcer les systèmes de rééducation dans ces régions. Des manuels sur les amputations et les déficiences visuelles causées par les mines terrestres ont été élaborés et sont actuellement utilisés. Par ailleurs, médecins, physiothérapeutes et ergothérapeutes travaillent en équipe. Le projet intègre des activités pour éduquer la population des régions cibles sur les moyens d'éviter les accidents provoqués par les mines terrestres et la fourniture d'instructions techniques pour administrer les premiers secours après un

accident. Ces connaissances ont été largement diffusées auprès des chefs de communauté, des pompiers et d'autres personnes. Parallèlement à ces efforts, les victimes deviennent des instructeurs et interviennent dans des séminaires sur les droits des victimes à se réintégrer et à participer à la vie de la communauté. Ces mesures ont fortement contribué à la sensibilisation des victimes de mines terrestres et des communautés dans leur ensemble.

Les institutions colombiennes impliquées dans le projet entendent diffuser ces résultats dans tout le pays en organisant des séminaires pour les autorités des autres départements de Colombie et le personnel des installations médicales. En outre, le gouvernement colombien discute actuellement avec la JICA des méthodes pour renforcer la participation des victimes de mines terrestres dans les communautés.

L'avis de notre homologue colombien

Soledad Delgado Sierra, chef de projet, programme présidentiel de lutte intégrale contre les mines antipersonnelles (PAICMA)

Deux institutions du gouvernement central de la capitale colombienne, Bogota, le PAICMA et le ministère de la Protection sociale et de la santé, ont dirigé ce projet mis en œuvre dans deux départements de la Colombie présentant de grandes différences en terme d'indice de développement

social et de culture. Nous pensions être confrontés à des problèmes opérationnels dès le départ, car huit organismes participaient au projet, dont des hôpitaux, des ONG et deux services de santé départementaux. Cependant, les organisations ont été très positives, conscientes du fait que les résultats du projet seraient diffusés dans l'ensemble du pays. Aujourd'hui encore, alors que le projet est terminé, la technologie et les connaissances japonaises acquises pendant le projet sont mises en pratique par les organisations, ce qui permet de diffuser les résultats du projet.

Durant le projet, plusieurs experts japonais ont été envoyés en Colombie. Ces experts ont fortement contribué au succès du projet en utilisant leur expertise, en transférant les technologies spécialisées à leurs homologues colombiens et en appliquant des méthodes efficaces de gestion de projet. Plus important encore, ils nous ont permis de prendre conscience de la nécessité de politiques globales pour la rééducation des victimes de mines terrestres et de mettre en œuvre ces politiques. Nous sommes très fiers d'avoir obtenu une bonne évaluation finale de la JICA, car de nombreuses organisations ont dû se coordonner et coopérer pour parvenir à cet objectif.

* La rééducation globale intègre un ensemble complet d'activités pour les victimes de mines terrestres, notamment les premiers soins, le transport du blessé, le traitement dans les installations médicales, la rééducation fonctionnelle et la réintégration dans la société.



Un expert japonais assiste à une séance de rééducation à l'hôpital universitaire de Valle.



Matériel pédagogique mis au point dans le cadre du projet sur la prévention des accidents de mines terrestres, les premiers soins, les droits des victimes et d'autres sujets.

Amérique du Sud, car l'Amazonie, qui abrite la plus grande forêt tropicale de la planète, a un impact immense sur le changement climatique à l'échelle mondiale. En outre, la région offre encore un potentiel substantiel pour le développement des terres cultivables et des ressources naturelles, liées à la sécurité alimentaire et énergétique.

L'Amérique du Sud a subi de nombreuses catastrophes naturelles majeures ces dernières années, dont un tremblement de terre au Chili, des inondations au Brésil, en Colombie et au Venezuela, faisant des mesures de prévention des catastrophes une question cruciale.

Par ailleurs, la JICA renforce ses liens avec des pays, comme le Brésil, dont les niveaux de revenu et les capacités technologiques se sont améliorés comparativement aux autres pays de la région, en intensifiant les partenariats pour répondre aux besoins de développement dans les pays d'Amérique Centrale et du Sud et en Afrique.

Ces dernières années, le Japon importe de plus en plus de ressources et de produits alimentaires d'Amérique du Sud. Cette région accueille en outre une importante communauté japonaise, comptant plus de 1,6 million de personnes, ce qui devrait contribuer à tisser des liens encore plus étroits entre le Japon et l'Amérique du Sud à l'avenir.

Enjeux et actions prioritaires

Construire les fondations d'une croissance économique durable

Dotée d'abondantes ressources naturelles, l'Amérique du Sud a atteint une croissance économique stable ces dernières années, principalement soutenue par les investissements du secteur privé. Bien que la région ait été touchée par la crise économique mondiale de 2008 et par la fluctuation des prix des ressources naturelles, l'économie s'est redressée en 2010. La JICA s'efforce de stimuler les économies des zones rurales afin de réduire les inégalités de revenus au niveau national, un problème de développement important auquel de nombreux pays de la région font face.

Au Paraguay, plus de 80 % des routes ne sont pas asphaltées et elles sont généralement impraticables pendant la saison des pluies. Cela bloque les routes commerciales d'une des industries prépondérantes du pays, l'élevage, et perturbe l'activité économique. À travers le projet d'amélioration des routes rurales, la JICA répond à ce problème en assurant le revêtement des routes ou en reconstruisant des ponts détériorés et elle fournit une aide diverse pour établir une croissance économique stable dans la région. La JICA a prévu d'octroyer son premier prêt d'APD avec option de conversion monétaire au Paraguay pour le projet d'amélioration du corridor d'exportation à l'est du pays, qui permettra de construire de nouvelles infrastructures routières pour relier la région de production de l'industrie de l'élevage avec les ports pour l'exportation.

La région de l'Altiplano en Bolivie, un haut plateau de la cordillère des Andes, dispose de plomb, de zinc, de lithium et d'autres ressources minérales, ainsi que de ressources touristiques, comme le désert de sel, salar d'Uyuni, et les mines d'argent de Potosi, classées au Patrimoine mondial de l'UNESCO. Il n'en reste pas moins que cette région enregistre un taux de pauvreté extrêmement élevé. Le revenu mensuel moyen est inférieur à la moitié de la moyenne nationale et les disparités de revenus entre les zones urbaines et rurales y sont quatre fois plus importantes. L'agriculture et l'élevage sont les premières industries de la région. Cependant, les infrastructures sont inadéquates et l'altitude de plus de 4 000 mètres au-dessus du niveau de la mer impose un climat difficile.

Par ailleurs, les effets du changement climatique ont diminué la productivité des récoltes et du bétail ces dernières années. C'est pourquoi le maintien des moyens de subsistance constitue le problème majeur des habitants. En plus de l'aide japonaise au développement des infrastructures, notamment pour la construction de centrales géothermiques, la JICA prend d'autres mesures pour répondre à ces problèmes. Parallèlement à ces activités, la JICA soutient la création de plans pour la promotion industrielle dans le secteur du tourisme, ainsi que dans celui de l'agriculture et l'élevage, afin d'améliorer les moyens de subsistance des résidents en développant ces deux secteurs à une nouvelle échelle.

Répondre aux problèmes mondiaux

L'Amérique du Sud a tendance à être affectée par des problèmes d'échelle mondiale tels que le changement climatique, mais la région peut aussi avoir une influence significative sur la résolution de ces problèmes. Ainsi, la JICA coopère dans ce sens avec de nombreux pays d'Amérique du Sud. Certains pays de la région ayant un niveau technologique suffisamment élevé, la JICA déploie une coopération pour la recherche en collaboration avec des universités japonaises et d'autres instituts de recherche en utilisant la science et la technologie japonaise afin de contribuer à la résolution de ces problèmes mondiaux.

Le Brésil utilise des images satellites pour protéger la forêt amazonienne, mais le pays n'est pas en mesure de surveiller du ciel toute la région amazonienne cachée par une épaisse couche nuageuse pendant cinq mois de l'année. Grâce à la coopération technique déployée par le projet d'utilisation des images ALOS en appui à la protection de la forêt amazonienne brésilienne et à la lutte contre la déforestation illégale, la JICA met à disposition les images du satellite japonais ALOS (satellite d'observation terrestre avancée) qui permettent d'observer l'état du couvert terrestre quelles que soient les conditions météorologiques. La JICA a fourni une aide pour l'introduction du système ALOS, l'établissement de la technologie de lecture des images et la réalisation de l'interface du système ALOS sur l'actuel système de surveillance par satellite du Brésil.

L'imagerie satellite ALOS et les technologies de traitement et d'analyse liées sont utilisées en Argentine pour déterminer l'état et l'évolution des glaciers du sud de la Patagonie. À cette fin, le Japon a déployé une aide à travers le projet de création d'un inventaire des glaciers des Andes argentines par l'utilisation de données ALOS de haute résolution (envoi de chercheurs en sciences et technologie) en envoyant une équipe d'experts. Non seulement les glaciers de la région servent d'indicateur du réchauffement climatique, mais ils sont également d'une importance primordiale en tant que source d'eau pour la consommation et l'irrigation pour près de 2,5 millions d'habitants. Ainsi, la connaissance de l'état actuel des glaciers et de leurs mécanismes de changement fait l'objet de fortes attentes.

Les agriculteurs colombiens plantent de nombreuses cultures, comme la canne à sucre, qui nécessitent des engrais riches en azote. C'est pourquoi la Colombie a demandé un transfert de technologie sur un système de production agricole à faible impact environnemental basé sur l'introduction efficace d'une méthode d'utilisation d'engrais azotés développée au Japon pour la culture du riz. En réponse, le Japon a apporté une aide à travers le projet de développement de la technologie d'utilisation efficace de l'azote afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le système agricole, en envoyant une équipe de chercheurs en sciences et en technologie au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT) dont le siège est situé en Colombie. L'équipe

a pris des images de cultures agricoles produites sur de vastes étendues et elle a mené des recherches pour analyser les données obtenues. Leur travail a contribué au transfert de technologie en permettant la sélection de variétés de cultures particulièrement sensibles à l'utilisation d'azote. La recherche est considérée comme extrêmement ouverte et elle pourrait trouver des applications pour le contrôle avancé de la production et dans d'autres domaines.

Tout comme le Japon, le Chili est souvent victime de séismes et de tsunamis. En 2010, un séisme de magnitude 8,8, le sixième séisme le plus puissant jamais enregistré, a dévasté une large partie du pays. Les dommages provoqués par le tsunami ont été particulièrement graves, ce qui a soulevé de nombreuses questions sur les mesures de lutte contre les catastrophes au Chili. Le Japon a partagé avec d'autres pays à risques les informations et les enseignements tirés du grand séisme de l'est du Japon survenu le 11 mars 2011, renforçant ainsi les mesures de prévention des catastrophes pour empêcher une pareille tragédie de se reproduire. À cette fin, la JICA met en œuvre le projet de recherche sur le renforcement de la technologie pour développer des communautés résilientes aux tsunamis dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS). Ce projet de recherche conjoint a pour ambition de développer les technologies de prévision des dommages causés par les tsunamis ainsi qu'une méthode d'alerte extrêmement précise pour les tsunamis au Chili.

Réduction de la pauvreté et des inégalités

Les mesures de lutte contre la pauvreté et de réduction des inégalités constituent un défi commun à l'ensemble des pays d'Amérique du Sud et sont également au cœur des politiques gouvernementales de chaque pays. À travers ses projets, la JICA contribue à ces efforts.

Située dans la région montagneuse de l'Équateur, la province de Chimborazo doit faire face à plusieurs problèmes graves de pauvreté. Dans cette région, les revenus agricoles sont faibles, il y a un manque d'infrastructures de base, notamment pour l'éducation et les services médicaux, et la déforestation ainsi que l'érosion des sols progressent. À travers le projet de renforcement des capacités pour la promotion d'un développement rural intégré et durable en vue de réduire la pauvreté dans la province de Chimborazo, la JICA prend des mesures pour l'amélioration des moyens de subsistance et des conditions de vie des habitants de 30 lieux répartis dans quatre zones de la province. La JICA s'efforce de sensibiliser les habitants de ces zones au développement rural à travers des programmes participatifs, elle renforce la mise en œuvre des systèmes d'exécution du projet par la collaboration et la coordination des organismes gouvernementaux concernés, et elle



Le projet de renforcement des capacités pour la promotion d'un développement rural intégré et durable en vue de réduire la pauvreté dans la province de Chimborazo, en Équateur : Promouvoir la conservation des sols en collaboration avec le département chargé de la protection de l'environnement du gouvernement provincial.

fournit une aide pour accroître les compétences des travailleurs.

Près de 13 % de la population du Pérou souffrirait d'un handicap physique ou mental exigeant un traitement spécifique. L'année dernière, grâce à un don du Japon, le Pérou a construit un centre national de rééducation des personnes handicapées dans la capitale, Lima. À travers la construction des principaux bâtiments et l'installation des équipements et du matériel nécessaires, le Japon contribue au développement des services médicaux de rééducation, à la formation des professionnels et à l'amélioration des traitements médicaux.

Toujours au Pérou, la JICA met en œuvre le projet de développement rural de l'Amazonas (prêt d'APD) en appui au développement régional global de la province la plus pauvre du Pérou, en se concentrant plus particulièrement sur le tourisme. Les fonds de l'aide japonaise sont alloués à l'établissement de ressources touristiques, notamment l'entretien des ruines antiques, la construction de centres d'accueil de visiteurs et d'autres installations touristiques et à la création de routes asphaltées pour améliorer l'accès. Les fonds sont également utilisés pour la construction d'installations d'élimination des déchets afin de faire face à l'augmentation du volume des déchets occasionnée par la venue des touristes, le renforcement des capacités administratives pour le tourisme, l'éducation des résidents locaux et le soutien à l'industrie touristique.



Au Pérou, le Centre national de réadaptation pour les personnes handicapées a été construit grâce à un don japonais.

Renforcer les relations avec les secteurs public et privé japonais

L'aide des gouvernements nationaux ou des pays étrangers a une incidence relativement moins importante sur l'ensemble de l'économie dans des pays ayant un revenu plus élevé et où l'activité économique du secteur privé stimule le développement.

En Amérique du Sud, les entreprises japonaises du secteur privé se sont engagées au départ dans l'industrie minière principalement pour les abondantes ressources minérales, énergétiques et autres de la région. La progression des activités économiques du secteur privé permettra de promouvoir le développement économique tout en contribuant à renforcer les relations entre ces pays et le Japon.

Récemment, la JICA a envoyé une mission d'étude pour la collaboration avec le secteur privé en Amérique Centrale et du Sud au Brésil et au Paraguay. Un total de 13 entreprises et organisations du secteur privé ont participé à la mission d'étude et pris part à des réunions avec les gouvernements et les entreprises locales des deux pays. Ainsi, certaines entreprises japonaises commencent à envisager l'utilisation de programmes de la JICA pour démarrer une activité dans ces pays et des filiales japonaises élaborent des plans d'activité concrets.



Sénégal : La population se rassemble autour d'un point d'eau dans un village ayant bénéficié d'installations solaires et de purification de l'eau. [Photo : Shinichi Kuno]



Eiji Inui
Directeur général
Département Afrique

Message du directeur général

Afrique

Vers une accélération de la croissance économique au cours des cinq prochaines années

L'exercice 2012 a été marqué par deux thèmes majeurs. Le premier était l'évaluation des résultats de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV) qui a eu lieu en 2008. Le second était la préparation de la TICAD V qui s'est tenue en juin 2013. En tirant parti de ses réussites passées, la JICA continuera de fournir une aide pour le développement de l'Afrique en s'appuyant sur un ensemble d'objectifs bien définis pour les cinq prochaines années.

Lors de la TICAD IV, parallèlement au doublement de l'APD pour l'Afrique d'ici 2012, le gouvernement japonais s'est engagé à augmenter les prêts d'APD à hauteur de 4 milliards USD, principalement pour les projets d'infrastructure et d'agriculture, et à intensifier l'aide pour la santé et l'hygiène, l'éducation et d'autres domaines. Presque tous ces engagements ont été tenus. En 2012, une conférence ministérielle de suivi de la TICAD IV a eu lieu au Maroc. Lors de cette réunion, les participants ont exprimé leur gratitude au Japon pour la fourniture de l'aide conformément aux engagements pris, même après le grand séisme de l'est du Japon.

Dans le processus préparatoire de la TICAD V, la JICA a participé aux groupes de travail sectoriels du ministère des Affaires étrangères. Nous avons émis des propositions sur les cibles et les programmes dans chaque secteur et établi une grande variété de projets spécifiques.

La TICAD V a deux caractéristiques principales. Premièrement, la conférence a affirmé le rôle majeur de l'Union africaine. Deuxièmement, elle a mis l'accent sur la nécessité d'apporter une réponse encore plus adaptée à un contexte mondial en pleine évolution.

Parallèlement à ces activités, la JICA a soutenu l'intégration régionale de l'Afrique, par exemple avec des mesures pour promouvoir les activités commerciales et économiques sur un continent où de nombreux pays sont enclavés. La JICA soutient également l'établissement et l'amélioration de corridors économiques, de postes

frontières à guichet unique (PFGU), et de chaînes de valeurs pour les produits agricoles.

La JICA déploie de nombreux efforts pour développer le secteur privé en Afrique. Par exemple, nous avons contribué à l'utilisation des technologies japonaises d'exception, comme le kaizen, pour les secteurs privés africains, et favorisé le développement des ressources humaines industrielles. De plus, nous soutenons les entreprises japonaises qui envisagent un partenariat sur des projets en Afrique. Nous encourageons également la coopération Sud-Sud avec la participation du Brésil et d'autres pays asiatiques ; la riziculture pour accroître la production alimentaire ; ainsi que les efforts de construction de la nation pour consolider la paix et la stabilité en Somalie, au Soudan du Sud et dans d'autres pays. Ces exemples témoignent de l'ampleur de nos activités en Afrique.

Pour l'exercice 2013, nous allons nous concentrer sur la réalisation des objectifs de la TICAD V. Par exemple, en prenant en compte la diversité de l'Afrique, nous allons renforcer la coopération au sein des blocs régionaux et entre eux, ainsi que les partenariats public-privé. De plus, durant les cinq prochaines années, nous nous efforcerons d'apporter une aide diverse en faveur d'une croissance qui ne crée pas de disparités, de transformer la structure industrielle, d'enrichir le secteur social et de protéger l'environnement mondial.

Afrique

— Main dans la main avec une Afrique plus dynamique*1

La cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V) a eu lieu à Yokohama, en juin 2013. L'Afrique se trouve dans une phase de changement dynamique alors même que le continent doit lutter contre divers problèmes tels que la pauvreté et les conflits. Depuis 2000, elle connaît une croissance économique égale ou supérieure à 5 %. De plus, les investissements du secteur privé d'Europe et d'Amérique du Nord, mais aussi de Chine, d'Inde et d'autres pays émergents progressent rapidement. La JICA apporte une aide aux pays africains afin de parvenir à une croissance durable et de réduire la pauvreté.

Stratégies clés de l'aide

Soutenir la croissance dynamique actuelle de l'Afrique avec des partenariats public-privé plus solides.

Suivi de la TICAD IV

Lors de la TICAD IV, qui a eu lieu à Yokohama en mai 2008, les pays et les organisations participants se sont accordés sur un certain nombre de problèmes prioritaires : stimuler la croissance économique, assurer la sécurité humaine à travers la réalisation des OMD, la consolidation de la paix et la bonne gouvernance, la lutte contre les problèmes environnementaux et le changement climatique. Le gouvernement japonais s'est engagé sur des objectifs chiffrés dans plus de 20 domaines, notamment doubler l'APD pour l'Afrique avant 2012, octroyer de nouveaux prêts d'APD à hauteur de 4 milliards USD, apporter une aide pour le doublement de la production rizicole en Afrique subsaharienne au cours des dix prochaines années, assurer la formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences et de 100 000 professionnels du domaine de la santé et de la médecine, et fournir une eau potable salubre à 6,5 millions de personnes. Presque tous ces objectifs ont été atteints au cours des cinq dernières années (exercices 2008-2012).

La JICA a joué un rôle majeur pour honorer ces engagements. Elle a doublé² sa coopération technique et octroyé près de 4,4 milliards USD en nouveaux prêts d'APD pour un objectif de 4 milliards. Sur le doublement de la production rizicole en dix ans, la production a augmenté de manière constante d'environ 30 %, de 14 millions de tonnes en 2007 à 18,4 millions de tonnes en 2010, ce qui permet d'espérer la réalisation de l'objectif fixé pour 2018. De plus, la JICA a largement dépassé les cibles fixées pour la formation des enseignants en mathématiques et en sciences et des professionnels médicaux et de santé, ainsi que pour l'accès à une eau potable salubre³.

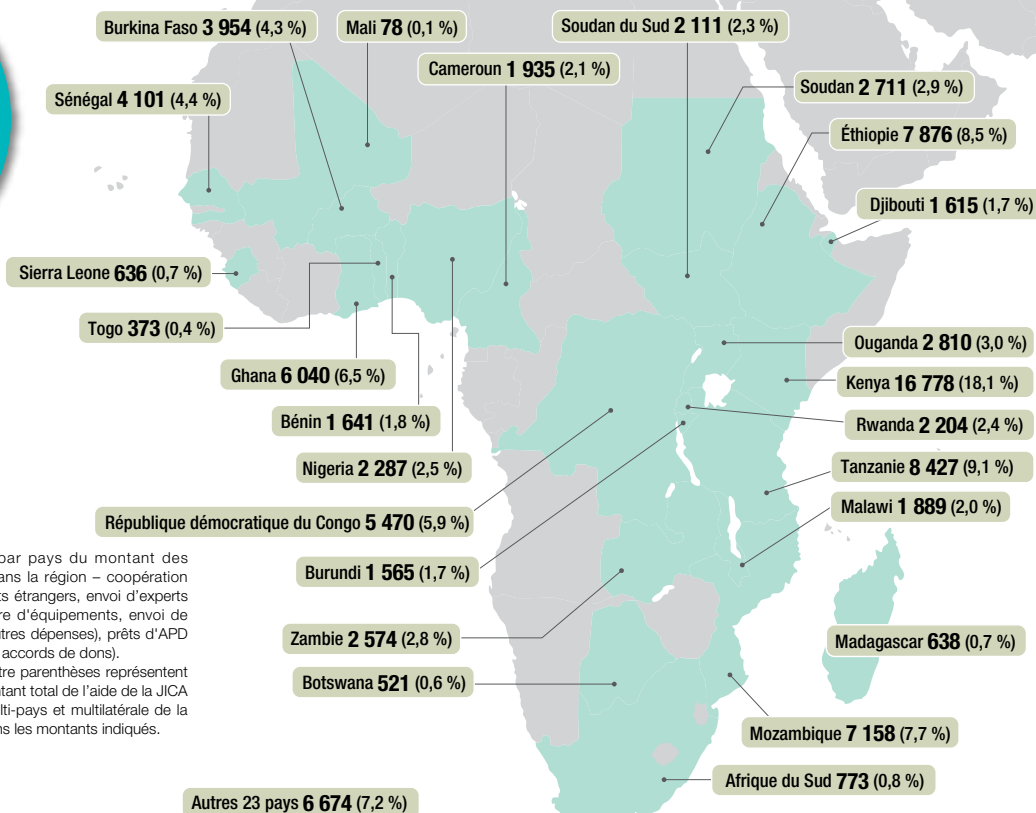
*1 Ce thème a servi de fil conducteur pour la TICAD V.

*2 Coopération technique : Augmentation d'une moyenne annuelle de 22,8 milliards JPY entre les exercices 2003 et 2007 à 52,5 milliards JPY pour l'exercice 2012.

*3 Formation des enseignants en mathématiques et en sciences : 793 000 personnes en cinq ans ; formation des professionnels médicaux et de santé : 221 000 personnes pour les exercices 2008 à 2011 (en incluant les résultats du ministère des Affaires étrangères) ; accès à une eau salubre : 10,64 millions de personnes pour les exercices 2008 à 2012 (chiffres provisoires, en incluant les résultats du ministère des Affaires étrangères).

Programmes de la JICA en Afrique (exercice 2012)

Afrique
Total : **92 839**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).

Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

Au cours des cinq années écoulées depuis la TICAD IV, de nombreux événements sont survenus en Afrique, notamment le ralentissement économique qui a suivi la chute de la banque Lehman Brothers, les troubles politiques associés au mouvement du Printemps arabe commencé en 2011, les conflits internes en Côte d'Ivoire la même année, et la guerre au Mali depuis 2012. Cependant, l'Afrique a enregistré une croissance économique de plus de 5 % chaque année depuis 2010, tandis que le Japon et les autres pays développés ont éprouvé des difficultés à retrouver la voie de la croissance après le choc initié par la chute de Lehman Brothers.



Le président de la JICA Akihiko Tanaka prend la parole lors d'une session thématique de la TICAD V organisée par la Banque africaine de développement.

Enjeux et actions prioritaires

1. Plan d'action de Yokohama 2013-2017 et programme d'aide japonais pour l'Afrique

La TICAD V s'est articulée autour de trois thèmes principaux : une économie solide et durable ; une société inclusive et résiliente, et la paix et la stabilité. En se basant sur ces thèmes, les participants se sont accordés sur six domaines clés pour le plan d'action de Yokohama 2013-2017 : promouvoir une croissance stimulée par le secteur privé ; accélérer le développement des infrastructures et le renforcement des capacités ; autonomiser les agriculteurs pour en faire des acteurs économiques à part entière ; promouvoir une croissance durable et résiliente ; créer une société inclusive pour la croissance ; et favoriser la paix, la stabilité et la bonne gouvernance.

Le premier ministre japonais Shinzo Abe a prononcé un discours lors de la TICAD V dans lequel il a annoncé le programme d'aide japonais pour l'Afrique qui comprend les engagements suivants⁴.

- Utiliser des moyens privés et publics à hauteur de 3 200 milliards JPY (environ 32 milliards USD), notamment des prêts d'APD à hauteur de 1 400 milliards JPY (environ 14 milliards USD) au cours des cinq prochaines années.
- Déployer une aide financière d'environ 650 milliards JPY (environ 6,5 milliards USD) (prêts d'APD et de la JIBC) pour les infrastructures.
- Soutenir le développement de cinq corridors majeurs pour la croissance et formuler des schémas directeurs stratégiques sur dix sites.
- Renforcer les capacités de 30 000 personnes pour le commerce et l'industrie et établir des centres TICAD pour le développement des ressources humaines commerciales et industrielles sur dix sites.
- Lancer l'initiative ABE : African Business Education Initiative for the Youth » pour les jeunes africains, en invitant 1 000 Africains au Japon via des bourses d'étude et des stages.
- Inciter les agriculteurs à passer d'une culture de subsistance à une culture commerciale à travers l'approche SHEP⁵ dans dix pays.
- Apporter un soutien financier de 200 milliards JPY (2 milliards USD) pour une énergie sobre en carbone.
- Fournir un enseignement de qualité à 20 millions d'enfants.
- Promouvoir la couverture santé universelle⁶.
- Apporter 100 milliards JPY (un milliard USD) d'aide au développement et d'aide humanitaire pour la région du Sahel.
- Renforcer les capacités de 5 000 fonctionnaires dans le domaine judiciaire, des médias, de l'administration locale et de la sécurité.

⁴ Pour plus d'informations, voir le site internet du ministère des Affaires étrangères (en anglais) : <http://www.mofa.jp/jofa/files/000006374.pdf>

⁵ Projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles – Utilisation de formations pour permettre aux petits exploitants agricoles de participer à des études de marché pour sélectionner les cultures demandées afin d'augmenter leurs revenus. Voir page 54.

⁶ Assurer un accès universel aux services de santé de base. Voir page 55.

Par le passé, le Japon a contribué au développement de l'Afrique principalement à travers l'APD. Cependant, les investissements du secteur privé venus du monde entier ont progressé rapidement avec la croissance

Étude de cas Prêts d'APD au Botswana et à la Zambie

Construction très attendue du pont de Kazungula en Afrique australe

La frontière entre le Botswana et la Zambie a longtemps été un goulot d'étranglement du corridor nord-sud. La JICA a accordé des prêts d'APD aux deux pays lors de l'exercice 2012 pour la construction du « pont des rêves ».

En octobre 2012, la JICA a signé des accords de prêts d'APD à hauteur de 8 735 millions JPY avec la République du Botswana et 2 877 millions JPY avec la République de Zambie pour le projet de construction du pont de Kazungula. Dans le cadre du programme d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA), le pont, qui enjambe le fleuve Zambèze, a été cofinancé par la Banque africaine de développement.

Le Botswana et la Zambie cherchent à affranchir leurs économies de la dépendance vis-à-vis des ressources naturelles en diversifiant les secteurs industriels et en stimulant le commerce. Les deux pays attendent beaucoup du pont de Kazungula, car il permettra la circulation des flux de marchandises sur le corridor nord-sud, voie d'accès au port de Durban en Afrique du Sud. Aujourd'hui, alors que le ferry est

le premier moyen pour traverser le fleuve Zambèze, de longues files de camions de marchandises et de passagers s'étendent des deux côtés de la frontière. En moyenne, un chauffeur a besoin de 30 heures pour traverser la frontière à Kazungula. C'est pourquoi le Botswana et la Zambie, ainsi que d'autres pays d'Afrique australe, espèrent voir aboutir la construction d'un pont pour lever les obstacles aux échanges commerciaux.

Les fonds du prêt d'APD seront alloués à la construction du pont de Kazungula, un pont routier et ferroviaire en acier de 930 mètres enjambant le fleuve Zambèze. Le prêt d'APD financera également de nouvelles installations douanières (poste frontière

à guichet unique) qui simplifieront les procédures de passage des douanes. Des procédures douanières plus efficaces contribueront également à l'élimination de ce goulot d'étranglement, en réduisant à six heures la traversée de la frontière. La construction du pont devrait se terminer en mars 2018.



Un ferry transporte un grand camion de l'autre côté du fleuve Zambèze.

économique du continent. Depuis 2005, le montant des investissements directs étrangers a constamment dépassé celui de l'APD. Aujourd'hui, l'Afrique a non seulement besoin d'APD, notamment pour des projets d'infrastructure et de formation des ressources humaines, mais aussi d'investissements du secteur privé pour la croissance de la production agricole et industrielle, la création d'emplois, les transferts de technologies et d'autres activités.

Le programme d'aide japonais pour l'Afrique annoncé par le premier ministre Shinzo Abe lors de la TICAD V souligne l'importance cruciale de la promotion de partenariats public-privé combinant APD et investissements privés. La JICA entend déployer une grande variété de mesures conformément à ce programme. Plusieurs exemples d'initiatives prioritaires sont donnés ci-dessous.

2. Actions prioritaires de la JICA

(1) Promotion de l'intégration régionale et développement des corridors de croissance

Depuis 2005 environ, les communautés économiques régionales (CER) telles que la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ont joué un

rôle central dans de nombreuses initiatives. Cela comprend des projets d'infrastructures régionales, la suppression des droits de douane intra-régionaux, ainsi que la simplification et l'harmonisation des procédures de douane et d'immigration. Ces activités ont eu des effets bénéfiques tels que l'intégration des marchés régionaux et la croissance stable du commerce régional. L'accélération et l'approfondissement de l'intégration régionale sont également importants pour les entreprises japonaises qui souhaitent démarrer une activité en Afrique, car ces mesures peuvent étendre les marchés africains, réduire les coûts d'achat des matières premières et de transport des marchandises, et apporter d'autres avantages.

Depuis la TICAD IV, la JICA déploie une aide dans des domaines tels que l'établissement d'infrastructures régionales et la promotion des postes frontières à guichet unique (PFGU). Après la TICAD V, la JICA a maintenu son aide tout en renforçant ses activités conformément aux engagements pris pour le développement des infrastructures (investissements du secteur public de 650 milliards JPY (6,5 milliards USD) entre autres mesures) dans le programme d'aide à l'Afrique. De plus, la JICA encouragera le développement global des régions corridors. Cela comprend notamment des efforts pour parvenir au développement

Étude de cas Coopération pour les politiques industrielles en Éthiopie

Renforcer l'utilisation du *kaizen* et améliorer l'enseignement des mathématiques et des sciences

L'Éthiopie est considérée comme le centre de la politique et de la diplomatie africaine, car elle accueille le siège de l'Union africaine et de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies. Le pays devrait également jouer un rôle important pour parvenir à la paix dans la Corne de l'Afrique. La croissance économique a été forte en Éthiopie au cours des dernières années, mais le secteur manufacturier stagne. La JICA apporte une aide pour améliorer la qualité et la productivité dans le secteur privé et renforcer l'enseignement des mathématiques et des sciences afin de développer des centres de ressources humaines commerciales et industrielles.

Projet de renforcement des capacités pour la diffusion de l'amélioration de la qualité et de la productivité (*kaizen*)

Le projet *kaizen* de la JICA en Tunisie a attiré l'attention de Meles Zenawi, ancien premier ministre de l'Éthiopie. Sur ses conseils, le gouvernement éthiopien a établi l'Institut éthiopien du *kaizen* sous la supervision directe du ministère de l'Industrie, en 2009, et demandé une coopération du Japon.

La JICA a accordé une aide pour le renforcement des capacités du personnel de l'Institut, le transfert des technologies pour la mise en œuvre du *kaizen*, la préparation de manuels et la formulation d'un plan pour la diffusion de l'approche *kaizen* à l'échelle nationale. En outre, 30 entreprises pilotes ont été sélectionnées pour une coopération technique. L'utilisation du *kaizen* a permis des améliorations significatives dans ces entreprises,



Une session de formation sur le *kaizen*

notamment une augmentation des ventes et de la productivité des travailleurs, ainsi qu'une réduction des coûts et du nombre de produits défectueux.

Ces performances ont conduit à des mesures, lancées en novembre 2011, pour créer un cadre d'utilisation du *kaizen* à l'échelle nationale. L'Éthiopie a l'intention d'étendre les formations auprès de 265 entreprises, notamment celles de taille plus modeste. Les objectifs consistent à mettre en place l'organisation et les systèmes requis à l'Institut éthiopien du *kaizen*, renforcer les capacités des consultants de l'Institut, et effectuer d'autres améliorations.

Projet pilote national de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences

En Éthiopie, le taux de scolarisation dans le primaire a connu une amélioration notable en atteignant 70 %, mais seulement 58 % des élèves terminent cet enseignement. De plus, les élèves ont des résultats scolaires médiocres. La JICA apporte une aide pour le renforcement des capacités des enseignants, l'amélioration des matériaux pédagogiques et pour d'autres mesures.

L'accent est mis sur l'enseignement des mathématiques et des sciences en Éthiopie, car le pays souhaite devenir plus industrialisé. Depuis 1998, la JICA mène des projets pour le renforcement

de l'enseignement des mathématiques et des sciences au Kenya et dans d'autres pays africains. En se basant sur les résultats de ces projets, la JICA a commencé le projet pilote national de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences lors de l'exercice 2011.

Le projet établit des districts modèles où les enseignants de mathématiques et de sciences du primaire et du secondaire (jusqu'au collège) reçoivent des conseils et une formation. Afin de superviser la formation, la JICA a envoyé des experts à court et long terme en enseignement des mathématiques et des sciences en Éthiopie. De plus, les enseignants de mathématiques et de sciences ont eu l'occasion de recevoir une formation en Indonésie et au Japon. Le projet vise l'amélioration de la qualité des enseignements, plus centrés sur l'élève, à travers les mesures évoquées ci-dessus.



Une classe où les élèves sont au centre des activités.

global des infrastructures de base (routes, ports, électricité, etc.) et des régions proches des corridors à travers la formulation de projets conformes au programme de développement des infrastructures en Afrique (PDIA)⁷, et la mise en œuvre de schémas directeurs stratégiques.

^{*7} Un plan d'infrastructures régionales à moyen et long terme couvrant l'ensemble du continent élaboré par l'Union africaine et la Banque africaine de développement.

(2) Développement des ressources humaines pour le commerce et l'industrie

L'Afrique dispose d'une main-d'œuvre abondante. La population en âge de travailler⁸ était de 550 millions de personnes en 2008 et elle devrait s'élever à 1 070 millions en 2040 et dépasser la taille de celle de la Chine et de l'Inde. Il est vital pour l'Afrique de tirer suffisamment parti de ce grand nombre de travailleurs pour assurer une croissance économique durable. Dans certains pays d'Afrique, le chômage massif des jeunes est devenu un problème social dont la résolution passe à la fois par des créations d'emplois et une amélioration de la qualité de l'enseignement (notamment en mettant à niveau les compétences académiques, en créant des programmes axés sur la pratique et en améliorant les méthodes pédagogiques).

La qualité de la main-d'œuvre, des ingénieurs et des cadres intermédiaires, est tout aussi importante pour promouvoir les investissements des entreprises japonaises en Afrique. La caractéristique essentielle des investissements directs à l'étranger des entreprises japonaises est qu'ils s'accompagnent de création d'emplois, d'un développement des compétences et du transfert de technologies à travers l'embauche de travailleurs locaux. Ces activités créent des bénéfices significatifs pour les pays hôtes, c'est pourquoi de nombreux pays africains souhaitent vivement attirer les entreprises japonaises.

La JICA met en œuvre le projet de renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences dans le secondaire (SMASE) dans 27 pays et apporte une aide aux universités des sciences de l'ingénieur au Kenya, en Égypte et en Afrique du Sud.

De plus, l'Afrique montre un



Soutien à l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST)



Soutien au Soudan du Sud pour le renforcement de l'enseignement des mathématiques et des sciences (SMASE)

intérêt croissant pour l'approche du *kaizen*, l'une des forces des entreprises japonaises, afin de stimuler la productivité et la qualité. Les demandes d'établissement de systèmes et de formation du personnel nécessaires au *kaizen* progressent rapidement.

En se basant sur les engagements du programme d'aide japonais à l'Afrique pour le développement des ressources humaines (formation de 30 000 personnes, établissement de dix centres TICAD pour le développement des ressources humaines commerciales et industrielles, etc.), la JICA entend étendre son aide pour le développement des ressources humaines en Afrique. Les activités s'attacheront à transmettre les compétences nécessaires au développement des industries locales et à créer un environnement attractif pour les investissements des entreprises japonaises.

^{*8} Population âgée de 15 à 64 ans.

(3) Développement agricole

L'Afrique a un fort potentiel agricole, mais la productivité stagne depuis de nombreuses années. Le continent n'étant pas en mesure de répondre à la demande de nourriture accompagnant la croissance démographique, l'Afrique importe une grande quantité de nourriture, supérieure à celle du Japon⁹. Étant donné son potentiel et la forte demande de denrées alimentaires, l'Afrique est l'un des continents les plus attractifs pour le développement agricole. Pour ce faire, l'Afrique doit augmenter les revenus des agriculteurs. Des plans pour le développement agricole doivent être créés au niveau national, la productivité doit être stimulée en modernisant les opérations agricoles et en axant ces dernières sur le marché, notamment par l'introduction de cultures à forte valeur ajoutée.

Lors de la TICAD IV, en 2008, la JICA a formé la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD) afin de remplir les engagements pris lors de la conférence de doubler la production rizicole en Afrique subsaharienne dans les dix ans. La JICA a contribué à la préparation des stratégies nationales de développement de la riziculture dans 23 pays participants à la CARD, et elle a apporté à ces pays une aide adaptée à ces stratégies. La JICA poursuit cette aide afin d'atteindre l'objectif de doublement de la production rizicole fixé pour 2018.

Le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP), qui a commencé au Kenya, a pour but de renforcer la capacité des petits exploitants agricoles à relever les défis liés à la culture, à la gestion et à la logistique afin de développer une activité conforme à la demande du marché. De plus, la prise en compte progressive des sexospécificités, notamment par l'utilisation d'indicateurs spécifiques pour les hommes et



Soutien global au corridor de développement de Nacala au Mozambique



Session de formation au Kenya dans le cadre du projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles

^{*9} En 2009, l'Afrique a importé 53,2 milliards USD de produits agricoles et le Japon 35,7 milliards. De plus, les importations représentent 45 % du riz et 85 % du blé consommés en Afrique. (Statistiques de la FAO)

les femmes, a été utilisée pour augmenter les revenus des petits exploitants horticoles. Ainsi, les revenus des bénéficiaires de l'aide ont doublé. Lors de la TICAD V, le premier ministre Shinzo Abe a annoncé que l'approche SHEP allait être diffusée dans dix pays.

(4) Couverture santé universelle (CSU)

Des progrès ont été accomplis vers la réalisation des OMD liés à la santé en Afrique en ce qui concerne la vaccination des enfants, la prévention de la propagation du VIH/sida et de la tuberculose, et le taux de mortalité lié au paludisme. Des résultats commencent à être visibles sur la baisse du taux de mortalité maternelle. Cependant, la majorité des pays africains auront du mal à atteindre les OMD en 2015.

En Afrique, un certain nombre de personnes ont accès aux services de santé de base. Mais de nombreux Africains ne reçoivent toujours pas les soins de santé dont ils ont besoin pour des raisons économiques, géographiques ou matérielles. La disparité entre les personnes ayant accès aux soins et celles qui en sont privées constitue un défi majeur.

La couverture santé universelle (CSU) est une approche visant à éliminer les inégalités d'accès aux services de santé en fonction du niveau de revenu ou de la situation géographique. L'approche comprend la formation de personnes et la construction d'installations, ainsi que des mesures institutionnelles et économiques impliquant des réformes de financement de la santé et l'extension de l'assurance santé à un nombre accru de personnes.

Le Japon a réussi à instaurer une CSU et l'ensemble de la population est couverte par un système public d'assurance santé. Le Japon utilise son expérience pour promouvoir la CSU en Afrique en intégrant les besoins de chaque pays.

(5) La paix et la stabilité

La paix et la stabilité sont les prémisses du développement et de la croissance sous tous leurs aspects. Guerres civiles et autres conflits ont fréquemment éclaté en Afrique pendant les années 1990. Depuis 2000, bon nombre de ces conflits ont été résolus. Même en Somalie, qui se trouve dans une situation anarchique depuis les années 1990, un gouvernement fédéral a été formé en 2012.

En Afrique du Nord et dans la région du Sahel, des conflits ont opposé des extrémistes islamistes et d'autres groupes terroristes aux forces de sécurité publique. Depuis 2012, avec le conflit au Nord-Mali et les enlèvements en Algérie, la stabilisation devient un problème urgent pour la région.

La JICA met en œuvre des mesures à court terme, par exemple pour le développement des ressources humaines auprès des instances juridiques et judiciaires ou des agences chargées de la sécurité dans les pays africains. L'Agence mène également des activités à moyen et long terme pour s'attaquer aux causes économiques et sociales des conflits. Ces activités s'appuient sur les trois piliers que sont la réduction de la pauvreté, la création d'emplois et l'atténuation des disparités, ce qui permet à la JICA de contribuer à la paix et à la stabilité dans ces régions.

Étude de cas Aide à la reconstruction de la Côte d'Ivoire

Vers un second « Miracle ivoirien »

La Côte d'Ivoire est bien connue pour sa production de café et de cacao, la première au monde. Ce pays, qui joue un rôle majeur en Afrique occidentale, est entré dans une période de stagnation économique et sociale durant la dernière décennie à cause de troubles politiques et économiques. À l'issue de ces troubles, Alassane Ouattara occupait le poste de président et des élections se sont déroulées pacifiquement dans tout le pays pour désigner les membres de l'assemblée nationale en 2011. Aujourd'hui, la Côte d'Ivoire avance à grands pas vers la reconstruction et le développement.

La JICA a rapidement repris son aide pour la Côte d'Ivoire et commencé une coopération pour l'aménagement urbain d'Abidjan, capitale économique du pays. La ville, dont la beauté lui a valu le surnom de « Paris de l'Afrique occidentale », doit faire face à plusieurs problèmes liés à l'urbanisation. L'utilisation confuse des terrains, des infrastructures insuffisantes et des investissements publics limités dans les services sociaux essentiels sont des exemples de ces défis à relever. Pour trouver des solutions à ces problèmes, la JICA a commencé en 2012 une étude préliminaire pour analyser la situation actuelle et les anciens plans d'urbanisme d'Abidjan. En se basant sur l'étude, la JICA a entamé une coopération technique globale pour la planification du développement, dès février 2013, en vue de préparer le plan de développement urbain et des transports pour 2030. En outre, la JICA a initié le renforcement des capacités dans le secteur de l'aménagement urbain en Côte d'Ivoire sous forme de programmes de formation au Japon.

Soucieuse de la revitalisation de l'économie, la JICA se concentre également sur l'aide au développement du secteur privé. Les objectifs

consistent à soutenir la croissance des entreprises ivoiriennes et à renforcer les partenariats public-privé japonais pour promouvoir l'investissement en Côte d'Ivoire. Simultanément, la JICA envoie des experts japonais en Côte d'Ivoire dans les secteurs de l'agriculture et de la pêche (aquaculture) pour stimuler ces domaines. Ces aides contribueront sans doute à l'amélioration de la sécurité alimentaire du pays.

Parallèlement à ces activités, la JICA participe à la reconstruction et à la cohésion sociale du pays. Dans ces domaines, la JICA est sur le point de lancer des projets qui permettront aux communautés d'Abidjan et des régions du centre et du nord de la Côte d'Ivoire, où la population a

traversé des moments éprouvants durant la période de troubles, de recevoir une aide pour la communauté et le développement des ressources humaines pour parvenir à la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

La paix et la reconstruction en Côte d'Ivoire sont essentielles pour la paix et la stabilité de l'Afrique occidentale, c'est pourquoi la JICA intensifie son aide dans ce pays.



Les routes, embouteillées le matin et le soir, constituent le principal moyen de transport à Abidjan.



Égypte : La ville oasis de Faiyum, à 30 km au sud du Caire, est un centre agricole depuis l'antiquité grâce à un approvisionnement en eau abondant en provenance du Nil. [Photo : Shinichi Kuno]



Akihiko Koenuma
Directeur général
Département Moyen-Orient
et Europe

Message du directeur général

Moyen-Orient et Europe

De la contribution à la paix et à la stabilité au soutien aux pays à revenu intermédiaire

Le Moyen-Orient, qui fournit au Japon 90 % de ses importations pétrolières, et l'Europe de l'Est sont deux partenaires commerciaux importants du Japon. La paix et la stabilité de ces régions sont donc d'une importance primordiale. Ces régions sont des marchés potentiels où l'APD japonaise pourrait ouvrir des opportunités économiques aux entreprises privées japonaises. Lors de l'exercice 2012, la JICA a participé à diverses activités au Moyen-Orient, en Europe de l'Est et en Afrique du Nord, de la construction de la nation (par un soutien aux industries et aux ressources humaines ou par la promotion de la démocratie et de la consolidation de la paix) à une aide aux entreprises japonaises pour démarrer une activité.

Les troubles politiques qui agitent le Moyen-Orient depuis 2011 ont été engendrés par des disparités entre les zones urbaines et rurales, le chômage des jeunes et d'autres problèmes dont les solutions restent encore à trouver. La situation au Moyen-Orient a empiré avec la guerre civile en Syrie et le flux continu de réfugiés vers les pays voisins. La JICA contribue à la stabilité de la région dans une perspective de consolidation de la paix. Par ailleurs, la JICA a également l'ambition de répondre aux besoins massifs de construction d'infrastructures des pays conformément à la stratégie de croissance du Japon. Ce sont les deux piliers principaux de l'aide fournie par le département Moyen-Orient et Europe.

Lors de l'exercice 2012, la JICA a envoyé des experts en Égypte en appui à l'établissement d'un plan de développement national de dix ans. En outre, dans le cadre d'un projet de recherche conjoint avec la Brookings Institution (États-Unis) intitulé « Croissance inclusive après le Printemps arabe au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », un séminaire a été organisé avec la participation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international. Ces activités ont pour but d'améliorer la gouvernance des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord.

En Irak, actuellement en phase de transition de la reconstruction post-conflit vers la croissance économique, la JICA fournit des prêts d'APD pour financer le développement des infrastructures tout en aidant les entreprises privées japonaises à démarrer une activité.

En Europe de l'Est, les technologies japonaises avancées soutiennent les efforts de lutte contre les problèmes environnementaux,

condition indispensable à l'entrée dans l'Union européenne. Simultanément, en Bosnie-Herzégovine et au Kosovo, nous poursuivons notre aide pour la consolidation de la paix et la construction de la nation. En Moldavie, la JICA a octroyé le premier prêt d'APD utilisant les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) pour importer des équipements médicaux, ouvrant ainsi de nouvelles opportunités aux entreprises japonaises souhaitant entrer sur ce marché en pleine expansion avec la mise en place de systèmes universels de santé.

En 2013, nous allons poursuivre nos activités en mettant à profit les technologies japonaises. Au Moyen-Orient, l'éthique de travail japonaise est particulièrement appréciée et il y a un vif désir d'apprendre les technologies et les savoir-faire du Japon. Pour répondre à ces attentes, la JICA continuera d'apporter une aide pour le développement des ressources humaines aux pays du Golfe disposant de revenus relativement élevés. En collaboration avec le Maroc, la JICA assurera une aide efficace aux pays d'Afrique subsaharienne à travers une coopération Sud-Sud centrée sur la gestion des ressources hydriques et l'utilisation d'énergies renouvelables.

La construction du parc agro-industriel de Jéricho s'est terminée au printemps 2013. Ce projet symbolique pour la paix et la prospérité devrait stimuler la croissance économique de la région. En outre, le tunnel du métro sous le Bosphore, en Turquie, va être ouvert au trafic. L'exercice 2013 sera sans doute aussi marqué par de grandes réussites.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

— Vers la paix et la stabilité à travers un « développement inclusif » qui bénéficie à toute la population

Le Moyen-Orient est une région riche en ressources naturelles avec de forts besoins de développement suscités par une croissance économique rapide et une population en pleine expansion. Le Japon dépend de cette région en tant que fournisseur stable d'énergie pour la vie et les activités économiques de la population. De plus, pour les entreprises japonaises, le Moyen-Orient est la prochaine frontière des activités à l'étranger.

Par ailleurs, alors que le Moyen-Orient tient une place stratégique par rapport aux voies commerciales internationales, l'instabilité politique, sociale et économique croissante de la région menace l'équilibre d'un monde de plus en plus interdépendant. Le Japon devrait continuer de travailler avec la communauté internationale pour promouvoir la paix et la stabilité au Moyen-Orient.

Par ailleurs, les pays d'Afrique du Nord, qui, dans une acception plus large, font aussi partie du Moyen-Orient, sont en bonne position pour mener le développement du continent africain. Le soutien japonais aux activités d'aide des pays d'Afrique du Nord en faveur de l'Afrique subsaharienne devrait améliorer également leurs propres capacités et contribuer au processus de la TICAD.

Stratégies clés de l'aide

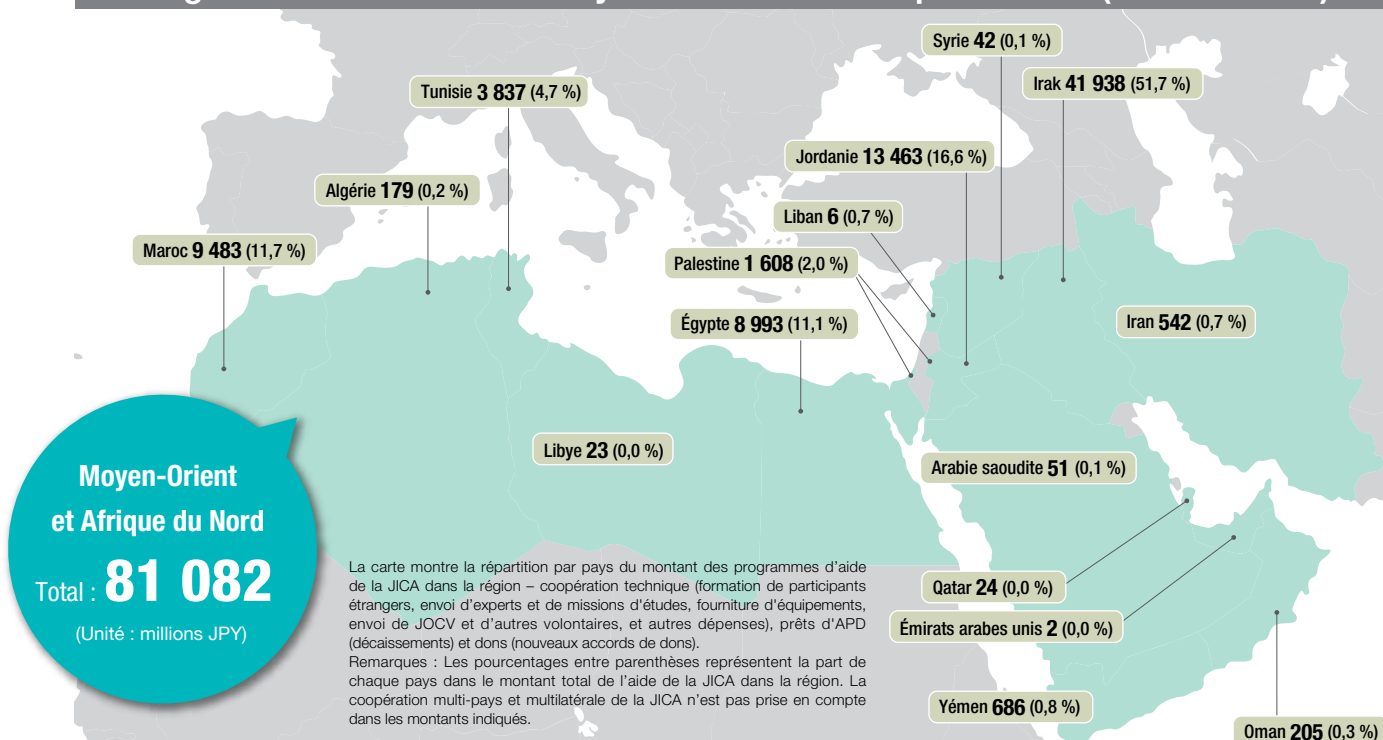
- 1 : Promotion de la stabilité dans les pays en proie à des changements politiques
- 2 : Consolidation de la paix et reconstruction
- 3 : Soutien au démarrage des activités des entreprises japonaises dans la région
- 4 : Contribution au processus de la TICAD

Promotion de la stabilité dans les pays en proie à des changements politiques

Les inégalités socioéconomiques, les disparités entre les zones urbaines et rurales et le chômage des jeunes ont formé les causes sous-jacentes des troubles politiques qui ont agité le Moyen-Orient en 2011. La JICA déploie une coopération dans la région en gardant à l'esprit les principes d'un développement inclusif et dynamique. L'aide de la JICA met l'accent sur trois domaines prioritaires annoncés par le gouvernement japonais, à savoir : 1) un processus politique et une administration justes, 2) la création d'emplois et le soutien aux industries et 3) le développement des ressources humaines.

En Égypte, suite à la révolution de février 2011, la JICA a fourni une aide pour établir le plan directeur de développement national qui forme la base des politiques de construction du pays. Le plan directeur de développement national a officiellement été annoncé par le gouvernement égyptien en novembre 2011 sous l'appellation de « Cadre stratégique du plan de développement économique et social jusqu'en 2022 ». Pour le deuxième domaine prioritaire, celui de la création d'emplois et du soutien aux industries, un projet de développement des ressources humaines et d'amélioration des infrastructures sociales a commencé en Jordanie avec la signature d'un accord de prêt d'APD en août 2012. Ce projet devrait contribuer

Programmes de la JICA au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (exercice 2012)



au développement des industries nationales jordaniennes et à l'amélioration des services publics. La JICA soutient également le développement des ressources humaines dans le domaine des sciences et de la technologie, à travers l'établissement de l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) et du parc scientifique et technologique de Borj Cedria, en Tunisie.

Consolidation de la paix et reconstruction

Dix années ont passé depuis le début de la guerre en Irak, et aujourd'hui encore, la population doit vivre dans des conditions difficiles à cause du manque d'électricité et d'eau propre dû à la destruction des infrastructures socioéconomiques. Par ailleurs, l'Irak dispose de réserves pétrolières comptant parmi les plus importantes du monde et il existe une demande colossale d'infrastructures pour accompagner le fort taux de croissance économique. Afin de répondre à ces demandes, il convient également de créer un meilleur environnement des affaires pour les entreprises privées irakiennes et étrangères. Pour répondre à ces divers besoins de reconstruction, la JICA apporte une aide centrée sur 1) le renforcement de la fondation de la croissance économique, 2) la redynamisation du secteur privé, 3) l'amélioration de la qualité de vie et 4) le renforcement de la gouvernance. En 2012, la JICA a lancé quatre projets de prêts d'APD et la mise en œuvre de programmes de formation pour le

développement des ressources humaines au Japon, en Jordanie et dans d'autres pays voisins.

En Palestine, région clé du processus de paix au Moyen-Orient, la JICA participe au développement du parc agro-industriel de Jéricho (JAIP), le projet central de l'initiative du corridor pour la paix et la prospérité proposé par le gouvernement japonais pour soutenir la construction du futur État palestinien. De plus, la JICA travaille avec deux pays d'Asie de l'Est, l'Indonésie et la Malaisie, pour le renforcement des capacités du peuple palestinien depuis 2011. En 2013, la JICA et la Banque islamique de développement ont signé un protocole d'accord pour intensifier ensemble l'aide à la Palestine.

Simultanément, les manifestations politiques commencées en 2011 en Tunisie et en Égypte ont provoqué des insurrections et la chute de régimes dans de nombreux pays de la région. La JICA a repris en 2012 la coopération technique en Libye, où le processus de démocratisation avance progressivement. Au Yémen, un nouveau programme de développement des ressources humaines en appui à la construction de la nation a été mis en œuvre. En Libye, un programme de formation de trois ans sur la « gestion des prothèses de bras et de jambes » pour les victimes de la guerre civile a commencé. La JICA apporte également une aide aux réfugiés syriens. En février 2013, l'Agence a fourni du matériel de secours à un camp de réfugiés touché par des inondations en Jordanie.

Étude de cas Jordanie : Programme de soutien aux communautés hôtes pour les réfugiés syriens

Aider à la fois les réfugiés syriens et les citoyens jordaniens

Actuellement, de nombreux réfugiés fuient la Syrie pour se rendre en Jordanie à cause de l'instabilité de la situation. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), le nombre toujours plus important de réfugiés syriens en Jordanie a atteint près de 552 000 le 28 octobre 2013. La JICA collabore avec le HCR pour apporter une aide aux réfugiés syriens et aux communautés hôtes en Jordanie.

Le programme est mis en œuvre dans le camp de réfugiés de Zaatari et dans les communautés hôtes accueillant de nombreux réfugiés syriens, afin d'aider à la fois les réfugiés syriens et les citoyens jordaniens. Le programme comprend la distribution de matériel de secours dans les camps de réfugiés et la fourniture d'équipements et de matériel pour les écoles et les hôpitaux des communautés hôtes où ces biens font cruellement défaut. De plus, la JICA envoie des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) pour réaliser le programme au niveau local.

Aujourd'hui, cinq JOCV sont en mission. Ils sont spécialisés en kinésithérapie ou en éducation des enfants et ils travaillent respectivement dans les camps de réfugiés et dans les communautés hôtes.

Un JOCV qui travaille auprès des enfants dans une communauté hôte déclare : « J'ai été touché de voir les yeux des enfants briller quand je leur ai enseigné des choses élémentaires comme les lettres ou les chiffres. Je veux continuer à donner à ces enfants la possibilité d'apprendre. »

Un autre JOCV en mission dans un établissement pour handicapés dans une communauté hôte témoigne : « Beaucoup de personnes souffrent des suites de blessures par balle ou d'explosions, car ils n'ont pas reçu les soins appropriés. Il existe des

structures médicales qui soignent gratuitement les réfugiés syriens enregistrés auprès du HCR, mais les patients ne peuvent pas toujours recevoir les soins nécessaires à cause du manque de services médicaux ou de médicaments. »

Les deux JOCV s'accordent à faire l'observation suivante : « Malgré les circonstances difficiles, les réfugiés syriens restent positifs et veulent s'entraider. »

Dans cette optique, l'aide de la JICA apporte, au-delà de l'aide matérielle, un soutien humain. La JICA redouble d'efforts pour apporter une aide globale, à l'intérieur et en dehors des camps, et répondant à des besoins urgents et à plus long terme.



Des enfants réfugiés syriens font la queue (le bâtiment « Save the Children » est à l'arrière plan).

Soutien au démarrage des activités des entreprises japonaises dans la région

Le Moyen-Orient est un marché attractif pour les entreprises du secteur des infrastructures ainsi qu'un partenaire important du Japon en tant que fournisseur de pétrole. Cependant, comparativement à l'Asie du Sud-Est, où le Japon a des liens historiques et une solide expérience des affaires, les relations avec le Moyen-Orient sont plus complexes à cause des différences de culture et de coutumes, ainsi que des liens économiques privilégiés de cette région avec l'Europe. Cela étant, la JICA a commencé la phase 1 du projet de construction de la ligne n°4 du métro du Grand Caire, en Égypte, en appliquant pour la première fois les conditions spéciales de partenariat économique (STEP). Cela a permis une percée des entreprises japonaises sur le marché égyptien de la construction de voies ferrées souterraines sur lequel les entreprises européennes exerçaient un quasi-monopole. En Irak, la JICA a ouvert un bureau à Bagdad en 2011 et elle travaille en collaboration étroite avec le gouvernement irakien pour multiplier les opportunités d'affaires des entreprises japonaises. À ce jour, près de 40 % des contrats d'approvisionnement pour les projets de prêts d'APD à l'Irak sont passés avec des entreprises japonaises. Simultanément, le développement du secteur privé étant l'un des problèmes de développement les plus urgents en Irak, la JICA envisage de déployer une aide pour améliorer

l'environnement des affaires afin d'encourager l'entrée sur le marché d'entreprises privées.

Par ailleurs, la JICA continue d'assurer une coopération technique auprès des pays du Golfe affranchis de l'APD. En 2012, la JICA a accueilli des stagiaires d'Arabie saoudite et envoyé des experts en Oman. Les deux pays bénéficiaires ont partagé les coûts de ces programmes.

Contribution au processus de la TICAD

La JICA soutient les pays d'Afrique du Nord (Égypte, Tunisie, et Maroc) pour la coopération Sud-Sud auprès des pays d'Afrique subsaharienne afin d'utiliser avec efficacité les ressources humaines formées par d'anciennes activités de coopération technique japonaise. En 2012, le Maroc a organisé près de 22 sessions de formation différentes sur des thèmes aussi divers que les soins de santé maternelle et la gestion des ports pour des pays africains francophones. Mise à part la coopération Sud-Sud, le projet de construction d'une route méditerranéenne financé par un prêt d'APD japonais au Maroc s'est achevé en août 2012. Cela contribuera au processus de la TICAD en fournissant une large palette d'infrastructures de transport transfrontière.

Étude de cas

Égypte : Soutien au plan de développement national et à l'organisation des élections

Appuyer les efforts de l'Égypte pour construire un nouveau pays

Depuis la révolution de février 2011, la JICA soutient les efforts de l'Égypte pour construire un nouveau pays à travers la formulation d'un plan de développement national. La JICA a également envoyé des experts et accueilli des stagiaires en appui au processus d'élection démocratique.

L'Égypte a demandé au Japon une aide pour s'inspirer du modèle asiatique, qui a permis d'atteindre une croissance économique rapide en intégrant les valeurs occidentales tout en préservant ses traditions et sa culture.

Dès mars 2011, la JICA a envoyé en Égypte des spécialistes des élections disposant d'une longue expérience au sein d'institutions internationales. Ces spécialistes étaient aux côtés de la Commission électorale égyptienne et des organismes gouvernementaux concernés et ils ont fourni des conseils sur l'organisation d'élections, notamment sur l'établissement d'un système électoral démocratique et l'éducation des électeurs admissibles sur le processus électoral.

M. Abdul Moezu Mohammed, le président de la Haute Commission électorale (HCE) avait déclaré à l'époque : « Nous avons beaucoup à apprendre de l'expérience du Japon en tant que pays démocratique d'Asie. L'Égypte cherchera les conseils du Japon sur les moyens de surmonter les problèmes à venir. » Cette déclaration témoigne de la forte volonté de l'Égypte de construire un pays démocratique en s'appuyant sur les connaissances et l'expérience japonaises.

Les priorités de l'Égypte après la révolution

étaient la création d'une vision qui reflète plus fidèlement l'opinion publique, la formulation d'un plan de développement stratégique et transparent et sa mise en œuvre. La JICA a soutenu la formulation d'un plan de développement en envoyant des experts et en organisant des séminaires pour partager les connaissances avec des membres des ministères de la Planification du développement national d'Indonésie et de Turquie.

À l'issue de ce processus, l'Égypte a établi le « Cadre stratégique du plan de développement économique et social jusqu'en 2022 ». La JICA a l'intention d'intensifier son aide pour la construction de systèmes afin de formuler et de mettre en œuvre les plans d'exécution basés sur ce cadre.



Une femme dépose son bulletin dans l'urne d'un bureau de vote pour les élections présidentielles.

Europe

Soutenir l'adhésion des pays d'Europe de l'Est à l'UE

De nombreux pays européens appartiennent à l'Union européenne (UE) et la plupart des pays non membres d'Europe de l'Est poursuivent leur développement économique et social dans une perspective d'adhésion.

La JICA concentre son aide sur trois secteurs où le Japon dispose d'un avantage comparatif, à savoir ; (1) la protection de l'environnement, (2) la consolidation de la paix, et (3) le développement du secteur privé. Nous prenons ainsi en considération la relation étroite des pays d'Europe de l'Est avec l'UE, ainsi que la perspective d'un affranchissement de l'APD à l'issue de leur adhésion.

Stratégies clés de l'aide

Protection de l'environnement, consolidation de la paix et développement du secteur privé

Protection de l'environnement

Les pays souhaitant rejoindre l'UE doivent établir des normes environnementales en conformité avec les normes européennes. Par exemple, ils doivent se conformer aux restrictions des émissions polluantes des centrales thermiques et produire 30 % de leur électricité à partir de sources d'énergie renouvelables. L'aide de la JICA a pour ambition d'atteindre ces exigences.

Le projet de construction d'une installation de désulfuration des gaz de combustion pour la centrale thermique de Nikola Tesla a été financé par le premier prêt d'APD accordé à la Serbie. Grâce à l'installation de ces équipements qui réduiront les émissions de SO₂ et de poussières, le projet permettra d'améliorer l'environnement et de respecter les normes environnementales européennes en vue d'une future adhésion à l'UE. Des prêts d'APD pour des améliorations

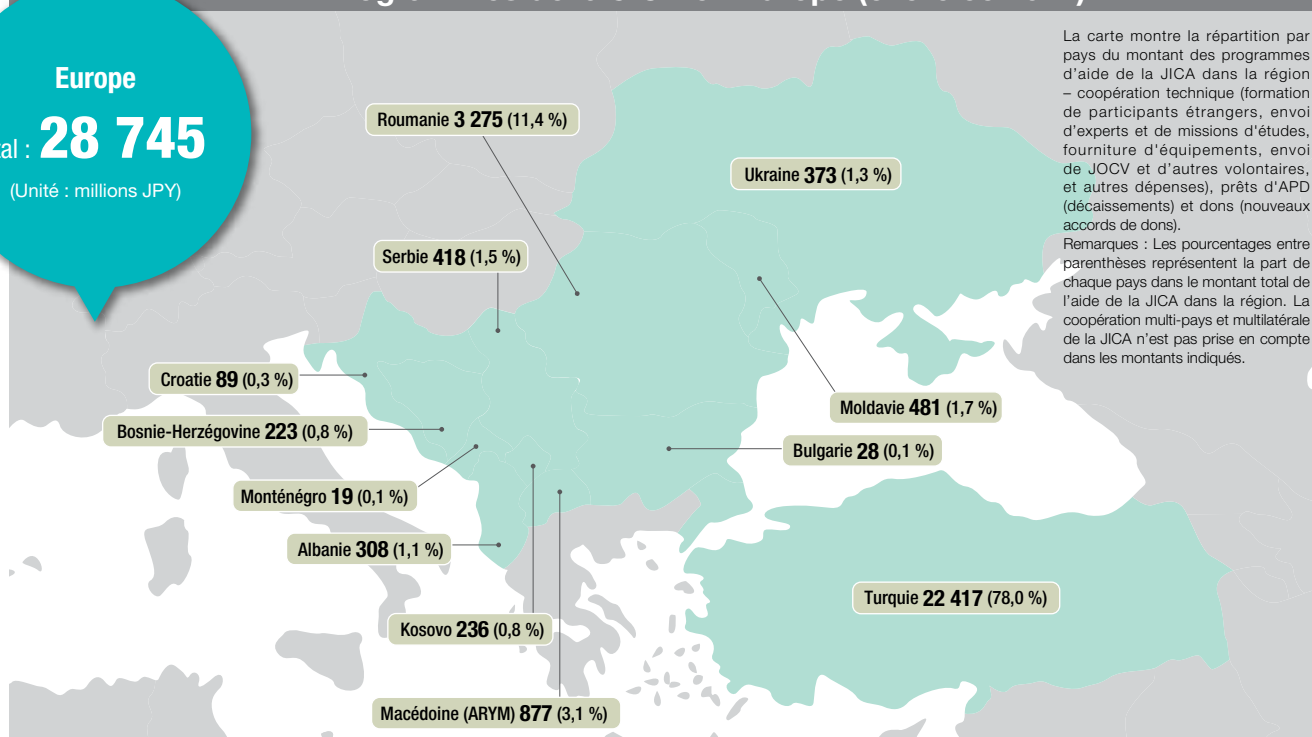
environnementales de centrales thermiques ont également été accordés à la Bosnie-Herzégovine et à la Roumanie. La JICA a de nombreux autres projets environnementaux, notamment pour la gestion des déchets au Kosovo. Dans l'ensemble, la protection de l'environnement est un élément majeur des activités de la JICA en Europe.

Consolidation de la paix

Les pays des Balkans occidentaux se sont maintenant rétablis des conflits ethniques et des guerres civiles qui ont sévi dans les années 1990. Cependant, ces pays doivent faire face à de nombreux défis, notamment un fort taux de chômage et des tensions ethniques persistantes. Stabiliser les situations sociales pour permettre la coexistence de différentes ethnies est un problème majeur qui

Programmes de la JICA en Europe (exercice 2012)

Europe
Total : **28 745**
(Unité : millions JPY)



La carte montre la répartition par pays du montant des programmes d'aide de la JICA dans la région – coopération technique (formation de participants étrangers, envoi d'experts et de missions d'études, fourniture d'équipements, envoi de JOCV et d'autres volontaires, et autres dépenses), prêts d'APD (décaissements) et dons (nouveaux accords de dons).
Remarques : Les pourcentages entre parenthèses représentent la part de chaque pays dans le montant total de l'aide de la JICA dans la région. La coopération multi-pays et multilatérale de la JICA n'est pas prise en compte dans les montants indiqués.

nécessite une aide internationale. Lors de la Conférence ministérielle sur la consolidation de la paix et le développement économique des Balkans occidentaux, qui s'est tenue en 2004, les participants ont convenu que la stabilité de la région serait assurée en encourageant une adhésion à l'UE.

La JICA déploie une aide pour faciliter la coexistence et ainsi favoriser l'adhésion de ces pays à l'UE. Le projet de restauration de la confiance pour le développement des entreprises agricoles et rurales de Srebrenica (SACRED) est un projet de coopération technique entrepris en Bosnie-Herzégovine, en appui aux activités pour le développement agricole et rural, en se basant sur la coopération de résidents issus de différentes ethnies. En facilitant l'interaction parmi les groupes ethniques, le projet effectue des progrès constants vers l'établissement de liens basés sur la confiance.

Développement du secteur privé

Les Balkans occidentaux, comme la Moldavie et l'Ukraine, deviennent un pôle d'exportation pour les pays de l'UE. En particulier, les Balkans occidentaux représentent un marché considérable avec un revenu national brut par habitant relativement élevé et une population dépassant les 50 millions. De plus, il n'y a pas de taxes douanières en vertu de l'accord de libre-échange centre-européen (ALECE). Pour libérer le potentiel de la région, la JICA soutient la revitalisation de l'économie avec des projets pour la promotion du tourisme, la croissance des PME et les infrastructures sociales.

Turquie

La Turquie joue un rôle clé en tant que pont entre l'Europe et l'Asie et le Moyen-Orient. Ces dernières années, son économie a enregistré une croissance remarquable. Grâce à ses relations diplomatiques harmonieuses avec les États-Unis, l'Europe, le Moyen-Orient, le Caucase et l'Asie centrale, la Turquie exerce une grande influence sur les régions environnantes. La JICA voit en la Turquie un partenaire et un allié au niveau international et elle renforce son partenariat par les prêts d'APD et la coopération technique.

Concrètement, la JICA se concentre sur l'amélioration de l'environnement des affaires et des investissements afin d'assurer un développement économique durable. À cette fin, elle met l'accent sur la mise à niveau des méthodes de prévention et de préparation aux catastrophes afin d'atténuer l'impact des catastrophes sur l'activité économique.

L'exercice 2012 a vu démarrer les préparatifs de la coopération technique sur la gestion du risque de catastrophes et de programmes de partenariat pour la recherche scientifique et technologique sur la prévention des catastrophes, afin d'atténuer les dommages causés par les séismes et les tsunamis.

La JICA réalise également des projets de coopération triangulaire avec l'Agence turque de coopération et de coordination (TIKA) pour diffuser l'expérience japonaise à la Turquie et aux pays voisins. Ces activités qui portent sur des problèmes de développement régional sont menées par les deux agences en tant que partenaires de développement.

Étude de cas **Moldavie** **Projet d'amélioration des services de soins médicaux**

Fourniture d'équipements médicaux et de laboratoire et d'une coopération technique

La République de Moldavie est un petit État d'Europe de l'Est d'une population d'environ 3,5 millions d'habitants. Pays sans littoral partageant des frontières avec la Roumanie, membre de l'UE, et l'Ukraine, ancien pays d'Union soviétique, la Moldavie sert de lien entre l'UE et l'ancien bloc soviétique. Bien que les services médicaux s'améliorent en Moldavie, on déplore encore un manque d'équipements médicaux et de laboratoire. La JICA fournit des équipements et un soutien technique

Après avoir obtenu son indépendance de l'Union soviétique, la situation économique et budgétaire du pays s'est détériorée, ce qui a exercé une pression sur le budget dédié aux services médicaux. C'est pourquoi les citoyens n'avaient pas un accès correct aux soins médicaux. Cette situation s'expliquait par le fait que l'intégralité des dépenses de santé étaient couvertes par l'État et par l'inefficacité de nombreux hôpitaux. Dans les 20 ans qui ont suivi, le gouvernement a réformé son système de financement des soins médicaux en introduisant une assurance santé obligatoire. La qualité des services médicaux s'est également améliorée grâce à la rationalisation du système de santé. La Moldavie est aujourd'hui considérée comme un modèle en matière de réforme du secteur des soins médicaux.

Bien que les institutions médicales de la Moldavie disposent de personnel d'un niveau relativement élevé de compétences, il y a un manque d'équipements médicaux adaptés. En plus des équipements modernes pour les diagnostics et

les traitements généraux, les institutions médicales ont besoins d'équipements élaborés pour traiter le nombre croissant de patients atteints de maladies cardiovasculaires et de cancers. Ainsi, la JICA donne un nouvel élan à la réforme des soins médicaux de la Moldavie par un projet d'APD intitulé « Projet d'amélioration des services de soins médicaux » afin de fournir des équipements et du matériel médical.

La JICA envisage d'intensifier son aide par un projet de coopération technique visant à améliorer les compétences de maintenance des

équipements et les techniques cliniques en faisant appel à l'ensemble des technologies médicales japonaises.



Le vice-président de la JICA, Masakazu Ichikawa, et le ministre de la Santé moldave, Andrei Usatii, signent l'accord.

Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

L'attention et la coopération de la communauté internationale sont essentielles à la résolution des problèmes de pauvreté et de développement humain

Progrès au niveau mondial vers la réalisation des OMD

Les 189 pays présents au sommet du Millénaire, tenu en septembre 2000, ont adopté la déclaration du Millénaire des Nations unies qui définit les objectifs à atteindre par la communauté internationale pour le XXI^e siècle. Cette déclaration a servi à préciser l'orientation et le rôle des Nations unies face aux problèmes liés à la paix et à la sécurité, au développement et à la pauvreté, à l'environnement, aux droits de l'homme et à la protection des populations vulnérables. L'intégration dans un cadre commun de la déclaration du Millénaire et des objectifs de développement internationaux définis dans les années 1990 lors d'autres grandes conférences et sommets internationaux des Nations unies a conduit à l'établissement des OMD. Composés de huit objectifs clés, ils doivent être atteints d'ici 2015.

Au cours des 13 années passées depuis l'établissement des OMD, des progrès sans précédent ont été accomplis dans de nombreux pays en ce qui concerne la réduction de la pauvreté et la réponse aux besoins humains fondamentaux. Pour certaines cibles spécifiques, le taux de pauvreté de la population a été divisé par deux et les objectifs en matière d'accès à une eau salubre ont été atteints. Cependant, les résultats sur la santé maternelle et infantile sont encore insuffisants.

Actions de la JICA en vue d'atteindre les OMD

Pour atteindre les OMD, la JICA mène des actions en intégrant les principes suivants.

● Philosophie de la JICA pour concrétiser les OMD — Sécurité humaine et OMD

Partout dans le monde, les initiatives prises en vue de la réalisation des OMD progressent. Mais les progrès accomplis ne sont pas tous du même ordre et de la même ampleur. Il convient d'accélérer les actions dans les régions et pour les domaines qui accusent du retard. De plus, le

changement climatique, la hausse des prix alimentaires et énergétiques, ainsi que les catastrophes naturelles exercent une menace significative sur la réalisation des OMD. Des actions doivent être prises pour faire face à ces risques. L'atteinte des OMD et de la paix et la stabilité sont des objectifs étroitement liés. C'est pourquoi il est nécessaire de prendre des mesures pour empêcher l'éclatement ou la résurgence des conflits afin d'établir la paix. Partout dans le monde, la dépendance mutuelle s'accroît. C'est pourquoi il est d'autant plus important d'apporter une aide attentive à la sécurité et à la sûreté de chaque individu plutôt qu'à celle d'un pays dans son ensemble. L'édification de sociétés et de cadres dans lesquels aucune catégorie de population n'est exclue sera fondamentale pour atteindre les OMD.

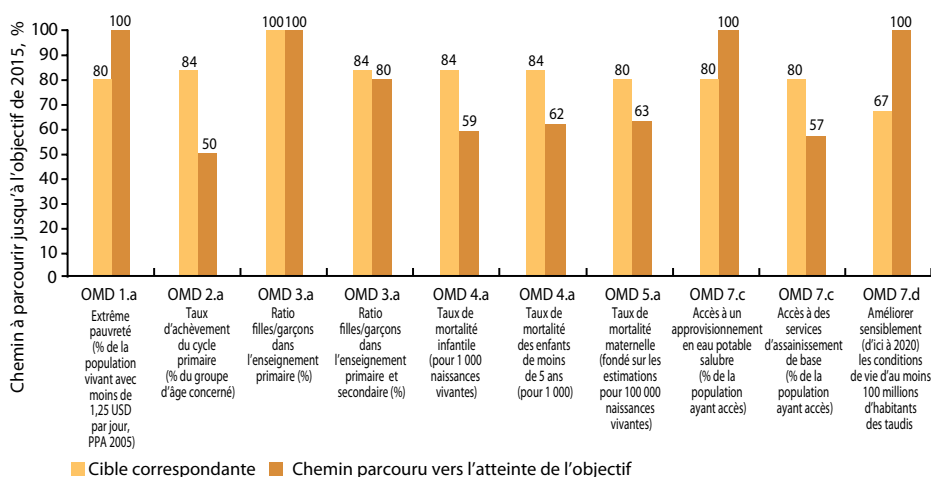
Le Japon a accumulé une grande expertise avec la modernisation et la revitalisation du pays après-guerre ainsi qu'avec la coopération apportée aux pays asiatiques. La JICA entend mettre à profit ces expériences tout en respectant l'appropriation des pays en développement. Par ailleurs, des leçons ont pu être tirées des programmes de réduction de la pauvreté par une croissance durable mis en œuvre avec succès en Asie. La JICA partage ces leçons avec de nombreux peuples, en Afrique et dans d'autres régions. La JICA va également renforcer les partenariats avec d'autres pays fournisseurs d'aide, notamment des pays émergents, des organisations internationales, la société civile, les entreprises du secteur privé et de nombreux autres acteurs. Dans un monde où les problèmes sont de plus en plus interconnectés, la JICA s'engage à assurer la sécurité des personnes.

● Transposer l'expérience asiatique à travers le monde — Réduction de la pauvreté par une croissance durable et inclusive

En Afrique, il est difficile de réduire la pauvreté en atteignant la croissance à cause de la petite taille des marchés des pays. À titre de comparaison, la croissance économique en Asie a joué un rôle majeur pour réduire la pauvreté.

Progrès au niveau mondial vers la réalisation des OMD

Pays en développement, pourcentage de l'ensemble des progrès à réaliser entre 1990 et 2015, atteint en 2010 ou 2011.



Source : Rapport de suivi mondial 2013, FMI

Le Japon a contribué à l'élaboration des politiques, au développement institutionnel et au développement des ressources humaines. De plus, le Japon participe à l'édification des bases socioéconomiques vitales pour les activités économiques. Ces actions ont permis au Japon de contribuer à une croissance durable en Asie. En appliquant ces mesures de manière unifiée, le Japon a encouragé le commerce et les investissements, développé les industries, augmenté la productivité et accompli des progrès dans d'autres domaines. Cela s'est traduit par une croissance du secteur privé qui a stimulé la croissance économique et la création d'emplois. La JICA entend déployer une aide adaptée aux conditions spécifiques de chaque pays tout en utilisant l'expérience acquise en Asie.

● Surmonter les difficultés pour atteindre les OMD — Faire face aux enjeux planétaires

La population mondiale a dépassé les 7 milliards d'habitants en 2011. Les problèmes liés à l'eau, la nourriture, l'énergie et à d'autres domaines deviennent de plus en plus graves. Le monde semble s'approcher de ses limites et le changement climatique, les catastrophes naturelles, les destructions environnementales, les conflits et d'autres problèmes l'y précipitent encore plus rapidement. Pour parvenir aux OMD et en maintenir les résultats, des actions doivent être prises pour s'attaquer à ces problèmes mondiaux et consolider la paix. Les mesures prises par la communauté internationale et les gouvernements individuels sont insuffisantes. Il convient de donner aux populations le pouvoir de faire face par eux-mêmes aux risques et chocs externes. En réponse aux risques liés aux OMD, la JICA utilisera une approche complète englobant les politiques et le renforcement des institutions pour les gouvernements nationaux et le renforcement des capacités des populations.

● Renforcer les partenariats de développement

Ces dernières années, les sources de l'aide au développement se sont diversifiées. La coopération Sud-Sud et triangulaire, la société civile et les entreprises du secteur privé sont fréquemment impliquées dans ces activités. L'un des moyens efficaces pour atteindre les OMD est d'accroître la qualité et l'échelle de l'aide au développement en approfondissant la collaboration entre ces participants. La coopération Sud-Sud permet de partager des connaissances sur la résolution des problèmes des pays en développement qui ont des environnements sociaux et économiques similaires. La coopération triangulaire implique la participation de pays donateurs afin d'associer du mieux possible les connaissances adaptées aux différents stades de développement de chaque pays. Cette coopération a fait l'objet d'une attention croissante

ces dernières années en tant que dispositif de coopération plus à même de renforcer les capacités d'une manière adaptée aux besoins des pays en développement. Depuis qu'elle a commencé la formation pour les pays tiers en 1975, la JICA a toujours été à la pointe dans le domaine de la coopération Sud-Sud et triangulaire.

Le rôle du secteur privé dans les activités de développement progresse avec l'augmentation des opérations et des investissements des entreprises privées dans les pays en développement. Les événements de ces dernières années ont une fois encore montré que la croissance économique est vitale pour réduire la pauvreté. C'est pourquoi l'APD doit plus que jamais endosser le rôle de catalyseur pour l'utilisation des capitaux et des acteurs du secteur privé, notamment en utilisant les activités des entreprises du secteur privé et en créant un environnement favorable pour les investissements. En outre, il est de plus en plus fréquent que la société civile et d'autres entités se substituent ou complètent les rôles de la JICA et d'autres organismes publics d'aide. La JICA entend améliorer l'efficacité de l'aide au développement en approfondissant la collaboration avec les entreprises du secteur privé, la société civile et d'autres acteurs.

● Après la réalisation des OMD — Contribuer à la création d'un cadre de développement pour l'après-2015

L'échéance fixée pour la réalisation des OMD sera atteinte dans moins de deux ans. La communauté internationale discute de manière approfondie du cadre de développement pour l'après-2015. Certains OMD ne seront pas atteints et de nouveaux problèmes devront être traités. Il faut donc établir de nouveaux objectifs tout en retenant la classification simple et facile à comprendre des OMD. Des discussions et des études sont menées partout dans le monde avec la participation de la société civile, des gouvernements et de personnalités reconnues.

Un consensus a été atteint sur la nécessité pour le cadre de développement de l'après-2015 de parvenir à un équilibre entre les trois éléments suivants : l'économie, la société et l'environnement. La réduction de la pauvreté était l'objectif central des OMD. Aujourd'hui, les cibles intègrent aussi des considérations environnementales et économiques (la croissance, l'emploi, etc.).

Des individus du monde entier vont continuer de discuter du cadre de développement pour l'après-2015. En tant que représentant du gouvernement japonais, la JICA mettra la sécurité et la sûreté des personnes au cœur de sa contribution. La JICA participera aux débats sur ce cadre en mettant l'accent sur la croissance inclusive et la résilience.

Les huit OMD



Réduire l'extrême pauvreté et la faim



Assurer l'éducation primaire pour tous



Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes



Réduire la mortalité infantile



Améliorer la santé maternelle



Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies



Assurer un environnement durable



Mettre en place un partenariat mondial pour le développement

Logos créés par l'organisme à but non lucratif Hottokenai Sekai no Mazushisa (Ne laissez pas ainsi la pauvreté dans le monde)



Indonésie : Le moindre espace vacant est utilisé par la population pour voyager à bord d'un train à la station de Manggarai sur une ligne de Jabodetabek. [Photo : Shinichi Kuno]



Kazunori Miura
Directeur général
Département
Infrastructure
économique

Message du directeur général

Développement de l'infrastructure économique

Soutien à l'établissement d'une base pour la construction de la nation et à l'atteinte d'un développement inclusif

Le département Infrastructure économique s'attache à bâtir la fondation économique d'un pays : la planification du développement urbain et régional et la construction d'infrastructures publiques. Par ailleurs, les activités du département couvrent aussi l'égalité des sexes, la réduction de la pauvreté et la consolidation de la paix, autant de thèmes centraux des OMD. Ce département doit donc traiter des thèmes fondamentaux régissant les activités de développement et il offre une aide efficace en travaillant en étroite collaboration avec tous les autres départements de la JICA.

Le département Infrastructure économique assure une aide dans les domaines du développement urbain et régional, du transport, et de l'information et des communications. Nous cherchons à contribuer à la croissance économique durable des pays en développement, l'un des objectifs fixés par le plan à moyen terme de la JICA.

Voici quelques exemples des activités que nous avons menées lors de l'exercice 2012. Nous avons formulé un plan d'urbanisme pour le développement de la zone métropolitaine de Rangoun, au Myanmar, où la démocratisation du pays entraîne une urbanisation rapide. Le plan permettra à la ville de se diriger vers un développement durable. En Afghanistan, nous avons participé au développement de la zone métropolitaine de Kaboul, où les fonctions urbaines ne suivent pas le rythme de la croissance démographique, par le développement des ressources humaines et l'amélioration des infrastructures. En Afrique, nous avons contribué à l'établissement de corridors économiques qui relient les pays enclavés aux pays côtiers.

Notre priorité est la fourniture d'une aide efficace à travers des partenariats avec le secteur privé. Afin de créer un environnement favorable pour les affaires, nous commençons par apporter une aide à l'élaboration de politiques et au renforcement des institutions au niveau des infrastructures telles que les routes, les ponts, les voies ferrées, les aéroports, les ports, les TIC, etc. Puis nous offrons une coopération pour la formation des personnes qui assurent l'exploitation et la maintenance de

ces installations. Des plans d'amélioration de ces installations financés par l'APD japonaise sont également formulés. Cette approche qui encourage les investissements du secteur privé est adoptée avec enthousiasme pour la région de l'ANASE, l'Amérique Centrale et du Sud, l'Afrique, etc.

L'égalité des sexes et la réduction de la pauvreté sont des thèmes majeurs de tous les programmes de la JICA. Nos activités couvrent : l'établissement de politiques et d'institutions pour la prise en compte des sexospécificités ; l'autonomisation des femmes ; l'inclusion financière des personnes pauvres, etc. Le département collecte et analyse également des informations sur l'égalité des sexes et la pauvreté dans divers pays afin d'apporter des suggestions utiles pour chaque projet de la JICA.

Afin de réduire la pauvreté et les disparités sociales, qui sont souvent des causes sous-jacentes de conflits, nos opérations de consolidation de la paix adoptent une approche multisectorielle : formation professionnelle et développement agricole pour créer des emplois, modernisation des infrastructures, renforcement des fonctions de gouvernance de l'État, etc.

Lors de l'exercice 2013, en réponse à la signature de l'accord-cadre sur le processus de paix à Mindanao, en octobre 2012, nous entamons une aide à grande échelle pour la consolidation de la paix et le rétablissement de la région des Philippines affectée par le conflit. Au Myanmar, où la démocratie prend racine, nous déployons une coopération plus complète. De plus, nous avons l'intention d'intensifier nos efforts sur les partenariats public-privé et sur la préparation de l'après-OMD.

Égalité des sexes et développement

— Mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Le genre, qui s'inscrit dans un contexte socio-culturel donné, peut se rapporter aux rôles assignés aux hommes et aux femmes ainsi qu'à leurs relations réciproques. À l'échelle mondiale, la probabilité d'être en situation de désavantage sur le plan social, politique et économique est bien plus forte pour les femmes que pour les hommes. C'est pourquoi l'un des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) définis par les Nations unies est « l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

La JICA promeut la « prise en compte des sexospécificités », une approche globale qui permet d'intégrer une perspective de genre à tous les stades (planification, élaboration, mise en œuvre, suivi et évaluation) des politiques, programmes et projets, afin de mettre en évidence les problèmes de développement liés au genre, les besoins et les impacts.

● Situation générale

La prise en compte des sexospécificités a pour objectif ultime de parvenir à « l'égalité des sexes »* dans tous les domaines de la société. Ce processus permet d'identifier les problèmes et besoins de développement propres à chaque sexe, l'impact sur les hommes et les femmes des politiques, programmes et projets de développement, et ce à tous les stades (planification, mise en œuvre, suivi et évaluation), en partant du principe que ces politiques, programmes et projets n'ont pas le même impact sur la population féminine et sur la population masculine.

Le plus souvent, la notion de genre relève de représentations inconscientes liées à la sensibilité, à la culture, aux traditions et aux coutumes des pays concernés. Ces représentations influent sur les politiques, les systèmes et les organisations. Il est donc essentiel de soutenir des institutions nationales (agences, mécanismes et organisations nationales luttant pour l'égalité des sexes) comme le ministère des Affaires féminines, pour veiller à ce que les politiques et les systèmes des pays partenaires intègrent une perspective sexospécifique.

Or, la plupart du temps, les statistiques, données et indicateurs ne sont pas ventilés par sexe. Si l'on introduit la dimension de genre sans avoir une compréhension suffisante de la société de la région ciblée, on risque même d'obtenir le contraire de ce que l'on souhaite et d'accentuer les disparités entre les sexes. Il est donc essentiel de collecter et d'analyser en profondeur les données de base nécessaires à l'élaboration des plans et des projets en fonction du sexe, de l'âge, de l'appartenance ethnique et religieuse, et de former des ressources humaines qui partagent cette perspective.

De plus, pour faire progresser la prise en compte des sexospécificités, il importe non seulement d'encourager l'autonomisation des femmes, mais aussi d'élargir les actions à un plus vaste public. Sans cela, on risque de ne pas atteindre les objectifs visés. En effet, il faut également changer la perception des hommes, des décideurs et des personnes socialement influentes telles que les responsables administratifs, les enseignants, les hommes politiques et les chefs religieux. En d'autres termes, il faut réformer les structures sociales et les systèmes qui entourent les femmes. Il convient de réexaminer les domaines et les projets qui, a priori, ne semblent pas devoir intégrer une perspective sexospécifique, et apporter une aide fondée sur les rôles distincts assignés aux hommes et aux

femmes. Par exemple, on peut envisager de développer du matériel agricole adapté à la morphologie et aux capacités physiques des femmes, responsables de la majeure partie des travaux agricoles. Un autre exemple serait d'encourager la participation des femmes dans les organisations chargées de contrôler la qualité de l'eau.

● Actions de la JICA

Attentive depuis des années aux questions sexospécifiques, la JICA a développé une stratégie de base pour mettre en œuvre des projets intégrant une perspective de genre. Elle a également mis en place un cadre organisationnel pour la prise en compte des sexospécificités.

Les efforts d'aide portent sur le renforcement de la capacité organisationnelle, et sur l'élaboration de politiques et de systèmes favorisant l'égalité des sexes au Cambodge et au Népal, via un appui aux institutions nationales. Pour promouvoir l'autonomisation des femmes, la JICA est active dans de nombreux domaines, notamment l'éducation des femmes, l'amélioration de la santé maternelle et infantile et l'aide aux chefs d'entreprise féminins.

Ces projets font en sorte que la prise en compte de la perspective de genre se traduise par des actions et des résultats concrets. Dans le secteur forestier en Inde, qui emploie des femmes, une aide supplémentaire destinée à augmenter leurs revenus leur permet d'acheter du combustible au lieu d'avoir à couper de jeunes arbres pour obtenir du bois de feu. À travers le projet d'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP) au Kenya, la JICA concentre son attention sur le rôle joué par les femmes dans les activités agricoles. Ce projet assure aux hommes et aux femmes une participation à parts égales aux divers travaux agricoles et des activités éducatives destinées aux deux sexes sont organisées sur des questions sexospécifiques.

Ces dernières années, la nécessité de faire face à de nouveaux problèmes de développement liés au genre, tels que la traite des êtres

* Selon les « Lignes directrices du CAD pour l'égalité homme-femme et le renforcement du pouvoir des femmes dans le cadre de la coopération pour le développement » publiées par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, « L'égalité homme-femme n'implique pas que les hommes et les femmes deviennent identiques, mais qu'ils aient des possibilités et des chances égales dans l'existence. L'importance accordée à l'égalité homme-femme et au renforcement du pouvoir des femmes ne présuppose pas un modèle particulier d'égalité homme-femme pour toutes les sociétés et cultures, mais traduit le souci de donner aux hommes et aux femmes des chances égales de choisir ce qu'il faut entendre par égalité homme-femme et de leur permettre d'y travailler de façon concertée. En raison des disparités existantes, l'égalité de traitement des hommes et des femmes ne constitue pas une stratégie suffisante pour garantir l'égalité homme-femme. »

humains et d'autres formes de violence sexiste, est de plus en plus reconnue. La traite des personnes est un crime grave et une violation majeure des droits humains ; elle inflige aux victimes, pour l'essentiel des femmes et des enfants – mais parfois aussi des hommes – d'importantes souffrances physiques et émotionnelles. Il est donc impératif d'apporter une réponse rapide et adéquate à ce problème, non seulement pour des raisons humanitaires, mais aussi pour combattre le crime organisé à l'échelle internationale. En 2009, la JICA a commencé un projet en Thaïlande destiné à renforcer les capacités des organisations et du personnel luttant contre le trafic d'êtres humains. La JICA a commencé

deux nouveaux projets au Myanmar et au Vietnam pour renforcer les mesures régionales de lutte contre le trafic d'êtres humains dans la région du Mékong en se basant sur les expériences en Thaïlande.

Au Nicaragua, la criminalité grave progresse et les risques sociaux rencontrés par la jeunesse de ce pays posent des problèmes sérieux. On déplore également une augmentation des violences conjugales et des abus sexuels. Afin d'atténuer ces risques sociaux, un projet de la JICA vise désormais à développer un réseau de services intégrés pour prévenir et surveiller les risques sociaux et répondre efficacement aux besoins des communautés et des familles.

Étude de cas

Cambodge

Projet de coopération technique pour la prise en compte des sexospécificités (phase 2)

Renforcement des capacités des institutions nationales en appui à l'autonomisation économique des femmes

La guerre civile qui a déchiré le Cambodge pendant plus de 25 ans a occasionné des pertes colossales en vies humaines. Les femmes ont joué un rôle important pour le rétablissement et le développement du pays, car la population masculine de plus de 40 ans était bien plus faible que la population féminine du même âge en raison du conflit. Cependant, les femmes ont un statut économique et social moindre que celui des hommes, et de nombreux foyers dont une femme est chef de ménage sont contraints de vivre dans la pauvreté. Pour mettre fin à ces discriminations contre les femmes et créer une société juste et équitable, le gouvernement cambodgien a créé le ministère des Affaires féminines (MAF) en 1996 afin de promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

Depuis l'établissement du MAF, la JICA a envoyé des experts au ministère pour soutenir ses actions prioritaires. Cela comprend une activité de conseil auprès des ministères pour la prise en compte des sexospécificités et la promotion de la collaboration et de la coopération avec les ministères concernés. Le projet de coopération technique baptisé « Projet de prise en compte des sexospécificités et de développement des politiques par l'amélioration des capacités d'information et de recherche » a été mis en œuvre de 2003 à 2008. Ce projet était centré sur le développement des capacités du personnel du MAF pour la collecte de données et les enquêtes ; l'élaboration et la mise en œuvre des mesures ; et sur la surveillance et

l'évaluation. Par ailleurs, à travers la réalisation de projets pilotes dans la province de Kampong Cham, des recommandations visant à intégrer une perspective sexospécifique dans les politiques sectorielles de chaque ministère concerné ont été préparées et un mécanisme efficace pour l'intégration des politiques de genre a été formulé.

Un autre projet de coopération technique intitulé « Projet pour la prise en compte des sexospécificités, phase 2 » (2010-2015) prévoit un soutien technique pour établir fermement le mécanisme créé durant la phase précédente pour la prise en compte des sexospécificités au sein du gouvernement. Un autre objectif consiste à élaborer un système opérationnel efficace pour

la mise en œuvre des activités d'autonomisation des femmes par les ministères partenaires (aux niveaux central et local) coordonnées par le MAF. Dans le cadre de ces activités, deux projets pilotes liés à la production agricole et à la transformation agroalimentaire pour le renforcement des capacités des acteurs concernés ont été inclus afin de promouvoir la prise en compte des sexospécificités dans chaque organisme. On observe de nombreux effets positifs au niveau des bénéficiaires grâce à la mise en œuvre de ces activités. Cela comprend une baisse des montants des prêts pour les intrants agricoles ; une meilleure gestion des dépenses imprévues liées à l'éducation des enfants ou aux soins de santé ; un recul des violences domestiques ; une baisse du travail saisonnier ; une progression de la participation aux prises de décisions ; une meilleure harmonie au sein des familles. À travers les efforts constants déployés par ce projet, on espère que les capacités des fonctionnaires du MAF et des ministères concernés au niveau central seront renforcées grâce au retour du terrain. En se basant sur l'expérience du projet, des lignes directrices complètes sur l'autonomisation des femmes seront élaborées à la fin des projets.



La ministre des Affaires féminines (au centre droit de la photo) observe les activités du projet pilote de transformation agricole.



Une femme apprend les techniques d'élevage des poulets dans le cadre d'un projet pilote sur la production agricole.

Réduction de la pauvreté

— Appui au renforcement des capacités fondamentales des populations pauvres



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Dans les pays en développement, la part des pauvres dans la population a reculé, passant de 41,7 % en 1990 à 24 % en 2008. Ce progrès s'explique en partie par le développement économique de l'Asie. Toujours est-il que presque la moitié de la population d'Afrique subsaharienne continue de souffrir d'une pauvreté extrême. De plus, la hausse des prix alimentaires et la crise financière survenues récemment font craindre une augmentation du nombre d'individus risquant de basculer dans la pauvreté.

Afin de promouvoir sa vision d'un « développement inclusif et dynamique », la JICA a fait de « la réduction de la pauvreté par une croissance équitable » l'une de ses quatre stratégies. La JICA déploie une aide pour le développement des ressources humaines, le renforcement des capacités, l'amélioration des politiques et des institutions ainsi que pour l'établissement d'infrastructures économiques et sociales dans les pays en développement.

● Situation générale

La pauvreté est un problème qui ne peut être ignoré dans la perspective de la « sécurité humaine », comme le souligne la Charte de l'APD du Japon. Selon les estimations, plus de 1,4 milliard d'individus dans le monde vivent au-dessous du seuil de pauvreté de 1,25 USD par jour.

De plus, les catastrophes naturelles, la destruction de l'environnement et d'autres facteurs compromettent sérieusement le maintien des moyens d'existence traditionnels. Certaines populations sont donc extrêmement vulnérables face à la pauvreté. Des problèmes comme la maladie, le chômage, l'absence d'éducation et la discrimination sociale s'influencent mutuellement. La situation d'un individu happé par ce cercle vicieux s'aggrave. Le problème de départ suscite d'autres problèmes et il devient encore plus difficile de s'arracher à la pauvreté. Ce phénomène, parfois désigné par le terme de « piège de la pauvreté » est l'un des enjeux urgents à prendre en compte dans les efforts de réduction de la pauvreté. Éluder les problèmes de pauvreté et de vulnérabilité risque de creuser l'écart entre les riches et les pauvres et d'intensifier la compétition pour l'obtention des ressources, au détriment de la stabilité sociale.

Ces dernières années, il est devenu évident que l'état de pauvreté résulte d'un manque important de capacités dans les domaines suivants : capacité d'accès à des moyens d'existence stables et durables (1. capacités économiques) ; capacité d'être en bonne santé, de bénéficier d'une

instruction de base et de vivre dans un environnement sain (2. capacités humaines) ; capacités d'affronter les différents facteurs qui menacent la vie humaine (3. capacités défensives) ; et capacité de prendre part à une vie sociale dans laquelle le respect – de sa personne, de sa culture et de ses coutumes – est assuré (4. capacités politiques et 5. socio-culturelles).

● Actions de la JICA

Afin de contribuer à une croissance équitable et à une réduction durable de la pauvreté, la JICA entend permettre à chaque personne en situation de pauvreté de pouvoir en sortir en renforçant ses capacités dans les cinq domaines précédemment cités. L'Agence veille également à la mise en place des environnements qui leur permettent d'exploiter ces capacités. Concrètement, l'action de la JICA porte à la fois sur :



Des habitants construisent une route communautaire (Timor-Est)

La construction de routes permet aux populations d'avoir accès aux cliniques, aux écoles, aux marchés et à d'autres lieux. De plus, la participation des habitants à la construction favorise le sentiment d'appropriation et améliore la maintenance des routes.

1) la mise en œuvre de « mesures de lutte contre la pauvreté » pour venir en aide directement aux pauvres ; et 2) la « prise en compte de la pauvreté » par l'intégration d'approches créatives dans les projets afin d'améliorer la situation des pauvres en maximisant les bénéfices générés par les projets à leur intention.

À cette fin, la JICA rassemble des informations sur le type de population qui souffre de la pauvreté et sur sa localisation (le ciblage) et adopte des méthodes efficaces pour réduire la pauvreté. De plus, la JICA s'attache à améliorer la compréhension par les différentes parties prenantes de méthodes innovantes en organisant des programmes de

formation et des réunions d'étude. L'objectif est de permettre aux pauvres qui vivent d'un revenu irrégulier de pourvoir chaque mois à leurs dépenses récurrentes de santé, d'éducation et d'alimentation. Ces réunions couvrent des sujets tels que : la « microfinance », qui fournit des services d'épargne et de prêts modiques ; le « transfert conditionnel de liquidités », par lequel le gouvernement vise à redistribuer des revenus en versant directement de l'argent ou son équivalent à des individus ou des ménages à condition qu'ils remplissent certaines obligations ; et les « techniques à haute intensité de main d'œuvre » qui peuvent générer des emplois à court terme pour les pauvres.

Étude de cas Initiatives pour la microfinance

Alliance entre le Japon et le CGAP pour l'inclusion financière

Pour les pauvres ayant une vie instable, l'accès à la microfinance et à d'autres types de services financiers officiels est vital pour améliorer leur vie. Pour contribuer à la réduction de la pauvreté par l'amélioration de l'accès aux services financiers, la JICA soutient la microfinance par la coopération technique, les prêts d'APD et d'autres mesures. Afin de mener à bien ces activités, la JICA renforce ses liens avec le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP), un organisme international en faveur de l'inclusion financière.

Près de 2,5 milliards de personnes en âge de travailler dans le monde n'ont pas accès à un compte bancaire ou à d'autres services financiers officiels. De plus, 77 % des pauvres n'ont pas accès à des services financiers. Cela constitue un obstacle sérieux à une croissance économique durable et à la réduction de la pauvreté.

Lors de conférences internationales comme celles de l'APEC ou du G20, il y a eu de nombreux débats ces dernières années sur l'inclusion financière et la possibilité pour tous d'avoir accès à des services financiers de haute qualité, pratiques et abordables. La microfinance est considérée comme un outil efficace pour permettre aux pauvres de devenir autonomes sur le plan économique en leur donnant accès à des services financiers.

Le CGAP joue un rôle central dans le débat international sur l'inclusion financière. C'est un organisme international de recherche et d'élaboration de politiques visant à accroître l'accès à la finance des populations pauvres partout dans le monde. Le CGAP élabore et diffuse les meilleures pratiques, fixe des normes et fournit les outils techniques pour encourager le développement de la microfinance. Vous trouverez plus d'informations sur ses activités sur le site internet du CGAP (<http://www.cgap.org/>).

Plus de 30 pays, agences de développement et fondations privées participent au CGAP. Le Japon y prend part depuis 1997 et le gouvernement japonais, à travers le ministère des Finances, effectue chaque année une contribution au CGAP depuis 2000. La JICA sert de centre de liaison du CGAP au Japon. En juillet 2012, Kazuto Tsuji, conseiller senior invité de la JICA (et professeur à l'université de Saitama), a été élu membre du comité exécutif du CGAP avant d'être nommé président du comité en juillet 2013.

En mars 2013, le ministère des Finances et la JICA, avec le soutien du ministère des Affaires étrangères, ont organisé un séminaire CGAP sur la microfinance. Tilman Ehrbeck (PDG du CGAP) et

Vijay Mahajan (alors président du comité exécutif du CGAP) ont été invités au Japon. M. Mahajan est le fondateur et président de BASIX, une importante institution de microfinance en Inde. Au cours du séminaire, plusieurs points relatifs à la situation actuelle des pays en développement ont été évoqués. Ces points comprenaient les évolutions récentes de la microfinance, le potentiel de la microfinance pour atténuer la pauvreté, plusieurs problèmes liés à l'accès des pauvres aux services financiers, les efforts innovants du CGAP pour surmonter ces défis, et la coopération entre le CGAP et le Japon, notamment la JICA. Les débats animés entre les plus de 100 participants ont montré le vif intérêt du public pour l'inclusion financière et l'événement a fait l'objet d'une bonne couverture médiatique.

Le séminaire sur la microfinance n'est qu'un exemple parmi les nombreuses formes de

coopération entre le CGAP et le Japon, notamment la JICA. Les efforts pionniers du CGAP pour la microfinance et l'inclusion financière, notamment pour la recherche, les recommandations politiques et l'établissement de normes, sont mis à profit avec efficacité dans la coopération de la JICA. La JICA partage également avec le CGAP ses études de base sur les besoins financiers des pauvres et les résultats des projets pour améliorer l'accès des ménages pauvres et des micro et petites entreprises aux services financiers. De plus, la JICA contribue activement aux discussions du CGAP sur plusieurs thèmes liés à l'inclusion financière et à la formulation de politiques.

La JICA et le CGAP continueront d'échanger et d'utiliser leurs connaissances pour promouvoir l'inclusion financière dans les pays en développement.



Le président du CGAP, Tilman Ehrbeck (avec Vijay Mahajan sur la gauche)

Consolidation de la paix

— Consolidation de la paix pour prévenir la résurgence des conflits



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Dossier spécial Objectifs et aperçu des programmes

Initiatives concrètes

Modalités de la coopération

Opérations, gestion et évaluation

Données chiffrées et informations

La plupart des conflits sont des guerres civiles qui éclatent dans le monde en développement, et plus particulièrement dans les pays et les régions les plus pauvres. Dans ce type de conflit, les combattants, mais aussi les citoyens ordinaires et les enfants deviennent à la fois auteurs et victimes de violences. L'impact sur la vie des populations est donc considérable, même après la fin du conflit.

Dans le but de promouvoir la paix et de prévenir les conflits et leur résurgence, la JICA mène des actions concertées pour reconstruire le capital social et soutenir la reprise de l'économie, afin de contribuer à corriger les disparités — qui sont l'une des causes des conflits — et de favoriser l'égalité des chances. Elle s'emploie également à restaurer les systèmes et les fonctions des États et à renforcer la sécurité.

● Situation générale

Dans le monde d'aujourd'hui, la grande majorité des conflits sont des guerres civiles survenant dans des pays en développement qui comptent pour la plupart parmi les moins favorisés du point de vue économique. Alors que les citoyens ordinaires sont de plus en plus nombreux à être victimes de conflits, la frontière entre combattants et civils se fait plus floue et les cas où les citoyens ordinaires, voire les enfants, deviennent auteurs de violences sont de plus en plus fréquents.

Les conflits détruisent non seulement les infrastructures sociales et physiques fondamentales aux moyens de subsistance de la population, mais ils défont les liens qui unissent la société et ils exacerbent la méfiance et la haine. Ils provoquent la destruction et laissent souvent un

sentiment d'amertume lors de la reconstruction. Selon certaines statistiques, dans les cinq ans qui suivent la signature d'un accord de paix ou de cessez-le-feu, 44 % des pays retournent à l'état de guerre (Banque mondiale, 2003).

La consolidation de la paix nécessite une approche globale qui intègre trois perspectives : militaire, politique et socioéconomique. Les moyens politiques et militaires, comme la diplomatie préventive, constituent des facteurs essentiels pour la prévention et la résolution des conflits ainsi que pour la consolidation de la paix. L'aide au développement joue également un rôle de plus en plus important, car elle atténue les disparités économiques ainsi que d'autres facteurs susceptibles de provoquer des conflits et favorise l'égalité des chances.

Étude de cas Côte d'Ivoire Soutien au développement du Grand Abidjan pour promouvoir la paix et la stabilité

Projet de développement d'un plan d'urbanisme et projet de renforcement des communautés pour la promotion de la cohésion sociale dans le Grand Abidjan

Abidjan, la capitale économique de la Côte d'Ivoire connaît de nombreux problèmes allant de la pauvreté au manque d'infrastructures de base. La JICA apporte une aide pour le développement d'un plan d'urbanisme visant à restaurer les fonctions urbaines.

La République de Côte d'Ivoire a enregistré une croissance économique remarquable, de 8 % par an en moyenne, après son indépendance en 1960 et jusque dans les années 1970. On parlait à l'époque de « miracle ivoirien ».

Abidjan a prospéré et la ville a acquis la réputation d'être le « Paris de l'Afrique occidentale ». Mais après le coup d'État de 1999, des troubles politiques et économiques ont divisé le pays en deux. Ainsi, cette ville autrefois si belle est devenue une gigantesque zone de pauvreté. Il y a un manque d'infrastructures de base telles que les écoles, les centres de santé, les routes ou les installations de drainage. Un problème encore plus grave est venu s'ajouter à cela, des confrontations entre les régions et les partis politiques ont provoqué une situation instable qui a duré plus de dix ans. De plus, le marché du travail restreint n'est pas en mesure d'accueillir les jeunes travailleurs, les anciens militants et les rapatriés. Abidjan est la

capitale économique de la Côte d'Ivoire et, à ce titre, elle est vitale pour le rétablissement et la croissance de l'ensemble de l'économie de l'Afrique occidentale. La JICA soutient le développement d'un plan d'urbanisme pour mettre fin à la longue période de stagnation, restaurer les fonctions urbaines et commencer rapidement les activités de développement en mettant à profit les technologies et l'expérience japonaises en matière d'urbanisme.



Un embouteillage dans la commune du Plateau, au centre d'Abidjan, le soir.

Il est par ailleurs indispensable de s'attaquer au problème de l'instabilité sociale. Dans le cadre de l'aide d'urgence dans ce domaine, la JICA est active dans deux communes (Abobo et Yopougon) les plus touchées par le conflit. La JICA a l'intention de promouvoir la cohésion sociale en réhabilitant les infrastructures sociales de base, en créant des emplois et en renforçant les capacités des employés municipaux par la mise en œuvre de projets.



Ce marché d'Alepe s'est installé de manière spontanée à la périphérie d'Abidjan.

● Actions de la JICA

La JICA s'attache à prévenir le déclenchement ou la récurrence des conflits armés en prenant en compte la nécessité de prévenir les conflits et de renforcer l'impact positif des projets. L'Agence intervient durant les conflits et juste après pour aider la population à surmonter certaines difficultés et pour contribuer à créer des conditions favorisant un développement stable à moyen et long terme. La JICA soutient plus particulièrement 1) la reconstruction du capital social, 2) la reprise économique, 3) la reconstruction du système de gouvernance, et 4) le renforcement de la sécurité.

Ces dernières années, la JICA a concentré son aide sur la progression du processus de paix par l'utilisation de projets de développement qui commencent dès le stade de la reconstruction, durant ou immédiatement après le conflit. On peut notamment citer le soutien au processus de paix entre le gouvernement des Philippines et le Front moro islamique de libération (FMIL). Le FMIL mène une lutte armée pour l'indépendance au centre et à l'ouest de la région de Mindanao (exigence modifiée par la suite pour un statut laissant une très large autonomie à la région). À travers son aide, la JICA a mis en œuvre un programme de développement socioéconomique (surnommé J-BIRD) qui a commencé avant même la signature de l'accord de paix. La JICA a également envoyé des membres de son personnel au sein de l'équipe de surveillance

internationale à Mindanao. En octobre 2012, le gouvernement philippin et le FMIL ont signé un accord-cadre sur Bangsamoro. La JICA entend poursuivre son aide pour la signature de l'accord de paix global. La JICA contribuera également à l'établissement du gouvernement de Bangsamoro, une nouvelle entité politique qui sera active en 2016, ainsi qu'à un développement durable pour la stabilité de la région.

De plus, la JICA passe en revue les expériences des projets passés et partage les résultats compilés lors de conférences internationales. L'objectif est d'identifier les enseignements pouvant être utilisés pour mener des projets qui améliorent efficacement les moyens de subsistance et créent des emplois pour les résidents des régions et pays en situation de post-conflit.

Pour aller plus loin, la JICA accumulera des connaissances et renforcera son aide dans les pays et régions affectés par un conflit. À l'avenir, la JICA entend renforcer ses initiatives dans le domaine de la consolidation de la paix, notamment par le développement des ressources humaines pour constituer les équipes d'experts qui participeront à ce processus.

Étude de cas Soutien aux minorités ethniques au Myanmar

Développement régional intégré pour la promotion de la paix

Des conflits ont éclaté durant de longues années dans les zones frontalières du Myanmar et de nombreuses minorités ethniques ont été contraintes de fuir leur foyer. Par conséquent, ces populations sont devenues des déplacés internes (DI) ou des réfugiés en Thaïlande et dans d'autres pays. La JICA apporte une aide pour encourager le retour de la paix.

Le Myanmar aurait plus de 100 minorités ethniques. Dans les sept États qui jouxtent la Thaïlande, le Bangladesh, l'Inde et la Chine, les minorités sont plus nombreuses que les Birmans. Des conflits répétés ont éclaté entre le gouvernement central et des groupes ethniques armés dans ces régions frontalières. Ces conflits armés ont contraint un grand nombre de personnes à fuir leur foyer et à devenir des DI ou des réfugiés en Thaïlande et dans d'autres pays.

Après l'établissement d'un nouveau gouvernement en 2011, le Myanmar a signé des accords de cessez-le-feu avec 11 groupes majeurs représentant des minorités ethniques. Le gouvernement poursuit le dialogue avec ces groupes et espère atteindre un accord de paix. En février 2013, la JICA a commencé l'étude préparatoire sur le développement régional intégré pour les minorités ethniques du sud-est du Myanmar dans les États Karen et Mon, qui font partie de la région contrôlée par les groupes ethniques ayant signé un cessez-le-feu. Dans cette région, un accord de cessez-le-feu a été signé avec l'Union nationale karen, le principal groupe armé au Myanmar, pour la première fois en 63 ans. L'objectif de la JICA est de fournir une aide pour le développement économique et social afin de promouvoir les actions en faveur de la paix.

Près de 140 000 personnes vivent dans des camps de réfugiés le long de la frontière entre le Myanmar et la Thaïlande. De plus, certaines études indiquent qu'il y aurait des centaines de milliers de DI

dans d'autres régions du pays. Toutes ces personnes se trouvent dans une situation instable, dépourvus de terre ou de cadre de vie de base. La JICA déploie une aide pour permettre aux réfugiés et aux DI de rentrer chez eux et de se (ré)installer de manière durable. Dans une perspective de court terme, les activités comprendront le développement d'infrastructures de base telles que les systèmes d'approvisionnement en eau, la réhabilitation des routes et des écoles ainsi que la création d'opportunités d'emploi. Pour parvenir à la stabilité à plus long terme, la JICA travaillera avec le gouvernement du Myanmar et les minorités ethniques, notamment les rapatriés et les DI, pour développer une vision et des objectifs globaux de développement régional sur une échelle de 10 à 20 ans.

Le but de ces activités de développement socioéconomique est de parvenir à un développement régional tout en établissant la confiance à différents



Dans une zone où un accord de cessez-le-feu a été signé, M. Hashimoto explique que le gouvernement du Myanmar et les groupes armés issus des minorités ethniques vont coopérer pour apporter une aide visant à améliorer la vie des habitants de la région.

niveaux entre les populations et les institutions gouvernementales de ces régions. La JICA souhaite que ces programmes deviennent des modèles pour les activités de développement dans les États où vivent d'autres minorités ethniques.

L'avis de notre expert

Consultant en chef, mission d'étude de la JICA Tsuyoshi Hashimoto

Cette étude revêt une importance particulière, car c'est la première fois qu'une activité de coopération pour le développement couvre une zone si large. Je crois que ce programme de développement deviendra un modèle pour les activités de développement auprès d'autres minorités, que ce soit en termes de contenu ou de système de mise en œuvre. Je souhaite parvenir à des résultats concrets applicables à l'ensemble du Myanmar.



La mission d'étude recueille des informations sur les conditions de vie de la population vivant sur les sites où une réinstallation est envisagée. (Photo : Akinori Sato)

Développement de l'infrastructure économique

— Des infrastructures à la hauteur des espoirs des populations



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Les infrastructures contribuent à l'amélioration durable de la qualité de vie en soutenant la croissance économique d'un pays ou d'une région et en redistribuant les richesses. Dans l'ère de mondialisation actuelle, les pays à faible revenu doivent aussi intégrer le réseau des infrastructures mondiales, notamment en construisant des routes, des ports et des aéroports. Une fois qu'ils ont rejoint les rangs des pays à revenu intermédiaire, ces pays doivent construire des infrastructures encore plus onéreuses du fait de l'urbanisation, de la modernisation, de l'industrialisation et d'autres formes de progrès. Cela se traduit par une demande massive de projets d'infrastructure.

La JICA fournit une aide pour des besoins d'infrastructures différents à chaque stade de la croissance économique. Elle le fait d'abord en préparant des plans de développement urbains et régionaux qui intègrent des études pour déterminer les systèmes sociaux et les cadres institutionnels les plus adaptés. Les infrastructures de transport, les réseaux d'information et de communication et d'autres projets sont ensuite mis en œuvre en se basant sur ces plans. La JICA assure également une coopération pour le renforcement des organisations et la formation du personnel nécessaire à la maintenance et à l'exploitation de ces infrastructures.

Développement urbain et régional

● Situation générale

La population mondiale est actuellement estimée à 7 milliards d'individus. Dans les pays en développement, la population urbaine a progressé de 680 millions en 1970 à 2,6 milliards en 2010. D'ici 2030, environ 80 % de la population urbaine mondiale devraient se concentrer dans les pays en développement. La croissance des zones urbaines est vitale pour le développement économique d'un pays. Cependant, les grandes villes des pays en développement ne sont pas en mesure de fournir assez de logements, d'infrastructures et d'agences pour l'emploi en proportion de l'afflux rapide d'individus qui viennent chercher un travail. Par conséquent, de nombreuses personnes sont contraintes de vivre avec des revenus instables et dans des milieux de vie dégradés. En outre, la croissance des populations urbaines engendre de la pollution due aux embouteillages et au volume important de déchets ménagers, une dégradation de la sécurité publique, et de nombreux autres problèmes liés à l'urbanisation dont l'intensité et la complexité s'accroissent chaque année.

● Actions de la JICA

Dans les années d'après-guerre, le Japon a lui aussi connu, à un rythme sans précédent, une urbanisation qui a engendré plusieurs problèmes. Afin de les résoudre, le Japon a construit des infrastructures et des logements tout en établissant les normes nécessaires à un développement urbain sain. Le pays s'est également concentré sur le développement de nouvelles technologies afin de réduire la pollution et stimuler la productivité. En outre, le Japon a rapidement pris des mesures pour la préparation aux catastrophes et le rétablissement afin de réduire les risques associés aux séismes, aux typhons et aux autres catastrophes naturelles. La JICA tire parti de l'expérience et des technologies japonaises en matière d'urbanisation afin de soutenir le développement urbain et régional des pays en développement dans les six secteurs suivants.

1. Établir une infrastructure de base qui contribue aux activités économiques
2. Construire des logements de qualité
3. Construire des zones urbaines sobres en carbone
4. Construire des zones urbaines aptes à résister aux catastrophes naturelles
5. Établir des systèmes de gestion urbaine sains
6. Revitaliser les zones urbaines

Un développement urbain inclusif et dynamique

La JICA apporte une aide pour la création de villes pouvant générer un cycle vertueux de croissance économique et de réduction de la pauvreté. Ses activités sont basées sur des réponses rapides s'appuyant sur une perspective de moyen à long terme afin de résoudre les problèmes rencontrés par les zones urbaines dans l'ensemble des pays en développement. La JICA est guidée par la vision d'un « développement urbain inclusif et dynamique » et elle place la priorité sur les projets de développement auxquels l'ensemble de la population peut participer.

Une aide globale allant de la création de concepts de développement à la formation des ressources humaines

La JICA s'engage à prendre en compte les divers besoins liés au développement urbain et régional des pays en développement. Répondre à ces besoins nécessite une aide à divers stades, notamment pour la préparation de plans de développement, la mise en œuvre de programmes de développement conformes à ces plans, ainsi que pour l'exploitation et la maintenance des installations construites. Pour réaliser ces processus de manière autonome, les capacités des organisations et des populations participant à la mise en œuvre des plans de développement urbains et régionaux doivent être renforcées, les systèmes juridiques nécessaires doivent être améliorés, et d'autres mesures doivent être prises. La JICA utilise plusieurs instruments d'aide, dont la coopération technique, la coopération financière, les programmes de volontaires et d'autres activités afin d'apporter une aide globale pour le développement urbain et régional.

Rapport sur les objectifs finaux du plan de développement urbain du Grand Rangoun

La croissance démographique rapide de Rangoun a créé un besoin urgent pour l'établissement d'une infrastructure sociale apte à soutenir la vie de la population dans un environnement urbain sain. La JICA a commencé l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun afin de contribuer à la formulation d'un plan de développement urbain pour la zone métropolitaine de Rangoun.

Le développement du Myanmar repose sur le développement de Rangoun

Avec une population de près de 5,1 millions d'habitants, Rangoun est la capitale commerciale du Myanmar. La zone métropolitaine de Rangoun, qui comprend la ville et les six cantons voisins, représente une surface de 1 500 kilomètres carrés. La population de cette zone devrait dépasser les 10 millions d'habitants d'ici 2040.

Pendant des décennies, le développement économique et social de Rangoun a stagné à cause des restrictions imposées aux investissements et aux innovations technologiques venus de l'étranger. Les infrastructures économiques et sociales qui permettent aux habitants de Rangoun de vivre correctement sont vieillissantes et souvent hors d'usage. De plus, l'établissement de lois et règlements d'urbanisme et la mise à jour des statistiques et des cartes ont peu progressé, ce qui affecte les activités de planification et de construction. Il est donc urgent de prendre des mesures pour s'attaquer à ces problèmes.

En réponse, la JICA a commencé en août 2012 l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun. L'étude, qui a pris fin en mars 2013, propose une vision pour le développement global à moyen et long terme de la zone métropolitaine de Rangoun et un plan de développement urbain du Grand Rangoun à l'horizon 2040.

Après l'élaboration du plan d'urbanisme, un séminaire JICA-Myanmar intitulé « Idées pour le développement de la zone métropolitaine de Rangoun » a été organisé au Centre de conférences internationales de l'immeuble Ichigaya de la JICA, à Tokyo, le 21 mars 2013. L'objectif était de présenter le plan d'urbanisme avec des informations sur la situation de Rangoun, en constante évolution. Le séminaire comprenait les résultats d'une étude portant sur 10 000 ménages de la zone métropolitaine de Rangoun et une explication du principe présidant aux activités de développement des infrastructures économiques et sociales. Douze délégations du gouvernement du Myanmar de divers secteurs liés au développement de Rangoun ont participé au séminaire. Ces responsables étaient menés par M. Hla Myint, maire de Rangoun et ministre du Développement au sein du gouvernement régional de Rangoun. Ministères et agences, acteurs du développement, entreprises du secteur privé, ONG et chercheurs ont témoigné un vif intérêt pour le séminaire. En tout, plus de 200 personnes ont participé au séminaire, ce qui en a fait un événement marquant au regard de tous.

Le vice-président de la JICA, Toshiyuki Kuroyanagi, a prononcé un discours d'ouverture. « La JICA et le Myanmar partagent une longue histoire », a-t-il noté. « Par le passé, l'accent était mis sur l'aide d'urgence et l'aide humanitaire. Mais aujourd'hui que la démocratisation progresse au Myanmar, on observe une augmentation rapide de la qualité et de la quantité d'aide. Nous fournissons maintenant une aide diversifiée pour les infrastructures et d'autres

domaines. » Le maire de Rangoun, Hla Myint, a expliqué dans son discours d'ouverture qu'il souhaitait utiliser les enseignements tirés du développement urbain de Tokyo. Il a également évoqué l'histoire de la construction de Rangoun et les problèmes actuels de la ville. Il a poursuivi en listant les sept cibles du Comité pour le développement urbain de Rangoun (CDUR), notamment la construction d'infrastructures et le développement urbain : « Il existe un besoin urgent d'infrastructures et de développement social afin de créer une zone métropolitaine économique encore plus grande et d'améliorer l'environnement urbain de Rangoun. La construction d'installations d'approvisionnement en eau et d'assainissement dans le Grand Rangoun devrait constituer notre plus haute priorité. »

Le Dr Takashi Onishi, président du Conseil scientifique du Japon et professeur à l'Université de Tokyo, est le président du Comité de soutien national du programme de la JICA pour le développement urbain de Rangoun. Le Dr Onishi a prononcé un discours lors du séminaire sur le développement de la zone métropolitaine de Rangoun et les enseignements que l'on peut tirer de l'exemple de Tokyo. En s'appuyant sur les réussites et les échecs tirés de l'histoire du développement urbain de Tokyo, le Dr Onishi a évoqué la limitation de l'extension des villes, la pression induite sur le développement, l'équilibre entre préservation et redéveloppement (stratégie de développement urbain), et d'autres sujets clés.

Les participants ont également pu entendre une présentation de M. Koji Yamada, vice-directeur général de la division Développement des affaires de la Nippon Koei Co., Ltd., sur les activités de la mission d'étude préparatoire pour la création d'un programme de développement de la zone métropolitaine de Rangoun. M. Yamada a effectué une présentation du plan d'urbanisme intitulé « Rangoun 2040 - Une ville de paix et de bien-être ». Pour la vision de développement à l'horizon 2040, les objectifs sont la paix au Myanmar, où la démocratisation progresse, et la création d'un Rangoun où il fait bon vivre. Le programme de développement reprend à son compte les images d'une ville à la végétation luxuriante et de la pagode d'or de Shwedagon, baignée de lumière, au centre de Rangoun. M. Yamada a expliqué les quatre éléments centraux du plan, à savoir : faire de Rangoun une ville d'envergure internationale, une ville agréable à vivre pour ses habitants, une ville disposant d'infrastructures saines et une ville bien gouvernée. Il a poursuivi en annonçant que la structure qui convenait le mieux à Rangoun était celle d'une ville éclatée avec un quartier des affaires, plusieurs pôles commerciaux secondaires et des espaces verts.

La seconde moitié du séminaire était consacrée à l'approvisionnement en eau, à l'assainissement et à la gestion des déchets, des problèmes que le maire Hla Myint considère comme urgents. Sur ce sujet, M. Kazufumi Momose, de TEC International, consultant en chef de la mission d'étude préparatoire de la JICA, a effectué une présentation des programmes

de coopération pour améliorer l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Dans le secteur de la gestion des déchets, les participants ont pu écouter une présentation de M. Than Lwin Oo, directeur du département Lutte contre la pollution et nettoyage du CDUR. Afin de fournir des informations sur le secteur des transports urbains et ses problèmes, une présentation de M. Takashi Shoyama, de la société ALMEC Corporation, lui aussi consultant en chef de la mission d'étude de la JICA, a exposé les activités relatives aux transports urbains de l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun.

Contribution aux progrès du Myanmar

Le séminaire s'est terminé par un message de remerciement de Kazunori Miura, directeur général du département Infrastructure économique de la JICA, à l'intention de l'ensemble des participants. Dans son discours, M. Miura a déclaré : « La JICA a l'intention de travailler avec l'ensemble des acteurs au Myanmar et au Japon afin que le Japon dans son ensemble contribue efficacement aux progrès du Myanmar. »

La phase II de l'étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun a commencé en mars 2013. D'autres études sont en cours sur des plans d'approvisionnement en eau, d'assainissement, des systèmes de drainage urbain, des transports urbains et d'autres secteurs. De plus, les préparatifs pour des projets de prêts d'APD ont commencé dans les zones ayant des besoins urgents. Ce séminaire a également été organisé au Myanmar en juin 2013 et de nombreux acteurs du gouvernement, des médias, du monde de la recherche, du secteur privé et des ONG y ont participé. La JICA entend poursuivre sa coopération pour permettre à la zone métropolitaine de Rangoun d'améliorer sans cesse l'environnement urbain de ses habitants.

Le Dr Kyaw Lar est le conseiller pour le développement urbain du CDUR. Au sujet du projet de la JICA, il a confié : « Cela a été un honneur d'effectuer un travail d'une telle qualité avec l'équipe d'experts japonais. Le processus d'élaboration du plan d'urbanisme nous a permis d'échanger nos vues et nos opinions. Mais, tout ce que nous avons fait avait pour objectif ultime de contribuer au développement de Rangoun. Je souhaite continuer de participer à ce projet. »



La majestueuse pagode Sule est située au cœur du quartier des affaires de Rangoun, baptisée la ville jardin. On peut apercevoir le fleuve de Yangon derrière la pagode.

Transports

● Situation générale

Dans les pays en développement, l'infrastructure de transport, notamment les routes, les voies ferrées, les ports et les aéroports, est lente à se développer, ce qui freine la croissance économique et contribue à accentuer la pauvreté. L'infrastructure de transport est nécessaire à la circulation des biens et des personnes et son développement est indispensable pour assurer une croissance durable.

La demande mondiale en matière de développement des infrastructures de transport est très élevée et le besoin d'entretien, de réparation et de modernisation des structures vieillissantes augmente rapidement. Ces projets requièrent des financements massifs et la mobilisation des fonds constitue un défi majeur. Les fonds publics limités disponibles ne suffisent pas à développer toutes les infrastructures nécessaires. D'autres sources de financements, notamment privées, doivent être trouvées afin de fournir de manière durable des services de transport tout en maîtrisant les coûts.

De plus, les initiatives qui valorisent l'environnement et la société du

pays partenaire doivent être soutenues. Cela comprend la décongestion du trafic par l'introduction de moyens de transport public et l'évolution des méthodes de transport ; la réduction des émissions de CO₂ par des moyens de distribution plus efficaces ; et le contrôle des polluants atmosphériques.

● Actions de la JICA

La coopération de la JICA dans le secteur des transports vise essentiellement à garantir des services de transport rapides, sûrs et bien organisés pour les personnes et les biens, en vue de stimuler l'activité socioéconomique et, au bout du compte, d'améliorer les revenus et le niveau de vie de tous.

Pour développer les infrastructures de transport dans les pays en développement, il ne suffit pas de construire des routes et des ponts. Cela suppose aussi l'établissement d'un plan pour assurer l'efficacité du système de transport, le développement des ressources humaines et le renforcement des organisations qui assureront l'exploitation et la gestion appropriées des infrastructures ainsi que la création des dispositifs sociaux et institutionnels aptes à soutenir ces organisations. La JICA

Étude de cas Assurer la sûreté et la sécurité des voies maritimes : Coopération pour la sûreté et la sécurité maritimes

Protéger les océans de la planète

Les océans recouvrent environ 70 % de la surface de notre planète et ils forment des voies de transport qui atteignent toutes les parties du monde. Les officiers de sécurité maritime sont chargés de la sécurité et de la sûreté des océans. En travaillant avec les garde-côtes japonais, la JICA assure une coopération pour les officiers de sécurité maritime des pays en développement.

L'économie du Japon, un pays encerclé par la mer, est tributaire de la sûreté et de la sécurité maritime. En tonnage, plus de 99 % du commerce international japonais dépend des navires. En outre, plus de 80 % du pétrole brut du Japon est transporté sur des navires en provenance du Moyen-Orient et transitant par l'Asie du Sud-Est. Le golfe d'Aden est traversé chaque année par près de 18 000 navires, dont 1 700 sont associés au Japon d'une manière ou d'une autre.

Pour assurer la sûreté et la sécurité des voies maritimes, la JICA travaille avec les garde-côtes japonais pour apporter une aide aux agences de sécurité maritime des pays en développement. Parmi les activités mises en œuvre, on peut citer les formations, l'installation de balises de chenal et la fourniture de navires de patrouille. Ces programmes ont été menés en priorité dans les pays situés le long du détroit de Malacca et à Singapour. La Malaisie a établi l'Agence malaisienne de police maritime (MMEA) en 2002 en la dissociant de la marine.



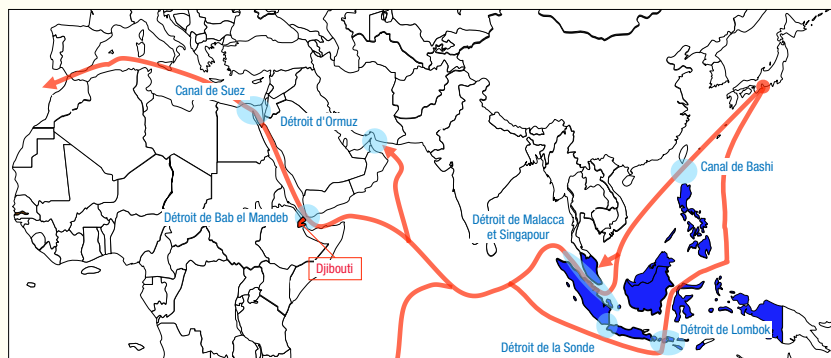
La JICA a envoyé des experts pour un court séjour afin de travailler avec les garde-côtes philippins.

La JICA assure une aide auprès de la MMEA qui comprend le renforcement de l'organisation, par l'envoi d'experts et des formations, et la mise à niveau des compétences pour les inspections avant embarquement. Actuellement, la MMEA dispose d'une force de travail de près de 4 000 personnes et d'une flotte de navires de patrouille de 63 mètres de longueur. Toutes ces activités contribuent à la sécurité maritime de la Malaisie.

Ces dernières années, la piraterie au large de la Somalie et dans le golfe d'Aden est devenue un problème international. En 2011, la région a été le théâtre de plus de la moitié des 439 actes de piraterie recensés dans le monde. De nombreux pays, dont le Japon, travaillent ensemble pour lutter contre la piraterie. La JICA invite des ressortissants du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est à participer à des

sessions de formation sur des thèmes spécifiques. De plus, en mai 2013, la JICA a commencé le projet de renforcement des capacités des garde-côtes de Djibouti dans le cadre d'une coopération technique pour ce pays. À travers ce projet, la JICA prévoit de fournir une assistance technique aux agences de sécurité maritime d'autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique de l'Est.

Les actions d'un seul pays ne peuvent pas garantir la sûreté et la sécurité des voies maritimes. La collaboration entre les pays et les agences est indispensable pour y parvenir. La JICA mettra à profit les réseaux internationaux établis grâce à ces activités d'aide passées pour renforcer les liens de coopération entre les projets et, à terme, entre les pays.



La mise à niveau des capacités des agences de sécurité maritime des pays côtiers est vitale pour préserver la sûreté et la sécurité des voies maritimes internationales. Des projets de coopération technique sont en cours dans les pays représentés en couleur. Dans les autres pays, de nombreuses personnes ont participé à des programmes de formation sur des thèmes spécifiques.

promeut activement une coopération basée sur la participation des résidents et la collaboration avec les ONG en se concentrant sur les bénéficiaires, notamment les usagers et les résidents, et en restant attentive à qui utilise le système et pourquoi.

En outre, la coopération dans le domaine des transports doit prendre en compte plusieurs éléments, notamment : le « transport international » pour promouvoir les flux internationaux de biens et de personnes et le développement des zones économiques régionales qui transcendent les frontières ; le « transport national » qui assure à la population un accès équitable aux transports et un développement national équilibré ; le « transport urbain » en appui à un urbanisme durable et à l'amélioration du niveau de vie ; et le « transport rural » pour améliorer le niveau de vie des zones rurales ayant tendance à accuser un retard de développement. L'objectif ultime de la JICA est de parvenir à un « développement inclusif et dynamique ».

Contribution à la nouvelle stratégie de croissance et avantages pour les entreprises japonaises

La nouvelle stratégie de croissance, annoncée par le gouvernement japonais en 2010, vise notamment à soutenir par l'APD l'entrée des entreprises du secteur privé sur les marchés des pays en développement et à apporter une aide pour une croissance économique durable dans ces pays. Lors de la quatrième conférence de Keikyo sur les stratégies pour les infrastructures, qui a eu lieu en mai 2013, il a été décidé de mettre en œuvre la stratégie d'exportation basée sur les systèmes d'infrastructures. Cette stratégie prévoit une amélioration de la connectivité au sein de l'ANASE et de l'Afrique en établissant des corridors internationaux par région. La JICA prendra aussi des mesures liées à la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique en mettant l'accent dans la région de l'ANASE, et plus spécifiquement sur le Myanmar après sa transition vers un gouvernement civil. Une attention particulière sera également accordée au renforcement de la connectivité au niveau des routes, des voies ferrées, du trafic maritime et des projets d'infrastructures de transport. En améliorant les flux de marchandises et en sécurisant les routes pour les ressources naturelles [➔ Voir l'étude de cas page 73], la JICA entend créer un environnement favorable aux entreprises japonaises.



Le second pont international du Mékong, qui relie la Thaïlande et le Laos, a été financé par un prêt d'APD. Le projet fait partie de la construction d'un corridor est-ouest qui s'étendra du Vietnam au Myanmar.

Technologies de l'information et des communications (TIC)

● Situation générale

Les technologies de l'information et des communications (TIC) ont progressé rapidement dans les pays développés. Utilisées dans les domaines administratif, social et économique, elles ont permis d'informatiser les activités du gouvernement central (gouvernance électronique), de dispenser l'enseignement via internet (apprentissage électronique) et de faciliter les échanges et le commerce par voie numérique (commerce électronique). Les TIC sont susceptibles d'apporter diverses améliorations qui peuvent influencer positivement sur la qualité de vie, notamment d'accroître l'efficacité des systèmes économiques et sociaux, d'augmenter la productivité et de conserver l'énergie. Il n'est pas exagéré de dire que les TIC sont devenues indispensables au fonctionnement de nos sociétés modernes.

Dans de nombreux pays en développement, cependant, la progression des TIC a été limitée. Cela a provoqué une fracture numérique avec les pays développés et accentué les disparités économiques.

De plus, dans les pays en développement, il existe un fossé entre les zones où les communications sont possibles (les populations ont accès à l'information) et les zones où il n'y a pas de liens de communication. Ce fossé se traduit directement par des disparités économiques structurelles qui ne font que s'accroître.

● Actions de la JICA

La JICA pense qu'il est important de refermer la fracture numérique pour améliorer l'efficacité et l'efficacité des divers programmes de coopération. Afin d'éliminer la fracture numérique, la JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement.

Lors du sommet Kyushu-Okinawa (G8), en juillet 2000, le Japon a réaffirmé sa volonté d'aider à réduire la fracture numérique dans le monde en développement en encourageant l'utilisation des TIC dans l'aide au développement, notamment l'apprentissage à distance. Le gouvernement japonais a également annoncé son intention de mettre en place des bases de TIC sur 30 sites différents afin d'utiliser les fonds de l'APD plus efficacement. À travers ces activités, la JICA déploie une coopération pour une utilisation accrue des TIC dans les pays en développement, principalement en Asie.

Politiques des TIC liées au développement économique et social

La JICA contribue à renforcer l'utilisation des TIC dans les pays en développement en s'appuyant sur cinq approches :

- 1) **Amélioration des capacités de planification des politiques relatives aux TIC** : Envoi de conseillers dans le cadre d'un soutien à l'élaboration des politiques relatives aux TIC dans des domaines tels que les stratégies nationales sur la communication électronique et le développement des industries liées.
- 2) **Développement des infrastructures des TIC** : Élaboration d'un plan pour la mise en place de l'infrastructure nécessaire aux réseaux de communications centraux et régionaux, et renforcement des systèmes de maintenance et de gestion associés.
- 3) **Amélioration de l'efficacité et de l'efficacité de l'aide par les TIC** : Augmentation de l'efficacité et de l'efficacité des projets en intégrant

les TIC dans les services administratifs gouvernementaux et en les utilisant pour des projets de coopération dans divers secteurs, notamment pour l'éducation, les soins de santé et le commerce.

4) **Formation de personnel qualifié dans le domaine des TIC** : Mise en place d'un projet de développement des ressources humaines afin d'améliorer les compétences des ingénieurs et responsables politiques

en vue d'étendre l'utilisation des TIC. Cette approche concentre une part importante des efforts de la JICA en matière de TIC.

5) **Diffusion** : Assurer une coopération visant à étendre l'utilisation du modèle de diffusion numérique terrestre japonais qui résiste aux interférences et permet une réception stable, etc.

Étude de cas

Laos

Aide à la formation des ingénieurs pour l'exploitation des infrastructures de TI

Développement des ressources humaines dans le secteur des services de TI à l'Université nationale du Laos (NUOL)

(Période du projet : Du 1^{er} décembre 2008 au 30 novembre 2013)

Au Laos, l'utilisation des technologies de l'information (TI) progresse rapidement. La JICA travaille avec le département Ingénierie du NUOL pour former des ingénieurs spécialisés en TI et établir un cadre dans lequel les jeunes peuvent créer une entreprise liée aux TI.

Au Laos, les investissements du secteur privé dans les TI ont augmenté de 19,8 % lors de l'exercice 2012 (selon une association du secteur), alors que le taux de croissance du PIB n'était que de 8,2 %. Les ordinateurs personnels et les smartphones sont de plus en plus présents, aussi bien dans les entreprises que dans les ménages. Cependant, il n'y a pas assez d'ingénieurs pour faire fonctionner les infrastructures de TI du pays. Par conséquent, beaucoup de systèmes informatiques clés doivent être confiés à des ingénieurs étrangers. L'objectif du projet est d'utiliser des instructeurs du Laos qui ont reçu un savoir-faire technologique des experts de la JICA afin d'encourager la formation des ingénieurs informatiques pouvant assurer immédiatement des fonctions clés. Des cours pour des jeunes diplômés de l'enseignement supérieur ont été organisés à deux reprises. Au total, 65 personnes ont participé et presque toutes ont trouvé un emploi dans le secteur des TI immédiatement après l'obtention de leur diplôme. En 2012, le cours a été modifié pour devenir le premier cursus de master sur les TI au Laos. Aujourd'hui, 34 étudiants sont inscrits. Le diplôme permet aux étudiants d'obtenir des certifications aux normes industrielles pour les TI. Il existe également des cours de développement de systèmes de gestion des activités des entreprises. Conscients de la nature extrêmement pratique de ce cursus, un nombre croissant d'entreprises et d'agences gouvernementales fournissent des bourses d'études aux étudiants et envoient leur personnel suivre ces cours. Une formation à court terme, séparée du cursus principal, connaît également un certain succès. Jusqu'à présent, le cours a eu lieu 68 fois et 772 étudiants en ont bénéficié.

En 2012, un système de soutien aux entrepreneurs (ou incubateur d'entreprises) a été créé au Laos pour la première fois. Il cible des jeunes gens qui ont des idées ou qui maîtrisent une technologie, mais qui n'ont pas de savoir-faire en matière de gestion. Le système fournit un espace ainsi que des conseils sur les formalités pour créer une entreprise, la comptabilité, la commercialisation et d'autres activités. En mai 2013, l'incubateur abritait quatre entreprises, dont la filiale d'une société japonaise. Ces entrepreneurs sont des pionniers qui créent des entreprises courantes dans les autres pays, mais encore inexistantes au Laos, notamment pour la fourniture d'informations numériques en laotien et la vente de marchandises sur internet.



Les participants à un atelier organisé par un projet de la JICA.



Partage de connaissances sur l'écriture technique.



Un instructeur thaïlandais, en mission à court terme, assure une formation technique.



Sri Lanka : Des élèves, du jardin d'enfants au collège, jouent dans la même cour d'une école de Kurunegala. [Photo : Shinichi Kuno]



Nobuko Kayashima
Directrice générale
Département
Développement humain

Message de la directrice générale

Développement des ressources humaines

Réfléchir sur le développement post-OMD, approfondir le dialogue sur l'éducation, la santé et la sécurité sociale

La JICA soutient largement le développement humain à travers les prismes de l'éducation, la santé et la sécurité sociale. Lors de l'exercice 2012, la JICA a joué un rôle plus actif dans les discussions sur les nouveaux objectifs post-OMD. En privilégiant une aide qui combine les prêts d'APD et la coopération technique dans une approche intégrée institutionnelle et matérielle, notamment pour les écoles et les hôpitaux, la JICA se concentrera sur l'édification de réseaux universitaires qui aboutira à une réforme du système éducatif japonais.

Lors de l'exercice 2012, la JICA a renforcé sa participation aux discussions sur les objectifs post-OMD. Nous avons réfléchi aux problèmes d'éducation, de santé, de nutrition, d'emploi et de croissance équitable, ainsi que sur la couverture santé universelle (CSU) qui permet d'assurer l'égalité devant les soins de santé. En dehors de ces discussions, nous avons compilé les résultats et les questions de la TICAD IV en préparation de la TICAD V.

La JICA procède également à l'étude de projets qui offrent une aide intégrée couvrant le développement et le renforcement de mesures institutionnelles et matérielles et la formulation des politiques. Nous parvenons à offrir ce large éventail d'aide en combinant les prêts d'APD et la coopération technique. Dans le secteur de la santé, nous avons l'intention de fournir ce type d'aide au Bangladesh et au Sri Lanka, entre autres pays. Dans le secteur de l'éducation, le Maroc notamment pourrait constituer un candidat pour ce type d'aide.

Entre autres nouvelles initiatives, nous avons ajouté les problèmes d'aide étroitement liés à des enjeux au Japon. Dans un contexte de mondialisation croissante de l'enseignement supérieur, cette internationalisation est un problème majeur pour le Japon comme pour les pays en développement. À travers nos programmes d'aide, nous entendons assurer une coopération aboutissant à la formation de réseaux universitaires internationaux dont les universités japonaises seraient le pivot central. Ces réseaux permettront de

créer de la connaissance et de la diffuser partout dans le monde.

La santé est l'un des thèmes clés de la stratégie de croissance du gouvernement japonais. Soutenue par un plan national d'assurance santé sans pareil, la capacité du Japon à fournir à ses citoyens des soins de qualité ainsi que ses technologies médicales sont très réputées à l'étranger. Dans cette optique, la JICA envisage des programmes de coopération qui combineront le développement des entreprises médicales japonaises à une réponse aux besoins sanitaires des pays en développement. De plus, le problème du vieillissement de la population auquel le Japon doit faire face aujourd'hui, apparaîtra dans d'autres pays asiatiques dans un avenir proche. En réponse au désir des autres pays d'apprendre des expériences japonaises, la JICA cherche les moyens de créer des opportunités d'apprentissage mutuel.

En 2013, les discussions de l'Assemblée générale des Nations unies sur le programme de développement post-OMD ont véritablement commencé. Parallèlement aux problèmes des pays vulnérables, les discussions s'orientent de plus en plus vers les nouveaux défis, tels que les maladies qui touchent les adultes et la sécurité sociale, qui apparaissent dans les pays plus développés. La JICA entend mettre à profit les connaissances du Japon pour mener une coopération qui apporte des solutions communes aux problèmes des pays en développement et du Japon.

Éducation / Sécurité sociale / Santé

— Aider les peuples du monde entier à mener une vie meilleure



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

La communauté internationale déploie des efforts concertés pour parvenir à la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), d'ici 2015. Pourtant, une grande partie de la population mondiale n'a pas les moyens de vivre une vie décente. Par exemple, plus de 60 millions d'enfants dans le monde ne sont pas scolarisés et plus de 20 000 enfants de moins de cinq ans meurent chaque jour.

Afin de permettre aux personnes de vivre chaque jour des vies saines et productives et de se fixer leurs propres objectifs, la JICA assure une coopération en priorité dans les trois secteurs de l'éducation, de la santé et de la sécurité sociale en se basant sur le concept de sécurité humaine.

Éducation

● Situation générale

L'éducation est la pierre angulaire du développement. L'acquisition de connaissances et de compétences par l'éducation permet de s'ouvrir au monde et d'améliorer ses perspectives d'avenir. En outre, le renforcement des capacités des populations favorise la réduction de la pauvreté, la croissance économique ainsi que le développement scientifique et technologique. De plus, la promotion d'une compréhension mutuelle entre toutes les religions et les groupes ethniques est essentielle pour la stabilité et la paix dans le monde, et l'éducation joue aussi un rôle important à cet égard.

Il n'en reste pas moins que l'éducation doit faire face à de nombreux problèmes dans les pays en développement. Bien que le nombre d'enfants non scolarisés ait diminué de 44 millions depuis 1999, plus de 61 millions d'enfants ne fréquentent toujours pas l'école. Dans les pays les moins avancés, un tiers des enfants inscrits dans l'enseignement élémentaire abandonnent l'école avant d'avoir achevé leur scolarité. Même si la demande d'enseignement secondaire a augmenté grâce à la généralisation de l'accès à l'enseignement primaire, le taux de scolarisation dans le secondaire reste faible.

Par ailleurs, l'enseignement supérieur suscite un intérêt croissant ces dernières années dans les pays en développement. De nombreux espoirs sont placés dans les établissements d'enseignement supérieur

Étude de cas Éducation Projet AUN/SEED-Net phase 3

Mise en place et extension d'un réseau d'universités dans les pays de l'ANASE et au Japon

En encourageant la mise en place et l'intensification d'un réseau d'universités au Japon et dans les pays en développement, la JICA soutient le renforcement des capacités des universités des pays en développement, tout en coopérant avec les universités japonaises en vue de contribuer à leur internationalisation. Le projet de réseau universitaire de l'ANASE/réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) est un exemple représentatif des efforts déployés par la JICA. La JICA soutient l'amélioration des capacités d'enseignement et de recherche des institutions des pays de l'ANASE membres du projet, en renforçant un réseau de 14 universités au Japon et de 26 universités réparties dans 10 pays de l'ANASE.

Depuis le début de la coopération en 2003, la JICA apporte une aide au développement des ressources humaines liées à l'ingénierie, nécessaires au développement économique et social de la région de l'ANASE. Les efforts déployés par la JICA permettent à de jeunes membres de facultés de ces pays en développement d'étudier à l'étranger, dans des universités au Japon ou d'autres pays de l'ANASE, et d'obtenir un diplôme d'études supérieures comme un master ou un doctorat. Le projet vise également à améliorer les capacités de recherche et d'enseignement des institutions membres des pays de l'ANASE et à renforcer le réseau universitaire multinational grâce à la recherche conjointe, des conférences universitaires régionales et d'autres activités. Jusqu'à présent, 900 personnes ont obtenu un diplôme d'études supérieures grâce au soutien de la JICA, soit près de 20 % du personnel enseignant

des institutions membres des pays de l'ANASE. En outre, plus de 700 activités de recherche conjointe ont été réalisées, avec plus de 1 000 articles universitaires publiés.

La JICA a démarré la phase 3 du projet en mars 2013. En mettant à profit le réseau mis en place par la coopération jusqu'à ce jour, la JICA vise à promouvoir des mesures destinées à moderniser et internationaliser l'industrie régionale et à répondre aux problèmes communs à la région. Pour ce faire, la JICA encourage la collaboration dans l'industrie manufacturière, notamment l'entrée d'entreprises japonaises sur les marchés régionaux, et elle lance des activités de recherche conjointe qui contribueront à résoudre les problèmes communs à la région. Dans la phase 3, la JICA a augmenté le nombre des membres du projet, de sept universités de l'ANASE et de trois universités japonaises. En renforçant les capacités de recherche et

d'enseignement de ces universités majeures et en élargissant encore le réseau universitaire multinational, la JICA s'emploie à consolider la fondation d'une plateforme dédiée à la promotion de la science et de la technologie en Asie.



De jeunes membres de facultés de pays de l'ANASE ambitionnent d'obtenir des diplômes de master et de doctorat.

qui devraient jouer un rôle central pour répondre à la nécessité d'établir une société fondée sur le savoir dans la perspective de l'après-OMD. Les pays en développement considèrent que les établissements d'enseignement supérieur peuvent aider à atteindre cet objectif en créant des connaissances et de l'innovation (recherche), en formant les ressources humaines qui stimulent le développement socioéconomique (éducation), en résolvant les problèmes de développement qui avec la mondialisation continue de l'économie et de la société sont d'une complexité croissante, et en retournant les bénéfices à l'industrie et à la société (contribution sociale).

En tant que membre de la communauté asiatique, le renforcement de la collaboration entre les universités japonaises et asiatiques revêt une importance pour le Japon au-delà de l'internationalisation des établissements d'enseignement supérieur dans la région. Cette collaboration jouera également un rôle clé pour stimuler la croissance économique dans la région en créant les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie, ce qui peut également soutenir la vitalité sociale et économique du Japon.

Avec le lancement de la Communauté économique de l'ANASE (CEA) prévu d'ici 2015, les personnes, les biens et les capitaux pourront circuler plus librement dans la région. Cela devrait aussi consolider les partenariats et les réseaux entre les établissements d'enseignement supérieur. Parallèlement à cette tendance, la mondialisation devrait renforcer le rôle des établissements d'enseignement supérieur du fait de leur influence sur les économies et les sociétés régionales. D'un autre côté, les institutions d'enseignement supérieur des pays en développement doivent faire face à un manque de personnel universitaire suffisamment qualifié et compétent ainsi que d'installations et d'équipements pour l'éducation et la recherche, ce qui entrave la mise en place d'un enseignement et d'une recherche de haute qualité. Cela montre qu'il existe un réel besoin de soutenir l'enseignement supérieur. De plus, cette coopération peut accompagner la mondialisation des universités japonaises et elle présente l'avantage de former des ressources humaines connaissant bien le Japon et ses méthodes dans les industries locales des pays partenaires.

● Actions de la JICA

1. Éducation de base

Par « éducation de base », on entend les activités éducatives, qui permettent aux individus d'acquérir les connaissances et aptitudes essentielles pour vivre, comme la lecture, l'écriture et les notions de calcul. Cela comprend non seulement l'enseignement primaire et secondaire, mais aussi le développement de la petite enfance et l'éducation informelle (notamment l'alphabétisation des adultes et l'éducation communautaire).

Les pays en développement doivent faire face à divers problèmes dans le secteur de l'éducation de base. Parmi ces problèmes, la JICA a choisi d'accorder la priorité à l'amélioration de l'enseignement primaire et secondaire, d'un point de vue quantitatif et qualitatif. En particulier, la JICA déploie une coopération axée sur i) la construction d'installations scolaires par des entrepreneurs locaux, ii) le renforcement des capacités des enseignants par l'amélioration de leur formation, iii) l'établissement de systèmes de gestion scolaire participatifs impliquant la communauté, et iv) le développement des capacités des fonctionnaires de l'administration centrale et locale chargés de l'éducation, essentielles pour appuyer les effets produits par ces autres efforts.

Dans les pays d'Afrique subsaharienne en particulier, région

prioritaire pour l'éducation de base, la JICA apporte une aide conforme au plan d'action de Yokohama annoncé lors de la quatrième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), en mai 2008. Le programme de la JICA comprend i) la construction de plus de 500 écoles élémentaires et secondaires, ii) la formation de 100 000 enseignants en mathématiques et en sciences et iii) l'extension du modèle « École pour tous », un projet de soutien au développement de l'éducation par la participation communautaire, déployé dans 10 000 écoles.

Plus récemment, la JICA a redoublé d'efforts pour que les résultats obtenus sur le terrain se reflètent dans les politiques d'éducation des pays partenaires ou pour qu'ils soient plus étroitement corrélés à l'évaluation de l'impact, notamment pour l'amélioration des résultats scolaires des enfants. À cette fin, la JICA s'attache à apporter une aide globale en combinant des projets de coopération traditionnels avec des mesures telles que l'aide financière au secteur de l'éducation et l'envoi d'experts conseillers en politiques.

Il est de la responsabilité de la communauté internationale d'apporter une aide permettant au plus grand nombre d'individus de bénéficier d'une éducation de qualité dans les pays en développement. La JICA déploie des efforts constants pour atteindre les objectifs fixés pour l'éducation de base d'ici 2015, l'année cible de l'initiative « Éducation pour tous » (EPT) et des OMD.

2. Enseignement supérieur

L'enseignement supérieur est le dernier échelon du système éducatif d'un pays. Afin d'améliorer l'enseignement supérieur en termes de qualité, de quantité et d'accès, questions au cœur des préoccupations ces dernières années, la JICA met en œuvre des projets dans le domaine de l'enseignement supérieur avec la coopération des universités japonaises. En ciblant plus particulièrement les universités importantes qui jouent un rôle central dans la promotion de l'enseignement supérieur à l'échelle nationale ou régionale, la JICA s'emploie à renforcer leurs capacités d'éducation et de recherche. Il s'agit notamment d'accroître les compétences du corps enseignant, de moderniser les campus, les équipements et les installations d'enseignement et de recherche, d'améliorer les systèmes de gouvernance universitaire, de promouvoir les liens entre l'université, l'industrie et la communauté et d'établir un réseau interuniversitaire.

En Asie, tout en concentrant son aide sur le Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net), la JICA assure une coopération bilatérale auprès des grandes universités en fonction de leurs besoins. De plus, la JICA soutient le développement de ressources humaines hautement qualifiées et spécialisées par le biais d'études universitaires conventionnelles de longue durée dans des établissements d'enseignement supérieur japonais.

Au Moyen-Orient et en Afrique, la JICA concentre son aide sur l'Université Égypte-Japon des sciences et de la technologie (E-JUST) qui a partiellement ouvert ses portes en 2010, afin de former les ressources humaines hautement qualifiées nécessaires à l'industrie. Le rôle joué par l'E-JUST en Afrique devrait également s'accroître car les institutions d'enseignement supérieur sont devenues une priorité essentielle ces dernières années dans la région.

Dans un contexte d'évolution rapide des technologies associée à des changements sociaux profonds, la JICA entend continuer de soutenir l'enseignement supérieur afin de former des ressources humaines aptes

à répondre aux besoins du monde d'aujourd'hui, à promouvoir l'innovation et à mener le processus de construction de la nation dans leur pays.

Sécurité sociale

● Situation générale

Ces dernières années, l'affaiblissement des liens entre les familles et les communautés locales provoqué par l'industrialisation et l'urbanisation croissantes a également touché les pays en développement. En outre, leurs populations vieillissent. Alors que certains pays et régions connaissent une croissance économique remarquable, de larges pans de population sont oubliés du progrès. La distribution biaisée des richesses et l'élargissement des inégalités économiques deviennent source de troubles sociaux.

Afin de garantir la stabilité sociale tout en maintenant la croissance économique, il est essentiel de renforcer la sécurité des soins médicaux et du revenu. Il est tout aussi important de bâtir une société sûre et saine dont l'ensemble des membres sont préparés à divers risques. Par ailleurs, soutenir l'indépendance des populations socialement vulnérables encourage leur participation aux activités économiques et sociales et contribue ainsi à l'édification de la nation.

● Actions de la JICA

La JICA mène des projets visant à améliorer les systèmes de sécurité sociale des pays en développement, en s'appuyant sur l'expérience et les connaissances du Japon dans ce domaine. Trois grands axes sont

privilegiés : l'assurance et la protection sociales, les personnes handicapées et le développement, le travail et l'emploi.

1. Assurance et protection sociales

La JICA appuie le développement de systèmes d'assurance publics, couverture médicale et pensions de retraite notamment, et le renforcement des politiques de protection sociale en faveur des personnes âgées et d'autres catégories de population. Il existe une forte demande de la part des pays pour apprendre des connaissances japonaises dans ces domaines afin de bâtir leur propre système de sécurité sociale. En réponse, la JICA invite du personnel clé des ministères gouvernementaux associés aux systèmes d'assurance sociale à se rendre au Japon, pour y recevoir des informations et échanger des points de vue sur l'établissement des systèmes japonais de sécurité sociale. Ces dernières années, l'expérience japonaise pour faire face au vieillissement de la société a suscité un vif intérêt, surtout parmi les pays plus développés d'Asie du Sud-Est.

2. Personnes handicapées et développement

La JICA estime que les personnes handicapées ne sont pas de simples bénéficiaires de l'aide sociale, mais des acteurs importants du développement. Son objectif final est d'instaurer une société garantissant une vie confortable à tous les individus, qu'ils soient ou non handicapés.

L'Agence entend parvenir à « la pleine participation et l'égalité » des personnes handicapées dans les pays en développement, en mettant l'accent sur une aide leur permettant de jouer un rôle actif dans la

Étude de cas

Sécurité sociale Projet de développement des services de soins de longue durée pour les personnes âgées fragiles et d'autres personnes vulnérables au Royaume de Thaïlande

Soutenir les mesures pour faire face au vieillissement de la population en Thaïlande

Le vieillissement démographique s'accélère en Asie. La Thaïlande connaît déjà un vieillissement accentué de sa population et il est urgent de prendre des mesures pour y faire face. En réponse, la JICA mène son premier projet de coopération technique sur les soins de longue durée pour les personnes âgées.

Dans le domaine des mesures traitant du vieillissement démographique, de nombreux pays témoignent un vif intérêt et de fortes attentes vis-à-vis des connaissances accumulées par le Japon, dont la population vieillit à un rythme comptant parmi les plus rapides du monde.

Dans la région de l'ANASE, qui enregistre une croissance économique remarquable, le vieillissement démographique progresse avec l'amélioration des normes sanitaires et le déclin des taux de natalité. Au sein de la région, la société thaïlandaise est de plus en plus âgée, et la part des 65 ans et plus représente 8,9 % de sa population. La Thaïlande devrait rapidement devenir une société vieillissante lorsque ce chiffre atteindra 14 % en 2024, d'ici 11 ans. Le vieillissement de la population en Thaïlande progresse à un rythme encore plus rapide qu'au Japon.

Le vieillissement démographique étant arrivé progressivement en Europe, les pays ont disposé de longues années pour préparer des mesures adaptées. Dans les pays asiatiques en revanche, la population vieillit à un rythme très rapide. Par conséquent, ces pays devront faire face aux problèmes d'une société vieillissante avant d'avoir atteint le même niveau de développement économique que les pays développés.

Le gouvernement thaïlandais estime qu'une réponse politique rapide est nécessaire pour faire face aux besoins en matière de sécurité sociale qui émergent avec le vieillissement de la population. Sur les soins de longue durée en particulier, la tradition très ancrée consistant pour les familles à s'occuper de leurs membres âgés a tendance à reculer avec la migration progressive des travailleurs dans les zones urbaines et le resserrement autour de la famille nucléaire. Si des services sociaux pour soutenir les personnes âgées nécessitant des soins de longue durée et leur famille ne sont pas rapidement établis, il est à craindre que la qualité des soins de longue durée et la fatigue physique et mentale des familles qui doivent s'occuper de leurs parents âgés deviennent des problèmes sociaux.

Consciente de la situation, la JICA mène son premier projet de coopération technique sur les soins de longue durée pour les personnes âgées : le projet de développement de services de soins de longue durée pour les personnes âgées fragiles et d'autres personnes socialement vulnérables, de janvier 2013 à août 2017. Après avoir sélectionné six sites pilotes dans des zones urbaines et rurales de Thaïlande, le projet procède à des essais sur différents modèles de services de soins de longue durée. En se basant sur

les résultats des analyses de données sur l'efficacité et la validation des coûts, le projet formulera des recommandations sur les politiques relatives aux soins de longue durée pour les personnes âgées.

Par ailleurs, les mesures pour faire face au vieillissement démographique faisant l'objet d'une attention croissante, en particulier dans la région de l'ANASE, la JICA prévoit de partager les connaissances et les enseignements tirés du projet avec d'autres pays de l'ANASE.



Des experts japonais vérifient la qualité des soins de longue durée pour les personnes âgées sur l'un des sites du projet dans la province de Khon Kaen, en Thaïlande.

société. Elle s'emploie à favoriser l'autonomisation des personnes handicapées via la formation aux fonctions d'encadrement et le renforcement des capacités des associations de personnes handicapées, ainsi que la mise en place d'environnements sans barrières.

3. Travail et emploi

Dans les pays en développement, les accidents industriels augmentent avec le développement économique. Cependant, les cadres juridiques et les mécanismes d'application dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité au travail ne sont pas assez développés. Par conséquent, de nombreux travailleurs victimes d'accidents du travail ne reçoivent pas d'indemnisation et courent le risque de tomber dans la pauvreté. De plus, les problèmes liés au travail, comme la montée du chômage dans les pays émergents en réaction aux ralentissements économiques dans les pays développés et la difficulté de trouver un emploi pour les jeunes représentent un risque pour la sécurité de la société. Pour répondre à ces problèmes, la JICA apporte une aide pour l'amélioration de l'hygiène et la sécurité au travail, le renforcement des services publics pour l'emploi, et le maintien de l'emploi.

Santé

● Situation générale

Dans les pays en développement, beaucoup d'individus meurent parce qu'ils n'ont pas accès aux soins de santé ou aux services médicaux. Le gouvernement japonais a annoncé la poursuite de l'aide en vue d'atteindre les OMD d'ici 2015. Suite à ces engagements, la JICA concentre ses efforts sur les trois problèmes suivants : l'amélioration de la santé maternelle et infantile, la lutte contre les maladies infectieuses et le renforcement des systèmes de santé.

Pour les autres domaines, et dans une perspective post-2015, le gouvernement japonais a annoncé une nouvelle « stratégie pour une diplomatie de la santé mondiale » en juin 2013. La stratégie met en avant divers enjeux tels que l'importance de la couverture santé universelle (CSU), la collaboration au niveau mondial entre les secteurs public et privé, et la coopération avec le secteur privé au Japon. En se basant sur cette stratégie, il a été décidé de contribuer aux progrès de la CSU en Afrique lors de la réunion de la TICAD V qui a eu lieu en juin 2013.

La CSU est un système permettant à chacun de recevoir des services adaptés afin de promouvoir la santé, prévenir les maladies et bénéficier d'une rééducation à un coût abordable. Jusqu'à présent, la JICA a mis l'accent sur le renforcement des capacités des professionnels de santé et sur l'amélioration des services en développant et en améliorant les installations et les équipements médicaux. Cependant, pour aller de l'avant, la JICA assurera dorénavant une coopération visant à fournir un accès aux services de santé de base à toute la population, y compris les plus démunis. Les mesures comprendront le renforcement de l'administration financière des systèmes de santé et l'édification de systèmes d'assurance santé. Pour mettre en œuvre la stratégie sur la CSU, la JICA prendra des mesures visant à promouvoir le partage des expériences entre les pays en Asie et en Afrique à travers des formations et d'autres programmes. En Thaïlande et ailleurs, la JICA prévoit de mener des études sur la situation de chaque pays et d'assurer le suivi des besoins par l'organisation de séminaires et de sessions de formation afin de partager les connaissances japonaises sur les systèmes de rémunération à l'acte des assurances santé et d'autres aspects de la CSU.

● Actions de la JICA

1. Amélioration de la santé maternelle et infantile

Près de 99 % des 360 000 femmes qui décèdent des suites d'une grossesse ou d'un accouchement et des 8,1 millions d'enfants qui n'atteignent pas leur cinquième anniversaire vivent dans des pays en développement. Cela témoigne du fait que la santé et le bien-être des femmes enceintes et des enfants en bas-âge est l'un des problèmes les plus graves auxquels les pays en développement doivent faire face.

Lors de l'exercice 2011, la JICA a préparé des lignes directrices thématiques pour la santé maternelle et infantile (SMI) et elle a assuré une coopération auprès de nombreux pays pour la diffusion et l'utilisation durable des systèmes de santé privilégiant un « continuum de soins de SMI ». La JICA s'est concentrée sur les systèmes spécifiques en ciblant le renforcement des cadres et des capacités. Les mesures de la JICA comprennent : le renforcement des capacités administratives et de gestion des ministères de la Santé pour le développement des services pour les mères et les enfants ; le renforcement des capacités des autorités sanitaires locales ; le renforcement des capacités des sages-femmes et des autres prestataires de services de santé ; l'amélioration de la solidarité et des systèmes communautaires ; et le renforcement de la coordination entre les centres de santé, les installations de soins primaires et les centres de référence.

Lors de l'exercice 2012, la JICA a démarré une coopération à Djibouti et au Sénégal pour renforcer le système garantissant un accouchement sans risque et des soins appropriés pour les nouveau-nés. Simultanément, dans les régions du Laos et du Tadjikistan ne disposant pas de services de santé maternelle et infantile de qualité, il a été décidé d'utiliser l'aide sous forme de dons pour agrandir ou construire des centres de santé avec salles d'accouchement et fournir des équipements et du matériel pour les hôpitaux. L'objectif de ces mesures est de créer une synergie avec les projets de coopération technique en cours. De même, au Myanmar, le recours à l'aide sous forme de dons a été décidé pour fournir des équipements et du matériel à deux hôpitaux de référence, un hôpital d'obstétrique et un hôpital pour enfants. Ces hôpitaux n'ont pas renouvelé leurs équipements depuis de nombreuses années.

2. Lutte contre les maladies infectieuses

Chaque année, les trois principales maladies infectieuses, le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme, tuent à elles seules plusieurs millions de personnes. Les maladies infectieuses constituent une menace directe pour les populations des pays en développement. Elles entravent également le développement économique et social. La lutte contre les maladies infectieuses doit non seulement être engagée par les pays ou régions touchés, mais par le monde entier, car ces maladies se propagent à travers le globe par les activités économiques et le développement des transports.

C'est dans ce contexte que la JICA coopère avec le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, dont le gouvernement japonais est l'un des contributeurs, l'UNICEF et d'autres organismes internationaux pour répondre à ce problème par des projets de coopération technique et une aide financière. La coopération technique porte sur l'élaboration d'une stratégie nationale ; la fourniture de services de collecte et d'analyse d'informations, de prévention, d'essais et de traitements médicaux ; et l'amélioration de l'accès à ces services. L'aide financière a pour but de fournir des vaccins contre la poliomyélite, la rougeole et d'autres maladies, des moustiquaires et d'autres équipements, ainsi que du matériel pour lutter contre le

paludisme. Pour l'exercice 2012, les projets de coopération technique de la JICA ont poursuivi la mise en œuvre des mesures de lutte contre les maladies infectieuses en Afghanistan, au Cambodge, au Myanmar, en Zambie et dans les îles Salomon. En outre, la JICA a commencé une coopération qui, pour la première fois au Ghana, renforce les capacités des opérations de prévention de la transmission du virus VIH de la mère à l'enfant. Dans d'autres domaines, la JICA utilise les connaissances acquises grâce à la recherche sur les maladies infectieuses au Japon, pour mener des recherches conjointes sur le sida, la tuberculose, la dengue et d'autres maladies infectieuses, avec des instituts de recherche en Asie et en Afrique. La recherche conjointe est entreprise dans le cadre du partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS).

3. Renforcement des systèmes de santé

Le terme « système de santé » désigne l'intégralité des cadres nécessaires à la fourniture des soins et des services médicaux à la population. Cela couvre l'établissement des systèmes d'administration et d'exploitation, l'amélioration des installations médicales, la gestion rationnelle des fournitures médicales, la collecte et l'utilisation efficace d'informations précises sur la santé, l'obtention et la gestion des ressources financières. Ces cadres intègrent en outre le développement et la gestion des ressources humaines nécessaires au secteur de la santé. Étant donné l'importance d'une approche équilibrée pour répondre aux problèmes posés par les maladies spécifiques et renforcer les systèmes de santé dans leur intégralité, plusieurs partenariats ont été établis par diverses organisations pour renforcer les composantes clés des systèmes

de santé. Ainsi, le rôle et la coopération de la JICA doivent être en harmonie avec les cadres des partenariats existants.

La JICA contribue activement à l'élaboration des plans et des budgets de santé nationaux tout en veillant à leur bonne mise en œuvre. En Moldavie, la JICA a fourni une aide pour l'établissement d'un système de santé efficace, notamment par la promotion d'un processus d'élimination et de consolidation de la dette entre les hôpitaux. L'aide a consisté à utiliser un prêt d'APD pour concentrer les investissements dans les hôpitaux importants. La JICA a également mené une étude préparatoire afin de diffuser l'utilisation des meilleures technologies médicales japonaises.

Au Kenya, la JICA renforce les capacités de gestion des administrations sanitaires locales et les stratégies au niveau communautaire en appui aux activités de promotion d'une bonne santé basées sur les politiques du ministère de la Santé. En Tanzanie et au Soudan du Sud, la JICA apporte une aide à l'établissement de bases de données de prestataires de services de santé afin de contribuer à la gestion du personnel et d'encourager l'utilisation de ces bases de données. La JICA assure également une coopération pour la gestion des ressources humaines dans le domaine de la santé dans les pays francophones d'Afrique. Un autre programme a pour ambition d'utiliser une méthode de gestion japonaise appelée « 5S-kaizen », afin d'améliorer la gestion des hôpitaux et d'autres structures de santé.

Étude de cas Santé Amélioration des services hospitaliers en Afrique

Appliquer les résultats du Sri Lanka aux hôpitaux de Tanzanie et d'autres pays d'Afrique

Le programme de « co-création » des connaissances Asie-Afrique – gestion totale de la qualité pour de meilleurs services hospitaliers est un programme qui utilise un système japonais de gestion de la qualité (5S-kaizen-GTQ*) en vue de réformer le fonctionnement des hôpitaux. Avec l'aide de la JICA, le programme développe l'utilisation du 5S-kaizen-GTQ en tant que méthode de gestion des hôpitaux. Le programme s'appuie sur le cas de l'hôpital pour femmes de Castle Street, à Colombo, au Sri Lanka, où la méthode introduite en 2000 a permis de réduire fortement les infections parmi les nouveau-nés et d'améliorer les services de santé.

En se basant sur ces résultats, la JICA a introduit la méthode 5S-kaizen-GTQ dans 15 pays, dont la Tanzanie, depuis mars 2007. De nombreux hôpitaux africains sont confrontés au problème du manque de ressources. Cela concerne aussi bien les médecins, les infirmiers et autre personnel, que les services de santé, les équipements et les médicaments. Les administrateurs du secteur de la santé et les autres professionnels hospitaliers de ces pays d'Afrique ont appris les principes et l'application de la méthode grâce à des visites et à des formations dans des hôpitaux du Japon et du Sri Lanka. Ils espèrent que l'utilisation de cette méthode pour l'administration et la réforme des hôpitaux de leurs pays contribuera au renforcement des systèmes de santé.

En Tanzanie, avec la participation du ministère de la Santé et de la sécurité sociale, la JICA a lancé le programme en mettant en œuvre un projet pilote dans l'hôpital Mbeya Consultant. Le directeur de l'hôpital a reçu une formation au Japon et en Tanzanie avant de former les équipes du projet de chaque département de l'hôpital, qui ont commencé

par réorganiser les équipements et le matériel sur le lieu de travail. Les équipes sont parvenues à de nombreuses améliorations, notamment obtenir des formulaires d'assurance santé correctement remplis et mieux gérer les inventaires de médicaments et de matériel. En améliorant l'environnement de travail et la qualité des services grâce à leurs propres efforts et connaissances, ils ont également motivé le personnel hospitalier. Le succès de ces mesures a été remarqué et, avec le soutien du ministère, elles ont été diffusées dans les hôpitaux d'État à travers tout le pays. De plus, de nombreux représentants de pays voisins tels que le Malawi, la Zambie et l'Ouganda sont venus observer le système. L'hôpital devrait servir de base pour diffuser largement la méthode sur l'ensemble du continent africain.

Le programme de co-création des connaissances Asie-Afrique – gestion totale de la qualité pour de meilleurs services hospitaliers a été reconnu comme un excellent exemple de coopération triangulaire où le Japon et le Sri Lanka ont apporté une aide à l'Afrique. En 2012, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) lui a

décerné le prix du meilleur projet de coopération Sud-Sud.

* Un système de gestion de la qualité introduisant progressivement les 5S (*seiri* ou trier, *seiton* ou mettre de l'ordre, *seiso* ou nettoyer, *seiketsu* ou standardiser, *shitsuke* ou maintenir la discipline), le *kaizen* (amélioration, résolution des problèmes selon une approche participative basée sur des faits concrets) et les procédures GTQ (gestion totale de la qualité) pour améliorer la gestion des hôpitaux avec des ressources limitées.



Rangement du matériel selon la méthode des 5S dans une salle d'examen d'un service de consultation externe.



Pleinement conscients de l'importance de leur action, des enfants participent au reboisement des mangroves aux Philippines. [Photo : Shinichi Kuno]



Masami Fuwa
Directeur général
Département
Environnement mondial

Message du directeur général

Environnement mondial

Créer un nouveau cadre post-2015

Le département Environnement mondial est chargé d'un large spectre de mesures couvrant notamment la protection des forêts et de la nature, la gestion environnementale, les mesures de lutte contre le changement climatique, les ressources hydriques et la réduction du risque de catastrophe. De plus, le département s'attaque à plusieurs problèmes mondiaux, tels que l'intégration des mesures de lutte contre le changement climatique et de gestion des catastrophes, en tant que problèmes communs touchant tous les domaines.

Dans deux ans, nous serons en 2015, l'année cible des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). En mars 2015, la troisième conférence mondiale des Nations unies sur la prévention des catastrophes naturelles qui aura lieu à Sendai, au Japon, fixera les objectifs qui suivront ceux du cadre d'action de Hyogo (CAH). L'année 2015 sera également une année clé pour les mesures de lutte contre le changement climatique ; le monde devra atteindre un accord sur le cadre international auquel les principaux pays émetteurs de gaz à effet de serre participeront à partir de 2020. Concentrés sur les grands rendez-vous de 2015, nous avons planifié nos actions jusqu'à cette date lors de l'exercice 2012 et, en gardant à l'esprit nos objectifs, nous avons établi une stratégie pour nos activités de l'exercice 2013.

Notre département a l'intention de participer de manière proactive aux conférences et forums internationaux de la période suivant 2015.

Conscients que la réduction du risque de catastrophe est une question primordiale qui doit être envisagée dans tous les domaines du développement, nous avons appelé ce processus « intégration de la gestion du risque de catastrophe ». Jusqu'à présent, les réunions de la conférence mondiale des Nations unies sur la prévention des catastrophes naturelles se sont tenues au Japon. Il a été décidé que la troisième réunion aurait lieu à Sendai, au Japon, l'une des zones affectées par le dernier séisme de grande ampleur qui a touché l'archipel. Le programme portera notamment sur le cadre qui remplacera le CAH. De plus, la communauté internationale intensifie ses efforts pour atteindre un accord sur l'inclusion de la réduction du risque de catastrophe dans la prochaine série des OMD après 2015. La JICA a effectué des recherches sur l'impact positif des investissements pour la réduction du risque de catastrophe afin de prévenir le ralentissement du développement économique. Par ailleurs, en se basant sur l'analyse du risque de catastrophe, la JICA a proposé des mesures pour des

investissements efficaces et efficients pour la réduction des catastrophes. Lors de l'exercice 2013, nous allons faire avancer et approfondir le dialogue sur la réduction du risque de catastrophe lors des discussions sur les objectifs de l'après-OMD.

Nous allons également poursuivre notre participation à la conférence des parties (COP), à la réunion du conseil d'administration du nouveau Fonds vert pour le climat et à d'autres conférences internationales sur les mesures de lutte contre le changement climatique. Afin de créer un nouveau cadre couvrant la période qui commence en 2020, la JICA diffusera ses activités à une échelle internationale. Simultanément, nous mènerons des activités en appui au nouveau cadre bilatéral de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GEF) du gouvernement japonais, le mécanisme conjoint de crédit (JCM). Nous allons poursuivre l'assistance pour la construction et le développement de systèmes REDD-plus qui ont pour objectif de réduire les émissions de GEF à travers la protection des forêts.

Dans le domaine de la gestion environnementale, pour l'exercice 2013, nous allons accorder la priorité aux mesures de traitement des eaux usées et d'élimination des déchets. Par ailleurs, nous allons concentrer nos efforts sur la formulation de projets de coopération, par exemple pour le recyclage des appareils électriques dans la région de l'ANASE, qui serviront de modèles au niveau mondial.

Dans le cadre des OMD, la JICA a été active dans le domaine de l'eau et de l'assainissement dans toutes les régions du monde. Pour aller plus loin, nous prévoyons de développer la coopération technique en appui au développement du secteur de l'eau à l'étranger par les gouvernements locaux et le secteur privé.

À travers ces activités, la JICA travaillera avec la communauté internationale sur les problèmes mondiaux en cherchant à diffuser les connaissances japonaises dans ces domaines.

Environnement mondial

— Mettre fin au cercle vicieux de la pauvreté et de la destruction de l'environnement



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Dans les pays en développement, un cercle vicieux se produit lorsque la destruction de l'environnement, qui est à la base de toute vie humaine, provoque une aggravation de la pauvreté. La destruction de l'environnement naturel, ce bien irremplaçable dont l'homme a besoin pour vivre, se poursuit sans relâche. Il est donc impératif d'instaurer une société durable en s'appuyant sur le concept d'harmonie avec l'environnement.

Afin de protéger l'environnement mondial qui affecte toute vie humaine, la JICA se concentre sur cinq questions : la protection de la nature, la gestion de l'environnement, l'eau et l'assainissement, la réduction du risque de catastrophe et les mesures de lutte contre le changement climatique.

Protection de la nature

● Situation générale

Au cours des dernières décennies, l'exploitation excessive et l'utilisation à grande échelle des terres ont entraîné la destruction rapide de l'environnement naturel mondial. Cela comprend la déforestation, la disparition des zones humides, la détérioration des écosystèmes côtiers, la dégradation des sols et l'extinction d'espèces sauvages provoquées par les coupes de bois, la construction d'infrastructures et d'autres opérations de développement à grande échelle ou la conversion en terres cultivables. La superficie forestière mondiale recule chaque année d'environ 13 millions d'hectares, ce qui équivaut à un tiers du territoire japonais. De même, on estime que la surpêche, le développement du tourisme et d'autres facteurs sont responsables de la perte de 19 % des récifs coralliens du monde. De plus, 80 % des ressources halieutiques mondiales sont surexploitées.

L'environnement naturel fournit aux populations diverses ressources essentielles telles que les aliments, les vêtements et les plantes médicinales ; il offre également une protection naturelle contre les catastrophes et autres risques environnementaux. La dégradation des services rendus par les écosystèmes met en péril la base même de l'existence humaine.

En tant que membre de la communauté internationale, nous devons contribuer à la création d'une société qui protège l'environnement naturel, notamment les forêts et zones humides menacées de disparition, et qui maintient l'harmonie entre les écosystèmes et les activités humaines.

● Actions de la JICA

De 2000 à 2011, la JICA a mené des activités de protection de la nature sur une superficie de 13,83 millions d'hectares (11,4 millions pour la protection des forêts et 2,34 millions pour la protection des écosystèmes). Outre la mise en œuvre d'activités comme la collecte de données sur les forêts, l'élaboration de plans de gestion et l'amélioration des moyens de subsistance des résidents locaux, la JICA a mené des actions de reboisement pour la restauration des forêts sur 3,05 millions d'hectares dans de nombreux pays. Au total, près de 10,7 millions de

personnes ont bénéficié de ces activités. Il n'en reste pas moins que l'utilisation des terres évolue avec le développement et la pression accrue sur les ressources naturelles reste un problème majeur dans les pays en développement. C'est pourquoi la JICA déploie une coopération pour la protection de la nature dans les trois domaines suivants, avec l'objectif de faciliter l'harmonie entre la préservation de l'environnement naturel et les activités humaines.

1. Utilisation durable des ressources naturelles par les résidents locaux

Dans les pays en développement, la plupart des personnes dépendent des ressources naturelles locales pour leur vie quotidienne. Cependant, dans de nombreux cas, la base des moyens de subsistance locaux a été exploitée de manière excessive, ce qui a détruit la capacité de régénération de la nature. De plus, il arrive que des frictions se produisent entre les résidents et les autorités locales sur l'utilisation et la gestion des ressources. Dans ces cas, il est important de prendre en considération les opinions des résidents locaux dans le processus de prise de décision. Bien que la collaboration avec les administrateurs publics soit nécessaire, il est indispensable de parvenir à une gestion des ressources naturelles dans laquelle les résidents locaux jouent le rôle principal.

Dans une optique de durabilité et afin de parvenir à une gestion des ressources naturelles qui encourage la collaboration du gouvernement et des communautés du pays partenaire, la JICA s'efforce d'établir des systèmes et des organisations et de généraliser l'utilisation de technologies adaptées. Les pays cibles sont le Laos, le Vietnam, l'Éthiopie, le Malawi, Madagascar et le Sénégal, entre autres.

2. Protection de la biodiversité

On estime que plus de 20 000 espèces sauvages sont menacées de disparition à cause de la destruction de l'habitat naturel, la chasse abusive des animaux sauvages, l'introduction d'espèces exotiques, le changement climatique et d'autres facteurs.

La JICA soutient les efforts des pays en développement vers la réalisation des objectifs mondiaux de protection de la biodiversité à travers la coopération, le développement des ressources humaines et

d'autres types d'aide. Les efforts de la JICA prennent en considération les « cibles d'Aichi », adoptées lors de la dixième réunion de la conférence des parties de la convention sur la diversité biologique (COP 10).

3. Gestion durable des forêts

Les forêts ne constituent pas uniquement des ressources de bois ; elles captent et permettent un approvisionnement durable de l'eau, conservent les sols tout en absorbant et stockant les gaz à effet de serre, comme le CO₂, et préviennent les catastrophes naturelles comme les inondations et les glissements de terrain. La JICA reconnaît non seulement la nécessité de régénérer les forêts par le reboisement et d'autres méthodes, mais aussi de déployer des efforts pour maintenir et améliorer la qualité des forêts par une gestion appropriée. Partant de ce constat, la JICA mène des activités pour la surveillance et l'inventaire des ressources forestières, le développement des techniques de reboisement, les systèmes de protection et de gestion des forêts et la sensibilisation des résidents locaux. De plus, la JICA soutient les mesures REDD-plus (réduction des émissions dues à la déforestation, à la dégradation forestière et à d'autres causes) dans les pays en développement dans le cadre des mesures d'atténuation du changement climatique.

Gestion de l'environnement

— Réduire les risques et les pertes liées aux problèmes environnementaux et parvenir à un développement durable

Renforcer la capacité des pays en développement à contrôler de manière préventive les fardeaux sur l'environnement liés à la croissance économique

● Situation générale

Avec le développement économique, la pollution de l'eau et de l'air et l'élimination inadéquate des déchets ont pris une ampleur sans précédent dans de nombreux pays en développement, ce qui suscite des inquiétudes quant à la destruction de ressources limitées, comme l'eau et les forêts. Ces problèmes représentent une menace pour la santé et la survie des êtres humains et, plus globalement, du monde vivant, et ils empêchent les activités économiques de se développer sainement. L'expérience du Japon montre qu'il convient de traiter ces problèmes en amont, sans attendre qu'ils aient des répercussions manifestes sur les écosystèmes et sur la santé des populations. La restauration de l'environnement, une fois endommagé, nécessite des dépenses bien plus importantes.

En juin 2012, lors de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) qui s'est déroulée à Rio de Janeiro, au Brésil, l'adoption de mesures pour faire face aux problèmes

Étude de cas Vietnam Aide pour la protection des forêts

Assistance à travers le programme de protection des ressources naturelles et de l'environnement

La JICA soutient le gouvernement vietnamien vers la réalisation de son objectif politique à travers le programme de protection des ressources naturelles et de l'environnement.

À cause des conflits passés, la conversion des forêts en terres cultivables liée à l'accroissement de la population et de la pauvreté, les coupes de bois illégales et d'autres facteurs, les forêts, qui recouvraient près de 43 % du territoire vietnamien en 1945, ont reculé à 27,7 % en 1990. Pour améliorer cette situation, le gouvernement du Vietnam s'efforce de reconstituer les zones forestières et d'encourager une utilisation durable de leurs ressources naturelles. Le gouvernement s'est fixé comme objectif de reconstituer la couverture forestière sur 45 % du territoire national d'ici 2020.

La JICA soutient le gouvernement vietnamien vers la réalisation de son objectif politique à travers le programme de protection des ressources naturelles et de l'environnement. Concrètement, la JICA a envoyé un conseiller en programme forestier auprès de l'Administration des forêts du ministère de l'Agriculture et du développement rural du Vietnam pour participer à l'élaboration de mesures et à la coordination des donateurs. De plus, le projet de gestion durable des forêts dans la région nord-ouest du bassin versant encourage la gestion participative des forêts par les résidents locaux ainsi que le

développement de leurs moyens de subsistance. Par ailleurs, avec le projet pilote REDD-plus à Dien Bien, la JICA transfère des connaissances, notamment pour le renforcement des institutions et les systèmes de surveillance des forêts nécessaires à la mise en œuvre de REDD-plus, à travers la formation d'un plan d'action REDD-plus dans la province de Dien Bien. La JICA poursuivra son action pour la reconstitution des forêts et l'utilisation durable des ressources naturelles basée sur une collaboration efficace entre les résidents locaux et le gouvernement.



Un membre du projet apprend à des résidents locaux à planter des semis.



Un exemple de déforestation partielle provoquée par le changement de culture.

environnementaux par la communauté internationale est apparue comme indispensable. De plus, la conférence a reconnu que la promotion des économies vertes était essentielle à un développement en harmonie avec l'environnement et que les pays développés devaient renforcer leur aide aux pays en développement.

Dans ce contexte, le renforcement des capacités des pays en développement à faire face aux problèmes environnementaux revêt une importance croissante.

● Actions de la JICA

Les questions environnementales mettent en jeu des processus complexes sur plusieurs niveaux et sur une vaste zone géographique. D'où la difficulté d'y apporter des solutions rapides. Par ailleurs, par rapport aux investissements directs, notamment dans les infrastructures, la réponse aux problèmes environnementaux est lente dans bien des cas. Les budgets nationaux étant souvent limités, cette tendance est fréquente dans les pays en développement. Il n'en reste pas moins que la communauté internationale, notamment lors de la conférence Rio + 20 mentionnée précédemment, a reconnu l'importance des deux objectifs suivants : le développement économique doit être recherché en vue de parvenir à une harmonie avec l'environnement et ; le développement durable doit être centré sur les « personnes », avec pour objectif ultime l'élimination de la pauvreté. À cette fin, une « gestion environnementale » saine est fondamentale pour parvenir à un développement durable tout en réduisant au maximum le fardeau que représente l'activité humaine sur l'environnement.

Dans ce contexte, la JICA apporte une aide sous diverses formes en fonction du stade de développement du pays partenaire ou de la région concernée. Dans ce processus, il est essentiel d'accorder la priorité aux mesures préventives. Par conséquent, la JICA met l'accent sur l'établissement de systèmes de gestion environnementale à travers le renforcement des capacités.

Dans cette optique, la JICA reconnaît qu'il est essentiel de renforcer la capacité des organisations et des individus qui participent à la gestion environnementale. C'est pourquoi la JICA s'est employée ces dernières années à consolider ses efforts en matière de développement des capacités de gestion environnementale. De plus, la JICA encourage la coopération triangulaire en s'appuyant sur les résultats de projets passés pour mettre en œuvre des mesures d'aide efficaces [\[Voir page 115 \]](#). Voici les mesures spécifiques prises pour renforcer la gestion environnementale.

1. Pollution de l'eau

La JICA appuie la mise en place de politiques destinées à prévenir la pollution des cours d'eau, des zones humides et des océans. L'Agence contribue notamment à renforcer les capacités de surveillance de la qualité de l'eau, d'élaboration des plans de gestion et de proposition de politiques. Elle appuie également l'élaboration de plans, l'exploitation et la gestion des installations nécessaires au traitement des eaux usées d'origine domestique et industrielle ainsi que l'amélioration de l'environnement sanitaire, notamment en modernisant les installations d'assainissement.

2. Pollution de l'air

La JICA soutient les mesures de prévention de la pollution atmosphérique, notamment par le développement des capacités en matière de surveillance de la qualité de l'air et d'élaboration de plans de

gestion et de proposition de politiques. La JICA appuie également le développement d'installations d'élimination des polluants atmosphériques et de nouvelles méthodes de mesure des contaminants.

3. Gestion des déchets

La JICA appuie les mesures d'amélioration de la gestion des déchets, notamment de renforcement des capacités administratives pour la collecte, le transport, le traitement intermédiaire et l'élimination finale des déchets, ainsi que des capacités d'élaboration de plans de gestion et de proposition de politiques. Plus particulièrement ces dernières années, la JICA contribue à promouvoir le concept des 3R (réduction, réutilisation, recyclage), pour favoriser l'instauration d'une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux. La JICA apporte également une aide pour la construction de systèmes de recyclage des déchets électroniques et électriques ou « e-déchets ».

4. Gestion d'autres aspects environnementaux

Parallèlement à l'élaboration de plans de base pour la gestion environnementale, la JICA soutient également des mesures plus avancées, notamment pour le traitement des substances chimiques qui représentent une menace pour l'environnement et la santé des personnes.

Eau et assainissement

● Situation générale

L'eau est essentielle à la vie humaine. En plus de l'eau potable, l'eau soutient directement et indirectement l'existence humaine dans la mesure où elle est nécessaire à la production alimentaire et à diverses activités économiques importantes pour le maintien de la vie.

Cependant, les ressources hydriques disponibles ne sont pas illimitées. Bien que la Terre soit surnommée la « planète bleue », le volume d'eau disponible dans les cours d'eau et les lacs relativement accessibles représente à peine 0,01 % de toute l'eau de notre planète.

Il n'en reste pas moins que la demande d'eau continue de progresser dans les pays en développement avec la croissance démographique. Ces pays doivent donc faire face au problème extrêmement épineux de l'allocation de ressources hydriques limitées à la survie de la population, au développement économique national et à la protection de l'environnement naturel.

L'assainissement est un problème étroitement lié à l'eau. Dans le monde, 1,5 million d'enfants âgés de moins de cinq ans meurent chaque année de diarrhées. Les diarrhées sont la plupart du temps liées à des infections causées par des bactéries pathogènes qui proviennent des matières fécales et qui sont portées à la bouche principalement par l'eau, les aliments et les mains. La construction d'installations sanitaires (toilettes) est donc extrêmement importante pour isoler les excréments humains du milieu de vie. De plus, les voies d'infection peuvent être interrompues par de bonnes pratiques d'hygiène telles que le lavage des mains après être allé aux toilettes et le maintien en état de propreté des zones situées autour des installations d'approvisionnement en eau. En d'autres mots, il existe une relation complémentaire entre l'amélioration de l'assainissement qui est essentielle pour garder l'eau potable et salubre, et l'eau qui est elle-même vitale pour les mesures d'hygiène telles que le lavage des mains. L'amélioration simultanée de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement constitue donc la clé pour réduire les maladies liées à l'eau.

Au cours de la période de croissance économique suivant la guerre, le Japon a su développer de manière constante les systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement pour établir une société attentive aux questions sanitaires, tout en luttant contre les inondations et les sécheresses. Par ailleurs, le Japon est un grand consommateur d'eau et il importe de grandes quantités d'« eau virtuelle » d'autres pays. Le Japon

doit donc prendre une part de responsabilité dans la résolution des problèmes liés à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement.

En se basant sur cette perspective, la JICA assure une coopération pour l'eau et l'assainissement en mettant l'accent sur les aspects suivants.

Étude de cas **Projet de coopération technique au Burkina Faso**

Projet d'amélioration de la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans la région du Plateau-Central

Pour améliorer l'accès difficile à une eau salubre en Afrique subsaharienne, la JICA met en œuvre un projet de coopération technique afin de renforcer les capacités d'exploitation et de maintenance pour l'approvisionnement en eau des secteurs public et privé.

En 2012, grâce à des dons de la JICA, 300 puits ont été construits dans les régions du Plateau-Central et du Centre-Sud du Burkina Faso. Parallèlement à ce programme, la JICA a mené le projet d'amélioration de la gestion des infrastructures d'approvisionnement en eau, de l'hygiène et de l'assainissement dans la région du Plateau-Central, à partir de 2009.

Au Burkina Faso, les nouveaux puits pourraient cesser de fonctionner à cause du manque de capacité d'encadrement des comités de gestion de l'eau et du faible engagement des résidents locaux. Pour faire face à ce problème, la JICA a associé plusieurs comités de gestion de l'eau en une coopérative dans chaque zone rurale. L'objectif principal de ce type d'organisation est de permettre aux membres de la coopérative de parvenir ensemble à un système de gestion durable avec le soutien technique de l'administration publique. Avec ce système, lorsque des réparations importantes doivent être effectuées sur un puits et que le comité chargé de sa gestion ne peut s'en charger, la coopérative peut intervenir. Cela se traduit par une amélioration du taux de fonctionnement du puits. De plus, le projet prévoit l'établissement d'un système d'exploitation et de maintenance des installations d'approvisionnement en eau dans lequel les rôles et les responsabilités de chaque partie prenante, notamment les autorités locales, les coopératives d'usagers et les réparateurs de pompe, ont été clarifiés par des accords et des contrats. Le projet a pour ambition d'expliquer continuellement aux résidents locaux les avantages du nouveau système tout en établissant des coopératives d'usagers de l'eau et en renforçant leurs capacités. Les actions pilotes entreprises dans les trois préfectures de la région du Plateau-Central ont été étendues à l'ensemble de la région et il est prévu de les appliquer à l'échelle nationale. En outre, grâce aux activités éducatives sur l'hygiène prévues dès le départ par le projet, la JICA apporte également une aide pour sensibiliser les résidents locaux à l'importance d'une eau salubre et à l'adoption de bonnes habitudes en matière d'hygiène, comme se laver les mains.



Des puits communaux ont été construits dans chaque village des zones rurales du Burkina Faso. Les femmes et les enfants portent de lourds réservoirs d'eau sur plusieurs kilomètres de trajet aller-retour du puits



Diffuser de bonnes pratiques d'hygiène dans les villages est le travail des volontaires.

● Actions de la JICA

1. Gestion des ressources hydriques et utilisation efficace de l'eau

Dans un contexte de limitation des ressources et d'accroissement de la demande en eau, la gestion appropriée des ressources hydriques est essentielle. Cela passe par une coordination des allocations de l'eau à différents secteurs tout en préservant l'environnement aquatique. Faute de coordination, l'utilisation chaotique de l'eau conduira à des destructions environnementales répétées, comme la tragédie de la mer d'Aral. Par ailleurs, des prévisions indiquent que les inondations et les sécheresses se feront plus fréquentes avec le changement climatique. Afin de promouvoir une gestion intégrée des ressources hydriques et l'évaluation de l'impact du changement climatique sur ces ressources, la JICA soutient activement les pays en développement, principalement pour l'élaboration de plans de gestion des ressources hydriques.

L'utilisation efficace de l'eau est un facteur décisif pour parvenir à une gestion adaptée de ressources hydriques limitées. Cela passe notamment par la promotion de mesures d'économie d'eau dans l'agriculture et de réutilisation des eaux usées traitées. La JICA apporte une aide proactive dans ce domaine, particulièrement pour la réduction de l'eau non comptabilisée due notamment aux fuites des canalisations, et où l'expérience et la technologie du Japon peuvent être mises à profit.

2. Amélioration de l'accès à une eau potable salubre et à des installations sanitaires

L'accès à une eau potable salubre et à des installations sanitaires (toilettes) est l'un des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) et l'un des défis majeurs de développement de la communauté internationale. L'accès à une eau salubre et à l'assainissement a été reconnu comme un « droit humain » par l'assemblée générale des Nations unies qui s'est tenue en juillet 2010.

Cependant, en 2010, 780 millions de personnes dans le monde n'avaient toujours pas accès à une eau potable salubre et 2,5 milliards n'avaient pas accès à des installations sanitaires de base.

En tant que membre de la communauté internationale, la JICA redouble d'efforts pour améliorer cette situation. Concrètement, la JICA promeut la construction d'installations d'approvisionnement en eau par une aide financière tout en renforçant l'exploitation et la maintenance des installations à travers une assistance technique dans les zones rurales et urbaines. Pour l'approvisionnement en eau des zones urbaines, la JICA contribue à améliorer la gestion des entreprises chargées de l'approvisionnement en eau et à mobiliser des financements du secteur privé pour répondre aux besoins colossaux de développement de ces installations.

Consciente du manque de progrès en matière d'accès aux installations sanitaires, la JICA continue d'étendre ses activités dans ce domaine, principalement en Afrique subsaharienne.

3. Atténuation des catastrophes liées à l'eau

L'eau ou le manque d'eau sont aussi parfois la cause de catastrophes : les inondations, les sécheresses et autres catastrophes liées à l'eau réduisent à néant les vies et les biens de nombreuses personnes partout dans le monde. La progression des pluies torrentielles et des sécheresses dues au changement climatique a conduit à une augmentation des catastrophes liées à l'eau. Ces catastrophes représentent un obstacle majeur pour la stabilité des sociétés et du développement économique dans

les pays en développement. Pour empêcher que les résultats difficilement acquis grâce à l'aide des pays développés et aux efforts consentis par les pays en développement soient détruits par une catastrophe, il est important de construire des sociétés extrêmement résistantes aux catastrophes dans les pays en développement.

Pour parvenir à cet objectif, la JICA apporte une aide qui tire le maximum de l'expérience et de la technologie japonaise en matière de lutte contre les inondations et de gestion des sécheresses. En assurant une coopération financière pour la construction de structures résistantes aux catastrophes, une coopération technique et d'autres types d'aide, la JICA contribue au renforcement des capacités des pays en développement à faire face aux inondations et aux autres catastrophes liées à l'eau.

Réduction du risque de catastrophe

● Situation générale

La prévalence et la puissance destructrice des catastrophes ont augmenté ces 30 dernières années. Cyclones suivis d'inondations, tremblements de terre, éruptions volcaniques et autres catastrophes frappent presque quotidiennement la planète. Or, les habitants des pays en développement y sont particulièrement vulnérables, en raison du phénomène d'urbanisation qui accélère la concentration de population dans des villes où les infrastructures sociales ne suivent pas. Non seulement les catastrophes naturelles provoquent des pertes en vies humaines, mais elles détruisent les moyens de subsistance, ce qui a pour effet d'aggraver la pauvreté. Si l'approche classique de l'aide se concentre sur des mesures structurelles comme la construction de barrages et de digues, il convient également de déployer une panoplie de mesures de type non structurel ; il s'agit par exemple de mettre en place des systèmes d'alerte aux catastrophes, de cartographier les risques et de prévoir des exercices d'évacuation, afin d'améliorer la réaction des individus et de la société aux situations d'urgence.

● Actions de la JICA

1. Aide à l'élaboration de politique

À partir d'une approche globale fondée sur le cycle de gestion des catastrophes – intervention d'urgence après la catastrophe, relèvement et reconstruction, activités de prévention et d'atténuation, la JICA s'appuie sur son expérience pour apporter une aide dans les trois domaines suivants :

1) Appui à l'instauration d'une société sûre

Le risque de catastrophe naturelle augmente dans les pays en développement. La JICA s'appuie sur les capacités techniques pointues du Japon en matière de prévention des catastrophes pour évaluer les risques latents dans ces pays, et proposer des mesures d'atténuation des risques existants et d'autres mesures destinées à prévenir les catastrophes potentielles, pour permettre aux habitants de vivre plus sereinement.

2) Appui à l'élaboration de plans de gestion intégrée des catastrophes

La JICA apporte une aide pour l'élaboration de plans d'action et de plans de gestion intégrée des catastrophes. Ces outils incorporent des éléments tels que l'identification des dangers et des risques liés aux catastrophes, l'amélioration des systèmes de gestion des catastrophes et des capacités des institutions administratives, la mise en place d'un cadre juridique adéquat, la sensibilisation du public et le renforcement des capacités de réaction.

Enquête sur « l'intégration de la réduction du risque de catastrophe » afin de parvenir à un développement durable

En se basant sur une collaboration avec des experts externes, la JICA a établi un projet d'enquête sur l'intégration de la prévention des catastrophes. Le projet examine quel type de développement durable peut être atteint en se basant sur les mesures de prévention des catastrophes.

L'intégration de la réduction du risque de catastrophe fait référence aux mesures de réduction des risques présentés par les catastrophes de différentes échelles « à chaque stade du développement et dans chaque domaine ». À travers ce processus, la JICA cherche à construire des sociétés flexibles et résilientes face aux catastrophes, protéger les vies des personnes lors des catastrophes et parvenir à un développement durable.

À partir de la seconde moitié des années 1980, la communauté internationale a commencé à reconnaître l'importance de la réduction du risque de catastrophe (RRC) dans les efforts de développement. Cela a été officiellement reconnu lors de la première conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, en 1994, dans la déclaration de la stratégie de Yokohama selon laquelle « Une croissance économique et un développement durables ne peuvent être réalisés sans mesures adéquates visant à réduire les pertes dues aux catastrophes. » Lors de la deuxième conférence, qui a eu lieu en 2005, le cadre d'action de Hyogo a confirmé la nécessité de prendre en compte effectivement les mesures de RRC dans les efforts pour un développement durable.

Au Japon également, le gouvernement a effectué des investissements stratégiques et constants dans les mesures visant à réduire le risque de catastrophe. Après plusieurs catastrophes majeures telles que le typhon de la baie d'Ise (1951) et le grand séisme de Hanshin-Awaji (1995), le gouvernement japonais a révisé ses lois et systèmes en se basant sur les expériences du pays

relatives aux catastrophes de grande ampleur, et déployé des efforts constants pour intégrer une perspective de RRC dans divers secteurs. Ces mesures ont non seulement contribué à la réduction du nombre de victimes lors des catastrophes, mais aussi au développement économique du Japon.

Au Bangladesh par exemple, il a été établi que la prise en compte de la RRC lors de la construction d'une école avait contribué à la réduction du nombre de morts lors d'inondations. Pendant la phase de construction, une fonction d'abri d'urgence a été ajoutée à l'école.

Cependant, ces investissements dans la RRC contribuent-ils à la croissance économique ? En d'autres termes, est-ce que nous disposons de preuves quantitatives des bénéfices apportés par les investissements dans la RRC. Pour le savoir, la JICA a lancé un projet de recherche sur l'intégration de la RRC en collaboration avec des experts externes. Le projet a élaboré un modèle d'équilibre général stochastique dynamique (EGSD) baptisé DR2AD. En utilisant le cas du Pakistan, le projet a effectué une simulation avec le modèle DR2AD. Les résultats montrent que les investissements dans la RRC contribuent non seulement à la croissance économique, mais aussi à la réduction des disparités sociales. Les résultats de la simulation sont mis en avant à la page 87 du rapport d'évaluation mondiale de la stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations unies (UNISDR/SIPC), intitulé *Réduction du risque de catastrophe : Bilan mondial 2013*. La JICA a l'intention de rendre le modèle disponible au public à l'avenir et il devrait être utilisé pour des simulations dans

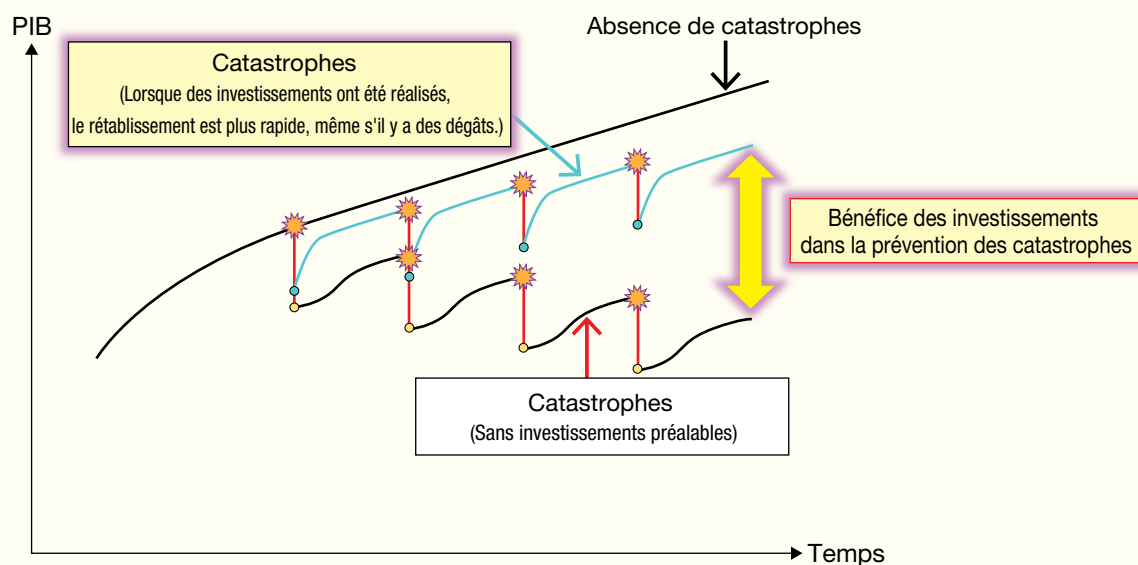
plusieurs pays, ce qui permettra de l'affiner.

En se basant sur les résultats du modèle, la JICA élabore une politique visant à promouvoir des investissements efficaces dans la RRC et des plans intégrant une perspective de RRC dans l'ensemble de ses activités de développement. Aujourd'hui, la RRC est déjà souvent prise en compte lors de l'exécution de projets dans divers secteurs. Par exemple, dans un projet de construction de routes dans une région du Cambodge présentant un fort risque d'inondation, le niveau des routes a été élevé afin qu'elles servent de digues, ce qui a réduit le risque d'inondation. À l'avenir, la JICA prévoit de systématiser le recours aux « paquets de mesures internes adoptant une perspective de RRC ». En déterminant d'abord le risque de catastrophe et en intégrant les mesures dès le début des projets, la JICA entend atténuer le risque de catastrophe et, par extension, parvenir à un développement durable dans les pays partenaires.



Cette école du Bangladesh est un exemple d'intégration de la RRC. L'école a été construite pour remplir la fonction d'abri d'urgence en cas de catastrophe.

Représentation des effets des investissements pour la prévention des catastrophes



3) Soutien pour la compréhension et la généralisation de la gestion du risque de catastrophe

L'expérience du Japon a mis en évidence l'importance de l' « auto-assistance » et de l' « assistance mutuelle » des pays en développement, parallèlement au rôle de l' « aide publique ». Cependant, les mesures communautaires sont déterminantes dans les pays en développement, où les capacités institutionnelles de gestion du risque de catastrophe demeurent insuffisantes. En appui à ces mesures, la JICA concentre son aide sur le renforcement de ces capacités au niveau des communautés et des individus, et sur une collaboration plus étroite de ces groupes avec les organisations publiques.

2. Principales activités

La JICA a collecté et analysé les formations et les systèmes mobilisés durant le grand séisme de l'est du Japon. En se basant sur cette analyse, la JICA a proposé une nouvelle approche pour la coopération sur les catastrophes visant à créer une « société flexible et résiliente face aux catastrophes ». Cette approche s'articule autour de trois points : 1) la capacité à reconnaître le risque et à agir de façon adéquate (connaissance du risque), 2) atténuer le risque de catastrophe en élaborant des mesures pour faire face à diverses situations et introduire une perspective de prévention des catastrophes dans d'autres domaines (redondance) et 3) mettre constamment à niveau les mesures de lutte contre les catastrophes pour les adapter aux changements sociaux et aux vérifications scientifiques (*kaizen*).

La JICA a également apporté une aide lors des inondations majeures qui ont frappé la Thaïlande pendant plus de trois mois à partir de juillet 2011. Les inondations ont affecté plus de 2,3 millions de personnes. Le secteur de l'industrie a subi de sérieux dégâts, notamment des filiales d'entreprises japonaises. La JICA a rapidement envoyé des équipes d'experts et d'enquêteurs ainsi que des camions de pompage, et elle a mis en œuvre des mesures et des activités d'urgence pour le rétablissement et la reconstruction.

Mesures de lutte contre le changement climatique

● Situation générale

Le changement climatique a un impact sur toute l'infrastructure de la vie humaine, notamment des écosystèmes, de la société et de l'économie. C'est un problème mondial qui constitue une grave menace pour la croissance économique équitable, la réduction de la pauvreté et la sécurité humaine. Récemment, des événements considérés comme imputables au changement climatique, comme la submersion des basses terres côtières due à la montée des températures et du niveau de la mer, et l'occurrence plus fréquente de conditions météorologiques extrêmes et de catastrophes naturelles – telles que les sécheresses, les pluies torrentielles, les inondations – ainsi que le déclin de la production alimentaire et des ressources hydriques, ont été constatés dans diverses régions du monde. Il est fort probable que l'impact du changement climatique sur nos vies se fasse ressentir plus intensément et plus largement à l'avenir.

● Actions de la JICA

1. Soutenir les efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre

Ces dernières années, les émissions de gaz à effet de serre des pays en développement ont rapidement augmenté. Afin de minimiser les effets négatifs du changement climatique, il est essentiel que les pays en développement, à l'instar des pays développés, participent aux efforts de réduction des émissions de gaz à effet de serre ou « mesures d'atténuation ».

Pour ces pays en développement qui doivent déjà faire face à de nombreux problèmes, comme la réduction de la pauvreté, il est fondamental d'adopter une approche qui permette à la fois de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'avoir un effet positif notamment sur les moyens d'existence et le développement économique. Les activités de coopération de la JICA couvrent l'introduction des énergies renouvelables, la promotion des économies d'énergie, l'amélioration des systèmes de transport public urbain, la gestion des déchets solides, la gestion des forêts et le reboisement. La JICA appuie également l'élaboration de politiques et de stratégies, comme l'établissement d'inventaires nationaux de gaz à effet de serre et de lois sur les économies d'énergie, ainsi qu'un développement urbain sobre en carbone.

2. Protéger les populations des pays en développement de l'impact négatif du changement climatique

Les pays en développement, et plus particulièrement les populations pauvres, sont extrêmement vulnérables au changement climatique. La JICA déploie des mesures d'adaptation en fonction des besoins de chaque pays. Cela comprend le développement des capacités de protection des rivages et des berges, la construction d'installations d'approvisionnement en eau potable, la gestion appropriée des ressources hydriques, la protection des écosystèmes, la promotion de l'agriculture irriguée et la diffusion de cultures hautement résistantes à la sécheresse.

De plus, la JICA élabore et met en œuvre des mesures d'adaptation particulières pour chaque région ou pays basées sur des observations météorologiques, des prévisions sur le changement climatique et une évaluation de son impact. Cette coopération est appelée à se développer de manière importante à l'avenir.

3. Cibler simultanément le changement climatique et le développement durable

Le changement climatique est intimement lié à une variété d'autres problèmes auxquels les pays en développement doivent faire face dans le domaine de l'énergie, des transports, de la forêt, des ressources hydriques, de la prévention des catastrophes, de l'agriculture, de la santé et de l'assainissement. Pour les pays en développement, changement climatique et développement ne peuvent être dissociés.

En se basant sur les expériences et résultats obtenus dans le domaine du développement durable et sur les discussions au niveau international, la JICA apporte une aide complète pour les mesures de lutte contre le changement climatique dans les pays en développement tant au niveau politique, de l'exécution de projets que de la recherche, en collaboration avec les institutions nationales et internationales concernées.



Sénégal : Femmes vêtues de couleurs vives issues de familles d'agriculteurs [Photo : Shinichi Kuno]

Message du directeur général

Développement rural

Teruyoshi Kumashiro

Directeur général
Département Développement rural



Mettre l'accent sur une production agricole durable, un approvisionnement alimentaire stable et la promotion de communautés rurales dynamiques

La coopération de la JICA pour l'agriculture et le développement rural cherche, entre autres objectifs, à réduire la pauvreté dans les zones rurales, promouvoir le développement économique et assurer une bonne nutrition pour les populations des pays en développement. La JICA concentre ses efforts sur trois domaines : une production agricole durable, un approvisionnement alimentaire stable et la promotion de communautés rurales dynamiques. Lors de l'exercice 2012, le département Développement rural a rédigé un rapport de synthèse sur l'agriculture et le développement rural qui servira de guide aux mesures prises dans ce domaine dès l'exercice 2013 et par la suite.

Les prix alimentaires, qui se maintiennent à un niveau élevé depuis 2008, ont connu une nouvelle hausse en 2012 suite à la sécheresse aux États-Unis et à d'autres facteurs. Ce problème a été reconnu dans des conférences internationales telles que le sommet du G8, aux États-Unis en 2012, où des mesures ont été prévues pour les pays en développement fortement affectés par la flambée des prix alimentaires.

Dans un premier temps, nous prenons des mesures en Afrique pour augmenter la productivité, construire des chaînes de valeurs, et parvenir à un développement agricole et rural résistant face aux sécheresses et aux autres chocs. À cette fin, nous avons mené de nombreuses activités d'aide en 2012. Nous avons poursuivi notre soutien à la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), une initiative visant à doubler la production rizicole en Afrique subsaharienne sur une période de dix ans. Au Mozambique, nous avons travaillé inclusivement sur le développement agricole du corridor de Nacala en collaboration avec le Brésil et en invitant le secteur privé. Au Kenya et dans d'autres pays africains, nous avons réalisé des projets pour le renforcement des capacités des petits exploitants horticoles afin de leur permettre de gérer leur exploitation comme une entreprise. Nous avons également apporté une aide pour l'utilisation efficace des ressources hydriques rares dans la Corne de l'Afrique frappée par la sécheresse en 2011.

En ce qui concerne les activités au sein de la communauté internationale, en accord avec la nouvelle alliance pour la sécurité alimentaire et la nutrition,

initiative née du sommet du G8 aux États-Unis, nous avons participé à la formation d'un document-cadre pour la coopération avec le Mozambique qui implique le gouvernement, les bailleurs de fonds et le secteur privé.

Nous avons également fourni une aide couvrant plusieurs domaines aux pays en situation post-confliktuelle - notamment l'Afghanistan, l'Irak et le Soudan du Sud - où le secteur agricole joue un rôle important.

Lors de l'exercice 2012, le département Développement rural a rédigé un rapport de synthèse sur l'agriculture et le développement rural qui permettra de faire avancer les différents projets.

Lors de l'exercice 2013, parallèlement aux programmes mentionnés ci-dessus, nous apportons une aide pour promouvoir la participation des entreprises privées dans le développement agricole et rural, produire une alimentation sûre et de grande qualité dans les pays où les niveaux de revenu sont relativement élevés, contribuer à la lutte contre le changement climatique par l'agriculture, et soutenir le Myanmar. En mai 2013, le gouvernement japonais a fait de l'agriculture la nouvelle frontière de sa stratégie d'exportation des infrastructures. Par conséquent, nous prévoyons de redoubler d'efforts pour soutenir le développement des pays partenaires tout en contribuant à l'expansion des entreprises japonaises à l'étranger, notamment les petites et moyennes entreprises (PME).

Développement rural

— Lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire à l'échelle mondiale



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

Après une forte hausse en 2008, les prix des denrées alimentaires ont atteint des sommets en 2011 et en 2012 et ils continuent d'augmenter depuis. Cette envolée des prix alimentaires exerce une menace sur la sécurité alimentaire des pays en développement. Cela a un impact particulièrement fort sur les populations pauvres, urbaines mais aussi rurales, telles que les petits agriculteurs et pêcheurs dont la production ou les prises ne suffisent même pas à subvenir à leurs propres besoins alimentaires.

La JICA déploie une coopération pour répondre aux problèmes liés au développement agricole, rural et maritime. L'objectif est de contribuer à l'objectif du Millénaire pour le développement (OMD) consistant à « éradiquer la pauvreté extrême et la faim » en offrant une aide pour la production et l'approvisionnement alimentaires ainsi qu'en matière de nutrition aux résidents des zones rurales et urbaines.

Développement agricole et rural

● Situation générale

Le contexte du développement rural et agricole a largement évolué, notamment sous l'impulsion de la mondialisation rapide, du changement climatique, de l'explosion des prix alimentaires et pétroliers, de la demande croissante de biocarburants, des changements d'habitudes alimentaires qui accompagnent l'augmentation des revenus, de la participation accrue du secteur privé, de la concurrence mondiale pour les terres cultivables et de la réhabilitation post-conflit. Dans de nombreux pays en développement, les agriculteurs représentent la majorité de la population et les trois quarts des pauvres vivent dans les zones rurales. C'est pourquoi les résidents ruraux des pays en développement sont profondément affectés par ces changements.

Approvisionnement alimentaire stable

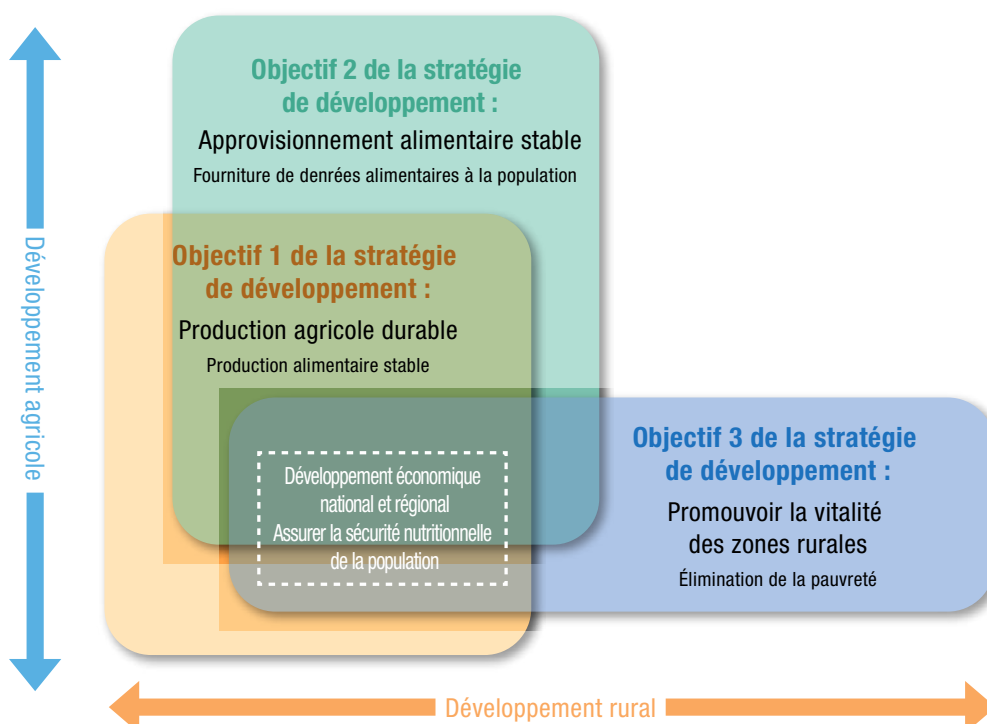
Selon les estimations de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans les pays en développement se situerait toujours à un niveau élevé, autour de 852 millions d'individus, entre 2010 et 2012. Par conséquent, la première cible de l'objectif 1 des OMD, qui vise à réduire de moitié la proportion de la population souffrant de la faim entre 1990 et 2015, risque d'être bien difficile à atteindre.

L'approvisionnement stable de la population en denrées alimentaires (sécurité alimentaire) est une condition essentielle à la stabilité socioéconomique et par conséquent un enjeu politique important. Or, pour diverses raisons telles que le manque de capacités des gouvernements à planifier et mettre en œuvre des plans nécessaires, l'inadéquation des infrastructures agricoles, le faible niveau des techniques de production et des systèmes de distribution

insuffisants, les pays en développement sont très démunis face aux aléas climatiques et la sécurité alimentaire des habitants est fréquemment menacée.

Cette situation entraîne une détérioration de l'état de santé de la population, provoque la sortie de devises étrangères pour l'importation de denrées alimentaires et accélère la migration vers les villes ainsi que l'abandon de l'agriculture. Ces changements induisent eux-mêmes une aggravation de la pauvreté dans les zones urbaines, facteur d'instabilité sociale et économique.

Objectifs, philosophie et finalité de l'aide pour le développement agricole et rural



Réduction de la pauvreté rurale

Selon le rapport 2012 de la Banque mondiale, malgré une baisse de la proportion de personnes vivant dans une situation de pauvreté extrême (avec moins de 1,25 USD par jour), ce nombre devrait rester proche du milliard en 2015, contre 1,29 milliard en 2008. Géographiquement, les populations pauvres sont concentrées en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Par ailleurs, bien que les taux d'autosuffisance pour les principales céréales se soient quelque peu améliorés et que la classe moyenne urbaine soit en pleine expansion en Amérique du Sud et en Asie du Sud, des inégalités subsistent entre les villes et les campagnes. Dans ces régions, il est nécessaire de trouver des moyens de réduire le fossé économique entre les zones urbaines et rurales.

Il a été établi que l'effet de la croissance menée par l'agriculture sur la réduction de la pauvreté est au moins deux fois plus important que celui d'une croissance stimulée par d'autres secteurs. De plus, dans les pays à faible revenu, notamment en Afrique subsaharienne, la part importante de l'agriculture dans le PIB traduit souvent les espoirs de la population dans ce secteur pour jouer le rôle de moteur de la croissance économique.

● Actions de la JICA

En matière de développement agricole et rural, la coopération de la JICA vise à garantir l'approvisionnement alimentaire stable des populations rurales et urbaines, à réduire la pauvreté dans les communautés rurales et, par ce biais, à stimuler la croissance économique aux niveaux national et régional. Toutes ces activités ont pour but de contribuer à la réalisation de l'OMD 1.

Dans ce contexte, la JICA a défini trois objectifs spécifiques de coopération :

1. Production agricole durable

Les risques liés à l'approvisionnement alimentaire forment une combinaison complexe de facteurs à court terme et à long terme. Les risques à court terme comprennent les mauvaises récoltes dues aux conditions climatiques et la hausse spéculative qui les accompagne. Les facteurs à long terme sont la forte croissance démographique des pays émergents, l'évolution de la structure de la demande dans ces pays, les restrictions d'accès aux ressources de production, comme l'eau et la terre, la vulnérabilité au changement climatique et enfin la concurrence entre la demande alimentaire et les besoins en biocarburants. Faire face à cette situation nécessite donc avant tout d'identifier la source de chaque problème pour apporter des réponses adaptées à chaque cause et aux circonstances spécifiques à chaque région. La JICA entend parvenir à une production agricole durable afin de répondre à ces divers problèmes.

Dans cette optique, la JICA fournit d'abord une aide pour l'élaboration de politiques agricoles qui intègrent les caractéristiques de l'ensemble du secteur du pays partenaire. En se basant sur ces politiques, la JICA assure une coopération couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la vente en passant par la distribution. Ses initiatives comprennent la mise en place, la maintenance et la gestion des infrastructures de production agricole telles que les systèmes d'irrigation ; l'amélioration de la fourniture et de l'utilisation des semences, des engrais et d'autre matériel agricole ; et l'introduction et l'utilisation des technologies de production des céréales, du bétail et d'autres produits tout en soutenant le renforcement institutionnel des organisations associées.

De plus, la JICA a commencé à examiner et à prendre des mesures pour favoriser la résilience de l'agriculture au changement climatique. Cela comprend notamment des activités de développement de l'énergie de biomasse de deuxième génération qui n'entre pas en concurrence

Étude de cas

Cambodge Activités de réduction de la pauvreté dans les zones rurales par l'amélioration de la productivité agricole

Approche globale intégrant les aspects matériels et institutionnels

La JICA apporte une aide pour la construction de systèmes d'irrigation, l'amélioration des technologies d'irrigation et le renforcement des activités agricoles dans les zones rurales, où vit plus de 90 % de la population pauvre du Cambodge. L'aide est constituée d'une combinaison de coopération technique, de prêts d'APD et de dons.

Malgré des progrès réguliers, le taux de pauvreté du Cambodge demeure à un niveau élevé de 26 % (en 2010). Dans ce contexte, l'agriculture fournit les opportunités de revenus et d'emplois indispensables pour réduire la pauvreté, en particulier en dehors de la capitale. Il n'en reste pas moins que le potentiel des zones rurales n'est pas encore pleinement exploité.

Pour contribuer à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales, la JICA s'efforce d'améliorer la productivité agricole à travers ses aspects matériels et institutionnels. Pour les aspects matériels, la JICA utilise les prêts d'APD et les dons afin d'établir la base de l'exploitation agricole, notamment réhabiliter les systèmes d'irrigation. Du côté institutionnel, la JICA travaille avec des homologues cambodgiens du ministère des Ressources en eau et de la météorologie, ainsi que du ministère de l'Agriculture, de la forêt et des pêches pour assurer des formations

sur les technologies agricoles, entre autres domaines.

Au cours de la réhabilitation des systèmes d'irrigation, les experts japonais donnent des instructions sur les méthodes de gestion de l'eau pour faire une utilisation efficace des ressources hydriques limitées. Ils fournissent également une aide pour l'établissement et le renforcement des associations d'usagers à travers lesquelles les agriculteurs assurent par eux-mêmes la maintenance du système. De plus, lors des formations sur les technologies agricoles, la JICA fournit des engrais de haute qualité et les experts procurent des instructions pour leur utilisation.

Ainsi, la JICA combine ses ressources de manière organique pour fournir une aide à travers laquelle les agriculteurs améliorent par eux-mêmes leur situation, notamment

en augmentant la productivité des produits agricoles et leurs revenus. À cette fin, les experts échangent constamment des informations et œuvrent au même objectif.



Inspection des semences produites dans une exploitation juste avant la récolte.

avec la production alimentaire ; l'établissement de systèmes de stockage ; l'utilisation de statistiques agricoles et l'introduction d'une assurance contre les intempéries ; et la promotion de l'entrée du secteur privé sur le marché. Par ailleurs, avec l'augmentation des revenus, les habitants des pays en développement veulent consommer des produits agricoles et d'élevage à forte valeur ajoutée et ils sont plus attentifs aux problèmes liés à la sécurité et à la qualité de leur alimentation. Il convient de répondre également à ces problèmes.

L'Afrique est le continent affichant la plus forte proportion de population souffrant de malnutrition (35 % des Africains, chiffres de 2011). C'est donc celui où les efforts destinés à accroître la production alimentaire sont les plus nécessaires. La quantité de riz consommée en Afrique progresse rapidement et il est fort probable que la production rizicole connaisse une croissance durable. Cette denrée apparaît donc comme l'une des solutions au manque de sécurité alimentaire du continent.

En collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, la JICA a lancé en mai 2008 une initiative baptisée « Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique » (CARD), qui vise à doubler la production de riz en une décennie, en passant de 14 à 28 millions de tonnes d'ici 2018. Pour atteindre cet objectif, la JICA soutient l'élaboration de stratégies nationales de développement rizicole dans les 23 pays producteurs de riz en Afrique, et apporte une aide pour stimuler la production de riz selon la stratégie fixée dans chaque pays. Dans le premier groupe de 12 pays de la CARD, la production rizicole a augmenté de 27 %, de 14 millions de tonnes lors de l'année de référence à 17,78 millions de tonnes en 2011.

2. Approvisionnement alimentaire stable

Une production alimentaire durable est la condition d'un approvisionnement alimentaire stable de la population d'un pays. De plus,

assurer un approvisionnement stable nécessite l'établissement de politiques d'offre et de demande alimentaires nationales qui intègrent la sécurité alimentaire au niveau international. La création d'un cadre pour les importations et l'utilisation appropriée de l'aide alimentaire sont également nécessaires.

Par exemple, dans la savane tropicale du Mozambique, qui dispose d'un immense potentiel de développement de sa production agricole, la JICA déploie une coopération triangulaire avec le Brésil, devenu l'un des principaux exportateurs mondiaux de produits agricoles grâce à la transformation de ses plaines de savanes, connues sous le nom de « cerrados », en une zone agricole fertile. En tirant parti des connaissances acquises lors des activités de développement agricole avec le Brésil, cette coopération vise à atténuer la pauvreté parmi les petits agriculteurs et à réduire les problèmes d'alimentation au niveau national. Toutes ces actions contribuent à la sécurité alimentaire internationale. Par ailleurs, en Éthiopie et au Kenya, deux pays régulièrement victimes de sécheresses, la JICA va au-delà des mesures d'urgence et d'aide sociale et contribue à la bonne utilisation de l'aide alimentaire. La JICA déploie également une aide pour renforcer la capacité de ces pays à initier et à maintenir par leurs propres efforts un approvisionnement alimentaire stable.

3. Promouvoir des communautés rurales dynamiques

Afin que le développement rural soit un facteur de réduction de la pauvreté, il est important de procéder à des changements sociaux et de dynamiser les villages ruraux dans une perspective de développement des économies agricoles et d'augmentation des moyens d'existence des populations. Pour parvenir à cet objectif, il convient d'aller au-delà de la simple hausse de productivité. La gestion agricole doit aussi faire l'objet d'une attention spécifique. Il convient par exemple d'améliorer la

Étude de cas Développement rural du Badakhshan à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan

Apporter une aide aux populations rurales à travers une collaboration avec les partenaires au niveau local

Pour apporter une aide aux habitants des zones difficiles d'accès ou non sécurisées d'une région rurale proche de la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan, la JICA travaille sur le développement communautaire avec un partenaire bien ancré dans la région.

L'amélioration des moyens d'existence des communautés rurales est fondamentale pour la paix et la sécurité en Afghanistan, où près de 80 % de la population vit dans des zones rurales.

Dans ce contexte, la JICA collabore avec une ONG internationale, la fondation Aga Khan, depuis 2011, pour le développement communautaire de la région frontalière du Badakhshan, la région la plus isolée et la plus inaccessible des deux pays. La construction d'infrastructures telles que des ponts et des écoles a démarré en se basant sur les besoins et les priorités identifiés à travers des audiences publiques et participatives.

La région frontalière du Badakhshan est située dans la zone montagneuse de l'Hindu Kush et du massif du Pamir. Elle est recouverte d'une épaisse couche de neige en hiver et, au printemps, les avalanches et les crues éclair provoquent de sérieux dommages. Dans des conditions climatiques si

hostiles, les travaux de construction ne peuvent être effectués que durant une courte période, de la fin du printemps jusqu'à l'automne. Le Japon apporte une aide à cette région inaccessible qui surmonte

de nombreux défis grâce à la fondation Aga Khan, une ONG bien implantée dans la région et dont le personnel compétent se consacre au développement communautaire au niveau local. Ce partenariat permet à la JICA de contribuer au développement rural de zones qu'elle ne pourrait pas atteindre seule. La JICA a l'intention d'intensifier sa collaboration avec d'autres agences gouvernementales

et ONG locales, telles que l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), pour apporter ses services aux populations dans le besoin en dépit des mauvaises conditions de sécurité.



Les représentants des résidents du district de Shughnon, dans la province de Badakhshan, discutent du plan d'activité (photo fournie par la fondation Aga Khan).

distribution et la vente des produits alimentaires, de dynamiser le secteur agroalimentaire, de renforcer les mesures de promotion des exportations et d'augmenter les revenus non agricoles.

Il faut également déployer une aide transversale recouvrant plusieurs domaines. Les fonctions administratives locales doivent être renforcées et des infrastructures rurales telles que les routes communautaires et les installations d'approvisionnement en eau potable doivent être construites. La JICA s'emploie également à améliorer le cadre de vie ainsi que le niveau de santé et d'éducation des résidents ruraux. L'aide vise en outre le développement participatif des zones rurales et la réduction des inégalités entre hommes et femmes.

Pour stimuler le développement rural, la JICA fournit une aide aux institutions administratives locales pour l'élaboration de plans de développement avec la participation des résidents ruraux. La JICA apporte aussi une aide pour l'établissement de systèmes de mise en œuvre permettant à la communauté d'augmenter ses revenus et ses moyens d'existence, ainsi que pour améliorer la distribution et la vente de produits agricoles. De plus, dans les pays en situation post-conflictuelle, le développement agricole et rural étant souvent une composante clé de l'aide, la JICA accorde la priorité à ces activités.

Au Kenya, la JICA a proposé d'orienter l'agriculture vers le marché en « encourageant la production de cultures commercialisables et de meilleure qualité » en lieu et place du schéma traditionnel consistant à « cultiver avant de vendre » à travers un projet de coopération technique pour l'autonomisation des petits exploitants horticoles (SHEP). Le projet a incité les petits exploitants horticoles à mener des études de marché, à sélectionner les cultures et à élaborer des plans d'action pour cibler des marchés plus prometteurs. Les agents chargés de la vulgarisation agricole ont apporté une assistance technique lors de ce processus. Par ailleurs, le projet a mis l'accent sur les aspects sexospécifiques en se basant sur les concepts d'« égalité des chances » et d'« égalité de revenus » entre les hommes et les femmes afin de surmonter les obstacles liés au genre et d'augmenter les revenus des foyers agricoles. Ainsi, le revenu net moyen des agriculteurs ciblés par le projet a doublé – et la JICA met en œuvre le nouveau projet d'autonomisation et de promotion des petits exploitants horticoles (SHEP-UP) pour appliquer cette



En effectuant leurs propres études de marché, puis en cultivant et en vendant des produits sélectionnés, l'attitude des agriculteurs vis-à-vis de la commercialisation a évolué d'un schéma consistant à « cultiver puis vendre » à un schéma plus stratégique consistant à « cultiver pour vendre ».

approche orientée vers le marché à l'ensemble du Kenya. D'autres projets intégrant le même concept sont également en cours au Rwanda et en Palestine. En outre, une application plus large de cette approche dans plusieurs pays d'Afrique est prévue et sera adaptée pour répondre aux situations spécifiques de chaque pays

Pêche

● Situation générale

Les produits de la pêche provenant des océans, des lacs et des cours d'eau constituent une ressource alimentaire importante pour les habitants des pays en développement. Selon la FAO, les produits halieutiques fournissent à ces populations 20 % de leurs apports en protéines animales et ils constituent souvent l'une des seules sources de protéine abordables. Les ressources halieutiques sont fondamentalement des « ressources libres d'accès » pouvant être récoltées avec du matériel rudimentaire. Par ailleurs, le secteur de la pêche joue un rôle précieux, car il fournit un moyen de subsistance aux personnes vulnérables, comme les femmes chefs de ménage ou les personnes ne disposant pas de moyens de production. La part des pays en développement dans les exportations mondiales de produits halieutiques est de 50 % ou plus en valeur et de 60 % ou plus en volume (2010), ce qui souligne le rôle crucial de ce secteur pour l'économie de ces pays.

La production halieutique et aquacole mondiale était de 148 millions de tonnes en 2010. Cependant, les pêches de capture maritimes ont atteint un sommet dans les années 1990 et on estime que ces ressources sont presque pleinement exploitées depuis. Ces dernières années, face à la stagnation de la pêche de capture, la production aquacole n'a cessé d'augmenter et elle représente aujourd'hui près de 40 % de la production halieutique totale.

Même dans les pays en développement, le déclin des ressources halieutiques est manifeste, probablement à cause de la surpêche et de la destruction de l'environnement naturel et des écosystèmes. Cependant, la gestion appropriée des ressources halieutiques n'a pas encore été suffisamment adoptée par les pêcheurs. Ces derniers sont souvent privés de moyens d'existence alternatifs et ils ont donc une forte tendance à favoriser le profit immédiat plutôt que les bénéfices durables à long terme. Ainsi, la gestion efficace des ressources halieutiques acceptable par une majorité de pêcheurs constitue un défi clé pour ces pays.

● Actions de la JICA

Comme cela a été mentionné précédemment, la mauvaise gestion, qui entraîne la détérioration de précieuses ressources halieutiques, est un problème majeur du secteur de la pêche. Cependant, il ne suffit pas d'envisager le problème sous l'aspect des ressources, car les villages de pêcheurs, souvent situés dans des zones rurales marginalisées, doivent également faire face à un grand nombre de problèmes sociaux, notamment une pauvreté chronique. Il est donc fondamental de s'attaquer au problème de la gestion de la pêche dans le cadre plus large du « développement des communautés (villages) de pêcheurs », qui intègre les autres aspects pertinents de la subsistance des pêcheurs.

La coopération dans le secteur de la pêche vise trois grands objectifs : assurer l'approvisionnement alimentaire stable des populations locales, éliminer la malnutrition en garantissant des apports alimentaires appropriés, et réduire la pauvreté en fournissant aux pauvres des moyens

de subsistance. Une gestion adaptée des ressources halieutiques constitue une bonne base pour réaliser ces objectifs et elle est essentielle au développement des villages de pêcheurs. Les trois piliers de la coopération de la JICA sont les suivants.

1. Dynamisation des communautés de pêche locales

Pour réduire la pauvreté chronique et autonomiser les communautés de pêche, il convient d'adopter une approche globale. Les efforts pour promouvoir la gestion durable des ressources halieutiques seraient plus efficaces s'ils étaient complétés par des activités visant à stabiliser les moyens de subsistance des communautés. Cela comprend la promotion d'activités rémunératrices alternatives, comme l'agriculture, et la fourniture de services de santé et d'éducation, ainsi que d'autres programmes de développement social.

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures de pêche, telles que la construction de marchés de poisson, qui favorisent une commercialisation efficace du poisson ainsi que les actions collectives des membres des communautés. La JICA s'attache également à améliorer les capacités des organisations de pêcheurs ainsi que les activités des groupements féminins pour la transformation et la commercialisation du poisson.

2. Stabilité de l'approvisionnement alimentaire (utilisation efficace des ressources halieutiques)

Dans plusieurs pays en développement, les problèmes de sécurité alimentaire s'aggravent, principalement à cause de la croissance démographique. Cette situation exerce inévitablement une pression supplémentaire sur les ressources halieutiques. Afin d'assurer un approvisionnement stable en poissons tout en évitant la surexploitation des ressources, le secteur de la pêche doit rapidement passer de la capture à l'aquaculture. En réponse à ces besoins, la JICA concentre ses

efforts sur l'aquaculture. Pour promouvoir l'aquaculture dans les zones rurales, la JICA adopte une approche unique de « formation d'exploitant à exploitant ». De plus, la JICA soutient le développement des ressources humaines dans l'aquaculture en ciblant les chercheurs, les techniciens et les vulgarisateurs. Les poissons et les produits halieutiques sont hautement périssables. Dans les pays en développement, où les infrastructures de distribution sont insuffisamment développées, les pertes postérieures à la récolte constituent un problème. La JICA s'emploie à améliorer les installations liées au débarquement, à la distribution et à la vente du poisson pour un meilleur contrôle de la qualité et de l'hygiène. Ces efforts sont complétés par une assistance technique pour la transformation et la conservation du poisson.

3. Conservation et gestion adéquates des ressources halieutiques

Les ressources halieutiques ont la capacité de se reproduire si elles sont correctement gérées. Consciente que les approches descendantes adoptées par les gouvernements ne sont probablement pas en mesure de promouvoir la bonne gestion des ressources halieutiques, la JICA privilégie une approche de cogestion qui intègre la sensibilisation et le renforcement des capacités des groupes de pêcheurs et qui encourage les mécanismes de collaboration parmi les acteurs clés.

La JICA met également l'accent sur le renforcement des capacités des administrations compétentes pour créer des cadres politiques adéquates et mettre en œuvre les mesures décidées. La collecte de données scientifiques en appui à la prise de décision et l'aide aux initiatives régionales vont dans le même sens. Avec la participation des pêcheurs locaux, la JICA s'attache à protéger et restaurer l'habitat essentiel des écosystèmes terrestres et marins, tels que les herbiers marins.

Étude de cas République du Bénin Promotion de l'aquaculture continentale

Nouvelle approche de l'extension de l'aquaculture en Afrique

Au Bénin, la production halieutique issue des masses d'eau naturelle ne peut plus répondre à la forte demande de poissons et le pays est devenu dépendant des importations. Alors que les possibilités d'intensifier la pêche dans les masses d'eau naturelle sont très minces, le pays place maintenant de forts espoirs dans le secteur de l'aquaculture pour combler le fossé entre l'offre et la demande de poissons. En se basant sur les résultats du projet d'étude sur la promotion de l'aquaculture continentale pour le développement rural de la République du Bénin, la JICA met en œuvre un projet de coopération technique sur l'extension de l'aquaculture dans le sud du pays.

Dans ce projet, l'efficacité de la nouvelle approche pour la promotion de l'aquaculture, c'est-à-dire l'application de la formation d'exploitant à exploitant (EAE), a été testée sur le terrain. Dans le cadre de la formation EAE, certains exploitants clés jouent un rôle important en fournissant les intrants nécessaires (semences, alimentation et formation) à leurs pairs. Ainsi, les efforts et les coûts administratifs des institutions gouvernementales pour la promotion ou l'extension de l'aquaculture sont fortement allégés. Les exploitants clés formés par le projet deviennent à leur tour des formateurs au niveau local et ils sont incités à endosser ce rôle par les gains économiques qu'ils peuvent retirer de la vente de semences et d'aliments aux

agriculteurs qu'ils formeront.

Le projet assure également la promotion de la culture en bassin de poissons-chats dans les zones périurbaines. Cette activité, utilisant des dispositifs de microfinancement, est majoritairement pratiquée par des groupes de femmes. La promotion de l'aquaculture a permis une diversification des activités rémunératrices dans les zones rurales et périurbaines. Grâce à ce projet de coopération technique, au moins 500 ménages ont commencé ou recommencé une activité aquacole, ce qui a contribué à améliorer leurs moyens de subsistance.



Élevage de poissons-chats par un groupe de femmes. Il est possible d'élever 70 kg de poissons dans un seul bassin. La période de culture est de près de quatre mois.



Tunisie : Projet d'amélioration de la qualité et de la productivité

Message du directeur général

Développement industriel et politique publique

Takumi Ueshima
Directeur général
Département
Développement industriel
et politique publique



Mettre à profit la vitalité du secteur privé

Le département Développement industriel et politique publique comprend les groupes secteur privé, énergie et mines, et gouvernance. Lors de l'exercice 2012, le département a pris des mesures pour tirer autant que possible parti de la vitalité du secteur privé dans les pays en développement. Le département a renforcé les synergies avec chaque groupe et apporté une aide globale pour réformer les politiques et les systèmes visant à améliorer l'environnement des affaires, former des ressources humaines pour l'industrie, soutenir les industries auxiliaires et favoriser le développement des secteurs de l'énergie et des mines.

Dans le monde d'aujourd'hui, le secteur privé participe très largement au développement des pays en développement.

Consciente de cet état de fait, la JICA a déployé une aide pour les pays asiatiques, dont le Vietnam, et d'autres pays en développement en vue de promouvoir les investissements étrangers dans le secteur privé. Nous avons offert une aide pour les systèmes et stratégies sur l'environnement des affaires dans le domaine juridique, fiscal, financier et boursier ; les règlements douaniers et de propriété intellectuelle et ; les réformes administratives et budgétaires.

Favoriser l'émergence des ressources humaines industrielles et des industries auxiliaires constitue un autre aspect important du développement du secteur privé, car elles forment la base du secteur manufacturier. Par exemple, en Inde, où les entreprises japonaises sont de plus en plus présentes, nous apportons une aide pour former le personnel d'encadrement du secteur manufacturier et partager l'art japonais de concevoir et fabriquer des objets ou *monozukuri*. Au Mexique, où de nombreux constructeurs automobiles japonais possèdent des usines, nous avons envoyé des experts rompus à la méthode *monozukuri* pour aider les fabricants de pièces détachées et d'autres industries auxiliaires à moderniser leurs activités.

Dans les secteurs de l'énergie et des mines, nous avons concentré notre aide sur l'électricité, un goulot d'étranglement des investissements pour de nombreux pays en développement. Lors de l'exercice 2012, pour apporter une aide plus efficace et plus efficace, nous avons mis en œuvre une politique dite des 3F, faibles émissions de carbone, faibles coûts et faibles risques.

Nous avons également agi dans bien d'autres domaines. Nous avons assuré une aide pour étendre le réseau *kaizen* en Éthiopie et dans d'autres pays d'Afrique et pour développer les industries locales à travers des initiatives telles que « Un village, un produit ». Nous avons soutenu des projets visant à assurer une distribution fluide des marchandises, notamment l'autoroute de fret asiatique et le système des postes frontalières à guichet unique (PFGU). De plus, nous avons apporté une aide par l'intermédiaire des Centres Japon pour le développement des ressources humaines dans la péninsule indochinoise.

Lors de l'exercice 2013, en mettant à profit les connaissances du secteur privé japonais, nous allons poursuivre nos efforts pour tirer le meilleur parti de la vitalité du secteur privé dans une perspective de développement des pays bénéficiaires.

Développement du secteur privé / Énergie et exploitation minière / Gouvernance

— Bâtir une croissance durable et des sociétés démocratiques et justes dans les pays en développement



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

La JICA aide les pays en développement à établir un secteur privé qui puisse servir de moteur à la croissance économique. L'Agence se concentre sur la promotion des échanges et des investissements, le développement des petites et moyennes entreprises, la dynamisation des industries et des économies locales, et sur l'essor du tourisme. Elle apporte une aide de grande envergure au développement des infrastructures industrielles, notamment pour l'approvisionnement stable en électricité, l'exploitation minière, les énergies renouvelables et la conservation d'énergie. La JICA déploie également de nombreux efforts pour établir une gouvernance solide en créant des cadres juridiques et judiciaires, en favorisant l'efficacité et la transparence des gouvernements, en améliorant les capacités administratives des autorités locales et en renforçant la gestion budgétaire et monétaire. À travers ces activités, la JICA promeut une croissance durable ainsi que l'émergence de sociétés démocratiques et justes dans les pays en développement.

Développement du secteur privé

Parce qu'il est un moteur de la croissance économique, le développement du secteur privé est l'une des principales priorités pour parvenir à un développement durable et autonome du système économique dans un pays en développement. Ce secteur revêt une importance d'autant plus grande dans la mesure où, dans un contexte de mondialisation progressive de l'économie mondiale, les activités économiques se prolongent de plus en plus au-delà des frontières nationales. Ainsi, pour stimuler le secteur privé d'un pays en développement, il faut s'assurer en priorité que l'économie bénéficie de la mondialisation et que les bénéfices du développement économique sont équitablement répartis au sein de la population. C'est dans cet état d'esprit que la JICA déploie une aide transversale qui contribue à la

dynamisation du secteur privé dans les pays en développement. Cela comprend la promotion du commerce et des investissements, le développement des petites et moyennes entreprises et des ressources humaines industrielles, ainsi que le développement des économies et des industries régionales.

Ces dernières années, les entreprises japonaises ont intensifié leurs activités, en particulier dans le secteur manufacturier, au sein des pays en développement, jouant ainsi un rôle important dans l'émergence de leurs secteurs privés. Le renforcement de la collaboration avec ces entreprises améliore l'efficacité de l'aide aux pays en développement. Simultanément, l'amélioration de la coopération a contribué à consolider les liens économiques avec les pays partenaires et le développement économique mutuel.

Étude de cas

Développement du secteur privé Établissement d'un Centre Japon pour le développement des ressources humaines

Former les ressources humaines responsables de l'avenir de l'industrie du Myanmar

En août 2013, le quatrième Centre Japon pour le développement des ressources humaines de la région ANASE/Indochine a ouvert ses portes au Myanmar.

Après des premières recherches en février 2012, la JICA a entretenu un dialogue constant avec le ministère du Commerce birman et la Fédération des chambres de commerce et d'industrie de l'Union du Myanmar (UMFCCI) afin de préparer l'ouverture du Centre Myanmar-Japon pour le développement des ressources humaines. La mission du Centre consistera à développer les ressources humaines pour la gestion des entreprises et promouvoir les échanges de personnel entre le Myanmar et le Japon. Le Centre est situé au 11^e étage du bâtiment de l'UMFCCI, à Rangoun, la capitale économique du Myanmar, ce qui témoigne des fortes attentes vis-à-vis de la future coopération de la JICA.

Au cours des trois prochaines années, la JICA va concevoir des programmes de formation pour le Centre en s'appuyant sur des méthodes japonaises de gestion de la production et de management. Ces

programmes seront enseignés par des instructeurs envoyés du Japon. De plus, la JICA fournira une aide pour le fonctionnement du Centre, notamment des cours sur mesure pour les entreprises, l'envoi d'instructeurs pour la formation des cadres et l'élaboration des programmes et des supports pédagogiques. La JICA se concentrera également sur la formation des instructeurs locaux pour les programmes du Centre, la promotion des échanges à travers des ateliers regroupant les industries et le gouvernement, et sur d'autres activités.

Afin de parvenir à l'intégration de l'ANASE, la politique de la JICA prévoit des échanges d'informations avec les autres Centres Japon au Vietnam, au Laos et au Cambodge pour contribuer au bon déroulement des activités du Centre Myanmar-Japon.



Le Centre Myanmar-Japon pour le développement des ressources humaines est situé dans le bâtiment de l'UMFCCI.

● Situation générale

La coopération de la JICA pour le développement du secteur privé a pour objectif de stimuler l'emploi et les économies des pays en développement en dynamisant le secteur privé. Dans les pays en développement, l'absence de politiques gouvernementales, de systèmes et d'autres mesures pour développer le secteur privé crée des problèmes tels que le manque de compétitivité des entreprises et des industries et la faible progression de la modernisation et de la diversification industrielles.

De plus, avec le développement des marchés en Inde, en Chine et dans d'autres pays émergents, les entreprises étrangères, notamment japonaises, ont adopté des politiques audacieuses de production et de vente dans les pays en développement. Leurs activités permettent souvent de former des techniciens, transférer des technologies et créer un large spectre d'opportunités d'emploi. Pour développer le secteur privé, le principal défi des gouvernements des pays en développement consiste à trouver le meilleur moyen de collaborer avec les entreprises étrangères, notamment japonaises, pour favoriser l'assimilation de technologies et la progression de la production et l'emploi qui mèneront à un développement efficace.

● Actions de la JICA

L'aide de la JICA pour le développement du secteur privé couvre la promotion du commerce et des investissements, le développement des petites et moyennes entreprises et des ressources humaines industrielles, ainsi que le développement des économies et des industries régionales. L'aide de la JICA permet également de créer un environnement favorable aux activités économiques ; de lever les obstacles aux investissements commerciaux ; et de promouvoir les importations, les exportations et les investissements des entreprises. La JICA participe également au renforcement des mesures gouvernementales pour le développement des petites et moyennes entreprises et des systèmes de mise en œuvre de chaque politique et plan de développement de l'industrie qui utilise les ressources locales des zones rurales afin de diffuser largement les bénéfices économiques à travers le pays. Ces activités sont liées au développement économique, à la progression de l'emploi et au resserrement des liens économiques avec le Japon et d'autres pays.

Ces dernières années, les entreprises japonaises ont manifesté une volonté accrue de pénétrer les marchés étrangers. La JICA échange des opinions avec ces entreprises et leur fournit des informations par l'intermédiaire de ses conseillers en promotion des investissements installés dans chaque pays, par l'organisation de séminaires sur les investissements et d'autres mesures. En outre, la coopération de la JICA avec les pays en développement contribue au développement des activités des entreprises japonaises à l'étranger. La JICA déploie une aide pour le développement des parcs industriels et des zones économiques spéciales, ainsi que pour l'établissement d'une base pour les affaires, notamment de systèmes de certification des normes et de droits de propriété intellectuelle. La JICA met également l'accent sur la formation des ressources humaines dans le secteur du commerce en Asie. En Afrique, la JICA se concentre sur le développement des ressources humaines industrielles par un soutien renforcé à l'amélioration de la qualité et de la productivité, entre autres mesures. À travers ces efforts, la JICA a pour ambition d'assurer une coopération utile au développement mutuel des secteurs privés des pays en développement et du Japon.

1. Promotion des échanges et des investissements

Les bénéfices engendrés par le développement des échanges et la promotion des investissements vont de l'acquisition d'expertises et de technologies nouvelles – notamment en matière de création de nouveaux marchés et de savoir-faire dans le domaine de la finance ou de la gestion –, à la création d'emplois et au renforcement de la compétitivité internationale.

Pour développer les échanges et promouvoir les investissements dans les pays en développement, la JICA privilégie une aide pour 1) la création d'un environnement favorable aux affaires, 2) l'établissement de cadres pour promouvoir le commerce et 3) l'établissement de cadres pour promouvoir les investissements. Le premier point consiste plus particulièrement à lever les barrières aux investissements commerciaux posés par les gouvernements et autres institutions publiques et à renforcer la promotion des importations, des exportations et des investissements par les entreprises. Dans ces domaines prioritaires, la JICA apporte une aide globale qui couvre la formulation et la mise en œuvre concrète des politiques. Les projets suivants sont représentatifs des efforts récents accomplis dans les domaines prioritaires.

- 1) **Créer un environnement favorable aux affaires** : La JICA a assuré une coopération sur des projets visant à renforcer les systèmes de protection des droits de propriété intellectuelle en Indonésie et au Vietnam, et sur les aspects institutionnels d'un projet d'établissement d'un cadre de certification des normes au Vietnam. Avec d'autres projets, la JICA a apporté une aide matérielle pour l'établissement d'une zone économique spéciale de près de 70 hectares près du port de Sihanoukville.
- 2) **Établir un cadre pour la promotion du commerce** : La JICA a offert une aide pour renforcer les fonctions d'une agence de promotion des exportations en Indonésie.
- 3) **Établir un cadre pour la promotion des investissements** : Les projets de la JICA ont soutenu les agences de promotion des investissements au Cambodge et en Zambie sur les aspects institutionnels et pratiques liés à la recherche d'investissements directs à l'étranger. La JICA a également envoyé des conseillers en promotion des investissements dans les pays en développement, ce qui a aussi permis de soutenir le développement des entreprises japonaises à l'étranger.

Au niveau national, la JICA a fourni un programme général sur les grandes orientations politiques, notamment pour les investissements directs à l'étranger et les propositions de politiques industrielles sous-jacentes, mais aussi au niveau pratique auprès des agences de promotion des investissements.

Avec la mondialisation des économies, les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou régionaux ont fortement progressé. La JICA accompagne cette tendance, par exemple en analysant les bénéfices du système de promotion du commerce établi par l'accord de partenariat économique Indonésie-Japon. L'Agence a également utilisé ces résultats pour améliorer l'utilisation du système en soutenant les procédures commerciales assurées par les institutions publiques indonésiennes dans le cadre de l'accord. En outre, dans une perspective d'édification d'un système commercial multilatéral, l'aide de la JICA est déployée dans le cadre de l'initiative d'Aide pour le commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Les actions de la JICA, au niveau matériel et institutionnel, participent toutes à la progression de cette initiative.

2. Promotion des petites et moyennes entreprises et développement des ressources humaines dans le secteur de l'industrie

L'aide de la JICA pour les petites et moyennes entreprises cible principalement 1) l'établissement de systèmes et d'organisations politiques pour promouvoir les petites et moyennes entreprises et 2) l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

Il existe une grande diversité de politiques et de systèmes nécessaires à la promotion des petites et moyennes entreprises dans les pays en développement. Avant tout, les politiques de développement efficaces reposent sur des principes de base pour la promotion des petites et moyennes entreprises et sur l'édification et le renforcement de systèmes pour les mettre en œuvre. Au Cambodge, par exemple, la JICA a déployé une aide pour former un cadre au niveau ministériel afin de promouvoir les petites et moyennes entreprises, et pour travailler sur les aspects pratiques des politiques. La JICA a participé à la formulation de lois fondamentales sur les petites et moyennes entreprises et à la mise en œuvre de mesures politiques de haut niveau.

Afin d'améliorer la compétitivité des entreprises, il est probablement nécessaire de renforcer les quatre piliers de l'entreprise que sont « la main-d'œuvre, les biens, les capitaux et l'information ». Pour ce faire, il est souvent nécessaire de passer par des « organismes de soutien », institutions publiques ou associations du secteur privé, c'est pourquoi l'aide de la JICA consiste surtout à renforcer les capacités de ces organismes. Dans le cas de la Thaïlande, la JICA assure une coopération pour améliorer et pérenniser les services offerts par ces organismes de soutien aux petites et moyennes entreprises.

En particulier, l'aide pour la main-d'œuvre, autrement dit la formation des ressources humaines du secteur de l'industrie, se concentre sur des mesures pour stimuler la compétitivité des entreprises utilisant les connaissances japonaises dans ce domaine. La JICA coopère avec les institutions gouvernementales, les instituts d'enseignement et d'autres entités pour offrir cette aide. L'objectif de la coopération est de permettre aux entreprises d'acquérir et d'améliorer le savoir-faire nécessaire à leurs activités, notamment sur la gestion de la production et de la vente ou les technologies de fabrication. Par exemple, en Inde, la JICA prend des mesures innovantes pour contribuer au développement durable de l'industrie manufacturière. La JICA assure la formation du personnel d'encadrement clé de l'industrie manufacturière sur les points essentiels de la méthode de fabrication japonaise, le *monozukuri*, et elle prépare les chefs d'industrie indiens pour la transformation du secteur manufacturier. Les résultats de ce type de coopération peuvent bénéficier à la fois aux pays en développement et au Japon. Ils contribuent au développement de l'industrie manufacturière dans les pays en développement et aux activités des entreprises japonaises sur place.

Entre autres efforts pour la formation des ressources humaines dans le secteur de l'industrie, la JICA diffuse l'utilisation des méthodes *kaizen* d'amélioration de la qualité et de la productivité, l'un des domaines où le Japon est le plus en pointe. Cela est particulièrement vrai pour l'Afrique ; dans le plan d'action de Yokohama 2013-2017 annoncé lors de la cinquième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD V), la nécessité d'améliorer la qualité et la productivité des secteurs public et privé à travers le *kaizen* a clairement été établie. Dans cette optique, après l'Éthiopie, le Ghana et le Kenya, la JICA assure une coopération pour le développement du secteur privé en Tanzanie et en Zambie, et l'Agence entend poursuivre

la collaboration dans ce domaine.

La JICA établit des Centres Japon pour le développement des ressources humaines (Centres Japon) comme points relais pour former les ressources humaines industrielles des pays en développement. En plus des huit Centres Japon créés au Vietnam, au Laos, au Kazakhstan, en Ouzbékistan, en Mongolie, au Kirghizstan, au Cambodge et en Ukraine, la JICA a récemment établi un Centre Japon au Myanmar.

Dans le cadre des programmes d'études commerciales, qui forment le cœur de leurs activités, les Centres Japon développent des ressources humaines formées aux méthodes japonaises de management et de gestion de la production dans les pays en développement. Ces dernières années, ce processus a franchi une étape en créant des réseaux de travailleurs locaux dans l'industrie à travers des réunions régulières entre anciens participants aux programmes d'études commerciales et d'autres événements. En tirant parti du savoir-faire et des réseaux établis au fil des nombreuses années d'existence de ces programmes, la JICA soutient également les entreprises japonaises présentes sur ces marchés. Récemment, avec l'intensification de leurs activités sur les marchés étrangers, les entreprises japonaises sont de plus en plus nombreuses à inscrire leurs employés dans les programmes d'études commerciales proposés par les Centres Japon.

3. Promotion des économies et des industries locales

Avec la croissance économique, l'aggravation des inégalités est devenue un problème majeur dans de nombreux pays en développement. Guidée par sa vision d'un « développement inclusif et dynamique », la JICA a l'ambition d'étendre largement les bénéfices de la croissance économique. Pour y parvenir, la JICA déploie une aide pour le développement des industries locales qui utilise les caractéristiques et les ressources présentes dans la région afin de bénéficier aux résidents.

La coopération de la JICA pour le développement des industries locales comprend 1) la création d'organisations et de systèmes pour soutenir les entreprises et les coopératives locales ; 2) le développement des compétences commerciales permettant aux entreprises et coopératives locales de mener à bien leurs activités régulières, notamment le développement de produits, l'amélioration de la qualité, la commercialisation et autres ; et 3) l'établissement d'un système coopératif entre les secteurs public et privé pour la promotion des économies locales. Les industries ciblées par l'aide travaillent dans le secteur des produits transformés ou d'artisanat fabriqués à partir de produits agricoles ou autres ressources locales. L'industrie du tourisme utilisant le patrimoine naturel, culturel, historique ou paysager d'une région bénéficie également de cette aide.

Par exemple, pour son aide aux petites entreprises et coopératives locales du Kenya et du Malawi, la JICA crée un système à travers lequel le ministère ou l'administration publique locale peut directement ou indirectement, par des organismes de soutien, apporter technologie et financements. Parallèlement à ce projet, la JICA facilite l'acquisition des connaissances de base pour les entreprises, en comptabilité par exemple, nécessaires pour transformer les ressources locales en produits commercialisables. Les autres domaines de l'aide comprennent l'exploration des ressources, l'amélioration de la qualité et de la productivité ainsi que le renforcement des compétences pour la commercialisation et la vente, entre autres. En plus du Kenya et du Malawi, la JICA applique ces mesures dans de nombreux autres pays, notamment l'Éthiopie et le Mozambique.

La coopération de la JICA dans le secteur du tourisme en Palestine et en Tunisie consiste à soutenir les efforts coordonnés et la collaboration des secteurs public et privé. La JICA effectue des enquêtes sur les caractéristiques spécifiques du tourisme et des ressources locales et sur le développement de produits touristiques bénéficiant à la région avant de participer à la réalisation de campagnes publicitaires ou promotionnelles ciblées. La JICA fournit aussi une aide pour le renforcement des capacités administratives à exploiter durablement l'environnement, notamment la nature, la culture et les modes de vie. L'aide intègre les méthodes prônant la protection, l'exposition et l'utilisation durables des ressources touristiques.

À travers sa coopération, la JICA utilise les connaissances japonaises sur le développement des ressources humaines du secteur de l'industrie, et elle s'efforce de favoriser le développement économique et de promouvoir l'industrie locale d'une manière adaptée à chaque pays.

Énergie et exploitation minière

● Soutenir une utilisation de l'énergie conforme aux 3F (faibles coûts, faibles émissions de carbone et faibles risques) dans les pays en développement

Un approvisionnement stable en énergie est nécessaire aux besoins humains fondamentaux et à l'industrialisation. Ayant des applications diverses pour l'ensemble de la société, l'énergie est indispensable à l'activité économique – croissance économique et consommation énergétique sont en effet étroitement corrélées. Garantir un approvisionnement énergétique stable et peu onéreux est un enjeu primordial pour aider les pays en développement à stabiliser la société et l'économie et parvenir à une croissance durable.

Dans les pays en développement disposant d'abondantes ressources naturelles, le développement énergétique et minier peut apporter des résultats en un temps relativement court par rapport à d'autres secteurs. L'exploitation minière a également un impact majeur sur la société et l'économie à travers le développement des

infrastructures et des régions. Pour le Japon et les autres pays importateurs de ressources minérales, il est également essentiel de garantir un approvisionnement stable et durable en ressources minérales à partir de sources diverses en encourageant le développement minier dans de nombreux pays.

● Situation générale

1. Énergie

(1) Faire face à l'augmentation inévitable de l'utilisation des énergies fossiles

Selon les *Perspectives énergétiques mondiales 2012*, publiées par l'Agence internationale de l'énergie (AIE), la consommation énergétique des pays en développement connaîtra une croissance substantielle entre 2010 et 2035. Dans une perspective de lutte contre le changement climatique, il faut avant tout introduire autant que possible des énergies renouvelables, notamment la géothermie, améliorer les rendements de combustion et réduire les émissions de carbone du pétrole et du gaz, qui représentent une part importante des sources d'énergie mondiales.

(2) Assurer la croissance stable et durable des zones rurales

L'amélioration des taux d'électrification est fondamentale pour les pays en développement qui souhaitent atteindre une croissance durable et fonder une société équitable. En 2009, les taux d'électrification des zones rurales des pays non membres de l'OCDE étaient faibles. Il est nécessaire d'améliorer la situation dans ces zones en introduisant des sources d'énergie hors réseaux et en étendant les réseaux de transmission et de distribution.

(3) Répondre aux besoins technologiques et financiers importants

L'amélioration de l'approvisionnement électrique nécessite des investissements colossaux. L'AIE estime que les pays non membres de l'OCDE investiront 10 081 milliards USD dans le secteur de l'électricité dans la période s'étendant jusqu'en 2035. Il faudra investir non seulement dans la production électrique, mais aussi dans les

Étude de cas Énergie et exploitation minière Coopération pour le développement de la géothermie

Début de la coopération technique pour le développement de la géothermie

L'énergie géothermique fait l'objet de fortes attentes en tant que source d'énergie renouvelable pouvant assurer un approvisionnement électrique stable, sobre en carbone et bon marché. En utilisant les technologies de pointe japonaises, la JICA a commencé une coopération technique pour le développement de la géothermie au Kenya.

La grande vallée du Rift, en Afrique, offre d'abondantes ressources géothermiques. C'est une région qui a un fort potentiel pour la construction de centrales utilisant cette énergie, notamment au nord-est. L'énergie géothermique est reconnue partout dans le monde comme étant une source d'énergie renouvelable pouvant assurer un approvisionnement électrique sobre en carbone, bon marché et stable. Cependant, le faible taux de réussite des forages d'essai a marqué un arrêt de son développement.

Par le passé, la JICA a fourni une aide pour la construction de centrales géothermiques à Olkaria, au Kenya, par l'intermédiaire de prêts d'APD. Pour accélérer le développement de la géothermie au Kenya, depuis 2013, la JICA a commencé un projet de coopération technique visant à étendre

les capacités de l'entreprise publique chargée du développement de la géothermie en utilisant les technologies de pointe japonaises. Le Kenya possédant déjà plusieurs sites exploités, la JICA offre une aide pour l'amélioration des technologies à chaque étape du développement, de l'exploration à l'évaluation en passant par le forage. L'aide se divise en plusieurs volets : envoi d'experts sur les sites au Kenya, organisation de formations au Japon, et autres activités.

À travers cette coopération, la JICA entend aussi aider les entreprises japonaises à saisir des opportunités de vente de leurs centrales énergétiques et équipements ou à participer au dispositif des producteurs d'électricité indépendants ou à d'autres mécanismes prévus pour les entreprises dans ce

domaine. Cela permettra également d'assurer la formation de jeunes techniciens japonais pour le développement de la géothermie.



Essai de production de vapeur géothermique à Menengai, au Kenya

installations de distribution. Pour répondre à ces besoins substantiels en capitaux, il faudra faire appel aux fonds publics, mais aussi faciliter l'usage des capitaux du secteur privé.

Comme nous l'avons vu, il est nécessaire de regrouper des technologies, du savoir-faire et de grandes quantités de capitaux pour résoudre les problèmes énergétiques des pays en développement. Mais ces pays n'ont ni les ressources, ni les compétences suffisantes pour la planification des politiques ou les ressources humaines pour les appliquer. Les pays en développement doivent également se convertir à une énergie sobre en carbone, ce qui nécessite une technologie complexe et onéreuse. C'est pourquoi la coopération des pays développés est indispensable pour acquérir la technologie et les capitaux, mais aussi l'expérience et le savoir-faire.

2. Exploitation minière

(1) Environnement minier des dernières années et problèmes des pays en développement

Ces dernières années, la demande mondiale pour les ressources minérales a progressé avec la croissance économique de la Chine et d'autres pays émergents. Dans un contexte de compétition intense pour sécuriser les ressources naturelles et d'oligopolisation des marchés par les grandes entreprises, le prix des ressources naturelles a continué d'augmenter. Par conséquent, de nombreux pays disposant de grandes réserves de ressources naturelles sont fortement tentés de développer leur industrie minière. Passer du stade de la découverte des ressources minérales à celui de la production nécessite de grandes quantités de capitaux et une technologie avancée. Mais la plupart des pays en développement n'ont pas les ressources suffisantes et doivent inviter des entreprises étrangères sur leur marché.

Les gouvernements des pays en développement ont peu de connaissances en matière d'exploitation minière ou de gestion d'entreprises, ce qui pose des problèmes tels que le manque de cadres et de systèmes juridiques, de systèmes d'informations géologiques ou d'infrastructures. De plus, de nombreux problèmes doivent être résolus pour encourager l'entrée d'entreprises étrangères sur les marchés. Cela comprend les risques politiques et sociaux, les risques de sécurité et de conflit et le « nationalisme des ressources » qui réglemente de plusieurs façons les exportations de minéraux et l'exploitation des mines.

(2) Aperçu de la coopération de la JICA dans le domaine minier

En gardant à l'esprit les attentes des pays en développement vis-à-vis des problèmes mentionnés précédemment et la nécessité pour le Japon de garantir son approvisionnement en ressources naturelles, la JICA assure une coopération qui repose sur une relation gagnant-gagnant avec les pays en développement. Sous l'égide du ministère japonais de l'Économie, du commerce et de l'industrie, les institutions publiques japonaises concernées ont formé un système collaboratif coordonné et structuré (un organisme unique chargé de garantir l'approvisionnement en ressources minières de l'étranger) regroupant la JICA, l'Entreprise nationale japonaise de pétrole, gaz et métaux (JOGMEC) et d'autres organisations. Au sein de ce système, la JICA assure une coopération technique et des activités de développement des ressources humaines ciblant spécifiquement les gouvernements des pays en développement.

● Actions de la JICA

1. Énergie

(1) Promouvoir l'adoption de sources d'électricité sobres en carbone

À travers des prêts d'APD et la coopération technique, la JICA encourage l'adoption de modes de production d'énergie thermique à haut rendement en Indonésie et dans d'autres pays en développement. En s'adaptant aux réserves d'énergie primaire du pays bénéficiaire, la JICA déploie une aide pour l'adoption de sources d'énergie stables et sobres en carbone, notamment l'hydroélectricité et la géothermie. La JICA soutient également l'installation de petites centrales solaires ou hydroélectriques par des dons et la coopération technique. En tirant parti de la technologie japonaise sur la géothermie, la politique de la JICA encourage le développement de sources d'énergie sobres en carbone en Afrique et ailleurs.

(2) Parvenir à une utilisation efficace de l'énergie

La JICA participe depuis un certain temps à la promotion d'une utilisation efficace de l'énergie (conservation de l'énergie) du côté de la demande au Vietnam et dans d'autres pays. Une aide est également offerte pour l'amélioration des systèmes de distribution d'électricité dans les pays en développement où ces systèmes affichent des taux élevés de perte ou manquent d'efficacité. Ici, la JICA assure une coopération financière visant à améliorer les systèmes de distribution ou une coopération technique pour le renforcement des capacités de maintenance et de gestion.

(3) Myanmar : Aide pour la production énergétique et la distribution dans le secteur de l'électricité

Au Myanmar, où les efforts de démocratisation progressent régulièrement depuis 2012, il est nécessaire de répondre aux besoins colossaux d'amélioration du système de production électrique, une infrastructure clé pour la future croissance économique du Myanmar. En collaboration avec la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BASD) et d'autres bailleurs de fonds, la JICA fournira la technologie et le financement pour parvenir à cet objectif. Concrètement, une aide sera offerte pour la réparation et la modernisation des systèmes de distribution délabrés, pour formuler des plans industriels s'appliquant à l'ensemble du secteur de l'énergie électrique, et pour renforcer les systèmes de distribution et améliorer l'accès à l'électricité dans les zones rurales.

2. Exploitation minière

L'exploitation minière étant un domaine de coopération susceptible de produire rapidement des résultats, la JICA s'emploie à établir les systèmes et les infrastructures périphériques des pays en développement où il est nécessaire de solliciter les investissements du secteur privé pour les aspects matériels et institutionnels. De plus, à moyen et long terme, la JICA assure une aide pour le renforcement des capacités administratives du gouvernement et le développement des ressources humaines. Grâce à son réseau de contacts personnels au Japon, la JICA entend établir des relations mutuellement bénéfiques entre le Japon et les pays bénéficiaires.

Concrètement, voici les quatre domaines prioritaires de l'aide de la JICA dans le secteur minier.

(1) Développement des infrastructures périphériques régionales

La JICA apporte une aide pour le développement des infrastructures périphériques essentielles à l'exploitation minière telles que les routes, les voies ferrées, les ports, les installations d'approvisionnement en électricité et en eau, ainsi que pour le développement des services liés.

(2) Établissement des stratégies de développement des mines et des systèmes juridiques

L'aide comprend la planification et la formulation de politiques pour les systèmes juridiques pour les gouvernements, les systèmes de mise en œuvre et la compilation des informations de base nécessaires à l'exploitation des mines et à la gestion appropriée des ressources minérales.

(3) Gestion des ressources minérales

La JICA a pour objectif de renforcer les compétences administratives des gouvernements pour solliciter les investissements du secteur privé et assurer une exploitation et une gestion durables des ressources minières. Concrètement, la JICA apporte une aide liée à la fourniture d'informations de base relatives à l'exploration des ressources et à l'établissement de systèmes de gestion.

(4) Administration de la protection des mines et mesures environnementales

L'aide de la JICA soutient l'administration de la protection des mines et de l'environnement.

Gouvernance

● Cadres juridiques et judiciaires

Depuis 1996, la JICA déploie une aide pour l'établissement et l'amélioration du cadre juridique d'une économie de marché dans les pays en développement ou une aide pour la restauration des cadres juridique et judiciaire et le développement des ressources humaines dans les pays en situation post-conflituelle.

En 2012, la JICA a pris de nouvelles mesures pour soutenir la démocratisation et les réformes économiques au Myanmar. En réponse à la décision d'étendre la portée de la coopération économique avec le Myanmar, en avril 2012, les mesures s'inscrivent dans le cadre du programme d'amélioration des capacités des ressources humaines et d'établissement de systèmes. Plus concrètement, en août 2012, la JICA a co-organisé un séminaire sur les lois sur les sociétés dans la capitale du Myanmar, Nay Pyi Daw, avec le bureau du procureur général du Myanmar. Par ailleurs, en décembre 2012, la JICA a organisé un séminaire sur la privatisation des entreprises d'État – un problème urgent pour le gouvernement du Myanmar – et elle a invité 22 jeunes fonctionnaires au Japon pour recevoir une formation sur l'établissement de cadres juridiques. En se basant sur les résultats des séminaires et d'autres événements, la JICA a l'intention de commencer une coopération technique complète à partir de l'exercice 2013.

Par ailleurs, en janvier 2013, la JICA a lancé son premier projet de coopération Sud-Sud pour l'établissement de systèmes juridiques. Cinq participants du projet de développement des ressources humaines dans le secteur juridique au Laos ont visité le Vietnam, qui a un système juridique similaire et qui reçoit une aide de la JICA dans ce domaine. Les membres du projet au Laos ont pu apprendre des expériences du Vietnam en observant le fonctionnement des institutions et en échangeant leurs opinions avec leurs homologues du projet d'assistance technique pour la réforme du système juridique et judiciaire (phase 2) au Vietnam, qui a une légère avance par rapport au Laos sur

l'établissement d'une économie de marché.

Au Cambodge, suite à l'introduction d'un nouveau code civil fin 2011, la JICA a lancé un nouveau programme de coopération pour encourager l'adoption d'un code civil et d'un code de la procédure civile. Le programme s'adresse principalement au personnel du ministère de la Justice, aux avocats et aux professeurs de l'Université Royale de droit et des sciences économiques. En Mongolie, la JICA avait mis en œuvre un projet de renforcement du système de médiation qui, entre autres activités, apportait une aide pour les activités de médiation dans un tribunal pilote. Après l'adoption par la Mongolie d'une loi sur la médiation en mai 2012 et d'un système de médiation s'appuyant sur les tribunaux au niveau national, la JICA a décidé de réaliser le projet de renforcement du système de médiation (phase 2) en avril 2013 et commencé les préparatifs. Au Népal, la JICA a démarré des programmes de formation au Japon pour la gestion des affaires judiciaires et effectué les préparatifs d'un projet de renforcement des capacités des tribunaux au Népal.

● Systèmes démocratiques

La JICA assure une aide comprenant diverses mesures pour renforcer les fondations d'un État de droit démocratique dans les pays en développement. L'aide couvre l'amélioration des capacités des comités électoraux afin d'assurer des élections justes, la consolidation des fonctions des parlements et le renforcement des capacités des médias, qui permettent de contrôler l'usage du pouvoir et de l'influence.

En 2012, la JICA a organisé des séminaires au niveau local pour la commission électorale égyptienne et la radio d'État afin de préparer les premières élections présidentielles du pays depuis la révolution. La JICA a également tenu au Japon des séminaires sur différents problèmes concernant plusieurs pays – notamment le Yémen, la Palestine et le Kenya – qui éprouvent des difficultés à organiser des élections justes et à avoir un parlement fonctionnel. Au Soudan du Sud, la JICA a apporté une aide pour transformer la radio d'État en une radio publique et commencé une coopération technique pour les systèmes fournissant aux citoyens des informations précises, justes et neutres.

● Sécurité publique

Dans le domaine de la sécurité publique, la JICA soutient les efforts des pays pour établir des forces de police au service de la population, en offrant notamment une aide pour la formation et l'amélioration des techniques d'enquête scientifique, comme la prise d'empreintes digitales ou la médecine légale. Concrètement, ces efforts comprennent la fourniture d'une aide aux activités de police métropolitaine et régionale en Indonésie, au Timor-Est, au Brésil et au Honduras, et l'amélioration de la capacité à répondre aux crimes aux Philippines. Afin de renforcer la sécurité publique dans les pays en situation de post-conflit, comme l'Afghanistan, la JICA apporte une aide pour la formation des officiers de police, entre autres mesures.

La JICA conduit également des programmes de formation au Japon sur les grands problèmes de criminalité en ciblant plusieurs pays. Les programmes couvrent des thèmes tels que les mesures de lutte contre le terrorisme international, les enquêtes internationales et les crimes liés à la drogue.

● Gestion des finances publiques

Jusqu'à présent, la JICA a obtenu des résultats très encourageants dans sa coopération avec les pays en développement, principalement

en assurant la viabilité financière des institutions chargées de l'administration fiscale et douanière et en accordant des prêts d'APD. Pour approfondir son aide, lors de l'exercice 2012, la JICA a formulé des stratégies sur chaque problème lié à la gestion des finances publiques, et rédigé et publié des rapports de synthèse sur ces problèmes. En se basant sur ce processus, la JICA a décidé de franchir une nouvelle étape et d'aller vers un renforcement de la prise en compte de la gestion des finances publiques à chaque stade du cycle Planifier-Faire-Vérifier-Agir (PFVA) des projets de la JICA.

Parvenir à une gestion stable et durable des opérations financières nécessite une discipline budgétaire globale, une allocation stratégique des ressources et une fourniture efficace et efficiente des services. Cependant, cela ne peut se produire sans une structure institutionnelle idoine. Cette structure, que l'on peut qualifier d'infrastructure du système, est la gestion des finances publiques (GFP).

La GFP comprend notamment la planification et la révision du budget, la planification des recettes, la gestion de la trésorerie, la comptabilité et l'approvisionnement, le contrôle et la surveillance internes, l'information financière et les audits externes. En outre, la GFP recouvre les aspects nécessaires à la garantie des principes de responsabilité et de transparence des finances aux niveaux national et régional.

La JICA estime qu'il y a deux éléments essentiels à prendre en compte pour la GFP des pays en développement. Premièrement, dans la mesure où elle est un problème de développement, la GFP doit être mise en œuvre aussi stratégiquement que possible. Deuxièmement,

la GFP doit être traitée comme une infrastructure systémique importante pour mener à bien les projets de la JICA et pour améliorer l'efficacité du développement recherché constamment à chaque stade du cycle PFVA des projets. Cependant, la GFP implique des réformes majeures qui peuvent avoir un impact sur l'ensemble du secteur public du pays bénéficiaire. C'est un problème de développement important lié à divers domaines allant de la planification du développement à la gestion du secteur public. Ainsi, la planification de l'aide pour la GFP de la JICA doit prendre en compte non seulement l'état de développement socioéconomique du pays, mais aussi avoir une compréhension complète du contexte politique et économique tout en envisageant les mesures de réforme dans une perspective de moyen à long terme. Simultanément, il ne faut pas rechercher des résultats à court terme – les projets doivent être envisagés sur une base de moyen à long terme et prendre en considération le fait que la GFP est un enjeu qui implique le système politique d'un pays. Ainsi, l'aide pour la GFP doit être entreprise non seulement par la JICA, mais aussi en coopération avec d'autres donateurs.

Étude de cas

Cadres juridiques et judiciaires Aide pour l'amendement de la constitution du Vietnam

Visite d'une mission d'étude judiciaire du gouvernement vietnamien au Japon

Ces dernières années, la société et l'économie du Vietnam ont connu des changements majeurs. Le pays s'est ouvert à l'économie de marché et s'est progressivement intégré à la communauté internationale tout en instaurant une économie libre. Pour accompagner ces changements, le gouvernement entreprend des réformes des systèmes administratif, juridique et judiciaire.

Depuis 1996, la JICA soutient proactivement le Vietnam dans la réforme de ses systèmes juridique et judiciaire. Depuis 2009, une aide est également fournie pour le renforcement des capacités de l'Assemblée nationale. Le Vietnam s'efforce actuellement de modifier ses lois fondamentales, la constitution, avec l'objectif de valider l'amendement à la fin de l'année 2013. Le gouvernement vietnamien, avec une grande confiance en l'aide japonaise dans le domaine juridique et judiciaire déployée depuis de nombreuses années, a demandé l'assistance de la JICA pour amender la constitution du pays.

En réponse, la JICA a invité une mission d'étude judiciaire du gouvernement vietnamien au Japon du 1^{er} au 7 juillet 2012. La mission était constituée de 23 membres : Nguyen Xuan Phuc, vice-premier ministre et chef de mission ; Truong Hoa Binh, président de la Cour populaire suprême, Ha Hung Cuong, ministre de la Justice ; et des membres seniors du comité chargé d'élaborer les amendements à la constitution de 1992 (un total de 12 membres du comité central ainsi que des ministres et des vice-ministres).

La mission d'étude a visité la Diète, la Cour suprême, des institutions d'administration publique et des universités japonaises pour rencontrer et discuter avec les acteurs et spécialistes du domaine. Les discussions très animées ont porté sur la nature de la constitution en tant que loi suprême du Vietnam (procédure de contrôle judiciaire et d'amendement de la constitution), la protection des droits individuels, le renforcement des droits judiciaires (séparation des pouvoirs et renforcement du pouvoir des tribunaux), les gouvernements régionaux, le concept de souveraineté (portée des droits des citoyens), et d'autres sujets.

Même après le retour de la mission d'étude, la JICA a poursuivi son aide par l'organisation de séminaires au Vietnam et de programmes de formation au Japon. À travers ces mesures et d'autres, la JICA a présenté les connaissances et l'expérience japonaise sur l'amendement de la constitution du Vietnam aux membres du comité chargé d'élaborer les amendements à la constitution de 1992 et à d'autres acteurs du processus.

En janvier 2013, les amendements proposés à la constitution ont été annoncés et ont fait l'objet d'un débat public auprès des citoyens vietnamiens. Les discussions basées sur leurs commentaires sont en cours.

La JICA entend poursuivre son aide pour la réforme des systèmes administratif, juridique et judiciaire à travers une coopération pour la révision des lois conformément aux amendements de la constitution et pour le renforcement des capacités du système de gouvernance.



La mission d'étude judiciaire du Vietnam

Partenariats public-privé

— De nouveaux partenariats pour soutenir la croissance économique

Dans les pays en développement, il est difficile de répondre à la demande de capitaux pour le développement social et infrastructurel en s'appuyant uniquement sur les budgets gouvernementaux et l'APD des autres pays. Les flux de capitaux privés à destination des pays en développement représentent une grande part des fonds provenant des pays développés. Les activités du secteur privé dans les pays en développement s'accroissent et se concentrent sur de nouveaux domaines, notamment les partenariats public-privé (PPP) pour les projets d'infrastructures, les activités à la « base de la pyramide » (BoP), et les activités de responsabilité sociale d'entreprise (RSE). Ces efforts ont contribué à la création d'opportunités d'emploi, au développement des ressources humaines et à l'amélioration des technologies. De plus, de nombreuses entreprises japonaises, plus particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME), apportent une contribution précieuse à la résolution des problèmes socioéconomiques des pays en développement grâce à leur créativité et leur niveau technologique exceptionnel. L'intensification de la collaboration entre la JICA et le secteur privé devrait se traduire par une aide encore plus efficace et efficiente pour le développement. L'utilisation de dispositifs variés a déjà permis de mettre en œuvre plusieurs projets concrets.

Financement des investissements du secteur privé : Aide au développement économique et social des pays en développement à travers des partenariats avec le secteur privé

Avec les prêts d'APD octroyés par la JICA, le financement des investissements du secteur privé (PSIF) est un dispositif de soutien aux projets de développement des entreprises privées japonaises. Par une participation au capital et l'octroi de prêts, le programme PSIF soutient les activités ayant un impact positif sur le développement socioéconomique des pays en développement, notamment les projets d'infrastructures en PPP, les activités BoP et le développement des PME à l'étranger.

De plus, en introduisant les technologies et le savoir-faire des entreprises privées et en assurant la coordination avec les gouvernements locaux, la JICA s'efforce de réduire les divers risques associés aux projets et d'augmenter les résultats en matière de développement à travers la coordination avec d'autres mécanismes d'aide, notamment la coopération technique.

Lors de l'exercice 2012, un accord de prêt a été signé pour le projet de gestion des services publics pour les parcs industriels et d'approvisionnement en eau, le premier projet à utiliser le PSIF depuis la reprise intégrale du programme [\[Voir l'étude de cas\]](#).

Études préparatoires sur les projets d'infrastructures en PPP : Des partenariats public-privé pour mener à bien les projets d'infrastructures dans les pays en développement

Dans les pays en développement, il existe une tendance de plus en plus marquée à s'appuyer sur l'expertise du secteur privé pour les projets d'infrastructures qui étaient auparavant assurés par les pouvoirs publics. En se basant sur une répartition rationnelle des responsabilités et des risques entre le secteur public et le secteur privé, les partenariats public-privé ont pour but d'accroître les bénéfices et l'efficacité des projets d'infrastructures. La JICA accompagne l'élaboration de projets d'infrastructures en PPP en soutenant la formulation d'études préparatoires.

Dans les projets d'infrastructures en PPP, il est important que les études soient menées conjointement par le secteur public et le secteur privé dès le stade de la planification, en étant attentif aux exigences des différentes parties prenantes, notamment les autorités publiques et les maîtres d'œuvre. C'est pourquoi la JICA a initié les études préparatoires pour les projets d'infrastructures en PPP, un dispositif de formulation de plans de projets basé sur les propositions du secteur privé. Ce programme sollicite des propositions de projets de la part d'entreprises privées

Étude de cas Financement des investissements du secteur privé

Signature du premier projet d'infrastructure depuis la reprise intégrale du programme

Le 30 janvier 2013, la JICA a signé un accord de prêt avec la Banque commerciale par actions de l'industrie et du commerce du Vietnam (Vietinbank), l'une des plus grandes banques commerciales du pays, pour le projet de gestion des services publics pour les parcs industriels et d'approvisionnement en eau. C'est le premier projet d'infrastructure qui utilise le financement des investissements du secteur privé (PSIF) depuis la reprise intégrale du programme en octobre 2012.

Le projet, situé dans la province de Long An, soutient une coentreprise japonaise et vietnamienne constituée de trois entreprises pour la fourniture d'installations de traitement des eaux usées et d'approvisionnement en eau de deux parcs industriels respectueux de l'environnement. La JICA déploie une aide pour ce projet sous forme de fonds, octroyés via la VietinBank, pour couvrir les coûts des installations. Au Vietnam, les eaux usées des usines sont souvent responsables de pollutions. De plus, la forte demande d'eau à usage industriel provoque un assèchement préoccupant des nappes phréatiques. Le projet s'attaque à ces problèmes en fournissant des installations d'approvisionnement en eau et en gérant les eaux usées dans les usines. Le projet continue de recevoir une aide via le programme PSIF

et utilise la technologie et l'expérience japonaise de Kobelco Eco-Solutions Co., Ltd., en coopération avec des entreprises locales. La JICA souhaite vivement que ce projet établisse un modèle économique performant contribuant au développement durable du Vietnam, en pleine industrialisation, et qu'il servira d'exemple pour la poursuite des projets en PPP. Il devrait également contribuer au développement des projets en PPP dans le domaine des infrastructures. Ces deux parcs industriels de la province de Long An devraient accueillir de nombreux investissements d'entreprises japonaises, notamment de PME, et la JICA a l'intention de déployer une assistance technique pour soutenir ces initiatives.

La ville de Kobe envisage également de participer à la mise en œuvre et à la gestion du

projet à l'avenir. La ville espère que cette première initiative à travers laquelle une collectivité locale japonaise participe à un projet d'infrastructure lié à l'eau avec des entreprises privées ouvrira la voie à d'autres projets d'exportation des infrastructures selon le modèle japonais de partenariat public-privé.

Des séminaires sur l'investissement dans la province de Long An ont été organisés à Tokyo et Kobe parallèlement à la signature d'un contrat pour le financement du projet. La JICA a également réalisé des présentations sur les défis des PPP, les plans de développement de la province et les parcs industriels potentiels dans les zones attractives pour les investissements aux investisseurs japonais.

japonaises, et la JICA soutient l'élaboration de ces projets en confiant l'étude préparatoire à l'entreprise dont la proposition a été retenue.

Durant l'exercice 2012, huit propositions ont été sélectionnées. Par ailleurs, parmi les 21 études achevées, le projet de gestion des services publics pour les parcs industriels et d'approvisionnement en eau dans la province de Long An, au Vietnam, a été le premier projet réalisé dans le cadre du programme PSIF.

Études préparatoires pour la promotion des activités BoP : Une nouvelle approche utilisant les principes de l'entreprise pour soutenir les pays en développement

Les activités BoP suscitent une attention croissante en tant que nouvelle approche pour résoudre les problèmes de développement grâce aux initiatives des entreprises.

La JICA a initié un dispositif baptisé « étude préparatoire pour la promotion des activités BoP », par lequel elle sélectionne des propositions d'activités BoP d'entreprises privées, et confie la réalisation d'études pour établir des plans d'activité, y compris les études de marché, et la coordination avec la JICA, à l'entreprise ayant soumis la meilleure proposition.

Durant l'exercice 2012, deux appels publics à propositions ont été effectués et parmi les réponses reçues, 31 propositions ont été sélectionnées. Les premiers exemples de projets utilisant ce système comprennent : un projet au Rwanda sur la vente d'engrais biologique et d'agents désodorisants et de décomposition des excréments pour les toilettes à partir de levure et d'autres matériaux collectés sur place ; un projet au Bangladesh fournissant instructions et savoir-faire pour la culture de haricots de haute qualité destinés à produire des germes qui seront vendus au Japon.

Études sur la promotion des partenariats avec les petites et moyennes entreprises (soutien à l'étude de faisabilité)

Afin de renforcer ses partenariats avec les petites et moyennes entreprises japonaises (PME) dont les activités peuvent contribuer à la résolution des problèmes de développement dans les pays en développement, la JICA a introduit, à titre expérimental, une étude sur la promotion des partenariats avec les petites et moyennes entreprises (soutien à l'étude de faisabilité). L'objectif consiste à aider les entreprises qui souhaitent formuler de nouveaux projets à l'étranger et développer

directement leurs activités dans les pays en développement. La JICA confie à ces entreprises les études portant, par exemple, sur le marché local ou la planification de projets. Un appel public a été lancé et 11 propositions ont été sélectionnées.

Soutien au développement des activités des PME japonaises à l'étranger via l'APD : Étude des besoins ; étude de formulation de projets et étude de faisabilité ; et projet pilote pour la diffusion des technologies des PME dans les pays en développement

Afin d'appliquer les politiques du gouvernement pour la promotion des activités des PME japonaises à l'étranger, la JICA aide les PME à mener des études dans les pays en développement dans le cadre d'un contrat avec le ministère des Affaires étrangères. Les trois nouveaux dispositifs d'aide de la JICA sont l'étude des besoins, l'étude de formulation de projets et l'étude de faisabilité, ainsi que le projet pilote pour la diffusion des technologies des PME dans les pays en développement.

À travers ces dispositifs, les PME japonaises rassemblent des informations commerciales, étendent les réseaux humains et présentent leurs produits et leurs technologies aux gouvernements centraux des pays en développement afin que de nouveaux projets d'APD tirant parti de leurs produits puissent voir le jour. L'objectif est de renforcer les services des gouvernements locaux en mettant à profit les produits et les technologies de haute qualité des PME japonaises. Ces activités devraient contribuer à un accroissement des parts de marché des PME japonaises, voire à la création de nouveaux marchés dans les pays en développement. Durant l'exercice 2012, huit études des besoins, 32 études de formulation de projets, et 20 études de faisabilité et projets pilotes ont été menés.

Parallèlement à ces dispositifs, la JICA a l'intention de mettre en œuvre un nouveau dispositif d'aide, l'étude pilote pour la diffusion des technologies des PME, durant l'exercice 2013. L'Agence entend soutenir la mise en œuvre de 20 projets modèles proposés par des PME.

Autres partenariats

La JICA a créé un système de coordination des volontaires du secteur privé qui permet d'envoyer des employés d'entreprises privées à l'étranger pour répondre aux besoins des entreprises souhaitant former des ressources humaines ayant une vision et des ambitions en phase avec le monde.

Étude de cas Soutenir le développement des activités des PME à l'étranger

Utiliser les produits et technologies uniques des PME pour un meilleur développement

Bien que de nombreuses PME japonaises disposent de produits et de technologies de haute qualité, il n'est pas toujours facile pour elles de remporter des marchés internationaux à cause de contraintes en matière de capitaux ou de ressources humaines. La JICA apporte une aide complète aux PME japonaises pour contribuer au développement économique et social des pays en développement avec leurs produits et technologies.

Afin d'utiliser les technologies des PME pour le développement, la JICA soutient les activités des PME japonaises à l'étranger en collaboration avec le ministère des Affaires étrangères, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie, l'Agence chargée des petites et moyennes entreprises, le Centre japonais du commerce extérieur, l'Organisation pour les petites et moyennes entreprises et l'innovation régionale, et d'autres organismes concernés.

Durant l'exercice 2012, plus de 50 études ont été menées en Asie, en Afrique et dans le Pacifique par des PME japonaises, à travers le dispositif du ministère des Affaires étrangères, avec l'aide de la JICA. En Malaisie, un système

innovant de mesure des fissures, KUMONOS, développé par une PME japonaise a été introduit pour planifier un nouveau projet d'APD pour les inspections de sécurité et la maintenance de ponts et d'autres types d'infrastructures. Au Cambodge, une technique de polissage du riz mise au point par une PME pour une variété locale de riz long grain a été introduite pour réduire les pertes dues au polissage et produire un riz blanc plus fin. Cette PME mène aujourd'hui une étude pilote pour la diffusion des technologies des PME. La JICA continuera d'aider les

PME japonaises à développer leurs activités et de participer au développement des pays partenaires.



Le système KUMONOS est utilisé pour mesurer à distance les fêlures et les fissures sur les ponts. (Kansai Construction Survey Co., Ltd.)



Une petite machine pour le polissage du riz (Taiwa Seiki Corporation)

Programmes des volontaires japonais

« Agir pour changer le monde et se changer soi-même » Une coopération internationale impulsée par les citoyens

Les programmes des volontaires de la JICA encouragent la participation des citoyens au développement économique et social ainsi qu'à la reconstruction des pays en développement. Largement reconnus comme emblématiques de la coopération internationale du Japon, les programmes des volontaires sont très appréciés par les pays partenaires. Par ailleurs, à leur retour au Japon, les volontaires ont acquis une vision globale et ils représentent un atout pour la société japonaise.

Volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)

Les JOCV sont en principe affectés pour deux ans dans les pays en développement. Comme le résume la devise « main dans la main avec la

communauté locale », les JOCV vivent et travaillent avec les communautés de leur pays d'affectation, parlent la langue locale et s'appliquent durant leur mission à encourager les efforts d'auto-assistance tout en améliorant la compréhension mutuelle.

Le programme des JOCV cible un public âgé de 20 à 39 ans et touche des domaines répartis en neuf secteurs et un large éventail de sous-secteurs, environ 200, dont la planification et l'administration, le commerce et le tourisme, les services publics et les activités à but non lucratif, les ressources humaines, l'agriculture, les forêts et la pêche, la santé et les soins médicaux, la production industrielle, les services sociaux et l'énergie. Durant l'exercice 2012, 948 volontaires ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 37 899 volontaires ont été envoyés

Étude de cas Partenariats avec les universités pour les programmes des volontaires

Soutien aux petits producteurs laitiers du Paraguay en coopération avec l'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro

La JICA et l'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro ont signé, en août 2011, un protocole d'accord sur un programme de volontariat. Cet accord pose les jalons d'un programme d'aide de six ans, à partir de l'exercice 2012, comprenant l'envoi d'étudiants et de diplômés de l'université en tant que JOCV au Paraguay pour améliorer la qualité des technologies de production laitière et renforcer les communautés. Le partenariat instauré avec l'université pour ce programme de volontariat devrait être positif non seulement pour la JICA, en répondant à sa volonté d'envoyer des ressources humaines spécialisées aptes à répondre aux besoins des pays en développement, mais également à l'université, dans le cadre de ses efforts pour développer et former des ressources humaines ayant des compétences mondiales. Les partenariats de ce type entre les universités et la JICA sont en cours dans de nombreuses universités, à l'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro, mais aussi à l'Université d'Hiroshima, de Tokyo et de Takushoku.

Le programme de partenariat entre l'Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro et le programme de volontaires de la JICA a pris forme au cours des nombreuses années de coopération entre l'université et les antennes de la JICA au Japon. Le programme a commencé par l'envoi d'un groupe de volontaires pour renforcer les petites exploitations laitières dans le département d'Itapua, en réponse à la demande des institutions paraguayennes d'un soutien à l'autonomie des petits exploitants.

Ce projet vise à augmenter la productivité et améliorer la qualité de la production laitière des petites exploitations. Le plan prévoit l'envoi de 12 membres à long terme et de 30 membres à court terme au cours des six années du programme. Les membres à long terme seront responsables de l'inspection des bases locales, ils devront en

outre assurer les visites et fournir des conseils aux agriculteurs, renforcer la coopération agricole, etc. Les membres à court terme devront compléter les activités entreprises sur le long terme en se rendant dans les trois villes participant au projet pour rassembler et analyser des données, contrôler le bon déroulement du projet et autres activités.

De plus, l'université dans son ensemble apporte un soutien aux membres de l'équipe et s'efforce (par l'introduction d'un système de certification des unités de crédit et d'autres mesures) de créer un environnement qui permette aux étudiants de prendre facilement part aux équipes de volontaires. Cela passe par l'établissement d'un cadre d'études favorable et par l'introduction de l'espagnol comme seconde langue étrangère, ainsi que par la création d'un comité de soutien au sein de l'université pour

apporter une assistance technique aux membres de l'équipe.

En apportant une aide à l'échelle de l'université aux étudiants ayant les compétences et la motivation pour prendre part au programme, la JICA crée un espace d'activités qui permet non seulement la mise en œuvre d'un partenariat de très grande qualité grâce à l'efficacité de la coordination, mais aussi d'assurer la formation de ressources humaines ayant une perspective mondiale à travers ces activités de volontariat. De plus, les volontaires devraient apporter de grandes contributions à la société japonaise à leur retour.

Objectifs : Améliorer la qualité de la coopération internationale, former les étudiants et autres personnes pour devenir des ressources humaines disposant de compétences mondiales

Université d'agriculture et de médecine vétérinaire d'Obihiro

- Envoi de ressources humaines à l'étranger suite à un processus de recrutement et de sélection à l'université*
- Soutien technique avant et pendant la période d'affectation
- Certification des unités de crédit pour valider l'expérience des volontaires

Signature du protocole d'accord

JICA

- 12 volontaires à long terme (6 ans) (élevage du bétail, développement communautaire)
- 5 volontaires à court terme par an

Envoi de groupes de volontaires au Paraguay

Objectifs : Augmenter la productivité et améliorer la qualité de la production laitière des petites exploitations



Des volontaires à court terme collectent des données sur le statut nutritionnel du bétail (Paraguay/élevage du bétail). Les résidents locaux et les volontaires à long terme partagent leurs résultats pour compiler des rapports et les soumettre aux exploitations individuelles.

* La JICA évalue le profil des candidats pour sélectionner les volontaires à travers ses procédures normales.

dans 88 pays depuis le lancement du programme en 1965.

Volontaires seniors

Ce programme cible un public âgé de 40 à 69 ans. Ces dernières années, le nombre de candidats désireux de se rendre utiles dans leur « seconde vie » après la retraite est en hausse.

Les domaines de coopération couvrent neuf secteurs, dont l'agriculture, les forêts et la pêche, l'énergie, la santé et les soins médicaux, et les ressources humaines (éducation, culture, sports, etc.). Durant l'exercice 2012, 264 volontaires seniors ont été détachés à l'étranger et, à ce jour, 5 138 personnes ont été envoyées dans 71 pays. Des volontaires, notamment seniors, sont également affectés auprès des communautés japonaises à l'étranger pour contribuer au développement des communautés de descendants japonais (Nikkei) en Amérique latine, et des volontaires à court terme sont détachés pour des périodes inférieures à un an.



Un JOCV (activités pour la jeunesse) dans une école pour enfants sourds en République dominicaine. Les volontaires doivent trouver quotidiennement de nouvelles solutions pour apporter leur aide aux enfants et élèves sourds.

Soutien aux volontaires rentrés au Japon

Les volontaires rentrés au Japon suscitent de fortes attentes. Ils constituent en effet des ressources humaines ouvertes à d'autres cultures et sociétés, et capables de travailler dans des environnements divers, notamment auprès des communautés, du gouvernement, dans l'éducation ou les entreprises. Au 1^{er} avril 2013, 54 administrations publiques locales et conseils de l'éducation avaient un quota de postes réservés aux anciens volontaires.

C'est pourquoi la JICA soutient les systèmes existants qui permettent aux volontaires rentrés au Japon d'utiliser l'expérience acquise dans leur pays d'affectation. Par ailleurs, de plus en plus de volontaires de la JICA contribuent à résoudre divers problèmes auxquels la société japonaise est aujourd'hui confrontée, notamment en soutenant l'éducation des enfants et en redynamisant des communautés japonaises. La JICA entend faire connaître son programme de volontaires non seulement comme une contribution à l'aide au développement, mais comme un moyen d'insuffler du « dynamisme dans la société japonaise ».



Volontaires seniors détachés auprès de la division Pathologie végétale du Conseil pour la recherche agricole du Népal (culture de champignons). Ils participent à des recherches techniques sur la culture de champignons shiitake afin de soutenir les agriculteurs et producteurs locaux de champignons.

Étude de cas Projet de volontariat dans les sports

La Fédération internationale de baseball (IBAF) rend hommage aux volontaires de la JICA par un prix spécial en reconnaissance de leur travail méritoire

En reconnaissance de la contribution extraordinaire de la JICA pour la promotion du baseball et du softball à l'échelle mondiale depuis de nombreuses années, l'IBAF a remis un prix spécial à la JICA à l'occasion de son congrès à Tokyo, le 14 avril 2013. Depuis 1970, la JICA a envoyé un total de 278 volontaires instructeurs de baseball et de softball dans 36 pays partout dans le monde. Le 31 mars 2013, 13 volontaires étaient en mission pour ces deux sports.

Après avoir reçu la plaque, le vice-président de la JICA, Tsuneo Kurokawa, a fait un bilan des résultats obtenus dans ce domaine. « Il y a 11 ans, notre coopération a fait ses premiers pas au Sri Lanka avec seulement deux balles de baseball et une batte. En 2009, l'équipe a remporté sa première médaille dans un championnat international. En 2012, le premier stade de baseball a été construit en collaboration avec le Japon, entamant ainsi une nouvelle ère de l'histoire du baseball au Sri Lanka. Il y a cinq ans, au Burkina Faso, un jeune homme qui n'avait jamais touché une balle de baseball de sa vie commençait la pratique de ce sport. Cet été, il rejoindra une équipe de baseball amateur au Japon pour entamer une formation ». Il a poursuivi en exprimant sa gratitude envers tous ceux qui ont soutenu le programme en affirmant que « ces succès sont le résultat des efforts des volontaires de

la JICA, mais aussi des entraîneurs et des joueurs du monde entier, et du soutien déterminant apporté par l'IBAF. Je m'engage à une poursuite des actions de la JICA en faveur d'un monde meilleur à travers la promotion de sports comme le baseball et le softball. »

À l'occasion de la remise de ce prix, Ishola Williams (Nigeria), vice-président continental représentant l'Afrique à l'IBAF, a rendu hommage aux activités des volontaires de la JICA en Afrique. « Les volontaires de la JICA ont fortement contribué au développement du baseball et du softball dans toute l'Afrique. Sans eux, il est impossible d'imaginer une telle présence de ces deux sports dans un si grand nombre de pays du continent. Grâce à leurs activités, le peuple africain appelle les jeunes japonais « les amis de l'Afrique » et ils éprouvent de forts sentiments d'amitié à leur égard. »

Ce prix donne un écho encore plus retentissant aux résultats obtenus par les volontaires de la JICA pour la promotion du baseball et du softball depuis tant d'années. La JICA souhaite que ce sport où « le cœur est aussi important que la performance » continue de se répandre grâce aux efforts des volontaires de la JICA.



L'équipe, dont le capitaine est au centre, et l'entraîneur, un volontaire JOCV, discutent de leurs objectifs de cohésion – il ne s'agit pas seulement de développer ses compétences en matière de baseball, mais d'acquiescer un esprit conquérant à travers la pratique de ce sport. (Burkina Faso)

Partenariats avec les ONG et autres organisations

— Coopération avec les nouveaux chefs de file de la coopération internationale

Alors que les problèmes de développement deviennent de plus en plus complexes, la coopération japonaise à l'étranger doit s'efforcer de mobiliser individus, connaissances et expertise en se basant sur le concept de sécurité humaine, afin d'agir dans divers domaines, notamment les OMD.

Cette nécessité de travailler avec des acteurs clés du développement se traduit par une collaboration appuyée avec les organisations non gouvernementales (ONG), les universités et les gouvernements locaux, indispensable à l'exécution d'une APD efficace pour l'éducation, la santé, l'amélioration de l'environnement, le développement communautaire, la consolidation de la paix et la reconstruction. La JICA renforce la coopération avec ces acteurs de la société civile par divers moyens, notamment par des dialogues, des partenariats et des programmes de soutien.

Programme de partenariat de la JICA (PPJ) Mise en œuvre conjointe de projets de développement à l'étranger

La JICA réalise ces projets conjointement avec les organisations japonaises — ONG, universités, collectivités locales, organismes d'intérêt public, etc. — qui ont la ferme volonté de mettre en œuvre des programmes de développement. Le PPJ s'appuie sur les propositions de

ces organisations expérimentées, dont l'aide bénéficie à la population locale des pays en développement. Les projets PPJ sont uniques, car ils contribuent directement à l'amélioration des modes de vie et des moyens de subsistance de la population en menant des activités spécifiques au niveau local. Au cours de l'exercice 2012, la JICA a mis en œuvre 206 projets PPJ dans 45 pays. Le PPJ s'appuie sur trois dispositifs : les partenariats, par lesquels les organisations disposant d'un certain niveau d'expérience dans les pays en développement utilisent leur expérience et leurs compétences ; les soutiens, via lesquels les projets sont mis en



Cours donné par une sage-femme à des mères au Soudan.
(Projet de partenariat mis en œuvre par Rocinantes : Réduction des taux de mortalité maternelle et infantile dans la zone de Sherif Hasaballa)

Étude de cas

Projet en coopération avec les gouvernements locaux Projet modèle d'approvisionnement en eau de Miyako-jima (ville de Miyakojima) aux Samoa

Samoa, pays insulaire du sud du Pacifique, doit faire face à de nombreux problèmes pour maintenir un approvisionnement stable en eau, notamment pour purifier les sources d'eau qui deviennent très boueuses au cours de la saison des pluies et pour réagir face au manque chronique d'eau causé par une proportion importante de fuites.

Miyakojima avait la réputation d'être une « île sans eau » et elle a rencontré par le passé de nombreuses difficultés pour garantir son approvisionnement en eau. Aujourd'hui, cependant, elle a acquis un savoir-faire en matière de traitement de l'eau, en utilisant un système de purification écologique (filtration lente sur sable) et en adoptant des mesures originales de gestion du bassin versant, à la fois simples et bon marché, ce qui a permis à toute la population de jouir d'une eau de consommation salubre et très agréable au goût. À travers ce projet, ce fonds d'expérience et de savoir-faire a aujourd'hui été transféré aux Samoa sous la forme du modèle Miyakojima afin de contribuer à l'édification d'un système indépendant et autonome d'administration des services de l'eau par les autorités compétentes des Samoa.

Responsable municipal

Chef de projet Kenji Kajiwara

Le projet revêt aussi une signification très importante pour nous, citoyens de Miyakojima. L'histoire de l'approvisionnement en eau de Miyakojima ne remonte qu'à une cinquantaine

d'années, et la situation de l'île à cette époque ressemble fortement à celle des Samoa. Étant donné le niveau insuffisant de financements et de matériel, l'expérience, les compétences et l'ingéniosité du personnel participant au projet sont absolument cruciaux. Des travailleurs expérimentés et compétents et des jeunes employés de la ville de Miyakojima ont travaillé ensemble pour assurer des formations sur les technologies de prévention des fuites aux Samoa et cela a été une bonne occasion pour nous de transmettre nos technologies et nos expériences sur l'établissement d'un système d'approvisionnement en eau à Miyakojima.

La coopération du Dr Nobutada Nakamoto, de l'Université de Shinshu a permis de transmettre la méthode de traitement de l'eau par un système de purification écologique – l'objet principal du projet – mais aussi de fournir les multiples conseils nécessaires au bon fonctionnement des usines de traitement de l'eau des Samoa.

Durant la mise en œuvre du projet, la possibilité d'augmenter la capacité de purification du processus a été confirmée étant donné le fort taux d'activité biologique, lié à l'abondance de soleil et aux fortes températures, dans les Samoa comme à Miyakojima. Ces résultats ont été communiqués à Miyakojima, ce qui a permis d'améliorer en retour le système de fonctionnement des usines de traitement de l'eau de notre île.

Ce projet a donc eu des conséquences positives pour Miyakojima et il a été grandement apprécié du côté des Samoa pour les résultats obtenus sur le fonctionnement et la maintenance des usines de

traitement des eaux usées et la réduction du volume de fuites. Je crois que cela a aussi permis d'accroître les échanges entre les deux pays, car au-delà des questions techniques de la formation fournie par le Japon, il a fallu comprendre non seulement la situation des Samoa, mais l'histoire de leur société, leur culture et leurs coutumes. J'aimerais remercier l'ancien volontaire japonais pour la coopération à l'étranger, M. Susumu Kinjo (actuellement employé à la mairie de Nago) qui a travaillé il y a plus de 20 ans pour l'approvisionnement en eau des Samoa, et M. James, des Samoa, qui a participé à la première année du programme de formation technique de la JICA, pour avoir facilité les échanges humains et culturels entre nos deux communautés. Ce projet a permis de souligner de nouveau l'importance des ressources humaines.



Dispositif de détection acoustique des fuites avec un compteur

œuvre par des organisations disposant de moins d'expérience dans les pays en développement ; les propositions des communautés locales, par lesquelles les administrations publiques locales jouent un rôle central et utilisent le savoir-faire accumulé dans leur localité.

Guichets Japon JICA-ONG Soutien aux activités des ONG japonaises

Les guichets Japon JICA-ONG apportent un soutien aux ONG japonaises dans 21 pays en développement. Ils fournissent divers services de conseil et d'information, notamment sur les lois et les systèmes locaux, la situation sociale, et l'action des ONG locales, qui sont utiles pour les ONG mettant en œuvre des projets PPJ.

Appui au renforcement des capacités Renforcement des ressources humaines et de l'organisation pour une meilleure coopération internationale

La JICA propose un large éventail de programmes pour soutenir les activités de coopération internationale des ONG et des associations de citoyens : formation à la méthode de gestion du cycle de projet (GCP)*¹, formation au renforcement organisationnel par le développement des ressources humaines*² et détachement de conseillers disposant d'une expertise particulière*³. Durant l'exercice 2012, les formations suivantes ont été mises en œuvre.

*1 Séminaire sur les fondamentaux de la gestion de projet par la méthode GCP pour les responsables de projets de coopération internationale ; 308 participants

*2 Formation pour le renforcement organisationnel par le développement des ressources humaines pour les ONG ; 15 participants

*3 Envoi de conseillers pour le renforcement organisationnel des ONG ; 13 organisations : pour le renforcement des projets d'ONG à l'étranger ; 4 organisations et 2 pays (formation en groupe)

Réunions de dialogue JICA-ONG Promotion de partenariats fondés sur l'égalité

La JICA met l'accent sur le dialogue avec les ONG, afin de favoriser la compréhension mutuelle et de promouvoir une excellente collaboration. Par le biais de son siège, de ses bureaux à l'étranger et de ses antennes régionales, l'Agence et les ONG échangent des avis et des informations sur les problèmes régionaux et sectoriels. La JICA organise également une réunion de dialogue trimestrielle avec les ONG, afin de discuter de l'efficacité de la coopération et de la promotion des partenariats fondés sur l'égalité.

Fonds de la JICA pour les peuples du monde Coopération internationale par les donations

Le Fonds de la JICA pour les peuples du monde encourage les citoyens, les entreprises et les groupes à participer à la coopération internationale. Les donations servent à soutenir les activités d'associations de la société civile japonaise destinées à réduire la pauvreté, améliorer les soins de santé, l'éducation et l'environnement dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2012, sept projets ont bénéficié du soutien du Fonds.

Étude de cas **Projet de partenariat Projet de soutien à l'industrie de la soie à Negros (OISCA International)**

Après la chute impressionnante du prix du sucre dans les années 1980, l'île de Negros, aux Philippines, qui dépendait fortement de cette industrie, a acquis pendant un moment le triste nom d'île de la faim. Dès 1989, OISCA International a commencé un projet d'assistance technique et de diffusion des technologies de sériciculture parmi les communautés agricoles des régions montagneuses faisant face à des conditions de vie particulièrement difficiles, afin de leur assurer un revenu. La production de soie a débuté en 2006 et, par la suite, un système entièrement intégré a été établi comprenant tous les stades du processus de production, des œufs de bombyx jusqu'aux textiles tissés. Au fil des ans, la culture du vers à soie a suscité un intérêt et des espoirs croissants et, particulièrement dans les régions montagneuses du pays, le nombre d'agriculteurs de subsistance souhaitant pratiquer la sériciculture a augmenté. Pour répondre à ce besoin, un programme de partenariat de la JICA a été inauguré en octobre 2011 en vue de soutenir les efforts d'amélioration

de la vie des agriculteurs de subsistance dans l'île de Negros. Parallèlement à l'intensification de la production de cocons de bonne qualité, le projet cherche également à renforcer la structure de diffusion en améliorant la qualité de l'élevage des vers à soie, notamment à travers les associations de sériciculture. À terme, l'objectif est de faire de l'industrie de la soie l'industrie locale de l'île par l'introduction de technologies de traitement du fil de soie brute (torsion du fil) et le développement des marchés pour les produits finis fabriqués à partir de soie.

croissante des candidats à la sériciculture, mais nous redoublons d'efforts pour répondre à tous ces défis au moment où ils se présentent.

Personnel local

Responsable de la diffusion agricole de la province de Negros occidental Lucille Gelvolea

Comme vous le savez, bien que la production de sucre soit l'industrie clé de Negros, nous sommes depuis longtemps conscients de la vulnérabilité à laquelle nous nous exposons en ne dépendant que d'une seule culture et de la nécessité d'introduire et de développer une nouvelle industrie. Heureusement, grâce au soutien de la JICA et d'OISCA International, la production de cocons progresse régulièrement, et l'élevage des vers à soie ayant permis la croissance d'un nouveau secteur avec les produits finis fabriqués à partir de la soie, le gouvernement de la province que je représente croit énormément au projet. De plus, les mûriers contribuant à la couverture végétale des régions montagneuses, l'Agence environnementale envisage un processus de reboisement au niveau des villages et prévoit de participer à la plantation des mûriers.

Personnel d'une ONG

Chef de projet Shigemi Watanabe

Avant le début de la production de soie, les habitants coupaient du bois et le brûlaient pour faire du charbon dans les régions montagneuses (le site du projet) et ils vivaient de la cueillette d'orchidées sauvages. Mais aujourd'hui, ils plantent des mûriers et élèvent des vers à soie pour produire des cocons de bonne qualité, ce qui se traduit par des revenus 1,5 à 2 fois plus élevés. Avec l'amélioration des conditions de vie, les enfants peuvent maintenant aller à l'école et l'industrie de la soie a redonné le sourire aux habitants des villages. En outre, une structure intégrée est maintenant en place pour la production de la soie, du cocon jusqu'au fil, et le secteur présente l'avantage d'offrir des opportunités d'emploi aux femmes. Par ailleurs, de nombreux problèmes restent à régler, comme la formation urgente d'instructeurs pour répondre à la demande



Le tissage est devenu une source d'emploi pour les femmes de la région.

Secours d'urgence en cas de catastrophe

— Secourir à temps les sinistrés

Du secours d'urgence en cas de catastrophe à une coopération continue

La JICA est chargée de gérer les opérations de secours du Japon pour répondre aux demandes d'aide des gouvernements des pays victimes d'une catastrophe majeure ou d'organisations internationales. Ces activités de secours d'urgence en cas de catastrophe concernent l'envoi d'équipes de sauvetage, d'équipes médicales, d'équipes d'experts et de matériel de secours. La JICA dépêche des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR) sous la direction du ministère des Affaires étrangères et envoi du matériel vers les zones affectées.

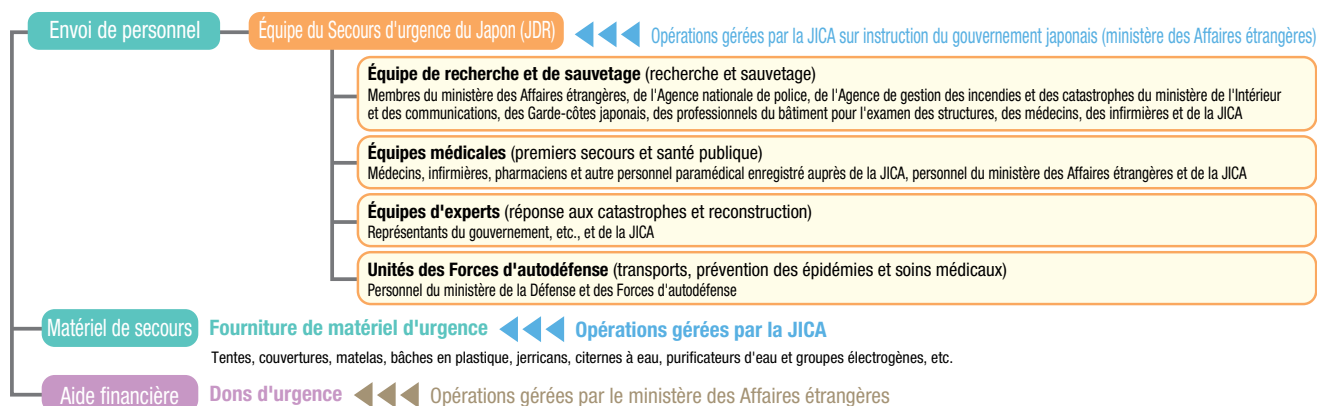
L'expérience du grand séisme de l'est du Japon a souligné la nécessité d'intégrer la gestion du risque de catastrophe dans les programmes de développement [🔗 Voir page 88]. La JICA propose une aide humanitaire sous forme de secours d'urgence et d'aide au développement pour soutenir le développement des pays. La JICA poursuit ses efforts pour la prévention et l'atténuation des catastrophes en assurant une coopération continue pour la fourniture de services d'intervention d'urgence en participant au rétablissement et à la reconstruction.

Opérations et défis du Secrétariat du Secours d'urgence du Japon

Lorsque le gouvernement japonais décide d'envoyer une équipe du JDR, le Secrétariat du JDR se charge d'organiser le transport de l'équipe et des marchandises. Le Secrétariat constitue l'équipe, envoi du personnel de bureau pour offrir un soutien logistique et fournit d'autres types d'aide pour assurer le bon déroulement des opérations sur le terrain.

Afin de permettre à l'équipe d'utiliser pleinement ses capacités dans les régions frappées par une catastrophe, il est essentiel d'être préparé à tout moment en suivant diverses formations et exercices. Les membres de l'équipe de sauvetage, qui viennent de différentes agences à travers le Japon, suivent un entraînement complet et des formations complémentaires pour être en mesure d'agir dans des environnements inconnus à l'étranger. Les membres des équipes médicales reçoivent une formation préalable de trois jours et deux nuits pour acquérir les connaissances et les compétences requises avant de pouvoir rejoindre les rangs de l'équipe. Ils reçoivent ensuite une formation de perfectionnement afin de renforcer leurs compétences et connaissances en matière de soins médicaux à l'étranger en cas de catastrophe.

Secours international du Japon en cas de catastrophe



Étude de cas Activités de l'équipe médicale japonaise de secours d'urgence

L'équipe médicale du groupe international de secours célèbre son 30^e anniversaire

Un séminaire a été organisé à l'occasion de l'anniversaire de l'équipe médicale japonaise de secours d'urgence (JMTDR), prédécesseur de l'équipe médicale du JDR, pour revenir sur trente années d'existence et aborder les problèmes actuels et à venir.

La JMTDR a été créée en 1982 en utilisant les enseignements tirés de la catastrophe des réfugiés cambodgiens de 1979. Grâce à l'enregistrement en temps normal des travailleurs médicaux, l'équipe a pu être rapidement constituée et dépêchée sans délai à l'étranger, sur le lieu de la catastrophe. Puis, l'équipe médicale du JDR a été établie en 1987 pour prendre en charge les missions du JMTDR. Aujourd'hui, plus de 1 000 médecins, infirmiers, pharmaciens, et logisticiens, etc., sont enregistrés en tant que volontaires.

L'équipe a été envoyée pour la première fois en 1984 pour apporter des services médicaux aux populations touchées par la sécheresse en Éthiopie. Par la suite, l'équipe est venue en aide aux réfugiés irakiens en 1991, aux victimes du tsunami qui a frappé les pays situés dans l'océan Indien en 2004, aux victimes du séisme au Pakistan en 2005, aux populations touchées par le séisme de 2010 en Haïti, et bien d'autres personnes encore. À ce jour, un total de 60 équipes comprenant près de 900 membres ont été envoyées.

L'équipe médicale a acquis un niveau international en révisant sa composition, en utilisant du matériel plus avancé, en établissant des lignes directrices opérationnelles, etc. L'équipe a l'ambition d'améliorer constamment ses capacités pour fournir des services médicaux de haut niveau, notamment pour l'hygiène et la lutte contre les infections, afin de répondre aux besoins des populations en détresse.

Le Secrétariat du JDR participe lui-même à des simulations afin de pouvoir mettre en œuvre rapidement les procédures d'envoi lors d'une catastrophe.

Il a été montré qu'il est difficile de faire mieux qu'à l'entraînement lorsqu'une véritable catastrophe se produit. Grâce à une pratique et une formation assidues et quotidiennes, le JDR garantit la qualité et la vitesse du déploiement de ses équipes en cas d'urgence.

L'équipe de sauvetage espère obtenir la certification maximum « Heavy Team » du Groupe consultatif international de recherche et de sauvetage (INSARAG) via le processus de reclassification externe (IER), en 2015. Ainsi,

l'équipe redouble d'efforts pour renforcer ses capacités de sauvetage et de recherche.

L'équipe médicale cherche aussi à améliorer ses capacités en fournissant de nouveaux services médicaux en cas d'urgence. Cela comprend des installations et des équipements pour pratiquer des opérations chirurgicales, des salles pour accueillir les patients ou encore la mise en place de dialyses. La fourniture d'équipements nécessaires et la création de manuels d'opération sont en cours.



Équipe de sauvetage : Un chien de sauvetage et son maître lors d'activités de recherche (séisme en Nouvelle Zélande en 2011).



Équipe médicale : Une infirmière prend soin d'un enfant (séisme en Haïti en 2010).



Fourniture de matériel de secours : Remise du matériel de secours (inondation au Nigeria en 2012)

Fourniture de matériel de secours lors de catastrophes durant l'exercice 2012 (avril 2012 - mars 2013, 17 cas)

N°	Date de la catastrophe	Pays/Région	Type de catastrophe	Type d'aide	Valeur de l'aide matérielle	Matériel fourni
1	Avril 2012	Fidji	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 18 millions JPY	Jerricans, citernes à eau, purificateurs d'eau, générateurs
2	Mai 2012	Comores	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 10 millions JPY	Matelas, bâches en plastique, jerricans, générateurs
3	août 2012	Iran	Séisme	Fourniture de matériel	Env. 18 millions JPY	Toilettes et douches portables
4	Septembre 2012	Niger	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 20 millions JPY	Couvertures, bâches en plastique, jerricans
5	Novembre 2012	Cuba	Ouragan	Fourniture de matériel	Env. 31 millions JPY	Couvertures, matelas
6	Novembre 2012	Pakistan	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 35 millions JPY	Tentes, couvertures, bâches en plastique
7	Novembre 2012	Nigeria	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 52 millions JPY	Tentes, couvertures, purificateurs d'eau
8	Novembre 2012	Guatemala	Séisme	Fourniture de matériel	Env. 12 millions JPY	Couvertures, citernes à eau, purificateurs d'eau, générateurs
9	Novembre 2012	Myanmar	Séisme	Fourniture de matériel	Env. 10 millions JPY	Couvertures, matelas, bâches en plastique, générateurs
10	Décembre 2012	Philippines	Typhon	Fourniture de matériel	Env. 45 millions JPY	Tentes, matelas, bâches en plastique, jerricans
11	Décembre 2012	Palaos	Typhon	Fourniture de matériel	Env. 5 millions JPY	Couvertures, bâches en plastique, jerricans, générateurs
12	Décembre 2012	Samoa	Cyclone	Fourniture de matériel	Env. 10 millions JPY	Tentes, jerricans
13	Décembre 2012	Fidji	Cyclone	Fourniture de matériel	Env. 12 millions JPY	Tentes, matelas, bâches en plastique, jerricans, générateurs
14	Janvier 2013	Sri Lanka	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 23 millions JPY	Tentes, matelas, bâches en plastique
15	Janvier 2013	Jordanie	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 13 millions JPY	Tentes, couvertures
16	Janvier 2013	Mozambique	Inondation	Fourniture de matériel	Env. 21 millions JPY	Tentes, bâches en plastique, purificateurs d'eau, liquides de purification de l'eau, moustiquaires, savons
17	Février 2013	Îles Salomon	Séisme, tsunami	Fourniture de matériel	Env. 10 millions JPY	Couvertures, jerricans, pastilles de purification de l'eau

Étude de cas Formation complète des équipes de sauvetage

Une grande variété de formations pour répondre aux besoins des pays touchés par une catastrophe

L'équipe de sauvetage du JDR, avec la coopération de la préfecture de Hyogo, s'est soumise à une série complète d'exercices pratiques (notamment 48 heures d'activités de sauvetage ininterrompues) au Centre de formation et de gestion des urgences de la préfecture de Hyogo (ville de Miki, préfecture de Hyogo) du 27 novembre au 1^{er} décembre.

Une équipe de sauvetage du JDR, forte de 69 personnes, suit chaque année plusieurs types de formations pour renforcer ses capacités à mener des opérations de recherche et de sauvetage.

L'équipe de sauvetage du JDR a d'abord été envoyée pour des activités de secours après le séisme qui a touché l'Iran en 1990, et elle a depuis été dépêchée à divers endroits du globe, à 17 reprises. Ses hautes compétences en matière de sauvetage et ses actions ciblées ont été fortement appréciées dans les zones sinistrées.

En mars 2010, l'équipe de sauvetage du JDR a reçu la certification « Heavy Team » pour les activités internationales de recherche et de sauvetage en milieu urbain (USAR) dans le cadre du processus de classification

externe de l'INSARAG financé par le Bureau des Nations unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA). Avec ce niveau de certification, l'équipe de sauvetage du JDR doit pouvoir mener des activités de recherche et de sauvetage 24 heures sur 24 pendant dix jours dans deux endroits simultanément, et établir et gérer des centres de coordination des opérations sur le terrain (OSSOC) dans les pays affectés par une catastrophe. L'équipe doit également rassembler des informations et des données sur la catastrophe pour les mettre à disposition des autres équipes certifiées USAR. À travers des exercices complets sous forme de simulations, l'équipe peut vérifier l'expertise et les compétences de ses membres pour mener des activités

de recherche et de sauvetage à l'étranger, tout en forgeant un sentiment de compréhension mutuelle et un solide esprit d'équipe parmi ses membres.



L'exercice complet continue 24 heures sur 24 – les membres de l'équipe de sauvetage percent le béton pour parvenir jusqu'aux victimes.

Recherche

L'Institut de recherche de la JICA apporte un retour d'information sur le travail de développement et formule des propositions pour les programmes de développement mondiaux



Le pictogramme de l'OMD concerné est en couleur.

L'Institut de recherche de la JICA (JICA-RI) mène des activités de recherche axées autour de deux objectifs principaux tout en exploitant l'expérience et le savoir-faire acquis par l'Agence en tant qu'organisme d'aide au développement. Le premier objectif consiste à analyser les problèmes qui se posent dans les pays en développement et contribuer aux stratégies opérationnelles de la JICA. Le second objectif vise à renforcer la diffusion de l'information au Japon et à l'étranger et jouer un rôle moteur dans les programmes d'aide au développement.

Les résultats des activités de recherche sont publiés sous la forme de documents de travail, de synthèses politiques et d'ouvrages, et ils sont largement diffusés sur internet et par d'autres médias.

Politiques de base et principaux domaines de recherche

En dépit de la lutte engagée par la communauté internationale contre les problèmes rencontrés par les pays en développement – notamment la pauvreté, les conflits armés et la dégradation de l'environnement – la plupart des questions les plus fondamentales restent sans réponses. Afin de promouvoir une recherche à valeur ajoutée pour formuler des recommandations politiques, le JICA-RI a défini quatre politiques de base et quatre domaines clés de recherche, décrits ci-après.

● Politiques de base

1. Adoption d'une perspective globale

Dans ses activités de recherche interdisciplinaire et d'analyse des problèmes de développement, le JICA-RI adoptera une perspective globale intégrant les individus, la société, l'État et le marché.

2. Synthèse du passé et de l'avenir

Le JICA-RI réalisera des études en s'appuyant sur les expériences et les résultats analytiques des organisations d'aide au développement du monde entier, la JICA comprise, et les publiera afin qu'elles puissent être utilisées au profit de futures actions d'aide.

3. Partage des expériences japonaises et sud-asiatiques

Le JICA-RI analysera les expériences du Japon et de ses voisins d'Asie de l'Est en matière de croissance et étudiera si, et dans quelle mesure, elles sont applicables à d'autres régions.

4. Partage d'informations avec la communauté internationale du développement

Le JICA-RI se veut un établissement ouvert aux partenaires japonais et internationaux, notamment les chercheurs, les organisations d'exécution de l'aide, les organismes gouvernementaux, les entreprises du secteur privé et les ONG.

● Principaux domaines de recherche

1. Paix et développement

Le JICA-RI procède à des analyses comparatives d'expériences

passées pour trouver des moyens de prévenir et de gérer efficacement les conflits armés, ainsi que de promouvoir la consolidation de la paix après un conflit.

2. Croissance économique et réduction de la pauvreté

Le Japon et ses voisins d'Asie de l'Est sont considérés comme des modèles réussis de développement économique, parce qu'ils sont parvenus à la croissance et ont réduit la pauvreté. Le JICA-RI étudie ces cas sous des angles très divers (individu, État, marché et société), et effectue des analyses comparatives avec le développement économique des pays africains.

3. Environnement et développement/Changement climatique

La dégradation de l'environnement à l'échelle régionale et mondiale représente une menace grave pour la sécurité humaine dans les pays en développement. Le JICA-RI encourage l'élaboration de mesures de protection de l'environnement et d'adaptation aux modifications environnementales liées au changement climatique. À cet effet, l'Institut s'appuie sur les connaissances les plus récentes en sciences naturelles, ainsi que sur l'expérience et les informations recueillies par la JICA au cours de ses activités de terrain.

4. Stratégies d'aide

Le JICA-RI s'appuie sur l'expérience et les connaissances du Japon pour formuler des recommandations sur les rôles et fonctions de la coopération internationale tout en menant des recherches sur les méthodes d'aide. Ces recherches sont fondées sur des approches telles que le « développement des capacités » qui vise à renforcer les compétences des individus, des organisations et de la société dans divers domaines, la coopération Sud-Sud, ainsi que sur les concepts de « sécurité humaine » et de « développement dynamique qui bénéficie à tous ».

● Activités de recherche en collaboration avec des institutions du monde entier

Un aperçu des projets de recherche et des conclusions figure sur le site web* du JICA-RI. Voici quelques exemples.

Durant l'exercice 2012, le JICA-RI a publié 16 documents de travail pour présenter les résultats de ses projets de recherche.

Par ailleurs, un ouvrage intitulé *Climate Change Mitigation and International Development Cooperation* a été publié. C'est la seconde publication de la JICA-RI sur le changement climatique, après *Climate Change Adaptation and International Development*, publié lors de l'exercice 2011.

Plusieurs actes de colloques ont été publiés durant l'exercice 2012 pour fournir des informations sur les résultats des projets de recherche lors d'événements internationaux.

En juin, le JICA-RI a préparé *Cerrado Agriculture: A Model of Sustainable and Inclusive Development* pour le distribuer lors de la conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20)

[\[Voir l'étude de cas\].](#)

En novembre, le JICA-RI a publié *Scaling Up South-South and Triangular Cooperation*, une analyse de ces deux formes de coopération s'appuyant sur des activités de la JICA. Ce livre a été distribué lors de l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud des Nations unies qui a eu lieu à Vienne, en Autriche, du 19 au 23 novembre.

Parallèlement à ces activités internationales, le JICA-RI conduit des projets de recherche en analysant sur le long terme les contributions japonaises aux progrès des pays en développement. Les résultats de ces recherches sont diffusés sous forme de publications en japonais.

Lors de l'exercice 2012, le JICA-RI a publié *The Miracle of the Development in the Cerrado, the Barren Land of Brazil* en juillet 2012, et *History of the Fight with Chagas Disease* en mars 2013. Actuellement, le JICA-RI travaille sur un ouvrage en anglais consacré aux *cerrados*,

à destination d'un public professionnel, en se basant sur le contenu révisé de l'ouvrage original en japonais.

En mars 2013, le JICA-RI a également publié *How the World and Japan Confront Major Disasters Together – Disasters and International Cooperation*. Cet ouvrage en japonais examine, deux ans après, le grand séisme de l'est du Japon du point de vue de la coopération internationale pour les mesures d'aide au rétablissement et de prévention des catastrophes.

Lors de ces activités, le JICA-RI met l'accent sur la recherche en réseau en s'appuyant sur des partenariats avec les organismes d'aide et de recherche au Japon et à l'étranger. Le JICA-RI compte parmi ses partenaires de recherche à l'étranger la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement et d'autres institutions internationales, l'Université Columbia aux États-Unis, l'Institute of Development Studies au Royaume-Uni, la Brookings Institution et d'autres organisations. Par ailleurs, le JICA-RI partage ses idées sur les problèmes de développement avec l'Académie chinoise du commerce international et de la coopération économique du ministère du Commerce de la République populaire de Chine.

*Site web (en anglais) de l'Institut de recherche de la JICA : <http://jica-ri.jica.go.jp/>

Étude de cas

Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) au Brésil

Le JICA-RI organise un événement spécial sur le développement agricole des *cerrados* à Rio+20

La Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) s'est tenue à Rio de Janeiro, au Brésil, du 20 au 22 juin 2012. Cet événement a eu lieu 20 ans après la tenue dans cette même ville de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (sommet planète Terre), en 1992, et 10 ans après le sommet mondial sur le développement durable en 2002, à Johannesburg, en Afrique du Sud. À Rio+20, les participants ont discuté des résultats d'activités menées dans le monde entier et des problèmes liés à la protection de l'environnement et au développement durable.

Akio Hosono, alors directeur du JICA-RI, Yutaka Hongo, conseiller senior invité, et Go Shimada, responsable de la division Programme de recherche, représentaient le JICA-RI à Rio+20. Le dernier jour, la JICA et l'Agence brésilienne de coopération (ABC) ont co-organisé un événement parallèle intitulé « Enseignements pour un développement durable et contribution au bien-être de la planète – le développement agricole dans les *cerrados* ». Près de 100 personnes, dont des représentants du gouvernement brésilien, ont participé à l'événement qui a été suivi d'une séance animée de questions-réponses.

Dans son allocution de bienvenue, Masahiko Horie, ambassadeur pour l'environnement mondial, a parlé de l'ouvrage de la JICA sur l'histoire du projet de développement agricole des *cerrados* pour évoquer cette réussite de l'APD japonaise. Il a souhaité que des éditions en langue anglaise et portugaise voient le jour prochainement.

Lors de cet événement, les acteurs de

premier plan impliqués dans le développement des *cerrados* ont pu partager leurs idées. Les participants ont discuté des futures approches de l'aide au développement, en se concentrant sur le thème central du développement durable et les considérations environnementales.

Lors de la première session de l'événement, Carlos Magno Campos de Rocha, directeur général du département Pêche et aquaculture de l'EMBRAPA (organisme brésilien de recherche agronomique) a effectué une présentation sur le rôle du programme de coopération Japon-Brazil pour le développement agricole des *cerrados* (PRODECER) dans le développement agricole des *cerrados*. Ensuite, Emiliano Pereira Botelho, président de Campo (organisme de promotion agricole) a évoqué les raisons du succès de PRODECER et sa contribution à l'accroissement de la production alimentaire et à la réduction des inégalités régionales par la création de chaînes de valeur au Brésil.

Lors de la seconde session, Edson Sano,

directeur du Centre de télédétection de l'IBAMA et Koji Asano, conseiller principal du projet de corridor écologique de la région de Jalapao, ont tous deux effectué une présentation sur le développement des *cerrados* et les activités de protection de l'environnement. Ils ont expliqué comment des mesures adaptées de protection environnementale ont été intégrées au développement des *cerrados*. Par exemple, des images satellites ont été utilisées dans un système de surveillance des coupes illégales et les écosystèmes régionaux ont été protégés par la mise en place de corridors écologiques.



Des participants au séminaire sur le développement agricole des *cerrados*

Renforcement des partenariats de développement

— Accroître les résultats de l'aide au développement en coordination avec les organismes de coopération internationale

Situation récente

Le Japon et les autres pays donateurs ainsi que les agences internationales (ci-après « les donateurs ») intensifient leurs efforts pour lutter contre la pauvreté et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Un consensus international a été atteint lors de la conférence de Monterrey sur le financement du développement, au Mexique en 2002, et lors de la conférence internationale de suivi de Doha sur le financement du développement, au Qatar en 2008, pour garantir les fonds nécessaires à la réalisation des OMD. Il y a également des demandes en faveur d'une amélioration de la qualité de l'aide. La déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (déclaration de Paris) de 2005 a ranimé les débats sur l'efficacité de l'aide. Après le programme d'action d'Accra de 2008, au Ghana, les donateurs ont fait la synthèse des résultats des initiatives visant à renforcer l'efficacité de l'aide lors du quatrième forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide qui a eu lieu à Busan, en Corée du Sud en 2011.

Cependant, les problèmes de développement sont devenus plus diversifiés et s'inscrivent dans une perspective mondiale. Ils intègrent une croissance inclusive sans inégalités, l'aide aux pays fragiles et affectés par un conflit, le changement climatique, la sécurité alimentaire, la création d'emplois – en particulier suite au Printemps arabe – et la gestion des risques de catastrophes.

Depuis la faillite de la banque Lehman, le montant de l'APD fournie par les membres du CAD de l'OCDE a peu progressé. La nécessité de faire face à la diversité des problèmes de développement avec des fonds limités impose aux donateurs d'être plus responsables et d'apporter une aide davantage axée sur les résultats et les conséquences sur le développement.

Les entreprises du secteur privé, les fondations, les ONG et les pays émergents ont joué un rôle central dans la coopération pour le développement ces dernières années. La diversification des acteurs de la coopération pour le développement et le débat sur leur rôle sont devenus des sujets récurrents du G20 et d'autres forums internationaux. Il est essentiel pour un organisme de développement de surveiller constamment l'évolution des problèmes de développement dans le monde, et de renforcer sa capacité à rassembler et élaborer des programmes de développement adaptés aux situations actuelles lors des forums internationaux. De plus, des efforts supplémentaires doivent être entrepris pour promouvoir les projets en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds et les autres organismes de coopération pour le développement. Toutes ces activités sont vitales pour la mise en œuvre efficace et rationnelle de la coopération pour le développement.

Coordination des donateurs sur les problèmes de développement

La JICA a établi de nombreux partenariats, notamment avec les pays européens, les États-Unis, et des organisations internationales. La JICA travaille avec ces partenaires dans les régions bénéficiant d'une aide au développement pour fournir des fonds, de la coopération technique et d'autres formes d'aide. Pour apporter une aide plus efficace et plus rationnelle sur les projets de développement à grande échelle, les donateurs se concentrent généralement sur les domaines ou les technologies pour lesquels ils disposent d'une solide expertise et, dans

certain cas, travaillent en collaboration lorsqu'une organisation ne peut fournir seule l'aide nécessaire. La JICA surveille en permanence les évolutions de la coopération pour le développement en prenant part aux discussions dans ce domaine et en analysant les retours. Ce processus est essentiel pour appréhender les besoins de développement sur le terrain, ce qui permet de déterminer la politique de coopération pour le développement de la JICA. Au Japon et à l'étranger, la JICA participe activement aux réunions annuelles et rencontre les responsables de la Banque mondiale, la Banque asiatique de développement (BAsD), la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque africaine de développement (BAfD) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Ces dialogues permettent de partager une approche stratégique des problèmes mondiaux de développement ainsi que des stratégies d'aide pour des régions ou pays spécifiques.

Des hauts responsables de la JICA ont participé à la réunion annuelle de la BAsD (à Manille en mai 2012) et à la réunion annuelle du FMI et de la Banque mondiale (à Tokyo en octobre 2012). Ils ont prononcé des discours et participé aux débats lors de nombreux séminaires sur des problèmes de développement récents où ils ont pu expliquer les positions, les activités et les politiques de la JICA [\[Voir l'article\]](#). En outre, le président de la JICA, Akihiko Tanaka, entretient des relations avec des think tanks à Washington, New York, Bruxelles et Londres, ainsi qu'avec le CAD, les Nations unies, et d'autres organisations. Il a aussi organisé des séminaires sur la TICAD, le programme de développement pour l'après-2015, la croissance inclusive et la sécurité humaine, entre autres thèmes. Toutes ces activités ont pour but d'encourager une meilleure compréhension de la philosophie du développement adoptée par la JICA.

La JICA s'implique également activement dans la rédaction du *Rapport sur le développement dans le monde* (RDM) publié chaque année par la Banque mondiale. Le RDM 2013, intitulé *Emplois*, intègre des études de cas de l'Institut de recherche de la JICA. La JICA a partagé ses idées avec la Banque mondiale sur le RDM 2014, *Gérer le risque pour le développement*, dès le premier stade de préparation. La JICA a fourni de nombreux documents d'information et contribué à la tenue d'un dialogue de haute qualité.

Le président Akihiko Tanaka a été nommé membre du comité consultatif du Bureau du Rapport sur le développement humain (RDH) publié chaque année par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). C'est l'un des documents les plus influents dans le domaine du développement international. Le comité est constitué de chercheurs, de responsables politiques, de spécialistes du développement et d'autres acteurs du domaine, notamment des lauréats du prix Nobel. Les membres du comité consultatif discutent des thèmes centraux du RDH de l'année à venir.

La JICA et le FMI ont organisé leur seconde conférence conjointe (à Bangkok en janvier 2013), suite à la première conférence en 2011. Cet événement était principalement consacré aux transformations économiques et à la croissance inclusive. La JICA et le FMI ont tous deux présenté des analyses empiriques suivies de discussions avec une centaine de participants, dont des hauts responsables de ministères des Finances, de banques centrales et de ministères du Développement de 11 pays asiatiques à faible revenu. Ce séminaire a été l'occasion pour tous ces pays de mener un dialogue franc et animé. De plus, l'événement

a permis d'approfondir la compréhension du concept de croissance inclusive promu par la JICA. Le dialogue et le partage d'informations avec le FMI contribueront en outre au renforcement des stratégies opérationnelles de la JICA.

Les Nations unies organisent chaque année l'Expo mondiale sur le développement Sud-Sud, depuis 2008. Parallèlement à cet événement, la JICA a co-organisé des réunions au niveau des directeurs généraux sur la coopération Sud-Sud. Les pays donateurs, les pays émergents et les pays en développement ont partagé leurs vues et expériences sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. Cette réunion illustre les efforts de la JICA pour encourager une coopération Sud-Sud et une coopération triangulaire qui contribuent au développement des pays partenaires. À l'Expo 2012, la JICA a reçu un prix pour récompenser quatre décennies d'activités pour la coopération Sud-Sud et le partage des connaissances sur les bonnes pratiques et les enseignements.

La JICA participe régulièrement à des dialogues stratégiques avec certains partenaires de développement, notamment la Banque mondiale, la BASD et le PNUD, ainsi que le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) (pour l'aide aux réfugiés), l'UE (pour l'aide à l'Afrique), l'Agence française de développement (AFD) (pour l'aide à l'Asie, à l'Afrique et au Moyen-Orient, ainsi que sur le changement climatique), l'Agence allemande de coopération internationale (GIZ) (sur le secteur de l'eau en Afrique), la Banque allemande de développement (KfW) (sur les programmes environnementaux), et l'Agence australienne pour le développement (AusAID) (pour l'aide à l'Océanie et à l'Afrique). La JICA a mené son premier dialogue de partenariat avec le Groupe de coordination arabe, qui comprend la Banque islamique de développement. Récemment, la JICA a nommé un représentant résident à Bruxelles afin de rassembler des informations en Europe et de diffuser les politiques de la JICA, ainsi que pour renforcer le partenariat avec l'UE.

La JICA a signé de nombreux protocoles d'accord au cours des dernières années. Durant l'exercice 2012, la JICA a signé un accord avec le Réseau Aga Khan de développement (AKDN), la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FISCR) et la Fondation pour l'Asie. En outre, l'Agence discute régulièrement avec la Fondation Bill & Melinda Gates et la Fondation Konrad-Adenauer. En s'appuyant sur une coopération complémentaire

dans des domaines où la JICA partage des intérêts communs avec ses partenaires, l'Agence entend améliorer sans cesse la qualité de son aide.

La JICA est membre de l'International Development Finance Club (IDFC), un réseau international créé en septembre 2011 par 19 banques de développement bilatérales et sous régionales de pays développés et émergents pour soutenir un développement durable. La JICA est également membre et assure la vice-présidence du comité de direction du Club. En août 2012, la JICA a accueilli la première réunion annuelle du Club à Tokyo. Lors de la réunion, la JICA a organisé un séminaire auquel de nombreuses entreprises japonaises et internationales du secteur privé ont participé et elle a animé des discussions sur le financement de la lutte contre le changement climatique.

Partenariats avec les pays émergents

Ces dernières années, la Chine, la Corée du Sud, la Thaïlande, le Brésil et d'autres pays émergents sont devenus des prestataires de coopération pour le développement. Les discussions sur la coopération pour le développement doivent intégrer cette nouvelle donne. La JICA partage avec les pays émergents plusieurs approches et problèmes de développement qui reflètent les expériences du Japon, en tant qu'unique pays donateur de l'Asie durant de nombreuses années, ainsi que les connaissances acquises lors de sa propre croissance économique. Durant l'exercice 2012, la JICA a participé au troisième Forum asiatique sur le développement, en Thaïlande, et à la quatrième édition du Forum, en Indonésie. Lors de ces événements, les représentants de pays asiatiques, notamment des pays émergents et des organisations internationales, ont discuté des initiatives et du savoir-faire sur les solutions à apporter aux problèmes de développement en Asie. La croissance verte, la croissance inclusive, l'intégration de la prévention des catastrophes, le programme de développement pour l'après-2015 étaient à l'ordre du jour, entre autres sujets.

Des réunions régulières, des dialogues et des rencontres sont également organisés avec les organismes de coopération pour le développement en Chine, en Corée du Sud et en Thaïlande. La JICA entretient et approfondit les partenariats avec ces organisations en partageant des informations relatives aux problèmes de développement récents, ainsi que sur ses opérations et expériences en matière de coopération pour le développement.

La JICA diffuse des messages lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale pour 2012

Les réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale ont eu lieu à Tokyo en octobre 2012. C'était la seconde fois (la première remontait à 1964) que Tokyo accueillait cet événement, qui aurait attiré entre 10 et 20 000 personnes. Cette réunion a été une excellente opportunité pour la JICA, dirigée par Akihiko Tanaka, son nouveau président depuis avril 2012, de faire connaître au monde l'engagement et le rôle moteur de la JICA dans les activités de développement. Lors de la réunion annuelle, le FMI et la Banque mondiale ont organisé de nombreux séminaires pour permettre aux grands dirigeants gouvernementaux et chefs d'entreprise de s'entretenir sur les problèmes de l'économie et du développement. M. Tanaka a animé les débats de quatre séminaires, notamment ceux proposés par la JICA (le programme de développement de l'après-2015, l'emploi et le développement, le développement de l'énergie en Afrique (TICAD V), et la santé mondiale). Lors de ces séminaires, M. Tanaka a mis en avant la philosophie et

les approches des problèmes de développement de la JICA et joué un rôle actif dans les débats de niveau international.

Durant la réunion annuelle, la JICA a organisé ou co-organisé de nombreux autres séminaires sur les problèmes internationaux dont la diversité et la complexité vont en s'accroissant. Les séminaires portaient sur un examen de la situation et des actions en faveur de la sécurité alimentaire dans la région de l'ANASE, qui connaît une croissance économique continue ; la collaboration entre les secteurs public et privé pour la promotion de la croissance verte ; les nouvelles coopérations de la JICA et des organismes de financement du développement dans les pays islamiques ; et l'aide au Moyen-Orient et au pays du Maghreb après le Printemps arabe. La JICA joue un rôle moteur dans ces débats internationaux et apporte des contributions intellectuelles significatives. En outre, la JICA a organisé plus d'une centaine de



Le président de la JICA, Akihiko Tanaka, prend la parole au cours d'un séminaire organisé à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale (deuxième à droite).

dialogues avec des représentants de gouvernements nationaux et d'organisations internationales en visite au Japon à l'occasion des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale.

Comptant parmi les plus grands organismes bilatéraux de développement au monde, la JICA entend continuer de renforcer sa collaboration avec le FMI, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales, organismes bilatéraux de développement, et organisations régionales de financement du développement. La JICA continuera de partager ses connaissances et informations avec le reste du monde tout en apportant sa contribution intellectuelle aux discussions portant sur la résolution de problèmes de développement de plus en plus divers.



Syrie : Des étudiants en première année d'études s'entraînent sur un clavier d'ordinateur lors d'un cours sur la finance et la banque (enseignement audio-visuel). [Photo : Sanae Numata]

Modalités de la coopération/ Opérations, gestion et évaluation

Modalités de la coopération

Coopération technique	117
Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales ..	118
Programmes de formation et de dialogue de la JICA	119
Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé ..	121
Dons	123
Suivi	125

Opérations, gestion et évaluation

Diffusion de l'information	127
Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales ..	128
Gestion du risque financier et d'investissement	132
Gestion de la sécurité	133
Évaluation des opérations	134

Réponse au grand séisme et tsunami de l'est du Japon	135
--	-----

Coopération technique

Renforcer les capacités des pays en développement par une aide à plusieurs niveaux

Répondre aux besoins diversifiés

La coopération technique est une coopération d'individu à individu qui soutient le renforcement de l'ensemble des capacités des pays en développement à relever par eux-mêmes les défis du développement. Les besoins des pays en développement sont de plus en plus diversifiés et ne concernent plus seulement le développement de l'agriculture, des infrastructures de transport, des industries, des services de santé et d'éducation. Ces dernières années, ces besoins se sont étendus à d'autres domaines tels que le développement de systèmes juridiques, le passage à l'économie de marché, la consolidation de la paix, l'aide à la reconstruction et les mesures de protection de l'environnement et de lutte contre le changement climatique. La formulation de plans de coopération sur mesure avec les pays en développement permet à la JICA d'intervenir à plusieurs niveaux en soutenant le développement des ressources humaines, le renforcement organisationnel et institutionnel ainsi que l'élaboration de politiques en utilisant l'expérience et les technologies du Japon et des pays en développement.

Une combinaison efficace d'outils de coopération

1. Envoi d'experts

Les experts japonais sont détachés dans les pays en développement pour transmettre les technologies et les connaissances requises aux représentants du gouvernement et aux ingénieurs locaux (homologues des pays partenaires). Parallèlement, ils travaillent avec ces homologues à la diffusion de technologies et à la création d'institutions adaptées à la situation de ces pays, tout en poursuivant des activités de sensibilisation. Afin de fournir des services encore plus efficaces, la JICA prend notamment en compte les spécificités régionales et la culture du pays partenaire, et privilégie, le cas échéant, l'envoi d'experts de pays tiers (autres que le Japon ou le pays partenaire).

2. Formation de participants étrangers

La JICA invite du personnel compétent de pays en développement, responsables des questions de développement économique et social, à participer à des formations au Japon. Leur participation aux programmes de formation au Japon leur permet d'acquérir le savoir-faire et les technologies dont leur pays d'origine a besoin. La JICA organise également des programmes de formation à l'étranger.

3. Fourniture d'équipements

Les équipements dont les experts ont besoin pour mettre en œuvre une coopération efficace sont fournis aux pays partenaires.

4. Projets de coopération technique

Combinant de manière optimale l'« envoi d'experts », la « formation technique » et/ou la « fourniture d'équipements », ces projets sont la clé de voûte de la coopération technique de la JICA. La collaboration à la planification, la mise en œuvre et l'évaluation du projet, d'une façon systématique et globale, avec les homologues et les organisations associées du pays partenaire, permet au projet de produire des résultats.

Processus de mise en œuvre

1) Identification et élaboration

La JICA identifie et élabore un projet à travers des discussions avec le gouvernement du pays partenaire, des études préparatoires et d'autres activités.

2) Demande et approbation

Le ministère des Affaires étrangères (MOFA) du Japon se base sur la demande soumise par le pays partenaire pour approuver ou rejeter un

projet. La JICA, les ministères et les agences concernés se joignent aux discussions. Le gouvernement japonais informe le pays partenaire de l'approbation du projet et un accord international est signé en vue de sa mise en œuvre.

3) Étude/Évaluation ex ante

Afin de clarifier les détails et les résultats escomptés du projet, mais aussi de vérifier le bien-fondé de sa mise en œuvre, une évaluation ex ante est réalisée sur la base de cinq critères : pertinence, efficacité, efficience, impact et durabilité.

4) Mise en œuvre du projet/Évaluation de fin de projet

La JICA et l'organisation gouvernementale du pays partenaire signent le procès-verbal des discussions (PVD) relatif à la mise en œuvre du projet, au détail des activités et aux mesures requises.

Durant la mise en œuvre du projet, les activités et la procédure d'exécution font l'objet d'un suivi régulier et le plan initial est révisé si nécessaire. Avant l'achèvement du projet, la JICA et le pays partenaire mènent conjointement une évaluation de fin de projet pour déterminer les progrès accomplis vers la réalisation des objectifs fixés et décider de la poursuite du projet. Cela permet aussi de tirer des enseignements et recommandations qui peuvent être partagés avec le pays partenaire et utilisés pour d'autres projets.

5) Évaluation ex post

L'évaluation ex post est effectuée plusieurs années après l'achèvement du projet pour vérifier sa durabilité et son impact. Les résultats de cette évaluation sont ensuite partagés et servent de références pour l'élaboration et la mise en œuvre de projets similaires.

5. Coopération technique pour la planification du développement

Dans le cadre de son soutien à l'élaboration des politiques et des programmes de travaux publics des pays en développement, la JICA procède à un transfert de technologies, en matière notamment de méthodes d'enquête, d'analyse et de planification, aux homologues du pays partenaire.

Une fois la coopération achevée, les pays partenaires s'appuient sur les résultats obtenus pour 1) élaborer des plans de développement sectoriel/régional ou de remise en état/reconstruction inspirés des recommandations ; 2) mettre en œuvre des programmes (projets) grâce aux fonds obtenus auprès des organisations internationales et d'autres bailleurs ; et/ou 3) exécuter les réformes organisationnelles/institutionnelles préconisées.

6. Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales

Le « partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) » est un programme de coopération technique de la JICA qui vise à développer et appliquer de nouvelles technologies et à acquérir de nouvelles connaissances scientifiques par le biais d'activités de recherche conjointe. Le SATREPS a pour ambition de relever des défis mondiaux (en matière d'environnement, d'énergie, de catastrophes naturelles (préparation), de maladies infectieuses, d'approvisionnement alimentaire et autres problèmes qui ne peuvent être résolus par un pays ou une région seuls et qui nécessitent donc une coopération mondiale) via des partenariats entre les universités et les instituts de recherche du Japon et des pays en développement.

Coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales

Améliorer le développement des ressources humaines et la capacité de recherche autonome des instituts de recherche des pays en développement, par la promotion de recherches internationales conjointes afin d'acquérir de nouvelles connaissances et de mettre les résultats de la recherche au service de la société dans une perspective de résolution des problèmes mondiaux

Contexte

Ces dernières années, l'importance de la coopération internationale faisant appel à la science et à la technologie japonaises pour résoudre des problèmes de portée mondiale dans les pays en développement s'est accrue. Les problèmes mondiaux, notamment dans le domaine de l'environnement, de l'énergie, des maladies infectieuses et des catastrophes naturelles ne peuvent être résolus par des pays ou des régions seuls et doivent être appréhendés par la communauté internationale dans son ensemble.

Afin de faire face à ces défis, et pour soutenir un développement durable et autonome des pays en développement, le Japon déploie une aide en appui à l'application et au transfert des technologies japonaises. Parallèlement, des programmes de recherche conjoints entre les universités et les instituts de recherche du Japon et des pays en développement seront menés afin de développer et d'utiliser de nouvelles technologies et d'acquérir de nouvelles connaissances. Une telle approche est nécessaire dans la mesure où elle permet de s'attaquer aux problèmes tout en contribuant à améliorer les normes scientifiques et technologiques ainsi que les capacités globales des universités et des instituts de recherche des pays en développement.

C'est dans cette optique que la JICA a initié lors de l'exercice 2008 la coopération scientifique et technologique sur les questions mondiales. Elle s'articule autour de deux programmes :

- (1) Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (projet de coopération technique)
- (2) Envoi de chercheurs en sciences et technologie* (envoi d'experts individuels)

Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS)

1. Aperçu

Ce programme est conçu pour promouvoir une recherche internationale conjointe, permettant aux instituts de recherche du Japon et des pays en développement de travailler de concert, en se basant sur les besoins sociaux des pays en développement dans le cadre de la coopération technique de la JICA. L'objectif est d'acquérir de nouvelles connaissances et d'utiliser les résultats de la recherche au bénéfice de la société afin de résoudre des problèmes mondiaux en matière d'environnement et d'énergie, de ressources biologiques, de prévention des catastrophes et de maladies infectieuses.

2. Objectifs

- (1) Améliorer le développement des ressources humaines et la capacité de recherche autonome des pays en développement.
- (2) Élaborer un cadre pour mener des activités pérennes contribuant à résoudre les problèmes mondiaux.
- (3) Acquérir de nouvelles connaissances permettant de répondre aux problèmes mondiaux et de faire progresser la science et la technologie.

3. Système d'exécution

Le SATREPS est mis en œuvre en collaboration avec l'Agence japonaise pour les sciences et la technologie (JST). L'institut auquel est affilié le proposant (chercheur principal) et la JICA collaborent, pour mener à bien la proposition de recherche sélectionnée lors des appels à propositions de la JST auprès des universités et des instituts de recherche. La JICA contribue au financement des activités dans le pays partenaire (envoi d'experts, accueil des chercheurs homologues au Japon, fourniture d'équipements, activités des experts dans le pays partenaire, etc.) dans le cadre de sa coopération technique, tandis que la JST contribue au financement des dépenses au Japon et dans les pays tiers dans le cadre du fonds compétitif pour la promotion de la science et de la technologie.

4. Domaines de recherche pris en considération

L'appel à propositions de recherche de l'exercice 2013 concernait six domaines : l'environnement, une société sobre en carbone, les ressources biologiques, la prévention des catastrophes, les maladies infectieuses et les domaines interdisciplinaires.

Envoi de chercheurs en sciences et technologie*

1. Aperçu

Ce programme est conçu pour envoyer les experts les plus compétents des instituts de recherche japonais dans les pays en développement afin d'y conduire des programmes de recherche conjoints, et de contribuer au développement des ressources humaines en se basant sur les besoins des pays partenaires, et ce, dans le cadre de l'envoi d'experts prévu par la coopération technique de la JICA.

2. Objectifs

- (1) Soutenir le renforcement des capacités des pays en développement via des programmes de recherche conjoints internationaux.
- (2) Poser et renforcer les bases pour les échanges entre les instituts de recherche japonais et des pays en développement, et soutenir la formulation de futurs plans de recherche conjointe.

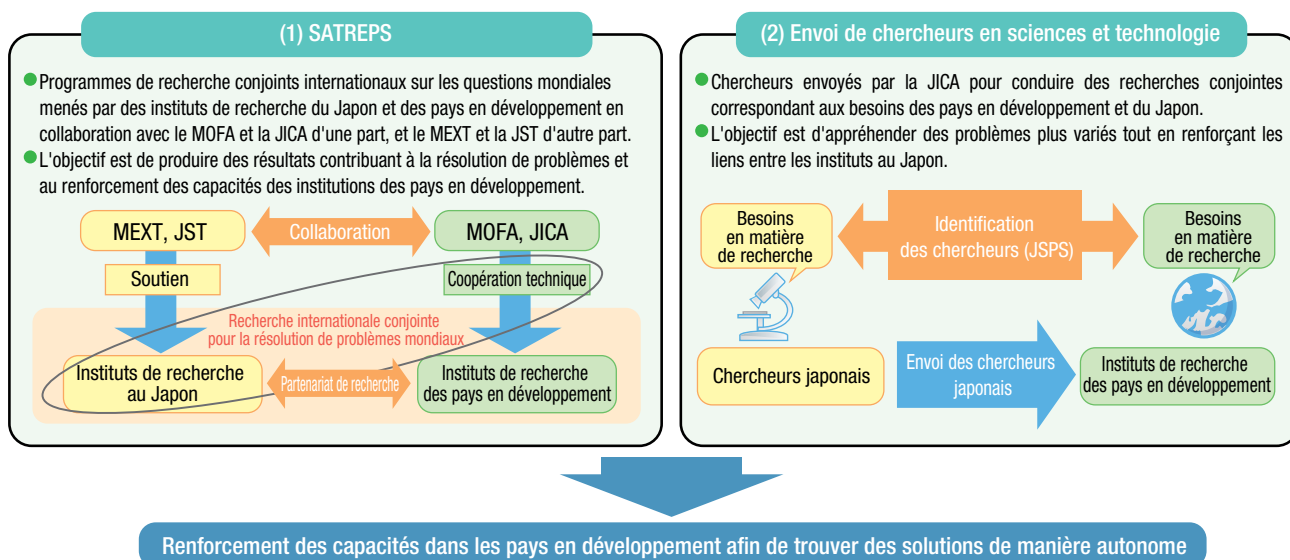
3. Système d'exécution

Le programme est conduit en collaboration avec la Société japonaise pour la promotion de la science (JSPS), en exploitant son réseau de chercheurs et d'instituts universitaires au Japon, ainsi qu'avec le ministère de l'Éducation, de la culture, des sports, de la science et la technologie (MEXT). Les deux entités se chargent de sélectionner les chercheurs.

4. Domaines de recherche pris en considération

Le programme couvre l'ensemble des domaines scientifiques et technologiques sans aucune restriction, mise à part l'obligation de contribuer à la résolution des problèmes mondiaux.

*Le programme d'envoi de chercheurs en sciences et technologie n'a pas été reconduit pour l'exercice 2013



Programmes de formation et de dialogue de la JICA

— Vers une amélioration de la qualité

Vers une amélioration de la qualité

Le département de la Formation et de la participation des citoyens et les antennes de la JICA au Japon gèrent et exécutent les programmes de formation et de dialogue, de coopération avec la participation des citoyens, de bourses d'études, et de partenariat avec les universités locales, afin de soutenir les efforts déployés par les pays en développement pour résoudre leurs problèmes de développement, en collaborant étroitement avec les bureaux de l'Agence à l'étranger et les départements régionaux et thématiques* chargés de la mise en œuvre des activités de coopération dans les pays en développement.

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA constituent l'une des activités principales de l'Agence au Japon. Des représentants de gouvernements et de divers domaines de pays en développement viennent au Japon pour participer à ces programmes en coopération avec des organisations et communautés japonaises partenaires. Ces activités permettent aux participants d'acquérir les technologies et connaissances nécessaires pour s'attaquer aux problèmes de développement dans leurs pays.

Les programmes de formation doivent fournir des résultats toujours plus efficaces et efficients avec des budgets limités. La JICA prend diverses mesures pour répondre à cette exigence. Par exemple, des vérifications permettent de garantir l'adéquation des formations avec les questions de développement prioritaires des pays participants. En règle générale, les programmes de formation et de dialogue se concentrent exclusivement sur des programmes de coopération associés à ces questions de développement. En outre, des études sont menées sur les sujets à traiter dans chaque domaine concerné tel que l'éducation et

l'agriculture, tout en suivant l'évolution d'autres dispositifs de coopération. La JICA a également commencé à préparer un ensemble de programmes de formation et de dialogue le plus adapté.

Cela passe par l'examen individuel de chaque programme afin de déterminer s'il doit être mené au Japon. C'est pourquoi la JICA a également commencé une sélection des formations en se basant sur les connaissances et les savoir-faire des antennes de la JICA qui examinent les caractéristiques de chaque région japonaise.

Pour une efficacité accrue des programmes de formation, il convient de maintenir des relations entre les participants étrangers après leur retour et la JICA. Plusieurs initiatives ont été prises à cet égard, principalement la création d'une page Facebook pour ces participants.

*Le siège de la JICA compte cinq départements thématiques : le département Infrastructure économique, le département Développement industriel et politique publique, le département Développement humain, le département Environnement mondial et le département Développement rural.

Les bénéfices multiples des programmes de formation

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA ont pour objectif principal de contribuer à la résolution des problèmes de développement des pays partenaires, mais ils présentent bien d'autres avantages.

À ce jour, plus de 290 000 personnes ont participé aux programmes de formation et de dialogue de la JICA. Les participants rencontrent de nombreux Japonais durant leur séjour et ils rentrent dans leur pays avec une compréhension et une connaissance approfondies du Japon et de la culture japonaise. Simultanément, les visites de sites et certaines activités



La JICA Tokyo a organisé un cours sur le système de gestion participative de l'eau afin de fournir aux agriculteurs et aux vulgarisateurs agricoles des conseils efficaces sur les opérations de gestion et de renforcer les organisations d'agriculteurs. Les participants ont visité une coopérative agricole (JA) dans la préfecture de Saga. (Formation par pays : système de gestion participative de l'eau en Iran)



La JICA Chubu a tiré parti de la forte concentration de l'industrie automobile pour organiser un programme de formation sur la fabrication. (Formation en groupe : le MONOZUKURI japonais et le secteur manufacturier dans les pays en développement)

de formation conçues dans le cadre de ces programmes bénéficient au Japon qui accueille les participants. Par exemple, les entreprises peuvent obtenir des informations sur les pays en développement et commencer une relation qui peut aboutir au démarrage d'activités à l'étranger. Par ailleurs, les étudiants des universités qui organisent des programmes de formation peuvent enrichir leur vision du monde en échangeant avec les participants étrangers. Ainsi, les programmes de formation produisent des bénéfices supplémentaires en dynamisant les régions japonaises et en contribuant à la formation de personnes ayant des compétences et des connaissances mondiales.

Les programmes de formation et de dialogue de la JICA contribuent à la résolution des problèmes des pays en développement. Ils permettent en outre de former des experts et des spécialistes du Japon, de revitaliser des régions et de former des ressources humaines ayant une perspective mondiale. C'est pourquoi la JICA met en œuvre ses programmes de formation en identifiant ces bénéfices significatifs.

Des programmes de formation uniques dans le monde

Les modes de mise en œuvre de la coopération technique peuvent être divisés en deux catégories ; la coopération à l'étranger par l'envoi d'experts des différents secteurs du développement et l'envoi de volontaires dans les pays partenaires ; et la coopération au Japon par l'invitation de participants de pays en développement. Les programmes de formation et de dialogue de la JICA, qui regroupent un ensemble varié de formations, correspondent à la deuxième catégorie.

Les programmes de formation au Japon ne permettent pas tant de partager les technologies et les compétences avancées japonaises que d'exploiter l'expérience et le savoir-faire du pays en matière de développement. Pour appréhender et comprendre les « connaissances » capitalisées par le Japon, il est souvent nécessaire d'expérimenter directement le savoir-faire organisationnel du Japon ainsi que le contexte et les mécanismes propres à son système social. Les programmes de formation et de dialogue de la JICA donnent en outre aux participants de pays en développement la possibilité de prendre conscience et d'observer les expériences et la réalité de leur propre pays par le prisme du Japon. Ils peuvent ainsi analyser les problèmes de développement de leur pays sous un angle différent.

Le programme de formation par région et en groupe est l'un des programmes de formation organisés au Japon. Les formations en groupe sont dispensées à des participants de différents pays en développement

qui examinent les problèmes sous des angles différents, celui du Japon et de leur propre pays, mais aussi à l'aune de différents points de vue, dans le cadre d'échanges avec d'autres stagiaires. Le programme permet par conséquent d'acquérir une vision pertinente des problèmes et d'ouvrir les horizons des participants.

Les programmes de formation et de dialogue sont donc un outil essentiel de la coopération technique pour promouvoir le renforcement des ressources humaines et résoudre les problèmes des pays en développement en exploitant les « connaissances » du Japon.

La JICA accueille environ 10 000 participants chaque année, pour l'essentiel dans trois antennes et neuf centres internationaux répartis à travers le Japon. La majorité des participants sont affiliés à des organismes gouvernementaux de contrepartie. Cependant, l'augmentation du nombre de membres d'ONG ces dernières années reflète la diversification des besoins des pays en développement et la plus grande portée des programmes de coopération du Japon. Les programmes de formation sont entrepris en partenariat avec le gouvernement central, des administrations locales, des universités, des entreprises du secteur privé, des organismes d'intérêt public, des ONG et d'autres organisations. La participation de divers organismes nationaux permet d'aborder des problèmes de développement à la fois complexes et vastes. Par leur ampleur et la diversité des domaines représentés, les programmes de formation et de dialogue de la JICA restent inégalés dans le monde et constituent une caractéristique essentielle et exceptionnelle de la coopération internationale japonaise.



En mars 2013, une page Facebook a été créée pour les participants aux programmes. L'objectif est de maintenir et d'approfondir les liens entre les participants étrangers et la JICA à l'issue du programme et du retour au pays.

Prêts d'APD et financement des investissements du secteur privé

— Apports d'aide concessionnelle pour soutenir le développement et l'appropriation des régions en développement

Contribuer au développement durable des régions en développement

Dans bien des pays en développement, l'infrastructure économique et sociale est insuffisante, notamment les services de l'électricité, du gaz, des transports et des communications. Ces dernières années, des enjeux mondiaux tels que le VIH/sida et d'autres maladies transmissibles, la pollution de l'air et de l'eau, le changement climatique, les conflits et le terrorisme, ainsi que les crises financières sont venus s'ajouter aux problèmes de pauvreté. Pour répondre à ces enjeux, la communauté internationale a fixé des objectifs communs, les OMD (objectifs du Millénaire pour le développement), tandis que chaque pays formulait une série de mesures.

Les prêts d'APD constituent des apports de fonds relativement importants, accordés à des conditions concessionnelles aux pays et régions en développement, afin de soutenir leurs efforts de croissance et leurs initiatives de développement.

Prêts d'APD

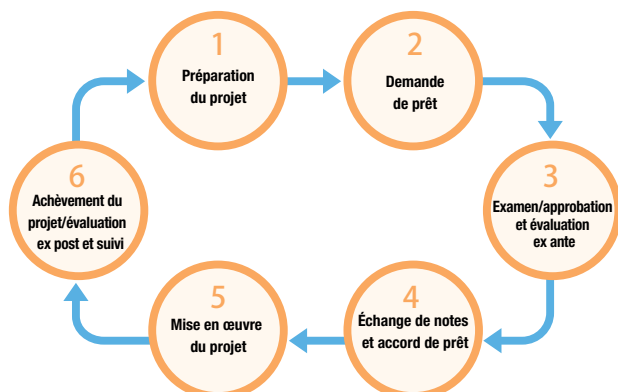
Soutien privilégiant l'appropriation des pays en développement

L'appropriation est essentielle pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté des pays en développement. Étant assortis d'un remboursement, les prêts d'APD favorisent une utilisation efficiente des fonds empruntés et une supervision adaptée des projets qu'ils financent, facilitant ainsi l'appropriation des pays en développement. Les prêts d'APD exercent par ailleurs une pression budgétaire relativement faible pour l'État japonais et constituent par conséquent un instrument pérenne de l'APD.

Déroulement des prêts d'APD — Cycle du projet —

Les prêts d'APD comportent six étapes. Les enseignements tirés de l'évaluation ex post, qui constitue la dernière étape du cycle du projet, sont réinjectés dans la préparation des nouveaux projets. Cet enchaînement de phases est appelé le « cycle du projet ».

Cycle d'un projet de prêt d'APD



Types de prêts d'APD

1. Prêts pour les projets

1) Prêts-projets

La grande majorité des prêts d'APD sont des prêts-projets. Ce type de financement permet la fourniture d'installations, d'équipements et de services ou la réalisation de travaux de génie civil et d'autres travaux associés, notamment des routes, des centrales électriques ou des installations d'irrigation, d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

2) Prêts pour les services d'ingénierie (SI)

Les prêts de ce type sont utilisés pour les services d'ingénierie (SI) nécessaires aux stades de l'étude et de la planification des projets. Ces services comprennent des études de faisabilité, des études approfondies du projet sur site, des avant-projets détaillés et la préparation des documents d'appel d'offres. Comme pour le prêt-projet, l'obtention de ce type de prêt est subordonnée à l'exécution préalable d'une étude de faisabilité ou similaire et à la confirmation de la nécessité et de la pertinence du projet.

3) Prêts aux intermédiaires financiers

Ces prêts sont octroyés aux institutions financières du pays bénéficiaire en s'appuyant sur le système financier du pays concerné. Ils financent la mise en œuvre des politiques définies, notamment la promotion des PME dans les secteurs de la production manufacturière, de l'agriculture et des autres industries spécifiées, ainsi que la construction d'installations destinées à améliorer le niveau de vie des plus démunis. Ces prêts sont dits « en deux temps », car les fonds transitent par au moins deux institutions financières avant de parvenir aux bénéficiaires finaux. Ce type de prêt permet de proposer des fonds à un grand nombre de bénéficiaires finaux dans le secteur privé. Étant accordés par des institutions financières locales, ils permettent également de renforcer les capacités opérationnelles de ces institutions et de développer le secteur financier des pays bénéficiaires.

4) Prêts sectoriels

Les prêts sectoriels servent à la fourniture de matériel et d'équipements, de services et de conseils requis pour la mise en œuvre des plans d'aménagement d'un secteur particulier comprenant plusieurs sous-projets. D'autre part, ils contribuent à l'amélioration des politiques et des systèmes du secteur concerné.

2. Prêts hors projets

1) Prêts-programmes

Les prêts de ce type soutiennent la mise en œuvre de stratégies nationales et de réduction de la pauvreté des pays en développement qui souhaitent améliorer leurs politiques et opérer des réformes globales de leurs systèmes. Ces dernières années, le prêt le plus courant est celui dont le produit est directement intégré dans le budget du pays ciblé. Après confirmation de la mise en œuvre des premiers éléments des réformes, les consultations se poursuivent dans le cadre d'un soutien aux réformes à long terme. Dans de nombreux cas, les prêts de ce type prennent la forme d'un

cofinancement avec la Banque mondiale ou d'autres banques multilatérales de développement (BMD).

2) Prêts de soutien à la balance des paiements

Ces prêts sont accordés aux pays en développement confrontés à des difficultés économiques et exposés à des taux de change toujours plus défavorables. Ils permettent de financer les importations urgentes et essentielles de matériel, et de stabiliser l'économie. Ces prêts sont souvent utilisés pour importer des marchandises dont les gouvernements du Japon et du pays bénéficiaire auront convenu au préalable : machinerie industrielle et matières premières, engrais et pesticides, machines agricoles ou d'autres types.

3) Prêts-programmes sectoriels

Ce sont des prêts de soutien à la balance des paiements qui servent également à soutenir les politiques de développement dans les secteurs prioritaires des pays partenaires. Les fonds en devises locales (fonds de contrepartie), d'un montant correspondant à celui qui a été versé à l'importateur en devises étrangères, sont utilisés pour des investissements destinés au développement d'un secteur spécifique.

Financement des investissements du secteur privé

Soutien aux projets de développement du secteur privé dans les pays en développement

Ces dernières années, avec la forte progression de l'aide des organisations internationales, ainsi que des donateurs européens et américains au secteur privé, ce dernier joue un rôle de plus en plus important dans le développement économique et social des pays en développement. Le financement des investissements du secteur privé vise à stimuler l'activité économique et à améliorer le niveau de vie des populations des pays en développement par des prêts et des participations au capital pour des projets entrepris par le secteur privé dans les pays en développement.

La réalisation de la nouvelle stratégie de croissance 2011 (janvier 2011) prévoyait la reprise des activités de financement des investissements du secteur privé à une échelle limitée d'ici avril 2012 par une approche pilote. Puis, après avoir vérifié la structure

organisationnelle de la mise en œuvre et des procédures via l'approche pilote, en août 2012, une reprise intégrale du programme de financement des investissements du secteur privé a été décidée, en octobre 2012, après l'établissement de règles concernant la sélection des projets devant être financés.

Étendue de l'aide

Le financement des investissements du secteur privé étant réservé à des projets ayant un haut niveau d'efficacité, le programme cible les trois domaines suivants : (1) les infrastructures et l'accélération de la croissance ; (2) les OMD et la réduction de la pauvreté ; et (3) le changement climatique.

Structure organisationnelle de l'évaluation et du contrôle du risque

Le financement des investissements du secteur privé a repris avec une structure organisationnelle adaptée pour l'évaluation et le contrôle du risque. Parallèlement aux vérifications et contrôles mutuels entre les départements concernés, la JICA assure une gestion de portefeuille pour l'ensemble du programme par un compte indépendant*, et elle renforce sa capacité à mettre en œuvre des projets, et à évaluer et gérer les risques.

*Au 31 mars 2013, sur le compte indépendant réservé au financement des investissements du secteur privé, les prêts représentent 140 milliards JPY, les titres de placement 46 milliards JPY et les actions des sociétés liées 76,4 milliards JPY. À la même date, les revenus ordinaires représentent 33,6 milliards JPY (27,5 milliards JPY de dividendes sur les placements et 6,2 milliards JPY de ventes de titres) et le revenu net est de 33 milliards JPY pour l'exercice 2012. Le compte indépendant a reçu des actifs suite aux opérations de financement des investissements du secteur privé le 1er octobre 2008, lorsque la JICA a adopté sa structure actuelle. Les revenus ordinaires sont divisés en dividendes sur les placements, en intérêts sur les prêts et autres revenus liés au financement des investissements du secteur privé. Les dépenses ordinaires sont constituées des pertes sur les ventes de titres, des pertes de valeur des titres, des intérêts sur les emprunts, des provisions en prévision de pertes liées aux prêts, de frais d'avocat et d'autres dépenses liées au financement des investissements du secteur privé. Les revenus et dépenses qui ne sont pas directement liés au financement des investissements du secteur privé (dépenses d'amortissement, dépenses immobilières, dépenses liées au personnel, etc.) n'apparaissent pas sur le compte indépendant.

Étude de cas Étendre les possibilités des prêts d'APD

Introduction de prêts d'APD avec option de conversion monétaire et d'un crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement

En janvier 2013, la JICA a introduit une option de conversion monétaire pour les prêts d'APD sur les projets dont la période de remboursement est inférieure à 20 ans. Cette option permet à l'emprunteur de convertir en dollars le remboursement du capital et des intérêts des prêts contractés en yens. Pour les emprunteurs qui gèrent principalement leur dette extérieure en dollars, cette option leur permet non seulement de fixer le montant de la dette dans cette devise, mais aussi d'atténuer le risque de change JPY/USD. De plus, cette option offre des opportunités d'affaires aux entreprises souhaitant renforcer leur

présence à l'étranger en attirant des emprunteurs dont les flux de recettes sont libellés en dollars.

Par ailleurs, la JICA a créé le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Dans les pays en développement où les catastrophes naturelles peuvent être anticipées, SECURE apporte un financement rapide pour la réhabilitation immédiate, juste après la catastrophe, en se basant sur un accord préalable avec la JICA sur l'allocation et le montant des fonds. À ce jour, la JICA a fourni une aide d'urgence immédiatement après les catastrophes naturelles et elle a pris des mesures

pour les infrastructures durant les phases de reconstruction, mais la création de SECURE permet de répondre rapidement aux demandes de fonds nécessaires pour assurer une transition entre l'aide d'urgence et le rétablissement. À travers la coordination entre la coopération technique et les prêts s'appuyant sur l'expérience du Japon en matière de prévention des catastrophes naturelles, SECURE permet de renforcer les capacités de réponse aux catastrophes des pays emprunteurs.

Dons

Une coopération financière destinée à construire l'infrastructure sociale des pays en développement

Construire l'avenir des pays à faible revenu

Un don est une aide financière sans obligation de remboursement de la part du pays en développement bénéficiaire (pays partenaire). Destiné en priorité aux pays à faible revenu, ce type d'aide couvre un large éventail d'activités de coopération, comme le développement de l'infrastructure économique et sociale, l'éducation, le VIH/sida, la santé infantile ou l'environnement, en vue de jeter les fondations qui assureront le développement dans ces pays.

Hormis les dons gérés directement par le ministère japonais des Affaires étrangères dans le cadre de la politique diplomatique, la JICA assure la gestion de l'ensemble des dons et des activités associées telles que les études préparatoires, les conseils et recommandations aux pays partenaires pour la mise en œuvre des projets, ainsi que la gestion après-projet

Procédure de mise en œuvre des dons Identification et formulation des projets

Sur la base des discussions avec le gouvernement du pays partenaire, la JICA conduit diverses études, notamment préparatoires, examinant ainsi sous divers angles la situation du pays, les objectifs du projet, l'étendue de la coopération, les structures d'exécution et de gestion et les résultats attendus du projet. Les fonds requis sont calculés sur la base de ces informations.

Examen et approbation des projets

La JICA communique au gouvernement japonais toutes les informations relatives au processus de mise en œuvre et aux résultats des études préparatoires, elle vérifie le bien-fondé du projet et examine le contenu de la coopération.

En s'appuyant sur les résultats des études, le gouvernement japonais

procède aux vérifications nécessaires et assure la mise à disposition des fonds, avant de soumettre ses propositions à l'approbation du Cabinet.

Échange de notes et accord de don

Après l'approbation du Cabinet, le gouvernement du pays partenaire et le gouvernement du Japon signent des documents (échange de notes) récapitulant les objectifs et le contenu de la coopération pour le projet concerné.

La JICA signe alors avec le gouvernement du pays partenaire un « accord de don » qui définit les conditions du don.

Mise en œuvre du projet

À cette étape qui fait suite à la signature de l'échange de notes et de l'accord de don, la JICA fournit des conseils et des recommandations sur la mise en œuvre du projet au pays partenaire et aux consultants. Ces avis techniques et recommandations garantissent le respect des délais et des procédures de construction d'installations et de fourniture de matériel et d'équipements, à compter de la date de l'accord de don jusqu'à la fin des travaux de construction, en passant par la remise des matériels et des équipements.

Gestion de l'après-projet

Au terme de la coopération, le gouvernement du pays partenaire prend en charge la maintenance et le fonctionnement du projet. Des problèmes inattendus, comme les pannes d'équipement, peuvent cependant survenir. La JICA assure alors une coopération supplémentaire, sous la forme de fourniture de matériel et d'équipements, d'envoi d'équipes de réparation, et de travaux de réparation d'urgence, destinée à pérenniser l'efficacité de l'aide.

Types de dons (mis en œuvre par la JICA)

Intitulé du programme	Résumé
Dons pour les projets généraux	Soutien aux projets mis en œuvre pour répondre aux besoins essentiels de l'être humain tels que l'éducation (ainsi que la construction d'hôpitaux, d'écoles et de routes, l'achat de matériel et d'équipements pour les véhicules de transport en commun, etc.).
Dons pour l'autonomisation communautaire	Soutien au développement intégré de compétences dans les communautés dont l'existence ou les conditions de vie sont menacées.
Dons pour la prévention des conflits et la consolidation de la paix	Soutien et autres mesures pour développer les infrastructures économiques et sociales nécessaires dans les pays en situation post-confliktuelle.
Dons pour la prévention des catastrophes et la reconstruction	Soutien en matière de prévention et de reconstruction après des catastrophes.
Dons pour l'environnement et la lutte contre le changement climatique	Soutien à l'adoption de politiques et à la planification de mesures pour lutter contre le changement climatique, etc., et aux projets associés.
Dons pour les stratégies de réduction de la pauvreté	Soutien budgétaire aux pays mettant en œuvre des stratégies de réduction de la pauvreté.
Dons pour le développement des ressources humaines (bourses d'études)	Soutien à la formation de jeunes fonctionnaires.
Dons pour la pêche	Soutien aux projets de promotion de l'industrie de la pêche.
Dons pour la culture	Soutien à l'achat d'équipements et au développement d'installations nécessaires pour promouvoir la culture, etc.
Dons pour les agriculteurs défavorisés	Soutien à l'achat d'équipements agricoles et d'engrais etc., pour appuyer les efforts destinés à réaliser l'autosuffisance alimentaire.
Dons pour la coopération antiterroriste et le renforcement de la sécurité	Soutien au renforcement de mesures de lutte contre la piraterie et d'autres actions de sécurité publique.

Aide au Myanmar

Dons pour la construction d'infrastructures socioéconomiques

La JICA accorde des dons pour l'amélioration des infrastructures de base, l'adaptation au changement climatique, le contrôle des frontières, le renforcement de la sécurité maritime et bien d'autres domaines. Durant l'exercice 2012, la coopération la plus importante de la JICA au Myanmar permet d'illustrer les caractéristiques de l'aide sous forme de dons réalisée par l'Agence.

Conformément aux réformes de démocratisation et de réconciliation nationale au Myanmar, le gouvernement japonais a fait des objectifs suivants les piliers de sa coopération économique : (1) aide à l'amélioration des moyens de subsistance de la population ; (2) aide au renforcement des capacités et au développement des institutions pour soutenir l'économie et la société ; et (3) aide au développement des infrastructures et des systèmes associés nécessaires à un développement économique durable. La JICA offre des dons pour les soins médicaux, l'agriculture, l'énergie électrique, les infrastructures, les télécommunications, et d'autres domaines.

Dans le secteur des télécommunications

par exemple, le nombre d'utilisateurs de services de communication augmente avec la progression rapide de la démocratie et des réformes économiques. Cela crée un besoin urgent d'améliorer le réseau de communication. Cependant, à cause des nombreuses années de restrictions sur les importations et du manque de ressources financières, le réseau de communication souffre de nombreux problèmes, aussi bien en termes de capacités que de qualité.

Pour répondre à ces problèmes, le gouvernement du Myanmar a sollicité une coopération pour effectuer les améliorations urgentes des réseaux de communication à l'intérieur et entre les trois grandes villes où les besoins sont les plus pressants – Rangoun, Mandalay et Nay Pyi Daw. Un accord de don a été signé pour ce projet en décembre 2012.

Le projet devrait contribuer à moderniser les infrastructures de communication, la fondation des activités économiques et de la vie de la population, stimuler l'ensemble des activités économiques, améliorer la vie des résidents des trois principales villes, et permettre un meilleur fonctionnement des administrations.

En outre, le projet devrait favoriser les investissements de nombreuses entreprises, notamment japonaises.

Le projet comprend aussi une aide technique pour les ingénieurs au Myanmar. Les dons de la JICA soutiennent autant les infrastructures que les connaissances du pays.



Une tour de télécommunications à Rangoun.

Études préparatoires

Élaborer une coopération pour maximiser les bénéfices des trois types d'instruments d'aide : la coopération technique, les prêts d'APD et les dons

Renforcer la mise en œuvre flexible et rapide de projets efficaces grâce aux études préparatoires

Les études préparatoires sont conduites pour formuler un programme de coopération, identifier et élaborer des projets individuels, et confirmer la pertinence, l'efficacité et l'efficience d'un projet. Elles sont réalisées dès que nécessaire, sur décision prise après consultations avec le ministère des Affaires étrangères du Japon. Le cas échéant, une même étude peut couvrir un programme de coopération et des projets individuels. Cette approche assure une réalisation rapide et flexible des études préparatoires.

Les études préparatoires permettent à la JICA d'optimiser les combinaisons et les effets de synergie de trois instruments d'aide, la coopération technique, les prêts d'APD, et les dons, et ainsi d'améliorer les effets attendus de la coopération sur le développement.

Les objectifs des études préparatoires peuvent être classés dans deux catégories principales :

- 1) Une étude permet de « fixer un objectif de développement pour la coopération » et d'« élaborer des scénarios de coopération appropriés (programme de coopération) pour réaliser cet objectif », afin d'aider le pays partenaire à résoudre des problèmes de développement spécifiques d'une manière efficace et efficiente.
- 2) Une étude permet d'identifier et de formuler des projets individuels, examiner la pertinence, l'efficacité et l'efficience des projets candidats, formuler des plans de base pour ces projets, et proposer des contenus pour la coopération.

Suivi — Le suivi ajoute de la valeur aux projets

Soutien après l'achèvement du projet

Les projets de coopération conduits par la JICA se terminent à l'issue d'une période prédéterminée. La JICA met en place des activités de suivi des projets achevés afin d'évaluer les efforts d'auto-assistance du pays partenaire destinés à maintenir et renforcer les résultats du projet. La JICA déploie également une aide indirecte ou une aide supplémentaire lorsque cela est nécessaire. Ces activités relèvent du « suivi », que l'on peut diviser en deux catégories principales.

1. Suivi en vue de résoudre des problèmes liés aux installations et équipements

Ce type de coopération consiste à travailler avec le pays partenaire afin de résoudre les problèmes apparus lors de la construction d'installations ou de la fourniture d'équipements dans le cadre de projets de coopération. Plusieurs facteurs peuvent être à l'origine de ces problèmes, notamment des dégâts causés par des catastrophes naturelles, un manque de ressources financières du pays partenaire dû à une dégradation de la situation économique, ou des difficultés liées à l'utilisation et à la maintenance des installations et des équipements.

En Ouganda par exemple, un don a été accordé entre 2003 et 2004 pour la construction d'installations d'approvisionnement en eau salubre équipées de pompes manuelles dans 116 localités, et pour la fourniture des équipements d'exploitation et de maintenance nécessaires. Bien que la population et le gouvernement ougandais aient utilisé correctement les installations en veillant à la maintenance, certaines installations connaissaient des problèmes de fonctionnement dus au vieillissement, entre autres raisons. Les installations d'approvisionnement en eau étant essentielles pour la vie quotidienne de la population, des réparations immédiates s'imposaient. Cependant, le gouvernement ougandais n'était pas en mesure d'effectuer seul les travaux de réhabilitation nécessaires. Ainsi, la JICA a décidé d'assurer un suivi pour entreprendre les réparations urgentes des installations et fournir les outils. De plus, pour assurer un fonctionnement et une maintenance plus efficaces des installations, la JICA a également soutenu un atelier visant à sensibiliser le comité d'assainissement de l'eau, constitué de résidents locaux responsables des opérations quotidiennes, sur l'importance d'une maintenance régulière. Par ailleurs, le suivi a



Des mécaniciens apprennent à réparer les pompes manuelles utilisées pour l'approvisionnement en eau. (Ouganda)

également couvert la formation des mécaniciens pour la réparation des pompes manuelles. Des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) en mission en Ouganda au sein de « l'équipe d'action pour la sécurité de l'eau » ont également participé aux activités pour aider les résidents locaux à acquérir les compétences nécessaires à la réparation des pompes manuelles, ce qui a contribué à une durabilité et à une efficacité accrues de la coopération.

Grâce à ce suivi, toutes les installations fonctionnent correctement et les systèmes d'exploitation et de maintenance ont été renforcés. La population ougandaise bénéficie maintenant de l'approvisionnement stable en eau salubre indispensable à la vie quotidienne.

2. Suivi en vue d'étendre les bénéfices du projet

L'autre type de suivi consiste à apporter une aide supplémentaire au pays partenaire pour ajouter une valeur à un projet ou un programme de formation achevé, et ce conformément à l'objectif initial du projet, encourageant ainsi la pérennité et l'élargissement de ses bénéfices.

En Chine, par exemple, la JICA a mis en œuvre le projet de surveillance et de lutte contre les maladies à prévention vaccinale entre 2006 et 2011, dans le cadre de la coopération en appui aux mesures de lutte contre les maladies infectieuses (« surveillance » signifie ici rechercher et rassembler les occurrences de maladies infectieuses). Afin d'améliorer la qualité de la vaccination préventive, le projet a soutenu l'intégration de trois documents (le carnet de la femme enceinte, le carnet de santé de l'enfant et le certificat de vaccination), auparavant délivrés séparément et gérés par des ministères différents, dans un « carnet de santé maternelle et infantile », selon un système similaire à celui du Japon. Les carnets ont été distribués dans un site pilote du projet, le comté de Nanfeng, dans la province du Jiangxi. En mars 2013, environ un an après la fin du projet, un suivi a été assuré afin d'organiser un atelier pour (i) confirmer l'évolution des mentalités au sein de la population, des services de santé maternelle et infantile, et de l'utilisation du carnet de santé maternelle et infantile, et (ii) accroître la diffusion des résultats du projet. L'atelier a montré que, après la fin du projet, près de 6 700 carnets ont été distribués aux nouvelles mères. Il a également confirmé la fréquence accrue des examens de santé et une meilleure prise en considération des questions sanitaires parmi les



Des femmes et leurs enfants passent un examen médical avec leur « carnet de santé maternelle et infantile ». (Chine)

femmes enceintes, ainsi que la promotion du partage d'informations entre les institutions médicales. Par ailleurs, plusieurs problèmes ont été identifiés lors de l'atelier. On peut notamment citer l'absence intentionnelle de distribution du carnet à certaines femmes et la lourde contrainte imposée aux femmes d'avoir à compléter le carnet. Grâce à l'atelier, l'ensemble des parties prenantes du comté de Nanfeng, dans la province du Jiangxi, ont réaffirmé leur intention de travailler ensemble pour faire face à ces problèmes du point de vue de l'usager et d'intensifier les efforts pour la protection de la santé des mères et des enfants.

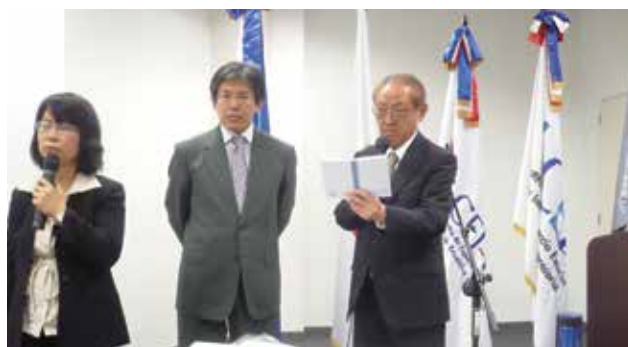
La JICA Kansai (anciennement JICA Osaka) a organisé une formation sur le renforcement des capacités pour la promotion des échanges entre les pays d'Amérique Centrale et des Caraïbes et le Japon sur une période de six ans, entre 2006 et 2011. La formation avait pour objectif d'aider les participants (pour la plupart des membres du personnel chargé de la promotion des exportations dans les centres pour le commerce et les investissements dans leurs pays) à analyser le marché alimentaire japonais et à formuler des stratégies d'exportation vers le Japon afin de faciliter l'entrée d'entreprises du secteur de l'alimentaire sur ce marché. Cette formation se caractérisait notamment par son ambition de faire participer les entreprises du secteur de l'alimentation des pays partenaires à FOODEX JAPAN (le plus grand salon de produits alimentaires et de boisson du Japon).

La JICA a assuré un suivi en République dominicaine et au Nicaragua pour aider les anciens participants à la formation à mener des activités de promotion des exportations pour les entreprises locales. En février 2013, des instructeurs japonais ont accompagné ces participants dans les entreprises locales dont ils avaient la charge et ils ont fourni des conseils sur la gestion des produits et des installations de production. En outre, les instructeurs japonais ont participé à un séminaire sur la promotion des exportations vers le Japon et expliqué les caractéristiques du marché alimentaire japonais, notamment en matière de goût alimentaire et d'emballage, aux entreprises locales.

Grâce à cette coopération, quatre entreprises du secteur de l'alimentation de la République dominicaine ont pu présenter leurs produits lors du FOODEX JAPAN 2013, une première pour ce pays. Dans la région Amérique Centrale et Caraïbes, les exportations vers le Japon s'intensifient.

Soutien aux associations d'anciens participants aux programmes de formation

Le suivi comprend également une aide aux associations d'anciens participants aux programmes de formation et de dialogue de la JICA au



Des instructeurs japonais animent un séminaire sur la manière d'exporter des produits vers le Japon. (République dominicaine)

Japon. Depuis la création du programme, la JICA a accueilli au Japon plus de 290 000 participants issus de pays en développement. Ces participants sont appelés à jouer un rôle clé en faveur du développement et ils deviennent à la fois des « atouts humains importants » et des intermédiaires entre le Japon et de nombreux pays du monde entier. Afin d'entretenir et d'approfondir les liens d'amitié tissés avec ces participants, qui disposent en outre d'une bonne connaissance du Japon, et de renforcer les compétences et les connaissances acquises, la JICA soutient la formation et le maintien des associations d'anciens participants dans les pays d'origine. En 2012, il existait 130 associations de ce type dans le monde.

Au sein de ces associations, les anciens participants enseignent et partagent leurs connaissances des activités de la JICA dans leur pays d'origine ainsi que les résultats de leur propre formation à travers des sites internet, des courriers d'information ou des réunions annuelles.

La JICA collabore avec les associations d'anciens participants, qui constituent selon elle des atouts précieux sur le plan humain, afin de renforcer l'efficacité de ses projets de coopération.

Par exemple, la JICA soutient une association en Irak dont l'activité principale consiste à organiser des séminaires sur les domaines d'aide prioritaires de la JICA tels que le développement des infrastructures, le développement du secteur privé et le renforcement de la gouvernance. Les anciens participants animent les séminaires et encouragent le partage d'informations et la collaboration entre les acteurs concernés. Le champ d'activité des ressortissants japonais étant limité pour des raisons de sécurité, les anciens participants jouent un rôle vital en soutenant les activités de la JICA par des visites et des collectes d'informations sur les sites de projets de l'Agence, en plus de leur lieu de travail ordinaire. En mars 2013, l'association d'anciens participants a organisé sa première exposition photo avec le soutien du département de littérature de l'Université de Bagdad. Cet événement avait pour objectif de présenter les activités de la JICA en Irak et la culture japonaise aux Irakiens. L'exposition a connu un grand succès, en attirant un public issu d'horizons divers, notamment du personnel enseignant et des étudiants d'universités ainsi que des responsables gouvernementaux. L'événement a été couvert par le quotidien national, ce qui a permis de présenter les activités de la JICA dans l'ensemble du pays.

Le suivi permet d'étendre et de renforcer les résultats des projets de coopération passés sur des périodes plus longues, augmentant ainsi l'efficacité et la qualité des efforts de coopération internationale du Japon.



Cérémonie d'ouverture de l'exposition photo de l'association des anciens participants aux programmes de formation de la JICA, à Bagdad. (Irak)

Diffusion de l'information

En plus des éléments décrits dans chacune des sections suivantes, la JICA diffuse des informations via son site internet et d'autres moyens conformément à l'article 22 concernant l'accès aux informations détenues par les agences administratives indépendantes, etc. (article n° 140 de la loi du 5 décembre 2001).

Informations relatives à l'organisation

Objectifs, vue d'ensemble des opérations, relations avec les programmes du gouvernement japonais ; vue d'ensemble de l'organisation ; lois et règlements ; normes applicables au paiement des salaires et aux pensions de retraite des agents ; normes applicables au paiement des salaires et des pensions de retraite des employés ; plan de continuité des activités ; etc.

Informations relatives aux activités opérationnelles

Rapports opérationnels ; rapports de performance des projets ; objectifs à moyen terme ; plans à moyen terme, plans annuels ; etc.

Informations relatives à la situation financière

Rapports financiers ; etc.

Informations relatives aux évaluations et aux audits de l'organisation, résultats opérationnels et situation financière

Documents relatifs à l'évaluation des résultats opérationnels ; rapports d'audit, opinions des auditeurs ; audits internes ; évaluations administratives et rapports de contrôle ; rapports d'audit sur la comptabilité ; etc.

Informations relatives aux marchés publics et aux accords

Informations relatives aux contrats discrétionnaires ; liste des statuts pour les appels d'offres ; etc.

Informations sur les entités liées

Coordonnées des bénéficiaires des activités de financement ; statut des entreprises d'intérêt public liées ; etc.

Informations supplémentaires

Pour plus d'informations, consulter le site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale.

Informations relatives à la diffusion

Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale, page ➔ Diffusion de l'information

[URL](http://www.jica.go.jp/disc/index.html) <http://www.jica.go.jp/disc/index.html> (uniquement en japonais)

Informations relatives à la protection des données personnelles

Page d'accueil du site internet de l'Agence japonaise de coopération internationale, page ➔ Dispositions légales

[URL](http://www.jica.go.jp/english/policy/index.html) <http://www.jica.go.jp/english/policy/index.html> (en anglais)

Diffusion de l'information

Type ou support de la demande	(Référence)					Total	
	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008		
Courrier postal	17	4	20	8	27	76	
Points de contact	Siège	7	13	13	24	46	103
	Antennes au Japon	0	0	0	0	0	0
Via d'autres organisations	0	0	0	0	0	0	
Total	24	17	33	32	73	176	

Détermination de la diffusion de l'information

*Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre des décisions assumées par la JBIC

Catégorie	(Référence)					Total	
	Exercice 2012	Exercice 2011	Exercice 2010	Exercice 2009	Exercice 2008		
Traitée	Diffusion complète	0	1	3	5	11	20
	Diffusion partielle	20	14	20	24	54	132
	Information non diffusée	0	1	9	2	6(2)	18
	Retirée	0	1	1	1	0	3
Intégralement transmises à d'autres organisations		0	0	0	0	0	0
Total		20	17	33	32	71	173
Total comprenant la partie assumée par la JBIC					73		

- Notes : 1. Ce tableau indique comment les demandes de divulgation d'informations, notamment celles transmises par d'autres organisations, ont fait l'objet d'un traitement au cas par cas.
 2. La ligne « Intégralement transmises à d'autres organisations » indique le nombre de demandes de diffusion d'informations transmises dans leur intégralité à d'autres organisations, en accord avec les articles 12 et 13 de la loi en application. Les cas où les demandes ont été divisées et transmises à plusieurs organismes administratifs ont été comptabilisés comme une seule demande. Les cas où les demandes de diffusion de l'information ont été partiellement transmises à d'autres organisations ne sont pas comptabilisés dans la catégorie « Intégralement transmises à d'autres organisations » ; la partie qui n'a pas été transmise est comptabilisée dans la catégorie « Mesures de diffusion entreprises », « Retirée » ou « En cours ».
 3. La ligne « Retirée » représente le nombre de demandes de diffusion d'informations retirées par la partie intéressée après réception par la JICA. La demande est donc considérée comme traitée bien qu'aucune décision n'ait été prise quant à la diffusion de l'information. Cela ne comprend pas les demandes qui n'ont pas été entièrement enregistrées telles que les demandes de diffusion de l'information retirée par la partie intéressée suite à la fourniture d'informations durant le processus d'enregistrement de la demande.
 4. Le tableau omet une demande (classification : inédit) traitée conjointement avec la Japan Finance Corporation (JFC), concernant la réorganisation de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC), le 1^{er} octobre 2008.

Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales

Lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales

Un projet, même s'il vise au développement social et économique, n'en comporte pas moins un risque d'impact négatif sur l'environnement, notamment sur l'air, l'eau, le sol ou les écosystèmes, ou sur la société, par une réinstallation involontaire ou le non-respect des droits des populations autochtones. Afin de parvenir à un développement durable, les impacts des projets sur l'environnement et la société doivent être évalués, et les moyens et les coûts pour les éviter, les minimiser ou les compenser doivent être intégrés aux projets. Les considérations environnementales et sociales (CES) ont pour but de procéder à l'internalisation de ces coûts aux coûts de développement. Les lignes directrices de la JICA pour les considérations environnementales et sociales (lignes directrices CES) établissent les prérequis exigés du pays partenaire et des acteurs du projet ainsi que les responsabilités et procédures mises en œuvre par la JICA pour assurer la prise en compte des CES.

Les lignes directrices CES actuelles (2010) intègrent les anciennes lignes directrices CES de la JICA (2004) et les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la Banque japonaise pour la coopération internationale (2002). Les lignes directrices CES concernent la coopération technique, les prêts d'APD et les dons. Les lignes directrices CES (2010) sont applicables aux projets proposés à partir de juillet 2010*.

Les lignes directrices CES en anglais, chinois, français et espagnol, ainsi que les documents liés tels que les questions fréquemment posées sont disponibles sur le site de la JICA : (http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/guideline/index.html)

*Pour les projets qui ont fait l'objet d'une demande avant juillet 2010, ce sont les anciennes lignes directrices CES de la JICA (avril 2004) ou les lignes directrices pour la confirmation des considérations environnementales et sociales de la JBIC (avril 2002) qui s'appliquent en fonction du type d'aide.

Application des lignes directrices CES

Les partenaires de la JICA, notamment les pays hôtes, les emprunteurs et les acteurs du projet (ci-après « acteurs du projet ») sont les premiers responsables de la prise en compte des CES. Le rôle de la JICA est d'examiner les CES des acteurs du projet et de fournir l'aide nécessaire pour garantir qu'elles sont mises en pratique et que les impacts négatifs sont évités ou minimisés à un niveau acceptable. Les procédures prévues par la JICA comprennent :

1. Confirmation des CES

La JICA examine et confirme que les CES sont mises en pratique par les acteurs du projet à divers stades, notamment lors de la formulation, de l'étude, de la mise en œuvre et de l'évaluation de fin de projet. La procédure de la JICA comprend trois étapes : l'examen classe les projets par catégorie selon leur impact sur l'environnement ; l'étude environnementale vérifie et évalue les CES lors de l'étude de la proposition de projet ; et le suivi permet de contrôler les activités CES sur une certaine période après la fin du projet.

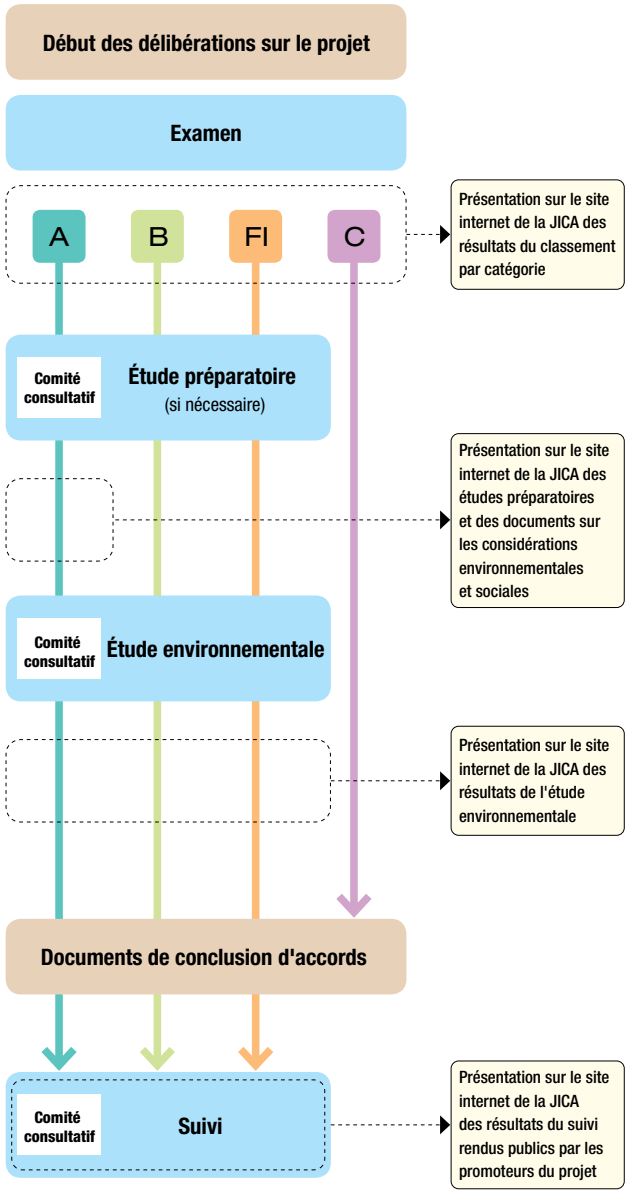
Lors de l'examen, la JICA classe le projet dans l'une des quatre catégories, selon le degré d'impact sur l'environnement, en se basant sur les informations fournies notamment par les acteurs. Ces catégories se répartissent comme suit : A (risque d'impact négatif important), B (impact potentiel moins négatif que pour A), C (impact négatif minimal ou faible), et FI (la JICA verse les fonds à un intermédiaire financier et les sous-projets ne peuvent être fixés avant approbation de la JICA). Puis la JICA suit les procédures fixées par les lignes directrices CES en fonction de la catégorie du projet.

L'étude environnementale est la procédure par laquelle la JICA passe en revue les CES des propositions de projets de coopération technique, de prêts d'APD ou de dons. Dans ce cadre, la JICA confirme les impacts environnementaux et sociaux possibles ainsi que les mesures prises par les acteurs du projet, en se basant sur les documents fournis par ces derniers, notamment le rapport d'évaluation de l'impact environnemental (EIE) et la liste de vérification environnementale. Pour les projets de catégorie A, la JICA mène une discussion avec les acteurs du projet pour confirmer les impacts positifs et négatifs du projet en se basant sur l'EIE et d'autres documents liés aux CES. Puis la JICA évalue les mesures proposées pour éviter, minimiser, atténuer ou compenser les impacts négatifs, ainsi que les mesures visant à renforcer les impacts positifs sur l'environnement et la société. La JICA assure la transparence de l'étude environnementale en diffusant les documents liés, notamment l'EIE, sur son site internet avant la procédure.

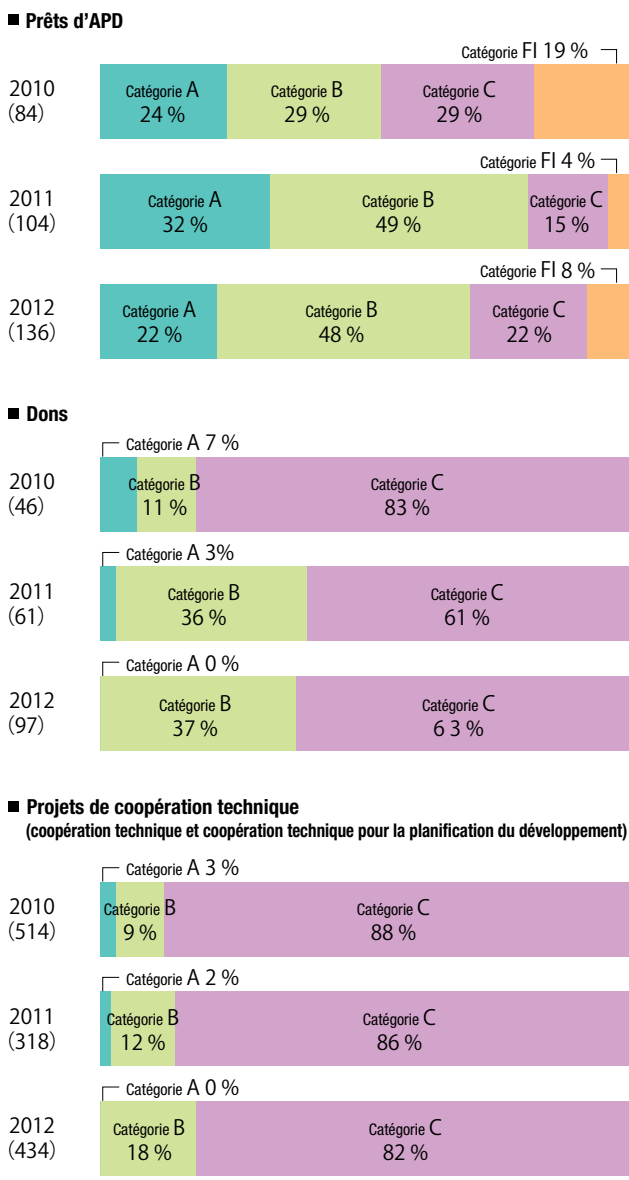
Le suivi des mesures CES est réalisé par les acteurs du projet. La JICA confirme le résultat du suivi sur une certaine période couvrant la mise en œuvre du projet et l'évaluation finale et elle diffuse les résultats sur son site internet. Si un problème est identifié ou anticipé, la JICA incite les acteurs du projet à prendre les mesures appropriées et elle fournit l'aide nécessaire.

Catégories environnementales	
Catégorie	Description
A	Projet susceptible d'avoir un impact négatif important sur l'environnement et la société. Par exemple, un projet à grande échelle dans un secteur exigeant une attention spécifique, notamment pour le développement de l'énergie ou des infrastructures, ou un projet dans une zone sensible telle qu'une réserve naturelle ou le milieu de vie d'une population autochtone.
B	Projet dont l'impact sur l'environnement et la société est moins négatif que celui d'un projet de catégorie A.
C	Projet susceptible d'avoir un impact négatif minimal ou faible sur l'environnement et la société.
FI	Projet pour lequel les financements de la JICA sont versés à un intermédiaire financier ou une agence d'exécution qui sélectionne les sous-projets après l'approbation du financement par la JICA et pour lequel l'Agence ne peut donc pas évaluer les CES. Ces projets sont classés FI si les sous-projets sont susceptibles d'avoir un fort impact sur l'environnement et la société.

Déroulement de la procédure de prise en compte des CES



Évolution de la ventilation par catégorie



* Les chiffres entre parenthèses indiquent le nombre d'accords conclus.

2. Renforcement des CES

La JICA apporte une aide variée aux pays partenaires pour assurer la prise en compte appropriée des CES. Par exemple, au stade de la planification du projet, la JICA peut contribuer à l'examen et à d'autres procédures liées aux CES lors de l'étude préparatoire ou de l'avant-projet détaillé. La JICA renforce également la capacité de ses partenaires à prendre en compte les CES à travers un programme de formation et de dialogue comprenant notamment un atelier sur l'administration des procédures CES pour les projets de prêts d'APD ou de coopération technique de la JICA. Parmi ces activités, on peut citer le renforcement des capacités CES pour la réinstallation mis en œuvre avec le ministère cambodgien de l'Économie et des finances et le comité interministériel pour la réinstallation.

La JICA renforce les capacités du Japon sur les CES pour le développement international en organisant des formations pour les responsables gouvernementaux et les consultants, notamment la formation « Nouvelles CES pour les fonctionnaires et les consultants. » Afin de renforcer ses capacités organisationnelles sur les CES, la JICA compile et met à jour une série de profils pays centrés sur les questions environnementales et sociales. Ces documents sont conçus pour optimiser les procédures CES de la JICA et des pays partenaires. De plus, la JICA participe activement aux dialogues et au partage des informations sur les CES avec ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement.

3. Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales

La JICA a établi le Comité consultatif sur les considérations environnementales et sociales, un comité indépendant qui conseille et soutient la JICA lors de l'examen et des autres procédures CES. Ce comité est constitué d'experts extérieurs issus de spécialités diverses, sélectionnés de manière impartiale suite à une annonce publique. Vingt-trois membres ont été nommés après la réélection de juillet 2012 et leur mandat s'étend jusqu'en juin 2014. Des membres provisoires seront nommés en fonction des besoins.

Au cours de l'exercice 2012, 12 sessions plénières et 27 réunions du groupe de travail ont été organisées. Les membres du groupe de travail sont désignés en session plénière pour enquêter sur un projet spécifique.

En mars 2013, la JICA a organisé une visite de site pour les membres du comité afin qu'ils puissent apporter des conseils en se basant sur des informations de première main sur la situation. Cela s'inscrit dans le cadre des efforts constants de la JICA pour améliorer la qualité de ses projets.

La liste des membres du comité et les minutes des sessions

plénières (en japonais) sont disponibles sur le site internet de la JICA : (<http://www.jica.go.jp/environment/advice/index.html>)

4. Procédures d'opposition

En plus des mesures mentionnées ci-dessus, la JICA a établi une procédure d'opposition pour garantir le respect des lignes directrices CES. En suivant cette procédure, les résidents, ou leur représentant, d'un pays partenaire qui ont souffert ou qui sont susceptibles de souffrir de dommages résultant de la non-application des lignes directrices CES peuvent soumettre une objection auprès de la JICA. Le contenu de la plainte sera examiné par des personnes indépendantes du département chargé des opérations de la JICA. Ces examinateurs enquêtent sur les faits liés au respect ou au non-respect des lignes directrices CES et rendent compte des résultats au président de la JICA. En cas de problème ou de conflit résultant du non-respect des lignes directrices CES par la JICA, l'examineur encourage le dialogue entre le demandeur (le plaignant) et les acteurs du projet. Depuis mars 2013 les examinateurs suivants ont été nommés par la JICA :

- M. Junji Annen
Professeur, Faculté de droit Chuo, avocat
- M. Sachihiko Harashina
Professeur, Faculté d'informatique appliquée à la politique, Université de commerce de Chiba, professeur émérite à l'Institut de technologie de Tokyo

Des documents présentant les grandes lignes des procédures d'opposition et les rapports annuels des examinateurs sont disponibles sur la page « Procédures d'opposition » du site internet de la JICA : http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/objection/index.html (en anglais)

Aucune objection n'a été reçue au cours de l'exercice 2012.

5. Diffusion de l'information

Afin de garantir les principes de responsabilité et de transparence, la JICA diffuse activement les informations sur les CES. Les acteurs du projet sont les premiers responsables de la diffusion de l'information sur les CES, mais la JICA soutient également cette procédure en diffusant des informations clés au moment et au format appropriés conformément aux lignes directrices CES. Par exemple, dans le cadre des nouvelles lignes directrices CES (2010), la JICA a publié sur son site internet tous les rapports EIE des projets de catégorie A. La JICA a également diffusé les plans de réinstallation des projets impliquant des réinstallations

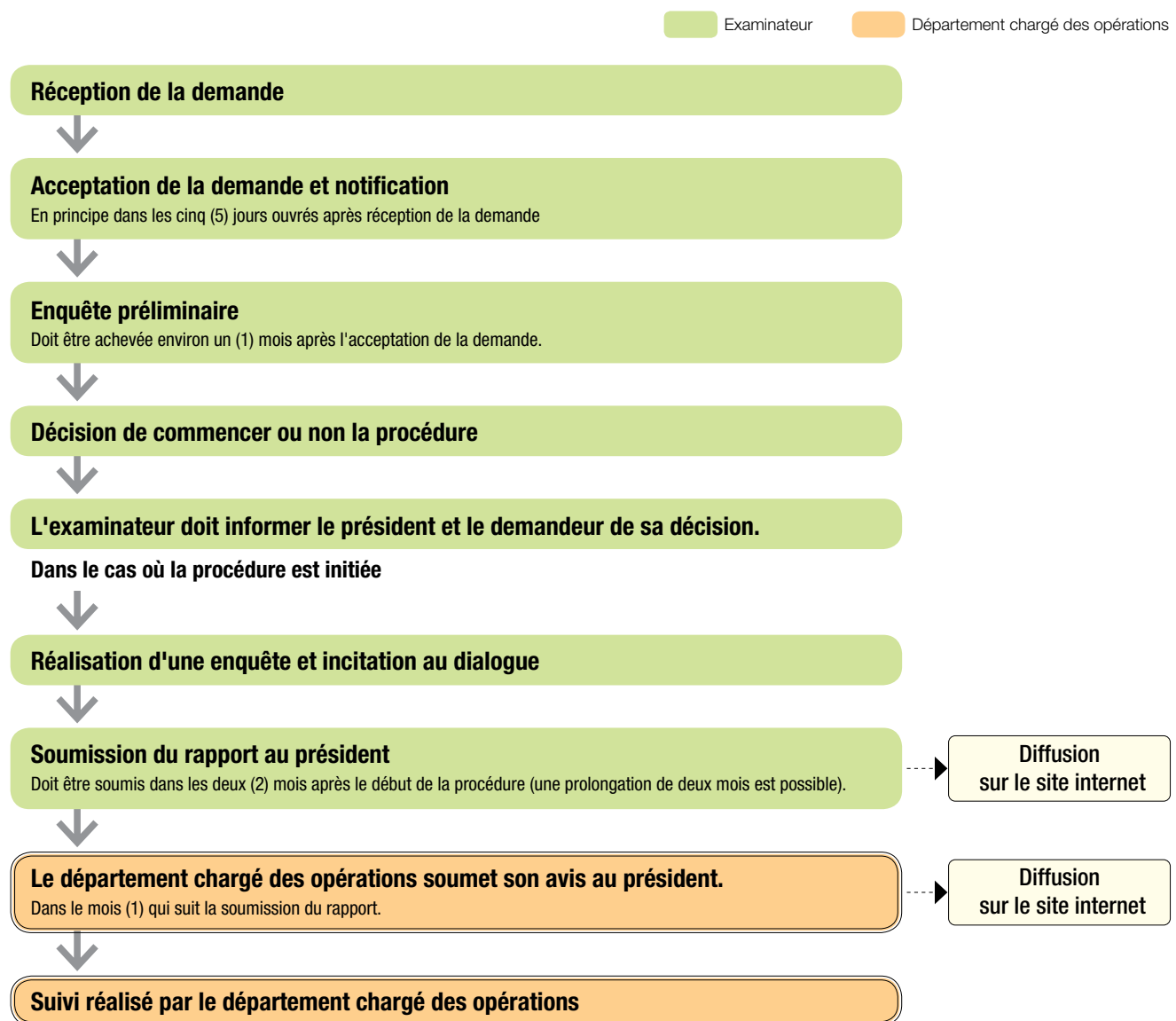
involontaires à grande échelle. Ces informations, ainsi que celles sur les procédures d'opposition mentionnées ci-dessus, sont disponibles sur la page « Considérations environnementales et sociales » du site internet de la JICA : http://www.jica.go.jp/english/operations/social_environmental/index.html (en anglais)

6. Harmonisation avec les autres partenaires de développement

Les lignes directrices CES stipulent que les projets de la JICA ne doivent pas dévier significativement des politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, et que la JICA doit se référer aux normes et aux bonnes pratiques reconnues au niveau international, notamment celles des organisations financières internationales, lorsque cela est approprié. Dans

cette optique, la JICA cherche à harmoniser ses procédures CES avec celles de ses partenaires de développement, notamment la Banque mondiale et la Banque asiatique de développement, en maintenant une coordination étroite et en participant à des missions conjointes sur les CES pour les projets cofinancés avec d'autres partenaires de développement. La JICA participe également à des conférences internationales et à d'autres événements sur les CES afin d'être en phase avec les tendances mondiales dans ce domaine et de partager ses expériences, contribuant ainsi à l'amélioration des CES au niveau international.

Déroulement des procédures d'opposition



Gestion du risque financier et d'investissement

Les opérations des institutions financières comportent certains risques, notamment le risque de crédit, le risque de marché, le risque de liquidité et le risque opérationnel. En tant qu'agence gouvernementale, la JICA mène des opérations financières pour atteindre des objectifs politiques. Ces activités ne sont pas soumises aux mêmes risques, en termes de nature, d'étendue ou de moyens d'y faire face, que les institutions financières privées. Néanmoins, il est essentiel que la JICA dispose, en tant qu'institution financière, d'outils de gestion du risque appropriés. Conformément aux tendances internationales qui placent la gestion du risque au cœur du fonctionnement des institutions financières et de réglementation, la JICA améliore constamment son système de gestion interne du risque financier et d'investissement.

Concrètement, la gestion du risque financier et d'investissement est considérée comme un problème de gestion qui doit être envisagé de façon systématique par l'organisation dans son ensemble. La JICA a donc adopté une politique de gestion du risque lui permettant d'identifier, de mesurer et de contrôler les divers risques auxquels ses opérations sont exposées. Cette politique consiste à mener des opérations saines et efficaces et à viser un rendement adapté à la prise de risque. La JICA a établi le Comité de gestion du risque financier et d'investissement pour examiner les problèmes liés à la gestion intégrée du risque.

Les principales activités de gestion du risque de la JICA sont exposées ci-dessous.

Risque de crédit

Le risque de crédit se réfère aux pertes potentielles liées aux difficultés ou à l'impossibilité de recouvrer une créance résultant de la mauvaise situation financière de l'emprunteur. L'activité principale des opérations de financement et d'investissements, qui se divisent en prêts d'APD et en financement des investissements du secteur privé, consiste à octroyer des prêts. Par conséquent, la gestion du risque de crédit constitue une part importante de la gestion du risque de la JICA. Étant donné la nature même du soutien financier aux transactions économiques extérieures et de la coopération économique à l'étranger, la JICA octroie des prêts à des gouvernements ou des agences étrangères. C'est pourquoi le risque souverain représente une part considérable du risque de crédit qui pèse sur les opérations de prêt d'APD. La JICA, en tant que bailleur de fonds, évalue le risque souverain en exploitant pleinement les informations acquises auprès des gouvernements et des autorités concernées du pays bénéficiaire, des institutions multilatérales comme le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale, d'autres organismes donateurs régionaux et bilatéraux, et des institutions financières privées dans les pays développés. Le financement des investissements du

secteur privé, qui a repris durant l'exercice en cours, implique à la fois un risque lié à la santé financière de l'entreprise qui bénéficie du prêt et un risque lié aux fluctuations monétaires et aux changements de situation politique ou économique du pays dans lequel se trouve l'entreprise.

1) Système de notation du crédit

La JICA a établi, dans le cadre de ses procédures opérationnelles, un système de notation du crédit pour l'ensemble des emprunteurs potentiels. La notation du crédit, en tant que pierre angulaire de la gestion du risque de crédit, est utilisée pour évaluer les crédits individuels et pour quantifier le risque financier. La notation du crédit se divise en deux catégories : les emprunteurs souverains et les emprunteurs non souverains. Un système de notation différent est utilisé pour chacune de ces catégories. Les notations sont révisées chaque fois que cela est nécessaire.

2) Auto-évaluation du portefeuille d'actifs

La JICA mène des évaluations de son portefeuille de prêts afin d'avoir une vision précise de la nature de ses actifs en se basant sur le manuel d'inspection financière préparé par l'Agence japonaise des services financiers. Ces évaluations visent à gérer le risque de crédit et à effectuer de manière adéquate et opportune les provisions en cas d'annulation ou de pertes sur prêts. Pour assurer une évaluation fiable, le processus comprend deux étapes, la première est menée par le département chargé des prêts et des investissements, tandis que la deuxième étape est prise en charge par le département d'analyse du risque de crédit. Les résultats des auto-évaluations du portefeuille d'actifs sont non seulement utilisés en interne pour surveiller de manière constante le portefeuille de prêts, mais ils doivent également refléter la qualité des actifs afin de renforcer la transparence des positions financières de la JICA.

3) Quantifier le risque de crédit

Parallèlement à la gestion du risque de crédit individuel, la JICA s'efforce de quantifier les risques de crédit dans une perspective d'évaluation globale du risque de son portefeuille de prêts. Pour cela, il est important de prendre en compte les caractéristiques du portefeuille de la JICA, qui contient une part significative de prêts à long terme et de prêts à des gouvernements ou des agences étrangères. Par ailleurs, la JICA prend en compte les mécanismes de garantie des actifs, notamment ceux du Club de Paris, un cadre unique de gestion de la dette par les pays créanciers. En intégrant ces facteurs dans le modèle de quantification du risque de crédit, la JICA mesure le risque de crédit et utilise les résultats pour le contrôle interne de l'Agence.

Risque de marché

Le risque de marché fait référence aux pertes potentielles provoquées par une évolution de la

valeur des actifs et des dettes due aux fluctuations des taux de change et/ou des taux d'intérêt. Dans le cas de pertes potentielles liées à une évolution des taux d'intérêt du marché, la JICA assume un risque inhérent à la nature de ses activités financières qui sont conduites sur des durées pouvant atteindre 40 ans. À cet égard, la JICA renforce ses capacités d'absorption du risque de taux d'intérêt par injection de capitaux du budget général du gouvernement japonais. De plus, les contrats d'échange de taux d'intérêt sont exclusivement mis en œuvre dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt. Afin de contrôler le risque de contrepartie lors des échanges de taux d'intérêt, la valeur de marché des transactions et la solvabilité de chaque contrepartie sont constamment évaluées, et le prêt est couvert par un collatéral si nécessaire.

La JICA n'accorde pas de prêts libellés dans une devise étrangère, mais avec l'introduction au cours du présent exercice de l'option de conversion monétaire pour les prêts japonais d'APD, à la demande de l'emprunteur, un risque de change existe lors de la conversion des prêts libellés en yens en prêts libellés en devises étrangères. Ce risque est couvert par des swaps de devises. De plus, lorsque des investissements en devises étrangères sont effectués dans le cadre du programme de financement des investissements du secteur privé, le risque de change est pris en charge proportionnellement au montant des investissements. La JICA gère ce risque de change à travers la surveillance régulière et constante des fluctuations du taux de change de la devise du pays dans lequel se trouve la contrepartie.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité fait référence au risque de difficultés de mobilisation de fonds lié à la détérioration du crédit de la JICA ou à une augmentation importante et imprévue des dépenses ou une diminution importante et imprévue des recettes.

La JICA prend de nombreuses mesures pour éviter le risque de liquidité dans la gestion de son flux de trésorerie. Cela comprend des efforts de diversification des sources de financement tels que les obligations émises par l'Agence et les emprunts contractés via le programme budgétaire d'investissements et de prêts.

Risque opérationnel

Le risque opérationnel fait référence aux pertes potentielles dues à une défaillance des systèmes ou des procédures de travail, à des activités du personnel ou à d'autres événements externes. Pour la JICA, cela recouvre plus précisément le risque lié à ses opérations, aux systèmes ou aux fautes commises en interne ou en externe. La JICA gère le risque opérationnel dans le cadre de ses efforts visant à renforcer le respect du règlement.

Gestion de la sécurité

Les pays en développement sont souvent confrontés à des problèmes de pauvreté qui provoquent une augmentation de la criminalité. Certains pays sont sous la menace d'un coup d'État causé par l'instabilité politique ou accablés par des guerres civiles interminables.

Dans certains cas, il est nécessaire de mener des activités de consolidation de la paix dans les pays en situation de post-conflit pour faire face à l'instabilité politique et aux nombreux problèmes de sécurité publique. En outre, le terrorisme exerce une menace dans plusieurs régions du monde. Par ailleurs, il y a un risque important d'accidents de la circulation dû à l'inexpérience des conducteurs locaux et à des infrastructures de transport sous-développées dans les pays dont les habitudes de transport diffèrent de celles du Japon.

C'est pourquoi la JICA accorde la priorité aux mesures de sécurité et à la gestion du risque afin de garantir la sécurité du personnel engagé dans les activités de coopération.

Formations et séminaires sur la sécurité

La JICA organise des séminaires sur la sécurité avant l'affectation du personnel de coopération, notamment les experts, les volontaires et leur famille. Les formations se concentrent sur la prévention et les mesures d'urgence face aux crimes spécifiques à une région, le choix du logement, les relations avec les résidents locaux, la protection des objets de valeur ainsi que les braquages ou les vols de voitures avec violence.

Une réunion sur la sécurité est organisée par les bureaux de la JICA à l'étranger pour les personnes nouvellement affectées. Les sujets abordés couvrent les conditions de sécurité publique et les mesures de prévention des crimes. Le personnel détaché participe au moins une fois par an à des réunions sur la sécurité organisées par les bureaux de la JICA à l'étranger afin de partager les expériences pertinentes et de fournir les informations sur la sécurité locale. Lors de ces réunions, les personnes qui vivent et travaillent dans le même environnement partagent l'expérience pratique sur la sécurité accumulée dans leur vie quotidienne.

Déploiement de conseillers en sécurité

Afin de renforcer les mesures de sécurité au niveau local, la JICA fait appel à des spécialistes en matière de sécurité publique : les conseillers en sécurité. Ces conseillers collectent et diffusent les informations sur la sécurité publique et se chargent de gérer les accidents de la circulation et les délits les plus courants. Ces conseillers exploitent leurs connaissances étendues des modèles de criminalité locale et des modes de comportements des Japonais pour fournir des conseils appropriés en matière de sécurité.

Dans les pays où la JICA ne dispose pas de

bureaux de représentation, l'Agence peut faire appel à du personnel chargé de collecter les informations locales.

Établissement de réseaux de contacts d'urgence

Dans chaque pays où la JICA mène des activités, des dispositifs de communication en cas d'urgence intégrant l'ensemble du personnel sont prévus. Ces dispositifs utilisent les lignes terrestres, les téléphones mobiles, les téléphones satellites et les équipements radio. L'échange et la confirmation des informations étant fondamentales dans les situations d'urgence, la JICA place le réseau de contacts d'urgence au cœur de ses mesures de sécurité.

Envoi de missions de conseil sur la sécurité

Pour les pays présentant des problèmes particuliers en matière de sécurité, la JICA prévoit des missions pour évaluer les conditions locales et examiner les mesures spécifiques à prendre. Par exemple, pour répondre aux besoins en matière d'aide, la JICA analyse, région par région, les conditions de sécurité publique des pays, puis prend les décisions appropriées sur l'étendue des activités menées par le personnel de la JICA.

Dans les pays ayant un fort taux de criminalité, la JICA envoie une mission de conseil sur la sécurité pour fournir directement au personnel en poste au niveau local des recommandations couvrant des sujets tels que la prévention du crime résidentiel et les comportements à adopter pour faire face au crime armé.

Pour les mesures de sécurité routière, la JICA prépare plusieurs manuels d'instruction et les distribue au personnel détaché. Par ailleurs, la JICA publie régulièrement des informations sur les accidents de la circulation dans divers pays et s'attache à sensibiliser son personnel à cette question. En réponse aux demandes locales, la JICA envoie des équipes d'enquêteurs pour fournir des instructions en matière de sécurité routière.

Prise en charge des dépenses liées à la prévention de la criminalité

La JICA assume les dépenses liées aux systèmes d'alarme, à l'embauche de gardes et à l'installation d'équipements de prévention du crime pour les résidences de ses experts et de ses volontaires. La JICA peut par exemple procéder à la construction de barrières, à l'installation de grillages d'acier, au renforcement des cadres de portes et de fenêtres, au remplacement de verrous ou à l'installation de verrous auxiliaires lorsque cela est nécessaire.

Gestion de crise 24 heures sur 24

Le siège de la JICA peut répondre aux situations d'urgence à l'étranger 365 jours par an et 24 heures sur 24.

Mesures antiterroristes

L'augmentation régulière du nombre de pays ou de régions victimes du terrorisme est une source de préoccupation. Ces dernières années en particulier, il y a eu un nombre croissant d'attaques de grande ampleur perpétrées par des organisations terroristes internationales. Les actes de terrorisme ont visé les intérêts américains et européens au Moyen-Orient, en Asie du Sud et en Afrique, mais il ne faut cependant pas occulter la possibilité que le Japon puisse devenir une cible du terrorisme. C'est pourquoi la JICA s'efforce de sensibiliser son personnel affecté dans les régions à haut risque pour lui permettre de faire face aux dangers potentiels auxquels il est confronté. Ces efforts comprennent l'élaboration de précautions spécifiques, transmises lors des formations précédant le départ et lors de l'accompagnement à l'arrivée, sur la manière de réduire l'exposition aux incidents terroristes.

Mesures de sécurité pour les activités d'aide à la reconstruction

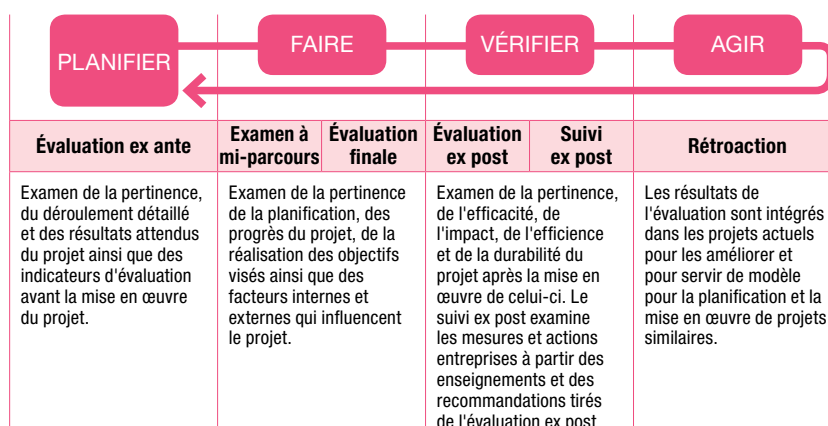
La JICA conduit des programmes dans des pays en situation post-conflictuelle ou connaissant un conflit comme l'Afghanistan, l'Irak, la partie orientale de la République démocratique du Congo, la région du Darfour au Soudan, le Soudan du Sud et le Pakistan. En se basant sur les activités des agences de l'ONU et d'autres organisations actives dans les régions concernées, la JICA évalue régulièrement le climat politique et sécuritaire, surveille attentivement les régions à risque et fournit les équipements de sécurité nécessaires tels que des radios et des voitures blindées, lors de la mise en œuvre de ses projets. Alors que la JICA renforce son action en faveur de la consolidation de la paix et de l'aide à la reconstruction, l'accent doit être mis sur les mesures de sécurité et un haut niveau de préparation.

Étant donné le danger toujours présent et l'imprévisibilité d'événements tels que les enlèvements, les coups d'État, les émeutes et les actes de terrorisme, il est essentiel de disposer du savoir-faire pratique pour faire face aux situations de crise. À cette fin, la JICA organise une formation sur la gestion du risque de sécurité au Japon et à l'étranger en coopération avec le eCentre du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), depuis 2003.

Évaluation des opérations

La JICA utilise le cycle Planifier-Faire-Vérifier-Agir (PFVA) pour procéder à l'évaluation de tous les projets et programmes, notamment de coopération technique, de prêts ou de dons. La JICA se sert d'un cadre d'évaluation commun qui couvre les stades précédant et suivant l'exécution, l'exécution et la rétroaction, tout en intégrant les caractéristiques de chaque instrument d'aide, tels que la durée de l'aide et le délai prévu pour obtenir les résultats escomptés. En conduisant une évaluation à chaque stade du cycle PFVA, la JICA entend améliorer les résultats de développement de ses opérations.

Figure 1 : Le cycle PFVA



Caractéristiques des évaluations de la JICA

1. Un projet cohérent grâce au cycle PFVA (voir la figure 1)

2. Des méthodologies et des critères cohérents pour les trois instruments d'aide

La JICA s'efforce de réaliser des évaluations et d'utiliser les résultats en se basant sur une philosophie cohérente et un cadre d'évaluation standard, tout en prenant en considération les caractéristiques de chaque instrument d'aide. Par exemple, la JICA conduit les évaluations selon le cycle PFVA, conformément aux critères du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (voir la figure 2) dans une perspective d'évaluation internationale de l'APD. Les résultats des évaluations sont publiés suivant un système de notation établi par la JICA.

3. Analyse globale et intersectorielle à travers l'évaluation thématique

La JICA conduit des évaluations thématiques pour analyser des groupes de projets de manière globale et intersectorielle. L'objectif est de tirer des recommandations et des enseignements applicables à de nombreux projets. Les évaluations thématiques sont conduites en sélectionnant des projets basés sur un thème particulier et en les analysant sous un angle différent de celui utilisé pour les évaluations de projets individuels.

À l'avenir, les évaluations des programmes de coopération de la JICA (un cadre stratégique pour aider les pays en développement à atteindre des objectifs de développement à moyen et long terme) seront également conduites en tenant compte des progrès accomplis dans ce sens.

4. Garantir l'objectivité et la transparence

La JICA réalise des évaluations externes dans le cadre des évaluations ex post qui nécessitent une vérification objective des résultats d'exécution des projets. Une tierce partie assure l'évaluation lorsque les projets dépassent une certaine taille. De plus, les résultats des évaluations ex post sont mis en ligne sur le site internet de la JICA afin de garantir leur transparence. Enfin, afin d'intégrer les points de vue de parties externes dans les évaluations,

des conseils sur le cadre, la structure et les méthodes de l'évaluation sont fournies par le Comité consultatif sur les évaluations, constitué d'experts extérieurs à la JICA.

5. Renforcer l'utilisation des résultats de l'évaluation

Les résultats des évaluations de chaque stade du projet sont utilisés pour améliorer la qualité de la phase « Action » du cycle PFVA. Cette rétroaction permet d'émettre des recommandations pour améliorer le projet et de tirer des enseignements pour les projets en cours ou à venir. En outre, la JICA s'appuie sur ce retour d'information pour établir des stratégies fondamentales de coopération et des lignes directrices thématiques. Par ailleurs, la JICA transmet les résultats des évaluations au gouvernement partenaire et prend d'autres mesures afin de permettre leur intégration dans les projets, les programmes et les politiques de plus haut niveau telles que les politiques de développement de ces gouvernements.

Figure 2 : Perspectives d'évaluation utilisant les critères du CAD pour l'évaluation de l'aide au développement

Pertinence	Mesure dans laquelle l'activité d'aide correspond aux priorités et aux politiques du groupe cible, du bénéficiaire et du bailleur de fonds : Est-ce que l'objectif des activités d'aide correspond aux besoins des bénéficiaires ? Est-ce que les activités et les extrants du programme correspondent à l'objectif global et ont-ils participé à la réalisation des objectifs spécifiques ?
Efficacité	Mesure dans laquelle les objectifs du programme ou projet ont été atteints.
Impact	Effets positifs et négatifs du projet. Cela comprend les effets directs et indirects ainsi que les effets intentionnels ou non intentionnels.
Efficience	Mesure les extrants en fonction des intrants pour déterminer si les ressources sont converties en résultats de façon économe.
Durabilité	Mesure si les avantages du projet sont susceptibles de se poursuivre après sa fin.

Réponse au grand séisme de l'est du Japon

Passage en revue et enseignements tirés du processus de reconstruction après le grand séisme de l'est du Japon et d'autres catastrophes de grande ampleur

La JICA a conscience de la nécessité d'utiliser pleinement l'expérience de la reconstruction après les pertes sans précédent infligées par le grand séisme de l'est du Japon, lorsqu'elle vient en aide aux pays en développement frappés par une catastrophe de grande ampleur. C'est pourquoi la JICA a élaboré un processus de reconstruction à partir de six catastrophes majeures survenues au Japon et dans six pays à qui elle est venue en aide. Il s'agit notamment du grand séisme de l'est du Japon en 2011, le grand séisme du Kanto en 1923, le grand séisme de Kobe en 1995, le séisme de 2011 en Turquie et celui de 2004 sur l'île de Sumatra, en Indonésie.

Le processus de reconstruction se divise en quatre périodes et six étapes. Les quatre périodes sont : (1) situation normale, (2) la vie dans les abris d'évacuation, (3) le début de la reconstruction, et (4) la reconstruction complète. Les six étapes sont : (1) le sauvetage et les premiers secours, (2) la mise en place du système pour le rétablissement et la reconstruction, (3) le rétablissement des moyens de subsistance, (4) la construction de communautés sûres, (5) le rétablissement des industries et de l'économie, et (6) l'amélioration de la préparation. Le processus de reconstruction comprend 23 enseignements et 44 propositions pour les actions de la JICA.

⊙ : Actions prioritaires

	Enseignements	Actions de la JICA (propositions)
Sauvetage et premiers secours	(1) Fonctionnement des centres d'évacuation	<input type="radio"/> Lignes directrices pour l'aide au fonctionnement des centres d'évacuation <input type="radio"/> Évaluations et propositions d'amélioration des centres d'évacuation
	(2) Fourniture des premiers secours et de services médicaux	<input type="radio"/> Aide à l'établissement d'un système de soins médicaux d'urgence (aide aux plans d'activité, etc.) <input type="radio"/> Évaluation du risque pour les sites d'installations médicales
	(3) Distribution appropriée du matériel d'aide	<input type="radio"/> Confirmation des flux de matériel de secours de l'étranger <input type="radio"/> Intégration de la possibilité de recevoir du matériel de secours non seulement de pays, mais aussi de collectivités locales et d'ONG
	(4) Diffusion rapide de l'information	<input type="radio"/> Aide au renforcement des capacités à envoyer et recevoir des informations dans les pays et régions affectés par une catastrophe
	(5) Traitement des déchets et des eaux usées	<input checked="" type="radio"/> Étude et aide pour un traitement approprié dans la zone touchée
	(6) Énergie et eau	<input type="radio"/> Fournir des équipements pour l'utilisation de sources d'énergie renouvelables en tant que sources supplémentaires d'électricité <input type="radio"/> Utilisation des puits, etc. et construction d'infrastructures
Mise en place du système pour le rétablissement et la reconstruction	(1) Évaluation des besoins en matière d'aide	<input checked="" type="radio"/> Évaluation des besoins en matière de reconstruction après l'étape du sauvetage et des premiers secours
	(2) Édification d'un cadre centralisé de reconstruction	<input checked="" type="radio"/> Soutien pour une « tour de contrôle de la reconstruction »
	(3) Aide des tierces parties aux victimes	<input type="radio"/> Collecte d'informations sur les principales ONG locales <input type="radio"/> Travail avec les ONG expérimentées dès les premiers stades <input checked="" type="radio"/> Soutien aux spécialistes pour l'établissement d'un organisme d'aide
	(4) Préparation d'un plan de reconstruction intégrant l'opinion des victimes	<input type="radio"/> Coopération technique pour la préparation de plans de reconstruction par les gouvernements locaux <input type="radio"/> Propositions basées sur le « principe d'initiative populaire » <input type="radio"/> Assurer la participation de différents acteurs au processus de planification <input type="radio"/> Aide au plan de reconstruction avec la participation du public en coopération avec les ONG
Rétablissement des moyens de subsistance	(1) Développement de logements temporaires	<input type="radio"/> Propositions pour des communautés de logements temporaires <input type="radio"/> Propositions basées sur le principe de maintien de la communauté d'origine
	(2) Rétablissement de l'emploi	<input checked="" type="radio"/> Aide à la création d'emplois centrée sur les femmes
	(3) Soutien matériel et psychologique pour le rétablissement des moyens de subsistance des victimes	<input type="radio"/> Aide à l'identification des barrières au rétablissement des moyens de subsistance ; propositions et aides <input type="radio"/> Assistance aux ONG, etc., qui aident les résidents des logements temporaires <input type="radio"/> Faire connaître les ONG japonaises et construire un réseau <input type="radio"/> Aide à la création et à la mise en œuvre de politiques de rétablissement basées sur les caractéristiques régionales
	(4) Aide à l'éducation	<input type="radio"/> Assistance aux ONG qui apportent une aide pour l'éducation des enfants
	(5) Fourniture de sites de logements sûrs et d'un environnement favorable à l'auto-rétablissement	<input type="radio"/> Coopération technique pour la planification de complexes immobiliers permettant l'auto-rétablissement <input type="radio"/> Aide à l'organisation des victimes pour atteindre un consensus <input type="radio"/> Aide à la construction de logements publics (notamment avec les technologies de construction favorisant la résistance aux séismes et l'isolation de base)
Construction de communautés sûres	(1) Construire des communautés sûres en fonction de la situation locale	<input type="radio"/> Aide aux schémas directeurs et plans de reconstruction et pour la mise en œuvre de projets prioritaires <input type="radio"/> Organisation d'ateliers pour la prévention des catastrophes dans les communautés à travers des visites et des échanges
	(2) Mesures globales de lutte contre les tsunamis	<input type="radio"/> Proposition et mise en œuvre de mesures de lutte contre les tsunamis <input checked="" type="radio"/> Émettre des propositions pour des installations publiques pouvant servir de centres d'évacuation
Rétablissement des industries et de l'économie	(1) Reconstruction des petites et moyennes entreprises	<input type="radio"/> Aide à la mise en œuvre de projets de reconstruction des entreprises locales <input type="radio"/> Soutien aux échanges entre les gouvernements locaux participant à l'initiative environnementale pour la ville du futur
	(2) Rétablissement des industries locales	<input type="radio"/> Aide au rétablissement des industries locales en collaboration avec des pays victimes de catastrophes <input type="radio"/> Aide au rétablissement industriel combinée à une éducation environnementale
Amélioration de la préparation	(1) Éducation des enfants sur la prévention des catastrophes	<input checked="" type="radio"/> Promouvoir l'éducation pour la prévention des catastrophes à l'école élémentaire et au collège (trois principes de survie)
	(2) Développement des communautés pour la prévention des catastrophes	<input checked="" type="radio"/> Développement des capacités pour la résilience face aux catastrophes
	(3) Atténuation des catastrophes de grande ampleur	<input checked="" type="radio"/> Collecte et évaluation des informations relatives aux risques de catastrophe sur les pays et les villes <input type="radio"/> Restructurer la formation sur la prévention des catastrophes au Japon
	(4) Conserver les expériences de catastrophes pour l'avenir	<input type="radio"/> Aide à la création d'archives <input type="radio"/> Propositions de méthodes pour la conservation des expériences de catastrophes

Histoire de la JICA

1954

Ancienne Agence japonaise de coopération internationale

Janvier 1954	Création de la Fédération des associations japonaises à l'étranger
Avril 1954	Création de l'Organisation de coopération économique en Asie
Septembre 1955	Création de la Japan Emigration Promotion, Co., Ltd.
Juin 1962	Création de l'Agence de coopération technique à l'étranger (OTCA)
Juillet 1963	Création du Service d'émigration japonais (JEMIS)
Avril 1965	Création par l'OTCA du Bureau des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV)
Mai 1974	Promulgation de la loi portant création de l'Agence japonaise de coopération internationale
Août 1974	Création de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
Décembre 1974	Mise en œuvre de la déclaration relative aux procédures opérationnelles
Avril 1978	Révision de la loi portant création de la JICA (la promotion de l'aide sous forme de dons est incluse dans la loi)
Octobre 1983	Création de l'Institut de coopération internationale
Avril 1986	Création des équipes du Secours d'urgence du Japon (JDR)

Juillet 1990	25 ^e anniversaire des JOCV. Le nombre de participants cumulé dépasse les 10 000 personnes.
Janvier 1991	Publication des <i>Lignes directrices sur l'évaluation</i>
Septembre 1992	Publication des <i>Lignes directrices relatives aux considérations environnementales dans les projets d'infrastructure</i>
Décembre 1992	Publication du <i>Guide pour l'intégration des considérations de genre dans le développement</i>
Mai 1994	Le nombre cumulé de participants aux programmes de formation de la JICA dépasse les 100 000 personnes.
Août 1995	Publication du <i>Rapport annuel d'évaluation</i>
Juin 2000	Le nombre cumulé de JOCV dépasse les 20 000 personnes.
Décembre 2001	Le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales est annoncé par le gouvernement japonais. Dans ce plan de réforme figure une mesure relative au changement de statuts de la JICA appelée à devenir une institution administrative indépendante.
Juin 2002	Création du Comité consultatif sur l'évaluation

Ancien Fonds de coopération économique à l'étranger et ancienne Banque japonaise pour la coopération internationale

Décembre 1960	Promulgation de la loi sur le Fonds de coopération économique à l'étranger (OECF)
Mars 1961	Création de l'OECF qui reprend la gestion du Fonds de coopération pour le développement de l'Asie du Sud-Est anciennement assurée par la Banque d'export-import du Japon (JEXIM). Le gouvernement octroie des capitaux d'environ 5 444 millions JPY pour la création de l'OECF.
Mars 1961	L'adoption de la déclaration relative aux procédures opérationnelles marque le début des opérations.
Mars 1966	Premier prêt d'APD accordé (à la Corée du Sud) par l'OECF
Mai 1968	Révision de la loi sur l'OECF (le mécanisme de prêts de soutien à la balance des paiements est inclus dans la loi.)
Mars 1980	Émission de la première obligation de l'OECF garantie par le gouvernement
Avril 1987	Lancement de l'Assistance spéciale pour la durabilité des projets (SAPS)
Avril 1988	Lancement de l'Assistance spéciale pour l'élaboration des projets (SAPROF)
Novembre 1989	Publication des <i>Lignes directrices de l'OECF sur l'environnement</i>
Mai 1991	Publication de la <i>Politique de l'OECF pour la prise en compte des femmes dans le développement</i>
Avril 1992	Lancement de l'Assistance spéciale pour la mise en œuvre des projets (SAPI)

Mars 1995	Décision du Cabinet de fusionner la JEXIM et l'OECF
Avril 1996	Lancement de l'Assistance spéciale pour la politique de développement et les projets (SADEP)
Avril 1999	Promulgation de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Septembre 1999	Promulgation du décret du Cabinet lié à l'exécution de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale Publication officielle de l'ordonnance ministérielle concernant l'application de la loi sur la Banque japonaise pour la coopération internationale
Octobre 1999	Création de la Banque japonaise pour la coopération internationale (JBIC)
Décembre 1999	Lancement de la stratégie à moyen terme relative aux opérations de coopération économique à l'étranger (1 ^{er} octobre 1999 – 31 mars 2002)
Avril 2001	Lancement de l'évaluation de projets ex ante pour les opérations de prêts d'APD
Septembre 2001	Publication des états financiers et de la déclaration des calculs des frais administratifs japonais établis sur la base des PCGR (Principes comptables généralement reconnus)
Octobre 2001	Émission des premières obligations d'organismes gouvernementaux dans le cadre du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)
Décembre 2001	Décision du Cabinet de mettre en œuvre le plan de réorganisation et de rationalisation des institutions publiques spéciales

Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Décembre 2002	Promulgation de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Septembre 2003	La JICA est dissoute en tant qu'organisme public spécial.
Octobre 2003	La JICA devient une institution administrative indépendante. Publication des premiers <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 ^{er} octobre 2003 – 31 mars 2007)
Avril 2004	Publication des <i>Lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Novembre 2004	La JICA est certifiée ISO 14001.
Avril 2006	Ouverture de la JICA Global Plaza à Tokyo
Avril 2007	Publication des deuxièmes <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 ^{er} avril 2007 – 31 mars 2012)
Avril 2007	Lancement du mécanisme public d'octroi de dons « Fonds de la JICA pour les peuples du monde »
Juin 2007	Le nombre total cumulé de JOCV dépasse les 30 000 personnes.

Avril 2002	Publication des <i>Lignes directrices de la JBIC relatives à la vérification de la prise en compte des considérations environnementales et sociales</i> Application de la mesure des performances pour une gestion stratégique Publication de la <i>Stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 ^{er} avril 2002 – 31 mars 2005)
Octobre 2002	Mise en œuvre de la loi sur l'accès à l'information détenue par les institutions administratives indépendantes
Mars 2005	Publication de la <i>Stratégie opérationnelle à moyen terme fondée sur la mesure des performances pour une gestion stratégique</i> (applicable à compter du 1 ^{er} avril 2005)
Avril 2005	Publication de la <i>Nouvelle stratégie à moyen terme pour les opérations de coopération économique à l'étranger</i> (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008)
Juin 2006	Promulgation de la loi sur la promotion de la réforme administrative pour l'instauration d'une administration restreinte et efficace
Mai 2007	Le nombre cumulé de pays bénéficiant de l'APD est de 100.
Mars 2008	La période de mise en œuvre de la politique de stratégie à moyen terme pour la coopération économique à l'étranger (1 ^{er} avril 2005 – 31 mars 2008) est étendue de six mois.

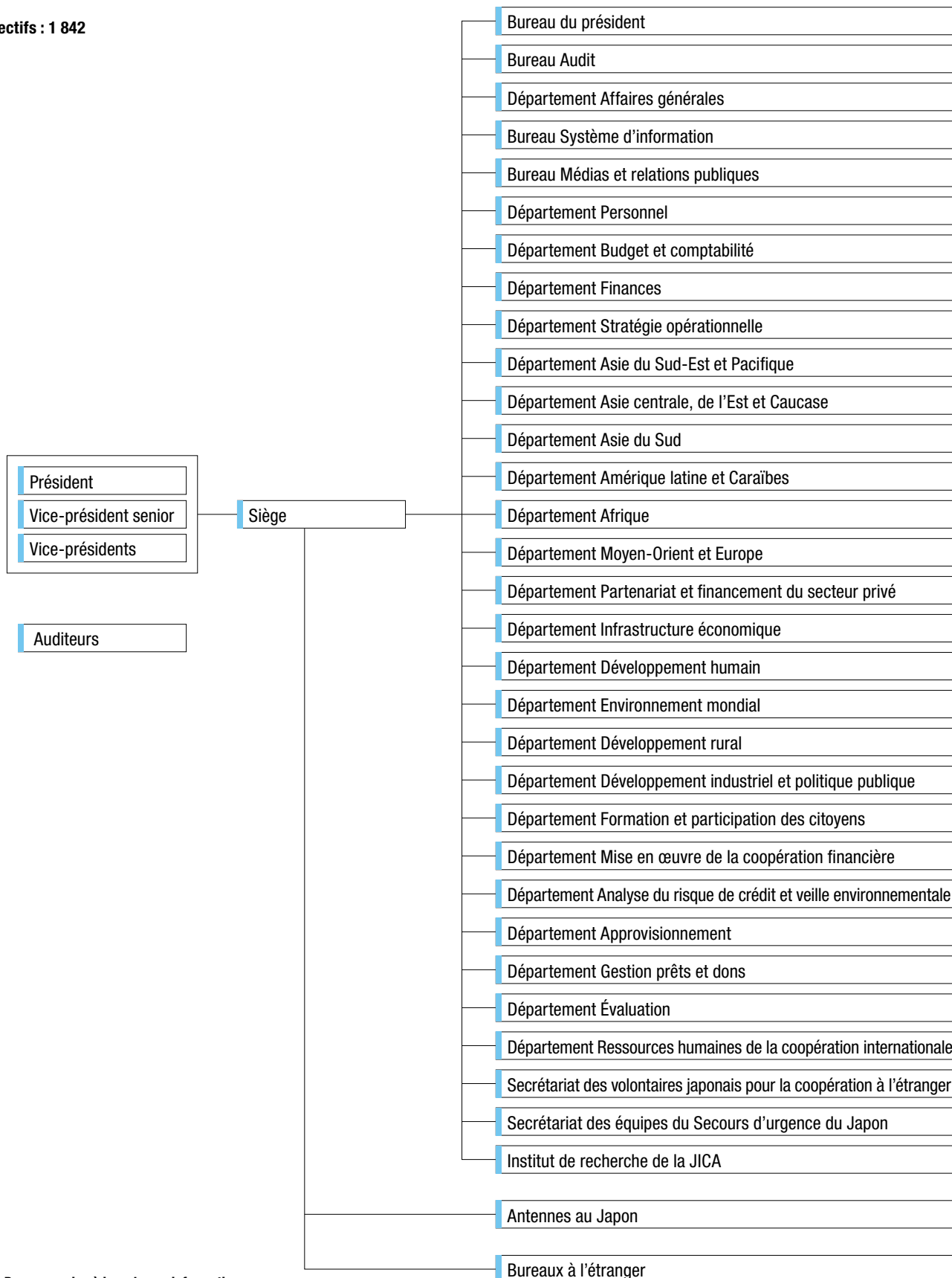
La nouvelle JICA

Novembre 2006	Promulgation d'une révision partielle de la loi concernant l'institution administrative indépendante JICA
Octobre 2008	Les opérations de prêts d'APD précédemment gérées par l'ancienne JBIC (opérations économiques à l'étranger) et une partie de la gestion des dons assurée par le ministère japonais des Affaires étrangères (MOFA) sont reprises par la JICA. Le MOFA reste toutefois chargé de l'octroi des dons liés à sa politique diplomatique.
Octobre 2008	Modification des deuxièmes objectifs à moyen terme
Avril 2010	Publication des <i>Nouvelles lignes directrices pour les considérations environnementales et sociales</i>
Avril 2012	Publication des troisièmes <i>Objectifs à moyen terme</i> (1 ^{er} avril 2012 – 31 mars 2017)

Organigramme

Organigramme (au 1^{er} septembre 2013)

Effectifs : 1 842



[→ Pour une mise à jour de ces informations, consultez le site internet de la JICA (en anglais).]

Voir page 140, la liste des antennes au Japon et des bureaux à l'étranger.

Budget

1 Compte de gestion de la totalité des opérations budgétaires en recettes et en dépenses (exercices 2012 et 2013) (Millions JPY)

Poste	Exercice 2012	Exercice 2013
Recettes : plan budgétaire pour l'exercice	154 789	149 143
Recettes des subventions de gestion (budget initial)	145 379	146 919
Recettes des subventions de gestion (budget supplémentaire)	4 284	—
Recettes des programmes contractés	2 451	—
Recettes des projets	1 553	1 472
Recettes des donations	358	348
Recettes du fonds d'entretien des installations	5	120
Recettes résultant de la reprise des réserves de la période couverte par le plan à moyen terme précédent	759	284
Fonds alloués en vertu de l'article 35 de la loi concernant l'institution administrative indépendante *1 Agence japonaise de coopération internationale (fonds pour les projets de dons)	0	0
Dépenses : plan budgétaire pour l'exercice	154 789	149 143
Frais généraux administratifs	9 951	10 038
Hors postes spéciaux	10 106	10 038
Dépenses d'exploitation	140 830	137 513
Dépenses pour les projets de coopération technique	71 019	68 549
Dépenses pour accélérer l'exécution des projets de dons	206	203
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	17 183	15 351
Dépenses pour le programme d'émigration	333	328
Dépenses pour les activités de secours en cas de catastrophe	880	880
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	368	191
Dépenses pour la promotion de l'aide	13 799	14 980
Dépenses pour la sécurité, l'information, l'audit interne, etc.	7 419	6 493
Dépenses pour le soutien aux opérations	29 622	30 537
Dépenses pour l'entretien des installations	2 451	—
Dépenses pour les programmes contractés	1 553	1 472
Dépenses pour les projets de donation	5	120
Dépenses pour accélérer l'exécution des projets de dons*1	0	0

*1 Le plan budgétaire relatif aux projets de dons étant déterminé par le Cabinet, le montant affecté est de zéro.

2 Plan financier relatif au compte Finance et investissements (exercices 2012 et 2013) (100 millions JPY)

	Exercice 2012	Exercice 2013
Investissements et prêts	8 797	8 915
Prêts APD		
Financement des investissements du secteur privé	3	235
Total	8 800	9 150
Sources de financement	503	506
Apport de capital du compte général du gouvernement japonais	503	506
Emprunts du programme budgétaire d'investissements et de prêts (PBIP)	4 270	3 844
Fonds internes, etc.	4 027	4 800
- Émissions obligataires d'organismes gouvernementaux relatives au PBIP	800	800
Total	8 800	9 150

Note : Pour l'exercice 2012, les chiffres indiqués intègrent le budget supplémentaire.

Dossier spécial

Objectifs et aperçu
des programmes

Initiatives concrètes

Modalités
de la coopération

Opérations, gestion
et évaluation

Données chiffrées
et informations

Antennes au Japon et bureaux à l'étranger

Antennes au Japon et Global Plaza

JICA Hokkaido

(Sapporo)

Tél. : +81-11-866-8333

4-25, Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City,
Hokkaido 003-0026

(Obihiro)

Tél. : +81-155-35-1210

1-2, Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City,
Hokkaido 080-2470

JICA Tohoku

Tél. : +81-22-223-5151

15th Floor, Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg., 6-1,
Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City,
Miyagi 980-0811

JICA Nihonmatsu

Tél. : +81-243-24-3200

4-2, Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City,
Fukushima 964-8558

JICA Tsukuba

Tél. : +81-29-838-1111

3-6, Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki 305-0074

JICA Tokyo

Tél. : +81-3-3485-7051

49-5, Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066

JICA Global Plaza

Tél. : +81-3-3269-2911

10-5 Ichigaya Honmuracho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433

<http://www.jica.go.jp/hiroba/english>

JICA Yokohama

Tél. : +81-45-663-3251

3-1, Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City,
Kanagawa 231-0001

JICA Komagane

Tél. : +81-265-82-6151

15, Akaho, Komagane City, Nagano 399-4117

JICA Hokuriku

Tél. : +81-76-233-5931

4th Floor, Rifare (Office Tower), 5-2, Honmachi 1-chome,
Kanazawa City, Ishikawa 920-0853



JICA Chubu/Nagoya Global Plaza

Tél. : +81-52-533-0220

60-7, Hiraike-cho 4-chome, Nakamura-ku, Nagoya City,
Aichi 453-0872

JICA Kansai

Tél. : +81-78-261-0341

5-2, Wakinohama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City,
Hyogo 651-0073

JICA Chugoku

Tél. : +81-82-421-6300

3-1, Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City,
Hiroshima 739-0046

JICA Shikoku

Tél. : +81-87-821-8824

7th Floor, Nissei Takamatsu Bldg., 1-5, Ban-cho 1-chome,
Takamatsu City, Kagawa 760-0017

JICA Kyushu

Tél. : +81-93-671-6311

2-1, Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City,
Fukuoka 805-8505

JICA Okinawa

Tél. : +81-98-876-6000

1143-1, Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa 901-2552

Bureaux à l'étranger (par ordre alphabétique)



Asie

- Afghanistan Office
- Bangladesh Office
- Bhutan Office
- Cambodia Office
- China Office
- India Office
- Indonesia Office
- Kyrgyz Office
- Laos Office
- Malaysia Office
- Maldives Office
- Mongolia Office
- Myanmar Office
- Nepal Office
- Pakistan Office
- Philippines Office
- Sri Lanka Office
- Tajikistan Office
- Thailand Office
- Timor-Leste Office
- Uzbekistan Office
- Viet Nam Office

Pacifique

- Fiji Office
- Marshall Islands Office
- Micronesia Office
- Palau Office
- Papua New Guinea Office
- Samoa Office
- Solomon Islands Office
- Tonga Office
- Vanuatu Office

Amérique du Nord et Amérique latine

- Argentine Office
- Belize Office
- Bolivia Office
- Brazil Office
- Chile Office
- Colombia Office
- Costa Rica Office
- Dominican Republic Office
- Ecuador Office
- El Salvador Office
- Guatemala Office
- Honduras Office
- Jamaica Office
- Mexico Office
- Nicaragua Office
- Panama Office
- Paraguay Office
- Peru Office
- Saint Lucia Office
- Uruguay Office
- U.S.A. Office
- Venezuela Office

Afrique

- Bureau au Bénin
- Botswana Office
- Bureau au Burkina Faso
- Bureau au Cameroun
- Bureau en Côte d'Ivoire
- Bureau en République démocratique du Congo
- Bureau à Djibouti
- Ethiopia Office
- Bureau au Gabon

- Ghana Office
- Kenya Office
- Bureau à Madagascar
- Malawi Office
- Mozambique Office
- Namibia Office
- Bureau au Niger
- Nigeria Office
- Bureau au Rwanda
- Bureau au Sénégal
- South Africa Office
- South Sudan Office
- Sudan Office
- Tanzania Office
- Uganda Office
- Zambia Office
- Zimbabwe Office

Moyen-Orient et Maghreb

- Egypt Office
- Iran Office
- Iraq Office
- Jordan Office
- Bureau au Maroc
- Syria Office
- Bureau en Tunisie
- Office in Gaza
- Yemen Office

Europe

- Balkan Office
- Bureau en France
- Turkey Office
- UK Office

Dossier special

Objectifs et aperçu des programmes

Initiatives concrètes

Modalités de la coopération

Opérations, gestion et évaluation

Données chiffrées et informations

Pour connaître les coordonnées des bureaux à l'étranger, consultez le site internet de la JICA (en anglais).

Home

Contact Us

Overseas Offices

<http://www.jica.go.jp/english/contact/overseas>

B Banque asiatique de développement (BASD)

Institution financière internationale dont l'objectif est de promouvoir le développement socioéconomique des pays asiatiques. La BASD propose des prêts sur une base semi-commerciale.

Banque mondiale

La Banque mondiale est la plus grande agence d'aide au développement du monde. Elle accorde des prêts aux gouvernements centraux et agences des pays membres. Ces prêts sont couverts par les garanties d'emprunt des gouvernements.

Base de la pyramide (BoP)

Populations pauvres disposant de revenus annuels inférieurs à 3 000 USD. Environ 4 milliards de personnes dans le monde représentent la base de la pyramide. Les « activités BoP » font référence aux activités ayant le potentiel de répondre à divers problèmes auxquels sont confrontées les populations pauvres et les exclus de la société et du processus de développement.

C Comité d'aide au développement (CAD)

Le CAD est l'un des trois principaux comités de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Pour les pays donateurs qui le composent, il constitue un lieu de discussion international sur les questions liées à l'aide, au développement et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement. Le Japon est devenu membre du CAD en 1964 lorsqu'il a adhéré à l'OCDE.

Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Dispositif mis en place en 2002 afin d'augmenter la visibilité des prêts d'APD du Japon par des transferts techniques aux pays en développement, en utilisant la technologie avancée et le savoir-faire du Japon. Ces prêts ont un niveau de concessionnalité plus élevé que l'aide liée et d'autres prêts.

Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Forum international sur le développement de l'Afrique, la TICAD est organisée tous les cinq ans depuis 1993, par le gouvernement japonais, conjointement avec le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), la Banque mondiale et d'autres agences. La TICAD V a eu lieu à Yokohama, en juin 2013.

Coopération Sud-Sud

Mise en œuvre de programmes de coopération en faveur des pays les moins avancés accusant un

retard de développement, par des pays à revenu intermédiaire et relativement plus développés qui utilisent leur expérience en matière de développement et leurs ressources humaines.

Coopération triangulaire

Mise en œuvre de programmes de coopération par des pays donateurs ou des organisations d'aide internationale, conjointement avec d'autres pays en développement, pour promouvoir le développement d'autres pays en développement.

D Développement inclusif

Approche du développement qui profite à tous. Depuis de nombreuses années, la JICA est guidée par la vision d'un « développement inclusif et dynamique ». L'objectif est d'encourager un développement inclusif afin de réduire la pauvreté par une croissance durable. À cette fin, la JICA s'efforce de permettre au plus grand nombre de participer largement et équitablement au « processus de croissance » afin d'en récolter les fruits.

E Éducation pour tous (EPT)

Initiative internationale initiée en 1990 visant à fournir des opportunités d'éducation aux populations du monde entier. Concrètement, l'EPT a fixé six objectifs à atteindre par tous les pays et régions d'ici 2015, notamment garantir l'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit et la possibilité d'achever un cycle complet d'études primaires, éliminer les disparités entre les sexes dans l'éducation, et améliorer de 50 % le niveau d'alphabétisation des adultes (cadre d'action de Dakar).

F Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF)

Agence des Nations unies qui a pour vocation d'apporter une aide aux enfants, particulièrement en matière de santé dans les pays en développement, par des actions destinées à améliorer la nutrition, l'approvisionnement en eau potable, la protection sociale de la mère et de l'enfant, et l'éducation, entre autres approches.

Fonds monétaire international (FMI)

Agence spécialisée des Nations unies dont la mission est de fournir, à relativement court terme à ses pays membres, les moyens de financement nécessaires pour assurer les échanges et les paiements et garantir les autres flux financiers courants.

G Gouvernance

La gouvernance fait référence à l'établissement et à la gestion de l'ensemble du cadre institutionnel

d'un pays, destiné à faciliter la stabilité et le développement. Une bonne gouvernance doit permettre de mobiliser, d'affecter et de gérer efficacement les ressources du pays tout en prenant en compte la volonté de ses citoyens. La gouvernance fait également référence aux systèmes gouvernementaux de coopération entre agences gouvernementales, société civile et secteur privé, ainsi qu'aux mécanismes de prise de décisions. La gouvernance englobe trois grandes dimensions – le système politique national, la capacité du gouvernement à élaborer et mettre en œuvre des politiques, et enfin, les systèmes relatifs aux interactions entre gouvernement, société civile et secteur privé.

H Homologues

Représentants officiels de gouvernements et techniciens de pays partenaires bénéficiant de conseils stratégiques et de transferts de technologie dans le cadre de projets de coopération internationale.

N Nouvelle stratégie de croissance

Politique de promotion de la croissance de l'économie japonaise dont les grandes lignes ont été annoncées en décembre 2009 par le gouvernement japonais. Elle s'articule autour de six stratégies : la stratégie pour devenir une puissance économique et environnementale grâce aux innovations écologiques ; la stratégie pour une société sûre, en bonne santé et à forte longévité ; la stratégie de renforcement de la croissance asiatique ; la stratégie de promotion d'un tourisme orienté vers la revitalisation au niveau national et local ; la stratégie nationale pour la science et la technologie ; et la stratégie pour l'emploi et les ressources humaines.

O Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

Servant d'objectifs à la communauté internationale pour le 21^e siècle, les OMD s'inspirent de la déclaration du Millénaire des Nations unies et de précédents objectifs de développement international définis lors de sommets internationaux dans les années 1990 et formant un cadre commun. Les OMD, que la communauté internationale s'est engagée à réaliser d'ici 2015, sont au nombre de huit.

Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

Agence spécialisée des Nations unies, dont le mandat est libellé en ces termes : « Atteindre la sécurité alimentaire pour tous est au cœur des efforts de la FAO – veiller à ce que les êtres humains aient un accès régulier à une nourriture

de bonne qualité qui leur permette de mener une vie saine et active ».

Organisation mondiale de la santé (OMS)

Agence spécialisée des Nations unies dont le mandat est de lutter contre la maladie à l'échelle mondiale et d'améliorer la situation en matière de santé et de malnutrition grâce à la coopération internationale.

Organisation mondiale du commerce (OMC)

Organisation internationale créée en 1995 visant à promouvoir la libéralisation des échanges internationaux sur une base non-discriminatoire.

P Partenariat public-privé (PPP)

Utilisation du secteur privé pour la fourniture de services publics, le PPP est une méthode de mise en œuvre des programmes par la coordination du secteur public et du secteur privé. Cela comprend une grande variété de dispositifs adaptés au niveau de participation des entreprises privées, allant du simple projet aux services CET (construction-exploitation-transfert) ou à la privatisation complète. Les « projets d'infrastructure en PPP » font référence aux projets d'infrastructure mis en œuvre dans le cadre d'un partenariat public-privé.

Pays affranchis de l'APD

Pays retirés de la liste des pays bénéficiaires de l'aide établie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, principalement en raison de l'accroissement de leur revenu par habitant. La liste est révisée tous les trois ans. Les pays dont le RNB a dépassé le seuil des pays à revenu élevé pendant trois années consécutives ou qui ont rempli d'autres conditions sont rayés de la liste.

Pays émergents

Pays en développement ayant atteint une croissance économique rapide ces dernières années, notamment en Amérique du Sud, en Amérique Centrale, en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Est.

Pays en développement

Pays dont le niveau de développement économique est faible comparé à celui des pays industrialisés. Cette appellation est généralement utilisée par la JICA pour désigner les pays et régions de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD.

Pays les moins avancés (PMA)

Pays qui selon l'Assemblée générale des Nations unies accusent un fort retard de développement au regard des critères établis par le Comité des politiques de développement (CDP) de l'ONU. Ces pays ont un RNB par habitant inférieur à 992 USD, un manque de ressources humaines et des économies extrêmement fragiles. La liste des PMA est réexaminée tous les trois ans. Il y a actuellement 49 pays sur la liste : 34 en Afrique, 14 en Asie et un en Amérique latine.

Pays moyennement développés

Pays dont le RNB par habitant se situe entre 3 976 et 6 925 USD (selon le classement des Nations unies et de la Banque mondiale).

Programme alimentaire mondial (PAM)

Agence d'aide alimentaire des Nations unies dont la mission est d'éradiquer la faim et la malnutrition.

R Rapport final de l'examen de l'APD

Série de recommandations émises par le ministère des Affaires étrangères japonais, en juin 2010, sur la voie à suivre pour l'APD dans un contexte d'évolution de la situation nationale et internationale. Le rapport aborde, parmi d'autres thèmes, la philosophie de l'APD, ses priorités, la coopération renforcée avec le secteur privé et les ONG, l'exécution d'une aide stratégique et efficace, la diffusion de l'information et une plus large participation du public aux activités d'APD.

Renforcement des capacités

Processus par lequel un pays en développement renforce ses propres capacités à résoudre ses problèmes de développement. Contrairement au processus de « création de capacités » (capacity building), impulsé de l'extérieur et supposant l'absence de capacités préexistantes, le « renforcement des capacités » (capacity development) fait référence au processus endogène de renforcement des capacités — des individus, des institutions, des systèmes et de la société dans son ensemble — par le pays lui-même. Le rôle de la coopération de la JICA est de soutenir le renforcement des capacités des pays en développement en facilitant leurs efforts dans ce sens.

Réserve de biodiversité (« points chauds » de biodiversité)

Régions disposant d'une réserve significative de biodiversité menacée par les activités humaines. Le concept, créé par le professeur Norman Myers de l'Université d'Oxford, fait référence aux zones qui renferment au moins 1 500 espèces de plantes vasculaires (plus de 0,5 % de la biodiversité mondiale) et dans lesquelles au moins 70 % de l'habitat a été perdu. Dans le monde, près de 25 zones répondent à cette définition et neuf autres pourraient venir s'y ajouter.

Revenu national brut (RNB)

Le RNB représente la valeur globale des biens et services produits intérieurement et à l'étranger par les citoyens d'un pays durant une période donnée.

S Schéma directeur

Plan de base pour mettre en œuvre de nombreux types de projets de développement à long terme.

Société fondée sur un cycle rationnel des matériaux

Société qui réduit sa consommation de ressources

naturelles et le fardeau sur l'environnement. Le gouvernement japonais a établi l'Acte de base pour une société fondée sur un cycle rationnel des matériaux, en 2000, pour contribuer au changement d'une société axée sur les concepts traditionnels de production, de consommation et de destruction de masse. Les lignes directrices pour parvenir à cette société appellent à la pratique des 3R : réduction (du volume des déchets), réutilisation (des ressources) et recyclage (des déchets en ressources).

Stratégie d'exportation des systèmes liés aux infrastructures

Le gouvernement du Japon a organisé la première réunion ministérielle sur la stratégie relative à l'exportation d'infrastructures et la coopération économique, en mars 2013. Les participants ont discuté de l'aide aux entreprises japonaises dans le cadre de leurs activités à l'étranger impliquant des systèmes liés aux infrastructures, de leur achat de ressources minérales et leurs intérêts dans les mines. Des questions importantes relatives à la coopération économique à l'étranger ont également été débattues. La réunion a initié un dialogue destiné à identifier les moyens d'apporter cette aide de manière stratégique et efficace. En mai, l'exportation des systèmes liés aux infrastructures est devenue le troisième élément central de la stratégie de croissance du Japon, avec l'objectif de multiplier par trois les commandes d'infrastructures à l'étranger des entreprises japonaises pour atteindre 30 000 milliards JPY d'ici 2020. Parallèlement à cette décision, le ministère de l'Aménagement du territoire, des infrastructures, des transports et du tourisme, le ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie, ainsi que d'autres ministères et organismes japonais prennent des dispositions dans la droite ligne de la stratégie d'exportation des systèmes liés aux infrastructures et de la coopération économique stratégique.

U Union africaine (UA)

La plus grande organisation régionale du monde, constituée de 54 pays membres. Son siège est situé à Addis-Abeba, la capitale de l'Éthiopie. Elle a remplacé l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en juillet 2002 à l'issue d'une réorganisation et d'un renforcement de ses structures. En janvier 2010, le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) a été intégré à l'UA. L'organisation joue depuis un rôle accru dans les activités de développement.

Index des études de cas

Afrique	
Prêts d'APD au Botswana et à la Zambie	P. 52
Santé – Amélioration des services hospitaliers en Afrique	P. 81
ANASE	
Activités de l'ANASE pour les industries et la gestion des catastrophes	P. 22
Éducation – Projet AUN/SEED-Net phase 3	P. 77
Asie	
Développement rural du Badakhshan à la frontière entre l'Afghanistan et le Tadjikistan	P. 93
Bangladesh	
Contribuer à la gestion de l'élimination des déchets	P. 41
Bénin	
Promotion de l'aquaculture continentale	P. 95
Bésil	
Conférence des Nations unies sur le développement durable (Rio + 20) au Brésil	P. 113
Burkina Faso	
Projet de coopération technique au Burkina Faso	P. 86
Cambodge	
Projet de coopération technique pour la prise en compte des sexospécificités (phase 2)	P. 66
Activités de réduction de la pauvreté dans les zones rurales par l'amélioration de la productivité agricole	P. 92
Colombie	
Soutien au système de rééducation globale pour les personnes handicapées, plus particulièrement les victimes de mines terrestres	P. 47
Côte d'Ivoire	
Aide à la reconstruction	P. 55
Soutien au développement du Grand Abidjan pour promouvoir la paix et la stabilité	P. 69
Égypte	
Soutien au plan de développement national et à l'organisation des élections	P. 59
Éthiopie	
Coopération pour les politiques industrielles en Éthiopie	P. 53
Inde	
Contribuer à l'approfondissement des échanges entre l'industrie, l'université et le gouvernement	P. 38
Jordanie	
Programme de soutien aux communautés hôtes pour les réfugiés syriens	P. 58
Kenya	
Énergie et exploitation minière – Coopération pour le développement de la géothermie	P. 100
Kirghizstan	
Gestion conjointe des forêts	P. 35
Laos	
Aide à la formation des ingénieurs pour l'exploitation des infrastructures de TI	P. 75
Moldavie	
Projet d'amélioration des services de soins médicaux	P. 61
Mongolie	
Stimuler les capacités d'Oulan-Bator à lutter contre la pollution de l'air	P. 32
Myanmar	
Aide aux réformes économiques	P. 25
Soutien aux minorités ethniques au Myanmar	P. 70
Étude préparatoire au projet de plan de développement urbain stratégique du Grand Rangoun	P. 72
Développement du secteur privé – Établissement d'un Centre Japon pour le développement des ressources humaines	P. 97
Nicaragua	
Projet de lutte contre la maladie de Chagas	P. 45
Ouzbékistan	
Redynamiser la sériciculture	P. 34
Pacifique	
Déployer une aide à travers la coopération avec les gouvernements locaux	P. 28
Pakistan	
Utiliser l'expérience du Japon pour la gestion des catastrophes	P. 39
Panama	
Aide pour l'amélioration du cadre de vie et des conditions sanitaires	P. 44
Paraguay	
Partenariats avec les universités pour les programmes des volontaires	P. 106
Philippines	
Aide en coopération avec un gouvernement local japonais	P. 23
Projet de partenariat – Projet de soutien à l'industrie de la soie à Negros (OISCA International)	P. 109
Samoa	
Projet en coopération avec les gouvernements locaux – Projet modèle d'approvisionnement en eau de Miyako-jima (ville de Miyakojima) aux Samoa	P. 108
Sri Lanka	
Programme pour la promotion du développement régional dans les zones affectées par un conflit	P. 40
Thaïlande	
Sécurité sociale – Projet de développement des services de soins de longue durée pour les personnes âgées fragiles et d'autres personnes vulnérables au Royaume de Thaïlande	P. 79
Vietnam	
Aide pour la protection des forêts	P. 84
Cadres juridiques et judiciaires – Aide pour l'amendement de la constitution du Vietnam	P. 103
Financement des investissements du secteur privé	P. 104
Autres	
Initiatives pour la microfinance	P. 68
Assurer la sûreté et la sécurité des voies maritimes : Coopération pour la sûreté et la sécurité maritimes	P. 73
Projet d'enquête sur l'intégration de la réduction du risque de catastrophe	P. 88
Soutenir le développement des activités des PME à l'étranger	P. 105
Projet de volontariat dans les sports	P. 107
Activités de l'équipe médicale japonaise de secours d'urgence	P. 110
Formation complète des équipes de sauvetage	P. 111
La JICA diffuse des messages lors des réunions annuelles du FMI et de la Banque mondiale pour 2012	P. 115
Étendre les possibilités des prêts d'APD	P. 122

Données chiffrées

Résumé financier	146
Statistiques sur les résultats des programmes	148
Interprétation des statistiques	148
Répartition des pays et régions	148
Activités de la JICA	
1. Synthèse des activités de la JICA	149
2. Répartition géographique des activités de la JICA	149
3. Répartition régionale de la coopération technique	159
4. Répartition sectorielle des projets de coopération technique	161
5. Répartition sectorielle des projets de dons	161
6. Synthèse des prêts (données des cinq derniers exercices)	162
Informations détaillées sur les prêts d'APD	
7. Répartition sectorielle des prêts d'APD	162
8. Répartition géographique des prêts d'APD (exercice 2012)	163
9-1. Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2012) ..	164
9-2. Annulation de la dette (exercice 2012)	164
10-1. Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2012/biens et services/montant du contrat : plus de 1 milliard JPY) ..	165
10-2. Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2012/services de consultants/montant du contrat : plus de 100 millions JPY) ..	167
11-1. Modalités et conditions des prêts d'APD japonaise (en vigueur depuis le 1 ^{er} octobre 2013)	168
11-2. Degré de libéralité (sur la base des engagements)	171
11-3. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale)	171
11-4. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement)	171
11-5. Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale et prêts de soutien à la balance des paiements) ..	171
11-6. Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements) ..	171
Listes des projets	
12-1. Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2012)	172
12-2. Projets de partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2012)	174
12-3. Liste des principaux engagements de prêts d'APD (accords de prêts approuvés durant l'exercice 2012)	174
12-4. Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2013)	175
12-5. Dons (projets de l'exercice 2012)	176

Résumé financier

1 Compte général

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2012	Au 31 mars 2013	
Actifs			
Actifs à court terme			
Liquidités et dépôts bancaires	57 339	48 350	
Titres négociables	76 000	80 000	
Autres actifs à court terme	19 716	15 981	
Total des actifs à court terme	153 056	144 331	
Actifs immobilisés			
Immobilisations corporelles	49 009	46 297	
Immobilisations incorporelles	6	5	
Placements et autres actifs	3 599	3 197	
Total des actifs immobilisés	52 615	49 499	
Total des actifs	205 670	193 830	
Passifs			
Passifs à court terme			
Passifs liés aux subventions de gestion	—	22 624	
Fonds pour les projets de dons	90 199	95 993	
Autres passifs à court terme	23 009	15 665	
Total des passifs à court terme	113 208	134 282	
Passifs immobilisés			
Engagements immobiliers	2 177	2 250	
Autres passifs immobilisés	424	574	
Total des passifs immobilisés	2 601	2 825	
Total des passifs	115 809	137 106	
Actifs nets			
Capital			
Investissements du gouvernement	79 986	67 279	
Total des capitaux	79 986	67 279	
Gain en capital			
Gain en capital	(19 646)	(16 687)	
Total des gains en capital	(19 646)	(16 687)	
Bénéfices non distribués			
Bénéfices non distribués	29 521	6 131	
Total des bénéfices non distribués	29 521	6 131	
Total des actifs nets	89 861	56 723	
Total des actifs et des passifs nets	205 670	193 830	

(Actifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des actifs s'élève à 193 830 millions JPY, soit une baisse de 11 841 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse peut en grande partie être attribuée à une diminution de 8 989 millions JPY, ou 15,7 %, des liquidités et dépôts bancaires et à un recul de 3 632 millions JPY, ou 21,8 %, des paiements d'avances.

(Passifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des passifs s'élève à 137 106 millions JPY, soit une augmentation de 21 297 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique principalement par un bond de 22 624 millions JPY des dettes liées aux subventions de gestion alors que le solde était de zéro l'année précédente.

Compte de résultat (1^{er} avril 2012-31 mars 2013)

Compte de résultat (1 ^{er} avril 2012-31 mars 2013)		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2011-31 mars 2012	1 ^{er} avril 2012-31 mars 2013	
Dépenses ordinaires			
Dépenses d'exploitation			
Dépenses pour les projets de coopération technique	76 595	72 017	
Dépenses pour la coopération avec la participation du public	16 847	14 738	
Dépenses pour la promotion de l'aide	11 844	13 333	
Dépenses pour l'aide à la comptabilité	28 695	28 242	
Dépenses pour les programmes de dons	83 433	96 618	
Autres dépenses d'exploitation	9 763	8 579	
Frais généraux administratifs	8 837	8 451	
Dépenses financières	468	36	
Autres dépenses	22	233	
Total des dépenses ordinaires	236 503	242 247	
Recettes ordinaires			
Recettes des subventions de gestion			
Recettes des programmes de dons	173 619	126 465	
Autres recettes ordinaires	83 433	96 618	
	4 077	3 463	
Total des recettes ordinaires	261 129	226 546	
Bénéfices ordinaires (Pertes ordinaires)	24 626	(15 701)	
Pertes extraordinaires	35	2 022	
Bénéfices extraordinaires	13	8	
Reprise des dépôts excédentaires du moyen terme précédent	146	17 454	
Total des recettes (pertes) pour l'année courante	24 750	(261)	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des dépenses ordinaires s'élève à 242 247 millions JPY, soit une hausse de 5 744 millions JPY, ou 2,4 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse est principalement due à une progression de 13 186 millions JPY, ou 15,8 %, des dépenses pour les programmes de dons par rapport à l'année précédente.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des recettes ordinaires s'élève à 226 546 millions JPY, soit une baisse de 34 583 millions JPY, ou 13,2 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est imputable à une contraction de 47 154 millions JPY, ou 27,2 %, des recettes liées aux subventions de gestion.

(Total des bénéfices et pertes pour l'année en cours)

En plus des pertes ordinaires notées ci-dessus, les postes suivants ont été enregistrés dans l'exercice concerné. Il y a eu une perte extraordinaire de 2 022 millions JPY, notamment liée aux ventes d'immobilisations, aux programmes de prêts et autres pertes. Les bénéfices extraordinaires se sont montés à 8 millions JPY, grâce aux ventes d'immobilisations. Par ailleurs, la reprise des dépôts excédentaires du moyen terme précédent a totalisé 17 454 millions JPY. Par conséquent, les pertes totales de l'année en cours s'élèvent à 261 millions JPY, soit une baisse de 25 011 millions JPY, ou 101,1 %, par rapport à l'année précédente.

État des flux de trésorerie

(Unité : millions JPY)

	1 ^{er} avril 2011-31 mars 2012	1 ^{er} avril 2012-31 mars 2013
I Flux de trésorerie des activités d'exploitation		
Paiements des dépenses opérationnelles	(140 438)	(132 224)
Paiements des projets de dons	(83 496)	(98 052)
Paiements des frais personnels	(15 228)	(14 662)
Produits des subventions de gestion	143 301	149 663
Produits des programmes de dons	106 702	102 413
Autres produits et paiements	1 779	(3 093)
II Flux de trésorerie des activités d'investissement	23 136	(3 515)
III Flux de trésorerie des activités de financement	(1 265)	(9 095)
IV Effet des fluctuations des taux de change sur les fonds	(393)	(100)
V Augmentation/diminution net des fonds	34 096	(8 666)
VI Fonds au début de l'année	17 920	52 016
VII Fonds à la fin de l'année	52 016	43 350

(Flux de trésorerie des activités d'exploitation)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités d'exploitation se sont élevés à 4 044 millions JPY, soit une baisse de 8 575 millions JPY, ou 68 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement due à une progression des paiements pour les projets de dons de 14 556 millions JPY, ou 17,4 %.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités d'investissement se sont soldés par une sortie de fonds de 3 515 millions JPY, soit une baisse de 26 651 millions JPY, ou 115,2 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement imputable à une progression des paiements pour l'achat de certificats de dépôt négociables de 234 000 millions JPY, ou 71,3 %.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités de financement se sont soldés par une sortie de fonds de 9 095 millions JPY, soit une baisse de 7 830 millions JPY, ou 618,8 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à l'enregistrement de recouvrements de dettes, etc., de 5 126 millions JPY durant la période cible du second plan à moyen terme en tant que programme de prêts (pas de résultats l'année précédente).

2 Compte financier et d'investissement

Bilan		(Unité : millions JPY)	
	Au 31 mars 2012	Au 31 mars 2013	
Actifs			
Actifs à court terme			
Prêts	11 032 404	11 020 269	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(131 589)	(140 847)	
Autres actifs à court terme	134 981	131 651	
Total des actifs à court terme	11 035 796	11 011 073	
Actifs immobilisés			
Immobilisations corporelles	9 222	9 035	
Immobilisations incorporelles	0	0	
Placements et autres actifs			
Réclamations en cas de faillite, réhabilitation réorganisation ou autres réclamations équivalentes	24 557	72 617	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	(24 557)	(40 577)	
Autres actifs immobilisés	103 626	77 352	
Total des actifs immobilisés	112 849	118 426	
Total des actifs	11 148 645	11 129 499	
Passifs			
Passifs à court terme			
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	323 204	317 109	
Autres passifs à court terme	28 310	69 698	
Total des passifs à court terme	351 514	386 807	
Passifs immobilisés			
Obligations	200 000	260 000	
Emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	1 896 771	1 662 561	
Autres passifs immobilisés	8 040	8 252	
Total des passifs immobilisés	2 104 810	1 930 813	
Total des passifs	2 456 324	2 317 620	
Actifs nets			
Capital			
Investissements du gouvernement	7 664 456	7 714 798	
Total des capitaux	7 664 456	7 714 798	
Bénéfices non distribués			
Réserves	942 223	1 036 291	
Autres	94 068	93 497	
Total des bénéfices non distribués	1 036 291	1 129 789	
Évaluation et écarts de conversion			
	(8 427)	(32 708)	
Total des actifs nets	8 692 321	8 811 879	
Total des actifs et des passifs nets	11 148 645	11 129 499	

(Actifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des actifs s'élève à 11 129 499 millions JPY, soit une baisse de 19 146 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est principalement due à une réduction de 20 838 millions JPY, ou 21,4 %, des actions des sociétés liées.

(Passifs)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des passifs s'élève à 2 317 620 millions JPY, soit une baisse de 138 705 millions JPY par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse s'explique principalement par une contraction de 240 304 millions JPY, ou 10,8 %, des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts par rapport à l'année précédente.

Compte de résultat		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2011– 31 mars 2012	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	
Dépenses ordinaires			
Dépenses liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements			
Intérêts sur les emprunts	35 646	31 348	
Intérêts sur les swaps de taux d'intérêt	6 126	8 297	
Dépenses d'externalisation	22 564	21 031	
Dépenses immobilières	11 749	12 795	
Provisions pour les pertes liées aux prêts	35 535	25 278	
Provisions pour les pertes éventuelles	—	20 196	
Autres dépenses ordinaires	12 936	9 759	
Total des dépenses ordinaires	124 557	128 703	
Recettes ordinaires			
Recettes liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements			
Intérêts sur les prêts	196 680	184 958	
Dividendes sur les placements	19 964	27 520	
Autres recettes liées aux opérations de coopération de finance et d'investissements	2 391	9 071	
Autres recettes ordinaires	492	653	
Total des recettes ordinaires	219 527	222 202	
Bénéfices ordinaires	94 970	93 499	
Pertes extraordinaires			
	904	2	
Bénéfices extraordinaires			
	2	0	
Total des recettes pour l'année en cours	94 068	93 497	

(Dépenses ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des dépenses ordinaires a augmenté de 4 146 millions JPY, ou 3,3 %, pour atteindre 128 703 millions JPY. Cette augmentation est principalement due à un bond de 2 171 millions JPY, ou 35,4 %, des intérêts sur les swaps de taux d'intérêt.

(Recettes ordinaires)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, le montant total des recettes ordinaires a augmenté de 2 675 millions JPY, ou 1,2 %, pour atteindre 222 202 millions JPY. Cette augmentation des recettes ordinaires est principalement due à une progression de 7 556 millions JPY, ou 37,8 %, des dividendes sur les placements.

(Total des bénéfices et pertes pour l'année en cours)

En plus des bénéfices ordinaires notés ci-dessus, il y a eu une perte extraordinaire de 2 millions JPY due au retrait d'actifs immobilisés. Par conséquent, les recettes totales de l'année en cours s'élèvent à 93 497 millions JPY, soit une baisse de 571 millions JPY, ou 0,6 %, par rapport à l'année précédente.

État des flux de trésorerie		(Unité : millions JPY)	
	1 ^{er} avril 2011– 31 mars 2012	1 ^{er} avril 2012– 31 mars 2013	
I Flux de trésorerie des activités d'exploitation			
Paiement des prêts	(29 215)	(98 452)	
Remboursement des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	(609 734)	(665 481)	
Produit du recouvrement des prêts	(318 067)	(323 204)	
Produit des emprunts au fonds gouvernemental pour le programme budgétaire d'investissements et de prêts	629 000	629 557	
Produit de l'émission d'obligations	78 200	82 900	
Recette d'intérêts sur les prêts	59 654	59 646	
Autres produits et paiements	198 163	189 588	
	(66 432)	(71 458)	
II Flux de trésorerie des activités d'investissement	11 010	32 144	
III Flux de trésorerie des activités de financement	41 692	50 248	
IV Augmentation/diminution net des fonds	23 487	(16 060)	
V Fonds au début de l'année	51 393	74 880	
VI Fonds à la fin de l'année	74 880	58 820	

(Flux de trésorerie des activités d'exploitation)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités d'exploitation se sont élevés à 98 452 millions JPY, soit une baisse de 69 237 millions JPY, ou 237 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement due à une baisse de 55 747 millions JPY, ou 9,1 %, des paiements de prêts.

(Flux de trésorerie des activités d'investissement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités d'investissement se sont élevés à 32 144 millions JPY, soit une augmentation de 21 134 millions JPY, ou 192 %, par rapport à l'année précédente. Cette baisse est principalement imputable à une augmentation de 21 781 millions JPY, ou 203,9 %, du produit des ventes, etc., des actions des sociétés liées.

(Flux de trésorerie des activités de financement)

Pour l'exercice ayant pris fin le 31 mars 2013, les flux de trésorerie des activités de financement s'élèvent à 50 248 millions JPY, soit une augmentation de 8 556 millions JPY, ou 20,5 %, par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation est principalement due à une progression de 8 442 millions JPY, ou 20,2 %, du produit des investissements gouvernementaux.

Statistiques sur les résultats des programmes

Interprétation des statistiques

Les tableaux présentent les statistiques liées aux activités de la JICA pour l'exercice 2012.

Les méthodes de calcul et la couverture des données sont comme suit :

- La répartition régionale de la coopération bilatérale couvre six zones géographiques.
 - Asie (Asie centrale et Caucase, hors Moyen-Orient) ;
 - Pacifique ;
 - Amérique du Nord et Amérique latine ;
 - Moyen-Orient et Afrique du Nord (ouest de l'Iran et nord du Sahara, hors Soudan) ;
 - Afrique (hors Moyen-Orient et Afrique du Nord) ;
 - Europe (Turquie incluse)
- La participation aux programmes indique le nombre de participants répartis en cinq catégories :
 - Participants à des formations ;
 - Experts ;
 - Membres de missions d'étude ;
 - Volontaires JOCV ; et
 - Autres volontaires
- La répartition sectorielle de la coopération technique utilise 10 catégories :
 - Planification/administration ;
 - Travaux publics/services ;
 - Agriculture/forêts/pêche ;
 - Mines/industrie ;
 - Énergie ;
 - Commerce/tourisme ;
 - Ressources humaines ;
 - Santé/soins médicaux ;
 - Protection sociale ; et
 - Autres
- Toutes les autres données liées aux opérations de la JICA et à ses performances ainsi que les révisions et les mises à jour concernant les réalisations et les résultats qui n'apparaissent pas dans ce rapport sont publiées en temps voulu et de manière appropriée sur le site internet de la JICA.

Répartition des pays et des régions

Asie	Asie du Sud-Est	Brunei, Cambodge, Indonésie, Laos, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Est, Vietnam
	Asie de l'Est	Chine, Corée du Sud, Hong Kong, Macao, Mongolie
	Asie du Sud	Afghanistan, Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka
	Asie centrale et Caucase	Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan
Pacifique	Pacifique	Australie, Guam, îles Cook, îles Fidji, îles Mariannes du Nord, îles Marshall, îles Salomon, Kiribati, Micronésie, Nauru, Niue, Nouvelle-Calédonie, Nouvelle-Zélande, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa, Tonga, Tuvalu, Vanuatu
Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises (Curaçao), Bahamas, Barbade, Belize, Costa Rica, Cuba, Dominique, Grenade, Guatemala, Guyana, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Montserrat, Nicaragua, Panama, Porto Rico, République dominicaine, Saint-Christophe-et-Niévès, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Salvador, Suriname, Trinité-et-Tobago
	Amérique du Sud	Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela
	Amérique du Nord	Canada, États-Unis d'Amérique
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Moyen-Orient et Maghreb	Algérie, Arabie saoudite, Autorité palestinienne, Bahreïn, Égypte, Émirats arabes unis, Irak, Iran, Israël, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Qatar, Syrie, Tunisie, Yémen, Yémen du Sud
Afrique	Afrique	Afrique du Sud, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Soudan du Sud, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie, Zimbabwe
Europe	Europe	Albanie, Allemagne, Autriche, Belgique, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine (ARYM), Malte, Moldavie, Monaco, Monténégro, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Serbie, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Ukraine, Union soviétique
Autres	Organisations internationales, etc.	
	Monde	Coopération multirégionale

Note : Pour les prêts d'APD ventilés par région antérieurs à l'exercice 2007, l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc et la Tunisie sont inclus dans les chiffres pour l'Afrique du Nord, tandis que la Turquie est incluse dans le Moyen-Orient.

Pour l'assistance technique et les dons antérieurs à l'exercice 2007, l'Afghanistan, le Soudan et la Turquie sont comptabilisés dans le Moyen-Orient.

Les pays sont classés par région puis par ordre géographique.

1 Synthèse des activités de la JICA

Contenu de la coopération	Exercice 2012	Exercice 2011 (référence)
1. Pays/régions en développement bénéficiaires de l'aide	147 pays/régions	150 pays/régions
2. Total de l'APD japonaise (année civile, Europe de l'Est et nations affranchies de l'aide incluses, etc.)	1 484,7 milliards JPY	1 600,8 milliards JPY
3. Dépenses de coopération technique de la JICA (hors coûts administratifs)	167,8 milliards JPY	188,9 milliards JPY
4. Projets de prêts de la JICA (nouveaux engagements de prêts)	1 226,7 milliards JPY	949,4 milliards JPY
5. Projets de dons de la JICA (projets en cours)*	141,6 milliards JPY	107,4 milliards JPY
6. Participants à des formations (nouveaux)	26 081 (personnes)	27 847 (personnes)
7. Experts (nouveaux)	9 325 (personnes)	9 082 (personnes)
8. Membres de missions d'étude (nouveaux)	9 021 (personnes)	8 527 (personnes)
9. JOCV (nouveaux)	948 (personnes)	1 046 (personnes)
10. Autres volontaires (nouveaux)	329 (personnes)	297 (personnes)
11. Projets de coopération technique (en cours)	600 (95 pays/régions)	664 (93 pays/régions)
12. Partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (en cours)	66 (35 pays/régions)	60 (32 pays/régions)
13. Projets de prêts (nouveaux)	56 (19 pays)	64 (22 pays/1 organisation)
14. Projets de dons (projets en cours de la JICA)	192 (60 pays/régions)	164 (63 pays/régions)
15. Projets de coopération technique au niveau local (nouveaux /en cours)	206 (45 pays)	219 (48 pays)
16. Envoi d'équipes du JDR, fourniture de matériel de secours en cas de catastrophe	17 (16 pays/régions)	24 (19 pays/régions)
Taux de conversion du CAD : 1 USD =	79,8 JPY	79,7 JPY

Note : Le nombre de pays et de régions en développement admis à bénéficier de l'aide correspond au nombre de pays où la JICA conduit des projets durant l'exercice 2012, hors pays membres du Comité d'aide au développement (CAD).

* Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

2 Répartition géographique des activités de la JICA

Note : Les montants d'APD (année civile 2012) du Japon sont fournis à titre provisoire en se basant sur les données du ministère japonais des Affaires étrangères. Le total cumulé des personnes comptabilise les "Nouveaux" des exercices précédents et de 2012.

* Y compris les dépenses d'assistance technique gérées dans le cadre du compte finance et investissements.

* Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA (Exercice 2012) (milliards JPY)	Dons de la JICA (Exercice 2012) (milliards JPY)*			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)								JOVCV			Autres volontaires		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*		Autres dépenses			Nouveaux	En cours	Nouveaux

2-1 Asie
Asie du Sud-Est

Pays	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	2012	Total cumulé	Personnes		Dépenses		Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*		Autres dépenses		JOVCV		Autres volontaires		Prêts d'APD de la JICA (Exercice 2012) (milliards JPY)	Dons de la JICA (Exercice 2012) (milliards JPY)*		
						Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours
Brunei	0	0	0	2012	0,000	Personnes																					
				Total cumulé	3,944	Personnes	1 235	114	237																		
Cambodge	83,25	53	43	2012	3,709	Personnes	420	45	301	62	352	24							12	34	18	19					
				Total cumulé	67,368	Personnes	414 679	2 012 057	903 415	60 258	43 232	137 497	137 432									364	175				
Indonésie	18,87	121	-1,030	2012	6,168	Personnes	970	71	628	102	541	15							6	37	3	15					
				Total cumulé	327,506	Personnes	694 750	3 183 162	1 528 692	290 532	285 804	113 571	71 583									642	237				
Laos	42,10	48	-5	2012	3,256	Personnes	532	41	378	50	232	14							15	51	5	21					
				Total cumulé	60,721	Personnes	417 983	1 706 070	687 651	97 676	68 215	180 184	97 790										677	144			
Malaisie	0,36	24	-29	2012	0,865	Personnes	371	15	110	17	28	2							5	16	8	12					
				Total cumulé	112,772	Personnes	262 302	323 646	107 997	22 897	17 097	46 924	84 325										1 278	185			
Myanmar	54,61	37	0	2012	3,799	Personnes	435	37	126	14	657	9															
				Total cumulé	47,023	Personnes	518 266	840 297	2 238 900	70 825	128 755																
Philippines	55,49	80	-560	2012	4,535	Personnes	1 774	9	414	40	571	17						25	60								
				Total cumulé	208,306	Personnes	460 662	1 716 070	1 730 306	103 593	296 043	228 378															
Singapour		1	-60	2012	0,015	Personnes			8	1	3																
				Total cumulé	21,775	Personnes	4 820	1 281	781																		
Thaïlande	13,86	62	-328	2012	3,479	Personnes	468	24	370	26	500	16							17	13	1	12					
				Total cumulé	219,729	Personnes	408 895	1 069 096	1 810 157	66 284	8 757	74 975	40 696														
Timor-Est	7,09	11	0	2012	0,874	Personnes	318		105	14	32								2	4							
				Total cumulé	8,321	Personnes	107 247	538 734	184 636	16 384	5 587	21 781															
Vietnam	20,38	140	1,487	2012	8,515	Personnes	1 144	91	1 287	118	847	32							17	42	8	24					
				Total cumulé	115,859	Personnes	1 001 975	4 117 942	2 386 483	471 601	223 041	156 319	157 765														
						Personnes	20 920	6 992	10 219												353	129					
						Dépenses	16 950 940	33 664 067	37 948 497	11 032 910	11 838 557	3 442 992	981 159														

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)*		
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires	
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours				Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours		
2-1 Asie (suite)																			
Asie de l'Est																			
Chine	9,99	273	-980	2012	2,527	Personnes	1 326	12	420	50	22	1				12	39	1	3
				Dépenses	628 537	1 625 177	100 509	47 766	15 776	99 416	9 464								
Total cumulé	179,739	Personnes	34 445	8 744	13 544														
Dépenses	37 119 551	45 253 061	53 278 191	28 603 214	6 677 209	8 507 930	299 406												
Corée du Sud				2012	0,006	Personnes						5 822							
				Dépenses															
Total cumulé	24,453	Personnes	6 178	1 635	1 074														
Dépenses	9 545 471	3 802 838	1 822 608	9 002 856	279 636														
Hong Kong				2012		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé	1,906	Personnes	653	37	39														
Dépenses	1 157 472	313 236	46 636	386 594	1 725														
Macao				2012		Personnes													
				Dépenses															
Total cumulé	0,001	Personnes	1																
Dépenses		971																	
Mongolie	45,20	26	36	2012	1,703	Personnes	230	6	232	21	259	16			20	41	5	18	
				Dépenses	195 951	695 525	559 975		39 997	146 701	64 391								
Total cumulé	36,581	Personnes	3 595	1 807	3 087									412			132		
Dépenses	5 360 290	7 394 599	13 914 054	2 769 984	1 761 776	4 073 743	1 306 997												
Asie du Sud																			
Afghanistan	804,31	82		2012	6,242	Personnes	424	47	170	21	123	10							
				Dépenses	763 464	4 223 962	562 630	71 021	620 573										
Total cumulé	39,740	Personnes	3 005	1 507	1 794														
Dépenses	3 876 564	14 413 536	9 655 487	1 859 239	9 935 076														
Bangladesh	5,43	46	248	2012	2,839	Personnes	3 894	13	191	26	448	21			47	64	3	3	
				Dépenses	316 287	1 122 946	965 923	97 357	41 218	278 503	17 047								
Total cumulé	64,288	Personnes	11 336	2 343	4 409									1 156			16		
Dépenses	12 020 928	13 997 518	16 844 952	5 517 208	4 855 964	10 924 805	126 509												
Bhoutan	19,53	9	13	2012	0,659	Personnes	86	2	54	13	31	3			18	26	8	14	
				Dépenses	79 264	291 373	108 398	31 650	1 420	99 661	47 419								
Total cumulé	15,556	Personnes	1 580	317	780									383			117		
Dépenses	2 482 228	2 925 556	2 882 671	1 289 917	660 655	4 090 904	1 223 683												
Inde	11,90	42	647	2012	2,480	Personnes	363	11	321	15	289	19			3	14			
				Dépenses	214 118	1 152 058	921 990	98 019	61 322	32 358									
Total cumulé	36,205	Personnes	6 618	1 682	3 223									176					
Dépenses	8 595 842	9 102 706	11 854 767	3 537 123	2 331 524	782 869													
Maldives	3,13	2	0	2012	0,164	Personnes	42	2		1				9	19	1	1		
				Dépenses	62 257	10 277	2 793			84 404	4 717								
Total cumulé	6,606	Personnes	886	78	356									296			11		
Dépenses	1 451 816	161 551	1 366 678	216 670	249 552	3 103 844	55 737												
Népal	29,10	31	-11	2012	1,889	Personnes	171	8	194	29	87	5			25	53	10	27	
				Dépenses	234 643	887 316	449 059	8 397	46 763	168 829	93 884								
Total cumulé	63,668	Personnes	5 174	2 225	3 523									1 083			150		
Dépenses	8 928 420	17 902 080	15 211 289	7 142 786	2 566 823	10 294 571	1 621 723												
Pakistan	83,07	25	147	2012	1,787	Personnes	161	14	70	21	114	6							
				Dépenses	209 566	693 819	767 707	84 129	31 933										
Total cumulé	48,236	Personnes	5 578	1 548	4 011									167			54		
Dépenses	10 334 977	11 547 804	16 177 663	4 065 862	3 787 555	1 750 358	572 017												
Sri Lanka	36,22	27	117	2012	2,386	Personnes	466	12	117	15	228	2			29	36		3	
				Dépenses	200 218	631 280	1 401 724	3 679	12 759	127 845	8 037								
Total cumulé	71,840	Personnes	12 223	2 184	4 732									856			60		
Dépenses	15 272 770	15 554 976	20 201 508	7 175 786	5 254 137	7 912 501	468 698												
Asie centrale et Caucase																			
Arménie	0,12	2	-2	2012	0,131	Personnes	36	3			11	6							
				Dépenses	46 591			82 335		2 211									
Total cumulé	2,923	Personnes	495	61	373														
Dépenses	816 653	234 336	1 633 866	34 992	203 635														
Azerbaïdjan	1,42	1	153	2012	0,090	Personnes	25	1			22								
				Dépenses	20 094			10 779		59 233									
Total cumulé	3,064	Personnes	466	9	343														
Dépenses	651 730	146 606	2 099 948	1 160	165 005														
Géorgie	1,51	1	28	2012	0,044	Personnes	12		4	5									
				Dépenses	13 413	25 472	2 239		3 247										
Total cumulé	1,888	Personnes	371	27	178														
Dépenses	532 817	190 611	916 766	99 554	148 737														
Kazakhstan	0,42	3	-20	2012	0,162	Personnes	81		15	3	1								
				Dépenses	62 561	92 015	5 371	1 241	910										
Total cumulé	12,692	Personnes	1 279	314	1 143														
Dépenses	1 926 571	2 285 887	7 340 908	593 056	545 145														
Kirghizstan	8,02	11	-0	2012	0,799	Personnes	88		18	13	58	8			7	20	4	5	
				Dépenses	106 470	293 916	245 429	34 777	24 237	78 115	16 023								
Total cumulé	12,852	Personnes	1 495	332	838									131			34		
Dépenses	2 400 466	2 212 768	4 535 532	804 786	1 590 718	1 138 702	169 242												
Ouzbékistan	9,47	10	-27	2012	0,730	Personnes	102	10	59	11	40				15	31	5	7	
				Dépenses	99 334	286 192	136 553	72 965	13 720	87 995	33 146								
Total cumulé	14,450	Personnes	1 877	878	1 058									157			56		
Dépenses	2 522 353	3 105 707	4 448 655	1 001 872	1 427 790	1 378 506	564 732												
Tadjikistan	19,49	5		2012	0,472	Personnes	70		18	9	30								
				Dépenses	78 666	187 078	151 863	53 739			316								
Total cumulé	4,887	Personnes	1 754	69	321												3		
Dépenses	2 322 405	642 719	1 144 172	466 116	304 348														
Turkménistan	0,03	0	-3	2012	0,021	Personnes	23												
				Dépenses	21 001			66											
Total cumulé	0,833	Personnes	435		38														
Dépenses	629 068	62	90 854		113 288														

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
				Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours				Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours		
2-2 Pacifique																		
Australie				2012	0,006	Personnes				5 843								
				Total cumulé	0,240	Dépenses	1			44								
Guam				2012		Personnes												
				Total cumulé		Dépenses				1								
Îles Cook	0,24	0		2012	0,017	Personnes	15				1 113							
				Total cumulé	0,812	Dépenses	186		22	43								
Îles Fidji	8,72	11	-2	2012	0,850	Personnes	95	6	48	15	13	3		6	34	4	9	
				Total cumulé	25,564	Dépenses	124 056	474 269	37 853	17 609	12 215	132 312	52 013					0,300
Îles Mariannes du Nord				2012		Personnes												
				Total cumulé	0,002	Dépenses	1											
Îles Marshall	7,96	2		2012	0,146	Personnes	22	1		1	5		6	20	3	5		
				Total cumulé	4,285	Dépenses	33 171	9 556	18 370	7 805	58 227	18 454						1,288
Îles Salomon	10,55	5		2012	0,432	Personnes	46	29	7	11			12	23	4	2		
				Total cumulé	9,771	Dépenses	55 365	194 556	74 296	12 710	78 136	16 778						
Kiribati	16,32	1		2012	0,088	Personnes	19			1			8	5				
				Total cumulé	4,070	Dépenses	30 946	10 802	3 666	5 587	36 514							1,231
Micronésie	4,34	3		2012	0,228	Personnes	18	3	2	3	5		6	20	11	11		
				Total cumulé	7,817	Dépenses	39 737	30 793	14 932	9 038	79 217	54 012						
Nauru	1,81	0		2012	0,002	Personnes	1				636							
				Total cumulé	0,209	Dépenses	138		2	11								
Niue		0		2012	0,005	Personnes	4											
				Total cumulé	0,153	Dépenses	4 651						2 844					
Nouvelle-Calédonie		0		2012		Personnes												
				Total cumulé	0,002	Dépenses				1 582								
Nouvelle-Zélande				2012	0,001	Personnes					1 211							
				Total cumulé	0,274	Dépenses	6	138	6									
Palaos	5,33	2		2012	0,140	Personnes	11		21	3	26	3	3	10	5	6		
				Total cumulé	5,793	Dépenses	16 829	25 985	39 066		26 983	30 767						1,729
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6,76	14	-23	2012	0,907	Personnes	77		32	13	14	2	11	33	3	10		
				Total cumulé	28,306	Dépenses	108 018	419 032	74 725	27 687	30 801	138 473	107 844					0,008
Samoa	1,91	4	10	2012	0,309	Personnes												
				Total cumulé	12,575	Dépenses	3 665	614	1 161		591	80						0,687
Tonga	9,37	4		2012	0,292	Personnes	49	4	13	6	3	2	2	25	1	11		
				Total cumulé	10,089	Dépenses	72 185	73 276	24 192	4 426	910	98 852	35 092					
Tuvalu	2,29	2		2012	0,186	Personnes												
				Total cumulé	2,155	Dépenses	1 016	185	367		471	96						
Vanuatu	5,26	5		2012	0,336	Personnes	35	1	8	4	19		11	21	3	8		
				Total cumulé	6,888	Dépenses	52 686	50 987	66 812		89 510	32 279						
						Personnes	746	139	308		394	64						
						Dépenses	1 515 690	1 448 344	1 174 865	1 005 698	207 842	4 047 185	689 060					
						Personnes	16	14	2	27								
						Dépenses	22 673	71 040	90 322	2 207								
						Personnes	214	70	176									
						Dépenses	385 613	313 237	953 311	75 165	427 587							
						Personnes	34	19	4				13	18	5	6		
						Dépenses	65 181	105 090	8 079	2 187	6 872	92 611	56 149				0,001	
						Personnes	582	87	231			237	52				0,390	
						Dépenses	967 595	1 149 961	1 001 001	325 874	237 501	2 606 395	599 269					

2-3 Amérique du Nord et Amérique latine
Amérique Centrale et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda	0,19	1		2012	0,043	Personnes	8	1		1							
				Total cumulé	0,757	Dépenses	13 194	29 484									
Antilles néerlandaises (Curaçao)				2012		Personnes											
				Total cumulé	0,006	Dépenses	1	1									
						Personnes											
						Dépenses	3 004	2 091			1 329						

Dossier spécial

Objectifs et aperçu des programmes

Initiatives concrètes

Modalités de la coopération

Opérations, gestion et évaluation

Données chiffrées et informations

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)											Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA				
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV				Autres volontaires		Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)*
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours		
2-3 Amérique du Nord et Amérique latine (suite)																				
Bahamas				2012	Personnes															
				Dépenses																
Barbade		2		2012	Personnes	2	1	4												
				Dépenses	4 324	6 058	1 332													
Belize	0,12	1		2012	Personnes	13		1						9	9		3			
				Dépenses	19 296	11 003										50 920	12 409			
Costa Rica	1,60	5	-15	2012	Personnes	74	25	4	21					4	11	4	17			
				Dépenses	66 783	80 504	39 356					1 683				43 225	65 876			
Cuba	0,86	4		2012	Personnes	21	4	27	3	4										
				Dépenses	47 132	184 866	19 636	34 625												
Dominique		1		2012	Personnes	10		1						2	5					
				Dépenses	13 625	15 895										31 728				
Grenade		0		2012	Personnes	5														
				Dépenses	5 737															
Guatemala	8,77	9	1	2012	Personnes	107	1	30	14	10				13	27		5			
				Dépenses	94 334	246 018	61 259	9 308	10 387	104 344	11 578									
Guyana	7,25	2		2012	Personnes	6	1	3	2									5		
				Dépenses	11 374	30 845	8 009	8 242											7 546	
Haïti	12,94	3		2012	Personnes	56	1	9	2	10	2									
				Dépenses	35 798	89 558	26 520	3 241	1 702											
Honduras	10,99	11		2012	Personnes	80		36	10	22				18	48	4	14			
				Dépenses	79 421	240 590	157 735	31 502	23 594	248 266	66 938									
Jamaïque	0,29	2	-25	2012	Personnes	19		1						2	13	4	6			
				Dépenses	31 583	11 644	337					33 395	42 296							
Mexique	0,40	12	-64	2012	Personnes	117	37	81	8	10				3	1	9	16			
				Dépenses	287 444	352 280	74 848	27 517	6 546	15 987	110 694									
Montserrat				2012	Personnes	6 433		2 201		2 582					234		171			
				Dépenses	20 527 412	21 122 464	12 172 261	10 128 729	2 454 673	2 796 038	2 372 359									
Nicaragua	28,33	12		2012	Personnes	91	1	20	16	39				16	29	2	5			
				Dépenses	131 765	395 323	222 520	83 631	1 946	126 399	19 130									
Panama	0,52	5	8	2012	Personnes	36		40	3	1				6	28	1	9			
				Dépenses	52 587	135 904	11 864	24 495				103 056	31 898							
Porto Rico				2012	Personnes	1		1												
				Dépenses	982	934						115								
République dominicaine	1,12	8	-19	2012	Personnes	44	4	19	7	19				25	15	18	24			
				Dépenses	73 849	226 547	21 763	59 133	17 715	85 740	126 177									
Saint-Christophe-et-Niévès		0		2012	Personnes	4				2										
				Dépenses	6 571		11 951													
Saint-Vincent et les Grenadines		1		2012	Personnes	57		2		44										
				Dépenses	131 514	6 262	154 214	18 710	66 923											
Sainte-Lucie	0,03	1		2012	Personnes	8		1	1					1	9					
				Dépenses	14 590	15 282	3 460					22 590								
Salvador	2,94	14	-23	2012	Personnes	129		13		78										
				Dépenses	353 283	392 373	308 883	71 754	6 472	499 457										
Sainte-Lucie				2012	Personnes	12		1	2	3				6	12	2				
				Dépenses	20 255	19 761	1 621	35 119	44 147	3 804										
Salvador				2012	Personnes	161		17		98										
				Dépenses	383 298	447 073	309 268	58 409	97 324	1 275 352	144 914									
Salvador				2012	Personnes	119	5	56	10	48				16	20	7	4			
				Dépenses	135 289	306 700	138 340	73 517	11 008	75 309	39 079									
Salvador				2012	Personnes	1 703		592		1 112					470		21			
				Dépenses	2 719 020	4 887 246	5 481 362	1 669 464	1 688 492	4 614 830	153 275									

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV			Autres volontaires		
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux			En cours	Nouveaux	En cours
2-3 Amérique du Nord et Amérique latine (suite)																		
Suriname			0	2012	Personnes	2												
				Dépenses	3 458													
Trinité-et-Tobago	0,10		0	2012	Personnes	1	1											
				Dépenses	2 114				2 683									
				Total cumulé	Personnes	160	70			142								
				Total cumulé	Dépenses	382 805	1 829 002		636 542	413 255	12 937							

Amérique du Sud

Argentine	0,90	10	-1	2012	Personnes	64	4	23	1	1						13	17
				Dépenses	123 615		88 021		13 360	17 360	3 517					104 404	
Bolivie	2,66	18	-0	2012	Personnes	72	6	61	16	46	4			7	27	10	10
				Dépenses	92 788		603 962		229 433	13 804	37 100			94 962		50 522	
Brésil	2,93	32	-292	2012	Personnes	223	9	111	7	98						33	59
				Dépenses	324 092		704 446		259 005	80 709	61 189					304 525	
Chili	1,81	5	-1	2012	Personnes	64		38	2	4	5					8	3
				Dépenses	78 414		110 888		44 820	9 896			25 594			42 370	
Colombie	2,53	8		2012	Personnes	157	18	11	6	39				4	15	11	20
				Dépenses	184 928		100 623		125 387			4 246		72 573		115 125	
Équateur	10,81	6	-26	2012	Personnes	75	2	14	7	16				18	25	11	13
				Dépenses	70 973		196 910		49 273	15 824	8 927			137 464		75 009	
Paraguay	8,81	16	-45	2012	Personnes	162	7	55	13	10	1			12	48	10	33
				Dépenses	153 616		316 733		121 355	36 941	23 760			143 443		140 878	
Pérou	18,67	18	-44	2012	Personnes	118	7	83	10	27	6			17	10	9	5
				Dépenses	165 212		710 924		133 531	9 933	31 558			49 092		31 156	
Uruguay	0,56	2	-2	2012	Personnes	36		1	1							6	8
				Dépenses	35 313		24 187		3 062							54 529	
Venezuela	0,28	2		2012	Personnes	37	1		1					3			122
				Dépenses	48 937		14 533									53 443	
				Total cumulé	Personnes	1 479	262			578					93		
				Total cumulé	Dépenses	2 671 584	2 622 528		3 361 868	764 240	115 444		861 817				

Amérique du Nord

Canada				2012	Personnes	4											
				Dépenses	2 034				3 537			979					
États-Unis				2012	Personnes			2	5								
				Dépenses	118 855		205 908		22 866	22 128	139 452						
				Total cumulé	Personnes	11	65		166								
				Total cumulé	Dépenses	1 295	309 591		281 695	136 945	432 684						

2-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord

Algérie	0,12	3	-1	2012	Personnes	24	3	18	1								
				Dépenses	39 245		134 797		2 352	2 342							
Arabie saoudite		1		2012	Personnes	699		363		396							
				Dépenses	1 878 210		1 532 154		1 673 964	1 617 020	296 925						
Autorité palestinienne	52,57	10		2012	Personnes	20		1									
				Dépenses	18 787		30 345		1 732								
Bahreïn		0		2012	Personnes	2 072		814		1 118							
				Dépenses	4 158 902		9 288 908		4 122 131	3 039 539	315 701						
Égypte	13,58	57	-93	2012	Personnes	401	2	44	10	22	1						
				Dépenses	167 253		440 828		178 069	9 940	12 326						
Émirats arabes unis		0		2012	Personnes	4 373		273		489							
				Dépenses	2 880 724		1 595 364		2 530 908	540 546	2 274 968						
Irak	2,90	20	338	2012	Personnes	197		145		246							
				Dépenses	299 480		1 889 424		1 268 315	210 747	67 800						
Total cumulé				2012	Personnes	462	16	20	7	84							
				Dépenses	316 040		276 461		368 036		437 013						
				Total cumulé	Personnes	6 414	133			496							
				Total cumulé	Dépenses	5 956 327	1 157 633		2 748 775	1 080 749	1 570 075						

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA						
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)*				
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires			
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours					
2-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord (suite)																					
Iran	8,09	10	-3	2012	Personnes	87	1	58	7	28											
				Dépenses	69 968	275 857	195 783														
				Total cumulé	24,318	3 079	939	1 708													
Israël		0		2012	Personnes																
				Dépenses	16 423	5 950	22 347														
				Total cumulé	0,045	27	2	33													
Jordanie	13,19	10	7	2012	Personnes	321		25	14	37					17	41	4	11			
				Dépenses	108 006	262 875	133 115	45 643	20 884	138 405	52 744										
				Total cumulé	31,345	2 284	733	1 579	480	192											
Koweït		0		2012	Personnes																
				Dépenses	378 882	489 426	15 475	43 565	7 997												
				Total cumulé	0,935	205	35	1													
Liban	3,74	0	12	2012	Personnes	6															
				Dépenses	5 824		16	155													
				Total cumulé	1,341	206	16	155													
Libye		0		2012	Personnes	23															
				Dépenses	23 259		10	20													
				Total cumulé	0,156	93	10	20													
Maroc	9,07	11	56	2012	Personnes	54		15	14	16				11	53	6	18				
				Dépenses	76 299	229 746	136 153	246	13 454	144 317	103 025										
				Total cumulé	34,040	1 374	450	1 828	923	108											
Oman		1		2012	Personnes	23		9	2	45											
				Dépenses	18 967	64 641	121 297														
				Total cumulé	14,279	597	172	1 310													
Qatar		0		2012	Personnes						5 890			18 314							
				Dépenses						33											
				Total cumulé	1,101	116	37	33													
Syrie	2,77	3		2012	Personnes	11	2	3													
				Dépenses	15 415	22 019	4 486				238										
				Total cumulé	29,390	2 387	664	1 409				568									
Tunisie	0,14	10	-64	2012	Personnes	48	7	67	13	42	2			12	8	4	7				
				Dépenses	67 832	365 055	188 498	83 270	15 581	47 425	35 288										
				Total cumulé	23,687	1 239	489	1 193	350	151											
Yémen	33,59	0	-2	2012	Personnes	172															
				Dépenses	64 529	454															
				Total cumulé	10,011	1 213	307	600													
Yémen du Sud				2012	Personnes																
				Dépenses																	
				Total cumulé	0,705	29	12	56													
2-5 Afrique																					
Afrique du Sud	1,18	13	-1	2012	Personnes	33		51	11	89	2			2	16		1				
				Dépenses	43 256	261 624	273 926	38 552	98 862	52 568	3 956										
				Total cumulé	10,415	1 306	408	724													
Angola	7,30	6		2012	Personnes	88		32	6	1	3										
				Dépenses	123 789	240 024	19 190	3 471													
				Total cumulé	4,789	1 611	52	483													
Bénin	13,50	6		2012	Personnes	82	5	20	4	1				13	51						
				Dépenses	74 870	168 119	19 721				150 829										
				Total cumulé	6,408	1 002	80	300				177									
Botswana	0,32	6	-6	2012	Personnes	49	2	21	6	2	2			8	21	2	4				
				Dépenses	89 385	137 374	18 496	15 754			78 863	29 763									
				Total cumulé	6,024	671	47	131				259	30								
Burkina Faso	40,61	16		2012	Personnes	87	2	61	19	22	6			10	18						
				Dépenses	88 169	659 815	114 311	46 614	23 868	65 574											
				Total cumulé	12,745	837	273	590				343									
Burundi	17,11	9		2012	Personnes	73	2	6	3	46	6										
				Dépenses	59 166	124 412	372 631	5 400	2 478												
				Total cumulé	3,486	469	110	310				12									
Cameroun	1,00	9	6	2012	Personnes	82	5	52	10	2			10	20			1				
				Dépenses	95 427	352 292	13 997	36 526	953	75 416	7 833										
				Total cumulé	6,193	811	129	373				69	4								
Cap-Vert	3,94	0	8	2012	Personnes	31		3		2											
				Dépenses	13 913	17 649	16 725														
				Total cumulé	2,278	287	12	266													
Comores	4,94	2		2012	Personnes	27	3	10	1	1											
				Dépenses	27 170	138 046	12 951														
				Total cumulé	1,082	139	36	41													

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA					
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Participants à des formations		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV			Autres volontaires		Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)*	
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux			En cours	Nouveaux			En cours
2-5 Afrique (suite)																				
Nigeria	34,04	13		2012	1,048	Personnes 606	7	55	12	54	4								1,239	
				Dépenses		187 975		351 162		312 940		179 858		16 327						
				Total cumulé	15,318	Personnes		4 020		405		842								
Ouganda	38,10	26	3	2012	1,503	Personnes 172	10	74	32	73	5			34	81	1	3	1,307		
				Dépenses		198 301		683 664		254 980		68 569		32 342		256 916			8 412	
				Total cumulé	22,887	Personnes		2 645		416		1 121				527			14	
République centrafricaine	13,45	0		2012	0,007	Personnes 5	1													
				Dépenses		6 508														
				Total cumulé	2,796	Personnes		249		9		223								
République démocratique du Congo	81,88	12		2012	0,831	Personnes 1 078		39	6	20								4,639		
				Dépenses		324 313		305 565		118 170		82 470		771						
				Total cumulé	11,918	Personnes		23 524		244		593								
Rwanda	15,75	16		2012	1,109	Personnes 100	22	66	11	22	6			20	45		1	1,095		
				Dépenses		197 028		584 766		130 078		14 066		20 499		158 648			4 322	
				Total cumulé	9,234	Personnes		878		349		387				177			4	
Sao Tomé-et-Principe	3,48	0		2012	0,011	Personnes 16														
				Dépenses		11 330														
				Total cumulé	0,731	Personnes		187		6		48								
Sénégal	43,76	36		2012	2,257	Personnes 204	9	93	22	83				28	79	3		1,844		
				Dépenses		156 149		1 014 656		523 384		201 425		53 407		303 991			3 922	
				Total cumulé	39,478	Personnes		3 750		661		1 793				913			9	
Seychelles		2		2012	0,059	Personnes 12				6	4									
				Dépenses		14 531				44 940										
				Total cumulé	1,641	Personnes		326		14		100								
Sierra Leone	12,20	8		2012	0,636	Personnes 41	6	55	13	5										
				Dépenses		73 952		508 164		28 004		20 557		5 158						
				Total cumulé	4,937	Personnes		406		263		167								
Somalie	55,49	0		2012		Personnes														
				Dépenses																
				Total cumulé	0,871	Personnes		95		21		45								
Soudan	65,96	33	-5	2012	2,237	Personnes 324	6	188	18	14	1			8	1			0,474		
				Dépenses		167 075		1 469 350		109 687		461 353		11 792		17 250				
				Total cumulé	16,668	Personnes		2 170		705		807				26				
Soudan du Sud	48,09	27		2012	1,713	Personnes 88		120	14	100	12							0,398		
				Dépenses		68 395		920 089		687 741		31 564		5 303						
				Total cumulé	3,672	Personnes		164		239		165								
Swaziland	0,07	1	-3	2012	0,083	Personnes 63		1	1								1			
				Dépenses		65 468		14 566											3 305	
				Total cumulé	4,152	Personnes		842		55		239							1	
Tanzanie	88,44	39	19	2012	2,598	Personnes 536	13	199	47	93	16			47	70	2		1,688		
				Dépenses		258 677		1 479 906		391 851		143 604		26 329		295 008			2 541	
				Total cumulé	76,090	Personnes		12 869		1 453		3 102				1 440			2	
Tchad	19,82	0		2012	0,021	Personnes 15	4													
				Dépenses		20 605														
				Total cumulé	0,850	Personnes		215		5		43								
Togo	10,45	5		2012	0,373	Personnes 52				49										
				Dépenses		52 126				320 589										
				Total cumulé	1,808	Personnes		398		7		162								
Zambie	22,58	25	1	2012	1,618	Personnes 172	6	92	31	21				30	62	1	7	0,413		
				Dépenses		192 741		966 983		107 093		31 022		45 600		246 841			28 219	
				Total cumulé	54,842	Personnes		3 045		939		1 853				1 286			56	
Zimbabwe	17,05	4		2012	0,413	Personnes 98		2	2	29				8	10					
				Dépenses		146 856		37 523		148 684		13 831		12 530		53 382				
				Total cumulé	17,083	Personnes		1 430		83		788				499				
2-6 Europe																				
Albanie	0,15	2	-3	2012	0,178	Personnes 17	4	3		1	2							0,130		
				Dépenses		35 508		55 100		84 866				2 894						
				Total cumulé	2,384	Personnes		359		11		227								
Allemagne				2012	0,008	Personnes					7	560								
				Dépenses						28										
				Total cumulé	0,083	Personnes		1		2		39 713		18 909						
Autriche				2012	0,002	Personnes					1	855								
				Dépenses						4										
				Total cumulé	0,521	Personnes				12		4		30 756		6 347				
Belgique				2012	0,026	Personnes		1												
				Dépenses						21 308		4 725		19						
				Total cumulé	0,053	Personnes				9		7								

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA					
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV			Autres volontaires		Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)**	
					Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours			Nouveaux			En cours	Nouveaux			En cours
2-6 Europe (suite)																				
Biélorussie	0,24	0		2012	Personnes															
				Dépenses																
Bosnie-Herzégovine	1,26	2	-0	2012	Personnes	11	8	1	4											
				Dépenses	14 086	87 564	8 078	15 132	4 097											
Bulgarie	0,50	1	-19	2012	Personnes															
				Dépenses	4 782		3 680													
Chypre		0		2012	Personnes															
				Dépenses	30															
Croatie	0,25	1		2012	Personnes	7	23	1	1											
				Dépenses	6 005	74 424	4 815	3 689												
Danemark				2012	Personnes															
				Dépenses	145	102	73													
Espagne				2012	Personnes															
				Dépenses	325 174	290 264	410 692	17 185	23 898											
Estonie		0		2012	Personnes															
				Dépenses	75															
Finlande				2012	Personnes															
				Dépenses	128 557															
France				2012	Personnes															
				Dépenses	1	1 631	32 092	13 990												
Grèce				2012	Personnes															
				Dépenses	27	8	41													
Hongrie		1		2012	Personnes															
				Dépenses	800	103	375													
Irlande				2012	Personnes															
				Dépenses																
Islande				2012	Personnes															
				Dépenses																
Italie				2012	Personnes															
				Dépenses																
Kosovo	5,75	2		2012	Personnes	50	15	4	2											
				Dépenses	59 704	103 594	12 154	2 698												
Lettonie		0		2012	Personnes															
				Dépenses	76	6	50													
Lituanie		0		2012	Personnes															
				Dépenses	137 998	21 952	270 103	1 299												
Luxembourg				2012	Personnes															
				Dépenses																
Macédoine (ARYM)	0,28	3	-1	2012	Personnes	23	1	2	2	12	1									
				Dépenses	47 552	83 098	73 907	32 117	5 942											
Malte		0		2012	Personnes															
				Dépenses	417	48	350													
Moldavie	2,08	2		2012	Personnes	18			28											
				Dépenses	18 669		321 163	11 086												
				2012	Personnes															
				Dépenses	297	10	176													
				2012	Personnes															
				Dépenses	518 811	113 793	1 073 360	236 058	73 998											

 Dossier special
 Objectifs et aperçu
 des programmes
 Initiatives concrètes
 Modalités
 de la coopération
 Opérations, gestion
 et évaluation
 Données chiffrées
 et informations

Pays	APD du Japon (2012)			Coopération technique de la JICA (exercice 2012)										Prêts d'APD de la JICA	Dons de la JICA			
	Dons (millions USD)	Coopération technique (millions USD)	Prêts (millions USD)	Dépenses de coopération technique (milliards JPY)*	Type (milliers JPY)											Versements (Exercice 2012) (milliards JPY)	(Exercice 2012) (milliards JPY)*	
					Participants à des formations*		Experts*		Membres de missions d'étude*		Fourniture d'équipements*	Autres dépenses	JOCV					Autres volontaires
						Nouveaux	En cours	Nouveaux	En cours	Nouveaux			En cours			Nouveaux	En cours	
2-6 Europe (suite)																		
Monaco				2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,002									2								
Monténégro	0,92	0		2012	Personnes	8												
				Dépenses		18 998												
Total cumulé	0,722				Personnes	51	3		33									
				Dépenses	105 652	11 148		523 208	30 175	52 054								
Norvège				2012	Personnes													
				Dépenses						893								
Total cumulé	0,009				Personnes				5									
				Dépenses		54		5 829		3 105								
Pays-Bas				2012	Personnes													
				Dépenses						561								
Total cumulé	0,012				Personnes	7			10									
				Dépenses				6 541		5 226								
Pologne		1	-14	2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	8,972				Personnes	830	287		593					106		1		
				Dépenses	1 672 727	1 909 527		2 953 027	952 167	41 638	1 427 106			15 346				
Portugal				2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,208				Personnes				2 664									
				Dépenses					41									
République tchèque		0		2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,579				Personnes	185	11		1									
				Dépenses	354 012	149 349		4 392	65 691	5 283								
Roumanie	0,01	1	12	2012	Personnes													
				Dépenses		5 557		7 804		2 458								
Total cumulé	10,062				Personnes	988	178		617					118			3,259	
				Dépenses	2 171 856	1 635 042		3 471 708	1 055 305	267 892	1 460 286							
Royaume-Uni				2012	Personnes													
				Dépenses					13 179		2 773							
Total cumulé	0,344				Personnes	2	5		67									
				Dépenses		157 483		49 917	4 383	132 592								
Russie				2012	Personnes													
				Dépenses					42									
Total cumulé	0,127				Personnes	2	4		8									
				Dépenses		23		802	1 604	124 223								
Serbie	0,81	5	1	2012	Personnes	30	2	33	5	38					2	2		
				Dépenses		45 072		132 021		64 921	3 815	19 083				21 293		
Total cumulé	3,545				Personnes	551	196		290					8			0,132	
				Dépenses	1 126 111	952 872		812 872	414 380	191 590				46 807				
Slovaquie		0	-7	2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	1,487				Personnes	349	23		110									
				Dépenses	629 676	101 547		720 011	35 681									
Slovénie		0		2012	Personnes													
				Dépenses						600								
Total cumulé	0,475				Personnes	92	7		40									
				Dépenses	157 844	158 342		150 060	8 533									
Suède				2012	Personnes													
				Dépenses						948								
Total cumulé	0,023				Personnes		2		7									
				Dépenses		7 150		10 349		5 032								
Suisse				2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,036				Personnes		1											
				Dépenses		23 799		11 872										
Tchécoslovaquie				2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,596				Personnes	139	3		33									
				Dépenses	438 033	8 169		149 334	684									
Turquie	1,42	7	24	2012	Personnes	78	2	60	3	44							7	
				Dépenses		74 992		174 312		160 554	6 503	10 984					26 955	
Total cumulé	43,089				Personnes	4 859	1 337		2 156					2		48	21,963	
				Dépenses	9 034 846	12 772 117		12 507 645	6 824 447	1 297 847	80 664			571 927				
Ukraine	16,68	2	5	2012	Personnes	25		3										
				Dépenses		22 420				6 331		3 314						
Total cumulé	1,424				Personnes	525	29		131								0,341	
				Dépenses	597 166	252 849		313 844	46 027	214 279								
Union soviétique				2012	Personnes													
				Dépenses														
Total cumulé	0,133				Personnes		34											
				Dépenses				38 074		94 730								

3 Répartition régionale de la coopération technique

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux publics/services				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/Tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres	
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communication/diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Science/Culture				
3-1 Asie																							
Participants à des formations	Nouveaux	14 034	268	3 396	364	737	4 071	48	856	369	758	108	32	91	240	505	145	842	15	585	238	366	
	En cours	474	15	48	10	21	25	4	37	8	4	4	2	11	11			265	1	8			
	Total	14 508	283	3 444	374	758	4 096	52	893	377	762	112	34	102	251	505	145	1 107	16	593	238	366	
Experts	Nouveaux	5 612	252	1 104	388	739	347	17	457	25	358	45		43	309	218	33	348	120	566	149	94	
	En cours	697	56	114	14	58	35	2	85	4	45	6	1	6	14	26	1	65	1	71	28	65	
	Total	6 309	308	1 218	402	797	382	19	542	29	403	51	1	49	323	244	34	413	121	637	177	159	
Membres de missions d'étude	Nouveaux	5 608	364	349	551	1 420	624	47	324	17	11	9	65	123	631	134	2	435	3	198	29	272	
	En cours	236	13	8	21	83	26		16		2		3	25	4		16					19	
	Total	5 844	377	357	572	1 503	650	47	340	17	13	9	65	126	656	138	2	451	3	198	29	291	
Volontaires JOCV	Nouveaux	284	5	20	2		6	2	50	3	1	1		5			5	101	12	54	14	3	
	En cours	600	2	48	2		7		87	3	2			19			1	3	219	19	144	32	12
	Total	884	7	68	4		13	2	137	6	3	1		24			1	8	320	31	198	46	15
Autres volontaires	Nouveaux	81		9	1		8	5	3				2	1	13	2	9	2	13	1	2	9	1
	En cours	185		17	10	2	11	7	11	3				20	6	18	11	38	13	6	7	4	
	Total	266		26	11	2	19	12	14	3			3	1	33	8	27	13	51	14	8	16	5

3-2 Pacifique

Participants à des formations	Nouveaux	442	9	106	38	35	17	6	29	4	7	13	1	2	25	1	3	90		50	5	1
	En cours	15	1	2		1	1		3			1						5		1		
	Total	457	10	108	38	36	18	6	32	4	7	14	1	2	25	1	3	95		51	5	1
Experts	Nouveaux	201	6	35	42	4		21	4		1	27			6	1		24		24		6
	En cours	59	8	5	2		1	2	2		3	4			2					9		21
	Total	260	14	40	44	4	1	23	6		4	31			8	1		24		33		27
Membres de missions d'étude	Nouveaux	143	1	2	31	34	22	1					5		24			11		6		6
	En cours	12											1		3			3		3		2
	Total	155	1	2	31	34	22	1					6		27			14		9		8
Volontaires JOCV	Nouveaux	78		10			1		8		1	1		2				31	3	17	1	3
	En cours	209		17			2		22	2	2	2		7			4	101	4	40	6	
	Total	287		27			3		30	2	3	3		9			4	132	7	57	7	3
Autres volontaires	Nouveaux	39		5	2	2	2	1	2				3		2		1	1	5	2	10	1
	En cours	68		9	6		4	5	5				6		8		1	2	14	3	5	
	Total	107		14	8	2	6	6	7				9		10		2	3	19	5	15	1

3-3 Amérique du Nord et Amérique latine

Participants à des formations	Nouveaux	1 847	67	352	118	56	115	89	193	22	31	50	2	27	53	116	41	183	51	168	90	23
	En cours	109		3	13	7	4		2	1	1	8		1	4			15	38	11		1
	Total	1 956	67	355	131	63	119	89	195	23	32	58	2	28	57	116	41	198	89	179	90	24
Experts	Nouveaux	747	32	99	73	40	86	4	91	8	21	32		42	19	25	21	21	3	55	52	23
	En cours	161	22	11	9	2	10	3	22		1	5	1		1	3		5	1	14	4	47
	Total	908	54	110	82	42	96	7	113	8	22	37	1	42	20	28	21	26	4	69	56	70
Membres de missions d'étude	Nouveaux	458	1	43	14	118	17	12	70		6	20		7	66	17	21	10		26	3	7
	En cours	18	1		2	2	5		4													4
	Total	476	2	43	16	120	22	12	74		6	20		7	66	17	21	10		26	3	11
Volontaires JOCV	Nouveaux	185	1	29			1		22	6				4			3	64	9	37	6	3
	En cours	374	1	47	2		2		57	3	2			8			3	108	36	81	17	7
	Total	559	2	76	2		3		79	9	2			12			6	172	45	118	23	10
Autres volontaires	Nouveaux	157		12	4	2	5	3	11	1	1	1		13	1	15	1	48	7	10	16	6
	En cours	283		23	8	2	10	6	21	3	2	4	1	20	1	30	3	91	11	17	19	11
	Total	440		35	12	4	15	9	32	4	3	5	1	33	2	45	4	139	18	27	35	17

Type de coopération	Nouveaux/en cours	Nombre total de personnes	Planification/administration		Travaux publics/services				Agriculture/forêts/pêche				Mines/industrie		Énergie	Commerce/Tourisme		Ressources humaines		Santé/soins médicaux	Protection sociale	Autres
			Planification du développement	Administration	Services publics	Transport/trafic	Infrastructure sociale	Communications/diffusion	Agriculture	Industrie animale	Forêts	Pêche	Mines	Industrie		Commerce/échanges	Tourisme	Ressources humaines	Science/Culture			
3-4 Moyen-Orient et Afrique du Nord																						
Participants à des formations	Nouveaux	1 806	35	333	75	37	71	24	516	4	12	17		9	329	29	28	155	17	58	49	8
	En cours	42		9					3	1				7	5			4	9	1		
	Total	1 848	35	342	75	37	74	24	519	5	12	17		16	334	29	28	159	26	59	49	8
Experts	Nouveaux	468	8	25	74	44			119		10	15		17	14	10	22	61	14	19	4	12
	En cours	108	9	4	6	8	1		22		2	2		3		1	3	14	5	5	3	20
	Total	576	17	29	80	52	1		141		12	17		20	14	11	25	75	19	24	7	32
Membres de missions d'étude	Nouveaux	594	9	15	16	232	31		37		1	15		2	92	29	19	35	2	2	3	54
	En cours	19		1		4			9								2	3				
	Total	613	9	16	16	236	31		46		1	15		2	92	29	21	38	2	2	3	54
Volontaires JOCV	Nouveaux	50		6	1				5									20	8	5	5	
	En cours	129		6	1				12					5				35	19	21	29	1
	Total	179		12	2				17					5				55	27	26	34	1
Autres volontaires	Nouveaux	14		2	1									2				2	1	1	1	
	En cours	37		2				1	3	1				3				14	6	2	2	
	Total	51		4	1			1	3	1				5				16	7	3	3	

3-5 Afrique																						
Participants à des formations	Nouveaux	7 685	208	2 934	109	170	610	41	609	29	106	110	25	15	125	154	78	1 592		724	31	15
	En cours	181	1	33			5	7	42	6		10			3	4		40		30		
	Total	7 866	209	2 967	109	170	615	48	651	35	106	120	25	15	128	158	78	1 632		754	31	15
Experts	Nouveaux	2 149	23	202	112	139	163	14	462	8	34	42		54	157	41	49	250		346	10	43
	En cours	513	25	42	8	14	25		121	3	9	8		7	12	12	5	67		72	3	80
	Total	2 662	48	244	120	153	188	14	583	11	43	50		61	169	53	54	317		418	13	123
Membres de missions d'étude	Nouveaux	1 731	298	54	68	266	376		179	24	40	42	14	25	153	38	1	48		91	4	10
	En cours	141	17		1	43	36		17	5	2	5	3	1	5	4		2				
	Total	1 872	315	54	69	309	412		196	29	42	47	17	26	158	42	1	50		91	4	10
Volontaires JOCV	Nouveaux	351		20	3		5	1	85	4	1	2		8		3	4	139	14	51	9	2
	En cours	881	2	74	5		16	4	195	16	4	6		34		4	3	317	33	125	36	7
	Total	1 232	2	94	8		21	5	280	20	5	8		42		7	7	456	47	176	45	9
Autres volontaires	Nouveaux	24		6	5				1					2		1		8		1		
	En cours	34		4	2		1	4	3				1	6		3		7	1		1	1
	Total	58		10	7		1	4	4				1	8		4		15	1	1	1	1

3-6 Europe																						
Participants à des formations	Nouveaux	267	14	81	17	19	20	5	9		1		11	1	15	24	13	24		9	3	1
	En cours	9				1	1		3					3				1				
	Total	276	14	81	17	20	21	5	12		1		11	4	15	24	13	25		9	3	1
Experts	Nouveaux	148	3	29	15	26	24		3		2	1	6		2		5	23			8	1
	En cours	17	3		3	2	1		1		2				1							4
	Total	165	6	29	18	28	25		4		4	1	6		3		5	23			8	5
Membres de missions d'étude	Nouveaux	134		8	43	2	15				1				42	4		2		11		6
	En cours	4		2	1																	1
	Total	138		8	44	2	15								42	4		2		11		7
Autres volontaires	Nouveaux	2												1			1					
	En cours	9							1					1				3	3		1	
	Total	11							1					2			1	3	3		1	

3-7 Monde																						
Membres de missions d'étude	Nouveaux	353			19	13	3		14							14		20	2	3	17	248
	En cours	25														4		3				18
	Total	378			19	13	3		14							18		23	2	3	17	266

3-8 Organisations internationales																						
Autres volontaires	Nouveaux	12	1	5														3				3
	En cours	10																		1		9
	Total	22	1	5														3		1		12

4 Répartition sectorielle des projets de coopération technique

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Type de coopération	Nouveaux			En cours			Total		
		Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux	Nombre	Montant	Taux
Planification/ administration	Planification du développement	1	0,03	0,1	12	34,83	9,5	13	34,86	8,9
	Administration	16	3,49	15,0	87	41,36	11,3	103	44,85	11,5
Travaux publics/ services	Services publics	8	2,82	12,1	20	13,77	3,8	28	16,59	4,3
	Transport/trafic	8	1,70	7,3	37	17,99	4,9	45	19,69	5,1
	Infrastructure sociale	6	2,86	12,3	29	27,89	7,6	35	30,75	7,9
	Communications/diffusion	1	0,12	0,5	4	1,99	0,5	5	2,11	0,5
Agriculture/ forêts/pêche	Agriculture	12	3,65	15,7	74	55,52	15,2	86	59,17	15,2
	Industrie animale				6	1,77	0,5	6	1,77	0,5
	Forêts	4	1,41	6,1	27	17,89	4,9	31	19,30	5,0
	Pêche	1	0,52	2,2	15	10,56	2,9	16	11,08	2,8
Mines/ industrie	Mines	1	0,04	0,2				1	0,04	0,0
	Industrie	2	1,67	7,2	7	4,93	1,3	9	6,60	1,7
Énergie					9	6,04	1,6	9	6,04	1,5
Commerce/ tourisme	Commerce/échanges	7	1,07	4,6	18	9,84	2,7	25	10,91	2,8
	Tourisme	2	0,07	0,3	4	2,56	0,7	6	2,63	0,7
Ressources humaines		11	1,91	8,2	62	61,12	16,7	73	63,03	16,2
Santé/soins médicaux		9	1,07	4,6	79	53,15	14,5	88	54,22	13,9
Protection sociale		4	0,43	1,9	15	5,16	1,4	19	5,59	1,4
Autres		2	0,35	1,5				2	0,35	0,1
Total		95	23,22	100,0	505	366,39	100,0	600	389,60	100,0

Note : « Nouveaux » s'applique aux projets dont les procès-verbaux des discussions (PVD) ont été signés durant l'exercice 2012 et « En cours » aux projets dont les PVD ont été signés durant ou avant l'exercice 2011 et dont le décaissement a été réalisé durant l'exercice 2012.

Projets de coopération technique uniquement (hors partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) et coopération technique pour la planification du développement).

Montant : Montants décaissés durant l'exercice 2012 (budget de l'exercice en cours et montants reportés).

Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

5 Répartition sectorielle des projets de dons

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur		Exercice 2012		
		Nombre	Total *	%
Planification/ administration	Administration générale	3	29,18	2,1
	Sous-total	3	29,18	
Travaux publics/ services	Travaux et services publics généraux	2	13,37	
	Approvisionnement en eau	14	92,14	
	Réseau d'égouts	1	6,83	
	Assainissement urbain	2	21,46	
	Transports généraux	11	84,77	
	Routes	25	237,41	
	Transports terrestres	2	21,90	
	Trafic maritime et navires	1	12,88	
	Ports	4	39,72	
	Aviation et aéroports	5	45,26	
	Transports urbains	3	39,24	
	Météorologie et tremblements de terre	6	67,94	
	Infrastructure sociale générale	1	7,00	
	Lutte contre l'érosion fluviale et côtière	5	45,23	
	Développement des ressources en eau	5	28,24	
	Communications et diffusion générales	1	0,72	
	Télécommunications	1	17,10	
	Diffusion	1	13,85	
	Sous-total	90	795,06	56,2

Secteur		Exercice 2012		
		Nombre	Total *	%
Agriculture/forêts/ pêche	Agriculture générale	1	1,58	6,0
	Ingénierie agricole	3	22,05	
	Aide à l'augmentation de la production alimentaire	11	40,74	
	Protection des forêts	1	0,90	
	Pêche	2	19,20	
	Sous-total	18	84,47	
Énergie	Énergie générale	1	12,06	12,0
	Énergie électrique	5	131,62	
	Énergies nouvelles et renouvelables	2	25,53	
	Sous-total	8	169,21	
	Ressources humaines	1	10,63	
Ressources humaines	Ressources humaines générales	43	78,10	10,5
	Éducation	4	51,22	
	Éducation de base	4	7,43	
	Éducation supérieure	1	0,58	
	Sous-total	53	147,96	
Santé/ soins médicaux	Santé et soins médicaux	16	145,99	10,3
	Sous-total	1	145,99	
Protection sociale	Aide alimentaire	2	28,14	2,4
	Autre protection sociale	1	6,51	
	Sous-total	3	34,65	
Autres	Autres	1	9,00	0,6
	Sous-total	1	9,00	
Total général			1 415,52	100,0

Note : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

* Montant des accords de dons. Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

6 Synthèse des prêts (données des cinq derniers exercices)

(Unité : 100 millions JPY, %)

Prêts d'APD		Exercice 2008			Exercice 2009			Exercice 2010			Exercice 2011			Exercice 2012		
		Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%
Engagements	Asie	37	7 025	75,6	43	6 472	66,9	26	4 087	75,8	48	7 691	81,0	38	10 332	84,5
	Pacifique				1	83	0,9							1	49	0,4
	Amérique du Nord et Amérique latine	4	166	1,8	3	293	3,0	3	302	5,6	3	412	4,3	6	475	3,9
	Moyen-Orient et Afrique du Nord	7	1 181	12,7	7	1 552	16,0				5	773	8,1	6	901	7,4
	Afrique	3	121	1,3	5	463	4,8	7	579	10,7	2	77	0,8	4	472	3,9
	Europe	2	481	5,2	3	813	8,4		421	7,8	3	453	4,8			
	Organisations internationales, etc.	1	321	3,5							1	84	0,9			
	Autres															
	Total	54	9 294	100,0	62	9 676	100,0	36	5 389	100,0	62	9 490	100,0	55	12 229	100,0
	Versements		7 143			7 450			6 777			6 097			8 644	
Remboursements		6 798			6 417			6 803			6 287			7 891		
Montants non remboursés		113 828			114 809			114 792			113 686			113 423		
Financement des investissements du secteur privé	Engagements (prêts)										1	2		1	38	
	Engagements (financements)										1	2				
	Versements		3			1					0			3		
	Montants recouvrés		8			327			6		111			330		
Montants non remboursés		1 372			1 279			1 272			1 159			727		

Notes : Les engagements de prêts supplémentaires ne figurent pas dans le nombre total d'engagements de prêts pour les exercices 2008 et 2010, ils sont cependant comptabilisés dans le montant total et s'élèvent respectivement à 10 500 millions JPY et 42 100 millions JPY.

Les remboursements avancés (les montants supplémentaires et non prévus remboursés durant l'exercice pour aller les remboursements du ou des exercices suivants) pour chaque année correspondent aux montants suivants : exercice 2008 : 67 200 millions JPY ; exercice 2009 : 3 600 millions JPY ; exercice 2010 : 71 500 millions JPY ; exercice 2011 : 13 300 millions JPY ; exercice 2012 : 11 200 millions JPY.

À partir de l'exercice 2008, les données intègrent les emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.

7 Répartition sectorielle des prêts d'APD

(Unité : 100 millions JPY, %)

Secteur	Exercice 2011			Exercice 2012			Accumulés														
	Prêts d'APD			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total			Prêts d'APD			Financement des investissements du secteur privé			Total		
	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%	Nombre	Total	%
Électricité et gaz	9	1 578	16,6	10	1 852	15,1				10	1 852	15,1	636	63 631	21,8	20	191	3,6	656	63 823	21,5
Barrages polyvalents													61	2 738	0,9	3	8	0,2	64	2 746	0,9
Centrales électriques	2	686	7,2	5	697	5,7				5	697	5,7	380	43 656	14,9	12	74	1,4	392	43 730	14,7
Lignes de transmission et systèmes de distribution	6	592	6,2	3	954	7,8				3	954	7,8	163	13 480	4,6	2	15	0,3	165	13 495	4,5
Gaz													16	2 648	0,9	3	95	1,8	19	2 743	0,9
Autres	1	300	3,2	2	201	1,6				2	201	1,6	16	1 109	0,4				16	1 109	0,4
Transport	19	4 728	49,8	23	5 115	41,8				23	5 115	41,7	879	90 419	30,9	32	229	4,4	911	90 648	30,5
Routes	9	1 253	13,2	6	1 002	8,2				6	1 002	8,2	293	26 862	9,2	10	104	2,0	303	26 965	9,1
Ponts	2	433	4,6	6	933	7,6				6	933	7,6	75	6 010	2,1				75	6 010	2,0
Voies ferrées	5	2 428	25,6	6	2 689	22,0				6	2 689	21,9	231	34 308	11,7	8	34	0,7	239	34 342	11,5
Aéroports	2	496	5,2	1	108	0,9				1	108	0,9	74	9 424	3,2	1	0	0,0	75	9 425	3,2
Ports	1	119	1,3	3	218	1,8				3	218	1,8	140	10 086	3,5	5	66	1,3	145	10 153	3,4
Transport maritime													47	2 211	0,8	5	18	0,3	52	2 228	0,7
Autres				1	164	1,3				1	164	1,3	19	1 518	0,5	3	7	0,1	22	1 525	0,5
Télécommunications				1	117	1,0				1	117	1,0	201	10 236	3,5	11	73	1,4	212	10 309	3,5
Télécommunications				1	117	1,0				1	117	1,0	176	9 208	3,2	11	73	1,4	187	9 282	3,1
Diffusion													24	1 009	0,3				24	1 009	0,3
Autres													1	19	0,0				1	19	0,0
Irrigation et lutte contre les inondations	5	342	3,6	2	224	1,8				2	224	1,8	244	14 452	4,9	4	24	0,5	248	14 476	4,9
Agriculture, forêts et pêche	6	494	5,2										155	10 263	3,5	259	1 396	26,6	414	11 659	3,9
Agriculture	1	61	0,6										94	6 251	2,1	123	682	13,0	217	6 933	2,3
Forêts	5	433	4,6										42	3 557	1,2	75	552	10,5	117	4 109	1,4
Pêche													19	454	0,2	60	160	3,0	79	614	0,2
Exploitations agricoles																1	3	0,1	1	3	0,0
Mines et industrie manufacturière	3	502	5,3	2	451	3,7				2	451	3,7	237	19 097	6,5	407	2 462	46,9	644	21 559	7,2
Mines				2	451	3,7				2	451	3,7	57	2 372	0,8	158	563	10,7	215	2 936	1,0
Industrie manufacturière	3	502	5,3										177	16 656	5,7	248	1 865	35,5	425	18 521	6,2
Autres													3	70	0,0	1	33	0,6	4	103	0,0
Services sociaux	15	1 595	16,8	12	1 949	15,9	1	38	100,0	13	1 987	16,2	523	43 819	15,0	34	434	8,3	557	44 253	14,9
Approvisionnement en eau, égouts et assainissement	8	1 160	12,2	9	1 695	13,9	1	38	100,0	10	1 733	14,1	277	27 497	9,4	8	105	2,0	285	27 602	9,3
Éducation	1	67	0,7										78	4 823	1,7	3	7	0,1	81	4 830	1,6
Santé publique et médecine	4	227	2,4	1	102	0,8				1	102	0,8	34	1 507	0,5	1	0	0,0	35	1 507	0,5
Tourisme				1	29	0,2				1	29	0,2	18	1 244	0,4	7	155	3,0	25	1 399	0,5
Infrastructures communautaires rurales/urbaines	1	70	0,7										50	4 284	1,5	14	155	2,9	64	4 438	1,5
Renforcement de la gestion administrative													16	660	0,2				16	660	0,2
Protection environnementale multisecteurs	1	72	0,8										44	2 882	1,0	1	12	0,2	45	2 894	1,0
Autres				1	122	1,0				1	122	1,0	6	924	0,3				6	924	0,3
Prêts de soutien à la balance des paiements	4	166	1,7	5	2 521	20,6				5	2 521	20,6	281	38 949	13,3				281	38 949	13,1
Autres	1	84	0,9										16	1 367	0,5	40	439	8,4	56	1 806	0,6
Total	62	9 490	100,0	55	12 229	100,0	1	38	100,0	56	12 267	100,0	3 172	292 232	100,0	807	5 249	100,0	3 979	297 481	100,0
Rééchelonnement													208	21 101					208	21 101	

8 Répartition géographique des prêts d'APD (exercice 2012)

(Unité : 1 milliard JPY)

Région/Pays			Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés		
			Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total	
Asie	Asie du Sud-Est	Cambodge			3,5	0,2	16,4	13	42,5	
		Indonésie	4	25,6	61,0	126,0	2 046,1	672	4 574,4	
		Laos			0,1	0,4	12,2	9	23,1	
		Malaisie			14,8	17,2	271,4	75	923,8	
		Myanmar	1	198,9	198,9	159,9	211,3	68	608,9	
		Philippines	3	61,8	21,2	66,0	864,8	284	2 329,2	
		Singapour						2	1,2	
		Thaïlande			38,8	42,2	469,4	242	2 164,4	
		Timor-Est			0,0		0,0	1	5,3	
		Vietnam	11	175,0	155,4	34,8	1 034,0	174	2 037,7	
	Sous-total	19	461,3	493,8	446,4	4 925,6	1 540	12 710,4		
	Asie de l'Est	Chine			30,9	111,2	1 628,0	369	3 359,7	
		Corée du Sud				1,9	1,8	92	596,2	
		Mongolie			4,6	1,7	35,6	13	77,4	
		Autres						5	12,5	
		Sous-total			35,5	114,8	1 665,5	479	4 045,8	
	Asie du Sud	Afghanistan						1	0,7	
		Bangladesh	7	166,4	33,6	11,1	188,4	95	940,4	
		Bhoutan			1,1		4,0	2	5,8	
		Inde	7	349,3	113,6	69,7	1 482,8	236	3 781,0	
		Maldives					2,6	1	2,7	
		Népal	1	15,1	0,0	0,9	12,0	10	78,7	
		Pakistan			18,2	3,7	585,9	83	798,5	
		Sri Lanka	4	41,1	21,3	20,8	370,0	125	889,0	
		Sous-total	19	571,9	187,8	106,2	2 645,7	553	6 496,9	
		Asie centrale et Caucase	Arménie			0,1	0,3	30,5	2	31,8
	Azerbaïdjan				11,0	1,3	58,1	4	101,2	
	Géorgie				3,2	0,3	8,7	2	23,1	
	Kazakhstan				2,1	3,7	72,8	6	95,1	
	Kirghizstan					0,0	27,7	6	25,7	
	Ouzbékistan				2,8	2,6	59,1	10	143,0	
	Turkménistan					0,2	3,3	1	4,5	
	Sous-total				19,2	8,4	260,3	31	424,4	
	Total	38	1 033,2	736,3	675,8	9 497,2	2 603	23 677,5		
	Pacifique	Fidji				0,1	1,2	1	2,3	
		Papouasie-Nouvelle-Guinée			0,0	1,8	17,2	15	70,4	
		Samoa			0,7		2,5	1	4,6	
		Vanuatu	1	4,9	0,0		0,0	1	4,9	
		Total	1	4,9	0,7	1,9	20,9	18	82,3	
	Amérique du Nord et Amérique latine	Amérique Centrale et Caraïbes	Costa Rica			0,4	2,1	15,2	5	59,4
			Guatemala	1	9,9	1,3	0,9	17,3	6	36,8
			Honduras						6	34,8
			Jamaïque				2,0	10,5	9	53,4
			Mexique				5,1	26,5	9	205,4
			Nicaragua						3	21,1
			Panama			0,3	0,7	21,8	2	32,3
			République dominicaine				1,1	7,0	4	31,6
			Salvador				1,8	22,6	5	39,2
			Sous-total	1	9,9	2,0	13,8	120,9	49	513,9
Amérique du Sud		Argentine					4,7	1	8,2	
		Bolivie						7	47,0	
		Brésil	1	16,4	6,6	10,4	99,7	20	331,3	
		Chili						3	24,4	
		Colombie						4	46,6	
		Équateur				1,7	10,3	7	63,8	
		Paraguay			0,1	3,2	29,7	16	136,9	
		Pérou	4	21,1	7,0	7,9	117,3	45	402,2	
		Uruguay				0,2	0,4	1	7,2	
		Sous-total	5	37,6	13,7	23,4	262,0	104	1 067,5	
Total	6	47,5	15,7	37,2	382,9	153	1 581,4			
Moyen-Orient et Afrique du Nord	Algérie				0,1	1,4	8	13,9		
	Égypte			5,8	17,3	277,1	50	534,3		
	Irak	4	67,0	40,5		88,4	19	431,7		
	Iran				0,2	19,0	2	46,1		
	Jordanie	1	12,2	11,0	10,5	103,9	18	202,8		
	Liban				0,7	6,3	1	13,0		
	Maroc	1	10,8	8,8	5,8	118,8	34	281,0		
	Syrie					48,1	4	138,6		
	Tunisie			3,0	7,5	75,8	38	245,2		
	Yémen				0,2	23,8	5	49,3		
Total	6	90,1	69,2	42,2	762,6	179	1 955,9			

Dossier spécial

 Objectifs et aperçu
des programmes

Initiatives concrètes

 Modalités
de la coopération

 Opérations, gestion
et évaluation

 Données chiffrées
et informations

Région/Pays	Engagements		Versements	Remboursements	Montants non remboursés	Accumulés		
	Nombre	Total	Total	Total	Total	Nombre	Total	
Afrique								
Afrique du Sud					0,1	0,8	3	14,1
Bénin							1	3,8
Botswana	1	8,7	0,2	0,5	3,2	5	22,0	
Burundi						2	3,3	
Cameroun			0,6		1,6	4	17,1	
Cap-Vert			0,6		3,3	2	10,7	
Côte d'Ivoire					20,2	2	12,2	
Éthiopie						2	3,7	
Ghana						17	125,1	
Guinée					5,1	4	16,0	
Kenya	1	27,7	10,0	6,8	103,8	36	293,8	
Liberia						1	4,0	
Madagascar						5	10,7	
Malawi						8	33,1	
Mali						2	8,7	
Maurice			0,0	0,3	3,0	4	16,1	
Mauritanie						3	11,1	
Mozambique	1	7,9	1,1		2,8	3	17,1	
Namibie			0,0	1,0	8,0	1	10,1	
Niger						3	55,1	
Nigeria						1	3,2	
Ouganda			1,3		3,2	5	27,7	
République centrafricaine						1	0,6	
République démocratique du Congo						2	35,6	
Rwanda						3	4,6	
Sénégal					0,9	4	15,5	
Sierra Leone						1	2,0	
Somalie					6,5	2	6,5	
Soudan					7,8	4	10,5	
Swaziland				0,2	3,9	1	4,4	
Tanzanie			1,7		15,1	16	48,1	
Togo						3	9,3	
Zambie	1	2,9	0,4		0,6	8	46,5	
Zimbabwe					19,8	6	38,1	
Total	4	47,2	15,8	8,8	209,7	165	940,4	
Europe								
Albanie			0,1	0,3	4,9	4	18,1	
Bosnie-Herzégovine			0,1	0,1	3,7	2	16,7	
Bulgarie			0,0	1,7	26,6	6	77,0	
Hongrie						1	4,9	
Macédoine (ARYM)			0,6	0,5	8,4	1	9,7	
Pologne				1,2	2,3	1	21,4	
Roumanie			3,3	2,1	60,6	5	118,2	
Serbie			0,1		0,1	1	28,3	
Slovaquie				0,6	6,7	1	11,1	
Turquie			22,0	16,5	284,6	28	609,2	
Ukraine			0,3		19,1	1	19,1	
Total			26,6	23,1	417,0	51	933,7	
Organisations internationales, etc, Total			0,0		52,0	3	52,0	
Total général	55	1 222,9	864,4	789,1	11 342,3	3 172	29 223,2	

Notes : Les montants non remboursés se réfèrent aux emprunts gérés par la JICA selon les normes comptables des organismes administratifs indépendants.
Les nombres et totaux ne prennent pas en compte l'allègement de la dette.

9-1 Rééchelonnement de la dette basé sur les accords du Club de Paris (exercice 2012)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Date de l'accord du Club de Paris	Date de signature par la JICA de l'accord de rééchelonnement	Montant rééchelonné
Non applicable			

9-2 Annulation de la dette (exercice 2012)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Montant annulé
Soudan	375
Myanmar	114 927
Total	115 302

10-1 Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2012/biens et services/montant du contrat : plus de 1 milliard JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Indonésie	PROJET D'ÉLECTRIFICATION ET DE DOUBLE VOIE DOUBLE DE LA LIGNE PRINCIPALE À JAVA (I)	13/12/2001	20 977	MTSUBISHI HEAVY INDUSTRIES, LTD. (Japon)/SUMITOMO CORPORATION (Japon)
Indonésie	PROJET DE RECONSTRUCTION D'ACEH	29/03/2007	1 617	PT. WIJAYA KARYA (Indonésie)/PELITA NUSA PERKASA (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE RECONSTRUCTION D'ACEH	29/03/2007	2 078	PT. NINDYA KARYA (Indonésie)/ PT.LAMPIRI DJAYA ABADI (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE HYDROÉLECTRIQUE À PEUSANGAN	29/03/2007	1 750	PT. KARUNIA BERCA INDONESIA (Indonésie)/PT.BALFOUR BEATTY SAKTI (Indonésie)
Indonésie	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE LIGNE DE TRANSMISSION POUR RACCORDER LE NORD ET L'OUEST DE SUMATRA	29/03/2007	9 288	HYUNDAI ENGINEERING & CONSTRUCTION CO.,LTD. (Corée du Sud)/PT MULTI FABRINDO GEMILANG (Indonésie)
Indonésie	AMÉLIORATION DU SYSTÈME DE LUTTE CONTRE LES INONDATIONS DANS LES VILLES SÉLECTIONNÉES	31/03/2009	1 292	PT. SAC NUSANTARA (Indonésie)/PT. NINDYA KARYA (Indonésie)/PT. DUTA GRAHA INDAH (Indonésie)
Thaïlande	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE ROUGE) (I)	30/03/2009	90 740	UNIQUE ENGINEERING AND CONSTRUCTION PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)/ SINO-THAI ENGINEERING AND CONSTRUCTION PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Thaïlande	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE ROUGE) (I)	30/03/2009	65 607	ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Thaïlande	PROJET DE CONSTRUCTION DU PONT POUR TRAVERSER LE FLEUVE CHAO PHRAYA SUR LA ROUTE NONTHABURI N° 1	28/09/2010	10 475	SUMITOMO MITSUI CONSTRUCTION CO., LTD. (Japon)/ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Thaïlande	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN À BANGKOK (LIGNE VIOLETTE) (II)	28/09/2010	9 306	ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LIMITED (Thaïlande)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE THERMIQUE NO. 2 À O MON	31/03/2004	11 664	SOJITZ CORPORATION (Japon)/DAELIM INDUSTRIAL CO.,LTD. (Corée du Sud)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE LA CENTRALE THERMIQUE NO. 2 À O MON	31/03/2004	18 919	SOJITZ CORPORATION (Japon)/DAELIM INDUSTRIAL CO.,LTD. (Corée du Sud)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE VOIE FERRÉE URBAINE À HO CHI MINH VILLE (SECTION BEN THANH-SUOI TIEN (LIGNE 1)(I))	30/03/2007	54 537	SUMITOMO CORPORATION (Japon)/CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO.6 (Vietnam)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE LA SÉCURITÉ DES PONTS DE LA VOIE FERRÉE HANOI-HO CHI MINH VILLE (II)	30/03/2007	1 596	MTSUI ENGINEERING & SHIPBUILDING CO., LTD. (Japon)/DPS BRIDGE WORKS CO., LTD (Japon)/CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO.1 (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE NORD-SUD (HO CHI MINH CITY - DAU GIAY) (I)	31/03/2008	10 464	CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO.4 LTD (Vietnam)
Vietnam	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À HAI PHONG (II)	31/03/2009	1 281	NO.8 CONSTRUCTION OF TRANSPORTATION WORKS CORP. (Vietnam)/VIET NHAT CONSTRUCTION INVESTMENT JSC (Vietnam)
Vietnam	DEUXIÈME PROJET DE DRAINAGE POUR L'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT À HANOI (II)	31/03/2009	2 285	KOLON GLOBAL CORPORATION (Corée du Sud)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE ROUTE ENTRE LE PONT DE NHAT TAN ET L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE NOI BAI (I)	18/03/2010	2 294	GUANGXI ROAD AND BRIDGE CONSTRUCTION CO., LTD (Chine)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE ROUTE ENTRE LE PONT DE NHAT TAN ET L'AÉROPORT INTERNATIONAL DE NOI BAI (I)	18/03/2010	6 369	KEANGNAM ENTERPRISES CO., LTD. (Corée du Sud)/CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO.4 LTD (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE NORD-SUD (SECTION HO CHI MINH VILLE-DAU GIAY) (II)	15/06/2011	4 070	VIETNAM WATERWAY CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam)/PHUONG THANH TRANSPORT CONSTRUCTION & INVESTMENT JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE NORD-SUD (SECTION HO CHI MINH VILLE-DAU GIAY) (II)	15/06/2011	4 479	TRUONG SON CONSTRUCTION CORPORATION (Vietnam)/VAN CUONG CONSTRUCTION UNITED CO., LTD (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION DE L'AUTOROUTE NORD-SUD (SECTION HO CHI MINH VILLE-DAU GIAY) (II)	15/06/2011	10 464	CIVIL ENGINEERING CONSTRUCTION CORPORATION NO.4 LTD (Vietnam)
Vietnam	PROJET DE CONSTRUCTION D'UNE CENTRALE THERMIQUE À NGHI SON (III)	02/11/2011	2 067	TRUNG DUNG TRANSPORT AND TRADE JOINT STOCK COMPANY (Vietnam)/BAO LINH LIMITED COMPANY (Vietnam)
Chine	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA VILLE DE YULIN DANS LE GUANGXI	23/06/2006	1 192	CHINA OVE ENVIRONMENTAL ENGINEERING CO., LTD. (Chine)/HUBEI RICH STATES INDUSTRY INVESTMENT CO.,LTD. (Chine)
Bangladesh	PROJET D'AMÉLIORATION D'UN PONT À L'EST DU BANGLADESH	01/03/2009	2 000	MIR AKHTER HOSSAIN LTD. (Bangladesh)
Inde	PROJET DE PLAN D'ACTION DE GANGA (VARANASI)	31/03/2005	1 923	SATISH KUMAR (Inde)/UEM INDIA PVT. LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	2 182	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS À BANGALORE (II-2)	31/03/2006	3 444	VA TECH WABAG GMBH (Allemagne)/VA TECH WABAG LIMITED (Inde)
Inde	PROJET INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À ORISSA	30/03/2007	10 823	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET INTÉGRÉ D'AMÉLIORATION DE L'ASSAINISSEMENT À ORISSA	30/03/2007	10 297	TANTIA CONSTRUCTION COMPANY LIMITED (Inde)/VOLTAS LIMITED (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LE KERALA (II)	30/03/2007	1 070	SHRIRAM EPC LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LE KERALA (II)	30/03/2007	1 315	SHRIRAM EPC LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS À GOA	14/09/2007	2 275	SIMPLEX INFRASTRUCTURES LTD (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS À GOA	14/09/2007	1 554	VISHWA INFRASTRUCTURE & SERVICES PVT. LTD. (Inde)/ ELECTROSTEEL CASTINGS LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS À GOA	14/09/2007	1 387	KRITA ENGINEERING PRIVATE LIMITED (Inde)/NCC LTD. (Inde)
Inde	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À GUWAHATI	31/03/2009	1 189	JITF WATER INFRASTRUCTURE LIMITED (Inde)/ RANHILL UTILITIES SDN. BHD.(Malaisie)
Inde	PROJET DE LIGNE DE MÉTRO EST-OUEST À CALCUTTA (II)	31/03/2010	1 482	CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES S.A. (Espagne)/MTSUBISHI ELECTRIC CORPORATION (Japon)
Inde	PROJET DE LIGNE DE MÉTRO EST-OUEST À CALCUTTA (II)	31/03/2010	9 888	MTSUBISHI ELECTRIC CORPORATION (Japon)/CONSTRUCCIONES Y AUXILIAR DE FERROCARRILES S.A. (Espagne)
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DANS LE MADHYA PRADESH	16/06/2011	1 097	BHARAT HEAVY ELECTRICALS LTD. (Inde)

Dossier spécial
 Objectifs et aperçu des programmes
 Initiatives concrètes
 Modalités de la coopération
 Opérations, gestion et évaluation
 Données chiffrées et informations

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DANS LE MADHYA PRADESH	16/06/2011	1 167	SHREEM ELECTRIC LIMITED (Inde)
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DANS LE MADHYA PRADESH	16/06/2011	1 138	LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE MODERNISATION DU SYSTÈME DE TRANSMISSION DANS LE MADHYA PRADESH	16/06/2011	1 140	UNITECH POWER TRANSMISSION LIMITED (Inde)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI PHASE 3	29/03/2012	1 046	JOHNSON LIFTS PVT.LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI PHASE 3	29/03/2012	17 841	SHANGHAI URBAN CONSTRUCTION (GROUP) CORPORATION (Chine)/LARSEN & TOUBRO LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI PHASE 3	29/03/2012	20 077	PRATIBHA INDUSTRIES LTD. (Inde)/FAR EASTERN MINING CONSTRUCTION COMPANY (Russie)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI PHASE 3	29/03/2012	12 824	ITD CEMENTATION INDIA LTD. (Inde)/ ITALIAN-THAI DEVELOPMENT PUBLIC COMPANY LTD.(Thaïlande)
Pakistan	PROJET DE RENFORCEMENT DES STATIONS DE RÉSEAU ET DES LIGNES DE TRANSMISSION NATIONALES	31/03/2010	2 631	NORTH EAST CHINA INTERNATIONAL ELECTRIC POWER CORPORATION (Chine)
Pakistan	PROJET DE RENFORCEMENT DES STATIONS DE RÉSEAU ET DES LIGNES DE TRANSMISSION NATIONALES	31/03/2010	2 370	IRAN POWER AND WATER EQUIPMENT AND SERVICES EXPORT COMPANY (Iran)/ NETRACON TECHNOLOGIES (Pakistan)
Pakistan	PROJET DE RENFORCEMENT DES STATIONS DE RÉSEAU ET DES LIGNES DE TRANSMISSION NATIONALES	31/03/2010	3 130	CHINA NATIONAL ELECTRIC ENGINEERING COMPANY LIMITED (Chine)/FUJIAN NO.2 ELECTRIC POWER CONSTRUCTION CORPORATION (Chine)
Pakistan	PROJET DE RENFORCEMENT DES STATIONS DE RÉSEAU ET DES LIGNES DE TRANSMISSION NATIONALES	31/03/2010	5 656	CENTRAL CHINA POWER GRID INTERNATIONAL ECONOMIC & TRADE CO.,LTD. (Chine)
Pakistan	PROJET DE RENFORCEMENT DES STATIONS DE RÉSEAU ET DES LIGNES DE TRANSMISSION NATIONALES	31/03/2010	1 715	HYOSUNG CORPORATION (Corée du Sud)
Sri Lanka	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR DE L'EAU (II)	29/07/2008	1 819	SALCON ENGINEERING BERHAD (Malaisie)
Azerbaïdjan	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS DANS LES VILLES PROVINCIALES	29/05/2009	1 840	CUKUROVA INSAAT SANAYI VE TICARET A.S. (Turquie)/ SU-ISTILIK QURASHDIRMA (Azerbaïdjan)
Azerbaïdjan	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS DANS LES VILLES PROVINCIALES	29/05/2009	1 429	AZERSUTECHIZATTIKINTI OPEN JSC (Azerbaïdjan)
Azerbaïdjan	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DE RÉSEAUX D'ÉGOUTS DANS LES VILLES PROVINCIALES	29/05/2009	5 397	AZERSUTECHIZATTIKINTI OPEN JSC (Azerbaïdjan)
Géorgie	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST	16/12/2009	5 630	TODINI COSTRUZIONI GENERALI S.P.A. (Italie)/TAKENAKA CIVIL ENGINEERING & CONSTRUCTION CO.,LTD. (Japon)
Géorgie	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'AUTOROUTE EST-OUEST	16/12/2009	6 683	TODINI COSTRUZIONI GENERALI S.P.A. (Italie)/TAKENAKA CIVIL ENGINEERING & CONSTRUCTION CO.,LTD. (Japon)
Costa Rica	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DE LA MÉTROPOLE DE SAN JOSE	31/03/2006	3 645	ACCIONA AGUA S.A.U. (Espagne)
Brésil	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'ENVIRONNEMENT DU BASSIN DU LAC BILLINGS	14/10/2010	2 259	ECL ENGENHARIA E CONSTRUÇOES LTDA (Brésil)
Pérou	PROJET D'OPTIMISATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DES RÉSEAUX D'ÉGOUTS DE LA ZONE MÉTROPOLITAINE DU NORD DE LIMA (I)	28/09/2009	2 046	A&R SOCIEDAD ANONIMA CERRADA CONTRATISTAS GENERALES (Pérou)/ORTIZ CONSTRUCCIONES Y PROYECTOS S.A. SUCURSAL DEL PERU (Espagne)
Pérou	PROJET D'OPTIMISATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU ET DES RÉSEAUX D'ÉGOUTS DE LA ZONE MÉTROPOLITAINE DU NORD DE LIMA (I)	28/09/2009	2 344	CONSTRUCTORA MPM S.A. (Pérou)/COMSA SUCURSAL EN PERU (Pérou)
Irak	PRÊT AU SECTEUR DE L'IRRIGATION	25/01/2008	1 241	COELMO S.R.L. (Italie)
Irak	PRÊT AU SECTEUR DE L'IRRIGATION	25/01/2008	1 867	KUBOTA CORPORATION (Japon)/JSM LTD.(Japon)/AL MABROOK CONSTRUCTION CONTRACTING CO. LTD. (Irak)
Irak	PRÊT AU SECTEUR DE L'IRRIGATION	25/01/2008	1 338	SUMITOMO CORPORATION (Japon)
Irak	PROJET DE RÉHABILITATION DE L'USINE D'ENGRAIS DE KHOR AL-ZUBAIR	25/01/2008	1 141	MITSUBISHI CORPORATION (Japon)
Irak	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE	25/01/2008	3 135	SIEMENS SANAYI VE TICARET A.S. (Turquie)
Irak	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE	25/01/2008	7 274	TOYOTA TSUSHO CORPORATION (Japon)
Irak	PROJET DE RECONSTRUCTION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	11/06/2008	1 173	RIMA ENGINEERING LTD (Kosovo)/BTE ENERJI (Turquie)
Irak	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	17/03/2009	15 372	SSANGYONG ENGINEERING AND CONSTRUCTION CO., LTD. (Corée du Sud)
Irak	PROJET D'AMÉLIORATION DE L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DANS LA RÉGION DU KURDISTAN	17/03/2009	11 608	FERNAS INSAAT A.S. (Turquie)/KALYON INSAAT SANAYI VE TICARET A.S. (Turquie)/SEZAI TURKES FEYZI AKKAYA INSAAT A.S. (Turquie)
Ouganda	PROJET DE MODERNISATION DE LA ROUTE ATIAK-NIMULE	26/03/2010	1 651	CHINA RAILWAY WUJU (GROUP) CORPORATION (Chine)

10-2 Principaux contractants des projets de prêts d'APD (exercice 2012/services de consultants/montant du contrat : plus de 100 millions JPY)

Pays	Nom du projet	Date de l'accord de prêt	Montant du contrat (millions de JPY)	Contractant
Indonésie	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À JAKARTA (ÉTUDE D'INGÉNIEURIE)	28/11/2006	572	PADECO CO., LTD. (Japon)/ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/PT. ERNST & YOUNG INDONESIA (Indonésie)/PT. INDOTEK ENGINEERING JAYA (Indonésie)/PT. PAMINTORI CIPTA (Indonésie)
Cambodge	PROJET DE RÉHABILITATION ET D'AMÉLIORATION DU DRAINAGE ET DE L'IRRIGATION À L'OUEST DE TONLE SAP	23/08/2011	364	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Laos	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DU SYSTÈME ÉLECTRIQUE DE LA RÉGION SUD	20/03/2012	369	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)/TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)
Philippines	PROJET DE CONSERVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE	31/03/2011	179	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/DEMCOR INC. (Philippines)
Philippines	PROJET DE CONSERVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE	31/03/2011	683	RENARDET S.A. CONSULTING ENGINEERS (Suisse)/ KATAHIRA AND ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon)/ NIPPON ENGINEERING CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/ EGIS INTERNATIONAL (France)/ DYNATEST ENGENHARIA LTDA (Brésil)/ENGINEERING AND DEVELOPMENT CORPORATION OF THE PHILIPPINES (Philippines)/PERK TECHNICAL CONSULTANTS CORPORATION (Philippines)/TCGI ENGINEERS (Philippines)/KEY ENGINEERS CORPORATION CONSULTANTS, INC. (Philippines)
Philippines	PROJET DE CONSERVATION ET DE MODERNISATION DE LA ROUTE	31/03/2011	594	KENSETSU GIJITSU CENTER, LTD (Japon)/JAPAN OVERSEAS CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/PROCONSULT, INC. (Philippines)/TCGI ENGINEERS (Philippines)
Philippines	PROJET DE ROUTE DE CONTOURNEMENT (PHASE 2)	30/03/2012	277	RENARDET S.A. CONSULTING ENGINEERS (Suisse)/NIPPON ENGINEERING CONSULTANT CO., LTD. (Japon)/ LANDTEC JAPAN INC. (Japon)/ URBAN INTEGRATED CONSULTANTS INC. (Philippines)/DESIGN SCIENCE, INCORPORATED (Philippines)
Timor-Est	PROJET DE MODERNISATION DE LA ROUTE NATIONALE NO.1	19/03/2012	616	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)/PHILKOEI INTERNATIONAL, INC. (Philippines)/INDOKOEI INTERNATIONAL (Indonésie)
Bangladesh	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU À KHULNA	18/05/2011	749	AECOM ASIA COMPANY LTD. (Hong Kong)/SMC INTERNATIONAL PTY LTD. (Australie)
Bangladesh	PROJET DANS LE SECTEUR FINANCIER POUR LE DÉVELOPPEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES	18/05/2011	184	PADECO CO., LTD. (Japon)/E. GEN CONSULTANTS LTD. (Bangladesh)
Inde	PROJET DE PLAN D'ACTION DE GANGA (VARANASI)	31/03/2005	487	NJS CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/NJS ENGINEERS INDIA PVT. LTD. (Inde)/AECOM ASIA COMPANY LTD. (Hong Kong)/TTI CONSULTING ENGINEERS INDIA PVT. LTD. (Inde)
Inde	PROJET DE PROMOTION DE LA DIVERSIFICATION DES CULTURES À HIMACHAL PRADESH	17/02/2011	304	AECOM ASIA COMPANY LTD. (Hong Kong)/NJS ENGINEERS INDIA PVT. LTD. (Inde)/ AGRICONSULTING S.P.A. (Italie)
Inde	PROJET SUR LA FORÊT ET LA BIODIVERSITÉ AU RAJASTHAN (PHASE 2)	16/06/2011	229	NIPPON KOEI INDIA PVT. LTD. (Inde)/EARTH CARE CONSULTANTS(P)LTD. (Inde)/NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)
Inde	PROJET DE SYSTÈME DE TRANSPORT EN COMMUN RAPIDE À DELHI (PHASE 3)	29/03/2012	2 438	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/PARSONS BRINCKERHOFF INTERNATIONAL, INC. (États-Unis)/TONICHI ENGINEERING CONSULTANTS, INC. (Japon)/ M/S RITES LTD. (Inde)
Sri Lanka	PROJET DE RENFORCEMENT DE LA DIVERSITÉ ÉNERGÉTIQUE (ÉTUDE D'INGÉNIEURIE)	29/07/2008	576	ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)/TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)/CONSULTING ENGINEERS AND ARCHITECTS ASSOCIATED (PVT.) LTD. (Sri Lanka)
Sri Lanka	PROJET DE CONSTRUCTION DES LIGNES DE TRANSMISSION HABARANA-VEYANGODA	28/03/2012	363	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)/TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)
Ouzbékistan	PROJET D'ÉLECTRIFICATION DE LA VOIE FERRÉE KARSHI-TERMEZ	27/02/2012	716	JAPAN TRANSPORTATION CONSULTANTS, INC. (Japon)/THE JAPAN ELECTRICAL CONSULTING CO., LTD. (Japon)
Égypte	PROJET DE CENTRALE ÉOLIENNE DANS LE GOLFE D'EL ZAYT	30/03/2010	434	LAHMEYER INTERNATIONAL GMBH (Allemagne)/ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)
Maroc	PROJET D'APPROVISIONNEMENT EN EAU DES RÉGIONS DE FEZ ET MEKNES	29/07/2011	397	NIPPON KOEI CO., LTD. (Japon)/ CONSEIL, INGÉNIEURIE ET DEVELOPPEMENT (Maroc)/ FICHTNER WATER & TRANSPORTATION GMBH (Allemagne)
Kenya	PROJET DE DÉVELOPPEMENT DES ROUTES DE LA ZONE PORTUAIRE DE MOMBASA	02/06/2012	2 679	KATAHIRA AND ENGINEERS INTERNATIONAL (Japon)/HANSHIN EXPRESSWAY COMPANY LIMITED (Japon)/ORIENTAL CONSULTANTS CO., LTD. (Japon)
Serbie	PROJET DE CONSTRUCTION DU SYSTÈME DE DÉSULFURATION DE LA CENTRALE THERMIQUE DE NILOLA TESLA	24/11/2011	795	TOKYO ELECTRIC POWER SERVICES CO., LTD. (Japon)

11-1 Modalités et conditions des prêts d'APD japonaise (en vigueur depuis le 1^{er} avril 2013)

Catégorie	RNB par habitant (2011)	Conditions	Fixes/variables	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Période de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
	Pays à faible revenu *				0,01	40	10	
Pays les moins avancés (PMA)		Conditions générales	Fixes	Standard	0,70	30	10	Non lié
				Option 1	0,65	25	7	
				Option 2	0,60	20	6	
		Option 3		0,55	15	5		
		Conditions concessionnelles **		Standard	0,01	40	10	
				Option 1	0,01	30	10	
Option 2	0,01		20	6				
Pays à faible revenu	Inférieur à 1 025 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,20	30	10	Non lié
				Option 1	0,90	25	7	
				Option 2	0,75	20	6	
		Option 3		0,65	15	5		
		Conditions concessionnelles **		Standard	0,25	40	10	
				Option 1	0,20	30	10	
				Option 2	0,15	20	6	
		Option 3		0,10	15	5		
		STEP ***		Standard	0,10	40	10	
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Entre 1 026 USD et 1 945 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,40	30	10	Non lié
				Option 1	0,80	20	6	
				Option 2	0,70	15	5	
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR-22bp	30	10		
			Option 1	JPY LIBOR-43bp	20	6		
			Option 2	JPY LIBOR-25bp	15	5		
		Conditions concessionnelles **	Fixes	Standard	0,30	40	10	
				Option 1	0,25	30	10	
				Option 2	0,20	20	6	
		Option 3	0,15	15	5			
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR-144bp	40	10		
			Option 1	JPY LIBOR-135bp	30	10		
			Option 2	JPY LIBOR-102bp	20	6		
		Option 3	JPY LIBOR-79bp	15	5			
		STEP ***	Fixes	Standard	0,10	40	10	
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 946 USD et 4 035 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,40	25	7	Non lié
				Option 1	0,95	20	6	
				Option 2	0,80	15	5	
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR-4bp	25	7		
			Option 1	JPY LIBOR-28bp	20	6		
			Option 2	JPY LIBOR-15bp	15	5		
		Conditions concessionnelles **	Fixes	Standard	0,30	40	10	
				Option 1	0,25	30	10	
				Option 2	0,20	20	6	
		Option 3	0,15	15	5			
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR-144bp	40	10		
			Option 1	JPY LIBOR-135bp	30	10		
			Option 2	JPY LIBOR-102bp	20	6		
		Option 3	JPY LIBOR-79bp	15	5			
		STEP ***	Fixes	Standard	0,10	40	10	
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Entre 4 036 USD et 7 035 USD	Conditions générales	Fixes	Standard	1,70	25	7	Non lié
				Option 1	1,60	20	6	
				Option 2	1,50	15	5	
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR+26bp	25	7		
			Option 1	JPY LIBOR+36bp	20	6		
			Option 2	JPY LIBOR+54bp	15	5		
		Conditions concessionnelles **	Fixes	Standard	0,60	40	10	
				Option 1	0,50	30	10	
				Option 2	0,40	20	6	
		Option 3	0,30	15	5			
		Variables ****	Standard	JPY LIBOR-114bp	40	10		
			Option 1	JPY LIBOR-111bp	30	10		
			Option 2	JPY LIBOR-82bp	20	6		
		Option 3	JPY LIBOR-64bp	15	5			

Catégorie	RNB par habitant (2011)	Conditions	Fixes/variables	Standard/option	Taux d'intérêt (%)	Période de remboursement (années)	Période de grâce (années)	Conditions de passation des marchés
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée	Entre 7 036 USD et 12 475 USD	Conditions générales	Variables ****	Standard	JPY LIBOR+35bp	25	7	Non lié
				Option 1	JPY LIBOR+41bp	20	6	
				Option 2	JPY LIBOR+59bp	15	5	
		Standard		JPY LIBOR-101bp	30	10		
		Option 1		JPY LIBOR-77bp	20	6		
		Option 2		JPY LIBOR-59bp	15	5		
Services de consultants		Pour les services de consultants, le taux d'intérêt est minime (0,01 %) et les périodes de remboursement et de grâce ainsi que les conditions de passation des marchés sont identiques à celles appliquées pour les composants principaux.						
Options pour les prêts-programmes d'APD japonaise		En cas de cofinancement, il est possible d'appliquer les mêmes conditions de remboursement que l'autre organisme prêteur tout en conservant la concessionnalité des prêts d'APD japonaise.						

* Pour les PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent quels que soient les secteurs et les domaines.

** Des conditions concessionnelles s'appliquent aux secteurs et domaines suivants : (i) Problèmes et questions liés à l'environnement mondial (ii) Santé et services médicaux (iii) Prévention et réduction des catastrophes. (iv) Développement des ressources humaines.

*** Les conditions spéciales de partenariat économique (STEP) s'appliquent aux projets pour lesquels les technologies et le savoir-faire japonais sont largement mobilisés, en se basant sur la demande du pays bénéficiaire de transférer et d'utiliser les technologies d'exception japonaises.

**** Bien que le taux de base des prêts variables soit équivalent au taux d'intérêt LIBOR en yens à six mois, l'écart reste fixe. La valeur réelle du taux d'intérêt sera plafonnée afin que la composante don sur la durée du prêt soit d'au moins 25 %, et si la valeur réelle du taux d'intérêt est inférieure à 0,1 %, l'intérêt sera de 0,1 %.

***** Quelle que soit la catégorie du pays, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et de période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent aux projets d'aide au rétablissement après des catastrophes, notamment le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE). Pour le crédit stand-by d'urgence pour le rétablissement (SECURE), les modalités et conditions de remboursement sur 20 ans dont une période de grâce de 6 ans, ou une période de remboursement de 15 ans et une période de grâce de 5 ans, sont disponibles afin d'appliquer l'option de conversion monétaire.

<Notes>

· Le niveau de concessionnalité des conditions optionnelles n'excède pas celui des conditions standards.

· Dans le cadre de l'initiative EPSA, les prêts des projets co-financés par la BAIID sont accordés à des « conditions concessionnelles », déterminées en fonction de la catégorie de revenu ; dans le cas des PMA à faible revenu, les modalités et conditions de 0,01 % de taux d'intérêt et une période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans, s'appliquent.

· Un prêt en deux temps (ou prêt aux intermédiaires financiers) octroyé à la BAIID et couvrant les prêts secondaires aux entreprises privées dans le cadre d'EPSA utilise les modalités et conditions d'un taux d'intérêt de 0,55 % et une période de remboursement de 40 ans, dont une période de grâce de 10 ans.

· Pour les pays participant à un programme du FMI ou recevant des dons de l'AID, il est possible de modifier les modalités et conditions des prêts d'APD pour se conformer aux critères de concessionnalité du FMI.

· Pour les pays dont le RNB par habitant est supérieur à celui des pays à revenu intermédiaire supérieur, seuls les conditions basées sur le taux LIBOR s'appliquent. Pour les pays à revenu intermédiaire supérieur, les conditions basées sur le taux LIBOR s'appliquent en principe, mais les conditions générales ou préférentielles sont également disponibles. Pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire, les conditions générales, préférentielles ou STEP s'appliquent en principe, mais les conditions basées sur les taux LIBOR sont également disponibles.

[Référence] Classement par catégorie de revenu des principales économies (classement du CAD et de la Banque mondiale)

Catégorie	RNB par habitant (2011)	
Pays à faible revenu	Pays à faible revenu	Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Comores, Érythrée, Éthiopie, Gambie, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Népal, Niger, Ouganda, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sierra Leone, Somalie, Tanzanie, Tchad, Togo
		Angola, Bhoutan, Djibouti, Guinée équatoriale, îles Salomon, Kiribati, Laos, Lesotho, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Soudan, Soudan du Sud, Timor-Est, Tuvalu, Vanuatu, Yémen, Zambie
Pays les moins avancés (PMA)		
Pays à faible revenu	Inférieur à 1 025 USD	Kenya, Kirghizstan, Tadjikistan, Zimbabwe
Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure	Entre 1 026 USD et 1 945 USD	Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Inde, Nicaragua, Nigeria, Ouzbékistan, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Vietnam
Pays à revenu intermédiaire	Entre 1 946 USD et 4 035 USD	Albanie, Arménie, Belize, Bolivie, Cap-Vert, Congo, Égypte, Géorgie, Guatemala, Guyana, Honduras, îles Fidji, îles Marshall, Indonésie, Irak, Kosovo, Maroc, Micronésie, Moldavie, Mongolie, Paraguay, Philippines, Salvador, Sri Lanka, Syrie, Swaziland, Tonga, Ukraine
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure	Entre 4 036 USD et 7 035 USD	Afrique du Sud, Algérie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Bosnie-Herzégovine, Chine, Colombie, Équateur, Iran, Jamaïque, Jordanie, Libye, Macédoine, Maldives, Namibie, Pérou, République dominicaine, Saint-Vincent et les Grenadines, Sainte-Lucie, Serbie, Thaïlande, Tunisie, Turkménistan
Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée	Entre 7 036 USD et 12 475 USD	Antigua-et-Barbuda, Argentine, Botswana, Brésil, Chili, Costa Rica, Dominique, Gabon, Grenade, Kazakhstan, Liban, Malaisie, Maurice, Mexique, Monténégro, Palaos, Panama, Saint-Christophe-et-Niévès, Seychelles, Suriname, Turquie, Uruguay, Venezuela

1 Secteurs et domaines éligibles aux conditions concessionnelles

- Problèmes et questions liées à l'environnement mondial
- Santé et services médicaux
- Prévention et réduction des catastrophes
- Développement des ressources humaines

[Notes] 1. Afin de promouvoir une utilisation stratégique des prêts d'APD sur les questions prioritaires, où l'aide met à profit la technologie et le savoir-faire exceptionnels du Japon, la JICA a examiné les secteurs pour lesquels des conditions préférentielles s'appliquent, conformément à l'annonce sur l'amélioration des politiques visant à encourager l'utilisation stratégique des prêts d'APD par le ministère des Affaires étrangères, le 15 avril 2013.
2. Dans les cas où seule une partie du projet est éligible aux conditions concessionnelles, celles-ci peuvent s'appliquer à cette partie.

2 Utilisation renforcée de l'aide pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures

La JICA encourage l'utilisation des prêts d'APD pour les pays à revenu intermédiaire des tranches supérieures, principalement dans les domaines où les connaissances et la technologie du Japon peuvent être mises à contribution.

Pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée, la JICA ajoute l'infrastructure régionale et l'agriculture aux quatre domaines actuels (environnement, développement des ressources humaines, mesures de réduction des inégalités, et mesures de prévention et de rétablissement en cas de catastrophe). De plus, la JICA accordera des prêts d'APD dans d'autres domaines ayant une importance stratégique pour le Japon, notamment ceux faisant une utilisation optimale des connaissances et de la technologie japonaise.

Les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la plus élevée seront éligibles aux prêts d'APD si les projets sont considérés comme ayant une importance stratégique pour le Japon jusqu'à ce qu'ils s'affranchissent de l'aide de la Banque mondiale (normalement au bout de cinq ans).

3 Conditions spéciales de partenariat économique (STEP)

Aperçu

Le gouvernement japonais a décidé d'introduire un nouveau dispositif de prêts d'APD à partir de juillet 2002, nommé « Conditions spéciales de partenariat économique » (STEP), afin de renforcer la visibilité de l'APD parmi les citoyens des pays bénéficiaires et du Japon. Ces dispositifs utilisent et assurent le transfert des hautes technologies et du savoir-faire des entreprises japonaises.

Pays bénéficiaires du programme STEP

Pays à faible revenu, pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et pays à revenu intermédiaire à qui une aide liée peut être apportée selon les règles de l'OCDE (à l'exception des pays les moins avancés parmi les moins développés et les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure la moins élevée).

Projets éligibles au programme STEP

(1) Résumé : Les projets éligibles seront limités aux secteurs et domaines mentionnés ci-dessous ; (2) et devront faire largement appel aux technologies et aux équipements japonais.

Secteurs et domaines

- Ponts et tunnels
- Ports
- Aéroports
- Systèmes de transports en commun urbains
- Installations de stockage et de transport du pétrole et du gaz
- Projets de lutte contre les inondations en milieu urbain
- Systèmes de communications/diffusion/d'information publique
- Centrales électriques/lignes de distribution et de transmission électriques
- Axes routiers/barrages (limités aux projets qui utilisent largement les techniques japonaises antisismiques, de traitement des sols et de construction rapide)
- Les projets environnementaux (limités aux projets qui utilisent largement les techniques japonaises de prévention de la pollution atmosphérique, de prévention de la pollution de l'eau, de recyclage et de traitement des déchets et les techniques d'utilisation et de recyclage de la chaleur résiduelle)
- Équipements médicaux
- Équipements/systèmes de prévention des catastrophes

Taux d'intérêt et période de remboursement

Les taux d'intérêt et périodes de remboursement sont établis conformément aux règles de l'OCDE pour permettre l'apport d'une aide liée et sont révisés annuellement le 15 janvier.

Conditions de passation des marchés

Les principaux contrats sont liés à des entreprises japonaises tandis que les sous-contrats sont généralement non liés. Les co-entreprises avec les pays bénéficiaires sont acceptées pour les principaux contrats, à la condition que l'entreprise japonaise soit le partenaire principal.

Taux de couverture

Les prêts d'APD peuvent être utilisés pour financer jusqu'à 100 % du coût d'un projet.

Règle du pays d'origine

(a) Les biens provenant du Japon et les services fournis par des entreprises japonaises, ou (b) les biens fournis par le Japon, selon la nature du projet, ne doivent pas représenter moins de 30 % du montant total du contrat (à l'exception des services de consultants) financé par un prêt STEP. Voir le tableau ci-dessous.

Catégorie	Exemples
Dans le cas de projets pour lesquels des technologies avancées et/ou des savoir-faire d'entreprises japonaises peuvent être identifiés dans les services (par exemple pour des méthodes de construction), les services, et non seulement les biens, doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus.	Tunnels, ports, ponts en béton, axes routiers, barrages, systèmes d'assainissement, tunnels d'amenée souterrains urbains, systèmes d'information publique, hydroélectricité et électricité géothermique, etc.
Dans le cas de projets qui consistent principalement à installer des biens ou des usines et leurs technologies principales qui peuvent être identifiés comme biens ou comme usines doivent être inclus dans le ratio indiqué ci-dessus.	Installations de communications/diffusion, électricité éolienne/solaire/thermique, installations de stockage et de transport du pétrole/gaz, sites de traitement des déchets, usines d'incinération des déchets, ponts en acier, système de transports en commun urbains, projets de lutte contre les inondations urbaines, lignes de transmission et de distribution électrique, etc.

Audits des procédures de passation des marchés

Les conditions de passation des marchés font l'objet, après appel d'offres, d'un audit par une tierce partie afin d'assurer l'équité. Cet audit est financé par le prêt ou par le budget recherche et études de la JICA.

Note : Voir page 169 le classement des principaux pays par niveau de revenu.

11-2 Degré de libéralité (sur la base des engagements) (Unité : %)

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011***	Exercice 2012****
Non lié	87,4	87,3	75,1	79,4	70,7
Partiellement délié*	0,0	0,0	13,4**	0,0	0,0
Bilatéral lié	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0
Lié	12,6	12,7	10,8	20,6	29,3

Non lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que la quasi-totalité des pays sont agréés comme fournisseurs des biens et des services associés.
 Partiellement délié : Les conditions de passation des marchés stipulent que le Japon et tous les pays de la liste des bénéficiaires d'aide établie par le CAD sont des sources éligibles.
 Bilatéral lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seuls le Japon et les pays emprunteurs sont des pays sources éligibles.
 Lié : Les conditions de passation des marchés stipulent que seul le Japon est un pays source éligible.
 Notes : * Appels d'offres internationaux par les pays participants et les pays membres, comme stipulé dans l'accord d'établissement du Fonds africain de développement (FAD), et par les pays membres, comme stipulé dans l'accord d'établissement de la Banque asiatique de développement (BASD).
 ** Comprend la partie partiellement déliée du projet pour laquelle le montant de l'accord de prêt a été augmenté (projet comportant plusieurs composantes).
 *** Le prêt d'aide au secteur privé de la BAfD dans le cadre de l'initiative conjointe (BAfD-Japon) d'assistance renforcée au secteur privé en Afrique (EPSA III) ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.
 **** Le prêt de soutien au développement économique et social du Myanmar ne comprend pas l'attribution de marchés et est par conséquent exclu.

11-3 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale) (Unité : %)

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012
Japon	20,6	11,6	23,2	19,7	10,5
Pays développés	7,8	14,0	7,7	17,3	19,0
Pays en développement, etc.	31,5	31,3	29,0	24,1	23,3
Pays en développement, etc. (monnaie locale)	40,2	43,1	40,2	39,0	47,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.
 Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.
 Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-4 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement) (Unité : %)

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012
Japon	34,4	20,5	38,7	32,3	19,9
Pays développés	13,0	24,5	12,8	28,3	35,9
Pays en développement	52,6	55,0	48,4	39,4	44,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.
 Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.
 Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-5 Nationalité des contractants (dont marchés en monnaie locale et prêts de soutien à la balance des paiements) (Unité : %)

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012
Japon	22,6	13,5	24,5	20,0	11,0
Pays développés	2,5	7,7	6,0	16,0	14,8
Pays en développement (monnaie étrangère)	30,8	27,2	26,9	24,4	24,5
Pays en développement (monnaie locale)	44,1	51,6	42,6	39,6	49,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.
 Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.
 Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

11-6 Nationalité des contractants (monnaie étrangère uniquement, hors prêts de soutien à la balance des paiements) (Unité : %)

	Exercice 2008	Exercice 2009	Exercice 2010	Exercice 2011	Exercice 2012
Japon	40,4	27,9	42,8	33,1	21,9
Pays développés	4,5	15,9	10,4	26,4	29,4
Pays en développement (monnaie étrangère)	55,1	56,2	46,9	40,4	48,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Note 1 : Pays développés : Pays membres de l'OCDE à l'exclusion du Japon.
 Pays en développement, etc. : Pays de la liste des bénéficiaires de l'APD établie par le CAD, et pays non membres de l'OCDE retirés de la liste du CAD.
 Note 2 : Les chiffres étant arrondis, les totaux ne correspondent pas nécessairement à la somme des composants.

12-1 12-1 Projets de coopération technique (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2012)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
Asie				
Afghanistan	Projet de renforcement de la formation des enseignants pour les besoins éducatifs spéciaux (phase 2)	19/12/2012	01/01/2013	31/12/2015
	Projet de renforcement des capacités de gestion de l'information hydro-météorologique par le ministère de l'Énergie et de l'eau	09/10/2012	01/01/2013	31/12/2017
	Projet de développement des capacités et de renforcement institutionnel du ministère de l'Agriculture, de l'Irrigation et de l'élevage	30/05/2012	30/05/2012	29/05/2017
Arménie	Projet de développement de la production et de promotion des marques au niveau local	01/11/2012	01/03/2013	29/02/2016
Bangladesh	Projet de renforcement des capacités pour le projet de gestion ITEE	21/06/2012	31/10/2012	31/12/2015
Cambodge	Projet de développement des ressources éducatives en sciences et en mathématiques dans le premier cycle de l'enseignement secondaire	27/03/2013	01/05/2013	31/03/2016
	Projet de renforcement des capacités pour les systèmes d'approvisionnement en eau des zones urbaines au Cambodge (phase 3)	18/07/2012	10/11/2012	09/11/2017
	Projet de renforcement stratégique du système de soutien aux petites et moyennes entreprises (PME)	04/03/2013	01/06/2013	31/05/2015
Chine	Projet d'inspection du travail et de la sécurité sociale	21/11/2012	17/01/2013	16/01/2016
	Projet de développement des capacités de planification de lutte contre la pollution atmosphérique d'O3 et PM2,5	28/09/2012	28/09/2012	31/03/2015
Inde	Projet de développement institutionnel pour la supervision de l'exploitation, la gestion et la maintenance des routes et des autoroutes	28/09/2012	01/12/2012	31/12/2015
	Projet sur les champions de la fabrication sociétale	15/03/2013	01/04/2013	31/03/2016
Indonésie	Développement des capacités pour les 3R et le système de gestion des déchets solides domestiques	28/03/2013	01/10/2013	30/09/2016
	Projet de renforcement du système d'alerte et de réponse précoces pour les maladies infectieuses	01/12/2012	15/10/2013	14/10/2018
	Projet de renforcement des compétences en matière de soins par une formation sur le terrain	15/10/2012	15/10/2012	14/10/2017
	Projet de développement des capacités au niveau national pour les officiers de police dans le cadre du modèle POLMAS – activités de la police civile indonésienne	17/09/2012	01/10/2012	30/09/2017
Kirghizstan	Projet de développement des capacités pour la gestion de la maintenance des ponts et des tunnels	14/02/2013	01/06/2013	31/01/2016
	Projet de promotion de la production de semences de légumes exportables	13/02/2013	15/05/2013	14/05/2018
	Projet de développement des capacités des entrepreneurs par le Centre Kirghizstan-Japon pour le développement humain	21/02/2013	01/04/2013	31/03/2016
Laos	Projet de développement des capacités pour améliorer la gestion des autorités chargées de l'approvisionnement en eau	25/05/2012	24/08/2012	23/08/2017
Malaisie	Projet de soutien à la participation des personnes handicapées (phase 2)	06/07/2012	01/09/2012	31/08/2015
Mongolie	Projet de renforcement des systèmes de médiation (phase 2)	05/11/2012	01/04/2013	15/12/2015
	Projet de renforcement des capacités du secteur des ressources naturelles et des mines en Mongolie	25/06/2012	01/07/2012	30/06/2017
Myanmar	Projet d'amélioration des services et de la sécurité des voies ferrées	28/03/2013	31/05/2013	30/05/2015
	Projet d'amélioration des technologies routières dans les zones affectées par des catastrophes	01/08/2012	15/08/2012	14/08/2015
	Projet d'établissement d'un système intégral (de bout en bout) d'alerte précoce pour les catastrophes naturelles	07/12/2012	20/02/2013	19/02/2017
	Projet de développement des technologies agricoles pour économiser l'eau dans la région centrale sèche	20/12/2012	17/06/2013	16/06/2018
	Projet de Centre Myanmar-Japon pour le développement des ressources humaines	31/01/2013	31/01/2013	30/01/2016
Népal	Soutien pour l'amélioration de la gestion des écoles primaires (SISM) (phase 2)	11/03/2013	10/05/2013	31/12/2016
Philippines	Renforcement de la compétitivité des produits agricoles frais et semi-transformés par l'application d'une technologie d'emballage appropriée et durable	10/12/2012	27/02/2013	31/03/2017
	Projet de renforcement des capacités pratiques d'application des lois maritimes	06/12/2012	14/03/2013	13/03/2016
	Projet d'exploitation et de maintenance des systèmes d'irrigation nationaux	17/10/2012	13/05/2013	12/05/2017
Thaïlande	Projet de Réseau des universités des pays de l'ANASE/Réseau pour le développement de l'enseignement des sciences de l'ingénieur en Asie du Sud-Est (AUN/SEED-Net) (phase 3)	31/01/2013	11/03/2013	10/03/2018
	Projet de développement des services de soins à long terme pour les personnes âgées fragiles et autres personnes vulnérables	14/01/2013	14/01/2013	31/08/2017
	Renforcement de la gestion environnementale et des liens entre le niveau central, régional, provincial et local	28/09/2012	15/12/2012	14/12/2015
	Projet de développement des capacités en matière de mitigation et d'adaptation au changement climatique dans la région du sud-est asiatique	21/12/2012	01/06/2013	31/05/2016
	Projet de renforcement de la transparence et de la prévisibilité des classements tarifaires et de l'évaluation en douane	31/08/2012	29/10/2012	28/10/2015
	Projet de renforcement du mécanisme régional et intégré de promotion des PME (RISMEP)	31/01/2013	07/05/2013	08/05/2016
Vietnam	Projet de renforcement des capacités de l'École nationale des sciences politiques et de l'administration publique Ho Chi Minh pour la formation des dirigeants et des fonctionnaires publics	04/05/2012	16/07/2012	15/07/2015
	Projet d'établissement d'une assistance téléphonique pour lutter contre la traite des personnes au Vietnam	09/04/2012	09/04/2012	08/04/2015
	Projet de promotion des douanes électroniques au Vietnam	29/06/2012	01/07/2012	30/06/2016
	Projet d'amélioration du cadre juridique pour les lois et les politiques sur la concurrence	12/12/2012	22/04/2013	31/03/2016
	Projet d'amélioration des transports urbains dans la ville de Danang	13/03/2013	19/05/2013	18/05/2016
Pacifique				
Fidji	Projet de renforcement des capacités de mise en œuvre de la coopération Sud-Sud	15/02/2013	01/09/2013	31/08/2016
Îles Salomon	Projet d'amélioration des capacités de réduction de l'eau non comptabilisée pour les autorités chargées de la gestion de l'eau dans les îles Salomon (SIWA)	27/07/2012	22/10/2012	21/10/2015
Amérique du Nord et Amérique latine				
Bolivie	Projet d'amélioration du réseau de santé maternelle et infantile à Potosi	16/01/2013	20/05/2013	20/05/2017
	Projet de renforcement des capacités pour l'agriculture irriguée	25/07/2012	30/11/2012	29/11/2016
Brésil	Projet de renforcement des capacités de réorganisation foncière à Curitiba	09/11/2012	01/02/2013	31/01/2016
Costa Rica	Projet de promotion d'une protection participative de la biodiversité	01/02/2013	01/04/2013	31/03/2018

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
Amérique du Nord et Amérique latine (suite)				
Cuba	Projet de renforcement des capacités de gestion des nappes phréatiques et de l'intrusion de l'eau de mer	17/10/2012	01/02/2013	31/01/2017
République dominicaine	Projet de renforcement des soins de santé primaires pour les femmes enceintes et les nouveau-nés dans la région sanitaire III	12/02/2013	28/05/2013	27/05/2017
Guatemala	Projet de renforcement des capacités des gouvernements locaux	17/12/2012	15/03/2013	30/09/2016
Honduras	Projet de renforcement de la gestion durable du bassin versant avec la participation de la communauté dans la zone forestière protégée du barrage d'El Cajon	18/12/2012	01/05/2013	30/04/2016
	Projet de renforcement du système de santé primaire basé sur le « modèle sanitaire national »	18/12/2012	22/04/2013	21/04/2018
Mexique	Projet de développement de la chaîne d'approvisionnement automobile au Mexique	05/06/2012	25/10/2012	01/12/2015
Nicaragua	Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement des mathématiques à l'école primaire (phase 2)	30/05/2012	16/09/2012	15/09/2015
Paraguay	Projet de renforcement et de consolidation de la production et de l'utilisation de graines de sésame améliorées pour les petits exploitants agricoles au Paraguay	17/12/2012	17/12/2012	16/12/2016

Moyen-Orient et Maghreb

Autorité palestinienne	Projet d'assistance technique et de renforcement des capacités pour le projet d'assainissement de Jéricho	09/05/2012	01/05/2012	31/07/2016
	Projet d'amélioration du système financier local en Palestine	12/08/2012	30/10/2012	30/09/2016
	Projet de développement d'un tourisme durable à Jéricho par un partenariat public-privé (phase 2)	24/12/2012	15/05/2013	14/05/2016
Égypte	Projet de renforcement du transfert de gestion de l'eau	25/07/2012	10/11/2012	09/11/2015
Jordanie	Introduction de technologies agricoles avancées pour les zones sèches de Jordanie dans le cadre d'une coopération trilatérale Jordanie-Japon-Israël (phase 2)	01/10/2012	01/12/2012	30/11/2015
	Projet de coopération technique pour le développement des capacités du système d'orientation professionnelle et d'emploi en Jordanie	31/01/2013	15/06/2013	14/06/2016
Maroc	Projet de renforcement des capacités pour la gestion des déchets solides dans la ville de Tiznit et les communes voisines	14/09/2012	01/04/2013	31/03/2016
Tunisie	Projet en cogestion des pêcheries côtières dans le golfe de Gabes	29/06/2012	22/10/2012	21/10/2016
	Projet de renforcement des capacités pour la promotion du tourisme	02/10/2012	07/01/2013	06/01/2016

Afrique

Burundi	Projet de renforcement des capacités du personnel de santé pour la santé maternelle et infantile au niveau provincial	14/02/2013	01/07/2013	30/06/2017
Côte d'Ivoire	Projet de renforcement de l'équipement et de l'infrastructure de base pour les communautés d'Abobo et Yopougon	20/02/2013	01/07/2013	30/06/2016
Djibouti	Projet de développement des capacités des gardes-côtes de Djibouti	19/12/2012	07/05/2013	14/05/2015
	Projet de développement des capacités des sages-femmes	27/11/2012	13/03/2013	12/03/2015
Érythrée	Amélioration de la qualité et des capacités de l'enseignement supérieur en Érythrée	08/10/2012	15/02/2013	14/06/2016
Éthiopie	Projet de gestion durable des ressources naturelles à travers les écoles pratiques d'agriculture dans la vallée du Rift de la région d'Oromia	25/02/2013	01/06/2013	30/11/2016
	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau, de l'assainissement et des moyens de subsistance des zones rurales à travers la diffusion des pompes à cordes pour l'eau potable	10/08/2012	28/02/2013	31/12/2016
Ghana	Projet d'optimisation des technologies fondées sur la main-d'œuvre	01/10/2012	01/01/2013	31/12/2015
Kenya	Projet de développement d'arbres résistant à la sécheresse pour l'adaptation au changement climatique dans les zones sèches du Kenya	31/05/2012	01/07/2012	30/06/2017
Malawi	Projet de promotion des activités de gestion du bassin hydrographique sur le cours intermédiaire du Shire	26/12/2012	01/04/2013	31/03/2018
	Projet de renforcement des capacités pour la programmation des investissements du secteur public (phase 2)	22/10/2012	30/03/2013	30/09/2016
	Projet de plan d'urbanisme et de gestion du développement	30/08/2012	15/11/2012	31/03/2015
Mozambique	Projet de promotion d'activités durables pour les 3R à Maputo	27/11/2012	15/02/2013	14/02/2017
	Projet de promotion de la durabilité pour l'approvisionnement en eau, l'hygiène et l'assainissement des zones rurales de la province de Niassa	17/10/2012	01/03/2013	28/02/2017
	Projet d'établissement d'un modèle de développement au niveau des communautés dans le cadre du corridor de Nacala pour le développement agricole (ProSAVANA)	23/01/2013	01/04/2013	31/03/2019
	Projet de développement de l'industrie locale à travers le mouvement UVUP	17/10/2012	20/01/2013	19/01/2017
Namibie	Projet de développement des capacités de gestion du budget public	13/04/2012	01/07/2012	30/06/2015
Niger	« École pour tous » : projet d'aide au développement de l'éducation à travers la participation communautaire	24/04/2012	23/05/2012	22/05/2016
Rwanda	Renforcement de la formation collaborative des enseignants basée sur l'école (Projet SBCT)	18/09/2012	01/01/2013	31/03/2015
	Projet de renforcement des capacités de l'Institut supérieur de technologie de Tumba (phase 2)	30/11/2012	01/01/2013	31/12/2017
Sénégal	Projet de renforcement des soins de santé pour les mères et les nouveau-nés (phase 2)	30/08/2012	16/11/2012	15/11/2016
Sierra Leone	Projet de renforcement du système de supervision de soutien	12/10/2012	01/01/2013	09/05/2017
Soudan du Sud	Projet de développement des capacités institutionnelles de la télévision et de la radio du Soudan du Sud	23/08/2012	01/12/2012	30/11/2016
Tanzanie	Projet de renforcement des capacités de soutien pour la planification et la mise en œuvre des PDAD dans le cadre de l'ASDP (phase 2)	09/06/2012	15/08/2012	30/06/2016
	Projet de renforcement des capacités des entreprises du secteur manufacturier par l'amélioration de la qualité et de la productivité (KAIZEN)	15/11/2012	01/03/2013	31/03/2016
Zambie	Projet de coopération technique pour l'irrigation des petites exploitations basée sur les communautés (T-COBSI)	21/11/2012	01/03/2013	28/02/2018

Europe

Albanie	Projet de soutien à la minimisation des déchets et à la promotion des 3R	20/07/2012	01/10/2012	31/10/2015
Europe	Projet d'établissement et de promotion des services d'encadrement pour les petites et moyennes entreprises dans les Balkans occidentaux (Serbie, Bosnie-Herzégovine et Monténégro)	12/11/2012	01/04/2013	31/03/2016
Turquie	Développement des capacités pour une gestion efficace du risque de catastrophe	31/01/2013	01/03/2013	28/02/2017

Total : 95 projets (55 pays et régions)

Note : Le projet d'établissement et de promotion des services d'encadrement pour les petites et moyennes entreprises dans les Balkans occidentaux est intégré dans trois pays (la Serbie, la Bosnie-Herzégovine et le Monténégro).

12-2 Projets de partenariat pour la recherche scientifique et technologique pour le développement durable (SATREPS) (procès-verbaux des discussions signés durant l'exercice 2012)

Pays	Nom du projet	Date de signature du procès-verbal des discussions	Date de début du projet	Date de fin du projet
Asie				
Indonésie	Étude pilote pour la séquestration et la surveillance du carbone dans la zone de Gundhi, province de Java central, Indonésie	03/07/2012	06/09/2012	05/09/2017
	Projet de bioproduction innovante en Indonésie : Stratégie de bioraffinerie intégrée pour promouvoir une utilisation de la biomasse exploitant les supermicrobes pour la fabrication de carburant et de produits chimiques	13/02/2013	01/04/2012	31/03/2017
Malaisie	Projet de promotion d'une économie verte avec l'industrie de l'huile de palme pour la protection de la biodiversité	31/03/2013	01/07/2013	30/06/2017
Pacifique				
Palaos	Projet de gestion durable des récifs coralliens et des écosystèmes insulaires : Répondre à la menace du changement climatique	14/02/2013	01/04/2013	31/03/2018
Amérique du Nord et Amérique latine				
Mexique	Évaluation de la diversité et développement d'une utilisation durable des ressources génétiques mexicaines	26/11/2012	01/07/2013	30/06/2018
Argentine	Projet de développement d'un système de gestion sociale pour les risques environnementaux atmosphériques en Amérique du Sud	04/03/2013	01/04/2013	31/03/2018
Afrique				
Kenya	Projet de recherche sur le riz pour le développement d'une technologie de production et de culture sur mesure au Kenya	10/01/2013	07/05/2013	06/05/2018
Europe				
Turquie	Projet d'atténuation des effets des séismes et des tsunamis dans la région de Marmara et d'éducation sur les catastrophes en Turquie	08/02/2013	01/05/2013	30/04/2018

Total : 8 projets (7 pays)

12-3 Liste des principaux engagements de prêts d'APD (accords de prêts approuvés durant l'exercice 2012)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de la signature/modification du prêt	Prêt/montant supplémentaire
Asie			
Bangladesh	Projet de développement d'un système de transport en commun rapide à Dacca (I)	20/02/2013	10 477
	Projet de développement du réseau national de transmission	20/02/2013	18 736
	Projet de développement d'une centrale électrique à cycle combiné à Bheramara	20/02/2013	41 480
	Projet de construction d'un second pont et de réhabilitation du premier pont à Kanchpur, Meghna et Gumti (I)	10/03/2013	28 945
	Projet d'approvisionnement en eau à Karnaphuli (phase 2)	10/03/2013	34 847
	Projet de développement intégré au nord du Bangladesh	10/03/2013	20 556
Inde	Projet de développement d'énergies renouvelables	10/03/2013	11 335
	Projet d'amélioration du système de transmission de Tamil Nadu	28/09/2012	60 740
	Projet d'approvisionnement en eau en milieu rural au Rajasthan (Nagaur)	28/09/2012	37 598
	Projet d'amélioration de l'approvisionnement en eau à Delhi	29/10/2012	28 975
	Projet d'amélioration de la route nationale du Bihar	22/02/2013	22 903
	Projet de corridor dédié au fret (phase 2) (II)	28/03/2013	136 119
Indonésie	Projet de métro à Chennai (III)	28/03/2013	48 691
	Projet d'approvisionnement en eau par des canalisations au Bengale-Occidental (Purulia)	28/03/2013	14 225
	Prêt aux politiques de développement (VIII)	23/01/2013	15 490
	Prêt au secteur de la gestion des inondations dans le bassin supérieur du Citarum	28/03/2013	3 311
Myanmar	Projet d'accélération du développement de la géothermie (Projet de centrale géothermique à Tulehu (étude d'ingénierie))	28/03/2013	5 104
	Projet de centrale au charbon à Indramayu (étude d'ingénierie)	28/03/2013	1 727
Philippines	Prêt en appui au développement social et économique	15/01/2013	198 881
Sri Lanka	Projet d'hydroélectricité à Tanahu	13/03/2013	15 137
	Programme en appui aux politiques de développement - climat de l'investissement	10/10/2012	7 775
	Projet de renforcement des capacités des systèmes de transport en commun de la zone métropolitaine de Manille	27/03/2013	43 252
Vietnam	Projet de construction de l'aéroport et de protection durable de l'environnement à New Bohol	27/03/2013	10 782
	Projet de réduction des pertes de transmission et de distribution dans le Grand Colombo	14/03/2013	15 941
	Projet de construction des principaux ponts du réseau de routes nationales	14/03/2013	12 381
	Projet de protection de la route nationale contre les glissements de terrain	14/03/2013	7 619
Vietnam	Projet d'approvisionnement en eau au nord d'Anuradhapura (phase 1)	14/03/2013	5 166
	Programme d'aide en réponse au changement climatique (II)	22/03/2013	15 000
	Gestion économique et crédit de compétitivité (I)	22/03/2013	15 000
	Projet de construction d'une route entre le pont de Nhat Tan et l'aéroport international de Noi Bai (II)	22/03/2013	11 537
	Projet de construction du port international de Cai Mep - Thi Vai (II)	22/03/2013	8 942
	Projet d'amélioration de la sécurité des ponts de la voie ferrée Hanoi - Ho Chi Minh (III)	22/03/2013	13 790
	Projet de construction d'une voie ferrée urbaine à Hanoi (ligne 1) (phase 1) et complexe de Ngoc Hoi (I)	22/03/2013	16 588
	Projet de modernisation du système d'irrigation au nord de Nghe An	22/03/2013	19 122
	Projet de système d'égouts de Yen Xa à Hanoi	22/03/2013	28 417
	Second prêt au secteur du transport pour l'amélioration du réseau de routes nationales	22/03/2013	24 771
	Projet de construction du pont de Nhat Tan (pont de l'amitié Vietnam-Japon) (III)	22/03/2013	15 637
	Projet de construction de la centrale thermique n° 2 à Ô Mon (II)	22/03/2013	6 221

Pays	Nom du projet	Date de la signature/ modification du prêt	Prêt/montant supplémentaire
Pacifique			
Vanuatu	Projet de développement du quai polyvalent international de Port Vila Lapetasi	13/06/2012	4 945
Amérique du Nord et Amérique latine			
Guatemala	Projet d'amélioration des routes de la ZONAPAZ (II)	06/11/2012	9 939
Brésil	Projet de bus interurbains dans la zone métropolitaine de Belém	04/09/2012	16 411
Pérou	Programme d'aide à la rénovation énergétique des infrastructures	12/10/2012	8 770
	Projet de gestion des déchets solides	12/10/2012	4 396
	Projet d'optimisation de l'approvisionnement en eau et des réseaux d'égouts de la zone métropolitaine du nord de Lima (II)	09/01/2013	5 078
	Projet de développement rural de l'Amazonas	09/01/2013	2 905
Moyen-Orient et Maghreb			
Irak	Projet de reconstruction du secteur de la santé	14/10/2012	10 245
	Projet de développement du réseau de communication des villes principales	14/10/2012	11 674
	Projet de modernisation de la raffinerie de Baiji (étude d'ingénierie)	14/10/2012	2 676
	Projet de modernisation de la raffinerie de Bassora (I)	14/10/2012	42 435
Jordanie	Projet de développement des ressources humaines et d'amélioration des infrastructures sociales	14/08/2010	12 234
Maroc	Projet de développement du système d'égouts (III)	26/03/2013	10 790
Afrique			
Botswana	Projet de construction du pont de Kazungula	12/10/2012	8 735
Kenya	Projet de développement des routes de la zone portuaire de Mombasa	02/06/2012	27 691
Mozambique	Projet de développement du port de Nacala (phase 1)	07/03/2013	7 889
Zambie	Projet de construction du pont de Kazungula	12/10/2012	2 877
Total 55 projets (19 pays)			1 222 908

12-4 Principaux projets d'investissement en actions (au 31 mars 2013)

Nom du projet	Société d'investissement	Résumé du projet	Date de l'investissement initial	Capital social (unité monétaire)	Parts détenues par la JICA (%)	Pays
Projet d'hydroélectricité et de production d'aluminium sur le fleuve Asahan	North American Environmental Fund, L.P.	Production électrique utilisant les ressources hydriques du fleuve Asahan au nord de Sumatra et fusion d'aluminium (environ 225 000 tonnes par an)	12/1975	49 993 (millions JPY)	50	Indonésie
Projet de production d'aluminium en Amazonie	SPDC Ltd.	Production d'alumine (environ 6,3 millions de tonnes par an) et fusion d'aluminium (environ 450 000 tonnes par an) dans la région amazonienne	08/1978	57 350 (millions JPY)	44,9	Brésil
Projet de production de méthanol en Arabie saoudite	Nippon Asahan Aluminum Co., Ltd.	Production de méthanol (environ 4,7 millions de tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	12/1979	2 310 (millions JPY)	30	Arabie saoudite
Projet de production pétrochimique en Arabie saoudite	Nippon Amazon Aluminum Co., Ltd.	Production d'éthylène glycol (environ 1,35 million de tonnes par an) et de polyéthylène (environ 750 000 tonnes par an) dans la zone industrielle d'Al Jubail	06/1981	28 400 (millions JPY)	37,1	Arabie saoudite
Projet d'engrais KAFCO au Bangladesh	Japan Saudi Arabia Methanol Co., Inc.	Production d'urée (environ 700 000 tonnes par an) et d'ammoniaque (environ 500 000 tonnes par an) à Chittagong	07/1990	5 024 (millions JPY)	46,4	Bangladesh
Fonds pour l'environnement d'Amérique du Nord	Fonds d'affectation spéciale de l'Université des Nations unies (UNU)	Investissements dans des projets environnementaux à petite échelle initiés par le secteur privé (société de gestion) par le biais du Fonds	09/1993	2 603 (milliers USD)	22,6	Mexique
Projet de production de pâte à papier Musi	Sumatra Pulp Co., Ltd.	Production de pâte à papier (environ 450 000 tonnes par an) dans la région de Bilimbing au sud de Sumatra	04/1995	13 351 (millions JPY)	42,7	Indonésie
Projet de fonds régional Apex en Asie du Sud	KAFCO Japan Investment Co., Ltd.	Création d'un fonds pour fournir des capitaux d'investissement aux petites et moyennes entreprises au niveau de l'État (co-investi par la BAD et la SFI)	04/1996	2 895 (milliers INR)	22,7	Inde
Programme de soutien financier de l'UNU pour aider les étudiants des pays en développement à étudier au Japon	SARA Fund Trustee Co., Ltd.	Projet de soutien aux ressortissants des pays en développement dont les études au Japon sont financées par des fonds privés, par une contribution à un fonds d'affectation spéciale créé par l'UNU	08/2003	7 (millions JPY)	100	Japon
Projet de microfinance au Pakistan	The First Microfinance Bank Ltd.	Fourniture de prêts pour la réduction de la pauvreté au Pakistan à travers la microfinance (cofinancé par le FMI et une ONG locale)	04/2012	1 351 500 (milliers PKR)	17,8	Pakistan

Note : Les principaux projets de participation au capital ont un ratio d'investissement de 20% ou plus.

12-5 Dons (projets de l'exercice 2012)

(Unité : 1 million JPY)

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Asie			
Afghanistan	Projet de réhabilitation des chaussées aéroportuaires de l'aéroport international de Kaboul	12/10/2010	4,10
	Programme d'augmentation de la production agricole par l'amélioration de la productivité en Afghanistan (phase 3)	12/08/2012	8,84
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants	11/12/2012	10,64
	Projet de réhabilitation de l'infrastructure communautaire à Nangarhar	11/02/2013	10,76
	Projet de réhabilitation et d'extension des chaussées aéroportuaires de l'aéroport international de Kaboul (phase 2)	05/03/2013	13,61
	Projet de développement des installations d'approvisionnement en eau au sud de Dehsabz	05/03/2013	25,61
	Projet d'amélioration de la qualité de l'enseignement de base par l'application de l'approche « École amie des enfants »	28/02/2013	12,91
	Programme d'amélioration des systèmes d'irrigation dans les provinces de Kaboul, Bamiyan et Kapisa	28/02/2013	21,37
	Projet d'amélioration de la santé maternelle, infantile et néonatale	28/02/2013	13,98
Bangladesh	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	13/06/2010	0,42
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/07/2011	0,63
	Amélioration de la capacité de stockage de l'aide alimentaire publique en République populaire du Bangladesh	17/06/2012	1,58
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/06/2012	0,97
	Projet d'investigation des nappes phréatiques et de développement des sources d'eau profondes dans les zones rurales et urbaines	20/02/2013	7,28
	Efforts de réduction de la pauvreté	12/12/2012	5,00
Bhoutan	Projet de reconstruction des ponts (phase 3)	19/06/2009	3,32
	Projet de réhabilitation du système d'irrigation de Taklai dans le district de Sarpang (avant-projet détaillé)	07/02/2013	0,46
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	07/02/2013	1,10
Cambodge	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/06/2010	0,59
	Projet de construction du pont Neak Loeung	23/06/2010	29,02
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/06/2011	0,88
	Projet de réhabilitation et de mitigation des inondations	30/07/2012	15,10
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	26/06/2012	1,29
	Projet d'amélioration des installations et des équipements de laboratoire de l'Institut de technologie du Cambodge	28/03/2013	5,96
	Projet de construction et de réhabilitation de petites centrales hydroélectriques dans la province de Rattanakiri	28/03/2013	12,06
	Projet d'amélioration de l'hôpital de référence de la province de Sihanouk	28/03/2013	13,21
Chine	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	23/07/2009	0,73
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/08/2010	1,34
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/08/2011	1,53
Indonésie	Projet de reconstruction urgente de la station de pompage Est de Pluit à Jakarta	30/09/2011	8,50
Kirghizstan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	18/06/2009	0,37
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	24/06/2011	0,71
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/06/2012	0,97
	Projet de renforcement de la réponse aux catastrophes et des capacités d'évaluation du risque et de facilitation du dialogue régional pour une coopération contribuant à promouvoir la prévention des catastrophes au Kirghizstan	21/02/2013	2,04
	Projet de reconstruction du pont de Kok-Art et de la route Bishkek-Osh (avant-projet détaillé)	14/03/2013	0,52
Laos	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	14/05/2010	0,59
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2011	0,82
	Projet d'amélioration de la route nationale n° 9 en tant que corridor économique est-ouest dans la région du Mékong	03/08/2011	10,82
	Projet de soutien aux opérations d'enlèvement de munitions non explosées autour des principaux axes routiers	05/06/2012	9,00
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	05/06/2012	0,91
	Projet de développement de l'approvisionnement en eau à Thakhek (avant-projet détaillé)	20/02/2013	0,41
	Projet de développement de la petite hydroélectricité	29/03/2013	17,75
	Projet de renforcement du réseau des services de santé dans les provinces méridionales	29/03/2013	7,41
	Projet de modernisation des équipements pour la transition vers un nouveau système CNS/ATM	29/03/2013	5,33
Mongolie	Projet de construction d'une voie ferrée aérienne dans la ville d'Oulan-Bator	27/05/2009	5,05
	Projet d'amélioration des installations d'enseignement primaire (phase 4)	18/08/2009	12,94
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/05/2010	0,50
	Programme de développement de l'approvisionnement en eau d'Oulan Bator à Gachuurt	21/06/2011	9,73
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	21/06/2011	0,70
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/05/2012	0,82
Myanmar	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	30/10/2009	0,61
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/09/2010	0,76
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	28/09/2011	1,00
	Projet de plan de réhabilitation des forêts de mangroves pour le renforcement de la prévention des catastrophes dans le delta d'Ayeyawady	03/08/2012	5,83

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Asie (suite)			
Myanmar	Projet de modernisation des installations de santé au centre du Myanmar	25/10/2012	12,56
	Projet d'amélioration de la machinerie pour la réhabilitation du polder dans le delta d'Ayeyawady	29/10/2012	11,60
	Projet d'aide alimentaire aux régions pauvres et notamment aux minorités ethniques	24/05/2012	8,14
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/08/2012	0,28
	Projet d'amélioration urgente des réseaux de communication	28/12/2012	17,10
	Projet de fourniture d'équipements pour la construction et la maintenance des routes dans l'État Kayin	22/03/2013	7,59
	Projet d'établissement d'un système de surveillance des catastrophes climatiques	22/03/2013	38,42
	Projet d'amélioration de la sûreté et de la sécurité aéroportuaire au niveau national	22/03/2013	12,33
	Projet de réhabilitation de la centrale hydroélectrique n° 2 de Baluchaung	22/03/2013	66,69
	Projet d'amélioration des équipements médicaux des hôpitaux de Rangoun et Mandalay	22/03/2013	11,40
	Projet de modernisation des ferries de Rangoun	22/03/2013	11,68
	Projet d'aide alimentaire dans les régions habitées par les minorités ethniques	22/03/2013	20,00
	Programme de développement et de réhabilitation des communautés dans les régions habitées par les minorités ethniques	22/03/2013	7,00
	Programme de renforcement des capacités des gouvernements locaux, des moyens de subsistance et de la cohésion sociale dans les régions habitées par les minorités ethniques	22/03/2013	13,00
	Programme d'aide aux personnes déplacées dans les régions habitées par les minorités ethniques	22/03/2013	6,51
Népal	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	29/04/2012	2,50
	Projet de construction de la route de Sindhuli (section III)	10/07/2012	6,30
	Projet de mesures de construction contre les glissements de terrain sur la section routière de Sindhuli II	10/07/2012	1,73
	Projet de modernisation de l'aéroport international de Tribhuvan (système de surveillance)	27/03/2013	9,89
Pakistan	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Abbottabad	14/09/2010	12,04
	Projet d'amélioration de l'équipement audiovisuel de l'Institut national du patrimoine traditionnel et populaire	14/05/2012	0,49
	Projet de modernisation du système mécanique pour les services d'égouts et de drainage à Faisalabad	13/08/2012	6,83
	Projet d'amélioration de l'Institut de santé infantile de Karachi	21/12/2012	14,23
	Projet de réhabilitation du réseau de radiodiffusion sur ondes moyennes	21/12/2012	13,85
	Projet de contrôle et d'éradication de la poliomyélite dans la République islamique du Pakistan	11/03/2013	2,26
Philippines	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	27/05/2009	0,49
	Projet d'amélioration du système de radar météorologique	13/11/2009	9,52
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	04/07/2011	0,88
	Projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles	26/06/2012	10,00
	Projet de construction de ponts pour le développement des communautés de réformes agraires (phase 2) (pont Umiray)	04/05/2012	13,94
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	02/08/2012	1,20
Sri Lanka	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/05/2010	0,39
	Projet de reconstruction de 5 ponts dans la province Orientale	25/11/2010	2,27
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	29/06/2011	0,70
	Projet de construction du pont de Manmunai	13/09/2011	8,31
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/05/2012	1,01
	Projet de développement d'un système de transport intelligent pour les autoroutes au Sri Lanka	18/03/2013	9,40
	Projet de construction d'une drague	18/03/2013	9,88
Tadjikistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/05/2010	0,17
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/06/2011	0,30
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	11/06/2012	0,36
	Projet d'amélioration de l'équipement pour la maintenance des routes dans la région de Khatlon et les districts subordonnés à la République	28/03/2013	13,44
	Projet d'amélioration des équipements médicaux, de l'approvisionnement en eau et des installations de drainage pour les institutions de santé maternelle et infantile	28/03/2013	6,02
Thaïlande	Projet de prévention des inondations sur la rive est du fleuve Pasak à Ayutthaya	15/08/2012	25,50
	Projet de réhabilitation de la route périphérique extérieure de Bangkok	01/08/2012	54,80
Timor-Est	Projet de correction des cours d'eau pour la protection du pont Mola (avant-projet détaillé)	21/03/2013	0,26
Ouzbékistan	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	15/07/2010	0,47
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/07/2011	0,65
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	03/05/2012	0,75
Vietnam	Projet de reboisement des zones côtières sableuses au centre-sud du Vietnam (phase 2)	06/07/2009	0,90
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	12/07/2010	0,77
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	20/07/2011	1,06
	Projet de reconstruction des ponts dans le district central (phase 3)	08/05/2012	7,49
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	25/07/2012	1,50

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Pacifique			
Fidji	Projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles	20/04/2012	3,00
Kiribati	Projet d'extension du port de Betio	29/06/2011	12,31
Îles Marshall	Projet d'amélioration des services nationaux de transport maritime aux îles Marshall	06/06/2012	12,88
Palaos	Projet de renforcement des capacités de production électrique dans la zone urbaine de la République des Palaos	27/06/2012	17,29
Papouasie-Nouvelle-Guinée	Projet d'amélioration des équipements de maintenance des routes	20/02/2013	8,64
	Projet d'amélioration des équipements pour l'enseignement des médias	20/02/2013	0,72
Tonga	Projet d'introduction d'un système de micro-réseau électrique avec des énergies renouvelables pour la feuille de route énergétique des Tonga	21/03/2013	15,73
Vanuatu	Projet d'amélioration de l'équipement de gestion des risques de catastrophes naturelles	23/04/2012	3,00
	Projet de redéveloppement de l'hôpital de Vila Central	13/06/2012	0,90
Amérique du Nord et Amérique latine			
Bolivie	Projet d'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales des départements de Beni et Pando	11/10/2012	5,66
Costa Rica	Projet d'amélioration des équipements de transmission du système national de radio et de télévision	13/03/2013	0,72
Cuba	Projet d'amélioration des programmes TV de l'Institut cubain de la radio et de la télévision	13/04/2012	0,32
Équateur	Projet de construction du nouveau pont international de Macará	17/03/2010	1,63
Haïti	Projet d'aménagement de l'hôpital de Jacmel du département du Sud-Est	04/10/2012	13,33
Honduras	Projet de prévention des glissements de terrain dans la zone métropolitaine de Tegucigalpa	16/06/2011	4,87
	Projet de production micro-hydroélectrique dans la zone de Tegucigalpa	18/03/2013	9,52
	Projet de restauration du pont Democracia	18/03/2013	5,20
Nicaragua	Projet de construction du pont de Santa Fe au Nicaragua	26/05/2010	9,23
	Projet de reconstruction des ponts sur la route Managua – El Rama	20/06/2011	10,33
Pérou	Projet de construction du nouveau pont international de Macará	19/04/2010	4,98
Saint-Christophe-et-Nevis	Projet de développement d'un centre communautaire des pêches à Charlestown, Nevis	27/04/2012	9,32
Salvador	Projet d'amélioration des équipements pour la gestion du risque de catastrophes	27/11/2012	4,00
Moyen-Orient et Maghreb			
Autorité palestinienne	Projet d'amélioration de la gestion des déchets solides en Cisjordanie	08/12/2012	8,00
Jordanie	Projet de réhabilitation et d'amélioration des installations d'eau dans le gouvernorat de Tafilah	14/06/2011	11,33
	Projet de renforcement de la sécurité aux frontières à Al-Karamah en Jordanie	17/05/2012	5,42
Yémen	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales	17/05/2010	6,21
Afrique			
Bénin	Projet de construction d'écoles primaires (phase 5)	07/12/2012	12,27
Burkina Faso	Projet de construction de centres de santé et de promotion sociale	27/04/2012	14,01
	Projet de construction et d'équipement de salles de classe dans les écoles primaires publiques (phase 5)	06/07/2012	11,38
	Projet d'approvisionnement en eau potable dans le Plateau Central et le Centre Sud (phase 2) (avant-projet détaillé)	27/12/2012	0,47
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	27/12/2012	3,70
Burundi	Projet de réhabilitation des routes et des infrastructures de Bujumbura	07/06/2010	10,01
Cameroun	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales (phase 5)	07/09/2012	7,68
République démocratique du Congo	Projet de réhabilitation et de modernisation de l'avenue des Poids Lourds à Kinshasa en République démocratique du Congo (phase 2)	04/06/2010	9,79
	Projet d'extension de l'usine de traitement des eaux de Ngaliema dans la ville de Kinshasa	04/06/2010	6,75
	Projet d'aménagement de l'Institut d'enseignement médical de Kinshasa	11/08/2011	11,56
	Projet d'aménagement de la direction provinciale de l'Institut national de préparation professionnelle à Kinshasa	18/06/2012	18,29
Djibouti	Projet de fourniture d'équipements pour la gestion des déchets	23/12/2012	13,46
Éthiopie	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales de la région du Tigré	14/05/2010	3,13
	Projet de remplacement du pont Awash sur la route nationale A1	09/06/2011	6,92
	Projet de réhabilitation des routes nationales (phase 4)	09/06/2011	19,42
	Projet de réhabilitation des routes nationales (phase 4) (II/II) (avant-projet détaillé)	05/12/2012	0,72
	Projet de construction d'écoles primaires et secondaires dans la Région des nations, nationalités et peuples du Sud	05/12/2012	13,10
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	25/12/2012	4,90
Ghana	Projet de réhabilitation de la route nationale n° 8	07/07/2009	23,93
	Projet de développement d'infrastructures dotées d'un système d'alimentation hybride dans la région nord-ouest	17/05/2012	9,89
	Projet de bourses pour le développement des ressources humaines	17/05/2012	0,61
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	14/03/2013	3,20
	Efforts de réduction de la pauvreté	14/03/2013	2,00

Pays	Nom du projet	Date de signature de l'accord de don	Montant*
Afrique (suite)			
Kenya	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau d'Embu et ses environs	26/07/2010	9,06
	Projet de construction de la route périphérique de Nairobi Ouest	16/11/2010	2,34
	Projet de doublement de la route C60/C61 Nairobi-Dagoretti	02/06/2012	15,66
	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales du comté de Baringo (avant-projet détaillé)	21/01/2013	1,31
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	21/01/2013	4,60
	Projet de renforcement du système d'approvisionnement en eau de Narok (avant-projet détaillé)	27/02/2013	0,88
Liberia	Projet de réhabilitation du système électrique de Monrovia	13/12/2012	20,37
	Projet de reconstruction de Somalia Drive à Monrovia (avant-projet détaillé)	12/03/2013	0,89
Malawi	Projet de centres commerciaux d'excellence et d'approvisionnement en eau des zones rurales des districts de Mchinji et Kasungu	30/08/2012	5,63
Mozambique	Projet de construction d'écoles secondaires dans la province de Nampula	31/08/2012	10,63
	Projet de construction de ponts sur la route entre Ile et Cuamba (avant-projet détaillé)	10/12/2012	1,32
	Projet de réhabilitation urgente du port de Nacala	10/12/2012	26,66
Nigeria	Projet d'introduction d'énergies propres par un système de production d'électricité solaire	25/09/2012	9,80
	Projet de prévention des maladies infectieuses pour les enfants en République fédérale du Nigeria	14/03/2013	2,59
Rwanda	Projet de construction du pont international de Rusumo et d'installation d'un poste frontière à guichet unique	06/09/2011	10,95
Sénégal	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	12/06/2012	2,90
	Projet de construction de salles de classe pour l'enseignement moyen dans les régions de Louga et de Kaolack	12/06/2012	11,64
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	21/01/2013	3,90
Soudan	Projet d'amélioration du système d'approvisionnement en eau à Kassala	07/10/2012	4,52
	Projet de modernisation des infrastructures de production alimentaire	07/10/2012	0,22
Soudan du Sud	Projet d'amélioration du port fluvial de Djouba (avant-projet détaillé)	28/06/2012	0,75
	Projet d'amélioration des systèmes d'approvisionnement en eau à Djouba, au Soudan du Sud	28/06/2012	1,92
	Projet de construction d'un pont sur le Nil (avant-projet détaillé)	28/06/2012	1,31
	Projet d'amélioration du port fluvial de Djouba	17/01/2013	0,00
	Projet de construction d'un pont sur le Nil	17/01/2013	0,00
Tanzanie	Projet d'élargissement de la route de New Bagamoyo	31/05/2010	25,22
	Projet de construction du pont international de Rusumo et d'installation d'un poste frontière à guichet unique	29/08/2011	10,95
	Projet d'amélioration des capacités de transport à Dar es Salaam	25/01/2013	0,04
	Projet d'amélioration de l'intersection de Tazara (avant-projet détaillé)	25/01/2013	0,64
	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	25/01/2013	3,80
	Projet d'approvisionnement en eau des zones rurales de la région de Tabora (avant-projet détaillé)	28/03/2013	0,76
Zambie	Projet d'amélioration du cadre de vie au sud de Lusaka	29/06/2011	2,42
	Efforts de réduction de la pauvreté	20/03/2013	3,00
Europe			
Kosovo	Projet d'amélioration des instruments de musique de l'orchestre philharmonique du Kosovo	19/09/2012	0,58
Moldavie	Projet de sécurité alimentaire pour les agriculteurs défavorisés	17/04/2012	1,30
Total : 192 projets (60 pays et régions)			1 415,52

* Montant accordé dans le cadre des nouveaux accords de dons (chiffres basés sur les accords précités). Pour les projets qui s'étendent sur plusieurs exercices, le montant maximum autorisé pour chaque exercice est comptabilisé pour cet exercice.

Agence japonaise de coopération internationale

Rapport annuel 2013

Japan International Cooperation Agency (JICA)
Nibancho Center Building, 5-25, Niban-cho, Chiyoda-ku, Tokyo 102-8012, Japan
Tél. : +81-3-5226-9781
<http://www.jica.go.jp/english/>

Imprimé en mai 2014
Par A.W.A.P. - 7, rue du Docteur Calmette, 93100 Montreuil

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris
Tél. : +33 1 40 20 04 21
<http://www.jica.go.jp/french/index.html>



From
the People of Japan

